



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

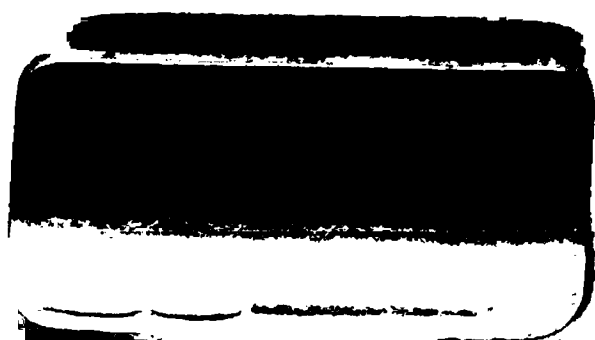
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



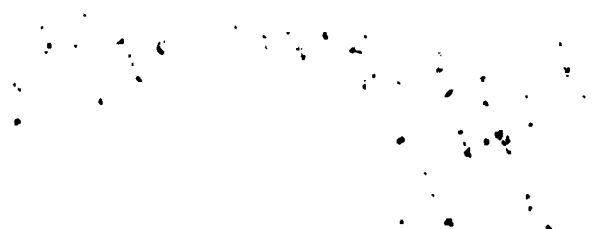
PROPERTY OF  
*University of  
Michigan  
Library*

1817

ARTES SCIENTIA VERITAS













# LE TRIOMPHE DU NOUVEAU MONDE; RÉPONSES ACADÉMIQUES,

ORMANT un nouveau système de Confédération,  
fondé sur les besoins actuels des Nations Chré-  
tiennes-commerçantes, & adapté à leurs diverses  
formes de Gouvernement :

D É D I É

*UX Souverains, aux Académies, à tous les Gens  
de bien, & envoyé très-respectueusement à la plupart  
des Gouvernemens Chrétiens, à plusieurs Académies,  
à quelques Grands Hommes.....*

PAR L'AMI DU CORPS SOCIAL.

---

*Justitia & Pax osculatæ sunt. Psalm. 84.*

---

TOME PREMIER.



A P A R I S,

Chez { l'AUTEUR, rue du Four Saint-Honoré, maison de  
M. Le Roy, en face du N<sup>o</sup> 90;  
la Veuve HERRISANT, Imprimeur-Libraire, rue  
Neuve Notre-Dame, à la Croix d'or.



M. DCC. LXXXV.

AVEC APPROBATION ET PRIVILÈGE.

D.T.  
2



1941

1942

1943

1944

1945

1946

Dunmore  
Bernstein  
5-3-48  
62495-

v

## T A B L E A U

*Des Questions Académiques auxquelles on a tâché de répondre , dans cet Ecrit , & dont les unes se trouvoient proposées en Mars 1783 , & les autres l'ont été depuis cette époque , jusqu'au mois d'Octobre de l'année suivante.*

LYON.....

LA Découverte de l'Amérique a-t-elle été utile ou nuisible au Genre Humain? S'il en est résulté des biens , quels feroient les Moyens de les conserver & de les accroître? Si elle a produit des maux , quels feroient les Moyens d'y remédier?

BERLIN.....

Quelle feroit la meilleure maniere de rappeler à la raison les Nations , tant sauvages que policées , qui sont livrées à l'erreur & aux superstitions de tout genre?

BESANÇON. . . . . { Comment la rivalité des Nations peut-elle devenir un principe de leur grandeur respective?

METZ. . . . . { Quelle est l'origine de l'opinion qui étend, sur tous les individus d'une même famille, une partie de la honte attachée aux peines infâmantés que subit un coupable? Si cette opinion est plus nuisible qu'utile, & dans le cas où l'on se décideroit pour l'affirmative, quels feroient les Moyens de parer aux inconvéniens qui en résultent?

BESANÇON. . . . . { Montrer les funestes effets de la fainéantise, & les Moyens de la détruire.

LIÈGE. . . . . { Quels feroient les Moyens d'extirper la mendicité de la Ville & du pays de Liège?

CHALONS. . .

Quels feroient les Moyens  
d'améliorer la condition des  
Laboureurs , des Journaliers  
& hommes de peine vivant  
dans les campagnes, & celle  
de leurs femmes & de leurs  
enfans ?

CHALONS.....

Quels feroient les Moyens  
de faciliter & d'encourager  
les Mariages en France , con-  
ciliés avec le respect dû à la  
Religion & aux mœurs pu-  
bliques ?

METZ.....

Quels feroient les Moyens  
compatibles avec les bonnes  
mœurs , d'assurer la conser-  
vation des Bâtards , & d'en  
tirer une plus grande utilité  
pour l'Etat ?

ANGERS.....

Quels sont les Moyens les  
plus convenables & les  
moins dispendieux , de pour-  
voir , dans les Provinces , à la  
conservation des Enfans-  
trouvés , & de leur donner  
l'Education la plus utile à  
l'Etat ?

MANHEIM.....

Quels feroient les meilleurs  
Moyens de prévenir l'infan-  
ticide ?

MADRID.....

Est-il avantageux ou pré-  
judiciable à un Peuple , qui,  
par la nature de son sol , doit  
être Agriculteur , d'avoir  
partagé à un petit nombre  
de personnes , la propriété  
perpétuelle & inaliénable de  
ses terres , & converti , par  
ce moyen , les Cultivateurs,  
partie en Journaliers , partie  
en emphytéotes grevés de  
redevances excessives ?

MADRID.....

Est-il convenable ou non ,  
de supprimer les taxes impo-  
sées , pour les besoins pu-  
blics , sur les marchandises  
de vente journaliere , & prin-  
cipalement sur les come-  
stibles ?

ARRAS.....

Est-il utile , en Artois , de  
diviser les Fermes ou exploi-  
tations de terres ; & , dans le  
cas de l'affirmative , quelles  
bornes doit-on garder dans  
cette division ?



**BORDEAUX...** { Peut-il y avoir des circonstances où le bien public exige qu'on gêne ou qu'on limite tel ou tel genre de culture ?

**MANTOUE.....** { Par quels Moyens pourroit-on répandre davantage l'amour de la Patrie , tant dans les Etats Républicains, que dans les Etats Monarchiques.

**BESANÇON.....** { Montrer que les vertus patriotiques peuvent s'exercer , avec autant d'éclat, dans les Monarchies que dans les Républiques.

**BESANÇON.....** { Montrer la liaison intime de la Religion & de l'ordre social. --- *Empêcher* le luxe de détruire les Empires.

**TOULOUSE....** { Discours sur la grandeur & l'importance de la Révolution qui vient de s'opérer dans l'Amérique Septentrionale.



LE TRIOMPHE  
DU  
NOUVEAU MONDE;  
*RÉPONSES ACADÉMIQUES,*  
*Rédigées de manière à ne former qu'un tout.*

---

PREMIEREMENT,

*RÉPONSE aux trois Questions proposées  
par l'Académie de Lyon.*

La Découverte de l'Amérique a-t-elle été utile ou nuisible au Genre Humain? S'il en est résulté des biens, quels seroient les moyens de les conserver & de les accroître? Si elle a produit des maux, quels seroient les moyens d'y remédier?

QUAND je pense aux excès de cruauté, de barbarie, aux horreurs de toute espèce auxquelles les Européens se sont portés envers les infortunés

I.  
Intro-  
duction.  
Division.

Tome I,

A

Américains ; quand je songe que des millions d'hommes ont été immolés à notre insatiable cupidité , à notre fureur meurtrière ; que cette nouvelle terre est cultivée par des hommes réduits à un vil esclavage , & dont la criminelle acquisition perpétue les fureurs de la guerre dans une vaste partie de l'Ancien Continent ; quand je me représente des hommes condamnés à passer leur vie dans les entrailles de la terre , pour en arracher un métal trompeur , dont la funeste soif corrompt les mœurs publiques & privées , affoiblit les Empires , fait verser des flots de sang sur toute la surface du Globe ; quand je vois de toute part les sources mêmes de la génération frappées d'une maladie contagieuse (a), apportée du Nouveau Monde ; quand je considère , dis-je , toutes ces tristes suites de la découverte de l'Amérique , il me semble , hélas ! que la première question n'est que trop facile à résoudre : je maudis l'instant fatal où Colomb arbora l'étendard Castillan sur cette terre étrangère : je me rappelle avec plaisir le nom des Princes qui avoient refusé de seconder son projet : je reconnois sans peine la vengeance céleste dans la misère & la dépopulation , qui ont sur-tout frappé ce peuple , alors superstitieux , qui ne rougissoit point de commettre les atrocités les plus inouïes , au nom de l'éternel Vengeur des crimes : je voudrois voir prouver que les exterminateurs du Nouveau Monde étoient des monstres infernaux à face humaine , & non , comme on le prétend , des monstres

---

(a) Supposé que cette maladie fût connue avant la découverte de l'Amérique , on peut toujours assurer que depuis cette époque fameuse , elle est devenue beaucoup plus commune , du moins en Europe , & parmi les divers peuples commerçans.

vraiment issus de l'espèce humaine : je . . . . .  
Mais, quoi ! les intérêts du genre humain sont-ils donc concentrés dans quelques Nations ; dans quelques périodes de temps ? . . . La totalité des hommes , envisagée dans toute la vaste durée des siècles , a-t-elle donc quelque rapport avec quelques milliers d'individus , dont la course naturelle a été abrégée de quelques années , peut-être , hélas ! de quelques heures , de quelques instans infortunés ? & si du milieu des horreurs que la découverte de l'Amérique a réellement occasionnées , il s'étoit élevé quelque source de félicité , destinée à jamais à tous les Peuples de l'Univers , le genre humain n'auroit-il donc pas infiniment gagné à cette découverte ? Frappé d'un tel soupçon , comme d'une de ces vastes & profondes idées qui absorbent à-la-fois toutes les Puissances , toutes les facultés de l'ame , j'ai négligé de célébrer le bien ineffable que les Américains ont gagné à cette découverte , en recevant les lumières de l'Evangile , bien d'ailleurs connu de tout le monde , & particulier à une foible partie du genre humain : j'ai encore négligé de prouver que , si les Européens y ont aujourd'hui des Esclaves , avant leur arrivée , on y en voyoit aussi , lesquels , dans leur honteux abrutissement , faisoient toute la besogne de nos bêtes de somme : que s'ils y ont massacré des millions d'habitans , la paix qu'ils y ont apportée , les victimes humaines que la connoissance de notre sainte Religion a empêché d'immoler , font une espèce de compensation : que la maladie honteuse qu'ils en ont rapportée , a servi à éloigner du libertinage ceux que la religion ne pouvoit arrêter : que les productions du Nouveau Monde ont enrichi & enrichissent tous les jours l'Histoire Naturelle , la Physique , la Médecine , la



plupart des sciences & des arts. . . . Ce ne sont-là que des motifs de consolation , touchant les divers maux occasionnés par la découverte de l'Amérique ; & j'ai osé prendre un effor plus élevé , ou si vous voulez , plus hardi : j'ai osé concevoir la douce espérance de prouver que cette découverte a réellement été utile au genre humain , qu'elle a comme déposé dans l'Ancien & le Nouveau Monde , un précieux germe de bonheur , qui de lui-même se développe de jour en jour , qui peut être facilement hâté dans son développement , & dont les fruits délicieux pourront , en quelque façon , être rendus inaltérables , & communs à tous les peuples de l'univers. C'est à mes illustres Lecteurs à peser mes raisons dans la balance de leur équité ordinaire. J'ose espérer , je crois pouvoir même les prévenir , qu'ils me feront aisément grace sur les longueurs de cette première Réponse ; car elles ne roulent point sur des détails historiques , sur des théories évidentes ou de simple curiosité ; mais elles concernent ( le plus immédiatement possible ) , le bonheur du genre humain , & les moyens de faire quelques pas vers ce glorieux terme de leurs travaux & de leurs desirs.





## PREMIERE PARTIE.

## E S S A I

*Sur les genres d'utilité qu'a produit la  
Découverte de l'Amérique.*

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo.

VIRGIL.

**A**VANT d'examiner en quoi consiste ce précieux germe de félicité, dont le genre humain est redevable à la découverte de l'Amérique, formons-nous une idée de l'espece de bonheur auquel il pouvoit aspirer, à cette époque mémorable. Un tel point fixe est absolument nécessaire, pour nous fournir, dans nos recherches, un objet de comparaison; & il ne sauroit être établi sur des principes trop solides, puisque la moindre erreur à cet égard pourroit nous conduire à des résultats dangereux, nous faire placer les avantages du genre humain dans des objets fantastiques, ou qui, loin de produire aucun bien, seroient malheureusement capables d'opérer un effet tout contraire.

Quel tableau que celui du genre humain, lors de la découverte de l'Amérique! Ici des peuples nombreux, avilis sous un gouvernement absurde, se voient enlever leurs possessions de toute espece,

II.

Etat du  
Genre Hu-  
main, à la  
Découver-  
te du Nou-  
veau Mon-  
de.

arracher même leur vie , par le cruel despote qui les gouverne , ou par les ministres de son imbécille tyrannie. Là , des préjugés & un fanatisme barbares font prendre les armes aux membres d'un même état , qui se poursuivent , se massacrent entr'eux avec un acharnement ignoré même des bêtes les plus féroces. Ailleurs , des nations voisines saisies d'une aveugle fureur , entraînées par le torrent de l'opinion , se livrent à toutes les horreurs de la guerre , pour venger les querelles de leurs Souverains , pour étendre les limites de leur empire. . . Par-tout , esprit de conquête & de rapine , jalousies nationales , ignorance des droits & des devoirs de l'homme ; par-tout empire absolu de ces mêmes préjugés funestes , qui , dans tous les siècles , ont su rendre si constamment misérable le sort de l'espèce humaine , lui donnant , à cet effet , sous les brillans empires des peuples éphémères , qui ont figuré un instant dans quelques recoins du Globe , tels que les Egyptiens , les Perses , les Grecs , les Romains , les Arabes , lui donnant quelques momens de repos , destinés , ce semble , à ranimer ses forces , & prolonger par-là sa malheureuse destinée : tels les ennemis du nom chrétien , par un raffinement de cruauté digne de leur barbarie , faisoient quelquefois accorder aux fideles , près d'expirer dans les supplices , des instans de soulagement , afin d'augmenter la durée de leurs souffrances.

Une observation affligeante qui doit encore se trouver à la suite de ce tableau , c'est que les habitans du Nouveau Monde étoient en proie à-peu-près , aux mêmes préjugés , aux mêmes passions , qui faisoient le malheur des habitans de l'Ancien. En effet , suivant les Historiens de l'Amérique les plus

dignes de foi (b), les peuples septentrionaux se font, en différens temps, répandus dans les pays méridionaux, où ils ont fondé différens empires, ceux de Mexico, de Tucuba, d'Acolhualcan, de Zempoalla, la république de Tlascala, &c.; & ces empires ont formé entr'eux des alliances, se font fait des guerres meurtrières, ont, en un mot, connu toutes les fureurs de l'égoïsme national : ce qu'il seroit d'ailleurs facile de conclure des secours considérables (huit mille hommes), que les Tlascalans fournirent au féroce Fernand Cortès, pour lui faciliter la conquête du Mexique, dont la haine nationale leur faisoit desirer la destruction.

Il est donc certain qu'à la découverte du Nouveau Monde, le genre humain étoit en proie à l'erreur, aux superstitions de tout genre, imbu des préjugés les plus funestes, livré aux passions les plus meurtrières.

Or, ce triste, ce déplorable état des choses, étoit-il de nature à changer de lui-même ? Le genre humain étoit-il capable de faire, de lui-même, un premier pas vers son bonheur, de secouer le joug infortuné sous lequel il gémissoit depuis un temps immémorial ? Hélas, l'histoire des siècles qui ont précédé & suivi l'époque en question, ne nous prouve que trop le contraire,

III.  
Durée  
dont cet  
état étoit  
suscep-  
tible.

---

(b) Par exemple, l'Abbé Don François-Xavier Clavigero, né au Mexique, & qui, après avoir voyagé trente-six ans dans ces contrées, a naguère publié, en Italien, une *Histoire ancienne du Mexique, tirée des meilleurs historiens Espagnols, des manuscrits & des anciennes peintures des Indiens.*

en nous prouvant que l'homme fut toujours esclave de ses préjugés, & qu'il n'y renonce jamais, non plus qu'à ses passions favorites : triste vérité, fondée d'ailleurs sur la nature de notre faible entendement, qui, rempli, pénétré dès sa jeunesse, d'un certain nombre d'idées, ne conserve plus dans la suite la capacité d'en recevoir de contraires, ou ne sauroit oublier les premières ; semblable en cela à un jeune arbrisseau, dont l'écorce couverte d'abord de divers caractères, conserve toujours les empreintes reçues, lesquelles ne sauroient permettre d'en former précisément au même endroit de nouvelles, tout-à-la-fois distinctes & opposées aux premières. Les princes & les sujets, les peuples & leurs conducteurs étant par-tout élevés dans les mêmes préjugés, il étoit impossible aux pauvres humains de s'arracher à leur cruelle position, pour goûter désormais les douceurs d'une paix universelle, conformément aux règles de la justice éternelle & de la raison.

Leur étoit-il plus facile de renoncer à l'état de société nombreuse, pour vivre, à l'avenir, en hordes de sauvages ? — Supposé que ce genre de vie fût d'ailleurs heureux, les hommes en étoient encore moins susceptibles que du précédent, puisqu'outre la force des préjugés, il leur auroit encore fallu surmonter l'impérieuse nécessité des besoins factices, qui, comme on fait, forment naturellement un rempart invincible, même aux forces réunies de toutes les Nations *policées*.

On nous demandera peut-être encore si l'invention de l'Imprimerie, les disputes de religion, le regne des sciences & des belles-lettres n'auroient pas du moins converti enfin le triste sort de l'espèce humaine, en un véritable état de bonheur &



de prospérité universelle? — Convenons, si l'on veut, que l'objection est spécieuse au premier aspect, mais sur-tout efforçons-nous de ne pas nous en laisser imposer par de simples apparences. Ainsi, d'abord, l'invention de l'Imprimerie, l'esprit de discussion, amené par les disputes de Religion, ont sans doute puissamment contribué à multiplier les lumières, à répandre des connoissances utiles, à faire naître le regne des sciences & des belles-lettres; & à son tour, ce précieux regne a influé de la manière la plus heureuse, sur la masse des idées reçues. Mais gardons-nous bien de croire que ces mêmes mobiles aient pu changer par eux-mêmes l'état où se trouvoit le genre humain à la découverte du Nouveau Monde. Car, outre que la fatale expérience de tous les siècles ne nous a que trop appris combien peu les vérités les plus saintes ont d'empire sur la force des passions & des préjugés, la voie du raisonnement suffiroit pour nous faire penser bien différemment à cet égard. En effet, accordons, pour un moment, au goût & à la culture des lettres, l'influence la plus heureuse. Cette influence, pour devenir utile au genre humain, ne devra point être concentrée dans les limites d'un pays. Il faudra qu'elle se répande de proche en proche chez les nations diverses, & qu'elle parvienne sur-tout jusqu'aux administrateurs des Empires. Par conséquent, le genre humain ne recueillera les heureux fruits de cette influence tardive, que lorsque les peuples auront généralement établi entr'eux une mutuelle communication d'idées, de services, de productions & de richesses de toute espèce. Aussi, l'Histoire nous apprend-elle, que la renaissance des lettres, n'a été utile jusqu'ici, qu'aux peuples

chez qui étoit établie la communication dont il s'agit. Or, comment une telle communication auroit-elle pu devenir générale, ou même commencer seulement de s'établir, dans une époque, où les peuples affamés de sang & de carnage, divisés par les haines, les animosités les plus invétérées, imbus de tous les préjugés les plus funestes, ne cherchoient qu'à se nuire tour-à-tour, qu'à se massacrer, qu'à s'exterminer impitoyablement ? Comment, au milieu de tant de barrières nationales, l'esprit de paix & de commerce auroit-il pu s'étendre universellement ? Concluons donc que l'état du genre humain, lors de la découverte du Nouveau Monde, ne pouvoit point être changé par l'invention de l'Imprimerie, ou plutôt par le regne des sciences & des belles-lettres, puisque les préjugés, qui formoient ce triste état, étoient & ont toujours été incompatibles avec le paisible regne des sciences, des belles-lettres & des beaux-arts.

Pour achever de dissiper les idées illusoires que l'amour des sciences, le goût des lettres peuvent faire concevoir au sujet de cette question, il suffira de s'amuser à calculer le nombre des siècles qui se feroient encore écoulés, avant que la sagesse des loix péruviennes fût le bonheur des divers peuples du Nouveau Monde ; avant que les bienfaites institutions de la grande famille chinoise répandissent leur heureuse influence chez toutes les Nations de l'ancien continent ; avant que la sublime & bienfaitante morale de l'Evangile rendît tous les hommes disciples du même Législateur céleste, sectateurs du même culte épuré, adorateurs instruits de l'unique Être suprême, créateur & modérateur de toutes choses. Quant à nous, tout semble nous persuader,

qu'à la découverte du Nouveau Monde, l'espèce humaine ne pouvoit être arrachée au cruel empire de ses préjugés destructeurs, ni par ses propres forces, ni par la renaissance des lettres, ni par le regne permanent des sciences, ni par aucune cause directement contraire à ce même empire des préjugés ; & cependant, quoique ce malfaisant empire fût indestructible, le déplorable sort dont il avoit jusques-là frappé les pauvres mortels, pouvoit cesser d'être également funeste, faire même place à des jours plus sereins, à un véritable état de prospérité universelle. Oui, osons le dire, le sort du genre humain, loin d'être désespéré, pouvoit naturellement être rendu meilleur, par une cause aussi puissante, aussi efficace que celle qui n'avoit cessé de le rendre pire jusqu'à cette époque. Si les préjugés exerçoient sur les hommes un empire indestructible, ils formoient aussi une voie indestructible d'arracher les hommes à leur malheureuse position, de leur faire entrevoir un avenir plus agréable, de leur procurer enfin la jouissance de la petite portion de bonheur, que leur nature les rend capables de goûter. Cette espèce de prodige pouvoit être opéré par toute cause, qui, conduisant & promenant, pour-ainsi-dire, les préjugés humains sur des objets successivement divers, finiroit par les fixer sur des objets d'une heureuse influence, d'abord plus ou moins grande, & propre à s'étendre enfin sur tous les peuples de l'univers. Or, tel est le service qu'a rendu aux foibles mortels la découverte du Nouveau Monde ; & voici comment cette découverte a su ainsi convertir une source fatale de malheurs publics & particuliers, en un vrai germe de félicité universelle, qui ne cesse de se développer de jour en jour,

## VI.

## Colomb trace la route d'un Nouveau Monde.

Comment  
la Décou-  
verte de  
l'Améri-  
que l'a-t-  
elle méta-  
morphosé?

Aussi-tôt l'espérance de découvrir de nouveaux pays, la fureur des conquêtes, la soif de l'or y conduisent une foule d'Espagnols. A force de meur-  
tres & de forfaits, Cortez, Pizarre mettent leur Souverain en possession du centre & du midi du continent. Le Cabinet de Madrid fixe son attention sur les riches mines d'or & d'argent de cette nouvelle domination : il en fait faire l'exploitation en son nom & profit, & par ses seuls sujets, employant toutes les ruses de la politique à en écarter les Nations étrangères. Alors le fier Espagnol, seul Maître des mines du Pérou & du Mexique, dédaigne les travaux de l'Agriculture & de l'industrie. L'or & l'argent de l'Amérique arrivent chez lui en abondance ; mais ce n'est que pour l'éblouir en passant : consacrés à l'acquisition des denrées de nécessité, de divers objets de jouissance, ces brillans métaux passent aussi-tôt des mains des Négocians dans celles des Agriculteurs & des Ouvriers, & vont ainsi ranimer le travail & le commerce chez les autres Nations Européennes, qui jouissent long-temps de ce bienfait sans en appercevoir le principe.... Cependant fideles à leurs préjugés, ces mêmes Nations cherchent aussi de leur côté à faire des découvertes, des conquêtes, des établissemens dans l'un ou l'autre hémisphere, n'importe, pourvu qu'elles y trouvent des moyens de satisfaire leurs jalousses nouvelles & anciennes. Les productions du Nouveau Monde sont échangées avec profit contre celles de l'ancien ; elles rendent les Nations les plus puissantes plus ou moins agricoles, ou commerçantes, ou l'un & l'autre ensemble. On court en foule après les possessions Américaines. La rage des Colonies devient générale ; elle embrâse l'ancien & le Nouveau

Monde ; chaque guerre donne lieu à une infinité de combats, d'un succès presque toujours douteux. La victoire, ou, si vous voulez, les avantages apparents des traités de paix sont communément pour les Nations qui jouissent d'un plus Puissant commerce. On commence à soupçonner que c'est apparemment parce que le commerce leur fournit plus d'hommes & plus d'argent.... Enfin paroissent les richesses, les ressources immenses qu'une Puissance, autrefois médiocre, a retirées sur-tout de son commerce avec ses Colonies Américaines ; enfin commence la fameuse lutte du Nouveau Monde contre l'ancien ; & l'Europe étonnée reconnoît, d'une voix unanime, que le commerce est l'ame, le soutien des Empires, une vraie science d'Etat, la nouvelle base sur laquelle doit porter l'équilibre des Puissances, la prospérité des Nations.

Or, ce grand changement dans les préjugés devenoit d'abord très-utile, par cela seul qu'il tendoit à établir une plus grande communication entre les divers Peuples, aussi bien que parmi les membres du même Empire. Mais avant d'examiner en quoi peuvent consister ses divers avantages, voyons s'il ne seroit point arrivé sans la découverte de l'Amérique ; voyons s'il n'étoit pas naturel que l'esprit de commerce, qui jusques-là avoit toujours été particulier à quelques Nations, devînt enfin, sans cette découverte, l'esprit & le mobile universel des principales Nations de l'Univers.

Lors de la découverte de l'Amérique, les Portugais avoient déjà poussé leurs découvertes jusqu'au-delà du Cap de Bonne-Espérance, & il est à présumer que l'envie de ravir aux Vénitiens le commerce des Indes Orientales, auroit suffi pour les y faire pénétrer sous peu d'années. Mais alors cette Nation auroit par

V.  
En quoi  
& comment, sans  
cette Découverte,  
se seroit-il  
constamment  
ressemblé.

la suite subi le sort des Nations anciennes , qui ont successivement cultivé le commerce exclusivement aux Nations contemporaines. Les ravisseurs du commerce des Portugais auroient à leur tour éprouvé la même destinée, & ainsi de suite , sans qu'il soit facile de deviner par quelle révolution auroit pu être terminée une telle succession de prospérité & de décadence : car , je vous prie , pourquoi les Phéniciens , les Carthaginois , les Rhodiens , les Corinthiens , en un mot , tous les Peuples commerçans qui ont fait époque dans les Annales de l'Univers par leur puissance extraordinaire, & leurs immenses richesses, ont-ils trouvé leur ruine dans le plus haut période de leur grandeur ? C'est que les profits d'un commerce presque universel ayant procuré à chacun de ces Peuples des richesses énormes, ont par-là, d'une part, introduit l'excessive opulence & la pauvreté extrême , le luxe , la mollesse , la corruption ; & d'autre part, excité la cupidité de leurs voisins belliqueux (c).

Par conséquent les mêmes causes étant sans cesse renouvelées, il en auroit sans cesse résulté le même effet.

Ainsi donc les Annales de l'Univers , l'effet naturel des richesses ordinaires à un Peuple commerçant, nous apprennent déjà que l'esprit de commerce , loin de devenir général , auroit naturellement continué de se concentrer successivement

(c) On comprend que le commerce étant cultivé tout-à-la-fois par un grand nombre de nations , ses inconvéniens ou ses *profits immenses* , doivent devenir moindres ; néanmoins, comme ils ne diminuent pas dans la même proportion que le goût du commerce s'étend , nous nous réservons de discuter ailleurs cette importante matière.

chez diverses Nations. — Les effets de l'égoïsme national vont encore nous forcer de convenir de la même vérité.

En effet, les Portugais, maîtres de puissans établissemens dans les Indes Orientales, auroient, durant le temps de leur vigueur, empêché que d'autres Nations ne fissent des conquêtes dans cette partie du Monde. Leurs vainqueurs & successeurs auroient suivi la même politique. Le Peuple, en possession de ce grand commerce, ne l'auroit point partagé, & auroit fini par être écrasé sous le poids de ses richesses, sans peut-être que les pauvres mortels apprissent jamais, par des révolutions de cette espece, la grande vérité à laquelle leurs propres préjugés les ont conduits, à leur insu, par la seule direction du souverain Modérateur de toutes choses.

On m'objectera peut-être que, quoiqu'un seul Peuple eût été maître du commerce Indien, il y a apparence que, d'après la découverte de la boussole, l'invention de l'Imprimerie & les progrès du commerce de quelques Villes, de quelques petits Etats d'Europe, l'esprit de commerce seroit au moins devenu général parmi les Européens.

Ma réponse est, qu'un tel changement dans les préjugés n'auroit nullement été comparable à celui qui a été opéré par la découverte de l'Amérique. Car, premierement, le Peuple en possession du commerce de l'Inde & les petits peuples d'Europe, auroient long-temps fait seuls tout le commerce de cette partie du Monde. Les grandes Nations, soumises à des Gouvernemens militaires, dévorées de la fureur des conquêtes & des combats, auroient continué de mépriser les travaux du commerce & de l'agriculture. A travers leurs guerres perpétuelles

& leur amour de l'ignorance , le regne des sciences n'auroit pu pénétrer que très-lentement , ne se feroit peut-être jamais fixé , passant successivement d'un Peuple à un autre : il auroit fallu des milliers de siècles avant que l'Europe fût seulement aussi délivrée de ses anciens préjugés qu'elle l'est aujourd'hui. — En second lieu , supposé que l'esprit de commerce eût enfin été le mobile universel de la politique Européenne , il n'en auroit jamais résulté pour le genre humain , le genre d'avantages qui ont résulté & qui résulteront de l'esprit actuel de commerce. Les Nations commerçantes n'auroient point assez maîtrisé le Globe pour concourir à en vivifier un jour les habitans. A la vérité , dans cette supposition , les Américains & plusieurs Peuples de l'ancien continent n'auroient été malheureux que de leur propre malheur. Ils n'auroient point eu de reproche à faire aux Européens ; mais aussi seroient-ils condamnés à être encore des milliers de siècles le triste jouet de leurs préjugés destructeurs ; au lieu que dans le nouvel ordre de choses amené par la découverte de l'Amérique , le sort de l'espèce humaine deviendra de jour en jour plus heureux dans l'un & l'autre hémisphère. Mais pour ne point anticiper sur ce qu'il nous reste à dire à cet égard , bornons - nous en ce moment à conclure que sans la découverte de l'Amérique , l'esprit de commerce seroit devenu très-difficilement l'ame de la politique Européenne ; & que cette tardive révolution auroit de plus été assez infructueuse pour le genre humain ; tandis qu'au contraire la découverte de l'Amérique a sans effort & très-naturellement rendu l'esprit de commerce le mobile universel , & opéré par-là un changement , à coup sûr , avantageux. La premiere partie de  
cette



cette dernière assertion me paroît suffisamment établie dans le numéro précédent , quant à ce qui concerne le fait : reste seulement à faire observer comment une si grande révolution dans les idées a pu s'effectuer sans effort & d'une manière très-naturelle.

Depuis un temps immémorial , la passion dominante des Peuples étoit la fureur des conquêtes & la soif de l'or. Donc il étoit naturel qu'en découvrant le Nouveau Monde, on cherchât à le conquérir & à s'emparer de l'or qui s'y trouvoit. Les hommes, occupés au loin & à conquérir & à exploiter des mines, négligèrent leur agriculture sans cesser d'en avoir besoin ; donc il étoit naturel qu'ils employassent leurs riches métaux à se procurer ce qui leur étoit indispensable ; donc aussi il étoit naturel que les Peuples , devenus par-là vendeurs , cultivassent avec plus de soin les objets dont la vente leur procuroit les brillans métaux , qu'ils aimoient plus que toute autre chose. Il étoit donc naturel que ces métaux encourageant peu à peu l'agriculture , l'industrie & le commerce de tous les Peuples vendeurs, augmentassent peu à peu leur population, leur force. D'autre part, il étoit naturel que les productions du Nouveau Monde donnant de nouveaux plaisirs, de nouvelles sensations, fussent échangées avec empressement contre celles de l'ancien. Donc il étoit naturel que l'agriculture & l'industrie, recevant par-là de nouveaux encouragemens, devenant plus florissantes, rendissent formidables les Peuples qui les cultivoient avec succès, & fixassent par ce moyen les regards des Nations environnantes. Dès-lors donc il étoit naturel que l'esprit de commerce devînt l'ame de la politique moderne ; & tel est l'effet naturel de la

découverte du Nouveau Monde : effet dont, suivant les apparences, nous n'aurions pas même la moindre idée, sans cette même découverte, attendu que l'empire indestructible, & la marche naturelle des préjugés, auroient maintenu & conduit le genre humain dans des positions tout-à-fait différentes. Mais craignons de revenir ou d'insister trop longtemps sur une supposition qui ne sauroit être que chimérique ; puisque le même guide qui a fait parvenir les audacieux Navigateurs aux Indes Orientales, ne pouvoit manquer de leur ouvrir la route du Nouveau Monde. Voyons donc plutôt les avantages que ce Nouveau Monde a procuré au genre humain, en rendant le commerce l'ame universelle de la politique Européenne.

VI. Et d'abord, que le commerce excite, ranime  
 A-t-il l'activité, l'industrie des Peuples qui le cultivent,  
 changé en qu'il mette en vigueur l'Agriculture, cet Art créateur  
 mieux ? & nourricier de tous les Arts, qu'il répande partout l'aisance, le goût des Sciences, des Arts, des connoissances utiles ; qu'il augmente la gloire, la force, la prospérité des Nations ; voilà, sans doute, des avantages dont personne ne conteste la réalité.

Mais, direz-vous, l'esprit de conquête & d'invasion, qui a précédé parmi les Européens l'esprit de commerce, avoit aussi, du moins pour les vainqueurs, ses avantages divers ; & puisque les Nations de l'Univers, ont depuis cette révolution, continué de s'entre-détruire & de se massacrer avec la même barbarie, qu'importe au genre humain que celles d'entre ces Nations, qui, par leurs lumières & leurs puissances maîtrisent, pour ainsi parler, le Globe entier, soient saisies de la cruelle rage des conquêtes, ou de la rage aussi cruelle du commerce ! En quoi & comment un tel changement

peut-il être avantageux à la totalité du genre humain, & avoir produit un vrai germe de félicité universelle, qui se développe de lui-même de jour en jour ?

Pour nous convaincre entièrement que la métamorphose opérée dans les préjugés humains par la découverte du Nouveau Monde, est réellement avantageuse au genre humain, rappelons-nous qu'à l'époque dont il s'agit, les Peuples, soi-disant policés, ayant contracté des besoins impérieux auxquels il leur étoit comme impossible de renoncer, la révolution la plus heureuse à désirer pour eux, ( & pour le reste des humains, si fort exposés à leur influence ), étoit, sans contredit, celle qui pourroit désormais leur fournir des moyens de satisfaire à peu près leurs divers besoins, des motifs de renoncer aux fureurs de l'égoïsme national, pour s'occuper uniquement, & comme à l'envi de leur prospérité réciproque. Or, suivant la nature du cœur humain, du moins autant qu'il est donné à ma foible intelligence de le comprendre, une méthode infallible de conduire les hommes à un tel amour de la paix, & de leurs vrais biens, c'étoit de le leur faire trouver nécessaire à la satisfaction de leurs desirs les plus ardens, de leurs intérêts les plus palpables, de leurs passions les plus favorites; c'étoit de leur inspirer une forte & invincible inclination pour le commerce, & par conséquent pour la paix & la concorde; puisque les craintes, les entraves, les horreurs de la guerre, ne sauroient se concilier avec les grands & puissans ressorts du commerce, la liberté, la sûreté, la facilité des achats, des ventes, des transports, des communications de toute espece.... C'est donc principalement parce que le commerce est un état.

de paix & de concorde , qu'en devenant l'ame de la politique moderne , il est devenu une vraie source de bonheur pour tout le genre humain.

Ce qui confirme , ou plutôt ce qui démontre de nouveau la solidité d'une telle assertion , c'est que depuis les siècles les plus reculés dont il soit fait mention dans l'Histoire des Peuples connus , les Nations commerçantes ont toujours recherché , chéri la paix , l'amitié , la bonne harmonie ; tandis qu'au contraire l'esprit de conquête a perpétuellement , & comme par succession , fait ravager toute la surface du Globe.

Eh ! que ne pourrions-nous pas dire ici de ces deux puissans fondemens de paix entre les Peuples , la RÉCIPROCITÉ D'AVANTAGES ET LA LIBERTÉ DES MERS , fondemens précieux qu'une guerre de commerce vient enfin de poser , du moins pour les Nations les plus puissantes & les plus éclairées sur leurs vrais intérêts ! N'est-ce pas encore principalement l'esprit de commerce , qui , pendant la célèbre lutte du Nouveau Monde contre l'ancien , a fait imaginer à la Législatrice du Nord LA NEUTRALITÉ ARMÉE , cette invention admirable , capable seule d'immortaliser son illustre Auteur ? Aussi ses heureux effets ont-ils déjà servi eux-mêmes à étendre de plus en plus le goût du commerce , l'amour de la paix ; & annoncent-ils clairement les nouveaux avantages dont jouiront désormais les hommes , au milieu même des calamités de la guerre , supposé toutefois qu'ils tardent encore long-temps de reconnoître la folie de leurs préjugés , touchant ce fléau destructeur.

VII. Mais , ajouterez - vous , pourquoi les Peuples  
Quelles n'ont - ils donc point encore retiré de l'esprit de  
seront à commerce tous les genres d'utilité qui vous en pa-  
l'avenir les

roissent inséparables, relativement à la liberté, à la sûreté, à la facilité des communications, & même à l'esprit de paix ?

C'est que l'égoïsme national n'a point encore achevé de parcourir le cercle de métamorphoses qu'il doit naturellement parcourir, sur-tout parmi les Nations depuis peu commerçantes. Voyez-le comme il s'exerce aujourd'hui sur le commerce lui-même ! Ici l'exportation des productions & des marchandises nationales est encouragée par des franchises ou par des droits très-peu onéreux : là, on défend l'exportation des matières premières qui peuvent être mises en œuvre par la Nation ; ailleurs, les objets d'importation, qui pourroient devenir à charge à l'Etat, sont ou prohibés ou soumis à de forts droits d'entrée . . . . Heureux conflits ! que n'êtes-vous arrivés quelques siècles plutôt, & déjà depuis longtemps le genre humain jouiroit de vos suites bienfaisantes !

En effet, chaque Souverain, jaloux d'augmenter dans ses Etats la masse des richesses & de la population, va faire fleurir tout à la fois l'Agriculture, les Manufactures, tous les Arts d'industrie, & n'importera bientôt plus que les productions qui ne sauroient réussir dans son territoire. Alors les Peuples, qui d'abord avoient par-tout répandu les produits de leur industrie, se trouvant privés de leurs anciens débouchés, chercheront à en former de nouveaux ; mais leurs marchandises seront vendues avec perte, tandis que d'autres Peuples s'enrichiront par la vente des mêmes objets ; frappés de cette différence, ils s'appercevront enfin qu'il faut en prendre la cause dans une multitude d'impôts vicieux, dans de forts droits de sortie (& d'entrée peut-être) auxquels ils sont sujets ; tandis que leurs

grandes suites de ce changement ? Et pourquoi, jusqu'ici, n'ont-elles pas encore eu lieu ?

concurrans jouissent presque d'une entière exemption à cet égard. Menacés par-là d'une décadence prochaine, de voir périr dans la misère des milliers de sujets, dont l'industrie n'aura plus d'objet lucratif, ils sauront, sans nuire aux revenus publics, & par le seul effet de sages combinaisons, ils sauront supprimer des droits devenus ruineux, fixer insensiblement les travaux d'industrie sur des matières d'un débouché sûr & avantageux; & c'est ainsi que l'égoïsme national, qui a d'abord fait imaginer les entraves du commerce, finira par les faire disparaître de proche en proche, & par établir une paix constante entre les divers Etats commerçans, leur apprenant à encourager, à perfectionner, comme à l'envi les uns des autres, toutes les Cultures & tous les Arts d'industrie.

(Un des principaux objets de nos Réponses Académiques est d'accélérer cette époque fortunée, non en proposant le remède amer de supprimer au plutôt tous les droits, mais en fournissant le moyen de n'en asséoir désormais aucun qui soit capable ou de nuire à l'activité, à l'industrie des Peuples, à la population, à la force des Empires, ou de troubler la paix, la bonne harmonie, si essentielles sur-tout à la prospérité particulière & réciproque des Nations commerçantes).

En même-temps les Asiatiques, les Africains se trouveront comme pressés par la foule des commerçans Chrétiens qui leur porteront à l'envi le superflu de leurs productions, de leur numéraire, & des produits de leur industrie; invités, entraînés sans cesse à de nouvelles jouissances par la facilité des achats, par le bas pris des marchandises, ils contracteront peu à peu de nouveaux besoins. A force de fréquenter des hommes libres, menant une vie

heureuse, & distingués par une variété prodigieuse de connoissances utiles & agréables ; ils concevront le desir de les imiter ; ils développeront par degrés leur activité, leur industrie, l'amour naturel à l'homme pour la liberté ; & ils finiront par occuper une place honorable parmi les Nations commerçantes.

Le midi du continent Américain parviendra aussi à jouir des biens auxquels il peut prétendre , soit en se plaçant de lui-même parmi les Peuples libres, favorisé soudainement par des Nations rivales , aidé par les richesses & les connoissances qu'il retirera d'un commerce interlope , qui ne sauroit être arrêté par tous les efforts de la Métropole ; soit parce que la Métropole elle-même renonçant à une domination ruineuse , se bornera enfin à recueillir les seuls genres de lauriers , dont désormais le Nouveau Monde puisse naturellement la couvrir , & établira des Princes de la Famille régnante , Souverains indépendans dans chacun des vastes Empires qu'elle y possède aujourd'hui.

Mais avant que l'esprit de commerce produise au loin de tels changemens dans les préjugés des mortels , sans doute qu'il rendra communs à tous les Peuples de la Chrétienté les divers avantages qu'il n'a procurés jusqu'ici qu'à quelques-uns d'entr'eux : avantages dont une légère esquisse va suffire pour nous convaincre de plus en plus du service important qu'a rendu au genre humain la découverte de l'Amérique , en rendant le commerce l'ame universelle de la Politique moderne.

Tous les Gouvernemens des pays commerçans ,  
justement jaloux d'accroître leur autorité par un  
commerce plus étendu , ont cherché à le favoriser  
par des moyens divers & également favorables au

VIII.

Avantages divers  
qui en ont  
néanmoins

déjà résulté pour divers Empires.

bonheur public & particulier. Les uns ont fait creuser des canaux, percer des montagnes, former de nouveaux ports de mer; ouvrir des routes sûres & faciles dans toute l'étendue de leur domination. Les autres ont ranimé la circulation intérieure des denrées & des produits d'industrie, en transportant sur les frontières la perception des divers droits jugés encore nécessaires & incapables de nuire à l'exportation. Ceux-ci, remplis de vues bienfaisantes, & persuadés d'ailleurs que la liberté est la vraie, la seule ame du commerce, de l'industrie, ont déclaré leurs Peuples entièrement libres, c'est-à-dire, exempts de toute servitude, à couvert des vexations du despotisme inférieur, les plaçant immédiatement sous la juste & noble dépendance des loix: ceux-là craignant avec raison que la soif des richesses ne rendît indifférent à la chose publique, & ne préparât ainsi de loin la décadence de l'Empire, ont attaché les Peuples à leur Patrie, soit par l'espérance d'y obtenir des marques d'honneur, destinées indistinctement à tous les bons Citoyens, soit en leur confiant quelques branches de l'administration intérieure. D'autres, voyant les Laboureurs, c'est-à-dire, les peres nourriciers de la Nation, plongés dans la langueur & l'abattement des plus vils esclaves, & réduits à consumer ou à vendre en cachette les fruits modiques de leurs pénibles travaux, ont fait main basse sur cette absurde variété d'impôts, qui, soit par leur multitude, soit par les vices d'une perception ruineuse, arrêtoient, desséchoient dans sa source, la production des matières premières & des denrées de nécessité; & ils ont remplacé ce monument de barbarie par un seul impôt, proportionné aux revenus des contribuables, soumis à une forme de perception également facile



& peu dispendieuse. La plupart voulant poser d'immenses colonnes de lumière, propres à répandre peu à peu une douce & bénigne influence sur tous les Peuples de l'Univers, ont fondé diverses Académies de Savans, dont les unes chargées de cultiver, de perfectionner l'Architecture, la Peinture, la Sculpture, la Musique, les divers Arts d'agrément propres à exciter la curiosité des Etrangers, & attirer ainsi dans l'Etat un surplus de numéraire au profit du commerce & de l'agriculture; & les autres, munies de tous les moyens & encouragemens nécessaires pour perfectionner la navigation, pour épier, calculer les mouvemens des astres, prédire leurs éclipses, fixer le temps précis de leurs révolutions, pour soumettre à des retours périodiques les vagues de la mer; pour détourner à l'usage des Arts, les mouvemens irréguliers d'un élément invisible; pour faire déterrer les métaux, toutes les matières utiles, cachées dans les entrailles de la terre; pour découvrir dans les plantes, dans les animaux, dans tous les corps répandus avec tant de profusion sur notre planète, quelques propriétés relatives à la santé des hommes, utiles à l'accroissement des Manufactures, à la multiplication des Arts d'industrie. Tous paroissent enfin sentir que leur force, leur gloire, leur durée même sont inséparables de la prospérité, du bonheur des Peuples; &, d'après les grands principes d'équité généreuse, de bienfaisance éclairée, qui animent aujourd'hui les augustes Monarques assis sur les divers Trônes de l'Europe, il n'est aucune branche de bonheur public que nous ne devions espérer de voir bientôt cultiver, élever, par chacun d'eux, au plus haut degré de perfection dont elle soit susceptible. Mais ce qui est sans exemple dans toutes les annales

de l'Univers, ce qui est à jamais consolant aux yeux des amis de l'humanité, c'est que tous ces Princes magnanimes vont se trouver dans une espèce d'obligation de rendre vraiment leurs Peuples aussi heureux qu'il soit en leur pouvoir, non-seulement pour toute la durée de leur glorieux regne, ce qui ne sauroit manquer d'arriver, mais encore pour la suite des siècles, ce qui paroît sans doute plus difficile, & ce qui mettra aussi le sceau de l'immortalité la plus radieuse à leur amour paternel pour leurs Peuples, à toutes leurs grandes & sublimes qualités.

IX.  
Mobile  
destiné à  
multiplier  
de plus en  
plus ces  
avantages,  
& à les  
rendre à  
peu près  
communs  
à tous les  
Peuples  
commer-  
çans.

En effet, la découverte de l'Amérique, en substituant l'esprit de commerce à l'esprit de conquête & d'invasion, avoit, sans contredit, rendu la paix infiniment précieuse à tous les Gouvernemens; mais l'égoïsme national n'avoit point encore permis de recueillir tous les fruits délicieux de cet esprit de paix. S'exerçant sans cesse sur la balance du commerce, il multiplioit tous les jours les prohibitions, les privilèges nationaux, c'est-à-dire, des semences perpétuelles de discorde; & il n'auroit parcouru qu'avec sa lenteur ordinaire le cercle de métamorphoses que nous venons de lui assigner, (N°. VII.). Mais *l'Amérique indépendante* va au plutôt le forcer d'accélérer sa triste & lourde marche: du même coup elle va briser toutes les entraves du commerce des deux continens, & donner à l'égoïsme national un objet digne enfin de l'homme, LA PROSPÉRITÉ RÉCIPROQUE DES NATIONS.

Déjà elle a contracté des alliances avec la plupart des Etats Européens, sous une entière réciprocité d'avantages: déjà elle a offert un asyle assuré & toutes sortes de ressources aux infortunés qui voudroient cesser de vivre dans la misère. Dès-

lors la cause du genre humain est gagnée. Les Souverains, justement jaloux de conserver, d'accroître leur population, leur commerce, leur force, vont, à l'envi les uns des autres, travailler désormais au bonheur de tous leurs sujets. Leurs intentions bienfaisantes, d'accord avec leurs intérêts les plus palpables, ne permettent de craindre ici ni erreur, ni surprise funeste.

Redouterons-nous une défense de quitter le pays natal ? Mais elle ne serviroit qu'à apprendre aux Peuples qu'il existe ailleurs une terre fortunée, laquelle, loin de dévorer ses habitans, ne cherche qu'à en faire le bonheur, & à en augmenter le nombre : d'ailleurs, une telle défense ne sauroit s'exécuter au milieu de la liberté du commerce, lequel étant reconnu seul capable de satisfaire les diverses prétentions, les grandes vues des Princes, de maintenir leur puissance actuelle, ne sauroit par conséquent être abandonné de leur part, & sacrifié à la défense des émigrations. Quel sujet de triomphe pour l'Amérique d'avoir fait faire ce dernier pas vers le bonheur de l'humanité ! Aussi me semble-t-il entendre ici le génie bienfaisant de ce Nouveau Monde, faire aux Souverains des siècles précédens, & à ceux des siècles à venir, ces reproches & ces menaces d'une tendre mère en courroux : = O vous, arbitres suprêmes du sort des Nations ! est-ce donc ainsi que vous vous rendez sans cesse indignes de mes bienfaits ! Jusques à quand éluderez-vous tous les moyens que je vous offre de travailler à votre bonheur, à la gloire, à la prospérité de vos Peuples ? Vous étiez acharnés à vous entre-détruire les uns les autres pour vous disputer la possession de quelques Provinces, de quelques minces territoires, de quelques chétifs arpens de terre. J'ai eu pitié de

vous : je vous ai fait découvrir les vastes contrées du Nouveau Monde : votre fureur pour vous massacrer n'en a pas été moins ardente : vous vous êtes égorgés pour assouvir votre soif de l'or & de l'argent : je vous ai montré que ces métaux , qui , dans l'état de société , font de vraies richesses pour un particulier , pouvoient ruiner & réduire à l'indigence des Nations entières : vous avez compris que les richesses d'un Peuple consistoient dans la culture des terres , dans le commerce propre à encourager cette culture , ainsi que les arts d'industrie. Le commerce , en excitant l'activité de vos sujets , vous a mis en possession de trésors immenses , de troupes nombreuses : votre domination s'est étendue sur les quatre parties du Globe : vous avez paru tenir dans vos mains la destinée du genre humain : vous saviez que l'agriculture , le commerce pouvant seuls soutenir désormais votre puissance , il étoit de votre intérêt de favoriser à leur tour ces nouvelles classes de Citoyens , c'est-à-dire , de travailler solidement à la prospérité de tous vos Sujets : je vous avois ainsi ramené à votre première destination , comme à votre insu , par ma seule attention à fixer vos préjugés sur des objets successivement différens : j'espérois que , dignes de mes tendres bontés , de mes soins paternels , vous alliez enfin exécuter mes vues de bienfaisance sur tous les pauvres humains. Mais , ô douleur ! j'ai jeté mes regards sur vos Sujets ; & j'ai vu que la plupart d'entr'eux étoient réduits à la dernière misère ! . . . . J'ai considéré l'état actuel de votre commerce extérieur & intérieur : quels objets affligeans ! . . . . des prohibitions , des privilèges exclusifs , toutes les semences de discorde , au milieu du goût du commerce , que je vous avois

donné pour vous faire chérir la paix ! vous-mêmes ,  
 ô mes indignes amis ( *d* ) ! vous-mêmes faisant un  
 commerce exclusif au détriment de vos Peuples ,  
 pour le bonheur desquels je vous avois montré  
 les avantages du commerce ! . . . . Tous mes bien-  
 faits tournés ainsi contre moi-même ! . . . . Voici le  
 nouvel expédient que m'a suggéré mon amour  
 de l'humanité. Je vous en avertis d'avance , parce  
 qu'il est le dernier auquel j'aie résolu d'employer  
 votre ministère.

J'ai ordonné à mes Etats commerçans de se-  
 couer le joug tyrannique des Européens , de for-  
 mer un Peuple nouveau , d'employer tous leurs  
 soins à se donner de bonnes loix , afin de pré-  
 senter à l'Univers le spectacle d'une Nation heu-  
 reuse , amie des bons Princes , & formidable pour  
 les Tyrans. Ce nouveau Peuple existe. Pénétré des  
 mêmes sentimens que moi , je ne crains pas qu'il  
 hésite un jour d'exécuter mes grandes vues de bien-  
 faisance sur tout le genre humain. Voyez donc ,  
 ô Princes qui avez reçu jusqu'ici tant de marques  
 de ma bienveillance ! Voyez donc , tandis qu'il en  
 est encore temps , voyez ce que vous devez faire  
 pour concourir à l'exécution de mes généreux des-  
 seins. D'abord le précieux état de paix auquel je  
 vous ai conduit , doit vous servir à poser le grand  
 & unique fondement du bonheur des Peuples ; je  
 veux dire un Code de législation sagement com-  
 biné dans toutes ses parties. Je fais qu'à cet égard

---

( *d* ) « Théophile voyant un vaisseau où il y avoit des  
 marchandises pour le compte de sa femme Théodore , le  
 fit brûler. Je suis Empereur , lui dit-il , & vous me faites  
 Patron de galere ! En quoi les pauvres gens pourront-ils  
 gagner leur vie , si nous faisons encore leur métier » ?

vous n'aurez pas la même facilité que mes États-Unis : mais il est des moyens de changer les préjugés des hommes , la législation des Empires , sans violer la loi sacrée des propriétés , sans manquer à l'équité naturelle , sans causer de *révolution*. Voyez comme j'ai su convertir votre ancien esprit de conquête en esprit de commerce , & puis en esprit de paix ! Il existe plusieurs bons Ouvrages de Législation ; vous avez dans vos Etats des Patriotes éclairés , de savans amis de l'humanité , de vrais sages , de ces génies vastes & profonds , à qui sont connus les vrais fondemens de la prospérité publique , les intérêts des Nations diverses , tous les replis du cœur humain , l'art sublime d'amener où il leur plait les hommes par la seule pente de leurs passions & de leurs préjugés. C'est à vous à consulter & les ouvrages & les auteurs , à soumettre au conflit des discussions publiques les matieres sur lesquelles il faut encore de nouveaux éclaircissmens.

Tout ce que j'ai à vous observer là-dessus , c'est que vos Codes , pour être bons , doivent être formés de pieces concourantes toutes au même but , enchaînées les unes aux autres par des liens plus ou moins sensibles , formant un ensemble régulier & majestueux , qui , sans confondre les rangs , mette tous vos Sujets sous la seule & noble dépendance des Loix. Ainsi , quelles que soient les premieres réformes qu'on vous indiquera , ou que votre amour pour vos Sujets vous inspirera , gardez-vous de rien faire au hasard , de rien entreprendre jusqu'au moment où vous aurez bien saisi l'ensemble de votre nouvelle législation , l'enchaînement de ses diverses parties , l'ordre suivant lequel elles doivent être exécutées , les pieces d'em-

prunt qu'on pourra y employer. Si vous craignez qu'en procédant avec tant de lenteur, tant de sagesse, la paix ne vienne à vous échapper malgré vous, avant que vous ayez mis la dernière main à votre ouvrage, voici un moyen de vous rassurer.

Mes Etats-Unis sont surchargés de dettes & n'ont point d'argent pour les payer : quelques-uns d'entr'eux ont proposé de mettre un droit d'entrée de cinq pour cent. Hâtez-vous de vous accorder entre vous, & de leur envoyer dire : Nos amis, nous avons résolu de former avec vous une amitié éternelle. Vous savez que les avantages partiels entre les Nations sont de continuelles semences de discorde ; nous avons formé le projet de n'en plus laisser subsister parmi les Etats Chrétiens. Notre idée seroit que chaque Etat Chrétien s'obligeât, sous la garantie de tous les autres Etats, à ne point exiger de droit d'entrée ou de sortie au-dessus d'un certain taux, par exemple, de cinq pour cent, & à rendre ses divers taux égaux pour tous les Etats confédérés. Nous pensons que ce double article, joint à la liberté de toutes les mers, établiroit parmi nous une paix, une harmonie perpétuelle. Si vous êtes disposés à former un tel traité d'alliance, nous y ajouterons une condition capable de nous fournir le loisir de prendre par degrés les arrangemens convenables, c'est qu'il suffira que ledit traité se trouve exécuté par chacun de nous au premier Janvier de telle année (c).

Premier aperçu sur notre projet de paix perpétuelle ou de confédération.

---

(c) Il seroit peut-être à propos de convenir en même temps, qu'on ne pourra augmenter les droits en question

Voilà le dernier expédient que j'avois à vous indiquer; si vous le dédaignez, si vous différez

---

que de cinq en cinq ans, dans le courant d'un tel mois, de Janvier, par exemple: c'est qu'alors les Commerçans auroient l'avantage de ne point craindre chaque jour de voir leurs spéculations dérangées par des augmentations imprévues. Par la même raison, on pourroit encore régler, que lesdits changemens seroient annoncés publiquement une année d'avance dans le courant de Janvier — Mais revenons au double article proposé pour détruire la partialité des avantages commerciaux, & essayons de faire entrevoir, au moins, jusqu'à quel point il est indispensable pour établir une paix constante entre les Nations commerçantes. D'abord, qu'il procure à tous les peuples confédérés, une entière réciprocité d'avantages, c'est-là un de ses heureux effets que personne ne sauroit lui contester: mais ce qui doit sur-tout le faire adopter par les peuples commerçans, c'est qu'il les mettra à couvert des inconvéniens qui me paroissent inséparables d'une simple réciprocité; car, je vous prie, comment surmonter, au gré de tout le monde, & d'une manière inébranlable, les difficultés produites naturellement par la diverse nature, par la diverse quantité des denrées & des marchandises de chaque état? Si, pour cet effet, vous fixez les droits d'entrée & de sortie à un taux invariable, vous vous ôtez le pouvoir de faire le bien & d'empêcher le mal; vous vous mettez dans la triste alternative, ou d'être en vain témoin des puissantes & diverses influences des droits & subsides, sur les différentes branches de la prospérité nationale, ou de recourir à de nouvelles guerres pour obtenir des conditions moins défavantageuses. Rendez-vous vos taux réciproques, variables à l'arbitraire, ou seulement à certaines époques périodiques? Mais tandis que vous voudrez augmenter vos droits, votre allié sera intéressé à vous les voir diminuer. Quel autre que le droit du plus fort fera donc encore ici la loi?... Au contraire, dans le système du génie bienfaisant de l'Amérique, vous demeurez maîtres de hausser ou de baisser vos taux à volonté, suivant les besoins variables de l'Etat, & de ne toucher précisément qu'aux pièces de la machine nationale, qui réclament votre secours. Les bornes, les

d'un



d'un instant , bientôt ce sera en vain que vous ferez retentir les airs de vos regrets : l'arrêt de

---

conditions des changemens à faire , rassurent & vos sujets & tous les alliés ; elles affermissent le regne de la paix , elles laissent subsister , parmi les peuples , le commerce , ce puissant moyen d'exciter comme de maintenir , à peu de frais , l'industrie des Nations , & de faire perfectionner , aussi à peu de frais , les produits de leurs Manufactures , de leurs Ateliers de toute espece.

On auroit tort de penser qu'un tel système seroit nuisible aux Nations depuis peu commerçantes , & qu'au moins celles-ci sont réellement intéressées à pouvoir toujours rendre les droits d'entrée aussi exorbitans qu'il leur plaira. Car , quelle est l'Administration la plus propre à faire naître & à perpétuer l'industrie nationale ? Faut-il , pour cet effet , décourager , violenter , ruiner le petit nombre de Négocians déjà existans ?... exciter le mécontentement des Nations voisines , priver ses sujets des produits d'industrie qu'ils font & bien aises & en droit de se procurer , détruire toute concurrence , mettre par-tout des entraves , inspirer par-tout de la défiance ? N'en doutons pas , toute sage Administration commerciale proscrira ces moyens , & elle y en substituera d'autres capables d'opérer un bien réel & permanent. Elle posera , pour premier principe , que la liberté étant l'ame du commerce , & l'intérêt le mobile des Commerçans , il faut sans cesse respecter ces agens efficaces , les adopter comme les premiers ressorts de ses principales opérations ; les opposer quelquefois l'un à l'autre , pour les mieux diriger vers l'utilité publique , mais toujours sans qu'il y paroisse , mais sans jamais les contrarier patemment. Ainsi , vous voulez , je le suppose , faire naître & fixer chez vous le regne du commerce & de l'industrie. Vous observerez d'abord qu'une Nation ne peut pas tout-à-coup devenir , de toute part , également industrielle , & qu'ainsi , lui interdire toute importation , ce seroit vouloir qu'elle fit l'impossible , ou plutôt , ce seroit chercher à lui faire perdre des besoins dont l'existence formera le débouché le plus sûr en faveur de l'industrie ; ce seroit la porter à la violation & aux mépris de vos loix. . . . Commencez donc par établir des Manufactures , par encourager la production ,

vostra condamnation fera prononcé; ce n'est point ma vengeance qui éclatera contre vous : la ven-

---

& s'il le faut, l'importation des matieres premieres analogues. Facilitez le transport, la vente, le perfectionnement des marchandises nationales : exemptez-les de tout droit : faites en sorte qu'elles se trouvent & à meilleur marché que les étrangères, & à peu près de même qualité, & à portée des importeurs de celles-ci; & dès-lors il ne vous restera bientôt plus qu'à jouir du fruit de vos travaux. Que si, pour rendre vos marchandises moins cheres que les étrangères, les droits d'entrée permis par la confédération, ne suffisent pas, (ce qui sera certainement bien rare, pour ne pas dire inoui) vous aurez recours à des peines d'encouragement, à toutes les récompenses convenables. A mesure que les Manufactures se multiplieront & se perfectionneront, ces sortes de dépenses cesseront d'être nécessaires. La balance se trouvera insensiblement fixée en votre faveur, ou du moins, vos produits d'industrie seront assez abondans pour vous faire oublier ceux de l'étranger. Alors donc vous pourrez, en toute rigueur, défendre certaines importations. Mais, observez; je vous prie, que d'ordinaire ces prohibitions devront être restreintes aux objets ou de subsistance ou intrinséquement nuisibles; & qu'il suffira de rendre vos autres effets commercables, & moins chers que ceux de l'étranger, & sinon plus parfaits au moins de même qualité, & à portée des acheteurs. De cette maniere, la concurrence toujours à craindre de la part de l'étranger, empêchera sans cesse les nationaux d'abuser des encouragemens reçus, de se livrer à la négligence, à la fraude. . . . . Par conséquent, le droit d'augmenter à l'arbitraire les droits d'entrée, est un droit aussi inutile, aussi funeste pour les Nations depuis peu commerçantes, que pour les autres. Si donc les divers peuples commerçans veulent tarir avec succès la source des partialités commerciales, de leurs querelles perpétuelles, s'assurer le précieux regne de la paix; il est nécessaire qu'ils s'imposent la double obligation de ne point porter les droits d'entrée ou de sortie au-dessus d'un certain taux non exorbitant, & de rendre ces mêmes droits égaux vis-à-vis de chacun d'entr'eux : en limitant ainsi leur pouvoir, ils ne feront que le perfec-

geance n'est l'apanage que de la foiblesse. Mais je cesserai de vous regarder d'un œil propice, je vous livrerai à votre aveugle politique, & voici ce qui en arrivera. Vous le savez, mes Etats-Unis possèdent une étendue de pays presque aussi considérable que vos Royaumes pris ensemble, fertilisée par des rivières navigables, féconde en tous les objets qui sont la matière du commerce de vos Empires (f). Au nord, ce sont des bois de construction, du chanvre, du poisson, des viandes salées; au midi, c'est le tabac, le coton, la soie, l'indigo, la résine, le goudron, les fruits; dans les Provinces du milieu, on cultive les grains..... on a les farines & les objets de manufacture; partout la communication est entière, le commerce libre, universel; les habitans de ces heureuses contrées respectent & suivent les Loix, comme étant leur propre ouvrage; ils vivent tous dans cette

---

tionner, le rendant nul pour le mal & plus efficace pour le bien : opération assurément bien digne de la politique bienfaisante & éclairée qui dirige les Gouvernemens actuels.

Encore un mot touchant les suites qu'un tel traité pourroit d'abord faire redouter, de la part de certains états; c'est que si, malgré le plus sage balancement dans les divers droits, il résulte de leurs nouvelles bornes une diminution de deniers publics, notre législation financière (Deuxième Partie,) fournira des moyens de remplacer ce vuide, sans nuire à aucune branche de la prospérité nationale. Mais du reste, une telle diminution ne pourra guère être qu'apparente ou que momentanée. Car les objets exportés ou importés, devenant alors à meilleur marché, seront consumés en plus grande partie; d'où résultera une plus grande recette dans les Douanes & plus de travail dans l'Empire, soit pour fournir à un plus grand débouché, soit pour payer une plus grande importation.....

(f) Le détail suivant, est tiré d'un Ouvrage intitulé : *Pensées sur la Révolution de l'Amérique Unie, &c.*

union, d'où résulte la force, la véritable grandeur d'un Etat. Déjà ils ont ouvert leurs ports, promis des terres, la liberté de conscience & de profession, la protection des Loix à quiconque voudroit venir s'y établir : déjà ils ont formé des traités d'alliance avec plusieurs d'entre vous : bientôt vous les verrez paroître dans tous les ports commerçans, partager avec vos Sujets un commerce dont ils feront tout le profit, à cause du bas prix de leurs denrées & cargaisons quelconques, & de leur exemption ou modicité de tous droits. Peut-être que d'abord leur ancienne métropole fera leur rendez-vous favori. Mais dans ce cas, comme dans tout autre, vos Manufactures, vos Arts d'industrie se trouveront insensiblement privés de leurs débouchés d'Amérique & des autres pays. Vos Manufacturiers, vos Artisans, vos Ouvriers en tout genre, réduits à l'indigence, faute d'un travail lucratif, deviendront des malfaiteurs, des scélérats, ou bien ils passeront chez mes Américains-Unis, qui verront ainsi multiplier de jour en jour leurs manufactures, leurs ateliers. La culture de vos terres ne recevra plus les mêmes encouragemens ; la population de vos Etats diminuera, tandis que celle des miens recevra des accroissemens inouis, soit par les fréquentes émigrations, soit par la fécondité qu'inspirent l'aisance, le bonheur, les bons Gouvernemens .... Cependant la plupart de vos Peuples malheureux, mécontents, instruits de leurs droits imprescriptibles, du bonheur que goûtent à loisir des Peuples nombreux & puissans, demanderont un Libérateur. Il leur sera accordé. Quelques Princes Européens, dont la justice, la sagesse, la bonne administration seront connues, auront la gloire de mettre fin à l'anarchie, à la

tyrannie; ou bien ce sera mes Etats eux-mêmes qui porteront à l'Europe la liberté, cette idole si chérie, dont elle-même vient de les aider à entrer en possession. Eh! ne vous imaginez point, ô Princes Européens, que ces craintes soient chimeriques, destituées de tout fondement! L'égoïsme national qui vous a soutenu jusqu'ici par les mouvemens alternatifs d'une antique balance de pouvoir, causera lui-même votre perte, si vous ne l'enchaînez, si vous ne le modifiez, si vous ne l'enoblissez enfin, en ne lui laissant pour unique objet que LA PROSPÉRITÉ RÉCIPROQUE DES NATIONS: car tandis que, par des entraves de commerce illimitées, il s'amusera à satisfaire l'ignorante vanité de quelques-uns d'entre vous, il fera pencher, à leur insu, la balance du côté de ces Peuples d'Hommes-Citoyens, dignes, ou de vous servir de modèles, ou de vous subjuger tôt ou tard, & de donner la loi à tous les Peuples de l'Univers. Mais où m'entraîne une sollicitude maternelle? Rassurez-vous, ô! Peuples Européens, & vous tous, Peuples de la terre! rassurez-vous, surtout, ô! vous, à qui mes Etats-Unis sont si redevables! vous, à qui leur destinée présente & future est si chère, si précieuse! l'esprit de bienfaisance qui anime vos actuels & augustes conducteurs, va vous mettre, pour toujours, à couvert des tristes suites d'une ancienne & ignorante politique. D'abord, il va faire unir les deux Mondes par les liens d'une amitié indissoluble; & dès ce moment, libres de suivre toutes les impressions d'un amour éclairé pour des enfans chéris, vos dignes peres travailleront sans relâche à votre prospérité réciproque & particuliere. Peu à peu, leur commerce, leur puissance, dans les quatre parties du

Globe , feront participer , à votre bonheur , toutes les Nations de l'Univers ; & c'est ainfi que mes vues de bienfaifance fur tout le Genre Humain , recevront enfin leur dernier accompliffement =.

X.  
Résumé  
des effets  
de la Déc-  
ouverte  
du Nou-  
veau Mon-  
de.

Tel eft donc le réfumé de tout ce qui précède. La Découverte de l'Amérique a fubftitué infenfiblement l'efprit de commerce , à l'efprit de conquêtes & de rapines ; l'efprit de commerce a prouvé aux Souverains que leur grandeur leur puiffance , étoient inféparables de la profpérité de tous leurs Sujets ; qu'il étoit de leur intérêt de protéger , de favoriser non-feulement le Militaire & quelques Compagnies de Négocians , mais encore tous les Commerçans répandus dans tous leurs Etats & les Marchands & les Manufacturiers & les Artifans & les Artistes , & les Savans & les Agriculteurs. Le commerce étant ennemi des diffentions , de l'état de guerre , a montré aux Princes des Nations , que la paix leur étoit auffi avantageufe qu'à leurs Sujets : par-là , il eft parvenu à la leur faire chérir , rechercher avec toute l'ardeur poffible ; & il les a mis à portée de contracter entr'eux une union folide , & , pour ainfi dire , éternelle ; leur enjoignant d'employer ce précieux état de paix univerfelle , à achever l'ouvrage de la profpérité publique , que les Souverains actuels ont fi heureufement commencé. C'eft ainfi que la Découverte de l'Amérique , en rendant le commerce l'ame de la politique moderne , a comme déposé , dans l'Ancien & le Nouveau Monde , un vrai germe de bonheur , qui , de lui - même , fe développe de jour en jour , & dont il eft de l'intérêt des Etats Européens de hâter le développement. Examinons

maintenant quelques difficultés importantes, qu'on peut encore proposer contre nos diverses assertions.

On conviendra sans doute, que la Découverte de l'Amérique a, par degrés, & à peu près en la manière indiquée, rendu le commerce l'ame de la politique moderne. On m'accordera encore que l'esprit de commerce, est un esprit de paix & de tranquillité; que les Sciences, (à qui il est lui-même si redevable), que les Sciences, les Arts utiles & ceux d'agrément, lui doivent en partie, les progrès qu'ils ont faits dans ces derniers temps. Mais, me dira-t-on, avez-vous donc oublié le sort des Nations commerçantes, & devenues opulentes par le moyen du commerce? Ignorez-vous qu'étant parvenues de l'état de pauvreté dans celui d'aisance, elles ont passé rapidement de cet état dans celui d'inaction & de mollesse, & de celui-ci, dans un état de corruption extrême, suivi d'une prompte & entière décadence? Quel paradoxe palpable, que d'annoncer donc comme un vrai germe de félicité universelle, ce même esprit de commerce qui a perdu, sans exception, tous les Peuples dont il s'est emparé!

XI.  
Solution  
des difficultés  
dont paraît  
encore  
susceptible  
notre opi-  
nion.

Je conviens bonnement que les annales de l'Univers déposent ici en apparence contre moi; & même je reconnois l'objection pour très-solide sous plusieurs points de vue. Mais si dès-là que les Peuples se furent donnés une foule de besoins factices, & eurent mis l'égoïsme national au rang des vertus capables d'immortaliser, le seul moyen de les porter à s'occuper en paix de leur bonheur respectif, étoit, comme nous l'avons vu, de purifier, pour ainsi dire, leurs préjugés, par l'épreuve successive de diverses métamorphoses; alors

je pense que la force de l'objection dont il s'agit, loin de nous décourager, doit au contraire exciter toute notre ardeur, ranimer tout ce qu'il y a de vigueur dans notre ame, soit pour nous faire démêler ce qu'elle renferme de faux, soit pour nous faire découvrir des moyens d'extirper les funestes causes de tout ce qu'elle offre de vrai. Ainsi, je vais tâcher d'établir d'abord que, la position des Puissances actuellement commerçantes, ne permet point de craindre les décadences successives qu'ont éprouvées des Peuples constamment placés dans une situation tout - à - fait différente ; ensuite, j'indiquerai les moyens de remédier aux inconvéniens, que je crois encore attachés à l'esprit de commerce, & aux diverses institutions des Etats commerçans.

Quant au premier objet, tout le monde fait que les anciens Peuples commerçans, tels que les Egyptiens, les Phéniciens, les Carthaginois, les Rhodiens, les Phocéens, les Corinthiens, les Arabes, les Vénitiens, les Génois, &c. ont, chacun dans leur temps de splendeur, fait à peu près tout le commerce extérieur des Nations policées, s'en étant successivement arrachés la possession, comme d'un objet qui ne pouvoit tout-à-la-fois appartenir à plusieurs propriétaires : or, il suit de-là, que les profits du commerce étant immenses pour chacun de ces Peuples, devoient, d'un côté, les plonger de bonne heure dans l'oïveté & la moleste, & de l'autre, exciter les Nations voisines, tantôt à les dépouiller d'un commerce si lucratif, tantôt à envahir leurs Etats, pour s'emparer des richesses énormes qui y étoient accumulées. Depuis la Découverte de l'Amérique, jusqu'à ces derniers temps, le commerce n'ayant été cultivé que par quelques Peuples, ses profits ont dû être encore considé-



rables ; mais aujourd'hui que toutes les Nations de l'Europe , les États-Unis de l'Amérique , vont se disputer à l'envi les diverses branches de commerce , il me paroît naturel de croire que les bénéfices seront beaucoup moindres pour chaque Nation en particulier , & par conséquent , qu'ils ne causeront plus de maux , dont ils n'ont frappé les anciens Peuples , que parce qu'ils étoient alors excessifs. Néanmoins, comme les besoins factices des Peuples de nos jours sont beaucoup plus multipliés , & qu'ils augmenteront sans doute encore & en étendue , & en intensité (pour m'exprimer brièvement) ; je veux bien supposer que le gain sera encore immense pour chaque Nation en particulier ; & je soutiens que dans ce cas , le système de la balance Européenne , la puissance formidable des États commerçans , ne nous permettent point de craindre les décadences en question.

Ce fameux système , le chef-d'œuvre de la politique moderne , ou si vous voulez , le plus bel effet de l'égoïsme national , auroit peut-être disparu sous la puissance énorme de la Maison d'Autriche , si l'or & l'argent qu'elle tiroit du Nouveau Monde , n'avoient produit le double effet de l'affoiblir , de la miner sourdement , & d'aller au contraire enrichir & fortifier les Nations rivales. Mais , d'après le haut période de grandeur où se sont élevées la plupart des Puissances Européennes , d'après l'influence profonde que leur commerce , leurs forces , leurs lumières leur donnent sur toutes les Nations de l'Univers , quelle apparence qu'un Conquérant étranger vienne ravager leurs États au milieu des forces militaires dont ils sont hérissés

de toute part ! A travers plus de trois millions d'hommes armés de pied en cap , savans dans l'art de se défendre , d'attaquer , de repousser un ennemi jusqu'aux derniers retranchemens ? J'ose le dire , il est impossible que toutes les Nations dont il s'agit , soient subjuguées , ou que leur immense commerce leur soit ravi par un Peuple non commerçant ( g ). Je fais que quelques-unes d'entr'elles

---

( g ) « Si le grand homme , qui vient de s'élever à Constantinople , reste long-temps en place , il rendra , dans peu , sa Nation commerçante & formidable aux Européens. Et que seroit - ce , s'il lui venoit dans l'esprit de former une confédération Mahométane ? C'est alors que la Sublime Porte auroit lieu de dire : — Illustres Sectateurs du Grand Prophete ! nous voilà maîtres de forces navales supérieures à toutes celles qui ont rendu si redoutables nos augustes prédécesseurs. N'en doutons pas , c'est pour nous ramener à notre première & sublime destination , que nos forces ont reçu du Tout-Puissant cet accroissement extraordinaire. Les Infideles sont le vil instrument dont Dieu s'est servi pour nous mettre à même de les humilier. Ecoutons la voix du grand Prophete qui se fait entendre. Marchons , agissons de concert contre ces chiens de Chrétiens ; qu'ils se rangent sous les étendards du grand , de l'incomparable Mahomet , ou qu'ils soient exterminés à jamais ; car ce sont des traîtres , sur qui l'on ne sauroit compter , tant qu'ils ne seront point sanctifiés par la profession de notre divine Loi. Voyez comme quelques-uns d'entr'eux ont eu la basse jalousie de nous aider contre leurs propres freres ! . . . . . O ! le plus grand de tous les Prophetes , dont le saint nom est si vénéré en Afrique & en Asie , rends - nous aussi maîtres de toute l'Europe , afin qu'il n'y ait plus sur la terre qu'un seul peuple & qu'une seule loi ». ( *Extrait d'un long rêve , fait à l'usage de ceux qui ne dorment pas* ).

Quand ce rêve auroit été fait par quelqu'un d'éveillé , je doute fort qu'il fût capable d'alarmer qui que ce soit ,

sont menacées d'une décadence inévitable , si elles ne songent à y remédier ; mais ce sont les Peuples commerçans , qui s'empareront eux-mêmes de cette dépouille ; l'équilibre n'en fera pas pour cela détruit , ni les Peuples vaincus plus malheureux : seulement différens poids d'un même bassin , seront réduits en un moindre nombre , & les choses resteront à peu près dans un pareil état , jusqu'au moment où s'accomplira la menaçante prophétie du Génie de l'Amérique , ou plutôt jusqu'au moment où les Peuples commerçans formeront entr'eux une confédération générale destinée à maîtriser le Globe entier. Mais qu'il me soit permis de le répéter , les Princes , sur-tout du continent Européen , ne sauroient trop s'empressez d'unir les deux Mondes , par la confédération indiquée ailleurs , ou par quelque autre encore mieux combinée ; sans cela , il n'est pas douteux que la position des Puissances Européennes changera un jour de face. Mais par ce qui a été dit , on voit que ces nouvelles révolutions seront bien différentes des décadences successives des anciens Peuples : dans ces siècles d'ignorance & de rapine , les Peuples étoient écrasés avec leurs Conducteurs ; dans les siècles de lumière & de commerce dont nous parlons , les Souverains seuls seront écrasés ; les Peuples ne changeront de Maîtres que pour leur bonheur. On leur enlèvera leurs loups ravisseurs ou leurs pasteurs négligens , pour leur donner de

---

touchant la destinée future des Nations Chrétiennes commerçantes. C'est-là pourtant , selon toutes les apparences , la riposte la moins chimérique qu'il soit possible d'opposer à notre présente solution.

vrais peres nourriciers , & créateurs de nombreuses générations , des Chefs dignes de leur amour , de leur confiance ; heureux eux-mêmes du bonheur de leurs Sujets , j'ai dû dire , de leurs enfans chéris ; tels , en un mot , que ceux que l'espece humaine peut , dans cette époque heureuse , se glorifier d'avoir produits , & de voir majestueusement placés sur les brillans Trônes de l'Europe Chrétienne. Ainsi donc les Peuples qui ont jadis cultivé tour à tour le commerce , ne peuvent en aucune maniere , être comparés avec les Nations actuellement commerçantes : la multitude , la puissance énorme de celles-ci , leurs nouvelles connoissances dans l'Art Militaire , dans la Navigation , dans les hautes Sciences , dans les Arts utiles & ceux d'agrément , l'Empire inoui qu'elles exercent déjà sur les quatre parties du Globe , tout annonce qu'elles tiennent dans leurs mains la destinée du Genre Humain. La sublime morale de l'Evangile , les grands principes de la Loi Naturelle , que cette morale leur a rendus familiers , l'esprit de paix & de concorde dont l'esprit de commerce les a animées , l'intérêt qu'elles ont de s'unir entr'elles par les liens d'une amitié indissoluble , l'obligation mille fois heureuse où elles se trouvent de travailler à l'envi à leur prospérité commune & particuliere ; tout prouve que le sort de l'espece humaine est heureusement changé , que les foibles mortels peuvent enfin espérer de goûter un jour la petite portion du bonheur dont leur nature est susceptible ; & c'est l'esprit de commerce , devenu le mobile universel par la Découverte de l'Amérique , qui a produit par degrés , ces heureux changemens. Tâchons d'extirper dans leurs sources , les maux qui oseroient encore se

traîner à la suite de cet esprit bienfaisant ; & de rendre par-là ses précieux fruits inaltérables, propres , en quelque sorte , à satisfaire tous les goûts , à être transportés dans les divers recoins du Globe , pour en vivifier peu à peu tous les habitans.

---

# PREMIERE PARTIE.

---

## ESSAI

### *SUR les genres d'utilité qu'a produits la Découverte de l'Amérique.*

Numeros.	Pages.
II. <i>ÉTAT du Genre Humain à la Découverte du Nouveau Monde, . . . . .</i>	5
III. <i>Durée dont cet état étoit susceptible. . . . .</i>	7
IV. <i>Comment la Découverte de l'Amérique l'a-t-elle métamorphosée? . . . . .</i>	12
V. <i>En quoi &amp; comment, sans cette Découverte, se seroit-il constamment ressemblé? . . . . .</i>	13
VI. <i>A-t-il changé en mieux? . . . . .</i>	18
VII. <i>Quelles seront à l'avenir les grandes suites de ce changement, &amp; pourquoi jusqu'ici, n'ont-elles pas encore eu lieu? . . . . .</i>	20
VIII. <i>Avantages divers qui en ont néanmoins déjà résulté pour divers Empires, . . . . .</i>	23
IX. <i>Mobile destiné à multiplier de plus en plus ces avantages, &amp; à les rendre à peu près communs à tous les Peuples commerçans, . . . . .</i>	26
<i>Premier apperçu sur notre projet de paix perpétuelle ou de confédération, . . . . .</i>	31
X. <i>Résumé des effets de la Découverte du Nouveau Monde, . . . . .</i>	38
XI. <i>Solution des difficultés dont paroît encore susceptible notre opinion. . . . .</i>	39



# SECONDE PARTIE.

---

## R E C H E R C H E S

*SUR les Moyens de remédier aux maux, & d'accroître les biens qui ont résulté, pour le Genre Humain, de la Découverte du Nouveau Monde.*

---

Leges non annorum numerus, *sed* conditorum dignitas, *sed* sola æquitas commendat; *ideò* si iniquæ cognoscantur, meritò damnantur. (TERTULIEN, dans son Apologétique).

---

LES maux qu'a produit ou que peut produire l'esprit de commerce, peuvent se réduire à trois Chefs principaux, & pour ainsi dire palpables: je veux dire, premierement, l'excessive opulence & la misere extrême; secondement, l'esprit d'intérêt pécuniaire; troisiemement, l'indifférence & le mépris que doivent tôt ou tard contracter pour leur croyance des Commerçans de communions ennemies, qui vivent quelque temps ensemble. — Bornons-nous d'abord à décomposer, à analyser froidement ces tristes objets.

XII.  
Principaux maux à déraciner.

Premierement, l'opulence excessive de plusieurs Citoyens dans un Etat, en plonge plusieurs autres dans une misere extrême : car les hommes, devenus opulens, convertissent des terres labourables en parterres, en bosquets, en lieux d'agrément & d'amusement; ils changent d'autres terres en prairies, ou, ce qui produit encore le même effet, ils augmentent le nombre de leurs chevaux de luxe; d'où il arrive que les denrées de premiere nécessité se trouvant exclues de plusieurs fonds où elles se multiplioient tranquillement, deviennent plus rares, plus cheres; premier surcroît de misere pour les pauvres. En second lieu, le nombre des terres labourables diminuant, les Laboureurs journaliers sont obligés de ne point travailler du tout, ou de travailler à meilleur marché; second surcroît de misere pour une multitude de payfans : un troisieme surcroît de même espece, c'est que plusieurs petites fermes, dont chacune entretenoit & occupoit une famille, se trouvent réduites en une seule & grosse ferme, dont le Régisseur, devenu opulent, augmente à son tour la cause des malheurs que nous déplorons. Enfin, dans plusieurs Etats, les hommes, devenus opulens, se font exempter d'une partie des impôts & d'autres charges publiques, dont le poids acheve d'accabler les infortunés, affoiblis déjà par les premiers coups de l'opulence. Or, il résulte évidemment de ces divers effets, & une diminution dans la population, & une foule de mendiants, de voleurs, d'assassins, de perturbateurs, en tout genre, de la tranquillité publique.

Secondement, les hommes nés dans l'opulence, vivent dans l'inaction & la moleste, se livrant aux plaisirs du jeu, de la table, des femmes; d'où résulte souvent la ruine de plusieurs familles, &  
toujours



toujours une corruption de mœurs qui prive la Société d'un grand nombre de Sujets , une aversion invincible pour les maximes gênantes de la morale & de la religion , un libertinage d'esprit destiné , ce semble , à fortifier la contagion du mauvais exemple , à perpétuer le regne de la corruption.

Troisièmement , des Commerçans de croyances ennemies , acharnées à se damner mutuellement , ne sauroient se fréquenter long-temps sans contracter de l'indifférence , du mépris pour la religion de leurs peres. C'est en vain qu'on voudroit perfectionner leur éducation. Il est évident que ce funeste effet , de leurs diverses croyances , est inévitable ; & on peut affurer qu'il est infiniment meurtrier pour la Société , de la part de tous ceux qui ont été mal élevés ; puisqu'alors , confondant les grands principes de la Loi naturelle avec leur croyance , ils finissent par regarder tous les principes de morale comme des contes de vieilles , des préjugés de l'enfance ; & de-là cette mauvaise foi si funeste au commerce : de-là ces banqueroutes frauduleuses qui ruinent tant de familles , donnent lieu à tant de justes défiances de la part de l'Etranger , à la perte totale de plusieurs branches de commerce , & à des violations , en tout genre , de l'équité naturelle.

Je fais que toutes ces déplorables causes de malheurs publics & particuliers , regardent plutôt l'imperfection des Gouvernemens que l'esprit de commerce ; puisque dans tous les siècles , on les a vues régner à peu près également chez tous les Peuples policés , soit commerçans , soit non commerçans : je fais encore qu'il me suffiroit , pour la gloire de l'Amérique , d'avoir montré qu'elle a mis les

Princes des Nations en état, & dans une espèce d'obligation de donner enfin à leurs Sujets un Code de législation consacré à leur bonheur ; qu'il suffit aussi , pour la consolation des amis de l'humanité, de voir sur les plus beaux Trônes de l'Univers des Monarques vertueux suscités tout à la fois par la Providence , afin sans doute de poser de concert les précieux fondemens de la vraie prospérité de leurs Etats. Mais , puisque les pestes publiques en question , quelle qu'en puisse être la cause , sont capables de vicier dans leur source tous les bons effets du commerce , d'empêcher les Peuples de goûter à loisir les avantages divers , qui ont résulté pour eux de la découverte du Nouveau Monde ; puisqu'enfin nous avons eu le bonheur d'en suivre les vraies causes jusques dans leur origine , & d'en palper , pour ainsi dire , les diverses ramifications , il est de notre devoir de nous livrer à la recherche des moyens de guérison.

## PREMIER MOYEN,

*Puise dans l'extinction de l'indigence ou  
pauvreté extrême.*

QU'ON ne s'imagine pas que pour extirper l'extrême misère produite par l'excessive inégalité des richesses, nous aurons recours à un nouveau partage de terres, c'est-à-dire, que nous proposerons de violer la plus sacrée, la plus inviolable des Loix, la précieuse Loi des propriétés; ou bien, qu'épris d'un nouvel amour pour la découverte de la pierre philosophale, nous chercherons une méthode de ramener les hommes au sublime genre de vie suivi par les Fideles dans la première ferveur du Christianisme, ou à celui qui a rendu pour toujours mémorable le nom de Lacédémone. La cupidité de l'homme est trop exaltée, les moyens de la satisfaire trop multipliés, le cœur humain pénétré par un trop grand nombre d'intérêts violens, d'inclinations opposées, pour permettre même à l'esprit du vulgaire de concevoir les avantages d'une telle réforme. Disons mieux, si l'espece humaine peut jamais parvenir à un tel degré de perfection, ce ne sera qu'après avoir parcouru entièrement le cercle de métamorphoses indiquées ailleurs; ce sera lorsque tous les Peuples, ayant perfectionné toutes les Cultures, tous les Arts d'industrie connus, n'auront ni débouchés pour l'exportation, ni besoins à remplir par l'importation, & se trouveront par conséquent à même d'essayer de toutes

XIII.  
Maniere  
d'em-  
ployer  
ce premier  
Moyen.

les formes de Gouvernement usitées, de les rejeter toutes tour-à-tour, jusqu'au moment où ils auront enfin découvert la plus avantageuse à chacun d'eux.... Mais hélas ! à quoi bon des points de vue si éloignés !

On comprend que si nous dédaignons, comme il convient, de nous occuper de tout remède chimérique ou injuste envers les riches, ce ne fera pas pour nous une raison de devenir barbares envers les pauvres. Ainsi, qu'on ne craigne point de nous voir embrasser le sentiment de ces hommes à entrailles de tigre, qui osent débiter qu'il est nécessaire, indispensable que le pauvre soit dans la plus grande misère, parce qu'autrement il ne travailleroit point. Sans doute il faut que le besoin de gagner de quoi satisfaire ses divers besoins porte le pauvre au travail, & lui fasse vaincre tout amour de l'inertie & de la moleste. Mais n'est-il pas évident que tout homme qui travaille, ou est disposé à travailler, doit trouver moyen de gagner sa subsistance ? N'est-il pas vrai que s'il existoit un état où chaque Citoyen ne jouît pas d'un tel avantage, c'est en vain que les Loix y auroient la sanction la plus terrible ? De manière ou d'autre la Société se trouveroit punie de sa négligence criminelle : le besoin impérieux de veiller à leur conservation, y porteroit les malheureux à se plonger dans le crime, dans le brigandage, ou bien à finir par s'expatrier, par périr de misère. Or, quoiqu'un pareil ordre de choses paroisse impossible, ou du moins inoui aux dédaigneux opulens, combien d'infortunées & nombreuses familles gémissent dans la plus affreuse indigence, parce que leurs Chefs ne peuvent, par le travail le plus opiniâtre, gagner de quoi fournir à tous leurs besoins les plus urgents ? Com-

bien de malfaiteurs publics , de voleurs , d'assassins , de scélérats consommés , que des malheurs imprévus , des maladies ruineuses , le manque de travail , la pauvreté extrême , ont porté à embrasser leur infâme genre de vie ! . . . . Concluons donc qu'il est un sage milieu entre le fameux système de la communauté ou de l'égalité des biens , & entre plonger les pauvres dans le désespoir , sous prétexte de les obliger au travail : ce sage milieu consiste à secourir exclusivement tous les pauvres *ou sans travail , ou hors d'état de travailler , ou qui , par un travail assidu , ne peuvent se sustenter , eux & leur nombreuse famille.*

La mesure de ces secours doit être telle que quiconque supportera le poids du jour & de la chaleur , n'ait pas une destinée pire que celle des bœufs & des autres animaux ; mais aussi faut-il qu'on ne puisse y avoir part qu'en tant qu'on mènera une vie laborieuse , ou lorsque des maladies , des événemens malheureux quelconques y donneront un droit particulier , droit déterminé alors dans sa durée par les mêmes malheurs qui l'auront fait naître : car ici , comme ailleurs , les deux extrêmes sont également dangereux. Si les pauvres pouvoient compter sur des secours abondans , inmanquables , ils travailleroient peu , deviendroient impertinens , seroient sans façon joueurs , dissipateurs : si au contraire , dans un vrai besoin , ils ne reçoivent aucune espèce de secours , ils mendieront leur pain , ou bien , s'il leur est défendu de mendier , ils deviendront tout-à-coup ( sans passer par cet apprentissage ) voleurs , meurtriers , brigands , perturbateurs , en tout genre , du repos public , ou ils périront de misère , ou enfin ils iront

s'établir au loin dans une terre moins ennemie de ses habitans.

Cette considération doit diriger tous ceux qui forment ou qui proposent des établissemens pour extirper la mendicité , prévenir les crimes , se mettre à couvert des suites dangereuses de la pauvreté extrême , pour remplir , envers les indigens, l'obligation imposée à la société par les loix sacrées de l'équité naturelle , par la morale bienfaisante de notre sainte Religion. Ainsi il ne suffira pas de fonder çà & là , dans quelques endroits privilégiés , ou même dans chaque Ville , Bourg & Village , des secours & en travail & en argent , si ces secours sont isolés & particuliers pour chaque lieu ; car il est évident que chaque pays ou communauté d'habitans ne sauroit présenter par-tout précisément les ressources nécessaires pour subvenir , sans inconvénient , à tous les besoins : ici les manufactures , les ateliers seront impossibles à établir , les secours d'argent très-modiques ; là au contraire les dotations de charité seront très-riches , très-multipliées , les travaux en tout genre très-lucratifs. Les indigens d'un endroit seront privés de tout secours , tandis que les pauvres d'un autre endroit se trouveront dans une espece d'abondance , qui deviendra même préjudiciable. Si l'on veut donc prévenir avec succès les inconvéniens de la pauvreté extrême , mettre en usage notre maxime fondamentale , il faudra d'abord porter ses regards sur toute l'étendue d'un empire , choisir quelques-unes de ces diverses sous-divisions qui y sont le mieux déterminées , & former ensuite dans chacune un enchaînement d'établissemens , combinés de manière qu'ils puissent occuper utilement , & secourir sans

abus ( notable ) les divers pauvres , soit diligens ou paresseux , valides ou invalides , sexagénaires ou à la mamelle , pauvres habituellement ou par accident. Ainsi , par ex. en France , on établira dans chaque Généralité *un Bureau Provincial , des Bureaux Paroissiaux* , formés d'une seule ou de plusieurs Paroisses , comme voisines & peu nombreuses , & *des Bureaux intermédiaires* , c'est - à - dire , placés entre ceux - ci & le Bureau Provincial. Chaque Bureau paroissial tâchera d'occuper tous les pauvres plus ou moins capables de travail , tantôt à des fermes , à des défrichemens , à des ouvrages publics ; tantôt en distribuant aux uns de la laine , du chanvre , du coton , &c. En prêtant aux autres des métiers , des outils de différente espece , en avançant de l'argent , de la semence ; en procurant à chacun tous les encouragemens possibles , toutes les fournitures nécessaires , dont la valeur sera après rendue en entier ou en partie seulement , tout à la fois ou à des termes éloignés , suivant les facultés & les besoins de chaque ouvrier. Les Bureaux intermédiaires & provinciaux seront chargés de faire circuler & de répandre par-tout des secours analogues aux besoins , proportionnés aux ressources de leurs districts. Ils auront sous leurs inspection & direction des maisons *de travail libre* , & des maisons *de travail forcé ou de correction* ; les premières , pour subvenir au manque d'occupations dans certains endroits , & les autres pour inspirer le goût du travail par la crainte d'y être forcé , pour y renfermer les vagabonds & autres coupables que la Société aura droit d'y condamner , soit pour un temps limité , soit pour le reste de leurs jours.

Frappés de la nécessité , de l'importance de ces

établissmens miséricordieux , des rapports divers qu'ils doivent avoir avec toutes les branches de la législation , nous ne nous sommes point bornés à des indications aussi vagues , aussi générales que les précédentes. Leur dotation actuelle , leur formation , leur forme d'administration ont été discutées à part , & avec tout le détail compatible avec le grand objet de cet Ouvrage. Le Lecteur curieux de connoître nos vues à ce sujet , de décider du succès des fonctions importantes qu'il nous verra , de temps à autre attribuer aux *Bureaux de charité ou des ressources sociales* , n'aura qu'à consulter une addition au premier Moyen , placée , ( pour plus grande commodité ) , à la fin de cet écrit ( *h* ). D'après cet avertissement , ou plutôt d'après les vues bienfaisantes des Gouvernemens actuels , & la fermentation générale qui existe au sujet du bien public , je suppose que chaque Etat tâchera de remédier aux terribles inconvéniens de l'indigence extrême , produite d'ordinaire par l'opulence excessive ; & je passe à l'examen des moyens propres à diminuer les causes de cette même opulence excessive , à accroître les bons effets de l'esprit de commerce , à extirper dans leur source tous les divers maux dont nous avons parlé.

---

( *h* ) Dans ce moment , on pourra se borner à en voir le premier numéro , qui est le cent trente-unième de l'Ouvrage.





## DEUXIEME MOYEN,

*Puisé dans les Legislations civile  
& commerciale.*

CHEZ des Peuple barbares, vivans de rapine & de brigandage, lorsque le Chef d'une petite peuplade, d'une famille nombreuse vient à mourir, il est utile que le plus expérimenté, c'est-à-dire, l'ainé de la bande, succede à l'autorité du pere pour conduire au pillage sa petite troupe; mais, chez des Nations commerçantes, instruites des vrais principes de la Loi Naturelle, du droit de chaque fils d'une même famille; chez des Nations éclairées des lumieres de la révélation, il est inutile sans doute, il est inique & barbare, qu'un

XIV.  
Raisons de  
changer  
l'ordre ac-  
tuel des suc-  
cessions;  
nouvelle  
loi à ce su-  
jet ( i ).

( i ) Il est, je pense, inutile d'avertir qu'en osant proposer de nouvelles loix, je suis bien éloigné de chercher à me dispenser ou à dispenser qui que ce soit, du respect & de la soumission, qui, dans chaque pays, sont inviolablement dûs aux loix en vigueur. Ce seroit s'arrêter à une vérité évidente par elle-même. Quand mes innovations seroient réellement les meilleures dont le Code des Peuples agricoles - commerçans puisse avoir besoin & soit susceptible de s'enrichir, elles ne donneroient pas pour cela droit aux particuliers de secouer le joug des loix reçues. L'utilité, l'équité, la nécessité même d'une nouvelle loi, sont sans doute de bons motifs pour la faire adopter; mais jusqu'au moment où elle a été promulguée par la puissance législative, personne n'est dispensé d'observer les loix anciennes, qu'elle est destinée à remplacer. Ainsi, notre unique dessein sur ce sujet, est de soumettre à l'examen

pere de famille fasse son premier né seul héritier, pour condamner le reste de ses enfans à vivre en Chevaliers d'industrie. . . . . Ainsi, tous les enfans d'une famille hériteront par portions égales, des biens du pere & de la mere, sans distinction de premier, second, troisième, &c. lit; de maniere qu'à la mort d'un conjoint, son héritage sera partagé entre tous les enfans qu'il aura eus, soit d'un seul ou de plusieurs mariages. Aucune Terre Seigneuriale ne sera exemptée de cette loi de succession : les peres auront le droit de laisser leurs titres de Ducs, Comtes, Marquis & autres, à ceux de leurs enfans qu'ils jugeront le plus dignes de soutenir la gloire de leur nom. Lorsque le pere n'aura point fait ce choix publiquement, ou bien par testament, ces titres seront dévolus à l'aîné, sans que ce privilège dérange en rien le partage de la succession. C'est que les titres d'honneur deviendront attachés aux personnes, & non aux Terres; aussi, lorsqu'il n'y aura plus d'enfans mâles dans

---

de nos illustres Lecteurs, les réformes que le nouvel ordre de choses, amené par la Découverte de l'Amérique, nous paroît exiger pour la prospérité des Nations; étant bien persuadés que les vertueux Monarques, les sages Magistrats, les bons Citoyens, revêtus du pouvoir législatif, sauront mettre à profit la critique éclairée, le zèle, les efforts des Savans & de tous les gens de bien, pour donner au plutôt au Monde Chrétien, un Code de loix vraiment analogue à ses nouveaux besoins. Fasse le ciel, que la faiblesse de nos talens, l'insuffisance de nos lumières ne nuisent pas du moins à la noble & importante cause que nous osons donc porter ici avec confiance devant l'auguste tribunal de tout ce que l'espèce humaine offrit jamais, à la même époque, & de plus puissant, & de plus éclairé, & de plus respectable & de plus estimable dans l'Univers entier !

une famille, demeureront-ils naturellement éteints & supprimés. Si les enfans en question sont morts, laissant après eux d'autres enfans, soit fils ou petits-fils, ou arrière-petits-fils, l'héritage dudit pere leur sera dévolu, (d'abord à ceux du premier degré, à leur défaut, à ceux du second, &c.), comme aux représentans desdits enfans héritiers naturels, & en premiere instance : par conséquent, le nombre de portions à faire sera alors déterminé par le nombre de ces mêmes enfans. — Du reste, toutes ces divisions d'héritages ayant été faites par les co-partageans, ce sera à la voie du sort à indiquer le rang suivant lequel chacun d'eux devra choisir sa part. Si certaines habitations d'Amérique & autres pareilles ne peuvent point être ainsi sous-divisées sans de trop grandes détériorations, les peres de famille recevront alors du Gouvernement les moyens de procurer à chacun de leurs enfans une nouvelle habitation, ou un état convenable.

Chez des Peuples errans, chasseurs, . . . . car c'est en vain qu'on voudroit se le dissimuler, le Code civil & pénal de la plupart des Nations modernes remonte à l'origine des Sociétés, au temps où les Peuples divisés en hordes errantes, menotent à peu près la vie que mènent aujourd'hui les Tartares, les Arabes, les Sauvages de l'ancien & du Nouveau Continent. L'Histoire sacrée & l'Histoire profane nous attestent par-tout la même vérité : les Nations les plus respectables de la terre ont pris leur origine dans un petit nombre de famille, qui vivoient en Tribus errantes, ou qui faisoient paître leurs troupeaux dans de vastes déserts. La conclusion qu'il faut tirer de ce fait, c'est qu'il est permis, utile, important, indispensable de

XV.  
Origine  
des Légis-  
lations mo-  
dernes.  
Nécessité  
de les re-  
fondre en-  
tierement.

retoucher à des loix destinées à des Peuples, dont le genre de vie étoit totalement différent de l'état des Peuples modernes. Chez les premiers, la propriété fonciere, comme on fait, n'étoit point connue; les biens de chaque famille se réduisoient à quelques meubles grossiers, à des fleches, des arcs, des carquois, &c. Le chef ou capitaine de la famille étoit d'ordinaire censé le maître de ces minces objets, parce qu'on ne les employoit que par ses ordres. Le chef ou roi de la horde ordonnoit de camper, de marcher à l'ennemi, à la découverte de nouvelles jouissances; les capitaines obéissoient & faisoient camper ou marcher leur compagnie ou petite bande. S'il se commettoit quelque délit, le coupable étoit banni de la troupe, puni militairement. . . . . Le seul frein qu'un tel état permit peut-être d'ajouter à ces premieres loix pénales, c'étoit de rendre chaque famille responsable des crimes commis par ses divers membres. Comme les familles devenoient très-nombreuses, sans songer à se séparer, sans en avoir aucun besoin, il fut convenu de répandre une note d'infâmie sur tous les descendans d'un criminel, sur ses parens les plus éloignés, afin d'arrêter plus sûrement les méchans, par la crainte, la facilité d'être découverts. ( Chez les Scytes, cette note infâmante retomboit jusque sur la neuvieme génération. . . . . ) Peu à peu les grandes Nations se sont formées; à mesure que leurs conducteurs ont éprouvé de nouveaux besoins, ont eu de nouvelles vues, se sont trouvés placés dans des circonstances nouvelles, ils ont aussi-tôt & dans chaque cas, fait de nouvelles loix. . . . De-là, ces législations absurdes, mutilées, tronquées, composées de pieces disparates & souvent opposées

entr'elles ; vrais monstres dévorans & indomptables , nouveau chaos que n'ont encore pu entièrement débrouiller les Princes les mieux intentionnés ; mais que la génération présente aura le bonheur de voir dissiper , graces & à la Découverte du Nouveau Monde , & aux lumieres bienfaisantes répandues de toute part par une foule de Compagnies savantes , & aux grands principes d'équité généreuse , de bienfaisance éclairée , qui animent aujourd'hui tous les Monarques Européens. Je dis graces à la Découverte de l'Amérique , parce qu'il est évident que , pour convertir une masse si informe , en un corps régulier & majestueux , il falloit du temps , des efforts & un amour de l'humanité extraordinaires ; par conséquent , il falloit aussi ce précieux état de paix & de concorde , que nous avons vu si nécessaire à la prospérité des Nations commerçantes , & auquel le Nouveau Monde les a conduites avec tant de succès. Ainsi , naturellement une telle entreprise ne pouvoit point s'exécuter au milieu des guerres continuelles , occasionnées successivement par l'esprit de conquête , par le système de la balance Européenne & par l'esprit de commerce ; & , comme nous l'avons vu dans la premiere Partie , il ne falloit rien moins que l'indépendance Américaine , & ses suites heureuses , pour mettre à même de l'exécuter tôt ou tard , en faisant conclure une paix perpétuelle. J'ose espérer que la suite de cet écrit achevera d'éclaircir , d'exposer les principaux articles de cette paix admirable , destinée à procurer le loisir d'étudier , d'approfondir , de combiner sagement entr'elles toutes les branches de la législation , & offrira de plus une approximation du vrai Code de loix

analogues à la position, aux besoins actuels des Peuples commerçans.

Je vais continuer d'examiner ici l'ordre à établir dans les successions parmi des peuples agricoles-commerçans, c'est-à-dire, parmi des peuples dont les occupations tendent à éloigner à de grandes distances, les membres d'une même famille, à les rendre étrangers les uns aux autres ; parmi des hommes vivans à l'abri de tout pillage dans leurs propriétés foncières & mobilières, de toute insulte dans leurs personnes, grâces au précieux état de société policée. — Il est d'abord évident que ce nouvel ordre dans les successions doit différer de celui établi parmi des peuples chasseurs, parmi des hordes errantes, chargées chacune de veiller à leur propre défense, à leur conservation. D'autre part, il doit être tel que sans nuire plus qu'un autre ordre quelconque à l'industrie, il concilie les égards dûs à des parens, avec l'intérêt public, avec les égards dûs à la société, par la protection de laquelle les biens ont été acquis & conservés. (Comme aucune de ces raisons ne sauroit s'appliquer à la succession des Couronnes, elles continueront partout d'être soumises aux mêmes loix de succession que par le passé ; loix d'ailleurs si essentielles à la tranquillité publique). Cela posé, voici les loix qui doivent être ajoutées à celle concernant l'égalité de portions d'héritage pour tous les enfans d'une même famille.

**XVI.** Premièrement, lorsque des gens mariés quelconques mourront sans laisser ni fils, ni petits-fils, ni arriere-petits-fils, ni autres parens descendans ; leur dot ou héritage respectif passera entièrement à leurs  
 Nouvelles loix sur la succession des person-

freres & sœurs, par portions égales pour chaque tête. nes ma-  
riées, & sur

Secondement, si ces freres & sœurs sont morts & ont les ma-  
laissé des enfans, la même portion d'héritage leur tieres ma-  
sera dévolue, non à raison de leur nombre, mais trimonia-  
à raison des familles formées par les freres ou les.  
sœurs en question : dans ces deux cas (ainsi que dans  
le premier, N°. XIV.), il ne reviendra rien au pere  
ni à la mere des conjoints morts, parce qu'ils  
seront censés s'être réservés, en les mariant, ce  
qui leur étoit nécessaire.

Troisiemement, lorsque des gens mariés mourront  
sans laisser ni fils, ni petits-fils ou autres parens  
descendans en ligne directe, ni freres, ni sœurs  
ou enfans d'iceux ; alors leurs peres & meres, &  
à défaut d'iceux, leurs autres parens ascendans  
en ligne directe, auront l'usufruit de leurs biens,  
dont la propriété sera affectée aux bureaux de  
charité, qui en prendront possession en temps &  
lieu.

Quatriemement, si le dernier des deux conjoints,  
meurt, n'ayant plus ni pere ni mere, ni aucun  
*proche parent*, (c'est-à-dire, aucun des parens  
désignés dans les articles précédens), sa succession  
appartiendra en entier auxdits bureaux. ( Cette  
disposition sera avantageuse à la Société en général,  
& à chacun de ses membres en particulier. Elle  
fournira des ressources sans cesse renaissantes, pour  
subvenir aux besoins de tous les pauvres, tandis  
qu'un riche héritage qui tombe aujourd'hui sur les  
bras d'un parent éloigné, le rend presque toujours  
plus malheureux, & augmente les causes de la mi-  
sere publique. )

Cinquiemement, les conjoints ne pourront, soit  
avant, soit après le mariage, se donner, en sup-

posant même qu'ils n'auroient point d'enfant, autre chose que l'usufruit de leurs biens de toute espèce : donation qui deviendra nulle, dès le moment qu'ils auront un fils, soit qu'il vive ou non. Le mari pourra néanmoins constituer une dot à sa femme, ce qui, sans être contraire au présent article, tournera toujours & nécessairement au profit, tant de la femme que des enfans, ainsi qu'on va s'en assurer ; car,

Sixièmement, la dot d'une femme sera inaliénable de sa nature, la femme ne pouvant jamais ni autoriser son mari à l'aliéner, ni l'aliéner elle-même, même en cas de viduité, soit qu'elle ait des enfans ou non.

Septièmement, tous les biens d'une femme, soit meubles ou immeubles, dotaux, paraphernaux ou autres quelconques, seront entièrement en la puissance du mari majeur, qui pourra seul les administrer ou les faire administrer, selon qu'il le jugera à propos.

Huitièmement, en cas qu'il y ait des enfans, l'un des conjoints ne pourra recevoir du conjoint mourant que l'administration usufruitière de ses biens, & pour jusqu'au temps où les enfans auront atteint l'âge de majorité. Si le conjoint vivant se remarie, dès-lors ladite administration & le soin qu'il prendra des enfans d'autres lits, se trouveront sous l'inspection des Bureaux des ressources sociales. A la mort de la femme, le mari aura toujours cette administration, à moins que ladite femme ne l'en ait déclaré incapable, & qu'il ne soit jugé tel à la poursuite de qui de droit. Le mari pourra à son gré la confier à sa femme ou la lui ôter ; s'il ne fait point de disposition à cet égard, sa femme aura l'administration dont il s'agit, lorsqu'elle aura elle-même allaité ses enfans ;  
faute



faute de quoi il y sera pourvu par qui de droit, c'est-à-dire, par les proches parens, ou, à leur défaut, par les Administrateurs des ressources sociales.

Neuvièmement, les garçons seront majeurs à vingt ans & un jour. Les filles, ainsi que les veuves sans enfans, seront toujours mineures. Néanmoins, à la même époque, toutes celles qui auront quelque proche parent, pourront, sa vie durant, recevoir l'usufruit de leur portion d'héritage.

Dixièmement, les filles, en se mariant, acquerront toujours à un époux majeur le droit de rechercher leurs divers biens pour les joindre aux biens de la communauté matrimoniale; & devenues meres, elles auront pour toujours le droit de poursuivre aux Tribunaux compétens leurs maris, à la fin de les y faire déclarer incapables d'administrer les biens de ladite communauté.

L'ordre de successions précédent suppose qu'il n'y a eu ni testament ni donation.... Les gens mariés, privés d'enfans, auront le droit de disposer des trois quarts de leurs biens en la maniere qu'ils jugeront la plus convenable, l'autre quart demeurant seul affecté invariablement à sa destination, soit relativement aux proches parens, soit par rapport aux Bureaux de charité: ce qui signifie que les conjoints en question pourront priver chacun de leurs proches parens des trois quarts de la portion adjudgée par les loix précédentes; & qu'à défaut de proches parens pour héritiers, ils ne seront tenus de laisser aux Bureaux des ressources sociales que le quart de leur succession.

Les enfans que la loi autorisera à déshériter ne pourront être privés que des trois quarts de leur portion: car un fils bien élevé ne sauroit mériter

d'être déshérité ; & c'est au pere & à la mere à empêcher que leurs fils ne soient mal élevés , pervers même au point de leur manquer essentiellement. D'autre part , afin que des enfans ne s'écartent point impunément du respect & de la soumission dûs aux auteurs de leurs jours , ceux - ci auront chacun le droit de priver à leur gré chacun de leurs enfans du quart de sa portion d'héritage , & d'en disposer comme ils jugeront à propos. De plus , en cas de viduité , le conjoint vivant pourra jouir , s'il veut , sa vie durant , de l'usufruit d'une partie des biens du mort appartenans aux enfans , pourvu toutefois que l'administration lui en ait été confiée. ( Huitieme loi du N<sup>o</sup> XII. ) L'usufruit dont il s'agit pourra s'étendre sur la moitié des biens , si ledit conjoint reste dans le veuvage ; tandis qu'au contraire , s'il se remarie , ce même usufruit ne pourra avoir lieu que pour le quart de ces mêmes biens. Passons à ce qui concerne les célibataires.

XVII.  
Nouvelles  
loix sur la  
succession  
des céliba-  
taires.

Mes deux grands principes à ce sujet sont qu'en respectant les droits de citoyen & les liaisons naturelles entre proches parens , il faut d'une part écarter les jeunes gens du célibat ; & de l'autre , faire en sorte que les parens ne soient pas trop intéressés à multiplier les célibataires.

Ainsi , premierement , ceux qui mourront depuis vingt-cinq ans commencés jusqu'à trente révolus , seront privés du droit de tester ; & s'ils ont des biens à eux , leurs proches parens n'hériteront que de la moitié partagée entr'eux tous indistinctement , par portions égales , l'autre moitié étant par cela seul acquise aux Bureaux de charité.

Secondement , depuis trente ans jusqu'à quarante

révolus, l'héritage d'un célibataire qui n'aura pas testé, appartiendra entièrement aux ressources sociales, à la seule charge d'en accorder, par portions égales l'usufruit à ses frères ou sœurs mariés, & non à aucun autre proche parent. Si durant le même intervalle il teste, il ne pourra disposer que de la moitié de ses biens, abandonnant l'autre moitié auxdits Bureaux.

Troisièmement, si après l'âge de quarante ans révolus il meurt sans tester, toute sa succession sera dévolue aux établissemens déjà si souvent nommés : s'il veut tester, il aura le droit de disposer ou du tiers de ses biens, ou de leur simple usufruit.

Quatrièmement, un célibataire ecclésiastique aura pour héritiers ses proches parens, & à leur défaut, les ressources sociales : s'il teste, il ne pourra disposer que de l'usufruit de ses biens, quels qu'ils puissent être, & seulement en faveur de quelque proche parent.

Cinquièmement, une fille célibataire mourant après vingt-cinq ans révolus, aura pour uniques héritiers les Bureaux des ressources sociales, étant, comme mineure, toujours privée du droit de tester.

Sixièmement, la succession des veuves sans enfans vivans, & dès-lors toujours mineures aussi, appartiendra aux proches parens ou aux ressources sociales, suivant les loix du N<sup>o</sup>. précédent.

Septièmement, pour les filles mortes entre vingt-un ans commencés & vingt-cinq révolus, même loi que pour les garçons célibataires morts entre vingt-cinq & trente ans.

Huitièmement, il sera défendu de faire désormais aucune espèce de substitution, les dissipateurs, &c.

étant purement déclarés mineurs à la poursuite & au Tribunal de qui de droit.

Neuvièmement , la succession des enfans condamnés à être toujours mineurs, en leur qualité d'insensés, de dissipateurs, &c. ne passera jamais à leurs parens, mais seulement aux enfans des condamnés ; & à défaut d'iceux, aux Bureaux des ressources sociales. En outre, ces Bureaux auront, vis-à-vis des tuteurs de pareils mineurs, droit d'inspection & de censure.

Dixièmement , le retrait lignager ne pourra avoir lieu que dans l'an & jour, & que pour les propriétés foncières. Il ne sera permis qu'au pere des vendeurs, ou, à son défaut, à leurs enfans majeurs, les mineurs y perdant, par cela seul, tout droit, tant présent qu'à venir. Abolition & abrogation de toute autre espèce de retrait.

Du reste, lorsqu'un testateur quelconque accordera aux ressources sociales à peu près la part fixée pour chaque espèce de succession, la volonté du testateur sera dès-lors respectée en tout. Il n'y aura qu'une lésion évidente & considérable, ( au moins d'un quart ), qui doive autoriser les Bureaux à recourir juridiquement aux Experts de l'endroit pour faire examiner & repartager les héritages en question.

**XVIII.** On conçoit que les Nations qui adopteront ces loix, ne verront plus accumuler au hasard, sur une seule & même tête, une foule d'héritages ; & qu'il se formera, se renouvellera perpétuellement dans chaque canton un fonds suffisant pour remédier aux tristes inconvéniens de la pauvreté extrême, pour encourager, exciter au travail, par l'apais des récompenses convenables, pour inspirer, par toutes

Avantages  
de ces deux  
genres  
d'innova-  
tions.

fortes de prix & d'encouragemens, l'amour des vertus sociales, la noble émulation de se distinguer par des actes de piété filiale, de tendresse fraternelle, d'amitié, d'amour conjugal, d'affection paternelle, de patriotisme, d'humanité, de bienfaisance, par une bonne conduite bien soutenue & irréprochable à tous égards. C'est à peu près le seul usage qu'il sera permis de faire du produit de ce nouvel ordre de successions. Il ne sera jamais permis de le réunir au fisc, à la caisse des subides, ni de l'employer à des usages différens de ceux indiqués pour tous les fonds des Bureaux de charité. Un coup-d'œil sur notre plan d'administration des ressources sociales suffira pour prouver qu'en l'adoptant, le suivant de point en point, les vues extraordinaires que nous annonçons ici se trouveront d'ordinaire remplies avec une facilité & un succès également desirables.

On nous objectera peut-être que ces nouvelles loix détruiront les liens d'union qui doivent exister entre des parens. Premièrement, ces liens deviendront au contraire plus forts, puisque, d'un côté, l'intérêt obligera les parens éloignés, curieux de faire valoir leurs vieux titres de sanginité, de se rendre utiles aux parens dont ils voudront recevoir quelque succession; & que de l'autre, les proches parens seront plus unis entr'eux, comme étant seuls destinés à recueillir les fruits de leurs mutuels labeurs. Secondement, il est de l'intérêt des Nations commerçantes que les familles se décomposent & se multiplient pour accroître la population, la consommation, les productions, le travail. Or, un parent qui n'est plus assuré d'une riche succession, qui reçoit les secours, les encouragemens convenables, se livre à son activité, & devient souvent chef d'une nouvelle famille qui n'auroit jamais existé, s'il avoit compté

trop long - temps sur un héritage éloigné, ou s'il l'avoit reçu à l'imprévu ; ou si , privé de ces secours trompeurs , il n'avoit d'ailleurs trouvé aucune ressource , aucun moyen de se soustraire à une indigence affreuse , à une entière privation de toutes choses. D'autre part , un héritage qui n'auroit servi qu'à remonter une famille , servira à en remonter plus de cent , à en créer sans fin de nouvelles , à épurer les mœurs , à rendre l'état social vraiment avantageux à tous les Membres de la Société.... Voilà , ce me semble , d'assez bonnes raisons pour achever de persuader que l'ordre de successions indiqué est à peu près convenable à l'état actuel des peuples commerçans.

Quant aux autres loix des mêmes numéros , elles produiront , du plus au moins , les avantages mentionnés , & de plus une foule d'autres , ou palpables au premier aspect , ou tels qu'on ne sauroit les concevoir entièrement , qu'après avoir vu toutes les diverses loix relatives à celles-ci. Toutefois on peut remarquer qu'en ôtant aux terres les titres honorifiques pour en décorer les personnes , ( N° XIV ) , & en pourvoyant aux besoins des insensés , des dissipateurs , ( N° XVII , 8 & 9<sup>e</sup> loix ) ; nous avons prévenu les principales difficultés & des a coutume d'alléguer en faveur des retraits qu'on substitutions , ces usages si essentiellement contraires au regne du commerce & de l'industrie.

Voyons maintenant jusqu'à quel point & par quels moyens nous pourrons nous procurer les avantages que les hordes errantes ont retirés & retirent sans doute encore de l'espece de garantie dont chaque nombreuse famille est chargée envers tous les membres qui la composent.

D'abord il est évident que les membres d'une parenté, n'étant plus continuellement ensemble, ne sauroient être garans les uns des autres à tous égards. Les occupations d'un pays agricole-com-  
 mercant rendent cette pratique absolument impos-  
 sible parmi nous. Par conséquent il est injuste, barbare de faire rejallir sur toute une parenté l'in-  
 famie encourue par quelqu'un de ses membres....  
 Cependant un pere de famille a toute autorité sur les biens de la communauté matrimoniale. Son épouse lui doit un amour de fidélité & d'obéis-  
 sance (k), de soumission & de dépendance, de distinction & de préférence, un amour de zele, de bienveillance, d'attention, de conformité. Ses enfans lui sont soumis en tout, & dépendent de lui pour leur nourriture, leur entretien, leur éducation : c'est à la Législation à perfectionner cet état des choses, en statuant, premierement, que les loix n'aient jamais action contre une femme accusée de quelque crime non relatif à son mari; mais qu'elles s'en prendront au mari, par la raison qu'il a sur elle une si grande autorité, qu'elle est entièrement soumise à sa volonté & à ses conseils. Secondement, que les loix agiront de même vis-à-vis d'un enfant vivant dans la maison paternelle, & non parvenu à l'âge de majorité. Afin d'inté-  
 resser encore davantage un chef de famille à veiller

XIX.

Garan-  
ties de fa-  
mille.

---

(k) Il est des occasions où la femme ne doit au mari qu'une obéissance lente, réfléchie, raffinée, pour ainsi parler; c'est lorsqu'il s'agit des devoirs du lit conjugal. Pourquoi cela? Parce qu'une trop grande facilité à jouir des droits en question, y rendroit peu à peu indifférent, & tourneroit ainsi au grand désavantage des deux conjoints.

sur la conduite des personnes placées sous sa dépendance, à chaque sentence portée contre les délits de ces personnes, le chef de famille sera exclus des charges publiques pour l'espace de quelques années, plus ou moins, suivant la gravité, la multitude des délits ; & cela, par la raison qu'un homme qui ne fait pas veiller sur l'intérieur de sa famille, sur ses propres affaires, n'est pas censé capable de mieux gouverner les affaires d'autrui. Si le chef de famille est lui-même coupable, & a pour complices sa femme, ses enfans, lui seul sera puni, parce que la loi supposera alors que le respect & la soumission qui lui sont dûs, ont seuls entraîné au mal lesdits complices. Par-là on comprend que lorsque le chef seul sera coupable, sa femme, ses enfans, ses autres parens ne devront nullement être punis, ou diffamés. Ce seroit une injustice manifeste, puisque ces personnes n'étoient point établies sur la conduite dudit coupable. Eh ! qu'on ne nous dise point que la loi doit les obliger à épier cette conduite, à déferer leur propre chef, leur bienfaisant protecteur. De telles loix seroient ignominieuses, barbares, dignes d'être sorties des enfers pour venir détruire l'aimable confiance, la douce union, la bonne harmonie, la sage subordination, nécessaires au bonheur, au repos intérieur des familles. Ainsi, loin d'autoriser de pareilles délations, la loi défendra même d'admettre en aucun cas le témoignage des personnes dont il s'agit : par conséquent, dans tout état de cause, un pere de famille sera seul puni pour les fautes des membres de sa famille, parce qu'il aura seul l'autorité & l'inspection nécessaires pour empêcher



lesdites fautes. Voilà, je pense, la seule chose que des Peuples commerçans puissent s'approprier utilement parmi les loix de garantie, usitées chez les hordes errantes. Nous déduirons ailleurs la même conséquence, d'autres principes servant de base à tout le nouveau Code criminel. Tâchons de présenter ici quelque autre espèce de garantie plus analogue aux besoins actuels des Peuples, à leur nouvelle position, si évidemment différente de celle de Peuples chasseurs & errans.

Puisque, comme on n'en fauroit douter, le commerce est devenu la base de la prospérité des Nations; rien de plus important pour chaque Gouvernement que de maintenir les branches de commerce, déjà existantes, les raffermir à jamais, travailler à en créer de nouvelles, appuyées aussi sur de solides fondemens. Or, qui ne connoît les tristes effets de la mauvaise foi d'un fabricant, d'un commissionnaire, d'un commerçant quelconque? ... C'est à leurs brigandages que Chanaan, Tyr & Carthage durent leur ruine.... Rendre la bonne foi comme naturelle & inhérente au commerce, ce seroit donc enrichir celui-ci d'un soutien inappréciable, travailler au bonheur, à la durée de tous les Peuples commerçans. Il ne s'agit point pour cet effet d'imiter aveuglément la politique des Japonois, en faisant, tout simplement comme eux, un crime d'Etat de la fraude dans le commerce.... Tandis que les sociétés ont été dans l'enfance, elles ont pu, à la bonne heure, se borner à prévenir les crimes par la crainte des châtimens; mais il est enfin temps de profiter de l'expérience de tous les siècles pour déraciner les délits d'une manière plus efficace, plus conforme aux droits

XX.

Regne de  
la bonne  
foi perpé-  
tué dans  
le com-  
merce en  
gros.

de l'homme en société , plus digne du précieux regne de la bienfaisance & de la raison. Or , les innovations suivantes , jointes aux secours des Bureaux de charité & à nos autres réformes , nous ont paru capables de procurer au commerce tous les avantages en question.

Dans chaque Gouvernement on rendra les fabricans , les commerçans en objets susceptibles de fraude , solidairement responsables. A cet effet , on formera des coteries ou garanties commerçantes-nationales , de manière que les étrangers pourront attaquer en garantie les négocians d'une place ; ceux-ci , leurs commissionnaires ; & ces derniers , les fabricans. A la vérité , cette loi ne pourra devenir utile à un état , relativement aux exportations , qu'en tant que le Gouvernement sera en relation avec les pays où se feront ces exportations ; puisque autrement les fraudes demeureroient inconnues , defféchant la source des débouchés , sans pouvoir être punies sur personne. Mais cette difficulté ne sert qu'à rendre notre opération plus précieuse. Elle prouve aux Souverains la nécessité d'une confédération générale , pour jouir paisiblement des heureux fruits du commerce , sans avoir perpétuellement à redouter même les fraudes de leurs Sujets , commises envers des Nations ennemies. Ainsi , je suppose qu'on adoptera mon projet de confédération , ou quelque autre meilleur encore , & de plus la loi ou innovation précédente. Dès-lors , en voici le développement & l'application.

Un acheteur quelconque trouve & prouve qu'il y a de la fraude dans une marchandise ; il s'en prend au vendeur qui est obligé de faire justice , de donner satisfaction , sauf le droit qu'il a de re-

courir lui-même au fabricant, au commissionnaire dont il a reçu la marchandise en question. Si ce fabricant ou commissionnaire n'est point en état de réparer sa faute, le Corps-des fabricans, ou commissionnaires de son pays, satisfait pour lui. Si c'est le négociant qui a commis la fraude & qu'il se trouve dans l'impuissance de la réparer, la Chambre de Commerce paye pour lui, comme étant sa caution.

Le négociant, le fabricant viennent-ils à faire banqueroute, ils ont chacun les mêmes cautions qui payent en cette manière : les créanciers, membres de la coterie ou garantie du banqueroutier, ne touchent que la moitié de leurs créances, & toutes les autres dettes, tant des nationaux que des étrangers, sont payées en entier aux dépens des cautions, comme ci-dessus, ou plutôt avec l'argent des *caisses de cautionnement*, (dont il sera parlé bientôt) supposé qu'il suffise à cet objet. Le banqueroutier jugé frauduleux par lesdites cautions, est poursuivi dans tous les Etats des Puissances confédérées, soit chrétiennes ou inchrétiennes. Je le suppose pris. Sa banqueroute est examinée de nouveau par ses cautions. Si elle est confirmée frauduleuse, il est condamné aux travaux publics à perpétuité, comme ennemi mortel de la bonne foi, des loix les plus essentielles à la prospérité du commerce, au bonheur du Genre Humain.

Un fabricant, un commissionnaire, &c. sont-ils convaincus de *fraude réelle*, de mauvaise foi, ils sont condamnés par leurs cautions respectives, 1<sup>o</sup>. à une restitution & réparation plénierie ; 2<sup>o</sup>. à une amende du triple de ladite restitution, au profit de la caisse de cautionnement de la coterie ou des coteries de chaque coupable ; 3<sup>o</sup>. à ne plus exercer

la même profession, à ne jamais paroître dans aucune assemblée, soit de Nation, de Province, de Paroisse, à n'être jamais promu à aucune charge ou fonction publique.

Si les cautions de l'accusé le jugent avec trop d'indulgence, tant pis pour elles, puisqu'elles seules y perdront ou s'exposeront à y perdre, en épuisant les caisses de cautionnement. Il n'est point à craindre qu'elles le jugent avec trop de rigueur, chacune d'entr'elles ayant à craindre d'être un jour dans le même cas. D'ailleurs la voie d'appel à un Tribunal supérieur sera toujours ouverte aux condamnés.

Il est, je crois, essentiel d'ajouter ici quelques distinctions relativement au mot de fraude. J'appelle fraude *apparente*, celle qui résulte, ou de l'ignorance invincible ou de l'influence impérieuse des divers élémens; dans ces occasions, il n'y a personne de coupable. La fraude *réelle* est ou volontaire, ou de négligence : la première subira les trois punitions précédentes; la seconde seulement, les deux premières, & en cas de récidive, toutes les trois. La fraude de négligence sera évidente, quand il y aura des procédés connus, usités, soit pour ouvrir les matières, soit pour en assurer la conservation, le transport. Faute de tels procédés, l'ignorance sera censée invincible, & elle justifiera le particulier; mais la coterie intéressée au maintien d'une telle branche de commerce, dédommagera les perdans, jusqu'à l'époque où les Académies nationales auront fait publier les procédés & recettes nécessaires. Il est inutile d'ajouter que nulle fraude réelle, de la part des commerçans en gros, ne sera imputée à crime, à moins qu'elle ne soit en même temps jugée avoir été inappercevable par

les personnes entendues, par les gens experts dans le commerce en question. (On trouvera ci-après la méthode de prévenir les concussions & fraudes quelconques de la part des vendeurs en détail.)

Passons à la recherche des fonds qui pourront de temps à autre être versés dans les caisses de cautionnement & à l'usage qui en sera fait, tandis que le long & glorieux règne de la bonne foi les empêchera d'être employés à leur première destination. — Je suppose d'abord que les Puissances confédérées adopteront le nouvel ordre de successions ou quelque autre approchant, d'après lequel il y aura dans chaque Empire, des *Bureaux des ressources sociales*, lesquels participeront à la succession des personnes mortes sans héritiers ou naturels, ou désignés; en second lieu, que ces mêmes Puissances conviendront que l'héritage des nationaux & des étrangers sera sujet aux mêmes lois, avec cette seule différence, qu'à la mort d'un étranger, la portion appartenante aux Bureaux des ressources sociales sera divisée en deux parts égales, dont l'une acquise au Bureau dans le district duquel l'étranger sera mort, & l'autre au Bureau de son domicile ordinaire. Cela posé, voici nos moyens.

XXI.  
Fonds des  
caisses de  
cautionne-  
ment à ces  
relatives.

Il meurt chez une nation, un commerçant, un fabricant, un membre de coterie, dont la succession, d'après les lois précédentes, est dévolue, en entier ou en partie, aux ressources sociales. Premièrement, le bureau du domicile ordinaire du mort fera alors le seul qui participera à sa succession. Secondement, parmi les biens qui reviendroient aux ressources sociales suivant les lois adoptées, il en est plusieurs, soit en créances, meubles, denrées, marchandises, biens-fonds, &c. qui se trouvent chez

lui une seconde copie exposée à la vue de tous ceux qui vont faire quelque emplette ; une troisième copie se trouve dans une salle de l'Hôtel-de-Ville ou de quelque maison publique , sous la garde d'un Suisse , d'un Invalide , qui est obligé d'ouvrir ladite salle à certaines heures de la journée , afin que tous les acheteurs aient la facilité de vérifier s'ils ont acheté au prix courant.... Chaque année le marchand a la liberté de renouveler son rôle *soit total, soit partiel*. Ces dernières expressions annoncent une restriction prescrite par le droit naturel ; c'est que les marchands qui feront leurs diverses provisions à diverses époques , ne seront tenus à donner le rôle analogue , qu'à chacune de ces époques ; & il suffira alors que dans le cours d'une année , chaque rôle partiel soit renouvelé ou confirmé.

## XXIV.

Liberté  
convenable aux divers Arts & Métiers, & manière de les en faire jouir.

Il est des professions pour lesquelles on n'a à craindre ni fraude , ni banqueroute particulièrement nuisible au commerce. Telles sont les professions de Perruquier , de Couturiers , de Coëffes & Faiseuses de modes , &c. Toutes les professions de ce genre peuvent se diviser , tant pour le premier que pour le second sexe , en professions où la force du corps n'est point nécessaire , & en celles où elle est nécessaire. Je vais les considérer les unes & les autres par rapport au renouvellement & maintien des bonnes mœurs , à l'amour de la Patrie , à la prospérité du commerce , au perfectionnement de la *race* humaine & de l'état social ; évitant avec le même soin que dans les articles précédens , toutes les explications inutiles.

Chaque homme doit avoir la liberté de travailler chez lui selon son goût & ses facultés , sans être tenu de rendre compte d'une conduite qui n'influe  
en

en rien sur l'ordre public. Mais l'état de société commerçante exige que chacun ne puisse de but-en-blanc, s'établir *maître* dans une profession publique. Un Etranger vient dans ma ville, fait marché avec maître tel.... l'Etranger revient au jour marqué. La commission qu'il avoit donnée étoit pressante; Elle ne se trouve point faite; mon Etranger s'adresse à un autre Maître qui fait ponctuellement la commission; mais la marchandise livrée n'est point de la qualité convenue.... Un troisième Maître me gâte un habit précieux & disparoît ou est insolvable... Voici mes conclusions : chacun sera libre d'embrasser la profession qu'il voudra, & de l'exercer, lui, sa femme & ses enfans, sans rien payer, mais aux deux conditions suivantes

Premièrement, chaque Juré ou *Maître* libre donnera les cautions requises pour chaque profession, & fixées comme ci-dessus, par le Tribunal Consulaire; or ces cautions n'auront point pour objet les banqueroutes ou des malheurs imprévus, mais des dangers en quelque façon déterminés. Les cautions, par exemple, d'un Tailleur, répondront pour lui des habits gâtés. Il en fera de même des cautions de tous les maîtres à qui l'on est obligé de confier des matières à orner ou à ouvrir. Les cautions des Marchands en détail, à même de tromper l'acheteur, en lui donnant une chose pour une autre, seront responsables de ces tromperies jusqu'à la concurrence d'une certaine somme : ces deux cas embrassent, pour ainsi dire, tout le commerce. Il faut néanmoins en distinguer un troisième, au sujet des membres de garantie. Leurs garans particuliers, responsables dans les deux cas qui viennent d'être expliqués, ne le seront que pour la moitié, si le cas y échoit,

l'autre moitié tombant à la charge de la coterie.

Il suit de tout cela , que les divers cautionnements particuliers , seront tous évalués en argent , jusqu'à la concurrence d'une somme plus ou moins forte suivant chaque profession , & que les garans connoîtront au juste le danger auquel ils s'exposeroient , en cautionnant un homme indigne de la confiance publique , soit par sa mauvaise foi , soit par son ignorance dans la profession où il ose s'ingérer. — Les Aubergistes , les Limonadiers , &c. seront tenus aussi de donner caution. On taxera ces maîtres , & autres de même espèce , à raison de leurs servantes & de leurs domestiques , qui sont comme les Ouvriers de leurs ateliers : mais ceci se rapporte à la seconde condition que voici :

Deuxièmement , chaque juré ou maître libre , paiera annuellement certains droits , dès qu'il fera travailler à sa profession quelque apprentif , garçon ou ouvrier quelconque , autre que sa femme & ses enfans. Ces droits plus ou moins forts , selon que les produits d'industrie satisferont des besoins de luxe , de fantaisie ou de nécessité , ou pourront procurer une exportation de quelque conséquence , seront fixés à tant par tête , pour chacun desdits ouvriers , & modifiés en cette manière.

*Dans les professions où la force du corps n'est pas nécessaire ,*

Premièrement , la taxe ordinaire sera perçue sur les célibataires , au-delà de cinquante ans , ou entre dix-sept & vingt-cinq ans.

Deuxièmement , les ouvriers mariés , les enfans au-dessous de dix-sept ans , les vieillards de plus de soixante-dix ans , les veufs avec enfans ne seront point taxés.

Troisièmement , les droits ordinaires devien-



dront doubles pour les célibataires âgés de plus de vingt - cinq ans ainsi que pour les veufs , sans enfans & au-deffous de quarante ans.

Quatrièmement , tout droit annuel , soit ordinaire , soit extraordinaire , sera trois fois plus fort pour les ouvriers qui ne feront pas de l'endroit , si ce n'est pour les rachitiques , cacochymes & ouvriers quelconques , disgraciés de la nature au point de ne pouvoir exercer aucune des professions qui exigent des forces & des hommes dispos. Le droit payé pour ces divers infortunés , de quelque pays qu'ils soient , ne sera que la moitié du droit ordinaire.

Cinquièmement , s'ils deviennent maîtres , & qu'ils restent dans le célibat , ils ne paieront jamais que la moitié des droits fixés sur leurs divers ouvriers. S'ils se marient au contraire , ils paieront le quintuple du droit ordinaire pour chacun de leurs ouvriers.

Ces deux dernieres loix feront entierement les mêmes pour tous les gens regardés publiquement comme attequés de maladies héréditaires , & jugés tels par les Officiers de santé du pays.

Sixièmement , les maîtres de profession non mariés à trente ans , paieront le double des taxes imposées sur leurs divers ouvriers.

*Les diverses professions , où la force du corps , la perfection de tous les membres sont nécessaires , seront assujetties aux mêmes réglemens ou loix , à l'exception de ce qui est porté par le quatrième article. — Il est inutile de remarquer que les personnes du premier & du second sexe seront indistinctement soumises à tous ces divers réglemens , auront indistinctement droit aux mêmes privilèges.*

XXV. Répartition des droits destinés à cet objet. Afin que les taxes indiquées puissent s'établir d'une manière facile, & être à peu près proportionnées à la cherté des denrées, dans chaque pays elles seront d'ordinaire réglées sur le prix des journées de chaque espèce & classe d'Ouvriers. Je dis d'ordinaire, parce qu'il est des professions de luxe, d'un débouché indifférent, ou même nuisible à la prospérité nationale, au sujet desquelles il fera à propos de régler les nouvelles taxes, non sur le salaire des Ouvriers, mais plutôt sur la totalité des droits annuels que chacun d'eux (l'un portant l'autre) procure par son travail au Trésor public. Ainsi, supposé que l'ouvrage annuel d'un garçon Amidonier rende au fisc deux mille livres tournois, il ne s'agira plus que de diviser cette taxe (ou autre sur icelle réglée) en différens paiemens. Dès-lors le nombre des Ouvriers employés durant l'espace d'une semaine, d'un mois, &c. étant dans tous les cas facile à connoître, (du moins dans l'ensemble de la nouvelle législation, ainsi qu'on pourra s'en convaincre par la suite;) les ateliers & fabriques en question se trouveront délivrés de leurs entraves actuelles, sans que le Trésor public soit privé de cette branche de ses revenus.

Mais revenons à la manière de répartir les taxes indiquées, d'après le salaire des Ouvriers. Chaque Maître paiera pour chacun d'eux une demi-journée, une journée, &c. on prendra d'abord le plus fort prix actuel, statuant que, quel que soit à l'avenir le prix journalier des Ouvriers, la quotité du droit, variable de sa nature, sera toujours fixée d'après ledit prix actuel. C'est une clause essentielle pour empêcher les Maîtres de toute espèce

d'avoir un double intérêt à payer peu leurs Ouvriers, & pour prévenir toute connivence frauduleuse entre les uns & les autres..... Il est des Maîtres qui diront : Cette année j'ai eu , un jour portant l'autre , journellement tant de tels & tels Ouvriers. Donc à tant par tête, &c. D'autres diront : Pendant tel mois j'ai occupé journellement tant de personnes de telle & telle espece ; pendant tel autre mois j'en ai occupé tant, &c. Donc, &c. Du reste , on trouvera ailleurs le détail suffisant touchant la méthode de percevoir ces divers droits ; il nous est impossible de tout dire à la fois. S'il est vrai que toutes les parties de cet Ecrit tendent à former un ensemble régulier , ce n'est qu'après les avoir examinées chacune en particulier, & comparées les unes aux autres ; qu'il sera possible de prononcer sur leurs rapports , comme aussi sur leur utilité. En attendant , le Lecteur comprend sans peine qu'un droit assis sur des hommes sera infiniment plus facile & à percevoir & à payer que s'il étoit assis sur des matieres, ou faciles à dérober aux yeux d'un Collecteur, ou qui ne sauroient être visitées , retournées & contrôlées à droite & à gauche sans des frais & des pertes de temps très-considérables.

Cette idée nous a fait imaginer une opération capable de donner au commerce un de ses plus puissans ressorts , la facilité & la promptitude des communications , de le délivrer de toutes les entraves sous lesquelles il gémit encore dans l'intérieur de plusieurs Etats. Il s'agit de faire main-basse sur les divers droits d'entrée & de sortie de Province à Province , de Ville à Ville , sur tous les droits de péage , de passage , de visite , de con-

XXVI.  
Facilité de rendre aussi libre le commerce intérieur.

trôle , &c. &c. &c. , & de remplacer ces sources perpétuelles d'abus par une taxe perçue sur les Fabricans , les Manufacturiers , les Propriétaires de forge , d'usine , de mines , de fonderie , d'atelier quelconque ; en un mot , sur tous les Commerçans & Entrepreneurs en fait d'industrie , relativement à leurs Commis , Ouvriers & Garçons de boutique , d'atelier , &c. le tout d'après les réglemens précédens. Cette taxe auroit encore l'avantage d'être nécessairement proportionnée à l'industrie , aux facultés de chaque contribuable ; devenue générale & pour les arts & métiers , & pour les manufactures & ateliers quelconques , elle formeroit une ressource inappréciable en faveur des Ouvriers , qui d'ordinaire ont le plus besoin de trouver du travail , & en trouvent avec le plus de difficulté.

## XXVII.

Suppression & remplacement du produit des maîtrises.

On voit que , dans ce système , les maîtrises pourroient être supprimées sans diminuer le Trésor public , & sans suites fâcheuses pour la Société. Les Ouvriers peu intelligens , ou non connus avantageusement , seront exclus des maîtrises par la difficulté de trouver des cautions ; & les bons sujets au contraire trouveront entrée par-tout. Or , le Public n'ayant rien à craindre de la part des Maîtres de profession , qu'importe que leur nombre se multiplie ? ou plutôt pourquoi empêcher une multiplication de famille , de travail , qui ne sauroit que devenir avantageuse ? Pourquoi empêcher la concurrence de donner peu à peu à chaque chose un prix relatif aux ressources & aux besoins de chaque endroit ? Concluons donc sans de plus amples raisonnemens , concluons qu'il ne sera désormais perçu aucun droit de maîtrise , pas même

pour les professions dont le bien public exigeroit que l'entrée fût rendue très-difficile ; & que , dans ce cas , la multiplicité de maîtrises ne sera arrêtée que par les droits indiqués , portés à un taux convenable. ( Si certains Arts de luxe réclament une exception , il y sera pourvu par des droits annuels assis sur les Maîtres & les membres de leur famille , mais toujours moindres au moins de moitié , que ceux assis sur le reste des Ouvriers de la même profession. ) Concluons encore des avantages attachés à ces nouveaux réglemens , qu'il faudra s'efforcer de les substituer par - tout aux impositions qui seront susceptibles de cette nouvelle forme ; ainsi on y fera participer les garanties commerciales - nationales en cette manière : on rendra nuls ou très - modiques les droits de réception ou d'aggrégation à une desdites coteries : on supprimera toutes les contributions en usage , à l'exception de celles exigées lors de certains gains & profits extraordinaires ; ensuite on leur dira : Messieurs , si vous desirez de vous taxer à l'amiable , afin de renforcer les caisses de cautionnement & d'avoir toujours de quoi fournir généreusement aux besoins imprévus de quelques-uns d'entre vous , la chose vous sera permise à une condition ; c'est que les taxes seront mises conformément à tels & tels réglemens nécessaires au maintien des bonnes mœurs , propres à prévenir toute imposition arbitraire & disproportionnée aux diverses facultés de chaque particulier.

Qu'il nous soit maintenant permis de remarquer les rapports , l'influence réciproque , l'enchaînement , qui se trouvent entre les garanties commerciales nationales & la loi indiquée par le génie bienfai-

XXVIII.

Rapports  
entre les  
droits de  
traite & les

garanties  
commer-  
çantes na-  
tionales

fant de l'Amérique touchant les droits d'entrée & de sortie, (N<sup>o</sup>. IX. ) Et d'abord tel est le texte & le développement de cette loi. Nul Etat confédéré ne pourra porter les droits d'entrée ou de sortie au-delà de cinq pour cent. Les droits fixés seront entièrement les mêmes pour les Nationaux & pour les divers Etats confédérés. De cinq en cinq ans il en sera publié, dans le courant de Janvier, un rôle qui aura cours dès le premier Janvier de l'année suivante. Les marchandises ou choses quelconques, non comprises dans ces rôles de taux, ne paieront aucun droit. Chaque Gouvernement aura la liberté de défendre les importations & les exportations qu'il jugera à propos; mais ces défenses, pour avoir force de loi, devront toutes, à l'exception de celles concernant les grains, se trouver à la suite des rôles de taux publiés ou confirmés de cinq en cinq ans. Le seul privilège auquel les Nationaux pourront prétendre exclusivement aux Etrangers, consistera à recevoir de leur Gouvernement des récompenses pour certaines importations ou exportations déterminées. — Du reste, c'est sur les frontières de chaque Empire que tous les droits d'entrée ou de sortie seront perçus, toutes les marchandises ou choses quelconques, parvenues dans l'intérieur d'un Etat, n'étant désormais sujettes à aucune visite ni à aucun droit. Les Receveurs des droits d'entrée & de sortie tiendront registre de toutes leurs opérations, dans un grand Journal, où l'on verra tel jour & tel mois de telle année, M. tel a payé tels droits d'entrée, de sortie pour telle quantité de telle marchandise, ou bien a fait entrer, sortir telle quantité de telle marchandise venant de tel endroit, laquelle *les Commis vérificateurs ont jugé n'avoir*

*éprouvé dans le trajet aucune altération. C'est ici que commencent les rapports annoncés.*

En effet, quoi de plus simple que d'imaginer que dans chaque douane du même Etat, quelques Receveurs ou Commis seront chargés ( sous le titre qu'on voudra ) du soin de vérifier si les objets exportés ou importés sont dans l'état désigné par les pancartes des Voituriers, & qu'ils répondront eux-mêmes, ou en tout ou en partie, des objets vérifiés ? Or, dès-lors voilà trois intérêts opposés entr'eux & à l'avantage du bien général, l'intérêt des Receveurs des droits, celui des Vérificateurs & des garanties commerçantes, & celui des Particuliers, soit exporteurs, soit importeurs. Le résultat d'un tel conflit sera une honnête assurance, qu'il ne sauroit y avoir de fausse déclaration, ni de connivence frauduleuse.

Je sens qu'il se présente ici une foule d'objections à résoudre, d'éclaircissemens à ajouter. Je vais essayer de satisfaire le Lecteur le plus brièvement qu'il me sera possible, le priant de nouveau de ne pas juger en dernier ressort des objets qui ne peuvent devenir entièrement lumineux que par leur rapprochement d'une multitude d'autres épars çà & là.

Il est de l'intérêt de chaque Etat de connoître la quantité de certaines exportations & importations, qui ont lieu annuellement. Donc il faut faire en sorte que les Receveurs des douanes ne soient point intéressés à cacher ce qui en est. Si les Receveurs agissent en leur nom & profit, ayant pris les douanes à ferme, ils n'oublieront rien pour diminuer le rôle de leur recette, afin d'acquiescer un titre pour diminuer les baux de la ferme, ou

XXIX.

Manière de percevoir les droits de douane, & de connoître la quantité de certaines importations &

exporta-  
tions.

pour éviter de les augmenter. Ainsi la méthode des fermes a sous ce premier rapport un vice radical. La méthode des régies est exempte de cet inconvénient : mais elle en a un autre qui peut être aussi funeste à une Nation ; c'est que le Régisseur n'étant pas intéressé à son ouvrage , doit naturellement s'y livrer avec négligence : par conséquent les rôles d'un Régisseur pourront être fautifs & induire en erreur sur la quantité d'exportations & d'importations. Je ne parle point des diminutions dans la recette , soit parce que la chose est évidente , soit parce qu'il s'agit ici de l'objet fondamental , & auquel tous les autres doivent être subordonnés. Comment venir à bout de se procurer des rôles exacts , d'acquérir par-là une connoissance importante & indispensable pour diriger avec sagesse les principales branches de l'administration ?

En plaçant des Receveurs dans une douane , je leur dirai : = Vous marquerez journellement dans votre Journal tels & tels objets qui entreront ou qui sortiront , soit qu'ils doivent des droits ou non. Afin que rien ne puisse vous empêcher de faire avec succès une opération si nécessaire au commerce de votre Patrie , vous aurez droit de visiter tous les effets , sans que personne puisse alléguer aucune exemption. Quant à vos appointemens , ils consisteront dans une partie aliquote de la recette annuelle . . . . & dans une somme relative aux objets exempts de droits , & qui se trouveront sur votre registre. De dix en dix ans vos appointemens seront augmentés d'un dixieme , dixieme qu'on trouvera en prenant un terme moyen entre vos appointemens annuels. A chaque quartier vous verserez les revenus publics de votre



douane dans la caisse du Trésorier-Général de votre arrondissement. =

Après avoir ainsi intéressé les Receveurs des douanes à faire leur devoir par l'apât du gain actuel, & par l'espérance d'un gain de plus en plus considérable, il faudra encore les y intéresser par la crainte de voir leurs prévarications démasquées. Dans cette vue, il sera d'abord réglé, que chaque année, par ex., ou, pour le plus tard, de cinq en cinq ans, on imprimera la liste, le tableau des opérations de chaque douane. En second lieu, toutes les Puissances confédérées s'engageront à faire tenir dans chaque douane un compte ou rôle exact des exportations désignées par chacune d'entr'elles, & de se permettre réciproquement de venir le consulter, soit pour s'assurer de l'exactitude des Receveurs ou de celle des Commis vérificateurs, soit pour vérifier le rapport, la déposition des importateurs & exportateurs, ou comparer la quantité de marchandises vendues & achetées, avec la quantité portée sur lesdits rôles. Cette permission ne sera accordée que lorsqu'il y aura quelqu'un d'accusé de fraude ou de prévarication, & sur l'exhibé des pièces qui constateraient ladite accusation.

La besogne des vérifications se réduira à vérifier le certificat d'origine, c'est-à-dire, à examiner si les objets à exporter, comme sortis d'une telle manufacture, d'un tel atelier, &c. ont les marques propres à chaque manufacture ou fabrique quelconque. Afin de prévenir toute fraude à cet égard, il sera réglé que chaque coterie de Fabricans, de Manufacturiers, de Commissionnaires en première instance, nommera annuellement des examinateurs

XXX.  
Méthode  
des s'assurer  
de la qua-  
lité des  
marchan-  
dises sou-  
mises à  
l'inspec-  
tion des ga-  
ranties na-  
tionales.

respectifs chargés de donner à tout acheteur une attestation de la quantité & qualité des marchandises achetées par lui ; attestation qui sera en outre signée des vendeurs & des acheteurs. Secondement, nulle matière ouvrée susceptible de fraude, de fabrication vicieuse, ne pourra être exportée qu'en tant qu'elle se présentera aux douanes, munie de la susdite attestation.

Ces deux réglemens paroissent nécessaires, surtout pour les exportations ; car lorsque la marque d'un Fabricant est connue, elle peut facilement être contrefaite ; au lieu que des attestations données chaque année, ou à peu près, par des Examineurs différens, dérouteront les Contrefacteurs les plus déterminés, sur-tout si on oblige encore les directeurs de douane de les représenter toutes, ou annuellement, ou à d'autres époques quelconques ; alors ces receveurs donneront à leur tour des attestations ou acquits *de transit*, pour le Peuple importeur auprès duquel ils seront garans de la marchandise par eux vérifiée. Il seroit à désirer qu'on usât de toutes ces précautions, du moins vis-à-vis de toutes les marchandises susceptibles de fraude au détriment de la santé des hommes & des animaux, & que même les Puissances confédérées s'y engageassent solennellement par un des articles de la confédération chrétienne. — Du reste, si les Examineurs sont difficiles à trouver, on décidera que chaque membre de coterie sera Examineur à son tour ; par-là on aura encore plus sujet d'être rassuré sur leur impartialité. Leur exactitude & vigilance ne sauroient dans aucun cas devenir suspectes, puisqu'elles leur seront prescrites par la voix de l'honneur & de l'intérêt personnel.

Tel est donc en peu de mots le résumé du second Moyen : nouvel ordre dans les successions, dans le droit de tester, plus utile, & aux parens, & au Corps social. Garanties de famille, garanties commerçantes. Droits de maîtrise, d'entrée, de sortie, de visite, de passage, &c. supprimés & remplacés par un droit modique, proportionné aux facultés des contribuables, aux besoins variables des Nations, propre à épurer les mœurs, à multiplier les objets d'occupation en faveur des pauvres les plus délaissés ; rapports admirables entre ces innovations & celles indiquées plus haut, soit pour assurer le regne de la bonne foi, faciliter les transports, les communications de toute espèce, soit pour rendre de plus en plus sensibles, les avantages de la confédération proposée par le Génie bienfaisant de l'Amérique. Tâchons de découvrir, s'il est possible, de nouveaux moyens de répandre les bons effets du commerce, d'en favoriser les diverses branches, de lui assurer à jamais toute la liberté convenable, en remplaçant le produit de toutes ses gothiques entraves, & d'ajouter au regne de la bonne foi un second appui de la dernière importance, je veux dire, une agriculture ou culture des terres à jamais florissante.

XXXI.  
Résumé du  
second  
Moyen.



---

## DEUXIEME MOYEN.

*Puise dans les Législations civile & commerciale.*

---

Numeros.	Pages.
XIV. <i>R</i> aisons de changer l'ordre actuel des successions. Nouvelle loi à ce sujet, . . . . .	57
XV. Origine des Législations modernes. Nécessité de les résoudre en-erement, . . . . .	59
XVI. Nouvelles loix sur la succession des personnes mariées, & sur les matieres matrimoniales, . . . .	62
XVII. Nouvelles loix sur la succession des célibataires, . . . .	66
XVIII. Avantages de ces deux genres d'améliorations, . . . .	68
XIX. Garanties de famille, . . . . .	71
XX. Règne de la bonne foi perpétuée dans le commerce en gros, . . . . .	73
XXI. Fonds des caisses de cautionnement à ce relatives, . . . .	77
XXII. Usage qu'on fera de ces fonds dans tous les temps, . . . . .	78
XXIII. Règne de la bonne foi perpétuée dans le commerce en détail, . . . . .	79
XXIV. Liberté convenable aux divers arts & métiers, & maniere de les en faire jouir, . . . . .	80
XXV. Répartition des droits destinés à cet objet, . . . . .	84
XXVI. Facilité de rendre aussi libre le commerce intérieur, . . . .	85
XXVII. Suppression & remplacement du produit des Maîtrises, . . . . .	86
XXVIII. Rapports entre les droits de traite & les garanties commerçantes nationales, . . . . .	87
XXIX. Maniere de percevoir les droits de douane & de connoître la quantité de certaines importations & exportations, . . . . .	89
XXX. Methode de s'assurer de la qualité des marchandises soumises à l'inspection des garanties nationales, . . . .	91
XXXI. Résumé du deuxieme moyen, . . . . .	93

## TROISIEME MOYEN,

*Puifé dans les opérations du fife , converties  
en Légiflation financière.*

LA plupart des impôts en ufage dans les pays commerçans, ne font propres, foit par eux-mêmes, foit par l'arbitraire de leur répartition, par les vices de leur perception embrouillée, qu'à gêner le commerce, décourager les Agriculteurs, les Artifans, les Manufacturiers, les Propriétaires quelconques; qu'à miner foudrement tous les refforts de la profpérité des Nations. Les améliorations propofées jufqu'ici n'ont point encore été généralement adoptées, parce qu'elles offroient encore des inconvéniens, ou parce qu'elles paroiffoient infuffifantes pour fubvenir à tous les befoins de l'Etat. On a compris, par ex. qu'il feroit utile de transporter fur les frontieres, la perception des droits d'entrée & de fortie; qu'un impôt unique fur les productions territoriales feroit préférable à la foule d'impôts établis.... Mais où trouver les remplacements? — Comment remplir les vuides opérés dans le tréfor public par de telles réformes? Sans doute que nos fubfides commerciaux ont déjà levé une partie de la difficulté; mais ce n'eft qu'aux impôts qu'il appartient de la réfoudre entierement; auffi le tableau des fuites funeftes de l'opulence exceffive nous a-t-il fait imaginer deux fortes d'impôts fi heureufement enchaînés, liés entr'eux, que lorsque l'un des deux diminuera par un effet naturel de la liberté des propriétés, l'autre augmentera d'ordinaire, & même

XXXII.

Réduction de tous les impôts ufés à deux fortes de fubfides.

dans une proportion plus considérable, & en traînant à sa suite une foule d'avantages inappréciables. Ces deux impôts (qu'on peut appeller subfides territoriaux ou fonciers), se leveront, l'un sur les vins, les grains, &c., c'est-à-dire, sur des productions naturelles, & l'autre sur les terres qui ne fourniront aucune production susceptible d'être imposée ou de l'être aisément. Tâchons d'entrer là-dessus dans un détail suffisant.

XXXIII.  
Objets  
exempts  
de tout im-  
pôt.

L'impôt sur les productions naturelles ne s'étendra point sur toutes indistinctement. Ainsi, les fruits, le laitage, le jardinage, les racines, les légumes, les oiseaux de basse-cour & toutes leurs productions; les poulains, chevaux, agneaux & autres jeunes animaux à élever; les fourrages de toute espèce, en quelque saison qu'ils soient coupés; voilà des objets qui n'y seront jamais soumis: on supprimera encore la capitation & toute taxe sur l'industrie des familles, sur les diverses pensions viagères ou constituées, &c.; & toutes ces pommes de discorde, toutes ces sources d'injustices & de misères éternelles feront place à un *impôt d'argent*, facile à percevoir, dont la répartition ne sera sujette à aucun abus, & qui par conséquent deviendra *évidemment* avantageux à toutes les classes de Citoyens, puisqu'outre ces derniers avantages inhérens à sa nature, il aura encore celui de libérer ces mêmes classes de Citoyens d'une multitude de droits onéreux & abusifs.

XXXIV. Cet impôt sera assis sur l'emplacement des  
Objets soumis au premier pour- maisons & de tous bâtimens quelconques, sur la  
superficie ou toisé (pris horizontalement) des cours,  
des

des jardins, parterres, bosquets, des marais & étangs, de toutes les terres en un mot, dont les productions ordinaires ne seront point soumises à l'impôt de denrées. Or puisqu'il n'est rien de plus facile que de calculer, à une bagatelle près, toute étendue de terrain déterminée, il est d'abord évident qu'à cet égard notre impôt sera à couvert de tout inconvénient. Reste à savoir comment ce premier point fixe pourra se combiner avantageusement avec une foule de quantités inconnues ou variables, c'est-à-dire, avec les produits des maisons, des jardins & de toutes les terres assujéties audit impôt d'argent.

vel impôt  
& maniere  
de le ré-  
partir.

D'abord il n'est aucune de ces terres qui ne puisse être considérée comme enlevée à l'agriculture, & imposée en cette qualité avec la plus grande justice. En second lieu, les personnes qui ont le plus de ces sortes de terres, sont rédimées, par notre imposition, d'un plus grand nombre de contributions arbitraires & accablantes. Donc lesdites terres peuvent en toute justice être imposées non-seulement comme terres enlevées à l'agriculture, mais encore à un taux plus considérable. Donc c'est ainsi que nous répartirons cet impôt : dans le territoire de chaque Communauté ou Paroisse, dans les différens quartiers d'une grande Ville, nous cherchons au juste le prix courant d'une certaine étendue de terrain, d'un arpent par exemple, des deux especes de terrains les plus chers. Nous prenons un terme moyen entre ces deux prix. Nous supposons ce prix moyen placé à constitution de rente suivant le denier ordinaire dans le pays, & c'est sur ce dernier que nous établissons notre impôt, le fixant, par exemple, à la dixieme partie. Ainsi j'ai deux arpens de terre en jardin, ou dont les

productions ne paient point l'impôt de denrées. On fait que dans l'étendue de ma Paroisse le plus haut ou premier prix des terres quelconques est de 6,000 livres, le second de 4,000 livres; je prends un terme moyen entre ces deux prix: c'est 5,000 livres; les rentes constituées sont dans mon pays de 5 pour cent, ou autrement dit, au denier 20; le vingtième de 5,000 livres, donne 250 liv.; je prends le dixième de cette somme qui est 25 livres, & c'est ainsi que mon impôt territorial d'argent se trouve fixé de la manière la plus équitable, après une petite suite d'opérations mécaniques qui ne sauroient être dérangées par la haine ou la cupidité de personne.

S'il me prend envie de changer un arpent de jardin en terre à bled, j'en avertis l'*Officier des deniers publics*, qui efface cet arpent de la liste de mes terres imposées en argent, & qui le transporte à la suite de mes terres imposées en denrées. Si c'est le même homme qui fait la perception de ces deux sortes d'impôts, il recevra alors de la main droite ce qu'il recevoit auparavant de la main gauche. S'il y a un Receveur pour chaque objet, l'un des deux gagnera à peu près ce qui sera perdu par l'autre; & dans une autre variation d'emploi territorial, ce sera tout le contraire. Mais si les terres converties en terres à bled n'étoient auparavant d'aucun rapport, alors, outre l'intérêt des Particuliers, ce changement produira encore des avantages publics, soit par les raisons exposées à l'occasion des fuites de l'opulence excessive, soit parce que l'impôt de denrées deviendra plus lucratif que le premier.

L'impôt d'argent pourra être encore réparti d'une manière plus expéditive & également bonne,



du moins pour les campagnes. On cherchera le prix des deux moindres qualités de terrain ; & le centieme du terme moyen entre ces deux prix , formera l'impôt annuel en question. Ainsi , dans ma Paroisse les moindres terres coûtent 2000 liv. l'arpent. Celles de la qualité suivante , en coûtent 3000. Le terme moyen entre ces deux prix , égale 2500 livres ; prenant le centieme de cette quantité , je trouve 25 livres, pour valeur de l'impôt en question. La perfection consisteroit peut-être à calculer d'abord , d'après les deux méthodes proposées , & à prendre ensuite pour impôt la moitié des deux résultats , c'est-à-dire , un terme moyen entre les deux résultats , s'ils se trouvoient différens ; ou l'un des deux , s'ils étoient égaux.

Du reste , on exemptera de cet impôt d'argent ainsi que de tout autre , les églises ou temples du Seigneur , les marchés , jardins & places publiques , les hôtels-de-ville où s'assemblent les Administrateurs publics , les maisons & sales où siegent les Cours Souveraines & autres tribunaux de justice , le palais où réside le Monarque , & dans les Républiques , celui où se rassemblent les premiers Magistrats de la Nation. Tous les autres fonds de l'Etat seront soumis à l'impôt dont il s'agit , par la raison que si on en exemptoit , par exemple , toutes les *maisons royales* , ce titre deviendrait par la suite un objet d'ambition pour les mauvais citoyens , qui chercheroient ainsi à secouer le joug des saintes obligations , imposées par les avantages dont les fait jouir le précieux état de société.

XXXV.

Objets  
exemptés de  
cet impôt.

Le prix des marais , étangs & autres endroits poissonneux , ne se trouve point compris parmi

XXXVI.

Méthode  
de le per-

cevoir sur les prix de terrain ou emplacement de maison ,  
 les marais, destinés à fournir le prix moyen régulateur de  
 étangs, &c. l'impôt. Néanmoins l'impôt d'argent sera perçu  
 & sur le sur l'étendue de ces fonds, au même taux que  
 sel. sur les autres, sauf le droit qu'aura le proprié-  
 taire de changer la destination de son terrain, ou  
 de l'abandonner aux Bureaux des ressources so-  
 ciales.

Il est évident que le prix des marais salans n'entrera pas non plus en ligne de compte , pour former le prix moyen dont il s'agit. Mais le toisé de ces marais sera imposé d'avantage en cette manière : dans toute l'étendue d'un Etat , on cherchera les deux ou quatre plus forts prix des marais salans , & prenant un moyen terme entre ces prix , on trouvera , par les opérations indiquées , l'impôt convenable aux marais salans. Ce premier taux général pour tous les marais salans d'un Royaume , ne pourra être changé que de neuf ans en neuf ans , par les raisons que nous verrons bientôt. Chaque particulier aura la liberté de former de ces marais , en les assujettissant audit impôt , & les faisant exempter de tout autre , si le cas y échéoit.

Le sel provenant des sources d'eaux salées , des mines , ou carrieres de sel ; sera soumis à l'impôt de denrées ; c'est-à-dire , que le trésor public percevra le dixieme de ce produit. Si cet impôt joint à la cherté des bois & au bas prix du sel marin , fait tomber ces sortes de fabriques ou exploitations , ce sera un avantage pour l'Etat où ce découragement aura lieu , parce qu'il sera insensiblement suivi d'une diminution nécessaire dans le haut prix du bois ; diminution d'ailleurs qui aura les bornes convenables , puisque si un

jour elle étoit trop forte , les ateliers de sel reprendroient vigueur. Si au contraire le bas prix des bois fait trouver cet impôt trop foible par comparaison à celui mis sur les marais salans, alors, sans augmenter cet impôt de denrées, on emploiera en même temps le second subside commercial, ou autrement dit, les droits & les réglemens du nombre XXIV, relativement aux ouvriers.

Je ne m'arrête point à considérer ici les avantages que produiroit le sel rendu ainsi marchand, soit relativement à la santé des hommes & des animaux, soit par rapport à la conservation d'une infinité de provisions de bouches, à l'amélioration de certaines terres labourables, à une nouvelle & grande branche d'occupations, par conséquent, à une nouvelle & grande cause d'aisance & de population. Ce sont-là des choses trop évidentes aux yeux de quiconque n'est pas aveuglé par son intérêt, ou par les préjugés de l'imbécillité.

Quoique les fourages ne doivent point, selon nous (N<sup>o</sup>. XXXIII.), être imposés en denrées, les prés, tant naturels qu'artificiels, ne se trouvent point parmi les terres imposées en argent. C'est que l'intérêt des Nations exige qu'on examine en particulier les animaux consommateurs de ces fourages, pour savoir quels sont ceux dont la multiplication est nuisible ou avantageuse, & à quels égards, & pour se ménager ainsi un moyen facile de diriger cette multiplication, relativement à des besoins de leur nature sans cesse variables.

XXXVII.  
Premier  
remplace-  
ment de  
l'impôt ac-  
tuel sur les  
prairies ou  
sur les four-  
rages.

D'abord nous avons vu (N<sup>o</sup> XII.), qu'il étoit

nuisible à la société de réunir en une seule & grosse ferme, plusieurs fermes, dont chacune suffiroit pour nourrir une famille. Donc, sous ce rapport, l'impôt que doivent les terres à fourages ou les fourages eux-mêmes, peut être placé de manière à devenir sans violence, un vrai réformateur d'abus, un sage préservatif pour l'avenir. Cet impôt sera relatif au nombre de charrues, *quel que soit le nombre ou le genre de bestiaux attelés*. Ainsi, supposé que dans un Etat il soit convenable d'imposer une charrue quelconque, 10 livres, argent de France; comme deux charrues peuvent suffire & sont d'ailleurs souvent nécessaires pour une métairie, pour les cultures d'une seule famille, la seconde charrue ne paiera pas plus que la première; mais lorsqu'il y en aura trois, chacune d'elles paiera le double, c'est-à-dire, 20 livres; s'il y en a quatre, chacune d'elles paiera le quadruple; s'il y en a cinq, ce sera le quintuple ou 50 livres; si six, 60 livres & ainsi de suite, supposé toutefois qu'un tel impôt n'ôte l'envie d'aller bien loin... Du reste, l'équité veut que les Gouvernemens qui auront recours à cet expédient, non-seulement comme à un préservatif, mais encore comme à un vrai remède, fournissent aux propriétaires, à qui il sera administré, les encouragemens nécessaires pour la bâtisse de nouvelles fermes, dans les pays sur-tout où une telle construction seroit excessivement dispendieuse... L'impôt sur les charrues sera perçu dans la saison des semailles; & tous les bestiaux de charrue n'auront plus rien à payer, à moins que dans la vue d'empêcher la détérioration des grands chemins, ou de se fournir des moyens de les réparer, on ne jugeât à propos de mettre un impôt sur

les voitures, dont le nombre d'animaux attelés excéderoit le nombre fixé par la loi, & exempté comme incapable de nuire beaucoup. Ainsi, supposé que ce nombre doive être de six, il sera réglé, que toute voiture traînée; (sans une nécessité imprévue), par sept bestiaux, donnera, par exemple, 10 livres par an; si elle est traînée par huit, elle en donnera 20; par neuf, 30, & ainsi de suite. ....

J'ai supposé qu'en mettant un impôt sur les charrues, on n'auroit égard ni au nombre, ni au genre de bestiaux attelés. C'est une condition essentielle & qui mérite d'être remarquée. Car elle tend à rendre à peu près généralement uniformes toutes les avances foncières d'obligation stérile, savoir, les impôts, puisqu'il n'y en aura plus ni sur les fourrages, ni sur les terres à labour, ni sur les bestiaux de charrue; & comme toutes les autres avances sont prescrites par l'intérêt particulier, il s'ensuit de cette double observation, que notre impôt sur les charrues, combiné avec nos autres innovations fiscales, fait disparaître au loin un des plus grands inconvéniens qui aient jusqu'ici empêché des Ecrivains infiniment estimables d'adopter un impôt de productions, réparti sur la quotité de la récolte. Ceux qui feront cultiver leurs terres sans employer des charrues, n'en feront pas, par cette apparente diminution d'impôts, moins utiles à la société; car les Journaliers salariés par ce travail, en augmentant leurs petites facultés, augmenteront aussi la population, la consommation des denrées, par conséquent les encouragemens d'agriculture, la quantité de productions, & par-là le produit de l'impôt de denrées, sans parler de la réaction de ces

divers objets sur les autres sources des revenus publics ; sur les autres causes de la force & de la prospérité des Nations.

Dans la suite des siècles à venir, lorsque les hommes s'étant, pour ainsi dire, accumulés sur toute la surface du Globe, des peuples nombreux manqueront de terres à labour & de travail pour les pauvres ouvriers, alors l'impôt sur les charrues, augmenté jusqu'à un certain point, les fera supprimer ; ce qui produira immédiatement de nouvelles branches d'occupation pour les pauvres, & fera en outre changer les prairies en terres à labour, c'est-à-dire, fera convertir en terres nourricières de l'homme, des terres jusqu'alors nourricières des bestiaux. — Il se prépare en agriculture une révolution qui ne tardera pas de rendre l'impôt sur les charrues très-utile, & peut-être même nécessaire dans certains Etats,

XXXVIII.

Second  
remplace-  
ment du  
même im-  
pôt ou  
droit sur  
les foura-  
ges.

Quant aux animaux non employés aux charrues, il est évident que ceux qui consomment & produisent plus, doivent être imposés davantage. Ainsi dans nos climats, les bœufs, vaches & taureaux saillans, les chevaux & jumens, seront taxés, par exemple, 6 livres ; les mules & mulets, 4 livres ; les ânes & ânesses, 1 livre ; les brebis & moutons, 10 sols, perçus dans le temps de la toison ; les boucs & chèvres & porcs, 5 sols. Les petits de tous ces animaux ne seront point imposés, à moins qu'il ne devînt utile de diminuer la multiplication de quelques-uns d'entr'eux. Pour la même raison il sera peut-être expédient dans quelques Etats de hausser ou de baisser dès aujourd'hui, les taxes proposées ; par où l'on voit que l'impôt sur les animaux, sera de sa nature, continuellement va-

riable. Il est inutile d'ajouter que sa répartition & sa perception ne sauroient être plus simples, plus à couvert de tout inconvénient; tandis qu'un impôt sur les prés, ou sur les fourages seroit infailliblement sujet à tous les abus des impôts usités. Nous n'indiquons point de distinction entre les animaux de luxe, de culture, de commerce, &c. parce que nous nous sommes proposés d'établir des loix fiscales, inaccessibles à tout abus; parce que l'ensemble de nos impôts est d'ailleurs suffisamment proportionné à la diverse industrie, aux diverses facultés de chaque Citoyen. La seule distinction que nous proposerons seulement en faveur du pauvre, c'est que tout ménage qui, en fait de bestiaux, n'aura pas au-delà, ou d'une vache, ou d'une bête asine, ou de deux chevres, ou de quatre bêtes à laine, ou au-delà de deux de ces quatre articles, ne paiera rien pour lesdits animaux. (On peut observer que l'impôt indiqué sur les animaux, est en proportion avec celui des charrues dont la moindre est traînée par deux animaux, & taxée 10 livres.) Ce même impôt pourra encore fournir un moyen d'intéresser palpablement les Peuples à perfectionner certaines especes de bestiaux. Ainsi, par exemple, en France, l'impôt sur les bêtes à laine, devra être établi avec cette noble clause, savoir, que tous les propriétaires qui prouveront, par un certificat des notables de leur pays, ou par d'autres voies sûres, que leurs bêtes à laine sont élevées, au moins depuis un an, suivant les *instructions de M. Daubenton, ou de l'Abbé Carlier, à l'usage des Bergers*, &c. seront dès-lors exempts de payer l'impôt en question, au moins pendant 25 ans, à la seule charge que leurs troupeaux seront toujours traités d'après la même méthode.

**XXXIX.** Quel parti prendrons - nous relativement aux Bêtes de boucherie, bêtes de boucherie? D'abord le genre de vie des Commerçans, des Fabricans & Ouvriers quelconques, rend la profession de Boucher nécessaire. D'autre part un Citoyen a naturellement droit de disposer comme il veut de ses animaux, d'en acheter pour les employer selon ses besoins. Cependant si le Boucher n'est assuré d'un certain débit, il ne fera pas les provisions convenables, les achats nécessaires.... Dans nos climats, ces provisions se font en bœufs, vaches, veaux, moutons, brebis, chèvres, ou seulement en quelques-uns de ces objets. Donc il faudra dire à un Boucher = moyennant telle somme vous aurez le droit de vendre seul, ou avec un tel, de telles & telles especes de bestiaux, dans telle & telle saison, à condition que vous n'augmenterez le prix de la viande que de notre agrément. En faisant vos achats, vous vous souviendrez des droits de boucherie. Depuis telle époque on a remarqué qu'il se consumoit ici annuellement tant de bestiaux. A tant par tête, ces droits forment par an une telle somme, que vous paierez à tels & tels quartiers, comme faisant partie du présent bail. Du reste, chaque Habitant du pays aura le droit de tuer, acheter des agneaux, des chevreaux, du gibier & autres animaux non compris dans le bail actuel, sans que vous ayez droit de vous en plaindre. Chaque Dimanche vous nous donnerez la liste des bestiaux que vous aurez tués dans la semaine.... =

On voit que d'après les conditions d'un tel bail, les bêtes de boucherie ne seront plus taxées en entrant dans une ville; d'où il suit que, suivant notre premier subsidé territorial, ni les bestiaux de



toute espece, ni les fourages, ni le jardinage, ne feront désormais sujets à des droits quelconques, à l'entrée d'une Ville, Bourg ou Village. Impôt déterminé sur quatre objets déterminés (terres, bêtes, charrettes, charrues,) à couvert de tout arbitraire, de toute prévarication : tel est notre *impôt d'argent*. Reste à examiner quels objets devront être soumis à l'*impôt de denrées*, ou second subside territorial, & de quelle manière il pourra être réparti & perçu, pour mériter une place parmi les subsides avoués par la raison,

L'impôt de denrées pourra être assis sur les grains de toute espece, le bled, le riz, le maïs, le seigle, l'orge, l'avoine; sur les vins, la bière, le cidre & autres boissons particulières aux différens états; sur le chanvre & le lin; sur les huiles d'olive & autres quelconques tant soit peu usitées; en un mot sur toutes les productions placées dans l'une de ces quatre grandes classes, les grains, les boissons, les huiles, les matières de vêtement. Il est inutile de remarquer qu'on en exemptera, dans toute l'étendue d'un Empire, ou seulement dans quelques cantons, les productions qui auront particulièrement besoin d'être encouragées. Cet impôt fera fixé à la dixième partie des denrées, afin qu'étant dans la même proportion que l'impôt d'argent, l'action réciproque de ces deux subsides sur leur source commune (les terres); ne soit pas trop violente, & qu'il s'établisse néanmoins un contre-poids suffisant pour arrêter les mouvemens nuisibles qu'une quotité réglée de part & d'autre sur d'autres principes, feroit elle-même ressentir à chaque instant. En outre, vu la prodigieuse diversité du produit net du même espace de terrains différens, tout

XI.  
Objets  
soumis au  
second  
nouvel im-  
pôt.

propriétaire ou régisseur de terres consacrées à des productions décimables, aura le droit de soumettre de préférence, lesdites terres à l'impôt d'argent, réglé comme ci-dessus. Mais dans ce cas, ainsi que dans tous ceux spécifiés, l'impôt d'argent sera dû chaque année; tandis qu'au contraire l'impôt de denrées ne sera exigible qu'à raison de la quantité des objets récoltés; & à cet égard, pour exciter l'habileté, & prévenir la négligence des Cultivateurs, on soumettra les terres productrices de denrées décimables, on les soumettra, dis-je, à l'impôt d'argent, pour toutes les années où elles seront condamnées à la stérilité; & par contre-coup, on décidera que si, au lieu de jouir d'un stérile repos, elles sont réconfortées par des productions d'autre espèce, dès-lors il ne sera perçu sur elles que l'impôt de denrées ordinaire, soit en nature, soit en espèces, d'après un abonnement paroissial, variable seulement de 25 en 25 ans. Je ne m'amuserai point à relever ici les avantages de l'impôt de denrées, relativement à la certitude où seront les Colons de recueillir, à un dixième près, tous les fruits de leurs labeurs, & de ne plus répondre sur leur personne ou sur le reste de leurs biens, des désastres, des accidens causés par la rigueur des saisons, par l'intempérie des climats, par les fureurs capricieuses de tous les élémens. On se rappelle encore que nous avons éliminé tout ce qu'il y avoit d'involontaire-stérile dans les avances foncières (XXVIII). Ainsi, sans user d'autre préliminaire, je passe tout de suite à la recherche des meilleurs moyens de percevoir l'impôt en question.

XLI.  
Méthode  
de le per-

La manière dont se levent les *dîmes* ecclésiastiques dans les Etats catholiques, nous fournit ici

un modele facile à être imité. Le Décimateur tranfige avec un Paroissien, qui se charge de lever la dîme, sous l'obligation de lui donner une somme déterminée, ou bien quelquefois tant en argent & tant en denrées de différente espece. Quoi de plus simple que d'imaginer que dans le territoire de chaque Paroisse ou Communauté, les *Officiers des revenus publics* sauront faire marché avec un ou plusieurs particuliers, & charger, par exemple, l'un de l'impôt sur les grains, l'autre de l'impôt sur les huiles & les vins, un troisieme de celui sur les chanvres ! Quoi de plus simple que de proposer à l'enchere ces divers baux, en proposant les conditions les plus convenables à l'endroit, c'est-à-dire, en demandant, tantôt tout en argent, tantôt tout en denrées, tantôt partie en argent, partie en productions & matieres déterminées ! Nous pensons qu'il ne faudra jamais faire lever nos dîmes publiques, moyennant une partie aliquote de leur produit, par la raison qu'il faut éviter, le plus qu'il est possible, de mettre l'intérêt particulier en opposition avec l'intérêt public. La méthode indiquée est parfaite à cet égard, puisque l'intérêt public & l'intérêt des Collecteurs concourent au même but. Si l'intérêt des contribuables se trouve un peu en opposition avec l'intérêt des Collecteurs, c'est un inconvénient qu'on peut réduire à une bagatelle, soit par des moyens moraux dont nous parlerons ailleurs, soit en fixant d'une maniere évidente l'étendue des droits & des devoirs de chaque intéressé.

cevoir premierement sur les grains, les chanvres, &c.

Ainsi d'abord puisque l'impôt sur les chanvres, le lin & toutes les especes de grains peut être aisément perçu en nature & à la récolte, il sera statué qu'à ladite récolte, les Collecteurs seront tenus d'aller

eux-mêmes ou d'envoyer du monde à la campagne, afin que la dîme publique ou l'impôt de denrées se trouve levé avec toute la diligence possible ; d'un autre côté, les denrées dont il s'agit se trouvant quelquefois dans des endroits isolés, ou étant récoltées à des époques différentes & inconnues, le contribuable, avant de pouvoir enlever ses productions, soit du milieu des champs, soit des aires à bled, sera obligé d'avertir le receveur des dîmes, à qui il sera accordé ou 24 heures, ou tout le lendemain du jour dudit avis, pour aller faire les recettes demandées.

XLII.  
Seconde-  
ment, sur  
les boissons  
& sur les  
huiles.

L'impôt sur les vins pourroit, en toute rigueur, être perçu en nature ; néanmoins cette méthode me paroît sujette à des embarras & à des détériorations, qui doivent la faire abandonner. D'autre part, la valeur des vins étant différemment suivant leurs diverses qualités, & suivant les pays, un impôt d'argent assis indistinctement sur chaque mesure de vin, seroit inique, barbare, contraire à toutes les notions du sens commun ; ainsi il faut tâcher de trouver un autre expédient. C'est un fait connu de tous les Agriculteurs, & avoué par la physique moderne, que dans un certain période de temps, dans l'espace de 9 ans, on voit d'ordinaire le même nombre de bonnes, de médiocres & de mauvaises récoltes. Or cette idée nous a conduit au résultat suivant.

Dans chaque paroisse on dressera un rôle des différentes espèces & qualités de vin du territoire. Après on cherchera le prix de chaque espèce pendant plusieurs années précédentes, remontant, s'il est possible, jusqu'à 9 ; on prendra un prix moyen entre les plus fortes & les moindres valeurs trouvées. Ce prix moyen pour chaque classe de

vin , en formera , ou plutôt sera censé en former le prix courant pendant 9 années consécutives ; & c'est sur ce prix que sera perçu l'impôt ou la dîme publique en cette manière : chaque année , après le décuvage des vins rouges & la fabrication des vins blancs , le vigneron avertira le receveur qu'il peut venir percevoir la dîme des vins , dès qu'il le jugera à propos. Celui-ci s'étant rendu à l'invitation , s'assurera , s'il veut , de la quantité de chaque espèce de vin ; & montrant le rôle des prix moyens fixés publiquement , ainsi qu'il vient d'être dit , il recevra en argent ou autrement , la dixième partie de chaque espèce de vin. La même opération sera répétée pendant neuf ans , durant chacun desquels on tiendra registre du prix de chaque espèce de vin. Ensuite , cherchant comme ci-dessus , un prix moyen entre les plus grands & les moindres prix de chaque qualité de vin , on formera un nouveau tarif , qui servira de taux pendant neuf ans consécutifs ( 1 ) ,

---

( 1 ) C'est sans doute en conséquence de cette vérité d'observation , que les loix anciennes ont fixé à neuf ans , le terme des baux. Mais pour établir une bonne règle sur cet objet , il auroit fallu rapprocher cette vérité d'une autre aussi incontestable , relativement aux moyens d'encourager un Fermier ; & alors on auroit peut-être statué ce qui suit : les baux à ferme pourront être passés pour 9 , 18 , 27 ans , ou pour tout autre nombre multiple de 9 , à cette condition : les 9 premières années , le prix convenu sera invariable. Chaque année on tiendra note du prix des productions de la ferme & du prix des avances foncières de toute espèce. A l'époque de 9 ans , on prendra un terme moyen entre ces deux sortes de prix annuels. Ce résultat comparé au prix courant des denrées & des avances , dans le temps que le bail a été passé , apprendra s'il faut augmenter ou diminuer la part du propriétaire ; au bout de 9 ans , on répétera la même opération ; & ainsi de suite jusqu'à l'ex-

après lesquels il en sera formé un autre de la même manière, & ainsi de suite. — Cette méthode exempte, comme on voit, de tout arbitraire, fondée sur des faits publics & sur des opérations mécaniques, sera employée, en tant que de besoin, pour la dîme du cidre, de la bière, &c. & de plus, pour la dîme des huiles, à moins que dans quelques cantons, il ne fût plus expédient de la percevoir en nature, c'est-à-dire, en fruits, graines ou huiles. — Du reste, comme les boissons artificielles ne sont point de première nécessité, il sera peut-être à propos, (dans les endroits sur-tout où elles seroient trop multipliées), d'augmenter à leur égard la taxe proposée, la portant, par exemple, au septième, au lieu du dixième....

XLIII.  
Façon  
d'imposer  
les matières  
premières.

La dîme à percevoir sur toutes sortes de denrées, pourra, dans tous les pays, être levée d'après quelques-uns des principes précédens. Mais l'impôt de denrées, doit-il être assis indistinctement, & sur les productions de subsistance ci-détaillées, & sur toutes les matières premières? — Si ces matières enlèvent à l'Agriculture un terrain nécessaire pour la prospérité d'un Etat, tandis qu'elles sont elles-mêmes seulement de quelque utilité, (sans d'ailleurs être intrinsèquement nuisibles), dès-lors, les terres consacrées à leur culture, devront être soumises à l'impôt d'argent. Cette simple opération, rendra à l'Agriculture, les

---

piration du bail. — Une autre méthode encore plus simple, ce seroit d'évaluer les rentes ou fermes annuelles, en tant de mesures de grains, de vin, &c. suivant les pays. C'est la méthode des Polonois, qui afferment leurs terres en bled, en cire, en poisson, en bestiaux; en volaille, & non en argent.

terres,

terres qui y seront plus propres qu'à la culture en question. C'est tout ce qu'il me paroît permis de desirer à ce sujet; car, dans ce nouvel état des choses, les échanges du commerce seront les plus avantageux qu'il soit possible; & détruire ou défendre entièrement la culture dont il s'agit, ce seroit s'exposer à perdre une branche de commerce qui ne seroit remplacée qu'imparfaitement, ou même pas du tout, vu l'incapacité de certaines terres pour certaines productions: --- Si les matieres premières en question, sont nécessaires à la prospérité de l'Etat, elles devront être encouragées avec les précautions convenables, & les restrictions ou bornes propres à établir ou à maintenir un juste équilibre entre les diverses productions territoriales. . . .

Concluons de ce léger apperçu, que l'impôt de denrées ne convient point indistinctement à toutes les matieres premières de commerce. Cet impôt doit être de sa nature invariable, ou du moins inaugmentable, afin de rassurer à jamais les agriculteurs. Celui sur les matieres premières doit, au contraire, être comme prêt à changer au premier signal, susceptible de varier avec les circonstances des temps, avec les besoins du moment. L'impôt sur les soies sera de ce genre. On le percevra dans les manufactures, à raison des ouvriers, selon ce qui a été dit plus haut, à moins qu'il ne fût plus commode de le percevoir sur les matieres ouvrées; dans ce cas, je pense que les avantages particuliers à la première méthode d'imposition, doivent les faire employer toutes les deux à la fois. C'est ainsi qu'on se comportera à l'égard des matieres ouvrées en or, en argent & autres, sans exception, & nommément au sujet de

l'eau-de-vie , dont l'impôt variable aussi comme tous les droits commerciaux, sera perçu exclusivement dans les chaudières ou fabriques. Du reste, une maxime à suivre dans toutes ces impositions de *première main*, ce sera de les rendre telles, que les produits d'industrie, susceptibles d'être aisément soustraits aux droits de sortie, ne soient plus assujettis à aucun de ces droits. Cette attention, jointe à l'établissement des garanties commerciales-nationales, rendra la contre-bande à peu près impossible.....

XLIV. Si l'on rapproche maintenant toutes les parties  
 Résumé de notre législation financière, on verra que nos  
 de notre subside commerciaux & territoriaux se réduisent à  
 législation deux sortes de droits & à deux sortes d'impôts :  
 financière. *impôt d'argent, impôt de denrées ; droits de douane,*  
*perçus sur les frontières de chaque Empire,*  
*droits de manufacture, perçus dans les ateliers, les*  
*manufactures, &c. ;* du reste, quelque idée qu'on  
 se forme du poids de ces nouveaux subside, notre  
 dessein n'est pas d'engager à les mettre tous en  
 usage ( *m* ), mais seulement à les substituer, au-

---

(*m*) « Un Villageois possédoit un âne, lequel portoit deux grands paniers posés en équilibre sur son dos. On remplit les paniers de pommes, & les pommes excédoient la mesure des paniers. Le pauvre animal, quoique lourdement lesté, marchoit d'un pas obéissant & docile. A quelques pas du Village, le Manant vit des pommes mûres qui pendoient à des arbres : *Tu porteras bien celles-ci*, dit-il, puisque *tu portes les autres*, & il en chargea son âne. L'âne aussi patient que son maître étoit exigeant, redoubloit d'effort, mais n'en pouvoit plus ; la mesure étoit comblée ; le Manant rencontra encore une pomme sur son chemin : *Oh*, dit-il, *pour une seule tu ne la refuseras pas*. Le pauvre âne ne put



tant que de besoin, à ceux qui ont cours en ce moment, comme étant beaucoup plus avantageux aux Peuples, & infiniment plus dignes des vues bienfaisantes qui dirigent les Gouvernemens actuels. C'est à chacun d'eux à examiner, dans sa sagesse, dans son équité ordinaires, quels sont ceux de ces subsides qui lui conviennent le mieux, & à agir en conséquence. Pour présenter à ce sujet un système de plus en plus moins incomplet, nous allons ajouter ici nos vues sur les bois & forêts.

---

rien répondre, mais tomba de lassitude & mourut sous le faix. »

« Ce furent les tributs excessifs qui donnaient aux Mahométans tant de facilité pour leurs conquêtes. Les Peuples, au lieu de cette suite de vexations que l'avarice des Empereurs avoit inventées, se virent soumis à un tribut simple payé facilement, reçu de même; plus heureux d'obéir à une Nation barbare, que de vivre sous un Gouvernement corrompu, dans lequel, sans jouir de la liberté, ils souffroient toutes les horreurs de la servitude. »

« Sache, mon fils, disoit François Ier., la veille de sa mort, à Henri II, que je te laisse un beau royaume rempli des meilleurs peuples qui soient sur la terre; non-seulement ils ne m'ont jamais rien refusé, mais même ils ont toujours prévenu mes besoins. Mais sache aussi que je ne leur ai jamais rien demandé que de juste, & que de ma connoissance, je n'ai jamais fait violence à personne. Car sache, mon fils, que ce ne sera pas le grand nombre des troupes ni tes armées formidables qui te feront craindre à tes ennemis, mais seulement l'amour que tes Sujets auront pour toi. Outre cet avantage, ce te sera une grande consolation, quand tu auras à comparoître devant Dieu, comme je vais faire dans peu d'heures, de n'avoir rien fait que de juste. »

« Les Monarques de l'Asie ne font guere d'Edits que pour exempter, chaque année, des tributs quelque Province de leur Empire. (C'est l'usage des Empereurs de la Chine). Les manifestations de leur volonté, sont des bienfaits. »

**XLV.**  
Nouvelles  
vues sur les  
bois & fo-  
rêts.

Dans les pays où il est nécessaire d'encourager cette production , il sera établi que toute terre marécageuse , escarpée , infertile en grains , & jugée telle par des Inspecteurs d'office , & où l'on aura fait des semis en bois , sera , dès l'année suivante , rayée du tableau des terres imposées en argent , & ne paiera plus rien pendant cinquante ans. ( On peut observer ici jusqu'à quel point notre impôt territorial d'argent , & cette nouvelle disposition , seront propres à faire multiplier les bois ) --- Dans les pays où il y a trop de forêts , les inspecteurs seront chargés de permettre la destruction des bois placés dans un terrain propre à la production des grains , & de régler au contraire qu'on ne détruira jamais les forêts des endroits escarpés , ou des terres évidemment incapables de produire autre chose. Les propriétaires des forêts à détruire , loin d'être imposés sur cet article , recevront au contraire des encouragemens relatifs à leurs besoins , & à l'intérêt qu'aura la Nation de voir opérer au plutôt ces sortes de défrichemens.

Les Inspecteurs chargés de prononcer sur la destinée des terres , de donner celles-ci au bois & livrer toutes les autres à la culture , ces Inspecteurs ou Commissaires seront choisis parmi les savans Naturalistes , les Physiciens agriculteurs , les Ingénieurs.... Le désintéressement , le patriotisme , les lumières de ces hommes importants , forment une ressource inappréciable , & dont chaque Gouvernement ne sauroit trop s'empresser de tirer parti , y employant , bien entendu , les distinctions , les égards dûs au mérite & à des services essentiels. Après cette première opération , le soin de veiller sur ses heureuses suites , ne devra point , ce me sem-

ble, être confié à des ignorans, à des mercenaires. D'un autre côté, il est évident que la cupidité aveugle des propriétaires aura encore besoin d'être dirigée. Ainsi, d'une part, il faudra répandre les connoissances relatives à l'amélioration des bois de toute espece; & de l'autre, régler les diverses époques auxquelles chaque district sera tenu de faire les différentes coupes; imposant aux propriétaires l'obligation de ne les recommencer qu'après s'être munis d'une permission en bonne & due forme. Et pour prouver aux Peuples que leur propre intérêt, leurs vrais avantages, sont les seuls mobiles qui ont produit ces réglemens, les permissions, dont il s'agit, seront délivrées *gratis*; le produit des coupes sera entierement adjudgé aux propriétaires; & le particulier n'aura jamais rien à déboursier au sujet des diverses inspections faites de temps à autre, soit par des Ingénieurs, soit par des Naturalistes agriculteurs, préposés à cet effet par le Gouvernement.

Quant à l'impôt à percevoir sur les bois, sur ceux sur-tout des états où ils sont rares, ce n'est pas une chose facile à déterminer. Essayons pourtant.... Est-il avantageux, pour les Peuples de ces pays, que le bois devienne moins rare & moins cher? En ce cas il est évidemment de leur intérêt de voir diminuer les causes de cette cherté. Or, ces causes sont la consommation énorme qui s'en fait, tant dans les maisons que dans les usines, fabriques & forges de toute espece: donc l'impôt en question, de quelque forme qu'il soit revêtu, tendra visiblement vers le but, vers l'intérêt général, s'il tend à diminuer les causes de la cherté des bois; & toutes les opérations qui produiront le même

XLVI.  
Maniere  
indirecte  
d'imposer  
les bois.

effet, mériteront, dès-lors, d'être préférées à un véritable impôt sur les bois, sujet, malheureusement, à une infinité d'inconvéniens.

Ainsi, premierement, on ne permettra plus d'établir des ateliers quelconques, dévorateurs de bois ou de charbon, que dans les cantons où ces matières sont abondantes & comme privées de tout débouché, observant de faire déterminer, en mesures du pays, la quantité de bois qui pourra être abattue chaque année, d'après l'examen qu'on aura fait du temps nécessaire au renouvellement des premières coupes dans le voisinage desdits ateliers. Pour affurer le débouché de ces nouveaux produits d'industrie, on imposera, au lieu de taxes pécuniaires, l'obligation de les perfectionner en la manière indiquée par tels & tels Auteurs, par *ex.*, pour les ouvrages en fonte, en la manière prescrite par le célèbre Naturaliste François. En conséquence de ces sages précautions, plusieurs anciennes usines de même genre, tomberont en discrédit, parce que leur position ne permettra pas de les faire participer aux faveurs des autres. Il résultera de-là une moindre consommation de bois dans des cantons considérables. L'argent qui sortoit d'un Etat pour l'importation, ou du moins celui qui y entrera par l'exportation, occasionnée par le perfectionnement des arts d'industrie, ne tardera pas de fournir, avec usure, l'équivalent d'un impôt quelconque sur le bois & le charbon; d'où il suit que cette première opération réunira plus d'avantages qu'aucun des droits perçus sur les matières combustibles. En voici une seconde encore indirecte, & d'une utilité, pour ainsi parler, plus éminente.

Attendu qu'il est plus avantageux aux jeunes gens

de se préserver des rigueurs de l'hiver par le mouvement & l'exercice, que par un triste chauffage, les Directeurs de toute maison d'éducation seront autorisés, sous l'obligation d'en rendre compte au Gouvernement, à exiger un tiers en sus de la pension ordinaire, de la part de tous les nouveaux Eleves qui auront été accoutumés à se chauffer. En outre, lesdits Directeurs seront invités puissamment à ne plus laisser chauffer désormais aucun des jeunes Eleves qu'ils recevront. Ce Règlement, joint à plusieurs autres également nécessaires pour perfectionner l'éducation, formera peu à peu des tempéramens robustes, qui n'auront plus besoin de passer nonchalamment la moitié de leur vie dans des réduits mal-sains, & par la différence de leur température à celle de l'atmosphère, & par l'influence des exhalaisons des matieres enflammées. — Passons à l'impôt direct.

Les forêts conservées ou formées d'après nos principes, seront soumises à un impôt également facile à répartir & à percevoir. Sans considérer ces terres, absolument parlant, comme enlevées à l'agriculture, nous imiterons, à leur égard, le procédé suivi vis-à-vis des premières. Dans celles-ci l'impôt a dû être un peu fort, afin de pouvoir peu à peu faire restituer à l'agriculture celles que le propriétaire ne préféreroit pas de conserver dans leur état actuel. Ici le motif n'étant plus le même, la quotité de l'impôt sera pareillement différente. Au lieu du dixieme nous prendrons le vingtieme, par ex. du prix moyen, réglé, par rapport aux forêts d'un canton, de la maniere expliquée plus haut. Ce léger impôt concourra encore, comme on voit, avec les Réglemens précédens, pour encourager les proprié-

XLVII.  
Maniere  
directe  
d'imposer  
les forêts  
& toute  
matiere de  
chauffage.

taires de terres impropres à l'agriculture à les convertir ou conserver en forêts ; puisque , outre leur exemption de tout impôt pendant cinquante ans ( dans le premier cas , ) elles lui rapporteront toujours dix-neuf vingtièmes de leur produit. Cependant le Trésor public y trouvera son compte , parce que le haut prix des forêts rendra plus fort le droit perçu sur les prix moyens : à propos , comme les forêts ne sont point exposées à l'influence des révolutions célestes & atmosphériques , de la même manière que les denrées ordinaires , le prix moyen , régulateur de l'impôt , au lieu d'être renouvelé de neuf en neuf ans , le sera seulement de cinquante en cinquante , ainsi que celui pour les terres imposées en argent. — Le charbon sera assujetti au droit d'industrie perçu dans les carrières & ateliers , soit relativement aux ouvriers , soit relativement à la quantité de marchandises , soit en l'une & l'autre manière tout ensemble ( Nos XLIV , XXIV. )

XLVIII.  
Nouvelle  
sorte d'ac-  
trois.

Mais , me dira-t-on , moyennant cette modique taxe , le bois & le charbon ne seront-ils donc plus assujettis ( dans l'étendue d'un Empire ) à aucun droit de péage , de passage , d'entrée dans les Villes ? Et par quel privilège ces objets seront-ils alors moins imposés que la plupart des autres ?

Je conviens d'abord que le bois & le charbon doivent être imposés davantage , afin qu'il y ait une juste proportion entre toutes les taxes en usage , & sur-tout entre les subsides territoriaux. Mais quel est l'objet particulier à ce dernier impôt ? De diminuer la consommation des matières de chauffage. Donc il ne doit pas se borner à faire contribuer le propriétaire desdites matières ; il doit en même temps porter sur l'acheteur , & notamment

sur celui qui pousse la consommation dont il s'agit, au-delà des besoins. Ainsi, supposé d'abord que les matieres combustibles fussent soumises à des droits d'entrée, il s'ensuit de-là que ces droits devroient être les mêmes pour tout le monde indistinctement. Néanmoins, comme on n'atteindroit point, par cette entrave, l'objet en question, ainsi qu'il est évident, sans entrer dans de plus amples explications, nous supprimerons ici tous les droits d'entrée & autres pareils : il en fera des matieres combustibles comme de tous les autres objets de commerce & de transport : plus de droit d'entrée sur quoi que ce soit ; par conséquent, plus d'encouragement à la fraude, à la violation & au mépris des loix.

Or comme l'exemption de tout droit sur le gibier, la volaille, le poisson, les agneaux, chevreaux, &c. est précisément en faveur de ceux qui consomment le plus de matieres combustibles, cette vérité rapprochée de l'objet en question, nous a fait imaginer deux sortes de taxes propres à remplacer celles que nous supprimons, & à diminuer la consommation des matieres combustibles. — Notre premiere idée seroit qu'on mît un impôt sur les cheminées, les poëles, les fourneaux & fours, à l'exception, tout au plus, d'une cheminée ou d'un fourneau, pour tout ménage qui n'auroit que l'un de ces deux objets de nécessité. Je crois qu'une telle taxe ne doit devenir générale que parmi les peuples qui sont eux-mêmes leurs propres législateurs, & que les Souverains doivent se borner à permettre à leurs Villes, Bourgs & Villages, de se donner cette ressource pour fournir à l'alignement des rues, à la construction des quais & terrasses publiques, à tous les embellissemens convenables ;

leur annonçant en outre , que désormais nulle partie des revenus publics , ne sera employée à ces divers usages de luxe ou de propreté. La taxe suivante doit être destinée aux mêmes usages , & imposée de la même manière. C'est des domestiques dont il s'agit : les maîtres ne sauroient s'élever avec justice contre cette innovation , puisque c'est à eux-mêmes que je réserve exclusivement le droit de se taxer selon leur bon plaisir : voici seulement les clauses que les Souverains devront y ajouter , afin que leur bénigne autorité dirige heureusement toutes choses vers le glorieux empire des bonnes mœurs.

Premièrement , les enfans au-dessous de dix-sept ans , ou plutôt , leurs maîtres ne seront point imposés pour ces sortes de domestiques , non plus que pour les domestiques mariés , pour ceux âgés de plus de soixante-dix ans , ni pour les veufs avec enfans.

Secondement , la taxe ordinaire sera mise sur les célibataires entre dix-sept & vingt-cinq ans , & au-delà de cinquante.

Troisièmement , cette taxe deviendra triple pour les célibataires âgés de plus de vingt-cinq ans , & pour les veufs sans enfans & au-dessous de quarante ans.

Quatrièmement , elle sera sextuple pour les célibataires du premier sexe , employés au service intérieur des personnes du second sexe.

Cinquièmement , *si ces hommes - femmes* sont mariés , leur taxe demeurera triple de la taxe ordinaire , l'exception établie pour les domestiques mariés n'ayant pour objet que des hommes. ( Les trois premiers articles sont pour les domestiques de chaque sexe indistinctement ).



Ces deux dernières taxes pourront remplacer avantageusement ce qu'on appelle, dans certains pays, *octrois* des villes, lesquels, comme on le comprend bien, n'existeront plus dans notre système de subsides publics. Mais qu'il nous soit permis de le dire, cette suppression d'octrois ne doit point se faire légèrement, non plus qu'aucune autre de celles que nous avons indiquées. L'amour éclairé dont sont remplis, pour leurs Peuples, les Princes magnanimes qui regnent à cette heureuse époque, leur a déjà sans doute appris, que leur glorieuse destinée étoit de poser les fondemens de la vraie force & prospérité des Nations; de rendre tous leurs sujets aussi heureux qu'il est possible. Non en suivant envers eux toutes les impressions de leur tendresse paternelle, à la manière de ces bonnes meres dont l'affection aveugle est si nuisible à leurs pauvres enfans, mais en imitant à leur égard la sage conduite de ces peres éclairés, qui, sans se soucier des cris de l'injuste ignorance, consacrent uniquement leurs soins, leur loisir, leurs facultés, au bonheur de leurs tendres rejettons, soupirant après la gloire, la satisfaction de leur procurer à chacun un genre de vie agréable pour le reste de leurs jours. Ainsi, après s'être bien pénétrés des avantages de notre législation financière, il faut qu'avant de renverser la vieille idole, chacun d'eux raisonne à peu près ainsi en lui-même : — Je veux accorder à mon Peuple les soulagemens dont il a besoin. . . . . Voilà des impôts qui lui seront beaucoup moins à charge, qui le laisseront jouir de toute la tranquillité dont je veux qu'il jouisse. Mais pourtant j'ai beaucoup de dépenses à faire : une infinité de sujets gagnent

XLIX.

Premier  
aperçu  
sur la ma-  
nière de  
mettre en  
usage no-  
tre législa-  
tion finan-  
cière.

leur vie à la perception de *mes* impôts ordinaires. Les nouveaux suffiront-ils pour remplir les mêmes objets ? Voici ce que je vais faire pour savoir au plutôt à quoi m'entendre : je vais ordonner à chaque Intendant de *mes* provinces , de travailler sans délai & sans relâche à me chercher une réponse aux questions suivantes : Combien les manufactures , ateliers , mines , carrières , arts & métiers de votre province occupent-ils à peu près chacun journellement d'ouvriers ? Combien y a-t-il de charrues dans votre département ? Y a-t-il beaucoup de fermes qui occupent plus de deux charrues , & combien en occupent-elles ? Quelle est la quantité de bled , de seigle , d'avoine , d'orge , de vin , d'huile , de soie , chanvre & lin qu'on récolte , année commune , dans votre district ? & quel est le prix commun de chacune de ces denrées ? En retranchant les animaux de charrue , combien reste-t-il encore dans votre province de bêtes chevalines , ( y non compris les chevaux de *mes* troupes ) ? Combien de bêtes asines , de bœufs & vaches , de moutons & brebis , de boucs & chevres ? Quelle est la quantité de bœufs , vaches , veaux , moutons , brebis , qui se mangent , année commune , dans chacune de vos villes ? Quelle est la valeur des deux premières qualités de terrain , dans chaque communauté de votre département ? La réponse à toutes ces questions offrira le détail relatif à chaque communauté ; & de plus vous y joindrez le toisé des marais & étangs , de l'emplacement des maisons & autres bâtimens & cours quelconques ( *n* ) , des jardins de toute espèce , des

---

( *n* ) Pour cet article sur-tout , un à peu près suffira en attendant ; à moins qu'on ne trouvât à propos d'ordonner

forêts , des bosquets, de tous les terrains, en un mot, non employés à la production des grains, des vins, des huiles, des lins & chanvres, & des fourrages.

En même temps je m'informerai de la quantité & du prix des marais salans de *mon* royaume, de la quantité de sel qu'on en retire, ainsi que des autres salines. *Mon* Ministre des Finances me présentera un rôle exact des impôts & droits de toute espece perçus dans chaque province, des frais de perception ou régie, du produit net qui m'en revient, & de tous les hommes employés à cette levée de subsides. D'un autre côté, j'examinerai *mes* dépenses annuelles pour la marine, le génie, l'artillerie & généralement pour chaque branche de l'administration. --- Par ce moyen, lorsqu'on aura répondu à toutes mes questions, je serai à même d'examiner & de découvrir le parti qui doit être le plus utile à mon Peuple. Alors je fixerai les nouvelles impositions au taux nécessaire pour fournir aux dépenses annuelles; puis je dirai à mes sujets : Voilà les impôts qui vous accabloient. . . . . voici le petit nom-

---

au plutôt, publiquement, les arpentages nécessaires. En opérant ces réformes, chaque Gouvernement pourra faire adopter le nouveau système métrique, proposé par M. Paucton. Son Ouvrage sur ce sujet, renferme tous les calculs, toutes les réductions & évaluations à faire. Il est intitulé, *Métrologie ou Traité des mesures, poids & monnoies des anciens Peuples & des modernes*. Comme la besogne y est totalement mâchée, il suffira d'en envoyer des exemplaires, avec injonction de mettre en usage tels & tels articles. Cette mesure universelle est réglée sur la longueur du pendule, sur celle d'un degré du méridien. Elle étoit autrefois commune à l'Europe, à l'Asie & à l'Afrique, & elle est encore suivie, sous différens termes, de la plupart des Peuples de l'ancien Continent.

bre de ceux que mon économie & les bénédictions de la paix rendront suffisans , & que je me propose de vous demander. La maniere facile de les percevoir va laisser sans emploi quelques personnes que je ne pourrai employer nulle part dans ce moment. Mais qu'elles se tranquillisent ; je leur ferai des pensions viagères , jusqu'à l'instinct où elles seront placées. Il n'y aura pas un seul homme dans mon Empire , à qui mes salutaires réformes enlèvent , sans dédommagement , son état actuel. Les nouveaux subsides seront les mêmes pour toutes les classes de citoyens indistinctement , parce que chacune d'elles y trouvera son intérêt particulier , parce qu'autrement il m'auroit été impossible de donner à chaque classe les mêmes soulagemens , les mêmes témoignages de mon affection paternelle , à cause que toutes les anciennes distinctions entraînoient des frais immenses , des abus irremédiables. Mais les rangs n'en seront pas pour cela confondus. Chaque Ordre de l'Etat continuera de jouir de ses privilèges , soit relativement à ses titres , aux dignités de mon Empire , soit par rapport aux prérogatives qui concernent notre personne & la personne de notre chère épouse. . . . .

L.  
Observations importantes à ce sujet.

Ce ne sont-là , comme on voit , que quelques traits principaux , que j'ai cherché encore à présenter le plus brièvement possible , en faisant raisonner chaque Prince en lui-même. Je ne finirois point , si je voulois dire tout ce qui s'offre à mon esprit , touchant la suite réfléchie de tournures , de combinaisons , de précautions , d'opérations en tout genre , qui peuvent convenir à chaque forme de Gouvernement. Mais une chose à laquelle je

prie de faire attention, c'est que mes réformes ne doivent faire perdre à personne son état, sans lui assurer un juste dédommagement. Si, contre mes espérances, quelque Gouvernement mal éclairé s'avisait un jour, (jour bien éloigné sans doute de ce siècle de bienfaisance) de dépouiller de leur gagne-pain les gens devenus inutiles par mon système, sans remplir à leur égard mes vues de justice, je prends d'avance le ciel & la terre à témoin, que j'ai fait tout ce qui étoit en mon foible pouvoir pour prévenir ce désordre, soit en le désavouant dès aujourd'hui, & le déclarant attentatoire à la dignité de l'état social, à la pureté de mes intentions; soit en indiquant plusieurs branches de revenus publics, propres à fournir tous les moyens de dédommagement compatibles avec une saine politique. J'ose le dire, l'ensemble de mes salutaires innovations offrira des ressources inépuisables pour faire adopter les articles mêmes capables, au premier abord, d'effaroucher certaines personnes : toute l'adresse consistera à savoir alors les présenter accompagnées des passe-ports convenables & relatifs aux intérêts du moment, aux préjugés régnans. . . Et puis, les Gouvernemens ont tant de graces, tant de faveurs à distribuer!... L'équité généreuse, la bienfaisance éclairée des Princes actuels sont si connues! . . .

La manière de percevoir nos nouveaux subsides doit être relative à la forme des Gouvernemens; néanmoins il est, sur cet objet, des principes qui conviennent à toutes les nations commerçantes, ainsi qu'on pourra s'en convaincre, en examinant notre quatrième moyen de remédier aux maux & d'accroître les biens qui ont résulté, pour le genre humain, de la découverte du Nouveau Monde.

## 128 LE TRIOMPHE DU NOUV. MONDE.

Son but particulier est de diminuer, d'extirper, s'il étoit possible, les mauvais effets de l'esprit de commerce, à qui nous avons tâché de procurer jusqu'ici les soutiens les plus puissans, les plus inébranlables; savoir, liberté, facilité, sûreté, bonne foi, brillante culture des terres.

---

## TROISIEME MOYEN,

*Puise dans les opérations du fisc, converties en  
législation financière.*

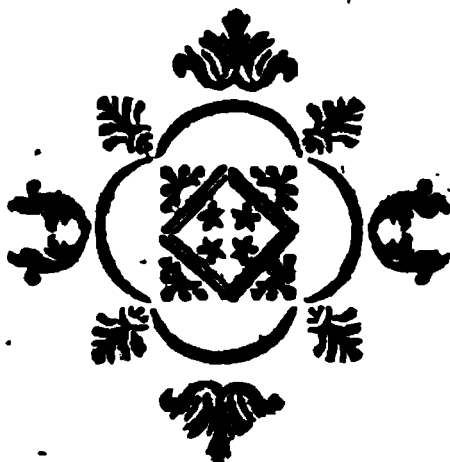
---

Numeros.

Pages.

XXXII.	<b>R</b> ÉDUCTION de tous les impôts usités, à deux sortes de subsides, . . . . .	94
XXXIII.	Objets exempts de tout impôt, . . . . .	ibid.
XXXIV.	Objets soumis au premier nouvel impôt, & ma- niere de le répartir, . . . . .	96
XXXV.	Objets exempts de cet impôt, . . . . .	99
XXXVI.	Méthode de le percevoir sur les marais, étangs, &c. & sur le sel, . . . . .	ibid.
XXXVII.	Premier remplacement de l'impôt actuel sur les prairies ou sur les fourages, . . . . .	101
XXXVIII.	Second remplacement du même impôt ou droit sur les fourages, . . . . .	104
XXXIX.	Bêtes de boucherie, . . . . .	106
XL.	Objets soumis au second nouvel impôt, . . . . .	107
XLI.	Méthode de le percevoir, premierement sur les grains, les chanvres, &c. . . . .	108
XLII.	Deuxiemement, sur les boissons & sur les huiles, . . . . .	110
XLIII.	Façon d'imposer les matieres premieres, . . . . .	112
XLIV.	Résumé de notre législation financière, . . . . .	114
XLV.	Nouvelles vues sur les bois & forêts, . . . . .	116
XLVI.	Maniere indirecte d'imposer les bois, . . . . .	117

<b>XLVII.</b>	<i>Maniere directe d'imposer les forêts &amp; toute matiere de chauffage , . . . . .</i>	<b>119</b>
<b>XLVIII.</b>	<i>Nouvelle sorte d'octrois , . . . . .</i>	<b>120</b>
<b>XLIX.</b>	<i>Premier apperçu sur la maniere de mettre en usage notre législation financière. . . . .</i>	<b>123</b>
<b>L.</b>	<i>Observations importantes à ce sujet. . . . .</i>	<b>126</b>





## QUATRIEME MOYEN,

*P U I S É dans la législation politique.*

» **U**N Peuple commerçant n'est qu'une société d'hommes qui se dispersent & se rassemblent pour se disperser encore... Un pays commerçant n'est qu'un rendez-vous où les Etrangers comme les Nationaux se rencontrent en allant & venant, & qui n'est pas plus la Patrie de ceux qui partent que de ceux qui arrivent. Il l'est de qui le voit pour la première fois, comme de celui qui y est né ; le plus industrieux est le plus riche, & le plus riche est le premier de tous ; il n'a point de concurrent, parce que tous les arts, toutes les sciences, toutes les vues sont tournées sur le même objet, l'intérêt. » On voit par ces paroles d'un Panégyriste du commerce (l'Abbé Coyer), que les commerçans par la nature de leurs occupations, ne sont point portés à s'attacher à leur patrie, à leur pays natal, & que l'intérêt est naturellement le seul mobile des pays commerçans ; double inconvénient que les Souverains ont pu négliger dans les siècles où dominoit la fureur des conquêtes & des combats ; mais qui doit exciter aujourd'hui toute leur attention, puisqu'autrement l'esprit de commerce, devenu général, ne tendroit qu'à rendre générale l'indifférence à la chose publique, & qu'un vil intérêt, un égoïsme funeste, s'étant emparé de tous les esprits, le temps des révolutions fâcheuses, dont le génie de l'Amérique a menacé certains peu-

LI.  
Inconvé-  
niens ar-  
tachés à  
l'esprit de  
commer-  
ce.

ples (N<sup>o</sup> IX), avanceroit à grands pas, & d'un air, pour ainsi dire, inexorable.

C'est en vain qu'on prétendrait détruire le sujet de mes craintes, en me citant quelques traits de patriotisme de la part des plus fameux commerçans des siècles passés, tels que les Fugger, les Jacques Cœur, & encore de nos jours, de la part d'une multitude de villes commerçantes, de républiques & de royaumes commerçans; car mes craintes étant fondées sur le genre d'occupations ordinaires, nécessaires, indispensables aux Peuples commerçans, on ne sauroit les dissiper, du moins dans mon esprit, qu'en me prouvant que je me trompe sur le genre de ces mêmes occupations : entreprise sans doute que personne ne formera de si-tôt. Et d'ailleurs, pour peu qu'on examine les traits en question, on verra que le patriotisme qui en a été la cause, étoit lui-même causé par des privilèges du Souverain, par la part que ces patriotes prenoient à l'administration des affaires publiques, par des préjugés, des mobiles particuliers, qui empêchoient les occupations du commerce de produire les effets dont il s'agit. Par conséquent, le patriotisme de quelques commerçans ne détruit point la difficulté proposée. Je n'en ferai pas pour cela moins charmé de le voir, de le supposer présent à l'esprit du Lecteur; car il indique les préservatifs, les moyens de guérison dont nous avons besoin en ce moment; & il démontre sans réplique, que quel que soit le genre d'occupations d'un pays commerçant, ses habitans dociles à la voix de leurs sages administrateurs, sensibles aux mouvemens, à l'impulsion des bonnes loix, peuvent s'enflammer d'un noble amour pour leur patrie, rendre, en temps de paix, leur Nation heureuse,

florissante, formidable par ses forces, & sacrifier, en cas de guerre, leurs immenses richesses, leur vie même, pour la défendre contre ses ennemis. Rassuré, ramené par ces diverses considérations, je vais tâcher d'exposer des moyens de détruire tout funeste esprit d'égoïsme ou d'intérêt pécuniaire, & toute funeste indifférence à la chose publique.

Il s'agit pour cet effet, de purifier, d'ennoblir l'amour de l'argent, & de donner aux Peuples une telle part dans l'administration des affaires, une telle connoissance de la chose commune, qu'il en résulte un sage attachement au bien public. Ce second moyen est usité dans la plupart des Républiques, & nul Gouvernement ne sauroit hésiter de l'employer, en considérant d'un côté, combien il est devenu essentiel à sa conservation, à son bonheur; & de l'autre, jusqu'à quel point nos subsides publics le mettent à même de demeurer immédiatement maître de tout, en paroissant tout confier à la direction des Peuples.

LII.  
Moyens  
de les dé-  
truire.

Mais, me dira-t-on, comment, dans un tel système, trouverez-vous donc moyen d'inspirer le patriotisme, par la part accordée dans l'administration? --- Le voici : premierement, point de patriotisme raisonnable & de durée, sans la sûreté des propriétés, sans une certaine aisance. (N°. IX.) Donc, le premier pas à faire, c'est d'assurer aux Peuples, non-seulement le droit de leurs propriétés foncières, mais aussi le droit, la certitude de recueillir le fruit de leurs labeurs, de ne pas travailler nuit & jour au seul profit de loups ravisseurs, insatiables, indomptables. . . . .

Donc , les Gouvernemens devront s'engager , par un des articles de la confédération chrétienne , à ne jamais porter les droits de frontiere , l'impôt de denrées , celui d'argent , ( relatif au toisé des terres ) , au-delà des taux indiqués , ou plutôt de ceux une fois adoptés pour chacun de ces subside. Deuxièmement , à ne jamais ajouter à ces impôts & droits , que ceux proposés ci-deffus. Troisièmement , à permettre les octrois indiqués pour les villes , bourgs & villages , sous l'obligation sacrée de ne jamais en exiger le produit , & de se borner , en cas de besoins extraordinaires , à exposer ces besoins , pour engager les villes , bourgs & villages à aller au secours de la Nation , de leur plein gré , & par un pur effet de leur sage patriotisme.

Quoique ces dispositions générales soient très-propres à rassurer les Peuples , à les attacher à leur Gouvernement , très-capables d'augmenter les richesses , la population de chaque Nation , de faire occuper les citoyens de la chose publique , de leur inspirer peu à peu un noble & généreux patriotisme ; si l'on veut les rendre plus efficaces , & en quelque façon infaillibles , il faudra en outre confier aux habitans de chaque pays , le noble soin de faire eux-mêmes percevoir les deniers publics , de les conserver en dépôt pendant un certain temps , d'en faire parvenir au trésor national une certaine partie , & de distribuer eux-mêmes l'autre , d'après les ordres qui en auront été expédiés. --- Tâchons de présenter sur cet objet important , des vues plus déterminées , remontant sans cesse à des principes de pratique & à des maximes incontestables.

La recette primordiale des deniers publics, doit être faite & ordonnée de manière que le collecteur connoisse à peu près tous les contribuables, & que ceux-ci se connoissent entr'eux. . . . . D'autre part, les habitans d'un pays, assemblés pour procéder à la nomination d'officiers publics, doivent se connoître entr'eux, afin d'être à même de bien choisir. Ainsi, voilà déjà deux raisons de penser que la recette en question doit être subdivisée le plus qu'il sera possible. Si vous ajoutez à cela que le tumulte, la confusion sont inséparables d'une assemblée trop nombreuse ; qu'on n'est jamais aussi flaté d'être membre d'une telle assemblée, que d'une autre beaucoup moins nombreuse, où l'on est consulté, entendu, connu, & où l'on connoît les personnes avec qui l'on traite ; si vous pesez, dis-je, toutes ces raisons, vous conviendrez sans peine, que parmi des Nations, où grand nombre de villes sont composées de 20, 30, 50, 100 mille habitans, ce qu'on y appelle *assemblée de ville*, ne sauroit réunir les avantages dont nous avons besoin pour notre objet. Ainsi, il est de l'intérêt des Nations, de la sage politique, de recourir à une distribution d'habitans plus avantageuse. Les paroisses me paroissent renfermer tous les genres d'utilité qui sont à désirer. Je suppose donc d'abord que la recette des deniers publics se fera primordialement dans chaque paroisse : en second lieu, que les officiers paroissiaux des revenus publics, auront pour supérieurs des officiers membres d'autres *bureaux, comités*, ou sociétés appelées comme on voudra. Cela posé, voici la manière d'agir de tous ces officiers des revenus

LIII.

Méthode  
de perce-  
voir les de-  
niers pu-  
blics.

publics, les rapports de leurs opérations avec notre législation financière, & quelques-unes de leurs distinctions honorifiques.

Premierement, les consuls ou officiers paroissiaux, en contractant avec les receveurs, les obligeront de leur donner un rôle circonstancié en cette manière : le receveur, par exemple, du droit sur les bestiaux, mettra sur son rôle annuel : *dans tel ménage, il y a tant de bestiaux de telle & telle espèce ; donc, à tant par tête pour chaque espèce, j'ai dû recevoir telle somme.* Il sera fourni un détail analogue par chaque receveur particulier, & même par le receveur des octrois, si le cas y échoit. ( Ces receveurs particuliers ne fau- roient être trop multipliés dans les commencemens, afin de fournir un débouché à certaines personnes déplacées par la réforme des loix fiscales. C'est à ces personnes que les consuls feront d'abord priés de confier de préférence les recettes en question, bien entendu, que par la suite, ils ne les livreront qu'après trois encheres solennelles, au moins exigeant & dernier enchérisseur ).

Deuxiemement, chaque receveur fournira deux exemplaires des rôles dont il s'agit, l'un pour être envoyé au bureau ou *comité intermédiaire*, ( premier Moyen ), l'autre pour servir aux usages nécessaires, & être ensuite placé à côté des tableaux annuels des prix de chaque marchandise, ( N°. XXIII. ) afin de fournir aux habitans la facilité de satisfaire leur curiosité sur leurs biens & leurs facultés respectives, & de tenir en respect & le contribuable & le receveur. ( On voit que d'après ce règlement, les receveurs pourront être payés à tant pour cent, à tant de deniers pour

livre, sans qu'on ait ici à craindre les mêmes fraudes que pour la recette de l'impôt de denrées.) (No. XLII.)

Troisièmement, les consuls, au moyen des divers rôles qui leur auront été remis, dresseront un tableau de tous les subsides perçus, de manière qu'on verra tout-à-coup, dans telle paroisse l'impôt sur les terres, à tant par arpent, a rendu telle somme; celui sur les chevaux, à tant par tête, a rendu tant; telle maîtrise a occupé journellement tant d'ouvriers, de telle & telle classe: donc, &c. l'impôt de denrées a, suivant notre bail, rendu tant. D'après nos recherches, la quantité de denrées de telle & telle espece, a été de tant. . . . . Une copie de ce premier tableau sera envoyée au comité provincial, & une autre au comité intermédiaire, qui en dressera un de pareil, supprimant les noms des Paroisses, comme on a supprimé, dans le premier, les noms des Ménages. Ce second tableau sera envoyé au comité provincial, qui en formera un de général pour toute la Province, composé & de tous les tableaux intermédiaires, & d'un résumé ou apperçu général de leur contenu. On fera imprimer ce troisieme tableau, & on en enverra nommément au Ministre des finances, plus à chaque comité intermédiaire, soit afin d'encourager par-là tous les Officiers des revenus publics, à la plus grande exactitude; soit dans la vue de satisfaire la curiosité des peuples utilement, en les accoutumant à s'occuper de la chose publique, à s'y attacher comme malgré eux, & à leur infu.

(Il est facile de voir qu'au bout de quelques années, ces divers tableaux fourniront moyen de

former à souhait des abonnemens , soit paroissiaux , soit intermédiaires ou provinciaux , soit des deux ou des trois especes tout-à-la-fois. Du reste si malgré ce nouveau genre d'utilité , nos tableaux financiers continuent de paroître un peu chimériques , j'espère qu'il n'en sera plus de même , dès qu'on aura lu & saisi l'ensemble de la nouvelle législation. En attendant , voyons les avantages qu'ils pourront procurer , étant joints à d'autres mobiles de la machine nationale.

LIV.  
Avantages de cette méthode employée d'après notre législation financière. (Thermomètre politique).

Par toutes les opérations précédentes & autres indiquées au sujet des droits perçus sur les frontières , on saura à peu près la quantité de denrées récoltées , consommées , exportées ou importées , la quantité de matieres de commerce , ouvrées , consommées dans l'état , exportées ou importées , l'espece d'ouvriers trop ou trop peu abondans , & généralement tout ce qu'il est nécessaire de savoir pour favoriser à propos chaque branche de commerce , d'occupation quelconque , & ne plus rien donner au hasard dans une administration dont dépend la gloire , la force , la prospérité des Empires. Ainsi , d'après notre législation financière & politique , nul Ministre des finances ne trouvera désormais dans l'administration du plus grand Empire , les mêmes embarras qui paroissent aujourd'hui inséparables de l'administration de la plus chétive Province. Les droits d'entrée & de sortie , perçus sur les frontières du Royaume , lui montreront au doigt la quantité de matieres importées & exportées. La connoissance de ces données essentielles , combinée avec les divers produits de chaque espece de subside , lui fera appercevoir sans peine , dans



quelle branche de l'agriculture ou du commerce, & dans quel canton sont survenus tels & tels changemens. Portant alors la main sur les mobiles de ces variations, il les dirigera avec une facilité & une assurance également dignes d'admiration. Placé, pour ainsi dire, au centre d'une toile politique aussi artistement composée que la toile d'un insecte merveilleux, il ne tiendra qu'à lui de découvrir tous les mouvemens, tous les événemens fâcheux ou prospères que cette toile éprouvera. Il ne sera plus distrait de cette importante occupation, par les cris tumultueux d'une foule de contrebandiers, traînés aux galères ou à la potence, pour avoir mordu le cruel appât présenté à leur indigence, à leur fainéantise. Les habitans de ses divers départemens ne se plaindront plus, comme à l'envi, qu'ils sont chacun plus taxés, plus écrasés que leurs voisins. . . . Tous ces avantages nationaux, dépendans de notre méthode de perception, ne sauroient être assez médités par les Gouvernemens; c'est dans cette étude que la saine politique & l'honnêteté leur prescrivent de puiser tous les motifs à alléguer, lorsqu'ils jugeront à propos d'exiger des officiers des revenus publics, les divers détails proposés (N°. CXXXI.)

Quant aux prérogatives, aux marques d'honneur, qui devront être accordées aux officiers des revenus publics, voici celles qu'on pourra d'abord établir, sur-tout en faveur des officiers paroissiaux. (On en verra bientôt d'autres.) Ils recevront des mains des trésoriers paroissiaux, les sommes convenues, & les porteront eux-mêmes au trésorier général du canton, aux époques les plus convenables. Pour rendre ce message plus honorable, il

LV.  
Prérogatives accordées aux officiers des revenus publics.

y aura , dans chaque paroisse , au moins une robe consulaire , formée de maniere que sans gêner , elle couvre tous les habits du dessous , & donne une air de vénération. On pourra l'orner d'emblèmes relatifs aux effets du patriotisme , choisissant pour cet effet des traits admirés dans les divers pays , ou bien des traits de l'Histoire Sainte , comme le dévouement des Machabées , Jesus répondant : *Rendez à César ce qui est à César , & à Dieu ce qui est à Dieu.* M. le Consul , orné de cet habillement , ira loger chez le Président du comité intermédiaire , qui aura pour lui les égards dûs à un homme public. En même temps ces officiers publics seront autorisés , invités même à présenter , soit annuellement , soit par extraordinaire , le tableau des dépenses publiques à faire dans l'endroit , & jugées nécessaires par l'assemblée paroissiale. Ces tableaux , présentés d'abord au comité intermédiaire , seront de-là envoyés au comité ou conseil provincial , qui les fera passer au bureau des finances plusieurs fois l'an , y joignant ses observations , & un résumé général pour le département. Il sera encore réglé que ces tableaux ne demeureront jamais sans une réponse motivée , envoyée d'abord au Conseil provincial , qui la fera parvenir directement à qui de droit , soit en signe de confiance , soit afin de prévenir les fausses ou négligentes observations , que la certitude de pouvoir disposer des réponses ministérielles pourroit occasionner de la part du comité intermédiaire.

**LVI.** Je pourrois encore proposer mes vues sur la formation de ces comités soit intermédiaires , soit provinciaux ; je pourrois prouver qu'il seroit avantageux de renouveler les Bureaux des revenus pu-

Observations à ce sujet.

blics aussi souvent & avec les mêmes formalités que nos Bureaux des ressources sociales, d'en former précisément aux mêmes endroits & avec la même étendue de district; examiner quand il faudra permettre aux Citoyens desdits endroits, non-seulement d'être tout-à-la-fois membres des deux Bureaux en question, mais même de n'en former qu'un seul, chargé des deux parties; le tout, selon que les circonstances, le nombre des Habitans, la liberté des suffrages pourroient l'exiger. Mais absolument parlant, il n'est pas nécessaire que tous ces objets soient uniformes (o); l'essentiel c'est & de les adapter à la forme des Gouvernemens actuels & de faire en sorte que tous les contribuables, non déshonorés, aient quelque part à la perception des revenus publics, ou plutôt à la nomination des Officiers préposés pour faire cette perception, & de plus, que ces derniers puissent avec assurance communiquer leurs idées patriotiques touchant les améliorations à faire dans leur pays. Cette méthode fera disparaître, peu à peu, toute funeste indifférence à la chose publique. Mais il faut prendre garde que l'honneur d'être utile à la Patrie ne soit accompagné de quelque intérêt pécuniaire; car alors la soif de l'or pourroit seule faire aspirer aux places, & précipiter les Nations dans des dépenses ruineuses, (pour ne pas répéter ici ce qui concerne tous les autres inconvéniens). Cette crainte est fondée, comme on voit, sur l'histoire de tous les Etats, soit monarchiques, soit républicains; de ceux même où le patriotisme paroïssoit, pour ainsi par-

---

(o) On trouvera nos vues d'uniformité sur cette matière, à côté des objets auxquels elles nous ont paru liées plus naturellement.

ler, le plus accrédité, le mieux enraciné. Il n'est, je crois, aucun Peuple commerçant, qui, du plus au moins, n'ait besoin aujourd'hui de réformer, de perfectionner cette branche de son Gouvernement. Or, voici mes idées à ce sujet.

## LVII.

Maniere  
& nécessité  
d'empê-  
cher l'es-  
prit d'inté-  
rêt pécu-  
niaire, de  
faire aspi-  
rer aux  
charges &  
emplois de  
l'Etat.

Tandis que les hommes, divisés en Nations ignorantes, acharnées à leur perte mutuelle, ont eu besoin de se défendre sans cesse contre des attaques ou invasions soudaines, de veiller en quelque maniere au maintien, à l'existence de leur société, les Peuples ont dû témoigner une reconnaissance sans bornes à ces hommes courageux, dont la hardiesse & la valeur massacroient ou disloquoient au loin leurs féroces ennemis. D'abord, ces hommes, vraiment utiles, ont eu le plus de part au butin, à la dépouille des vaincus, à la distribution des emplois nécessaires à la sûreté ou tranquillité des vainqueurs. Après, lorsque la guerre a cessé de nourrir la guerre, lorsque les Chefs des Nations n'ont plus fait combattre que pour conserver la souveraineté de quelque Province, reculer les frontieres de leur Empire, venger quelque outrage particulier, alors pour s'attacher ceux de leurs sujets, qu'ils croyoient le plus utiles à l'exécution de leurs desseins, au soutien de l'Etat, ils ont imaginé de les revêtir des marques de divers Ordres de Chevalerie, de leur distribuer des croix, des rubans de toute espece, & de décider que chacune de ces distinctions, donneroit des droits plus ou moins honorables, relativement à leur auguste personne .... Invention admirable, qui seule doit à jamais nous rendre chers les Princes d'heureuse mémoire, qui ont su l'employer si à propos ; non-seulement à cause des avantages sans nombre que

la société en a recueillis & en recueille encore tous les jours , mais encore pour tous ceux qu'elle ne sauroit manquer de procurer , dès qu'on l'aura élevée au degré de perfection dont elle est susceptible.

En effet , puisqu'aujourd'hui les Princes des Nations sont persuadés que tous les ordres de l'Etat, toutes les classes de citoyens , sont plus ou moins capables de contribuer à la prospérité publique ; puisqu'ils ont besoin de Magistrats qui rendent la justice à leurs Peuples ; de commerçans , qui , faisant fleurir l'agriculture & les arts d'industrie , répandent par-tout cette médiocre aisance , seule mere d'une nombreuse population ; puisqu'ils ont besoin de faire lever des subsides multipliés , & pour tout dire en un mot , d'attacher au service de l'Etat une infinité de personnes de toute espece , pourquoi n'emploieroient-ils pas à ce sujet la même monnoie dont ils se servent depuis si long-temps en faveur des nobles défenseurs de la Patrie ? Si la Couronne étoit moins bien rafermie sur leur tête ou dans leur famille , si les divers Ordres de l'Etat cabaloient entr'eux pour la leur ravir , sans doute qu'alors leur intérêt demanderoit qu'ils fissent la discorde & la jalousie parmi ces divers Ordres , qu'ils cherchassent à les humilier les uns par les autres , à ne régner enfin que par la division ; ils pourroient alors créer des Ordres de Chevalerie pour chaque Ordre de l'Etat. Mais en agir ainsi , tandis que leur puissance & leur autorité sacrées sont unanimement reconnues de tous les membres de leur empire , c'est , ou plutôt ce seroit agir contr'eux-mêmes , ce seroit diviser leurs forces , jeter des semences de discorde & de guerres intestines parmi leurs sujets.... Le parti le plus avan-

tageux qu'ils aient donc à prendre, & pour eux-mêmes, & pour tous leurs sujets, ( ce qui est aujourd'hui heureusement inséparable ) c'est de réunir en un seul Ordre, ancien ou nouveau, tous les Ordres de leur Etat, composant cet Ordre de diverses classes déterminées. Les Peuples reconnoissant toujours combien il est glorieux d'exposer sa vie pour la défense de la Patrie, accorderont volontiers le premier rang au Militaire de chaque classe; & le Militaire, de son côté, touché des services sans nombre que lui-même & sa Patrie retireront tous les jours des diverses classes de citoyens, verra volontiers à ses côtés, décorés des mêmes marques d'honneur que lui, tous les hommes, qui, par leurs services signalés, auront bien mérité de leur commune Patrie.

LVIII.  
Idée d'un  
nouvel or-  
dre de che-  
valerie.

Ainsi, dans chaque Empire on formera un seul Ordre de Chevalerie divisé par ex. en six classes, dont chacune aura graduellement quelques-unes de ces distinctions honorifiques qui sont aujourd'hui respectées par les Peuples respectifs. Le nom de l'Ordre apprendra à tous les Chevaliers qu'ils sont spécialement obligés d'être utiles, de faire honneur à leur Patrie. Ils seront Chevaliers *de l'Ordre François, de l'Ordre Allemand, Anglois, Espagnol, &c.* La dignité du nom national nourrira, ranimera, enflammera leur patriotisme, lequel, quoiqu'en temps de paix, pourra également produire ses effets divers. Ici un riche citoyen fera construire un marché commode, un port utile, un quai indispensable : là un opulent célibataire se privera d'une partie considérable de ses biens pour établir honnêtement plusieurs jeunes gens de l'un & de l'autre sexe, également distingués par leur bonne conduite :

conduite : ailleurs, un ancien financier, un riche commerçant feront tracer un chemin nécessaire, ouvrir des canaux d'arrosage & de navigation, condamner une rivière fanfarone à ne plus inonder les campagnes, à couler paisiblement entre les fortes barrières qui lui seront prescrites. Dans un autre endroit, un grand Seigneur rendra la chasse permise à tous ses vassaux, renoncera pour toujours au droit de corvée, au droit onéreux d'avoir lui-même des Officiers de Justice, se bornant à retirer de ses vassaux des denrées ou de l'argent. Ici des hommes respectables renonceront généreusement à leur loisir pour rendre la justice, la santé à leurs concitoyens, pour découvrir quelque nouvelle branche d'agriculture ou de commerce, pour perfectionner les arts & les sciences utiles. Là d'autres bons patriotes se trouveront honorés de la confiance publique, chargés de faire percevoir les deniers publics & d'en conserver eux-mêmes le précieux dépôt, d'administrer les ressources sociales, & par-là d'arracher perpétuellement des victimes à l'indigence, au vice, au crime, à la scélératesse, à une mort infâme. = O Peuples, qui commencez à connoître, à goûter les avantages de la paix ! ne sauriez-vous donc avoir des patriotes, qu'en vivant au milieu des combats sanglans, affamés de carnage & de destruction ? Le citoyen qui vous rendra quelque service important dans le sein de la paix, n'aura-t-il donc pas droit à votre estime, à votre reconnoissance ? ou bien, par une ingratitude, par une indifférence meurtriers, voudrez-vous détruire les plus puissans mobiles du patriotisme, relâcher tous les ressorts des empires, négliger ou briser les seuls liens qui puissent désormais unir entr'eux tous les mem-

bres d'une Nation , qui puissent par conséquent les rendre heureux en temps de paix , & capables , par leur force , de se maintenir , de se rétablir dans ce précieux état ? ... Si vous êtes trop instruits de vos vrais intérêts pour adopter des absurdités aussi évidentes , des maximes aussi funestes , convenez donc qu'il est avantageux pour vous de former l'Ordre de Chevalerie indiqué , ou quelque autre approchant ; mais souvenez-vous surtout que votre ouvrage seroit à peine ébauché , si la soif de l'or & de l'argent pouvoit se satisfaire à travers les honneurs de l'Ordre national ; car malgré toutes les réformes que vous pourrez faire dans la législation , la loi sacrée des propriétés , la diversité des talens , les profits immenses du commerce , suffiront toujours pour faire accumuler sur une seule tête , ou dans les mêmes familles , des richesses énormes. Ainsi donc l'amour de l'argent , toujours en honneur par-dessus toutes choses , porteroit aux actes de patriotisme que vous récompenseriez par les marques de votre Ordre ; tandis qu'au contraire les marques , les privilèges de ce même Ordre doivent purifier l'amour de l'argent , en portant les gens riches à devenir utiles à leur Patrie , sans intérêt pécuniaire , par le seul apas des récompenses honorifiques ; si toutefois ils n'ont le bonheur d'être en même temps animés par des motifs plus sublimes , d'aspirer aussi à des récompenses d'un plus grand prix. —

En conséquence les différens grades de l'Ordre national seront de leur nature accordés sans pension , soit qu'ils aient pour objet les services militaires , ou les différens emplois de la société ; soit qu'ils concernent des inventions , des découvertes , des ouvrages de grande utilité ;



ou quelque beau trait de défintéressement & de générosité en faveur de la Patrie.

Les Croix de l'Ordre offriront toutes , d'un côté, la Justice tenant de la main droite la balance , emblème de l'équité qui doit présider à tous les actes de patriotisme , & présentant de la main gauche une couronne ornée des armes de la Nation, avec ces mots, *pour votre immortalité*. Les emblèmes seront relatifs aux principales especes de services : emblèmes de l'art militaire , des sciences , des arts, du génie inventeur, du dévouement patriotique , de peuples heureux par les biens, la santé , la vie, qui leur sont rendus.

Le premier grade sera , par exemple , celui de Lieutenant; le second , celui de Capitaine; le troisieme, celui de Cordon noir ou Colonel; le quatrieme, celui de Cordon rouge ou Maréchal de camp; le cinquieme, celui de Cordon bleu ou Lieutenant-Général; le sixieme, celui de Grand-Croix ou Maréchal des Armées de la Nation. On pourra ajouter à ces titres ou bien mettre à leur place les suivans. Premier grade, Chevalier de l'Ordre national; deuxieme grade, Baron du même Ordre; troisieme grade, Vicomte; quatrieme grade, Comte; cinquieme grade, Marquis; sixieme grade, Duc. Je ne prétends donner par-là qu'une idée de la maniere dont il faudra s'y prendre. C'est à chaque Gouvernement à former en particulier, un arrêté conforme aux préjugés nationaux.

Quant aux services qui donneront droit à ces divers grades, ceux qui pourront être évalués en argent sont faciles à fixer. Ainsi , par exemple , pour le premier grade, il faudra avoir consacré au bien public , environ 30,000 livres tournois ; pour le deuxieme, le double ou 60,000 livres ; pour

le troisieme , le triple ou 90,000 livres ; pour le quatrieme , le quadruple ou 120,000 livres ; pour le cinquieme , le quintuple ou 150,000 livres ; pour le fixieme , le sextuple ou 180,000 livres.

Les services relatifs aux emplois seront évalués par leur durée , ainsi que cela se fait dans le militaire , du moins autant que la nature des emplois pourra le permettre. Ainsi , par exemple , les Officiers des ressources sociales , ceux des revenus publics ne pouvant être continués dans leurs fonctions , ne seront point promus aux grades de l'Ordre national , à raison des mêmes années de service que le militaire ; il suffira pour cela que pendant un certain espace de temps , comme 30 ou 35 ans , ils aient été le plus souvent en charge , bien entendu qu'ils se feront d'ailleurs toujours distingués par leur attachement à la chose publique , par une conduite irréprochable aux yeux de leurs concitoyens. Au contraire aussi-tôt que les Officiers de justice ( *p* ) , rempliront presque gratuitement leurs

---

( *p* ) *L'Essai d'Education raisonnée* qui doit servir de suite à cet Ecrit , fournira là-dessus tout le détail nécessaire. Il suffit ici de faire entrevoir cette réforme & les moyens de l'opérer. Nous avons déjà vu qu'il faudroit faire des pensions viageres aux Sujets à qui notre législation financière enleveroit tout gagne-pain. Eh bien ! à mesure que ces pensions viageres s'éteindront , comme il est évident que les possesseurs de charges vénales disparoîtront aussi peu à peu , on emploiera ces fonds de disposition libre à l'extinction de la vénalité. Quelquefois on réunira à ces premiers fonds des secours extraordinaires , afin de la supprimer tout-à-coup , soit dans une Province entiere , ou seulement dans quelque petit district ; le tout , selon les moyens & les circonstances. Il est à présumer que nos Ordres nationaux étant une fois parvenus au degré de considération qui leur est réservé , bien des citoyens aisés renonceront à la finance de leurs charges , soit pour se conformer aux vues patriotiques des

fonctions ; étant pensionnés par l'Etat , à peu près comme le sont aujourd'hui les Militaires , ils pourront devenir Chevaliers de l'Ordre national , aux mêmes titres que ces derniers. ( A ce sujet , on nous permettra d'observer que , suivant notre plan , cette diminution de frais de justice , ne multipliera point impunément les procès , attendu qu'outre les frais de justice indispensables , tout plaideur sera obligé à d'autres dépenses relatives à la nature du procès , & établies au profit des ressources sociales. Les Nos 112, (\*) dernier alinéa , & 138 , troisième alinéa , pourront éclaircir ce qui regarde la justice rendue plus ou moins gratuitement ).

Je ne répéterai point que les privileges des Chevaliers nationaux doivent être purement honorifiques. Mais sans rien outrer , sans rien proposer de contraire à cette grande règle , je crois qu'on pourra statuer ce qui suit. A l'âge de soixante ans & après , tous les Chevaliers installés depuis dix ans , & dont la conduite aura toujours été irréprochable , recevront une pension viagère , différente selon leur grade , non en récompense de leur patriotisme , mais parce qu'à cet âge l'établissement de leurs enfans les ayant privés d'une partie de leurs biens ,

Gouvernemens , soit pour mériter par-là d'être promus aux grades du nouvel Ordre. — Du reste les Législateurs nationaux qui , en faisant main-basse sur toutes les ignominies du fisc actuel , feront adopter des subsides avoués par la raison , doivent se rappeler les besoins que nous indiquons ici , & par conséquent ne pas dessécher aussi-tôt certaines sources de revenus , jugées compatibles , jusqu'à un certain temps , avec le juste soulagement qu'ils commenceront d'accorder aux contribuables.

(\*) Les renvois en chiffres arabes ne devront être consultés qu'à une seconde lecture.

la Patrie voudra leur prouver sa satisfaction d'une manière relative aux derniers effets de leurs vertus sociales. Par une suite de ce principe , un célibataire , un homme marié , ou qui n'aura point établi d'enfans , ou qui n'en aura point , ne toucheront jamais aucune de ces pensions , dont voici le tableau. Pour le premier grade , 600 liv. ; pour le second , 1200 liv. ; pour le troisieme , 1800 liv. ; pour le quatrieme , 2400 liv. ; pour le cinquieme , 3000 liv. ; pour le fixieme , 3600 livres. ( Ces pensions , purement honorifiques , n'empêcheront point les Chevaliers de toucher les émolumens de leurs charges ou emplois , soit militaires , soit civils ).

LIX. Assemblée dudit Ordre. La dignité de Grand-Maître de l'Ordre national , sera de droit dévolue au Prince ; & dans les Républiques , au premier Magistrat en exercice. Il y aura une promotion par an , par ex. la veille de la fête patronale de la Nation ; elle sera faite par le Grand-Maître , ou par des Dignitaires de l'Ordre , délégués par lui à ce sujet , & à l'issue d'une assemblée des Chevaliers de l'Ordre ; assemblée qui se tiendra non-seulement dans la Capitale de l'Empire , mais encore dans chaque Capitale de Province , étant présidée par le plus grand , le plus ancien Dignitaire de l'Ordre , toutes les fois que le Grand-Maître n'aura pas nommé un Président d'office. Dans ces assemblées , on rappellera les services des Chevaliers morts pendant l'année ; on dressera une liste de ceux qui auront droit aux pensions honorifiques ; & les comités provinciaux se chargeront de les faire payer par les comités intermédiaires , dans le district desquels habiteront lesdits Chevaliers.

Outre cette marque de confiance , les comités des

revenus publics, en recevront une autre encore plus précieuse; c'est qu'ils auront droit d'envoyer un de leurs membres, soit Chevalier ou non, pour assister aux assemblées de l'Ordre, & y faire connaître les citoyens de leur canton dignes d'aspirer aux grades de l'Ordre national. Les Bureaux des ressources sociales partageront cette dernière prérogative, & il sera arrêté à ce sujet, premièrement, que les bureaux & comités provinciaux enverront chacun un Député auxdites assemblées. (Si les bureaux & les comités ne formoient qu'un corps, ils en enverroient deux, N<sup>o</sup> LVI). Secondement, que les bureaux & comités intermédiaires d'un même district, enverront ledit Député à tour de rôle, c'est-à-dire, chacun, de deux en deux ans, après avoir tenu, pour cet objet, une assemblée composée de ces deux corps d'Officiers publics, & présidée alternativement par celui qui fournira le Député en question. Les instructions des Députés seront examinées par l'assemblée, qui se chargera d'obtenir du Grand-Maître l'ordre de nommer, à l'assemblée suivante, les Chevaliers désignés; bien entendu que les preuves des faits allégués auront été jugées péremptoires, ou bien qu'on aura pris les mesures convenables pour les faire vérifier avant l'époque de la nomination.

Le petit détail, dans lequel je viens d'entrer, me paroît suffisant pour faire comprendre dans quel esprit doivent être formés les nouveaux Ordres de Chevalerie. J'aime à croire que cette innovation seroit propre à produire toutes sortes d'avantages, & qu'il n'en sauroit résulter aucun inconvénient, ni pour les Princes, ni pour les Sujets, ni pour aucun ordre de citoyens, dans quelque Gouverne-

LX.  
Résumé  
succinct  
des quatre  
Moyens  
proposés.

ment que ce puisse être. L'exemple de la Russie, où l'on a créé, ces années dernières, un Ordre approchant de celui proposé, les nobles efforts de plusieurs autres Gouvernemens pour inspirer le patriotisme, sont à mes yeux un garant certain de l'heureuse révolution qui se prépare à cet égard. En attendant, rappelons-nous en deux mots l'espace que nous avons déjà parcouru dans cette seconde Partie. D'un côté, nous avons indiqué aux Peuples des moyens de jouir d'une agriculture florissante, d'assurer au commerce le regne de la bonne foi, une liberté, une sûreté, une facilité raisonnées, & de se procurer tous les revenus publics nécessaires, sans nuire à ces diverses branches de prospérité nationale ; de l'autre, nous avons appris à diminuer, sans injustice, les causes de l'excessive inégalité des richesses, à en prévenir les funestes effets, soit en secourant les indigens ( *q* ), soit en dirigeant, vers le bien public, les grandes richesses. Ce sont-là, sans doute, les réformes dont nous avons dû d'abord nous occuper, comme pouvant être exécutées au milieu même du conflit de toutes les passions humaines, comme pouvant préparer la voie à de plus essentielles encore. Mais à de grands maux il faut de grands remèdes ; & les traitemens qui suffiroient pour dissiper les infirmités d'une personne bien constituée, seront insuffisans, s'ils sont administrés à un malade, dont la masse du sang soit menacée d'une entière corruption. Or, tel est à peu près le malade que nous avons ici à

---

( *q* ) Je crois que l'addition au premier Moyen pourra être lue avec fruit, à la fin de cet alinéa, sauf à la parcourir de nouveau, avant de passer aux autres Réponses Académiques.

traiter ; car , qui ne gémiroit , hélas ! qui ne gémiroit sur le triste sort de l'espece humaine ? qui ne trembleroit sur-tout pour la destinée des générations à venir , en voyant le funeste esprit d'irreligion qui se glisse aujourd'hui de toutes parts , dans toutes les conditions , dans tous les pays ? soit parce que les Peuples , privés d'instructions solides , avalent sans défiance le poison renfermé dans une foule de Livres scandaleux , soit parce qu'ils se trouvent pervertis par le mauvais exemple des gens riches , des commerçans , à qui nous avons vu que l'intolérance réciproque des Communions chrétiennes devoit inspirer du mépris pour tout ce qui leur paroît se rapporter à la religion de leurs peres , & par conséquent , pour les principes les plus immuables de la loi naturelle , qu'ils mettent de pair avec les superstitions de l'ignorance & de l'intérêt ? O vous , Être tout-puissant ! dont la bonté envers l'homme est si inépuisable , qui faites lever votre soleil pour les bons comme pour les méchans ! daignez , Seigneur , daignez en ce moment jeter un nouveau regard de commisération sur les pauvres humains ! Parlez , Ô Pere des lumieres ! & les Princes , que déjà , dans votre miséricorde , vous avez si libéralement donnés aux nations chrétiennes , fidelles à votre voix toute-puissante , dociles à vos bénignes inspirations , vont tous , d'un zèle unanime , profiter des premieres bénédictions de la paix , pour faire rendre à votre souveraine & ineffable grandeur , le tribut d'adorations qui lui est dû , pour fixer à jamais l'attention des hommes sur leur vrai & solide bonheur , sur les rapports admirables de la créature avec vous , Ô le Créateur , le modérateur suprême de tout ce vaste univers !

---

## QUATRIEME MOYEN.

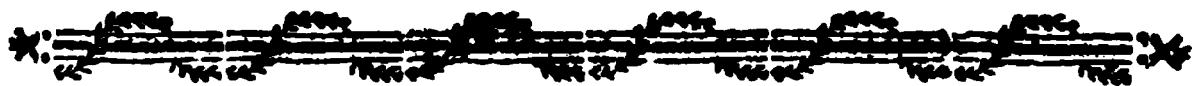
*Puise dans la législation politique.*

---

Numéros.	Pages.
LI. . . .	<b>I</b> Nconvéniens attachés à l'esprit de commerce , . 131
LII.	Moyen de les détruire , . . . . 133
LIII.	Méthode de percevoir les deniers publics , . . . 135
LIV.	Avantages de cette méthode, employés d'après notre législation financière. ( Thermometre politique ), 138
LV.	Prerogatives accordées aux Officiers des Revenus publics, . . . . . 139
LVI.	Observations à ce sujet , . . . . 140
LVII.	Maniere & nécessité d'empêcher l'esprit d'intérêt pé- cuniaire de faire aspirer aux Charges des Emplois de l'Etat , . . . . . 142
LVIII.	Idée d'un nouvel Ordre de Chevalerie , . . . . 144
LIX.	Assemblées dudit Ordre, . . . . . 150
LX.	Résumé succinct des quatre Moyens proposés, . . 151







## ADDITION

### AU PREMIER MOYEN, N° XIII.

TOUTES les loix destinées à régir le monde social, doivent, selon nous, être enchaînées entr'elles, comme le sont les loix qui régissent le monde physique. C'est, ce semble, le seul moyen de les faire jouir du noble concert, de la douce harmonie, de la correspondance admirable, qui éclatent de toutes parts dans ces dernières. Ainsi dans chacun des *Moyens* que nous avons à parcourir, par *ex.* en tâchant d'extirper la mendicité, il faudra en même temps avoir sans cesse présents à l'esprit les divers besoins des Nations commerçantes, soit pour y subvenir dans toutes les occasions, soit pour éviter de proposer des réformes incapables d'entrer en liaison, de faire corps, avec les divers matériaux du nouveau Code.

CXXX.  
Principes  
généraux  
en fait de  
législation.

Nous ferons - nous en conséquence un devoir de motiver toutes nos assertions, soit accessoires, soit propres à chaque objet particulier ? — Le principal but de toute loi, c'est de rendre les hommes plus heureux, meilleurs qu'ils ne le seroient sans son secours. Donc puisque les supposer méchants, ce seroit travailler à les rendre tels, il faut toujours les supposer bons. Mais cette supposition n'est praticable que dans l'énoncé, dans les motifs, dans le préambule des loix : dans leurs effets prévus, ces mêmes loix doivent, au contraire, supposer que l'homme est méchant, & être combinées de manière à

l'empêcher de devenir tel , ou de l'être impunément. Or, cette double considération , jointe au respect dû à nos illustres Lecteurs , au desir que nous avons d'abréger , est cause que nous glisserons assez légèrement sur une multitude d'innovations. Ce sera à la réflexion à faire découvrir les motifs de notre silence , de nos assertions , & à faire prononcer sur leur plus ou moins de validité.

Ces principes conviennent , comme on voit , à toutes les bonnes législations possibles , quels que puissent être les besoins nationaux auxquels il s'agit de subvenir. J'ai cru qu'il ne seroit pas inutile de les indiquer au moins une fois ; mais du reste , c'est lorsqu'on imprimera le nouveau Code , comme faisant partie de la confédération chrétienne , qu'il faudra sur-tout s'efforcer de les mettre en usage ; car ici je pourrai m'en écarter quelquefois , sans que cela tire nullement à conséquence , cet Ouvrage n'étant , à proprement parler , qu'un essai rédigé à la hâte , destiné seulement à fixer l'attention des Souverains , des Savans , de tous les gens de bien , sur une matière qui , dans les circonstances présentes , nous a paru de la dernière importance pour la prospérité des Peuples commerçans , & pour le bonheur même de tout le genre humain.

CXXXI.      Cela posé , revenons à notre sujet , d'abord  
Sources de revenu pour les Bureaux des ressources sociales.      puisque la diversité d'industrie , de talens , &c. rend les besoins de l'indigence à peu près intarissables , la société doit pourvoir à cet inconvénient , tantôt en préparant aux pauvres des emplois , des débouchés avantageux ; tantôt en fondant des revenus de leur nature intarissables , renaissans , pour ainsi dire , de leurs propres cendres.... On sent

que ces grands moyens ne peuvent qu'être liés à différentes branches de la nouvelle législation. Il ne dépend point de nous de les placer sous cet article ; mais notre but sera rempli, si dispersés dans le corps de cet Ouvrage, ils concourent à former un ensemble régulier, un tout majestueux facile à saisir, agréable à contempler, dès qu'on aura remarqué les diverses parties qui le composent. En attendant, voici, en peu de mots, les sources de revenu que les bureaux de charité pourront se procurer, même dans l'état présent des choses.

-- 1°. Il y aura des tronc pour les pauvres, dans toutes les églises, 2°. dans les salles de spectacle, 3°. aux divers marchés & places publiques, arrangés dans l'intérieur d'une maison à la manière des boîtes à lettre. Ils seront chacun fermés à quatre clefs différentes, dont deux entre les mains des administrateurs, & les deux autres, entre celles de deux notables, choisis parmi les nouveaux mariés de l'année, ou parmi les douze plus jeunes mariés de la paroisse. Ils ne s'ouvriront qu'à certaines époques, publiquement & avec toutes les formalités convenables. Nous les croyons suffisans, & d'ailleurs très-commodes pour les personnes qui voudront faire des aumônes ou secrètes, ou secrètes - visibles. Le bureau inscrira, sur un catalogue particulier, le don & le nom de tous les bienfaiteurs, qui, pour l'édification de leurs concitoyens, s'adresseront directement & ouvertement à lui. En outre, il sera fait, de temps à autre, le premier dimanche, par exemple, de chaque mois, une quête générale chez les principaux paroissiens. Les personnes chargées de la faire auront été nommées publiquement au prône...

Elles recevront les aumônes , non-seulement en argent , mais encore en meubles , vêtemens , denrées & choses quelconques , qui peuvent servir à un ménage ou à des ateliers ; observant d'écrire sur le catalogue le don & le nom de tous les paroissiens qui seront bien aises de donner à leur prochain cet exemple de charité fraternelle.

-- A ces quatre moyens généraux , nous en joindrons un autre , particulier précisément aux Nations , qui en ont le plus de besoin : savoir , la permission de réunir aux bureaux de charité , des canonicats , des bénéfices quelconques à simple tonsure , des maisons religieuses supprimées ou désertées , c'est-à-dire , la permission de faire rentrer ( à son gré ) , dans le patrimoine des pauvres , une légère partie des biens immenses qui leur ont été originairement destinés. Pour concevoir de plus en plus la justice d'une telle permission & réunion , il faut , d'une part , réfléchir sur l'usage qui a été fait jusqu'ici de la plupart des couvens supprimés , & de l'autre , se rappeler que , suivant les réglemens de plusieurs Souverains Pontifes , les canons d'une infinité de conciles , &c. le quart de tous les biens ecclésiastiques appartient aux pauvres ; & que plusieurs hôpitaux , asyles , léproseries & autres lieux consacrés d'abord aux pauvres , ont été peu à peu engloutis par différens Ordres religieux , ou convertis en riches bénéfices.

Si l'on craignoit que la charité des chanoines n'éteignît insensiblement la plupart des Chapitres , on n'aura qu'à borner le nombre des canonicats , qui pourront être ainsi démembrés du même Chapitre , à une certaine partie aliquote , à un quart par exemple ; ou bien encore qu'à statuer

simplement, en donnant cette permission, que les Chapitres des Métropoles & des Cathédrales ne pourront être réduits au-dessous de douze canonicats ou prébendes. — Il est inutile d'ajouter que les bénéfices réunis au patrimoine des pauvres, continueront de payer les décimes qui seroient payées par des titulaires ordinaires.

(Les législations religieuse & financière convertiront par la suite cette dernière pratique en simple pièce d'emprunt, s'il est permis de s'exprimer ainsi).

Suivant ce qui a été dit au N<sup>o</sup> XIII, les divers fonds des ressources sociales seront destinés à secourir les pauvres, ou sans travail, ou hors d'état de travailler, ou qui ne peuvent, par leur travail, gagner de quoi s'entretenir eux & leur nombreuse famille. Il est clair qu'en les supposant suffisans pour cet objet, ils le feront en même temps pour détruire *la nécessité* de l'indigence. Mais il n'est pas moins évident, que pour extirper avec succès l'indigence, pour se mettre à jamais à l'abri de ses suites dangereuses, il faut de plus en extirper les autres causes quelconques. Ainsi, puisque le goût de l'oisiveté plonge aussi une foule de pauvres dans la misère, il faut s'efforcer de déraciner cette autre funeste cause de malheurs publics & particuliers, soit en lui ravissant les avantages dont elle jouit malheureusement dans plusieurs Etats, soit en empêchant d'en contracter la cruelle habitude, soit en inspirant la vertu contraire (le goût du travail), & par l'éducation & instruction publiques, & par l'ensemble de la nouvelle législation.

Les avantages de l'oisiveté proviennent d'une

CXXXII.  
Nécessité  
& manière  
de détruire  
à la fois  
toutes les  
funestes  
causes de  
l'indigen-  
ce.

charité mal ordonnée , des aumônes faites aux mendians de tout âge , de tout sexe , de tout pays. . . . C'est ici , pour certains Chrétiens routiniers , un préjugé *religieux* , qui ne sauroit être détruit par de simples Ordonnances , ou du moins l'être avec un plein succès & sans quelque espece de scandale. Cette considération nous porte à croire qu'il faudra suivre à peu près la marche suivante. Les pasteurs annonceront d'abord , à la suite de leurs instructions , les établissemens ordonnés pour procurer à tous les pauvres , des ressources qui leur ont été inconnues jusqu'à présent , & pour prévenir , par ce moyen , la douleur de les voir périr de misère , ou se précipiter dans un genre de vie criminelle , suivi d'une mort infâme , d'un avenir encore plus malheureux. . . En même temps , ils s'efforceront d'inspirer à leurs paroissiens une aversion salutaire pour le vil métier de mendiant , le leur représentant comme une école de vol , de meurtre , de crimes de toutes especes , comme un état qu'ils ne peuvent embrasser sans s'exposer à passer pour des brigands , des scélérats , à périr un jour ignominieusement par la main d'un Bourreau. Et combien de funestes exemples à citer pour produire ce bon effet ? Après ces préparatifs , il les avertira que l'amour du bien public , les loix d'une piété éclairée , d'une charité bien ordonnée , l'obligeront dès ce jour , à ne plus rien donner à qui que ce soit , suivant l'ancienne méthode , mais toujours suivant quelque une des manieres prescrites par le Gouvernement ( N° CXXXII ) ; que pour les mêmes raisons , toutes les personnes charitables sont obligées de suivre en cela son exemple , & que d'ailleurs l'intention du Gouvernement est ,  
qu'à

qu'à l'avenir, on enchaîne, dans des maisons de travail forcé, quiconque, au mépris de ses ordres, & sans égard à sa bonté paternelle, oseroit faire un métier reconnu préjudiciable au bien des Peuples, contraire au bonheur qu'il veut leur procurer. La même conduite sera pratiquée, tout à la fois, dans les diverses Eglises, dans les dépôts d'enfans trouvés, dans tous les asyles des pauvres. Il n'est pas douteux qu'en faisant ainsi concourir l'autorité & la persuasion, les sages ordonnances *du Prince* & les touchantes exhortations des Ministres de l'Eglise, on viendra aisément à bout de détruire les avantages & l'habitude de l'oïveté, de tarir la source de la mendicité, d'éliminer de par-tout les fainéans, les vagabonds, les perturbateurs, en tout genre, de la tranquillité publique. Nous reviendrons ailleurs sur les puissans moyens d'inspirer le goût du travail, & le respect convenable pour toutes les especes d'occupations nécessaires à des Nations agricoles-commerçantes. Il suffira d'observer ici que c'est-là un besoin essentiel à remplir dans la nouvelle organisation des sociétés, qui forment l'objet de cet Ouvrage. Le premier besoin à remplir en ce moment, c'est de détruire la nécessité de l'indigence, d'en prévenir les suites funestes, en la prévenant elle-même, c'est-à-dire, en secourant tous les pauvres, qui sont exposés à en devenir la triste proie.

La double indication qui se présente à ce sujet, c'est de connoître tous ces infortunés & de les secourir tous, *sans abus notables*, à peu près suivant les principes exposés au N° XIII. En conséquence on les distribuera d'abord en différentes classes, par exemple, en fix, plaçant :

CXXXIV.  
Premier  
aperçu  
sur la méthode de  
connoître  
les vrais

pauvres, &  
de les se-  
courir sans  
abus nota-  
ble.

*Dans la premiere*, les désœuvrés, soit réellement  
faute de travail, soit faute de bonne volonté.

*Dans la deuxième*, ceux qui par une vie labo-  
rieuse ne gagnent point de quoi s'entretenir eux  
& leur famille.

*Dans la troisième*, ceux que des événemens  
malheureux réduisent fortuitement à la misère.

*Dans la quatrième*, les vieillards, les estropiés  
& autres invalides & demi-invalides quelconques.

*Dans la cinquième*, les Orphelins & les Enfants  
trouvés.

*Dans la sixième* enfin, les malades.

En second lieu, on s'imposera l'obligation de  
traiter chacune de ces classes, d'après des réglemens  
& une méthode, propres à procurer un juste soulage-  
ment, sans exciter à la paresse ou à l'insouciance,  
sans porter préjudice au Corps social, ni directe-  
ment, ni indirectement. Un tel succès ne peut être  
produit que par l'ensemble, par le concours de deux  
sortes de réglemens, dont les uns relatifs à chaque  
classe de pauvres, & les autres relatifs au choix  
& à toutes les fonctions des Administrateurs. Nous  
allons essayer de donner une idée des uns & des  
autres, nous efforçant de découvrir de temps à autre,  
quelques-uns de ces points de vue agréables, qui  
délassent le Voyageur hors d'haleine, raniment son  
courage, le soutiennent jusqu'au bout d'une longue  
& pénible course.

Première  
classe de  
pauvres ;  
savoir, les  
désœuvrés,  
soit réel-  
lement  
faute de

Cette classe comprend deux sortes de désœuvrés  
dont la différence est naturellement difficile à saisir.  
C'est à la sagesse des loix à la rendre ou palpable,  
ou incapable de nuire. Si ces pauvres se bornent  
à demander de l'occupation, & que le Bureau  
paroissial en ait à donner, ils en recevront pure-



ment & simplement , sans avance ni retenue. Si ce Bureau n'a pas moyen de les occuper , il les adressera au Bureau intermédiaire , qui , sur leur certificat , les placera dans ses maisons de travail. Ce certificat donné , signé , paraphé par le Bureau paroissial , contiendra leur nom , leur âge & une espèce de signalement. S'ils sont mariés , on l'accompagnera quelquefois de l'argent nécessaire pour le voyage , de quelques chemises , d'une veste , d'une culote , &c. bien entendu qu'au retour ils rendront cet argent & paieront la valeur (convenue) des effets reçus , soit tout-à-la-fois , soit à différens termes : les Célibataires n'auront point droit à cette petite faveur. En outre , dans les maisons de travail , on retiendra sur le salaire des uns & des autres une partie du salaire ordinaire , le vingtième par exemple , tout au plus , & le cinquantième , tout au moins ; retenue qui sera fixée par le Bureau paroissial , & au seul profit du Bureau intermédiaire. Par-là on intéressera tout homme dispos , à se procurer lui-même de la besogne sans songer à ravir aux Bureaux de charité des ressources destinées aux vrais pauvres.

Si les pauvres en question demandent & du travail , & des secours pécuniaires (autres que les petites avances mentionnées) , on leur accordera le premier objet , & on leur refusera le second ; à moins qu'ils ne fussent peres de familles : car nul ouvrier en santé , qui mene une vie laborieuse , ne sauroit manquer de gagner sa subsistance. Ce malheur ne peut arriver qu'à des Chefs de famille , surchargés de jeunes enfans. Ceux dont les enfans sont assez grands pour travailler , ne peuvent demander que de l'ouvrage ; & ils ne doivent l'obtenir qu'aux conditions précédentes

relatives aux mariés. Les Chefs d'une jeune & nombreuse famille peuvent donc seuls faire exception à la règle établie. Aussi forment-ils une autre classe de pauvres.

Deuxieme  
classe de  
pauvres ,  
savoir ,  
ceux qui  
par une vie  
laborieu-  
se , ne ga-  
gnent pas  
de quoi  
s'entrete-  
nir eux &  
leur famil-  
le.

Quoique leur paresse ne soit pas naturellement si à craindre que dans la premiere classe , il fera néanmoins essentiel d'être encore en garde contre ce fléau des Sociétés civilisées. Ainsi, lorsqu'un Chef de famille demandera du secours aux Bureaux paroissiaux , ceux-ci exigeront d'abord , qu'il fasse connoître la nature , le produit de ses occupations ; ensuite , ils lui accorderont des secours proportionnés , & à ses besoins & au produit , tant de son travail que de celui de sa petite famille. Pour remplir la dernière de ces deux importantes conditions , on accordera , durant le temps convenable , non des secours fixés & évalués , mais des secours augmentables par les labeurs des gens secourus , des secours formant une partie aliquote du produit du travail dont il s'agit , comme la moitié en sus , le double , le triple , &c. les augmentations de dépenses que cette méthode occasionnera , seront compensées par l'avantage social d'accoutumer peu à peu au travail toutes les pauvres familles. D'ailleurs les excès seront faciles à prévenir , en promettant les secours en question , pour un moindre espace de temps , qu'ils ne seront absolument nécessaires , & remplissant ces vuides par les augmentations de secours promises à raison de l'augmentation d'ouvrage. A cet effet il suffira de régler qu'une partie desdites augmentations , ( la moitié par exemple , & jamais davantage ) , ne sera payée qu'après un certain terme & en tant de portions. Ainsi , par exemple , une famille pauvre & laborieuse gagne par semaine 6 livres ; il lui en faut 12 en toute

rigueur ; au lieu de lui accorder purement & simplement 6 livres par semaine , on lui adjugera une somme égale au produit de son travail. Si cette pauvre famille ne passe pas pour laborieuse , le secours en question lui sera accordé en cette manière : supposé qu'il lui soit nécessaire pendant six semaines , on le lui assurera pour les cinq premières , y ajoutant cet avis. = A la fin de chaque semaine , nous retiendrons un quart des secours que votre travail vous aura mérité , d'après la présente promesse ; & à la sixième semaine , nous vous remettrons la somme de ces petites retenues. =

Si le pere de famille est reconnu dissipateur , il sera mandé par le Bureau , admonété en pleine assemblée , averti que dès ce jour il n'aura plus lui-même l'administration des secours adjugés , lesquels seront tous convertis en denrées , meubles , &c. & donnés à sa famille immédiatement. S'il rend cette correction inutile , si par son désœuvrement ou par d'autres fautes il plonge & fait gémir dans la misère son infortunée famille ; alors il sera cité au Tribunal compétent , pour s'y voir condamné à passer dans les maisons de travail forcé le temps nécessaire à son entière correction. Le Bureau veillera sur le reste de la famille , qui profitera seule des gages de son chef renfermé. Lorsqu'il y aura des biens-fonds , si la chose est nécessaire , il les fera cultiver par les pauvres de la paroisse. Si ces biens se trouvent grevés de dettes , il se chargera de les payer , par *ex.* , dans cinq ans , en dix paiemens égaux , bien entendu qu'il continuera de faire valoir lesdits biens jusqu'à l'entier recouvrement de ses avances. Cette méthode pourra être employée avec succès toutes les fois qu'un débiteur propriétaire se trouvera privé de sa liberté , ou même

retranché pour toujours du corps social. Elle sera encore praticable en faveur des familles orphelines , & des pauvres quelconques , que de mauvaises récoltes , des événemens fâcheux réduisent fortuitement à la misère.

Arrêtons-nous un moment sur cette espèce de secours , ( le paiement des dettes. ) Ne sera-t-il jamais accordé gratis ? Sera-t-il accordé indistinctement à tout le monde ? — Premièrement , il sera accordé indistinctement à tous ceux dont les biens-fonds pourront répondre des dettes à payer , à ceux encore qui présenteront des cautions suffisantes. Secondement , il ne sera jamais accordé gratis , parce qu'il pourroit alors encourager à contracter des dettes ; mais il deviendra quelquefois gratuit à la mort des personnes renfermées ; savoir , lorsqu'elles laisseront une jeune & nombreuse famille. Dans ce cas , si le chef mort est jugé par le Bureau paroissial avoir mené une vie laborieuse & irréprochable , le secours sera déclaré gratuit irrévocablement. Si au contraire le mort n'est pas jugé favorablement , ou si le secours en question est accordé à une famille privée de son chef , dans ces deux cas il sera déclaré gratuit conditionnellement , c'est-à-dire , pourvu que les enfans mènent une vie sage & laborieuse. En conséquence , au bout de 10 à 20 ans , ils seront jugés définitivement ; savoir , ou déchargés de toute obligation relative aux dettes payées pour eux , ou déclarés tenus de rembourser , dans un certain temps , & en tant de paiemens , les sommes avancées pour leur conserver les biens de la famille. C'est donc dans ce dernier objet que consistera , à proprement parler , le service en question considéré en lui-même. Il est inutile de faire observer l'heureux effet des mo-

difications , de l'extension que nous venons de lui assigner.

Comme le secours précédent dépendra toujours du bon plaisir des créanciers , & que d'ailleurs il sera de sa nature un peu tardif , restreint à certains cas particuliers ; il est nécessaire d'en indiquer un autre , & plus prompt & plus général , en faveur de tous les pauvres , de ceux sur-tout que de mauvaises récoltes , des malheurs imprévus quelconques plongent fortuitement dans la misère. Pour cet effet il ne s'agit que de convertir les caisses des Bureaux *en Monts-de-Piété* , & de réserver cette ressource aux indigens. Or , d'abord , telles seront les loix de ces caisses d'emprunt ; on y prêtera les quatre cinquièmes de la valeur des effets d'or & d'argent , des propriétés foncières , & les trois cinquièmes de la valeur de tout autre objet , moyennant un denier par livre de prise à l'instant du prêt , & deux deniers par livre & par mois , payés au moment que les effets hypothéqués seront retirés ou vendus. Dans chaque pays , on conviendra du temps que les divers effets pourront rester en dépôt. Au Mont-de-Piété de Paris , qui retire le même intérêt que celui qu'on vient de voir , ce temps est fixé à une année. C'est , comme on voit , un moyen efficace d'empêcher que les emprunteurs n'épuisent pour long-temps cette ressource : pour les empêcher encore de l'épuiser à leur gré & tout-à-coup , il sera convenu que nul Caissier ne pourra prêter au-delà des deux tiers du fond , dont il se trouvera nanti à chaque assemblée des Administrateurs ; & que tout emprunt fait par la même personne ou dans l'espace de douze mois ou tout à la fois , & excédant une certaine

Troisième  
classe de  
pauvres ,  
les mal-  
heureux  
par cas  
fortuit.

somme, par *ex.*, la somme de dix pistoles, paiera pour cet excédent un double droit de prise à l'instant du prêt ; un triple droit, si la somme est au-dessus de trente pistoles ; un quadruple, si elle est au-dessus de quarante, & ainsi de suite. Si l'on soumet aux mêmes réglemens, au même intérêt le secours du paiement de dettes, indiqué dans la seconde classe de pauvres, il en résultera que les fonds pécuniaires des Bureaux de charité seront, comme ils doivent, à peu près exclusivement destinés aux vrais pauvres. ( Nous proposerons ailleurs une caisse d'emprunt plus proportionnée aux besoins généraux d'un Peuple commerçant. )  
( N<sup>o</sup> 106. )

Quatrième  
classe, les  
vieillards,  
les estro-  
piés & au-  
tres inva-  
lides &  
demi-in-  
valides  
quelcon-  
ques.

Les vieillards incapables de tout travail, tous les vrais *invalides* seront secourus en l'une de ces deux manières ; ou ils seront confiés à des particuliers, qui, moyennant une modique pension, se chargeront de tout leur entretien ; ou ils recevront chez eux une petite pension, dont la plus grande partie en denrées & provisions, toujours tellement bornée aux vrais besoins, qu'elle ne pourra en aucun cas excéder pour chaque jour la valeur, par *ex.* de cinq sols. Les invalides distingués par leur vie laborieuse, par leur sage conduite, participeront à cette ressource & plus aisément & plus abondamment, que tous les autres de la même classe. Ceux qui auront au contraire passé leur vie dans le jeu, l'ivrognerie, le libertinage, l'oïveté, &c. recevront des secours très-exigus, & tant soit peu au-dessous même du vrai nécessaire. Ces derniers réglemens, relatifs aux bonnes mœurs, seront aussi observés vis-à-vis des demi-invalides. En outre on les placera ou chez

des particuliers , ou dans des maisons de travail , ou on leur fournira chez eux une petite pension proportionnée à leurs besoins , & de plus à leur diligence , au moyen de la méthode indiquée dans la seconde classe de pauvres. Dans cette même vue on leur procurera , par ex. des outils , des métiers pour les divers ouvrages en laine , pour la soie , le coton , &c. Ensuite on excitera leur industrie , leur diligence , tantôt en leur donnant des matières premières à ouvrir , avec promesse d'acheter leur ouvrage à un prix réglé sur leurs forces & sur leurs besoins ; tantôt en leur promettant des prix pour des ouvrages déterminés , achevés dans un temps déterminé aussi....

Les orphelins & les enfans trouvés , déjà hors de nourrice , seront mis , les uns chez des artisans , les autres chez des manufacturiers , la plupart chez de bons laboureurs , qui se chargeront de les garder jusqu'à un certain âge , de leur donner leur profession & la même éducation qu'à leurs propres enfans. Toutes les fois que la chose sera possible , les nourrices prendront aux mêmes conditions leurs petits , dont elles seront ainsi intéressées à avoir plus de soin. On confiera ces divers élèves , tantôt pour tout le temps nécessaire à un entier dédommagement en travail , tantôt seulement pour quelques années , moyennant une modique pension payée chaque mois. Lorsqu'ils ne seront pas placés sur la Paroisse , leur pension ne sera payée que sur un certificat du Bureau de la Paroisse où ils se trouveront : certificat qui attestera leur vie , leur état ou progrès.

Cinquieme  
classe , les  
orphelins ,  
les enfans  
trouvés.

Dans chaque Bureau paroissial , sur-tout dans ceux des Villes , une Sage-Femme , également pru-

dente & éclairée , & un Chirurgien-Accoucheur, auront , sous son inspection & à leur disposition , quelques lits , où ils recevront , dans le plus grand secret & d'une manière convenable , les personnes du sexe qui voudront y aller accoucher. On leur laissera la liberté de donner quelque dédommagement ou rien du tout , de marquer ou de ne pas marquer les malheureux fruits de leur libertinage. Chaque Bureau paroissial informera le Bureau intermédiaire des nourrices de service non employées dans sa Paroisse , & lui en demandera au contraire dans le besoin. Par ce moyen les enfans trouvés seront soignés plus promptement , & on ne les exposera plus à périr aux portes d'un Temple , d'une maison , ou victimes de la cupidité des barbares chargés de leur transport. D'autre part , élevés chez des particuliers , ils apprendront à se tirer d'affaires dans mille circonstances de la vie , à devenir utiles à la société , bons peres , bonnes meres de famille. On livrera aux arts sédentaires ceux d'une foible constitution. Les robustes au contraire seront réservés pour les diverses branches de l'agriculture , pour les arts & métiers qui exigent des forces. Les uns nourris sur l'eau , exercés de bonne heure aux fonctions de mousse , &c. formeront une pépiniere de matelots habiles : les autres deviendront des ouvriers importants pour le service du génie & de l'artillerie. D'autres seront exercés à la discipline , aux jeux , aux exercices , aux campemens militaires. Ceux-ci seront instruits de diverses professions : ceux-là d'une multitude d'autres. Tous seront accoutumés au travail , & disposés à exécuter les ordres de la Nation comme ceux de leur mere nourriciere. Par conséquent , lorsque cette mere bienfaisante vou-



dra former quelques-uns des établissemens dont il est parlé dans le septieme moyen, ( Nos 117-123, ) les enfans adoptifs, *les enfans de l'Etat*, lui fourniront l'ensemble des choses nécessaires à ce nouvel accroissement de population, de force, de prospérité en tout genre. Nos vues sur ce sujet se trouveront exposées ailleurs, ainsi que celles concernant l'éducation. En attendant, on voit que, dans notre système, les enfans trouvés ne seront plus le rebut de la société, des êtres informes destinés à en détruire l'harmonie, le bon ordre ; mais que traités en enfans de l'Etat, ils en deviendront de vrais membres. On verra dans peu ce qui regarde leur mariage.

Aujourd'hui la misere, le désespoir portent seuls, d'ordinaire, les peres & meres à *exposer* les tristes fruits de leur union. Dans la suite le bien-être des enfans de l'Etat pourra seul produire le même effet. Or, dans la vue de prévenir ici tout excès, de fortifier les liens du nœud conjugal, & d'encourager les parens à se livrer aux soins de la premiere éducation, il sera réglé, que ceux qui ne rendront leurs enfans, enfans de l'Etat, qu'après leur quatrieme année révolue, pourront les retirer quand ils voudront, sans rien payer, & sous la simple obligation ; tout au plus, du premier engagement militaire proposé dans le septieme moyen ; tandis que tous les autres enfans de l'Etat ne pourront être rendus à leurs parens que moyennant la même obligation au moins, & de plus moyennant le déboursé de leurs dépenses annuelles, évalué un peu plus grassément..... Du reste, les secours assurés aux pauvres & nombreuses familles, ( seconde classe de pauvres, ) rendront la premiere partie de ce règlement à peu

près inutile , si ce n'est à l'égard d'un très - petit nombre de parens tout à la fois paresseux & attachés à leurs enfans.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de répondre aux difficultés qu'on pourroit proposer contre les ressources assignées aux libertines. Car , d'une part , ne leur donner aucuns secours , ce seroit les autoriser pour ainsi dire , à n'en avoir aucunement besoin , à joindre l'homicide au libertinage ; & de l'autre , il est évident qu'un Code formé pour subvenir aux besoins actuels des Nations chrétiennes commerçantes , doit offrir des moyens non-seulement de rendre utiles les tristes & abondans (q) fruits du libertinage , mais encore de dessécher peu à peu cette funeste source de malheurs , en inspirant le goût , l'amour des bonnes mœurs ; & en facilitant le mariage , soit par le bien-être des Peuples ; soit par les secours assurés aux pauvres & nombreuses familles , par les égards , les distinctions accordées aux gens mariés , par la honte attachée à la vie célibataire ; soit par la réunion de tous ces puissans mobiles. Ce sont encore là , comme on voit , des besoins essentiels à remplir. Mais le Lecteur comprend sans doute qu'il suffit ici de les observer ; que relatifs à une multitude d'objets , dépendans d'une foule d'autres réformes , ce sera beaucoup qu'ils se trouvent remplis dans la suite de cet Ouvrage ,

---

(q) En. 1670 , il y eut à Paris 312 enfans trouvés. Ce nombre fut de 890 en 1680 , de 1738 en 1700 , de 3150 en 1740 , de 6419 en 1776 , année où les enfans ordinaires naquirent au nombre de 18919. Cette même année , il y eut à Metz 900 enfans exposés. ( Extrait d'un Ouvrage sur la mendicité , imprimé par les soins de l'Académie de Châlons ).

par l'ensemble même des pieces qui formeront la nouvelle organisation des sociétés. En général, ce n'est donc qu'après avoir examiné chacune de ces pieces en particulier, & relativement aux autres, qu'après les avoir toutes comparées entr'elles, qu'il sera possible de désigner celles qui doivent être ou rejetées, ou retouchées, ou employées, telles qu'elles sont, à la construction du nouvel édifice.

Il est bien des malades qui, quoique dans la plus grande indigence, refusent d'aller aux hôpitaux, soit délicatesse, soit crainte de n'y pas trouver des secours proportionnés à leurs besoins, soit attachement pour leur famille, ce qui sans doute est le cas le plus ordinaire. Les tendresses d'un époux, d'une épouse, les attentions compatissantes d'un pere, d'une mere, les touchantes caresses d'une petite troupe d'enfans, les consolations d'un ami, d'un voisin, la vue seule des gens qu'on connoît : voilà quelques-unes des raisons qui font préférer de pauvres chaumières aux superbes édifices élevés à grands frais pour être l'asyle de la misère. Sans entrer dans le détail des divers abus qu'on reproche à ces somptueux magasins d'infortunés, bornons-nous d'abord à conclure qu'il y auroit de l'humanité à secourir dans leur Paroisse le plus de pauvres qu'il seroit possible. D'autre part, la société y gagneroit un très-grand nombre de sujets. Il en circuleroit dans les campagnes plus d'argent, au grand profit de l'agriculture & du commerce. Loin de dépenser davantage, on ne fau-  
Sixieme  
classe de  
pauvres ;  
savoir, les  
malades.

toute espèce. Ajoutez à cela que les hôpitaux actuels sont une pierre d'achoppement pour ceux qui s'y rendent sans difficulté, puisqu'ils ont, pour la plupart, vécu dans l'insouciance, le libertinage, &c. ne songeant jamais à l'avenir, par la raison décisive, selon eux, *que les hôpitaux ne sont pas faits pour les chiens* : Pesez, dis-je, toutes ces raisons ; & vous conviendrez sans peine que si les hôpitaux ont été jusqu'ici les établissemens les moins imparfaits peut-être que l'ignorance des temps, les dévastations de la guerre, les vices, les défauts énormes des sociétés humaines, permissent de former ; il seroit indigne d'un siècle de lumières & de bienfaisance de suivre en aveugle les anciens errements, de ne pas remplacer les vieilles & nuisibles idoles par des monumens, à coup sûr, moins désavantageux.

Ainsi donc, loin de publier par-tout que l'homme n'est que méchanceté, & de supposer par-tout qu'il est la justice, la probité, la vertu même ; disons au contraire que l'homme a reçu en partage des inclinations bienfaisantes, que la pratique des vertus sociales lui est plus agréable, plus utile, plus ordinaire que le goût des voies criminelles ; & supposons par-tout qu'il est foible, dominé par l'intérêt personnel ; donnons-lui par-tout les mêmes loix que si la justice, la vertu, la probité, lui étoient réellement inconnues..... Ainsi, loin de déclamer contre l'ignorance, la cupidité des Médecins, &c. de leur demander des miracles, aidons-les, intéressons-les ( r ) à dissiper leur ignorance,

---

« ( r ) C'est parce que l'homme est foible & susceptible d'être dirigé en mille manières, qu'il a besoin de loix qui

à se livrer avec soin aux pénibles fonctions de leur état, à secourir l'humanité souffrante, dans le riche comme dans le pauvre, sans la moindre acception de personnes. Or voici deux méthodes, dont la pratique nous a paru assez propre à concourir avec la physique moderne, pour opérer peu à peu cette importante régénération.

*Première Méthode*, chaque Bureau paroissial, sur-tout dans les Villes & dans tous les endroits considérables, ou plusieurs à ce associés, (ou du moins chaque Bureau intermédiaire) s'arrangera ainsi avec trois Officiers de santé, (un Médecin, un Chirurgien & un Apothicaire,) réunis en société : on conviendra du prix journalier des malades, observant de le mettre à peu près d'un quart au-dessous de leur dépense journalière, l'un portant l'autre. Je suppose ce prix fixé à 12 sols. En conséquence, si le malade meurt, l'Officier de santé recevra le prix convenu, pour chacun des jours

---

le fortifient & le dirigent dans le sentier de la vertu. Malheur aux Peuples dont la législation met l'intérêt personnel sans cesse en opposition avec l'intérêt public, avec la voie de l'honneur & de l'équité ! Malheur aux Législateurs dont les productions sont marquées à ce coin funeste, à ce caractère infernal ! Malheur à quiconque oseroit publier & approuver une loi, sans s'être assuré qu'elle étoit propre à bien diriger les hommes, sans avoir du moins épuisé à ce sujet, tous les moyens d'assurance qu'il étoit à même de se procurer ! O hommes chargés du pénible soin de gouverner des hommes, de conduire vos semblables ! c'est sur-tout ici que votre ministère me paroît redoutable !... digne du Père des lumières, ou de l'esprit de ténèbres ! . . . émané du ciel, lorsqu'il est rempli dignement ! . . . . vomi des enfers, lorsqu'il sert à favoriser les affections criminelles, à perpétuer le règne du vice, du crime & de la scélératesse ! . . . »

qu'il aura traité le malade. Si le malade est guéri, son Esculape recevra ledit prix convenu, & en outre une gratification réglée par le Bureau, d'après le genre de la maladie, sa gravité, la vigilance & les soins extraordinaires avec lesquels elle aura été traitée. Je crois qu'il sera à propos de prescrire des limites à ces gratifications, de décider qu'elles ne pourront excéder une certaine somme, laquelle, ainsi que le prix journalier des malades, sera variable de 25 en 25 ans, & réglée par chaque Bureau intermédiaire.

En outre pour perfectionner de plus en plus l'art de renouer la trame de nos jours, les Officiers de santé en question seront obligés de publier annuellement le journal des maladies qu'ils auront traitées, depuis l'instant qu'ils auront reçu le malade jusqu'à sa mort, ou à son entier rétablissement. Ces journaux seront envoyés à l'Académie des Médecins du district, laquelle en fera imprimer les morceaux qui pourront devenir utiles, décernera des prix, & fera, des divers Auteurs, la mention jugée la plus convenable. Ceci deviendra sur-tout facile, lorsque les Officiers de santé auront tous été élevés *dans des Ecoles de santé*, d'après les principes d'une éducation raisonnée. ( Nous parlerons encore ailleurs de cet objet, cinquieme Moyen, ) en attendant que nous ayons le loisir de publier le plan d'Education raisonnée & d'Académies nationales, dont nous ferons si souvent mention dans cet Ecrit. Mais quoi qu'il en arrive à cet égard, il est toujours vrai de dire, qu'en intéressant les Médecins, Chirurgiens, &c. à la guérison des malades, à la simplicité des remèdes, on contribuera efficacement & aux progrès de la Médecine, & à la tranquillité, au rétablissement des malades; & que ces  
bons

bons effets seront sur-tout dûs au sage concours des trois Officiers de santé ordinaires vers le même but.

L'intérêt que la Société doit prendre à la santé, à la vie de l'homme, l'oblige, selon nous, de renchérir encore sur ces premières précautions. Ainsi, vu la nécessité de suivre les divers états d'un malade afin de le traiter le plus à propos possible, il sera statué que nul Officier de santé ne pourra se charger à la fois, de plus, par exemple, de cinquante malades. Dans cette supposition, les sociétés de deux ou trois des Officiers désignés, ne pourront en soigner, tout à la fois, que cent ou cent cinquante. Si les besoins d'une Paroisse se trouvent plus considérables, il sera facile d'y subvenir, en multipliant les nouvelles espèces d'Hôpitaux. Si le local permet d'y placer des malades non indigens, ils paieront au moins le double des gratifications & des traitemens mentionnés : dans ces occasions, l'excédent du prix ordinaire sera au profit des Bureaux, à un dixième près, perçu par la salubre Société. On ne pourra y être reçu qu'avec une attestation du Bureau de charité.

Les Ouvriers célibataires faisant partie de la première classe des pauvres, y seront envoyés à condition de supporter eux-mêmes, la moitié des frais de leur traitement, soit au moyen de leurs épargnes, soit par le produit de leurs travaux après leur rétablissement. S'ils y périssent, leurs héritiers, leurs biens & effets seront garans de leur dette; il est inutile de dire que l'autre moitié sera fournie par le Bureau paroissial. Comme cette première méthode de soulager les pauvres malades ne sera pas facile à pratiquer dans les petits endroits; en voici une seconde bonne pour tous les pays, & en

faveur , si l'on veut , de toutes les classes de Citoyens.

**DEUXIEME METHODE.** Chaque Bureau paroissial , soit seul , soit associé à d'autres Bureaux , &c. , s'abonnera avec une Société des trois Officiers de Santé ordinaires , lesquels s'obligeront , moyennant une somme fixe annuelle & une casuelle , de traiter tous les pauvres malades , qui , de son agrément & permission , les appelleront à leur secours. La somme casuelle , resserrée dans des bornes , de même que les gratifications précédentes , ne sera payée qu'après le rétablissement ou la mort du malade ; dans ce malheureux cas , elle sera au moins dix fois plus petite qu'en cas de guérison. Dans tous les cas elle sera réglée dans une assemblée du Bureau , où l'on examinera les soins & la diligence des Esculapes. Les pauvres célibataires dont il a été parlé dans la méthode précédente , fourniront dans celle-ci les trois quarts de la somme casuelle , à cause qu'ils n'entreront pour rien dans le reste du paiement ; si tous les Habitans d'une paroisse veulent participer à ces sortes d'abonnemens , alors on prendra , dans *la caisse des octrois* , (troisième Moyen) au moins la moitié des appointemens fixes ; & les sommes casuelles réglées par le Bureau paroissial , seront payées par chaque particulier ou ses ayans cause. On conçoit que la même paroisse pourra employer tout à la fois , les deux sortes d'abonnemens en question ; la seconde sorte pour les gens aisés , & l'autre pour les pauvres , si souvent exposés à manquer de tout.

En faveur de ces derniers , si la première méthode n'est point praticable en grand , il faudra tâcher d'y suppléer , soit en se procurant quelques lits , ou chez le Chirurgien dont il a été parlé



(cinquieme classe de pauvres), ou chez quelque particulier, ou dans des maisons faisant partie du patrimoine des pauvres; soit en secourant les malades dans leurs propres maisons. A ce dernier effet, outre l'abonnement des Officiers de santé, on leur fournira tantôt des matelas, du linge, tantôt du pain, du bouillon, de la viande, &c.; objets qui seront distribués aux mêmes conditions que les secours assurés aux divers malades, par chacune des deux méthodes exposées.

Or premierement, tous ces secours seront accordés indistinctement à tous les indigens malades, de quelque pays & de quelque religion qu'ils puissent être.

Condi-  
tions aux-  
quelles les  
divers ma-  
lades se-  
ront secou-  
rus.

Deuxiemement, il ne seront jamais entierement gratuits vis-à-vis des célibataires de la premiere classe, ainsi qu'on vient de le voir.

Troisiemement, ils seront au contraire, toujours entierement gratuits en faveur des pauvres de la quatrieme & de la cinquieme classes.

Quatriemement, quant aux autres classes de pauvres, si les Chefs de famille menent une vie laborieuse, ils seront aussi secourus gratuitement. S'ils sont jugés negligens, ivrognes, dissipateurs en quelque maniere que ce soit, dès lors les secours accordés seront fournis aux mêmes remboursemens partiels que pour les célibataires, avec cet avantage pourtant, que si les Chefs de famille meurent, le reste de la famille pourra rendre gratuits les secours en question, tantôt par sa conduite passée, tantôt par un espace de quelques années employées plus sagement & plus laborieusement. (Voyez la troisieme classe des pauvres.)

Nos divers réglemens sur la maniere de secourir

les pauvres de toute espece , ont, comme on voit , constamment pour objet , & d'inspirer le goût du travail , & de favoriser le regne des bonnes mœurs , & d'employer le patrimoine des pauvres suivant sa vraie destination , & de prévenir les abus si ordinaires aux Administrations publiques. Ce sont les mêmes vues qui doivent dicter les réglemens relatifs aux maisons de travail & de correction , ainsi que ceux concernant l'élection , les droits & les devoirs des Administrateurs.

CXXXV.  
Maisons  
de travail  
libre.

On voit d'abord que les maisons de travail en question seront purement des manufactures ou ateliers quelconques , destinés à réserver un débouché aux pauvres non employés ailleurs , & que les Bureaux paroissiaux adresseront alors au Bureau intermédiaire. La retenue proposée dans la premiere classe des pauvres , n'aura lieu pour aucun des autres pauvres , qui pourront être envoyés dans les maisons de travail ; de plus les avances qu'on leur fera , ( de même qu'aux gens mariés de la premiere classe ) , ne seront quelquefois point du tout rendues , ou ne le seront qu'en partie & en différens termes. S'ils ont besoin d'un supplément de travail , soit pour eux-mêmes , soit pour le reste de la famille , il ne pourra leur être accordé que conformément aux principes établis dans la deuxieme classe de pauvres : & en conséquence de temps à autre , chaque semaine par exemple , le Bureau paroissial recevra les profits de leur salaire , ou une assurance à ce relative , afin de régler sur cette donnée variable , la quantité de secours à accorder & déjà fixés dans leur quotité. ( Voyez la seconde classe des pauvres ).

Quant aux maisons de travail elles-mêmes , ( plus

ou moins multipliées , suivant les moyens & les besoins ) il faudra faire en sorte qu'elles offrent dans chaque canton une certaine variété d'occupations faciles , attendu la diversité de force & d'industrie des ouvriers à employer. Ici ce sera une manufacture abandonnée par les Enfants Trouvés , ( cinquieme classe de pauvres ) & où l'on emploiera plus à propos les estropiés , les infirmes , & tous ces demi-invalides , tous ces avortons de la Nature , incapables d'être autrement utiles à la société. Là au contraire , seront établis en plein air , des ateliers , où les jeunes gens , les hommes dispos , formeront peu à peu de bons ouvrages publics sous la direction des Ingénieurs nationaux. Ailleurs on fera cultiver le patrimoine des pauvres avec la bêche , tant pour multiplier le travail , que pour participer aux avantages de cette façon de cultiver. ( Voyez à ce sujet le mot *Bêche* , dans le Cours complet d'Agriculture par l'Abbé Rosier. ) Dans les pays , dans les saisons , où ces ressources manqueront , on occupera certaines compagnies de pauvres à enlever les boues des rues , des grands chemins , & à les transporter , ou chez des acheteurs , ou dans les biens fonds des Bureaux de charité. ( s ) On fera gagner leur pain à un petit nombre d'autres plus foibles , à ramasser les os des rues , des basses-cours , des voiries , &c. , soit pour les brûler mêlés avec du bois , soit pour les convertir en engrais , en les pulvérisant , &c.

---

( s ) « A Geneve , l'enlèvement des boues est une des fermes de la Ville , & qui lui rapporte beaucoup. A Lyon les gens de la Campagne viennent souvent de plus d'une lieue les enlever. »

Si l'on rapproche de ces divers genres d'occupations, ceux indiqués Nos XIII & CXXXIV, on verra que les Bureaux de charité soit paroissiaux ou intermédiaires, auront d'ordinaire des moyens de faire gagner aux divers pauvres, leur subsistance ou la plus grande partie possible ; néanmoins si, dans tout le district d'un Bureau intermédiaire les ressources mentionnées ne se trouvent point en proportion avec les besoins, il y aura d'autres moyens d'y suppléer :

*Premier moyen.* Ledit Bureau s'adressera aux Bureaux intermédiaires circonvoisins, pour obtenir d'eux la promesse d'occuper tant de ses pauvres, de telle & telle espece, & pendant tel temps ; une ressource aussi utile, & aux particuliers & au patrimoine des pauvres en général, devant être facile à obtenir, les permissions & secours dont il s'agit, seront demandés & accordés par les Bureaux intermédiaires, sans que le Bureau, ou les Bureaux provinciaux respectifs y interviennent pour rien.

*Deuxieme moyen.* Il fera marché avec un ou plusieurs Entrepreneurs, lesquels, moyennant une certaine somme, ou la jouissance de certains biens-fonds, de certaines maisons, &c. s'obligeront de faire travailler jusqu'à la concurrence de tel nombre de tels & tels ouvriers, ou même tous les ouvriers qui lui seront présentés en son nom, & de traiter en tout lesdits ouvriers comme les ouvriers ordinaires.

*Troisieme Moyen.* Enfin, si, par impossible, tous ces débouchés se trouvent fermés ou insuffisants, le Bureau n'en fera pas pour cela autorisé à secourir, sans la voie du travail, les divers pauvres capables de travailler : alors, pour achever de mettre en pratique cette importante regle,

QUE NUL HOMME EN ÉTAT DE TRAVAILLER, NE PEUT AVOIR DROIT AUX RESSOURCES DES PAUVRES, AUTREMENT QUE PAR SON TRAVAIL, il fera lui-même entreprendre quelque ouvrage public, observant de préférer celui qui pourra, sans préjudice, être ou abandonné ou poussé fort foiblement, selon les circonstances. Et si la rigueur des saisons, l'intempérie des climats rendent impraticable cet utile expédient, il occupera les pauvres secourus, à pulvériser des pierres calcaires, pour en former un excellent engrais, ou enfin à remuer, à transporter, sous quelque prétexte plausible, des pierres, de la terre, &c. : par-là, offrant sans cesse de l'occupation, & des secours variables avec les labeurs des ouvriers, il prouvera cette autre vérité inséparable de la précédente, & souverainement précieuse à l'état de société; savoir, QUE QUICONQUE TRAVAILLE OU EST DISPOSÉ A TRAVAILLER, Y TROUVE TOUJOURS MOYEN DE GAGNER SA SUBSISTANCE.

Le second des moyens en question me paroît très-propre & à délivrer d'embarras les Administrateurs des Bureaux, & à prévenir les abus si ordinaires à la plupart des gestions subordonnées. Cependant il est à présumer que la rareté, le manque d'Entrepreneurs dans certains endroits, le rendront souvent impraticable. D'autre part, trop d'obstination à le suivre par-tout causeroit quelquefois un préjudice considérable aux revenus des pauvres, tandis qu'on pourroit les augmenter de jour en jour, en faisant valoir & régir à propos les manufactures d'enfans trouvés, *p. ex.* tous les ateliers & biens-fonds, en un mot, dont il seroit difficile de tirer parti autrement. Or, à ce dernier effet, & en consé-

quence des maximes exposées dans la fixieme classe des pauvres, il sera prescrit à chaque Bureau de charité d'intéresser palpablement ses divers comptables au succès de leurs opérations, à l'accomplissement de leurs devoirs, soit par la méthode expliquée aux Nos XCI, CXII, soit par quelque autre analogue, plus efficace, plus sagement combinée.

cxxxvj. Les maisons de correction destinées aux vagabonds, à certains dissipateurs, ( Nos CXXXIII & CXXXIV, seconde classe de pauvres, ) renfermeront aussi les divers coupables condamnés à l'esclavage à temps. On a vu dans la législation criminelle les principes d'après lesquels il falloit régler & la durée de leur détention, & le supplément de ce châtiment commun à plusieurs criminels. Il ne s'agit point ici d'entrer là-dessus dans un plus grand détail, mais simplement de proposer, vis-à-vis de tous ces reclus, une regle de conduite conséquente à nos grandes maximes. Or d'abord le but de la société étant de les corriger, de les rendre dignes de rentrer dans son sein, il faut que leur traitement, loin de contrarier ces vues paternelles, les seconde au contraire en tout, depuis leur entrée jusqu'à leur sortie. Ainsi, puisque c'est une précaution nécessaire, à la bonne heure, dès leur entrée on les enchaînera. Mais, à cela près, nulle peine ignominieuse, nulle marque infamante & ineffaçable ne les mettra dans la cruelle impuissance de faire oublier un jour le scandale de leur conduite passée. Divisés en compagnies & escouades, sous la garde de gens intéressés à leur détention, leurs chaînes, leur signalement, d'autres petites chaînes en guise de cols, de bandou-

liere , &c. , la maniere de couper leurs cheveux & leur barbe , leur acoutrement ou uniforme , voilà les seules marques qu'il sera permis d'employer à leur égard. Pour rendre leur évafion de plus en plus difficile , d'une part , on établira les maisons de correction dans des forts , des châteaux , des prisons & autres lieux sûrs ; & de l'autre , on formera les compagnies & escouades , à raison de leur goût pour les mêmes occupations , & jamais à raison de la durée de leur détention ; ce qui préviendra la plupart des complots , & fera d'ailleurs très-commode pour leurs directeurs ou gardiens ordinaires.

On les occupera à des ouvrages publics ou particuliers , à des forges , à des mines , à des manufactures , à des ateliers quelconques. Ceux qui ne voudront point ou qui ne sauront point travailler , y seront accoutumés par degrés. On les mettra dans des puits faits exprès , & où l'on fera entrer , en ufant des précautions convenables , une telle quantité d'eau , que la crainte d'être noyés leur fasse remuer la manivelle d'une pompe. A cette méthode des Hollandois , on en substituera aisément une infinité d'autres. Quoi de plus simple , par ex. que de leur faire gagner leur ration par une quantité de travail déterminé , & de jour en jour plus confidérable !

Le Bureau provincial combinant , aux époques convenables , le prix des denrées avec les diverses sentences de condamnation , fixera leur dépense journaliere & annuelle , en nourriture , logement & vêtement. Cette dépense prélevée fur leur salaire , le reste sera remis à qui de droit , à l'exception d'un vingtieme au profit de leurs gardiens.

Pour les aider à s'appliquer au travail , à rentrer

sérieusement dans leur devoir, tous les mois ledit Bureau provincial distribuera une petite gratification au plus diligent de chaque compagnie. C'est la seule chose qu'il leur sera permis de recevoir de la part de qui que ce soit. Ces sortes de récompenses, jointes à une bonne conduite, formeront un titre pour être remis en liberté avant l'expiration du temps prescrit. — A cet effet, on donnera aux Bureaux provinciaux le droit d'abréger d'un dixieme, par *ex.* la durée de la détention : & en conséquence les sentences de condamnation seront toujours conditionnelles, portant que le coupable sera renfermé tant de temps, par *ex.* dix ans, à moins que sa diligence & sa sage conduite ne fassent abréger ce temps, du plus au moins, jusqu'à la concurrence d'un dixieme. — On comprend que cette dernière faveur & les gratifications précédentes ne leur seront accordées, qu'après qu'on aura examiné leur ouvrage, & pesé le témoignage que leurs gardiens rendront de leur conduite. Or, afin qu'un vil intérêt ne porte point ces gardiens à des injustices ou à des tyrannies, ils n'auront point droit au vingtieme de retenue sur le salaire de leurs reclus ; premierement, pendant la première quinzaine de leur détention ; secondement, ni pendant la dixieme & dernière époque de cette même détention, soit que cette époque se trouve complete ou incomplete en vertu de ce qui vient d'être dit.

Quelques jours avant leur sortie, nos divers reclus seront déclarés *ouvriers libres*. A ce titre, débarrassés de leurs liens, de leur uniforme, de toute marque particulière, ils ne seront plus tenus qu'à travailler du plus au moins, suivant leur bon plaisir ; ils ne coucheront plus dans le même en-



droit, mais dans un quartier libre. Plus aucune communication forcée avec leurs anciens camarades. Il est inutile d'ajouter que leur élargissement complet se fera avec pompe, en présence de quelques Officiers de Justice, chargés de veiller à l'exécution de ces fortes de sentences. — Disons un mot des maisons d'esclavage perpétuel.

Les criminels qu'on y enverra, seront accoutumés au travail à peu près comme les précédents; ils ne pourront de même recevoir aucune aumône ni autres secours inconsiderés de la part de personne; mais pour tout le reste, leur sort sera beaucoup plus malheureux. Jugés incorrigibles, ils ne participeront jamais à aucune des faveurs précédentes, destinées à fortifier des hommes faibles, à détruire des inclinations vicieuses, à faire rentrer dans la société des membres malades qu'elles auront guéris avec plus ou moins de facilité & de promptitude. La maladie de ceux-ci étant déclarée incurable & contagieuse, leurs passions criminelles étant à redouter pour la société, ils seront séquestrés pour toujours du reste des humains, & avec toutes les précautions nécessaires. Leur chaîne sera plus lourde, & accompagnée d'un gros boulet. Plus mal logés, plus mal nourris, forcés à des travaux plus pénibles, à ceux qui passent pour les moins sains, ils n'auront droit à aucune gratification. Ils ne pourront goûter dans leurs fers, que la consolation attachée par l'habitude à toute sorte d'état, que l'espérance de rentrer en grace avec l'Être suprême, d'appaier le courroux céleste allumé contr'eux par les iniquités de leur vie passée. On sent que les aumôniers, tant de ces maisons que des précédentes, devront sans cesse

Maisons  
d'esclava-  
ge perpé-  
tuel.

revenir sur cet objet, s'efforçant en outre de faire sentir la noirceur des crimes commis, la justice des loix pénales, le prix des ressources sociales employées pour prévenir les délits. . . .

Réflexion  
important-  
tante,

Les maisons d'esclavage perpétuel seront moins multipliées que les précédentes : il suffira d'en avoir quelques-unes dans toute l'étendue d'un Empire, par une raison bien consolante ; c'est que dans la nouvelle organisation des sociétés, les crimes deviendront extrêmement rares, toutes leurs funestes causes se trouvant, ou extirpées, ou diminuées, affoiblies considérablement. Mais souvenons-nous que les hommes pervers de la génération présente ne sauroient s'amender aussi-tôt. Nous l'avons indiqué ailleurs (N° 129) : le nouveau Code criminel, ne sera mis à exécution qu'après la plupart des autres réformes. Il faut commencer par épurer la masse du corps social, déraciner, enlever les cruelles semences du crime, avant de lui ravir ses freins actuels, ou de les échanger pour d'autres, meilleurs sans doute, mais calqués sur un nouvel ordre de choses. La publication du nouveau Code criminel contribuera sûrement à produire ces heureux effets ; mais son exécution sera renvoyée à quelques années de là. Cette condition est d'ailleurs une suite naturelle de l'enchaînement des rapports qui se trouvent entre les diverses branches de la nouvelle législation. En effet, il est palpable que les Bureaux de charité doivent être établis plutôt, par conséquent, la législation civile aussi. Il est encore évident que les législations commerciale & financière doivent précéder la criminelle ; par conséquent, la législation politique aussi. . . .

Nous venons d'indiquer les réglemens qui nous ont paru propres à procurer aux divers pauvres, de l'occupation & les secours convenables, sans abus notables de leur part, suivant d'ailleurs ces infortunés dans les maisons de correction & d'esclavage, où ils sont, plus que personne autre, dans le cas d'être relégués. Reste à examiner les réglemens relatifs aux Administrateurs des Bureaux de charité; réglemens, qui, comme on le comprend bien, peuvent seuls achever ou de démontrer l'insuffisance des premiers, ou d'en faire connoître le plus ou moins de solidité. — Supposant d'abord les Administrateurs en question, aussi bien choisis qu'il soit possible, je vais commencer par exposer leurs fonctions & leurs privileges. (N° LVI.)

CXXXVII.  
Fonctions  
des Admini-  
strateurs  
des Bu-  
reaux de  
Charité.

Les Bureaux paroissiaux s'assembleront plus ou moins souvent, suivent la saison & les besoins. Durant l'intervalle d'une assemblée à l'autre, (fixé, si l'on veut, à quinze jours), l'Inspecteur de semaine sera tenu de donner audience à certains jours de la quinzaine, & aura le droit de convoquer le Bureau par extraordinaire, si le cas vient à y échoir. Le public sera toujours informé du jour & de l'heure des assemblées, afin de pouvoir s'y présenter, soit pour faire ses dons, soit pour demander des secours. A la pluralité des suffrages, le Bureau portera, sur la conduite des pauvres, les divers jugemens dont il est parlé au N° CXXXV, & refusera ou accordera les secours indiqués pour chaque classe de pauvres, excepté les pensions annuelles, qui ne pourront être accordées qu'avec la permission du Bureau intermédiaire. Ce dernier

Bureau, autorisé par celui de la Province, ordonnera le versement des revenus partiels d'une paroisse, dans une autre quelconque, comprise dans l'étendue de son district, si ce n'est dans celle ou celles du lieu de sa résidence. Celles-ci ne pourront obtenir du secours que des paroisses des autres villes de la Province, sieges aussi des Bureaux intermédiaires : & c'est le Bureau provincial qui aura droit de faire ainsi entre-secourir les diverses villes de son département. Quant aux villes sieges des Bureaux provinciaux, nulle autre ville ne pourra être mise à contribution en leur faveur, à moins que ce ne fût la capitale de l'Empire ; ce qui ne sauroit manquer d'être rare. Elles seront donc secourues en cette manière : le Bureau provincial aura droit de secourir toutes les paroisses de sa ville, les unes aux dépens des autres. Lorsque cette ressource ne sera plus en proportion avec les besoins, il s'adressera au Gouvernement ou au Bureau général des ressources sociales, pour en obtenir ou de l'argent, ou l'usufruit de quelques biens nationaux, ou la réunion de quelques-uns des biens ecclésiastiques, dont nous avons parlé en son endroit.

Afin que les Bureaux supérieurs puissent agir avec connoissance de cause, en faisant circuler les revenus, ainsi qu'il vient d'être dit, & en accordant ou refusant les permissions, les autorisations qui leur seront demandées, il sera statué ce qui suit :

Premièrement, chaque Bureau tiendra un rôle exact de ses dépenses & de ses recettes, soit en biens, meubles ou immeubles quelconques, provenant des quêtes, d'héritages, des troncs divers, de quelque part enfin que ce puisse être ; & y ajou-

tera le nom de tous les bienfaiteurs qui n'auront pas demandé de rester inconnus.

Secondement, à chaque assemblée ordinaire, on examinera l'état de toutes les affaires du Bureau, & on arrêtera les comptes.

Troisièmement, de trois mois en trois mois, chaque Bureau paroissial fera imprimer, (au moyen, par exemple de l'imprimerie portative, inventée par le savant Abbé Chochon), les rôles & les comptes partiels dont il vient d'être parlé, y ajoutant un résumé ou aperçu général de l'état de ses affaires : on en tirera au moins un exemplaire pour le Bureau intermédiaire ; plus, un autre pour chaque membre du Bureau, laissant d'ailleurs à l'Imprimeur la liberté de les multiplier autant qu'il le jugera à propos. Les quatre imprimés de chaque année seront destinés à former suite.

Quatrièmement, de six en six mois, le Bureau intermédiaire réunira les deux imprimés de chaque Bureau paroissial, pour en présenter ainsi annuellement le premier & le deuxième semestre : à cette collection, il ajoutera un détail de ses diverses opérations, & un résumé général de tout le district. Ensuite, il en fera tirer au moins un exemplaire pour le Bureau provincial, plus trois exemplaires pour chaque Bureau paroissial soumis à son inspection...

Cinquièmement, le Bureau provincial ayant reçu tous ces *comptes-rendus*, y ajoutera les siens, un état général de tous les Bureaux de la province, fera imprimer le tout, & en enverra au moins trois exemplaires à chaque Bureau intermédiaire ; plus, pareil nombre au Bureau général, au Gouvernement, &c. &c.

Le détail particulier à chaque Bureau supérieur ne

sauroit être considérable ; car ce seront les Bureaux paroissiaux, qui recevront à peu près toutes les donations & dotations miséricordieuses. Le Bureau intermédiaire ne pourra réserver, sous son inspection & direction immédiate, que quelques manufactures, usines ou ateliers quelconques, propres à servir *de maisons de travail*. Ces sortes de maisons formeront, comme on fait, une ressource inappréciable pour tous les Bureaux inférieurs. Comme il pourra se faire que les Hôpitaux, les maisons d'enfans trouvés, &c. n'en fournissent point, ou en fournissent de moins commodes que celles appartenant à quelque Bureau paroissial, on accordera à chaque Bureau intermédiaire le droit de convertir *en maison de travail* l'atelier du district le plus propre à cette destination. Pareillement, le Bureau provincial aura le droit de placer la maison de correction, dans le lieu le plus convenable. Ce sera la seule chose soumise immédiatement à son administration. — Ajoutons qu'il sera permis auxdits Bureaux supérieurs, de jouir des droits en question, de vingt-cinq en vingt-cinq ans seulement.

L'inspecteur de semaine sera le même d'une assemblée ordinaire, à la suivante. Il ne pourra jamais faire les mêmes fonctions, plus d'un mois de suite. Le caissier, au contraire (N<sup>o</sup> CXXXV, troisième classe de pauvres), sera toujours en exercice une année durant. Il sera tenu de donner, par semaine, certaines heures à son emploi. Le Bureau les fixera publiquement, en faveur de tous ceux qui pourront y avoir recours. S'il n'est point membre du Bureau, ses appointemens consisteront, ou dans une somme fixe, jointe à une partie aliquote des profits annuels de la caisse, ou seulement

lement dans cette dernière rétribution ; s'il est membre du Bureau, il n'aura part à aucun de ces émolumens, trop heureux de participer par-là aux privilèges, aux glorieuses prérogatives de tous les Administrateurs des ressources sociales.

Quels seront donc ces privilèges ? — Un écri- cxxxviii.  
vain des siècles précédens auroit pu proposer Leurs pri-  
vileges.  
d'exempter les Administrateurs dont il s'agit, & de tutelle, & de curatelle, & du logement des soldats, & de commission forcée pour les saisies, pour la perception des impôts, & de la taille, & du droit des aides, & du droit des consignations, &c. &c. &c. ; par-là, il auroit tenu tacitement un langage à la mode. — Oui, sans doute, ces hommes publics doivent jouir des exemptions que je viens de proposer ; car les divers Citoyens qui en jouissent, ne sont pas plus utiles à l'Etat ; & bien sûrement, les uns & les autres ont un juste droit à de telles faveurs. Les impôts publics, les devoirs de l'état social, ne regardent que ces êtres de boue, à qui les premiers Conquérans de la Nation ont dédaigné d'ôter la vie. Qu'ils travaillent donc eux & leurs descendans, qu'ils souffrent la faim & la soif, qu'ils soient rançonnés pour le maintien d'une société où ils ne méritent de goûter aucun avantage, pour le profit des descendans de ces guerriers formidables, qui, en venant les dépouiller de leurs biens, de leur liberté, ont bien voulu épargner leurs jours. —

Mais dans un siècle de lumières & de bienfaisance, sous le règne de la justice & de la raison, il seroit honteux, absurde de tenir un langage aussi inique, aussi barbare. Non, non, ce ne sont point là les réformes que réclame à grands cris

la position actuelle des Nations agricoles-commerçantes ; ce n'est point là le nouveau Code qu'exige le nouvel ordre de choses occasionné par la Découverte de l'Amérique. Il faut, à la bonne heure, que ce Code respecte par-tout les propriétés fondées sur les droits même les plus barbares. Mais loin de multiplier, de consolider de pareils fondemens, devenus nuisibles à la chose publique (N<sup>o</sup> XII. ), il faut qu'il intéresse leurs possesseurs actuels à les abandonner peu à peu, & qu'il y en substitue d'autres, reconnus avantageux à tous égards.

Ainsi, les privileges des Administrateurs en question, ne consisteront point à les exempter de remplir les devoirs les plus importants de l'état social, comme pour apprendre aux Peuples que les obligations qu'on leur impose, sous le titre sacré de devoirs religieux & sociaux, ne sont que de tristes corvées, réservées aux plus foibles, aux plus pauvres. Ces privileges au contraire auront pour objet d'inspirer l'amour de toutes les vertus sociales, un sincere attachement aux divers devoirs résultans des droits dont nous fait jouir l'état social. Liés à plusieurs branches de la législation, ils ne feront en opposition avec aucune. Loin de contrarier l'instruction proprement dite, ils deviendront eux-mêmes une leçon vivante & animée, capable de faire peu à peu une heureuse impression sur toutes les classes de citoyens. Voilà du moins ce qu'ils nous paroissent devoir être. C'est dans ces vues qu'ont été imaginés tous ceux qu'on trouvera dispersés dans le corps de cet Ouvrage, & notamment dans les quatrieme, cinquieme & sixieme Moyens. LE PRÉCIEUX DROIT DE FAIRE DU BIEN, tel sera l'auguste caractère commun à tous ces privileges : comme tel est le premier des pri-



vileges pour tout homme en place , vraiment digne de la confiance publique. D'après cette grande maxime , il est clair que les charitables fonctions de *nos* Administrateurs feront déjà , à leurs yeux , une récompense infiniment flatteuse , d'autant plus , que la nouvelle comptabilité les mettra à couvert de tout soupçon injurieux , même de la part de ces ames viles , qui cherchent toujours à voir les choses par un mauvais côté. En conséquence , nous ne craindrons point de multiplier , d'accumuler en toutes occasions , des privileges utiles , & à l'intérêt général & à celui des particuliers , nous bornant néanmoins à placer ici ceux qui ne paroissent point devoir être renvoyés ailleurs.

*Premierement*, dès que le produit des maisons de travail , ou des fondations particulieres le permettront, chaque Bureau intermédiaire s'abonnera avec deux ou trois Avocats , chargés de prendre connoissance des affaires de tous les pauvres du district qui leur seront adressés par les Bureaux paroissiaux. Ces Avocats auront pour émolument deux sommes , dont l'une fixée , payée annuellement par le Bureau intermédiaire , & l'autre , casuelle-déterminée , variable de vingt-cinq en vingt-cinq ans. Elle leur sera fournie par le Bureau paroissial du plaideur , dans les deux cas suivans : premierement , toutes les fois qu'ayant pris connoissance d'une affaire , ils feront arranger les Parties à l'amiable ; deuxiemement , lorsqu'ils gagneront une affaire , qu'ils avoient conseillé de soutenir en justice réglée. Si , contre leurs avis , les Parties intéressées veulent qu'ils plaident , ils y seront obligés , moyennant la même somme casuelle , payée par lescdites

Fonda-  
tions d'œu-  
vres pies.

Farties. Si le procès est entrepris par leur conseil & perdu, ils ne pourront recevoir aucune gratification, sous peine, pour la Partie contrevenante, de ne pouvoir plus recourir à aucun des Avocats des ressources sociales.

*Deuxièmement*, chaque Bureau intermédiaire établira des leçons d'accouchement gratuites, en faveur de toutes les sages-femmes du district, que les Bureaux paroissiaux respectifs aideront à aller profiter de ces cours d'instruction. Si les Chirurgiens du pays ne sont point en état de s'en charger, il s'adressera au Bureau provincial, qui tâchera d'en déterrer quelqu'un d'habile. Dans ce cas, chaque Bureau se bornera à le conserver quelques années, de manière qu'un seul pourra s'établir successivement dans les diverses villes qui en auront besoin. C'est le Bureau provincial qui réglera alors l'ordre suivant lequel chacune de ces villes devra être secourue, ainsi que les appointemens du Chirurgien professeur.

*Troisièmement*, les Bureaux intermédiaires établiront encore (suivant leurs moyens & les besoins de leurs districts) des écoles passagères de boulangerie, de bergers, (t) &c. gratuites, seulement en faveur des pauvres, (ainsi que les pré-

---

(t) Voyez à ce sujet un Ouvrage intitulé : *Instruction pour les Bergers & pour les Propriétaires des Troupeaux*, par l'illustre Daubenton, & de plus, les Prospectus & Ouvrages du Comité de Boulangerie de Paris. — « Les Suédois ont des écoles de Bergers, soutenues par l'état & protégées directement par le Roi. Le Gouvernement fait distribuer à la porte de toutes les églises de la Campagne & des Villes un petit *Traité* pour servir d'instruction à ceux qui élèvent des brebis. »

cédentes, ) & des pauvres choisis parmi des gens mariés, ou parmi des apprentifs au - dessous de dix-sept ans. Les Bureaux paroissiaux seront invités à y envoyer, à leur dépens, si mieux faire ne se peut, des élèves en nombre suffisant pour introduire peu à peu dans leur pays une routine éclairée.

Vu l'utilité de ces trois genres d'instruction pour toutes les classes de citoyens, la caisse des octrois de chaque paroisse supportera au moins la moitié des frais mis ici sur le compte des Bureaux paroissiaux. Les divers Professeurs ne pourront être installés qu'avec la permission du Bureau provincial, chargé de s'assurer qu'ils ont les connoissances nécessaires au succès de leurs fonctions. La rétribution des élèves, non exempts de paiement, leur sera adjugée en partie, l'autre moitié étant dévolue au Bureau intermédiaire, à la charge, par lui, de la convertir en prix, distribués solennellement à la fin de chaque cours d'instruction. Du reste, si la bienfaisance éclairée des Gouvernemens actuels, la générosité des bons patriotes, veulent ravir pour toujours, aux Bureaux de charité, la gloire de procurer ces petites branches de prospérité nationale, de facilité & aisance publiques, la chose sera facile, en rendant perpétuelles-périodiques, les leçons proposées ici sous le titre de passageres. Pour cet effet, il suffira de fonder dans chaque Province une chaire de chaque espece; statuant que le Professeur, après avoir successivement fait part de ses lumieres à toutes les Villes, Sieges de Bureaux intermédiaires, recommencera sa tournée instructive, & ainsi de suite. Si dans quelque Empire les Villes en question sont au-dessous de dix, le même Professeur pourra servir pour deux Pro-

vinces..... Si ces Villes excèdent le nombre de vingt-cinq , la Province sera divisée en deux départemens , pour chacun desquels une fondation particulière. Dans ces divers cas , les Bureaux de charité seront toujours utiles , en recevant les fondations , & se chargeant de les faire remplir à perpétuité.

*Quatrièmement* , les Bureaux paroissiaux , non contents de profiter de ces premiers établissemens , d'en multiplier les heureux fruits , en formeront de leur côté d'autres , utiles aussi à toutes les classes de citoyens , & capables d'augmenter le patrimoine des pauvres. Ils établiront des bains froids publics , dont l'usage ne tardera pas de devenir général , par l'effet sur-tout de plusieurs bons ouvrages sur l'éducation.... Ils feront construire des étuves pour le desséchement des grains & des autres objets dont il est parlé dans l'Ouvrage *sur la germination des bleds* , rédigé par le Comité de boulangerie de Paris. Ces établissemens seront affermés , la moitié de leur produit réunie au patrimoine des pauvres , & l'autre moitié convertie en prix annuels , distribués solennellement par les membres du Bureau. Ces prix , utiles aux jurés ou maîtres de profession , aux autres maîtres ou directeurs de manufactures , d'atelier quelconque , seront adjugés aux ouvriers les plus distingués par leur application au travail , par leur bonne conduite , & qui ne fréquenteront ni les cabarets , ni les cafés , ni autres lieux pareils ou pires. Dans cette vue , pour chaque prix , cinq maîtres ou directeurs présenteront chacun un ou deux de leurs ouvriers , & l'assemblée de paroisse , présidée par le Bureau , fera le reste , en la manière expliquée plus bas. Tous les jurés ou maîtres en question

jouiront de ce droit à tour de rôle , par rang d'ancienneté de maîtrise , & puis de mariage. En cas de double égalité , le maître , né dans le pays , l'emportera sur ses concurrens. En cas de nouvelle égalité , la préférence sera pour celui domicilié dans l'endroit depuis plus de temps , & enfin pour le plus âgé. Lorsqu'il se présentera une dernière concurrence indestructible par les cas de préférence spécifiés , ce sera toujours à la voie du sort à en décider ; règle qui , étant sans exception , n'aura pas besoin d'être répétée dans le reste de cet Ecrit. — Comme le regne de l'industrie rend l'autorité vice - paternelle à peu près aussi indispensable pour la sage organisation des sociétés , que les autorités maritale & paternelle , nous pensons que chaque paroisse devra avoir des fonds intarissables , pour distribuer chaque année , en nombre suffisant , les prix mentionnés , & que les Gouvernemens devront même accorder , pour cet objet , une partie aliquote de certains revenus publics , comme , par ex. 2 ou 3 deniers pour livre sur le produit annuel des droits de douane & de manufacture. ( Nos XXIV , XXVI , XXVII. ) Du reste , les prix en question seront toujours , ainsi que les précédens , ou en argent , ou en instrumens de profession , ou en quelque ouvrage avoué par les académies nationales , & jamais en meubles précieux , ou en objets de luxe.

*Cinquièmement* , dès que les revenus des Bureaux de toute une Province se trouveront au-dessus des besoins à satisfaire , chaque Bureau paroissial dotera ( de temps à autre , plus ou moins souvent , selon sa population ) quelques jeunes gens de l'un & de l'autre sexe , distingués par leur habileté , leur application constante au travail , par une sage

conduite bien soutenue, par des preuves réitérées de tendresse filiale, d'amitié fraternelle, & d'autres vertus sociales. Le Bureau provincial, en décidant qu'il est temps de consacrer à cette bonne œuvre une partie du patrimoine des pauvres, fixera cette partie, & établira une sage proportion au sujet du nombre d'habitans. Pour atteindre ce double but, il faudra, ce me semble, statuer, d'une part, que tous les ans, (si le cas y échoit,) chaque Bureau paroissial dotera un garçon, par ex. sur vingt, âgés, depuis dix-huit ans & un jour jusqu'à vingt-deux ans & un jour; plus, une fille sur vingt, âgées depuis seize ans & un jour jusqu'à vingt ans & un jour; & de l'autre, soumettre ces dots aux réglemens suivans:

Premièrement, il ne sera jamais permis de doter les rachitiques, cacochymes, ni personne attaqué d'une maladie héréditaire.

Secondement, ces dots ne seront jamais accordées qu'à condition que la nouvelle mariée nourrira, allaitera, élèvera elle-même ses enfans, sous peine, en cas de contravention quelconque, de voir condamner son mari à rendre la moitié de la dot reçue, soit par un seul des deux conjoints, soit par tous les deux.

Troisièmement, les enfans de l'Etat élevés sur la paroisse, les enfans des étrangers y domiciliés depuis dix ans, tous les enfans dont les parens le jugeront à propos, auront un égal droit à cette honorable récompense. Les riches se distingueront des pauvres, en cédant leur glorieuse dot aux plus méritans de ceux-ci.

Quatrièmement, ces dots consisteront en une somme fixée par le Bureau provincial, ou en un fonds de boutique, en quelque atelier, en quelque

maison, en une certaine étendue de terrain, toujours d'un prix à peu près équivalent, & jamais supérieur à la somme fixée. Si les conjoints couronnés meurent sans postérité, leur dot en question rentrera dans le patrimoine des pauvres, ne pouvant jamais passer à leurs parens en ligne collatérale, ni à leurs parens ascendans.

Il sera permis de faire des fondations pour chacune des bonnes œuvres indiquées dans cet Ouvrage, & autres reconnues pour telles, mais à condition qu'on ne dispensera jamais les Bureaux de se conformer aux réglemens proposés, non plus qu'à ceux concernant la manière de décerner des prix & des couronnes conjugales. Il est inutile d'ajouter qu'on marquera soigneusement dans les comptes rendus, celles des opérations précédentes, qui auront eu lieu, ou, si vous voulez, ceux des privilèges mentionnés, dont les Administrateurs auront eu le plaisir de jouir. Outre ceux du même genre, que nous avons déjà annoncés, on en trouvera (dans la législation politique) un autre d'une espèce également connue & honorable: je veux parler du privilège qu'auront lesdits Administrateurs de pouvoir devenir membres d'un Ordre de Chevalerie. Voyons maintenant ce qui concerne leur nombre, leur qualité, & tous les préliminaires de leur élection.

Quelque idée qu'on se forme de leurs fonctions augustes, on conviendra toujours qu'ils doivent être choisis parmi les personnes les plus qualifiées, les plus charitables, les plus dignes de la confiance publique. C'est donc à des assemblées paroissiales sagement composées à faire ce choix, & non à un simple particulier, ou à des assem-

cxxxix.

Prélimi-  
naires de  
leur élec-  
tion, rela-  
tivement,

blées tumultueuses, composées d'une multitude de citoyens inconnus les uns aux autres, insensibles à l'honneur de participer à un choix auquel ils ne participent d'ordinaire aucunement, indignes pour la plupart, ou bien éloignés d'aspirer à des places, qu'ils voient être perpétuellement le prix de l'intrigue & de la cabale. Les besoins actuels des Nations agricoles - commerçantes nous conduisent à la même conclusion : besoin d'inspirer l'amour de la Patrie, le goût des bonnes mœurs, le desir de l'estime public ; besoin d'écarter du célibat, de détruire toute funeste indifférence pour le bien public ; besoin de donner à l'homme une haute idée de son espèce & de l'état social ; besoin de procurer aux diverses professions de la société, à tous les ordres, à toutes les classes de citoyens, un juste degré de considération, qui, faisant aimer, estimer à chacun son état, lui inspire la noble envie de se distinguer, de marcher dans la voie de l'honneur, de la probité, de jouir enfin de la confiance & de l'estime de ses citoyens : voilà quelques-uns des objets qui nous paroissent pouvoir être remplis, en partie, par une sage composition d'assemblées paroissiales, & par la forme d'élection dont il s'agit.

& à l'étendue de leur district.

On est forcé d'en convenir : des Paroisses de 30 ou 40 mille ames fourniroient des assemblées aussi mal conçues que les assemblées de Ville de bien des endroits. Mais la difficulté est alors beaucoup plus facile à applanir. Il ne s'agit que de multiplier les paroisses, & de recourir ensuite à quelques expédiens faciles à employer. Or, d'après les réformes proposées dans le cinquieme Moyen, il sera aisé de composer les paroisses d'une manière plus



favorable, & à l'instruction des fideles, & à quelques branches de la vraie politique, c'est-à-dire, à quelques branches de la félicité publique & particuliere. Les Ministres de l'Eglise n'y étant plus intéressés, ( N° 72 ) on verra sans peine, d'une part, chaque paroisse composée des habitans les moins éloignés; & de l'autre, les paroisses trop peuplées, divisées en plusieurs, & les trop multipliées, réduites à un moindre nombre. ( u ). En tendant, je supposerai qu'on s'est rapproché de ce juste milieu, en ordonnant que nulle paroisse n'excéderoit le nombre de dix mille ames, & que la proximité des saints Temples seroit la seule raison qui rendroit un habitant membre d'une paroisse, plutôt que d'une autre.

( Si l'on veut un jour mettre en vigueur notre systême de subsides publics, & les réformes politiques qu'il doit naturellement entraîner, ( 2, 3 & 4<sup>e</sup> Moyens, ) il suffira de décider que les biens-fonds feront partie d'une paroisse plutôt que d'une autre, à proportion qu'ils seront plus près de l'Eglise, à moins qu'une riviere ou autre obstacle pareil ne rende plus commode une répartition différente. )

Cela posé, voici d'abord quels seront LES MEMBRES DES ASSEMBLÉES PAROISSIALES. Pour & à leur qualité ;

---

( u ) A cet égard ne pourroit-on pas ordonner que les endroits par exemple, de cinq mille ames & au-dessous, ne conserveroient qu'une Paroisse; ceux de douze mille & au-dessous, que deux; ceux de vingt mille & au-dessous, que trois; ceux de trente mille & au-dessous, que quatre; ceux de quarante mille & au-dessous, que cinq, & ainsi de suite, à raison de dix mille ames pour chaque Paroisse ?

être membre d'une assemblée de paroisse, il faudra réunir les conditions suivantes : premierement, il faudra être naturel ou naturalisé : secondement, il faudra être majeur & y être domicilié, au moins depuis trois ans & un jour, afin de pouvoir connaître ses co-membres & en être connu : troisiemement, il faudra jouir d'un état qui suppose qu'on est intéressé au bien général ; en conséquence il faudra y être ou propriétaire de biens-fonds, ou *maître* de quelque profession, soit dans les arts utiles ou dans ceux d'agrément, ou dans les métiers, ou enfin dans une profession quelconque, non proscrire par les loix de l'empire, ou membre de coterie commerçante-nationale, ( second moyen, ) membre de la Chambre du Commerce, ou d'autre corps avoué par les loix de l'Etat : quatriemement, il faudra être marié, attendu qu'un célibataire n'est censé songer qu'à ses intérêts personnels ; d'où il suit qu'on n'en exclura point les célibataires qui auront fait leurs preuves de patriotisme, d'humanité ; tels seront les Chevaliers de l'Ordre national, & ceux de l'Ordre chrétien, ( quatrieme & cinquieme moyens, ) non plus que les Ecclésiastiques, célibataires forcés. Cette espece d'exception à la *lettre* de la troisieme regle, est la seule qui sera admise, les deux précédentes n'en admettant jamais aucune, d'aucune espece, les deux premieres, pas même pour les Curés ; au sujet desquels, nous proposerons ailleurs nos diverses vues. ( On trouvera dans le corps de cet Ouvrage, & nommément dans la législation criminelle, les especes de délits, de flétrissures, qui excluront des assemblées publiques, ( *v* ) *nationales*, quelconques. — )

---

( *v* ) Il est des pays où il faudra encore établir ces deux

Le but politique de ces réglemens est trop évident , pour qu'il soit permis de l'accompagner ici de la moindre réflexion. Pour rendre leur utilité incontestable , il faut trouver quelque expédient , qui , sans les contrarier , les empêche de produire des assemblées trop tumultueuses. A cet effet , il sera statué ce qui suit : premierement , dans les paroisses , par exemple , de mille habitans , ou d'un moindre nombre , chaque année tous les membres d'assemblée jouiront de leur droit. Dans les paroisses de plus de mille habitans jusqu'à trois mille , lesdits membres ne jouiront de leur précieux droit que de deux en deux ans : dans celles de

---

regles ; savoir , que personne n'aura voix délibérative dans lesdites assemblées , à moins que sa part des contributions annuelles ( y compris les octrois ) , ne se monte à une certaine somme , laquelle sera au moins deux fois plus grande pour les villes , que pour les bourgs & villages : & en second lieu , que pour pouvoir devenir Officier public , il faudra se trouver parmi les plus forts contribuables dans cette proportion par exemple , savoir , s'il y a quatre Officiers publics , parmi l'une des trois premières classes des contribuables , divisés alors en quatre classes ; s'il y en a six , parmi l'une des quatre premières classes des contribuables , divisés alors en six classes ; s'il y en a huit , parmi l'une des cinq premières classes des contribuables , divisés alors en huit classes ; s'il y en a dix , parmi l'une des six premières classes ; & si douze , parmi l'une des sept premières classes des contribuables , distribués alors en douze classes : & c'est ainsi que ces diverses classes seront réglées , ayant dressé un tableau progressif des diverses contributions ; la plus forte & la plus foible , formeront la première & la dernière classe ; les autres classes seront formées par les deux termes du tableau , également éloignés , & des extrêmes & du terme moyen , ou des deux termes moyens , si le nombre en est pair.

trois mille jusqu'à six mille , ce sera de trois en trois ans : enfin , dans celles de plus de six mille jusqu'à dix mille , ce ne sera que de quatre en quatre ans. --- *Secondement* , en conséquence , une fois le mois , le Bureau paroissial donnera audience aux nouveaux mariés , pour les inscrire sur un catalogue à ce destiné , & pour décider s'ils seront en même temps mis sur le catalogue des membres des assemblées provinciales. ( Nos 77 , 82 , 106. )

En adoptant cette réforme dans une paroisse , par exemple de 4000 ames , on inscrira sur un catalogue , tous les *membres d'assemblée* , suivant leur rang d'ancienneté. On les divisera en trois classes à peu près égales. Celle des plus anciens assistera seule aux assemblées paroissiales de la première année. L'année suivante , les assemblées seront composées des membres de la deuxième classe ; plus , des nouveaux membres. La troisième année , elles seront composées de la troisième classe ; plus , des nouveaux membres. Enfin , à la quatrième année , elles seront de nouveau composées de la classe des plus anciens , & en outre des nouveaux membres. Ces trois classes formeront ainsi successivement toutes les assemblées , y ajoutant , chacune à son tour , les nouveaux membres , c'est-à-dire , les citoyens devenus tels , durant le cours de l'année immédiatement précédente. Par des opérations analogues , on trouvera aisément les membres qui composeront annuellement ( du premier Janvier au dernier Décembre ) , les assemblées de toute paroisse d'environ dix mille ames ou d'un moindre nombre ( Nos 142 , CXXXVIII. )

Cette méthode , en empêchant les assemblées d'être trop nombreuses , fera en même temps sou-

pirer davantage après l'honneur d'y assister, les rendra, par conséquent, plus respectables, plus chères à tous les citoyens. Les paroisses d'au-dessous de trois mille âmes paroissent fournir, toute proportion gardée, un nombre moindre que les paroisses quatre à cinq fois plus peuplées; c'est que d'ordinaire, dans les petites paroisses, un même nombre d'habitans fournira un plus grand nombre de membres d'assemblée ou citoyens, que dans les grandes. Ainsi, pour établir, dans le fait, une proportion convenable, nous avons cru devoir prendre une proportion, en apparence arbitraire, mais suffisamment déterminée, & plus juste d'ailleurs, que si fondée purement sur les principes de mathématiques, elle avoit fait abstraction d'une donnée, puisée dans l'état ordinaire des choses. — Supposons que dans une paroisse de mille habitans, les membres d'assemblée formeront environ la dixième partie de ce nombre, ou bien encore la moitié plus ou la moitié moins, ou le triple; c'est-à-dire, qu'ils feront à peu près au nombre de cent, ou de cent cinquante, ou de cinquante, ou enfin de trois cens. Si ces suppositions ne renferment pas les deux extrêmes de ce qui arrivera ordinairement, il me semble qu'elles ne sauroient manquer de s'en approcher beaucoup. Or, dans ces deux ou trois cas, il est évident que les assemblées n'étant pas trop nombreuses, on sera flaté de s'y trouver, d'y opiner, d'y concourir librement à l'élection de citoyens connus. . . . . L'expédient proposé fera jouir de ces avantages les paroisses les plus nombreuses, les assemblées annuelles n'y étant aussi composées, communément, que de cent cinquante à deux cens, ou tout au plus, de trois cens personnes; mais je pense qu'il seroit dangereux de lui

donner beaucoup plus d'extension , de doubler par exemple , l'intervalle de trois ou quatre ans , parce qu'il est naturel de devenir indifférent sur des objets dont on ne s'occupe que fort rarement. Aussi faudra-t-il ne rien oublier pour exciter , nourrir sans cesse la curiosité de tous les paroissiens , à chaque assemblée qui aura lieu ( N<sup>o</sup> 141 ).

& à la durée de leur gestion ;

S'il est naturel de se refroidir vis-à-vis des choses dont on ne se mêle que rarement ou même en aucune manière , il est également naturel de parvenir à regarder comme son bien propre , les biens qu'on a occasion d'administrer pendant un long espace de temps : d'un autre côté , la bonne politique exige que tous les honnêtes citoyens d'une paroisse puissent aspirer à être , à leur tour , honorés de la confiance publique. Concluons de là , sans de plus amples raisonnemens , renvoyant aux Nos 91 , 92 , pour ce qui concerne l'amélioration du patrimoine des pauvres ; concluons , dis-je , que les Administrateurs des ressources sociales ne seront en place qu'une année durant , & que nul ne pourra être élu plus souvent , que de trois en trois ans révolus. Les Bureaux paroissiaux formeront une exception à cette règle , en faveur du Curé , lequel sera toujours en place , à moins que les trois Bureaux ne consentent tout à la fois à sa destitution.

& à leur nombre ;

Quant au nombre d'Administrateurs , il devra être tel , que sans les surcharger de travail , il évite néanmoins de trop multiplier , de trop compliquer les efforts d'une machine prompte peut-être à se détraquer , si on venoit à lui ravir sa noble simplicité. Je crois que les Bureaux supérieurs & ceux des paroisses de plus de mille âmes , devront être composés au moins de six membres , & d'autant d'accesses destinés , non  
à

à leur succéder, mais à remplacer les absens & les mourans en charge. De cette manière, chaque membre sera Inspecteur de semaine, l'espace de deux mois, durant lesquels quelques heures par semaine seront seulement consacrées au public, ce qui ne l'empêchera point de vaquer à ses affaires ordinaires; par conséquent fixés à six, nos Administrateurs ne seront pas excédés de travail. Nulle complication non plus dans leurs affaires, étant habitués à arrêter leurs comptes à chaque assemblée ordinaire, qui aura lieu au moins à chaque changement d'Inspecteur, c'est-à-dire, tantôt chaque semaine, tantôt de quinze en quinze jours, mais toujours au moins une fois le mois (N<sup>o</sup> CXXXVII.) Dans les paroisses de moins de mille âmes, le nombre des Administrateurs pourra être moindre; mais il en faudra toujours quatre au moins, n'y eût-il presque rien à faire. Dans les paroisses les plus nombreuses où d'environ dix mille habitans, les Administrateurs ne pourront excéder le nombre de douze. . . .

Nous avons proposé, dans la législation politique, de former les comités des deniers publics, à l'instar des Bureaux de charité. Il s'agit maintenant de développer nos vues sur ce sujet. D'abord, on se souvient que dans l'endroit cité, nous avons parlé de l'établissement d'un seul Ordre national, comme d'un moyen capable d'étouffer dans leur germe, les haines, les jalousies, les divisions intestines, d'inspirer à tous les membres d'un Empire, cette unité de vues, cet esprit d'union & de concorde, d'où résultent la force, la gloire des Nations, la prospérité des Peuples, le bonheur des individus. Qu'on réfléchisse en second lieu, sur les rivalités odieuses qui font le scandale perpétuel des petites villes, sièges de deux ou plusieurs corps, revêtus à peu près de la

même autorité, ou sujets à se trouver ensemble.... Il n'est pas besoin de raisons plus décisives, pour comprendre la nécessité de réunir en un seul corps, les Officiers des deniers publics & ceux des ressources sociales. Or, voici ce qui sera statué à cet effet.

Premièrement, au lieu, par exemple, de six ou quatre Officiers publics, on en élira douze ou huit tout-à-la-fois, chaque votant donnant du même coup ses deux bulletins, sur chacun desquels on trouvera M. tel pour tel département; savoir, ou pour le département des ressources sociales, ou pour le département des deniers publics.

Secondement, on élira deux Présidens ou Orateurs dont chacun présidera les assemblées relatives à son département & occupera la deuxième place dans toutes les autres assemblées où il jugera à propos de se trouver.

Troisièmement, les divers membres de chaque département auront droit d'assister aux assemblées de l'autre, où ils auront d'ordinaire, ainsi que leur Président, voix consultative; ils y auront voix délibérative, lorsqu'il s'agira de juger un Paroissien quelconque, de prononcer sur la conduite des pauvres secourus ou à secourir, & sur celle des salubres sociétés (Nos CXXXIV, 106); & ils y seront placés suivant le rang fixé avant ou dans l'assemblée de leur élection.

Quatrièmement, dans les Paroisses d'au-dessous de 50 Membres d'assemblée, les mêmes Officiers publics seront chargés des deux départemens.

### *NOUVEAU DROIT DE PRÉSENCE.*

& à leur  
droit de  
préséance.

Si ce droit, quelque peu important qu'il soit en lui-même; est vraiment digne d'une bonne législa-



tion, il aura un but avantageux, tendra à inspirer des préjugés utiles, à rendre utiles les préjugés du commun des hommes. En partant de ce principe, nous serons dispensés de rechercher ici le degré de mérite, d'utilité des diverses professions, des divers états de la société civile. Puisque tous les membres d'assemblée paroissiale seront, par cela seul, censés dignes de la considération publique, déclarés Membres de la cité, le droit en question devra donc respecter l'idée avantageuse que chacun d'eux doit avoir de sa profession, de son titre de Citoyen, & que le Gouvernement ne sauroit trop paroître avoir, que la législation ne sauroit favoriser d'une manière trop efficace. C'est pour le bien public qu'ils s'assemblent, c'est pour le bien public que les divers subsides sont levés. Plus un Citoyen paye annuellement d'impôts, plus il contribue déjà à l'utilité publique, plus par conséquent il acquiert de droit à une certaine considération. Or dans quel autre moment cette juste considération pourroit-elle lui être témoignée plus à propos, que dans les instans consacrés à l'intérêt général, auquel il est d'ailleurs plus intéressé, que celui qui y contribue moins? Ainsi, la somme des contributions de chaque membre de l'assemblée, décidera du rang qu'il y devra tenir. Je conviens que cette idée seroit en partie chimérique, à côté des absurdes complications fiscales, usitées encore chez plusieurs Nations chrétiennes commerçantes; mais il en est de cette innovation, comme de plusieurs autres. Considérées chacune en particulier, elles sont alors souvent impraticables; tandis qu'au contraire, rien de plus certain que la facilité de leur exécution, en supposant qu'on a, au préalable, opéré les réformes auxquelles elles sont naturellement liées. Si le système de subsides publics,

exposé dans les deuxieme, troisieme & quatrieme Moyens, se trouve un jour en vigueur; l'idée en quest'on fera très-aisée à réaliser dans toute son étendue. C'est tout ce qu'il faut, pour m'autoriser dès ce moment, à l'accompagner d'un plus grand détail.

Chaque année, les Consuls ou Officiers des deniers publics, ayant reçu les rôles dont il est parlé au N° I.III, dresseront une liste de tous les membres d'assemblée paroissiale, depuis les plus forts jusqu'aux moindres contribuables, y ajoutant la somme des contributions particulieres à chacun d'eux. Dans les petites paroisses, cette liste placée à la fin de chaque année, aux portes des saints Temples, de la salle d'assemblée, &c. apprendra à ces divers membres, l'ordre suivant lequel ils doivent y être placés l'année suivante, & dès la premiere occasion. — Dans les paroisses dont les memes membres d'assemblées ne s'assembleront que de deux en deux ans, la liste en question sera déposée annuellement parmi les papiers de la paroisse, pour y servir à cet usage : sur la fin de chaque année, on prendra les listes des deux années précédentes, on additionnera les contributions annuelles de chaque futur membre, & on formera une nouvelle liste, graduée comme les précédentes, & destinée à regler les rangs des nouveaux membres d'assemblée. — Si les mêmes membres d'assemblée ne s'assemblent que de trois en trois ans, ou plus rarement, avant l'époque de leur nouvelle assemblée, on additionnera les listes des trois ou quatre années précédentes, &c. (x).

---

(x) Ces sortes de listes fourniront un troisieme moyen

Ce droit de préférence sera observé parmi les Administrateurs, (le Président ou les deux Présidents mentionnés, seuls exceptés) comparés les uns aux autres, & non au reste de l'assemblée, qui, de son côté, s'y conformera aussi exactement. En cas d'égalité de contributions, le citoyen, ex-Officier public, aura le pas sur l'autre. En cas de cette double égalité, celui qui aura été Officier public, le plus de fois, aura le pas sur l'autre. Si tout est égal sur ces trois objets, le citoyen plus ancien membre d'assemblée, sera placé avant l'autre. En cas de nouvelle égalité, ce sera le plus ancien d'âge qui aura le pas sur l'autre. Enfin, si rien de tout cela ne se trouve inégal, on aura recours à la voie du sort, pour détruire définitivement la dernière espèce de concurrence.

Les Chevaliers de l'Ordre Bienfaisant ou Chrétien, & ceux de l'Ordre national, seront placés immédiatement après les Administrateurs & avant les autres membres de l'assemblée. Comme ils auront déjà fait leurs preuves, en fait d'humanité, de patriotisme, &c. qu'ils auront mérité la considération publique, pour le reste de leurs jours, le présent privilege ne sera contraire à aucun de nos principes. Par la même raison, ils siégeront entr'eux, suivant leurs grades. En cas d'égalité à cet égard, le plus fort contribuable aura le pas sur l'autre, puis le marié sur le célibataire;

---

de faire garnir les caisses des octrois. (N<sup>os</sup> XLVIII, XLIX.) Ce moyen consistera à permettre aux Paroisses de se taxer à une partie aliquote, au cinquantième, au centième, par exemple du montant des contributions annuelles de chaque Paroissien contribuable, soit qu'il soit Citoyen ou non.

& on suivra, pour toutes les autres especes d'égalité, ce qui vient d'être réglé pour le reste de l'assemblée, ainsi que pour les Administrateurs. S'il se trouve parmi ceux-ci quelqu'un desdits Chevaliers, il aura la premiere place après le Président ou les deux Présidens.

Nous venons d'indiquer le nombre, l'espece d'Officiers publics à élire, la quantité, la qualité des Electeurs, le rang que les uns & les autres doivent occuper dans les assemblées. Faisons annoncer ces mêmes assemblées, & puis il ne s'agira plus que d'y assister en esprit, pour parler de ce qui s'y passe. Or, vu la liaison intime qui doit régner entre la religion & l'ordre social, vu les heureux effets que ce noble & saint concert ne fau- roit manquer de produire en faveur de tous les hommes, les Ministres de l'Eglise annonceront solennellement, du haut de leur chaire de vérité bien- faisante, toutes les assemblées qui devront avoir lieu, soit pour les affaires de l'un ou de l'autre dé- partement; & en exposeront, d'après la notice qu'ils en auront reçu du Président, s'ils ne le font eux-mêmes, (honneur dont ils ne pourront jouir que de trois en trois ans), en exposeront le sujet, y ajoutant une instruction analogue.... (N<sup>o</sup> LIV.)

### ASSEMBLÉES PAROISSIALES.

CXL.  
Façon de  
procéder  
dans les  
assemblées  
Paroissia-  
les.

Chacun ayant pris sa place, on procede ainsi à l'élection des nouveaux Officiers. Sur une table placée en vue de tous les assistans, est une boîte dont la face supérieure & la face antérieure sont comme dépliées. Le Président (y) présente un

---

(y) Le Président de ces assemblées mixtes ou d'élection,

livre aux vingt premiers membres de l'assemblée. Celui qui a la plus belle lettre, vient prendre la boîte en question, la ferme, la présente d'abord au Président, & ensuite successivement aux divers membres, tant de l'administration, que de l'assemblée. Chacun y dépose ou y fait glisser à son tour deux billets, sur chacun desquels il a mis : M. tel, Président, Secrétaire, &c. membre de tel département. La ronde finie, il vient remettre la boîte à sa place, y jete ses deux billets, la secoue en plusieurs sens, & se tient au voisinage, devant faire, un moment après, les fonctions de

---

fera celui des deux qui l'aura déjà été, ou qui aura été le plus souvent Officier public. En cas d'égalité à cet égard, ce sera le plus ancien membre d'assemblée & puis le plus fort contribuable, enfin le plus âgé ; faute de quoi les concurrens décideront eux-mêmes de leur préséance, par la voie du sort indiqué, en tirant à la plus belle lettre. Si l'un des deux Présidens, est Chevalier des Ordres proposés, il présidera lesdites assemblées. S'ils le sont tous les deux, ce sera le plus avancé en grade ; & en cas de nouvelle égalité, on suivra tout ce qui vient d'être dit, n'étant jamais permis d'attribuer cette Présidence solennelle à un Chevalier, comme Chevalier d'un desdits Ordres plutôt que de l'autre. Ces réglemens concernant le Président des assemblées mixtes, seront observés également, & dans les assemblées paroissiales, & dans celles des Bureaux supérieurs, tant intermédiaires que Provinciaux : en outre, il sera défendu à tous les Présidens de haranguer l'assemblée au sujet des bulletins à donner. L'instruction chrétienne du Dimanche précédent sera préférable, comme exempte de toute personnalité, de tout intérêt particulier, comme plus propre à remettre les Paroissiens en la présence de l'Etre Suprême, à leur faire écouter le témoignage de leur conscience.... Dans la suite, le Président des assemblées mixtes les ouvrira par la lecture d'une priere analogue à l'objet de chacune d'entr'elles. . . . ( N° 95, deuxieme alinéa ).

*Lecteur.* Aussi-tôt le Président choisit, comme ci-dessus, à la belle lettre, & sur la deuxième vingtaine des membres présens, un second Officier de l'assemblée, un *Ecrivain*, qui vient occuper la place du Secrétaire ordinaire. En ce moment, le Lecteur prend les billets un à un, en fait lecture à voix haute, & tandis que l'Ecrivain transcrit leur contenu sur une feuille volante, il les place eux-mêmes par ordre, sur un carton exposé à la vue de l'assemblée, & préparé de manière qu'ils s'y trouvent collés à fur & mesure. Tout étant écrit, l'Ecrivain lit son ouvrage, le Lecteur regardant sur le carton, afin de faire corriger les fautes qui pourroient avoir échappé. . . .

Election  
des Offi-  
ciers Pa-  
roissiaux.

Les six ou quatre, ou plutôt les huit ou douze *membres d'assemblée*, (soit qu'ils soient membres de l'assemblée ou non), qui ont le plus de voix, soit par individu, soit avec l'égalité des voix de plusieurs d'entr'eux, & même de tous, se trouvent par cela seul nommés Officiers publics de l'année. Les huit ou douze *membres d'assemblée*, ou citoyens éligibles, qui, après ces premiers, ont le plus de voix, reçoivent le titre d'*Accesseurs*, au moyen duquel ils se trouvent destinés à remplacer les Officiers publics mourans en charge, & ceux que des maladies ou des affaires extraordinaires empêcheroient de remplir leurs honorables fonctions. Parmi les huit ou douze Officiers élus, celui qui a le plus de voix pour la présidence, est déclaré Président. Celui qui en a le plus pour la trésorerie, est Trésorier; pour la secrétairerie, Secrétaire, &c. S'il y a un vice-Président, un vice-Secrétaire, un vice-Trésorier, ces dignités seront adjudgées à ceux qui auront eu respectivement le plus de voix, après

chacun des mêmes Officiers en titre. Si les Officiers élus ne se trouvent désignés nommément pour aucune des charges à remplir, pas même par une seule voix, alors le président leur offrira cette alternative ; savoir, ou de s'arranger à l'instant même entr'eux, selon leur goût, ou de supplier les Officiers publics, leurs prédécesseurs, de vouloir bien en décider. Dans ce cas, ou bien encore s'ils ne sont pas tous présens, chacun de ceux-ci fera aussitôt un bulletin sur lequel il désignera les divers Officiers en question. Ces bulletins déposés dans la boîte, seront pris & lus par l'Ecrivain de l'Assemblée, lequel, dès que cette distribution de charges aura été terminée, les réduira en mille pièces, ou les jettera au feu, afin qu'il ne reste pas la moindre trace d'une écriture faite dans l'assemblée, par huit ou douze personnes connues ; en cas de nouvelle concurrence, on aura recours à la voie du sort.

Si la pluralité des voix ne se trouve point précisément en faveur du nombre des Officiers à élire, & qu'il y ait égalité de voix pour un plus grand nombre de membres d'assemblée éligibles (1), l'élection n'en sera pas pour cela moins déterminée ; alors celui ou ceux de ces membres désignés, qui seront Chevaliers ou de l'Ordre Chrétien, ou de

---

(1) Au sujet de cette épithète on peut se rappeler que le même membre d'assemblée ne pourra être en place qu'une année durant, & qu'il ne pourra être élu de nouveau qu'après trois élections intermédiaires. Je crois qu'il ne faudra exempter de cette loi, que l'Officier public chargé de la Police ; non en le nommant à vie, ou pour plus long-temps que les autres, mais en rendant l'emploi de Lieutenant de Police, perpétuel d'année en année, & comme vivace à volonté.

l'Ordre National, seront, par cela seul, élus de préférence aux autres ; & en cas de nouvelle égalité quelconque, on terminera l'élection, en se conformant aux règles qui viennent d'être proposées dans la note relative au Président des assemblées mixtes. On emploiera la même méthode pour déterminer, en cas de besoin, les Accesseurs de chaque département.

Cette nomination d'Officiers publics se fera vers la fin de chaque année, ( par exemple, le premier Dimanche, ou le premier Lundi de Décembre ). Et après que les Officiers des deniers publics auront formé la liste des plus ou moins contribuables de l'année, on réglera le rang des nouveaux Officiers, savoir, celui des deux Présidens, dans toutes les assemblées mixtes, & puis celui des autres Officiers des deux départemens dans toutes sortes d'assemblées ; fixant ce dernier d'après ce qui est prescrit par le droit de préséance dans les assemblées paroissiales, sans avoir jamais égard à leur différence de département. — Les Accesseurs n'auront, à ce titre, aucun droit de préséance, attendu qu'ils ne seront pas toujours membres de l'assemblée, puisque, comme on vient de le voir, il suffira d'être *membre d'assemblée paroissiale*, pour pouvoir devenir Officier public, ou Accesseur. S'ils se trouvent membres de l'assemblée, ils seront placés suivant leur droit ordinaire.

Distribu-  
tion des  
prix de  
toute es-  
pèce.

Outre les assemblées d'élection, il y en aura encore d'autres pareillement mixtes ; telles seront celles où l'on adjugera les couronnes conjugales & les prix de sage conduite, dont il est parlé au N<sup>o</sup> CXXXVIII. On ira aux opinions, en la manière expliquée. Les voix ayant été comptées, on écrira, par ordre, sur les



cahiers de l'assemblée, le nom de tous les aspirans qui en auront eu, & en quel nombre. Le nom des vainqueurs sera suivi de leur âge, & du lieu de leur demeure. Pour comprendre le but de ces opérations, on n'a qu'à se rappeler que le procès-verbal de toutes les assemblées, se trouvera imprimé annuellement. Voici l'usage qu'on en fera quelquefois dans la proclamation des prix.

A égalité de voix, celui qui en aura eu dans le couronnement précédent, ou qui en aura eu davantage, l'emportera sur son digne émule. Si ces trois cas sont égaux, les Officiers publics adjudgeront le prix en la manière qu'ils ont, un peu plus haut, distribué leurs diverses charges à leurs successeurs désignés. — Du reste, les honneurs du triomphe seront toujours également décernés à tous ceux qui auront eu la même pluralité de voix. De plus, afin d'inspirer le précieux desir des suffrages publics, sans des vues intéressées; il sera statué, qu'à chaque prix, on couronnera toujours les trois plus méritans, c'est-à-dire, les trois qui auront eu le plus de voix.

Le jour qu'on annoncera l'assemblée rémunératrice des sages ouvriers, ceux désignés par leurs maîtres seront inscrits sur la porte de l'Eglise & aux autres endroits convenables. Le bulletin de chaque membre de l'assemblée en contiendra un, sous peine d'être déclaré nul. Le second sera pris parmi les agriculteurs & les laboureurs quelconques; & le troisieme, parmi les journaliers, parmi les ouvriers non désignés, ou dans telle classe de citoyens qu'il plaira à chacun, pourvu que ce soit un homme menant une vie laborieuse. Or, quelque soit le nombre des bien méritans, le prix des ressources sociales sera toujours livré au plus méritant des ouvriers désignés, lequel, dans la ré-

ception des honneurs, ne fera jamais distingué que relativement au nombre des suffrages reçus. Lorsqu'il y aura tout-à-la-fois plusieurs prix à décerner pour différentes classes de citoyens, on observera encore la même méthode, assignant le prix à quelqu'un de la classe désignée, ou au plus pauvre des couronnés....

A chaque prix de mariage on couronnera aussi les trois plus méritans. Les enfans de l'Etat compris parmi les vainqueurs recevront de préférence les dots constituées aux dépens des ressources sociales.

Les récompenses honorifiques accordées dans toutes ces occasions seront différentes, suivant les pays & les préjugés régnans. Osons néanmoins en proposer ici deux susceptibles d'être adoptées partout. La première consistera à être appelé à l'assemblée pour faire soi-même inscrire son nom, son âge, &c. y étant reçu, & en étant reconduit jusqu'à la porte par un des Officiers publics. La seconde, plus glorieuse, pourra elle-même devenir une source de bénédictions. Les victorieux auront droit au couronnement suivant, de donner leur voix, de porter eux-mêmes leur bulletin à l'assemblée. Par-là leur sage conduite leur fera plus aisément des imitateurs parmi leurs égaux....

**CXLI.**  
Diverses  
méthodes  
à suivre  
dans l'élec-  
tion des  
Officiers  
supérieurs.

Les Officiers des Bureaux intermédiaires seront nommés par les Bureaux de leur district, suivant l'une des deux méthodes suivantes.

**PREMIERE METHODE.** Il sera réglé que les divers Bureaux paroissiaux du même district s'assembleront tous au même jour & à la même heure. Je suppose ces diverses assemblées formées. Chaque

membre va, à son tour, déposer son bulletin de nomination dans la boîte mentionnée, ou dans quelque endroit analogue. Aussi-tôt on tire à la belle lettre pour élire un Secrétaire. Celui-ci prend les bulletins un à un, montrant à l'assemblée qu'il n'y en a ni plus ni moins, les place sous une enveloppe, & y appose ses armes ou le cachet dont il se trouve muni. Le Président & le dernier membre de l'assemblée font la même opération; & tel est l'usage qu'on fait ensuite de ces élections particulières : huit jours après la nomination des Officiers paroissiaux, (par conséquent, dans notre exemple, le second Dimanche, ou le second Lundi de Décembre,) il y a dans toutes les Villes, sièges de Bureaux intermédiaires, une assemblée générale composée des Officiers intermédiaires de chaque département, & où ont droit d'assister les deux Présidens de chaque paroisse du district, pourvu que ce ne soit point aux dépens des Bureaux de charité ou des deniers publics. (Note du N<sup>o</sup> 145.) C'est à cette assemblée que sont présentées toutes les élections paroissiales, les unes par leurs propres Présidens, les autres par des paroissiens députés. --- L'assemblée intermédiaire étant ouverte, on y élit, à la belle lettre & parmi tous les membres présens, à l'exception du Président, on y élit un Ecrivain, qui transcrit, sur une espece de liste, le nom de toutes les paroisses dont les élections sont, à fur & mesure, jetées dans la boîte des scrutins. Ces élections ont pour toute adresse : *A l'assemblée générale du Bureau intermédiaire, fixée le second Lundi de Décembre, à dix heures du matin, de la part de la paroisse N.*

Lorsque le nombre d'élections paroissiales se trouve complet, ou une heure après l'ouverture

de l'assemblée , les Officiers intermédiaires forment eux-mêmes leur élection , allant chacun jeter leurs bulletins dans la boîte. Cette opération finie , on élit ( en la maniere expliquée pour le choix d'un Ecrivain ) un Lecteur. Celui-ci retire de la boîte toutes les élections , la referme , décachete successivement tous les paquets , en jette les bulletins dans la boîte , qu'il secoue un instant ; & l'Ecrivain se mettant alors de la partie , toutes les voix se trouvent bientôt marquées sur une feuille volante , comptées , comparées entr'elles , assez bien connues pour déterminer la nomination des nouveaux Officiers intermédiaires. A cet égard , on suit exactement les mêmes réglemens que dans l'élection des Officiers paroissiaux , à une seule exception près ; c'est que si les Officiers élus ne se trouvent désignés nommément pour aucune des charges à remplir , leur absence ne permettant point de leur proposer l'alternative indiquée , l'assemblée fait toujours elle-même cette distribution des charges , par la voie du scrutin , ou par celle du sort , après avoir tenté inutilement l'autre , une seule fois.

L'élection étant donc terminée , le procès-verbal dressé , le Secrétaire ordinaire reçoit ordre de faire parvenir à chaque Bureau paroissial la liste des douze nouveaux Officiers , & de leurs Accesseurs , avec l'adresse & l'enveloppe sous laquelle étoit son élection particulière.

Huit jours après cette élection , celle des Officiers provinciaux est faite par les Bureaux intermédiaires , précisément suivant la même méthode : ce qu'on comprendra aisément , si l'on se donne la peine de relire celle-ci , en substituant les mots de *Bureaux intermédiaires* à ceux de *Bureaux*

*paroissiaux, & les mots de Bureau provincial à ceux de Bureau intermédiaire.*

Le terme de huit jours, fixé pour l'intervalle d'une élection à l'autre, pourra être augmenté ou diminué à volonté. Il sera facile, par exemple, de le porter à quinze jours, si la distance des lieux, ou la difficulté des communications rend ce long espace plus commode. Mais une chose essentielle, par rapport à toutes ces élections, c'est de les faire le plus tard possible, toujours vers la fin de l'administration annuelle, & de ne point en intervertir l'ordre, de commencer toujours par celle des Officiers paroissiaux, puis travailler à celle des Officiers intermédiaires, & finir par celle des Officiers provinciaux. De cette manière les Officiers supérieurs n'auront aucun intérêt à influencer sur l'élection de leurs inférieurs : & de leur côté, les Electeurs ne seront point intéressés à leur choix, ne devant plus être en place, sous les nouveaux élus, ni ne pouvant par la suite s'y trouver, sans un concours de causes diverses très-difficile. Leur gestion les aura mis à portée d'examiner les comptes rendus des bureaux supérieurs, de connoître les notables éligibles. D'autre part, cette forme d'élection ne causera aucune dépense, aucun dérangement, rendra immanquable la liberté des suffrages, & deviendra une récompense flatteuse pour une multitude d'Officiers publics, dignes des plus grands, comme des plus brillans encouragemens. Il ne faut, ce me semble, que ces avantages, pour lui attirer l'attention des Gouvernemens monarchiques. Si les républicains veulent l'employer, (modifiée autant que de besoin), elle leur en procurera une foule d'autres, mettant fin à des assemblées tumultueuses

Regle importante à ce sujet.

& ruineuses , à des intrigues à des divisions sans fin , à une infinité d'abus & de scandales , tant publics que particuliers.

La *DEUXIEME METHODE* me paroît encore l'emporter sur celle-là, en ce qu'elle est plus propre à nous procurer des Officiers supérieurs , vraiment dignes de la confiance publique. Elle consiste à privilégier les paroisses des villes , sieges de Bureaux supérieurs , à les admettre dans la nomination des Officiers , tant provinciaux qu'intermédiaires, étant d'ailleurs , pour tout le reste , conforme à la précédente. D'abord les Bureaux paroissiaux du district , à l'exception de ceux des villes en question , feront leur élection particuliere , & tout ce qui vient d'être prescrit. Ensuite , à l'instant même où l'assemblée générale s'ouvrira , toutes les assemblées paroissiales de la ville s'ouvriront aussi pour procéder , chacune en particulier , à la nomination dont il s'agit. Cette nomination étant ébauchée , c'est-à-dire , les voix étant recueillies & comptées , sans aller plus avant , on fait une liste de tous ceux qui ont eu par exemple sept voix ou au-delà ; (a) les deux Présidens se chargent

---

(a) Par-là on voit que notre forme d'élection peut être modifiée , ou relativement au nombre des Electeurs , ou relativement à la quantité de suffrages propre à mettre au rang des aspirans. On pourra , si l'on veut , y ajouter une troisième modification relative aux Paroisses de plus de mille Habitans. A cause de l'importance des élections dont il s'agit , &c. Il y aura alors successivement deux, trois ou quatre assemblées , composées chacune , d'une des deux , trois ou quatre classes de Citoyens , mentionnées ailleurs N<sup>o</sup> 139 ; & après la dernière assemblée , on comptera les voix pour l'élection , qui , par ce moyen , se trouvera faite par tous les Concitoyens des Officiers élus. Ces assemblées successives devront , ou du de

de la présenter à l'assemblée générale , au moment où tous les bulletins auront été lus , & aussitôt l'assemblée paroissiale est terminée. Il est inutile de détailler l'usage que l'assemblée générale fait de ces listes , pour former , au moment indiqué , le tableau des suffrages de chaque aspirant ou élu. Nous l'avons déjà dit , la nomination s'achève ensuite dans cette méthode , tout comme dans la précédente , soit celle des Officiers intermédiaires , soit celle des Officiers provinciaux.

Or , toutes les élections étant terminées , les comptes - rendus imprimés , l'année d'administration sur le point d'expirer , les Officiers en charge convoquent au jour réglé ( par exemple , le dernier dimanche de l'an , ou le quatrième lundi , le quatrième dimanche de Décembre ) , la dernière assemblée annuelle , où se trouvent les Officiers & Assesseurs désignés , & placés d'abord hors de rang. Chaque Président expose à son tour & en peu de mots l'état de son département , les entreprises ou opérations commencées , celles qu'on a eu vainement en vue , lit le procès-verbal de l'assemblée d'élection , prie les nouveaux Officiers de venir occuper leurs places , les avertissant que les comptes - rendus imprimés leur feront connoître le reste : & aussitôt on remet publiquement à ceux-ci les clefs , les papiers , les imprimés en question , le livre des réglemens à suivre , &c. Le nouveau Président remercie le public , au nom de ses confrères , de la confiance dont il a bien voulu les ho-

---

moins , pourront encore avoir lieu , lorsqu'une Paroisse sera dans le cas de s'imposer des octrois , d'élire des Officiers publics ou des Députés quelconques.....

norer , ajoutant qu'ils sont tous disposés à faire tout ce qui dépendra d'eux pour s'en rendre dignes , pour avoir la gloire de contribuer à la prospérité du pays & de la Nation....

Les Officiers supérieurs seront à peu près installés de même à l'assemblée de leur élection , toutes les fois que la plupart des nouveaux élus seront dans le pays. S'il en manque la moitié ou davantage , les Officiers actuels indiqueront dans cette même assemblée , une autre assemblée où auront droit d'assister les mêmes personnes.

Ajoutons à tout ceci une méthode de connoître les plaintes formées , les chefs d'accusation portés contre l'administration expirante. A cet effet , chaque salle d'assemblée sera munie d'une espece de boîte à lettres de poste , qui se trouvera ouverte en dehors , au moins durant tout le temps de l'assemblée de clôture , & où chacun pourra jeter , même sous l'anonyme , les dénonciations qu'il jugera à propos. Les affaires de ladite assemblée étant terminées , le premier membre de l'assemblée choisit , parmi les dix derniers membres & à la belle lettre , un Lecteur qui vient ouvrir la boîte , & lit successivement les pieces qui y sont contenues. En même temps , les Administrateurs donnent les éclaircissemens nécessaires ; & après , le Secrétaire de l'assemblée met , à la suite des actes , un résumé des plaintes & des réponses en question....

CXLII. Quelle marche faudra-t-il suivre pour introduire , dès aujourd'hui , la nouvelle forme d'élections , en supposant qu'on adopte mon plan d'administration des ressources sociales , ou quelque autre plus parfait , mais calqué , à peu près , sur le mien.



près ; sur la même façon d'en élire les Administrateurs.

On décidera que désormais tous les membres d'assemblée paroissiale seront tenus de réunir chacun les diverses conditions requises plus haut : (N° CXXXIX.) Cela posé, dans chaque paroisse on cherchera le nombre des membres d'assemblée, & on les divisera, s'il le faut, en un certain nombre de classes, par la méthode expliquée au N° cité, ou par quelque autre meilleure peut-être, telle par exemple que celle-ci : je suppose qu'une assemblée paroissiale pourra, sans inconvénient, être composée de trois ou quatre cens personnes. Donc, s'il y a, dans une paroisse, 400 membres d'assemblée, ou un moindre nombre, ils seront annuellement membres de chaque assemblée paroissiale ; s'il y en a le double ou au-dessous, ce ne sera que de deux en deux ans ; si le triple, ou au-dessous, de trois en trois ans ; si le quadruple ou au-dessous, que de quatre en quatre ans. Toutes les paroisses composées de plus de 1600 Citoyens ou membres d'assemblée, seront peu à peu divisées en deux ou en plus grand nombre, de manière que les Citoyens de chacune n'excéderont point d'ordinaire le nombre de mille. Si les impositions ; les préjugés du pays le permettent, les membres de ces assemblées Paroissiales seront placés suivant le nouveau droit de préférence, & les Chevaliers des Ordres actuels y occuperont le rang désigné pour les nouveaux Ordres. Si cette réforme n'est point encore praticable, on laissera suivre le droit de préférence ordinaire, se bornant à en annoncer un nouveau plus avantageux, mais dépendant d'améliorations à faire, de soulagemens à accorder.

Or par ces simples opérations de calcul , tout se trouvera disposé pour la premiere assemblée paroissiale. On la fera présider par des Magistrats en honneur , par le Curé , l'Evêque , l'Intendant , ou enfin par quelques Citoyens distingués. La forme d'élections indiquée y sera suivie , & les Bureaux ou Comités Paroissiaux , se trouveront formés sans la moindre difficulté. Insensiblement , vers la fin par exemple , de la même année , on élira , d'après l'une des deux méthodes précédentes , les Officiers des Bureaux intermédiaires , & l'année suivante , ceux des Bureaux provinciaux ; & c'est ainsi que la nouvelle forme d'élections pourra , à peu près , être mise en vigueur , dès le commencement même de nos politiques & bienfaisantes innovations , dès les premieres années de l'établissement *des ressources sociales*. Il est inutile d'observer qu'en créant ces divers Bureaux de Charité , on ouvrira les nouvelles sources de revenus en faveur des pauvres , qu'on annoncera aux nouveaux Officiers publics leurs privileges présens & à venir , leur imposant en outre l'obligation de suivre en tout les réglemens proposés & finalement adoptés , soit au sujet de leurs propres opérations , soit relativement aux secours que pourront demander les pauvres de toute espece.

**CXLIII.** Une chose plus essentielle à ajouter , c'est que ces divers Bureaux ne pourront , dans aucune de leurs assemblées , ( soit particulieres , soit mixtes ou paroissiales ) aller aux opinions autrement que par la voie du scrutin. Lorsque les bulletins proposés ne seront point nécessaires , on y substituera de petites boules , des cailloux , des fèves , &c. de deux couleurs différentes , dont l'une , signe de

Voie du  
scrutin seu-  
le permise.

l'approbation ou du consentement, & l'autre, signe du contraire. C'est ainsi qu'on en agira lorsqu'il s'agira d'approuver ou de rejeter un avis, de prononcer sur la conduite des pauvres secourus ou à secourir. (N<sup>o</sup> CXXXV.) A cet effet, le Président distribuera d'abord à chaque Officier deux des signes en question; puis à tour de rôle, on ira les jeter l'un dans la boîte des scrutins, l'autre dans leur boîte ou réceptacle ordinaire, boîtes qui seront alors, l'une & l'autre, surmontées d'une espee d'entonnoir ou cache-main.

Du reste les deux nouvelles sortes d'Officiers publics, & leur forme d'élection suffiront à peu près à tous les besoins de ce genre. Dans les endroits d'une seule Paroisse, les Officiers Paroissiaux des deniers publics remplaceront en tout, ou pour mieux dire, seront ce qu'on appelle aujourd'hui Consuls, Echevins, Officiers Municipaux, &c. Dans les Villes, Sieges de Bureaux intermédiaires, ce seront les Officiers intermédiaires du même département, qui, sous le nom qu'on voudra, rempliront le même objet. S'il y a des Villes de plus d'une Paroisse, qui ne soient point Sieges de Bureaux supérieurs, on y élira des Officiers des deniers publics, ou Consuls en cette sorte : l'assemblée de chaque Paroisse s'ouvrira au même instant : les voix y ayant été recueillies, comptées comme ci-dessus, chaque assemblée paroissiale sera terminée; & aussi-tôt les Officiers publics de chaque paroisse formeront seuls une deuxième assemblée, où ils détermineront la nomination dont il s'agit, tantôt par le simple contenu de leurs listes particulieres, tantôt en détruisant l'égalité de suffrages par les divers droits de préférence, indiqués au N<sup>o</sup> CXL;

CXLIV.  
Maniere  
d'élire dans  
un endroit  
quelcon-  
que un  
seul Tribu-  
nal Consu-  
laire, &  
de s'impo-  
ser des oc-  
trois.

par-là il se trouvera, dans chaque endroit, un seul Corps d'Officiers publics formant le Tribunal Consulaire, si nécessaire au commerce. C'est ce Corps qui aura sous son inspection la chambre où seront placés les rôles des Marchands & les rôles publics de taux, dont il est parlé aux deuxieme & quatrieme Moyens (Nos XXIII, LIII).

D'après ce qui précède, il est clair que les nouveaux octrois, assis toujours conformément aux maximes du No XLIX, pourront facilement être ordonnés & réglés par les assemblées paroissiales, dans tous les endroits d'une seule Paroisse; tandis qu'au contraire, dans les autres endroits, pour établir l'uniformité sans nuire aux droits des Citoyens, il sera indispensable d'employer quelque autre tournure.

Or telle est la maniere dont on s'y prendra : le Bureau intermédiaire ou le Tribunal des Consuls, préparera d'abord la matière, de façon qu'il ne reste plus qu'à préférer un octroi à l'autre, ou une contribution à une autre, ou à tout rejeter : la matière ainsi préparée sera proposée aux assemblées paroissiales, toutes convoquées à la même heure : là les Votans marqueront dans leurs bulletins, ou par les signes indiqués au numéro précédent : *Tel octroi ou tel autre, les deux octrois ou nul octroi ; premiere, deuxieme, &c. contribution.* On y fera une liste du nombre de voix pour & contre chaque objet; & c'est à quoi se borneront les opérations de chaque assemblée paroissiale. Ces listes paroissiales seront ensuite présentées à une assemblée générale composée, & des divers Officiers paroissiaux, & des Officiers intermédiaires, ou à défaut d'un tel Bureau, des Officiers du Tribunal Consulaire qui vient d'être indiqué. Si

l'affaire ne se trouve pas décidée par la pluralité des suffrages, cette assemblée en jugera elle-même par la voie du sort. Ajoutons ici le pendant du N<sup>o</sup> CXXX, un second hors - d'œuvre aussi bien conditionné; hors-d'œuvre qui, conséquemment, suppose la lecture du premier.

Après la signature de la confédération chrétienne (ou même par un article particulier), les Nations s'obligeront-elles à suivre chacune quelqu'un des arrangemens politiques proposés au N<sup>o</sup> CXXX? Dès-lors, c'est ainsi, à peu près, que chacune d'entr'elles pourra employer la nouvelle forme d'élection.

CXLV.  
Second  
hors-d'œuvre, ou  
pendant  
du numéro  
CXXX.

Premièrement, s'il s'agit de convoquer de cinq en cinq ans une assemblée nationale, pour régler, (dans l'espace de quelques jours,) les nouveaux droits d'entrée & de sortie, & les autres subides variables, on statuera qu'en vertu des premier, onzieme, &c. articles de la confédération chrétienne, il y aura désormais dans telle Ville (de chacun de ces Empires) de cinq en cinq ans, & à commencer de tel jour, de tel mois, une assemblée nationale, composée de tant de Députés de chaque Province, lesquels seront nommés de la même manière que le sont annuellement les Membres des Bureaux Provinciaux, (N<sup>o</sup> CXLI).

Secondement, si outre les assemblées nationales périodiques, ces mêmes Peuples ont un Conseil, un Sénat national permanent, la nouvelle forme d'élection leur fournira plusieurs moyens d'en renouveler par parties tous les Membres, sans le secours ruineux d'assemblées provinciales ou nationales:

*PREMIER MOYEN.* Chaque Province ou Palatinat, fournira, en particulier, un certain nombre de Sénateurs ou de Conseillers, qui seront élus de même que les Députés précédens, ne pourront être en place qu'un certain nombre d'années, & seront renouvelés, ou un à un, ou deux à deux, ou trois à trois, &c. suivant leur nombre & suivant le temps fixé pour leur renouvellement total, lequel, à cause du premier article de la confédération, ne devra se faire au plutôt, que de cinq en cinq ans.....

*DEUXIEME MOYEN.* Le même jour, & à la même heure, chaque Bureau provincial tiendra une assemblée, composée, & des Officiers Provinciaux des deux départemens, & des Présidens de tous les Bureaux intermédiaires de la Province, qui voudront s'y rendre à leurs dépens (b). Là seront lus, comptés, transcrits, &c. les bulletins des divers Officiers Provinciaux & intermédiaires, recueillis & présentés selon l'une des deux méthodes du No CXLI; les sept premières pluralités de voix, soit qu'elles concernent un seul individu ou plusieurs, seront aussitôt publiquement imprimées & envoyées, d'après la méthode citée, à une autre assemblée, composée, & du Sénat ou Conseil per-

---

(b) Lorsqu'un Président, soit Provincial, soit Paroissial ou intermédiaire, ne voudra ou ne pourra point se rendre, à ses frais, aux assemblées supérieures mentionnées; il sera tenu d'en avertir durant l'assemblée d'élection, ou de députation, qui le remplacera par un autre Député, afin que le nombre des Membres desdites assemblées supérieures se trouve toujours le même.

manent, & des Présidens provinciaux qui voudront avoir l'honneur d'y assister à leurs propres frais. Les listes provinciales ayant été examinées & comparées, si la pluralité de voix ne détermine pas l'élection, elle sera achevée suivant les réglemens du N<sup>o</sup> CXL.

On sent que, d'après ces deux méthodes & celles qui précèdent, il sera facile d'en imaginer une foule d'autres. Dans la première, il sera naturel que chaque Province choisisse ses Députés parmi ses Citoyens ; dans la deuxième, la même chose pourra s'observer en vain : mais je pense que ce n'est point là un inconvénient & qu'on ne devra jamais imposer la moindre gêne à cet égard, l'essentiel étant de mettre en place des hommes intègres & entendus, de quelque pays ou province qu'ils puissent être natifs ou se trouver Citoyens.

Troisièmement, si les Magistrats à élire sont les Magistrats suprêmes de la Nation, si c'est dans une République, dans un Gouvernement confédératif, ils seront élus de même que les Conseillers ou Sénateurs Nationaux, sur-tout, conformément à la deuxième méthode, modifiée dans le nombre des suffrages envoyé par chaque Province.

On a vu plus haut (N<sup>o</sup> CXXXIX), pourquoi les Magistratures de Ville ou de Province ne doivent être que très-passagères, les comptes rendus imprimés & répandus par-tout mettant d'ailleurs les Citoyens d'une Ville, d'une Province, à même de s'instruire du véritable état des affaires, des besoins & des ressources du pays ; mais il n'en est plus de même pour des Magistrats qui se trouvent à la tête du Gouvernement, les Conseillers ordinaires du Monarque, les Juges de la plupart des affaires nationales ; il faut alors qu'ils restent plus long-temps

en place , afin de se mettre au fait des besoins & des ressources de chaque Province & de toute la Nation. Ainsi donc d'une part , les motifs exposés au No CXXXIX , prouvent la nécessité de ne pas perpétuer les Magistratures ; & de l'autre , il est essentiel qu'un Sénat national ait sans cesse présente à l'esprit , la situation générale des affaires , tant du dehors que du dedans , qu'il suive un même plan de conduite aussi long-temps que de besoin , qu'il agisse toujours d'après les mêmes principes , qu'il perpétue parmi ses membres le même esprit , les mêmes vues..... C'est pour remplir tout à la fois , ces indications contraires , que nous avons proposé de suivre la méthode précédente , ou plutôt la méthode connue de laisser les Magistrats nationaux en place pendant quelques années , & de n'en renouveler chaque année qu'une foible partie.

Quant aux membres de nos assemblées nationales , & autres quelconques , destinées à exercer quelque branche du pouvoir législatif , à faire rendre compte aux Administrateurs suprêmes , &c. &c. il faudra faire en sorte qu'ils ne soient intéressés ni à former des décisions partiales , ni à fermer les yeux à la lumière : en conséquence , chaque Province , chaque district intermédiaire , &c. choisira ainsi ses députés.

Premièrement , on députera toujours la moitié des Assesseurs en place.

Secondement , on élira le même nombre de députés , moitié parmi les Officiers publics en charge , moitié parmi ceux de l'année précédente.

Troisièmement , ces trois premières classes de députés ne formeront tout au plus que le quart des membres de l'assemblée , dont les trois autres quarts seront choisis parmi les plus forts contribuables ,



suivant la proportion & l'ordre indiqués au N<sup>o</sup> CXXXIX.

Quatrièmement, parmi les divers députés d'une Province, &c. il ne pourra y avoir qu'un dixieme de la même classe de citoyens, comme par exemple, qu'un dixieme de gens d'Eglise, qu'un dixieme d'Officiers de justice, qu'un dixieme de commerçans, qu'un dixieme de marins, qu'un dixieme de militaires de terre, qu'un dixieme de membres de même coterie, ou de mêmes coteries, ou du même Ordre de Chevalerie, ou de mêmes professions quelconques, ou de même ordre de citoyens, à moins que ce ne soit dans les classes générales d'Agriculteurs, d'Agriculteurs-commerçans.

Cinquièmement, le même citoyen ne pourra être député que de trois en trois assemblées.

Sixièmement, outre les députés mentionnés, le Sénat ou Bureau de la Ville, où se tiendra l'assemblée, y enverra le quart au plus de ses membres, lesquels n'y auront point de voix, s'il s'agit de la reddition de ses propres comptes, & y auront simplement voix consultative dans toute autre délibération....

Nous l'avons déjà dit plusieurs fois, les Magistrats annuels ne doivent toucher aucun appointement, aucune récompense pécuniaire. En fera-t-il de même des Magistrats en place pendant plusieurs années, & obligés d'abandonner leurs propres affaires pour se livrer entièrement aux affaires publiques? — On sent qu'exiger un tel sacrifice de la part de tout citoyen indistinctement, ce seroit s'exposer ou à éloigner de l'administration publique des patriotes de mérite, mais peu à leur aise, ou à être injuste à leur égard; d'ailleurs, n'est-ce pas-là un degré de perfection chimérique pour la

plupart des Nations actuelles ? Craignons donc de le leur proposer en ce moment comme nécessaire à atteindre aussi-tôt. Tâchons plutôt de leur donner des loix, qui, en épurant peu à peu la masse des idées, portent un jour la plupart des citoyens à se disputer à l'envi la gloire de servir enfin la patrie à leurs dépens. Aujourd'hui bornons-nous à demander que les Magistrats en question ne puissent aspirer à leurs dignités pour l'amour de l'argent, ni en être écartés par la crainte d'y consumer leurs richesses. En conséquence, on assignera aux Sénateurs & aux Magistrats suprêmes, des appointemens modiques, destinés, non à les récompenser, à les faire vivre dans la mollesse, mais simplement à les dédommager du déficit causé dans leurs revenus annuels par le nouvel emploi de leur temps. Comme ce déficit ne sauroit être facile à évaluer, on y substituera une modique pension annuelle, réglée sur les occupations de chaque espèce de Tribunal, & appelée *Supplément de revenus*.

On se souvient que la dose des contributions de chaque citoyen nous a servi à déterminer le droit de préséance dans les assemblées paroissiales & autres mentionnées. Dans un Tribunal national, ce droit peut être impraticable, ou du moins très-embarrassant à établir. Mais le principe sur lequel il est appuyé suffit pour nous en faire proposer un autre aussi avantageux, sans être sujet aux mêmes embarras. Un Officier public qui ne touche pas son *supplément de revenus*, est censé n'en avoir pas besoin, parce qu'il est sans cela assez riche, assez fort contribuable. D'ailleurs, par cela seul il augmente les revenus publics. Donc il a à la préséance le même droit que le plus fort contribuable. Donc

le droit de préséance des Sénateurs, des Magistrats suprêmes, sera réglé sur la partie du *supplément de revenus* qu'ils refuseront de recevoir. Ainsi après les Présidens viendront ceux qui l'auront refusé en entier, puis ceux qui n'auront touché qu'un quartier, &c. En cas d'égalité à cet égard, on suivra, s'il est possible, le droit fixé par les contributions, remontant alors aux listes paroissiales fournies par chacun des Officiers nationaux. En cas de nouvelle égalité, ou faute de ces listes de comparaison, on se conformera aux réglemens indiqués touchant le droit de préséance dans les assemblées paroissiales. — Du reste, si l'on veut que dans une assemblée, dans un conseil, tant de Province que de Nation, les députés de chaque Province, Cercle, Etat, Palatinat soient placés les uns à la suite des autres; alors ce que nous venons de proposer servira à régler leur rang entr'eux; ensuite pour déterminer la préséance des députés d'un Cercle sur les députés d'un autre Cercle, on examinera la cote-part des contributions nationales fournies par chaque Cercle, & la plus forte cote-part donnera droit à la première place, la moindre cote-part donnera droit à la dernière, &c.

Résumons. — Pour prévenir l'indigence & se mettre à couvert de ses suites funestes, il faut en extirper les diverses causes, *nécessité & oisiveté*; celle-là en secourant les pauvres de toute espèce, celle-ci en détruisant l'habitude, le goût, les avantages de la fainéantise, en inspirant l'amour du travail; ici par les ressources assurées à tous ceux qui mènent une vie laborieuse; là par la considération accordée à toutes les classes d'ouvriers utiles à la société; ailleurs, par l'instruction publique,

CXLVI.  
Résumé  
de l'ad-  
dition au  
premier  
Moyen.

par l'influence des établissemens sociaux sur les préjugés humains, par l'ensemble de la législation. C'est aux principes de cette même législation à régler la meilleure maniere de secourir les pauvres de toute espece. Or, suivant les plus évidens comme les plus généraux de ces principes, les termes de la loi doivent toujours supposer que l'homme est bon ; & les loix au contraire doivent être combinées de la même maniere que si l'homme étoit l'injustice, l'iniquité même, insensible à toute autre chose qu'à son intérêt personnel. De-là notre maniere de traiter les malades, de secourir les orphelins & les invalides, de faire occuper les gens désœuvrés & les travailleurs en tout genre : de-là notre méthode de faire circuler le patrimoine des pauvres : de-là la publicité donnée à toutes les opérations des Officiers publics quelconques, la nouvelle comptabilité, la nouvelle forme d'élection... Ajoutez à cela que les loix doivent être relatives aux besoins des peuples à qui elles sont destinées, qu'elles doivent être enchaînées entr'elles le plus fortement possible, sans jamais se contrarier en aucun point ; & vous verrez que juger du nouveau Code par quelque article particulier, ce seroit juger d'un tableau par la seule vue d'un recoin voisin du cadre, ce seroit juger d'un tout, nouveau, composé, long à saisir dans son ensemble, par la seule connoissance de quelque une de ses parties. Concluez donc de ceci que le rapprochement des diverses parties de notre premiere Réponse académique peut seul autoriser à les juger en dernier ressort ; que les réformes, les loix indiquées seroient à coup sûr imparfaites, si elles n'offroient & ne demandoient aucune priere d'attente, afin d'entrer en liaison avec le nouvel édifice, & ne

former qu'un ensemble régulier & majestueux. Concluez encore de nos aveux , de nos expressions ordinaires, qu'en osant dédier le projet de ce nouvel édifice aux Princes , aux Savans , à tous les gens de bien , nous avons prétendu le leur présenter , non comme un projet sûrement digne d'approbation , mais comme le projet d'un ouvrage sûrement digne des plus sérieuses réflexions , & dont il n'appartient sans doute qu'à eux-mêmes de perfectionner , ou plutôt de former le plan , de déterminer au juste la véritable forme , les vraies proportions , de rendre enfin propre à contenir & à transmettre à la postérité la plus reculée les chef - d'œuvres qui doivent y être déposés : je veux dire les monumens augustes d'une paix générale , & d'une bonne législation , combinés entr'eux de manière à convertir la rivalité des peuples en principe de leur prospérité réciproque , & à préparer à toutes les générations à venir une destinée de jour en jour moins malheureuse , de jour en jour plus propre à faire universellement chérir l'état social.



---

**A D D I T I O N**  
**A U P R E M I E R M O Y E N ,**  
**N<sup>o</sup> XIII.**

Numeros.	Pages.
<b>CXXXI.</b>	<b><i>P</i> R I N C I P E S généraux en fait de législation. 155</b>
<b>CXXXII.</b>	<b><i>Sources de revenu pour les Bureaux des Res-</i> <i>sources sociales. . . . . 156</i></b>
<b>CXXXIII.</b>	<b><i>Nécessité &amp; maniere de détruire à la fois toutes</i> <i>les funestes causes de l'indigence. . . . 159</i></b>
<b>CXXXIV.</b>	<b><i>Premier apperçu sur la méthode de connoître les</i> <i>vrais Pauvres , &amp; de les secourir sans</i> <i>abus notable. . . . . 161</i></b>
	<b><i>Premiere classe de Pauvres , savoir , les Dê-</i> <i>sœuvrés , soit réellement faute de travail ,</i> <i>soit faute de bonne volonté. . . . . 162</i></b>
	<b><i>Seconde classe de Pauvres , savoir , ceux</i> <i>qui , par une vie laborieuse , ne gagnent pas</i> <i>de quoi s'entretenir , eux &amp; leur famille. . 164</i></b>
	<b><i>Troisième classe de Pauvres , les Malheureux</i> <i>par cas fortuit. . . . . 167</i></b>
	<b><i>Quatrième classe , les Vieillards , les Estro-</i> <i>piés , &amp; autres Invalides &amp; demi-Invalides</i> <i>quelconques. . . . . 168</i></b>
	<b><i>Cinquième classe , les Orphelins &amp; les Enfans</i> <i>trouvés. . . . . 169</i></b>
	<b>Sixieme</b>

	241
----- Sixieme classe : les Malades. . . . .	173
Conditions auxquelles les divers Malades seront secourus. . . . .	179
CXXXV. Maisons de travail libre. . . . .	180
CXXXVI. Maisons de travail forcé. . . . .	184
Maisons d'esclavage perpétuel. . . . .	187
Réflexion importante. . . . .	188
CXXXVII. Fonctions des Administrateurs des Bureaux de charité. . . . .	189
CXXXVIII. Leurs privileges. . . . .	193
Fondations d'œuvres pies. . . . .	195
CXXXIX. Préliminaires de leur élection, relativement à l'étendue de leur district. . . . .	202
& à leur qualité. . . . .	203
& à la durée de leur gestion & à leur nombre. . . . .	208
& à leur droit de préférence. . . . .	210
CXL. Façon de procéder dans les Assemblées paroissiales. . . . .	214
Election des Officiers paroissiaux. . . . .	216
Distribution des prix de toute espece. . . . .	218
CXLI. Diverses méthodes à suivre dans l'élection des Officiers supérieurs. . . . .	220
Regle importante à ce sujet. . . . .	223
CXLII. Maniere d'introduire la nouvelle forme d'élec- tions. . . . .	226
CXLIII. Voie du scrutin, seule permise. . . . .	228
CXLIV. Maniere d'élire, dans un endroit quelconque, un seul Tribunal consulaire, & de s'impo- ser des octrois. . . . .	229
CXLV. Second hors-d'œuvre, ou pendant du numéro CXXX. . . . .	231

Fin du Tome Premier.

---

## ERRATA.

### *PAGES. Lignes.*

- 33, . . . 5, le commerce, *lisez* la concurrence.  
34, . . . 14, peines, *lisez* primes.  
35, . . . 32, partie, *lisez* quantité.  
41, . . . 7, plus de maux, *lisez* plus, des maux.  
155, . . . (A la marg .) CXXX, *lisez* CXXXI.  
171, . . . 3, les enfans adoptifs, *lisez* les.  
184, . . . 7, XCI, XCII, *lisez* 91, 92.  
191, . . . 8, Chochon, *lisez* Rochon.  
197, . . . 25, facilité, *lisez* félicité.  
214, . . . 25, LIV, *lisez* LVI.



**LE TRIOMPHE**  
**DU**  
**NOUVEAU MONDE.**



# LE TRIOMPHE DU NOUVEAU MONDE; RÉPONSES ACADÉMIQUES,

FORMANT un nouveau système de Confédération,  
fondé sur les besoins actuels des Nations Chré-  
tiennes-commerçantes, & adapté à leurs diverses  
formes de Gouvernement :

D É D I É

*AUX Souverains, aux Académies, à tous les Gens  
de bien, & envoyé très-respectueusement à la plupart  
des Gouvernemens Chrétiens, à plusieurs Académies,  
à quelques Grands Hommes.....*

PAR L'AMI DU CORPS SOCIAL.

---

*Justitia & Pax osculatae sunt. Psalm. 84.*

---

T O M E S E C O N D.



A P A R I S,

Chez { l'AUTEUR, rue du Four Saint-Honoré, maison de  
M. Le Roy, en face du N° 90;  
la Veuve HERISSANT, Imprimeur-Libraire, rue  
Neuve Notre-Dame, à la Croix d'or.



M. DCC. LXXXV.

AVEC APPROBATION ET PRIVILÈGE.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHILOSOPHY DEPARTMENT

1100 S. MICHIGAN AVE.

CHICAGO, ILL. 60607

TEL. 733-7321

CHICAGO, ILL. 60607

1100 S. MICHIGAN AVE.

CHICAGO, ILL. 60607

TEL. 733-7321

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

CHICAGO, ILL. 60607

# LE TRIOMPHE DU NOUVEAU MONDE;

---

*SUITE DE LA DEUXIEME PARTIE,*

*ou*

*DES RECHERCHES*

*Sur les moyens de remédier aux maux, &  
d'accroître les biens, qui ont résulté, pour  
le Genre Humain, de la Découverte du  
Nouveau Monde.*

---

**CINQUIEME MOYEN,**

*PUISÉ dans la Législation Religieuse  
& dans l'Education.*

**L'AFFAIRE** la plus importante dont les Gouvernemens doivent s'occuper après la conclusion générale de la paix, c'est d'extirper radicalement

*Tome II.*

**A**

**LXI.**  
Nécessité  
& moyens  
d'arrêter

les progrès  
de l'irréli-  
gion.

toutes les funestes causes d'irréligion , de faire inspirer aux Peuples un saint respect pour l'Être suprême , pour le culte qui lui est dû , un juste attachement aux sublimes maximes de la morale chrétienne ; & pour tout dire en un mot , de remettre en vigueur la religion prête à s'écrouler & à entraîner dans sa ruine les plus heureux comme les plus puissans fondemens de toute société bien ordonnée. Les moyens d'opérer cette salutaire régénération peuvent se réduire à deux principaux , dont le premier consiste à réunir tous les Ordres de chrétiens dans une seule communion , non en les faisant d'abord tomber d'accord sur tous les articles de leur croyance actuelle , ce qui formeroit sans doute une entreprise un peu chimérique , mais en se bornant à les faire convenir des points les plus essentiels. Après ce premier pas , le second , devenu plus facile , se réduira à perpétuer le premier , ainsi que toutes nos salutaires réformes , c'est-à-dire , qu'il se réduira à donner aux peuples de chaque empire la meilleure éducation dont ils soient respectivement susceptibles. Sans prétendre traiter à fonds des matières aussi vastes , aussi inépuisables , tâchons de présenter ici quelques vues , quelques principes propres à diriger dans l'occasion , à servir comme d'objet de ralliement aux mortels fortunés , qui auront le courage de parcourir une carrière dont nos foibles regards peuvent , osent à peine mesurer l'étendue.

LXII.  
Facilité  
d'employer  
le premier  
de ces  
moyens.

Et d'abord la réunion projetée ne doit point être jugée d'après le sort qu'ont éprouvé tous les autres projets de cette espece. Car les querelles , les rivalités des Princes pouvoient alors leur faire desirer de voir leurs peuples désunis & ennemis

irréconciliables ; tandis qu'aujourd'hui le commerce leur étant devenu nécessaire , il est de leur intérêt de voir régner & d'établir parmi ces mêmes peuples une paix éternelle , de former même pour cet effet une confédération générale , qui , en leur donnant le loisir de rendre leurs peuples heureux , nombreux & puissans , consolide les fondemens de leur autorité , les mette à portée de maîtriser de concert le Globe entier , & d'augmenter de plus en plus leur prospérité , en y faisant participer peu à peu toutes les Nations de l'Univers. D'un autre côté , les Ministres de l'Eglise se trouvent tous aujourd'hui imbus de principes de paix , de tranquillité , de douceur , de charité vraiment chrétiennes. Eloignés de tout ce qui s'appelle esprit de schisme & d'innovation intéressée , dangereuse , de toute idée de domination temporelle , leur gloire consiste à se montrer bons citoyens , sujets fideles , à respecter en tout les ordres de leurs Souverains , dont ils reçoivent toutes les places les plus lucratives , toutes les dignités les plus respectables , & dont l'autorité ne sauroit d'ailleurs être bravée impunément par aucune classe de citoyens. Ainsi , dès que les Princes chrétiens seront une fois convaincus des avantages sans nombre qui doivent résulter de cette réunion , il leur sera très-facile de l'opérer , au moyen d'un Concile oecuménique convoqué , & prononçant à peu près conformément aux principes que nous allons déduire de la lettre suivante :

*Lettre d'un Séminariste à son oncle.*

« Ah ! mon cher oncle , qu'il m'en a coûté pour me déterminer à faire cette Lettre ! Que n'est-il

LXIII.  
Principes  
d'après les

quelsil fau-  
dra pro-  
céder.

en mon pouvoir de souffrir encore davantage, & d'éviter de vous donner des nouvelles aussi désagréables ! Mais il n'y faut plus songer, le mal est fait. On m'a déjà calomnié auprès de vous. Ce cher neveu que vous avez élevé avec tant de soin, qui vous a toujours paru si reconnoissant, si sensible à votre bienveillance paternelle, ce même neveu, mes nouveaux maîtres vous l'ont déjà sans doute représenté comme un ingrat, un impie, comme indocile à tous leurs avis, comme un monstre indigne de la société des hommes ! Ce pauvre neveu est renfermé entre quatre murailles, réduit au pain & à l'eau, pour jusqu'au moment où les ordres seront venus, me dit-on, de le transporter dans quelque château de force ! Les insensés ne vous connoissent point ; ils ne savent pas qu'informé de mon triste état, vous viendrez aussi - tôt m'arracher à leur démence, à leur tyrannie. Ils se sont peut-être imaginés, que, sur leur parole, vous me croiriez coupable, & me traiteriez comme tel, sans de plus amples informations ! Rassurez-vous, ô mon bon oncle ! votre neveu est toujours digne de vous. Sa seule faute, c'est d'avoir pu consentir à s'éloigner d'un père aussi tendre, aussi chéri. Vous allez en juger par l'histoire de ce qui m'est arrivé depuis ce moment fatal. J'ai commencé par m'appliquer à mon devoir, le plus que j'ai pu. On paroissoit content. J'étois assez bien avec mes condisciples. Je leur parlois souvent de vous : c'étoit pour moi le plus grand de mes plaisirs, & ils m'écoutoient avec intérêt. Un jour qu'ils me demandèrent si vous étiez Moliniste ou Janséniste : Mais, leur répondis-je, je ne sache pas que mon oncle m'ait jamais prononcé ces mots : que



signifient-ils donc, je vous prie ? quelle espece de plante, d'animal ou d'hommes !.. Et aussi-tôt, de toutes parts, des éclats de rire, des inculpations de bêtise, d'ignorance. Je ne savois si c'étoit un badinage, ou quelque chose de sérieux. Quelques jours se passent. J'entends un de nos Directeurs répéter le nom de Moliniste, & déclamer beaucoup contre. A son tour, l'autre Directeur nous fait une instruction où il se déchaîne avec force contre les Jansénistes, les excluant du royaume du ciel, réservé, disoit-il, aux seuls vrais Chrétiens, qui ne sont autres que les Molinistes. Peu à peu je m'apperçois que plusieurs de mes condisciples se disent Molinistes, plusieurs autres Jansénistes, & qu'ils sont ennemis les uns des autres. Je refuse d'être d'aucun parti. J'en appelle au Professeur, que je soutiens avoir la même croyance que vous & moi. On me soutient qu'il ne s'expliquera point. Effectivement, la première fois il parut ne faire aucune attention à ma demande, & je n'osai alors insister. Mais un autre jour que je lui exposai mon embarras, avec la sincérité & l'effusion de cœur que vous me connoissez, il répondit : Mon ami, depuis combien de siècles y a-t-il des Jansénistes & des Molinistes ? — Mes voisins répondirent : Depuis deux ou trois siècles. — Y avoit-il des Chrétiens, de vrais Chrétiens avant Jansénius & avant Molina ? — Hé oui, sans doute. — Faites donc comme ces Chrétiens. — Alors, un prétendu fin matois dit : Il me semble, Monsieur, que ce raisonnement nous meneroit un peu loin ; car on pourra également demander, s'il y avoit de vrais Chrétiens avant Luther & Calvin, & avant les divers Hérétiques de chaque siècle ; & il en résultera qu'il suffit de faire comme

s'il n'avoit paru aucun Hérétique, comme si nous étions au premier siècle de l'Eglise. --- Plût à Dieu, répartit le Professeur, que votre conséquence fût admise par la pratique! Hé, Monsieur, où trouverez-vous donc qu'elle fût dangereuse? --- Mais alors, il seroit inutile d'étudier les Canons, les différentes décisions de l'Eglise dans chaque siècle. --- Belle raison! il s'agit ici de ce qu'il *faut croire & pratiquer*, pour être dans la voie du salut. Ayez la croyance, menez la conduite des premiers fideles; & sûrement, sans prendre parti, ni pour Jansénius, ni pour Molina, vous serez fort bon Chrétien, dans la vraie voie du salut. Voilà, mon ami, ajouta-t-il en me regardant, voilà ce qui doit tranquilliser votre conscience... De retour au Séminaire, j'apprends que le Directeur Janséniste a été renvoyé comme Hérétique. Tous mes condisciples confessent hautement qu'ils sont Molinistes. On me questionne à mon tour; on me presse. Je m'obstine à répondre que je suis Chrétien par la grace de Dieu; que depuis long-temps je fais soir & matin ma confession de foi, en récitant le symbole des Apôtres, que je n'en aurai jamais d'autre..... Le Principal vient chez moi me demander ma prétendue soumission, sous peine d'être dénoncé. Je lui cite le passage de S. Paul, reprenant les Corinthiens (première Epître, Chap. premier), de ce qu'ils se piquoient d'appartenir, les uns à Appollo, les autres à Paul, d'autres à Cephass, tandis qu'ils ne devoient songer qu'à leur Maître commun, au seul *JESUS* crucifié pour eux. Je lui réponds que je suis prêt à périr, plutôt que de trahir la foi de mon oncle, de mes peres, que de renoncer à ma sainte Religion, pour m'atta-

cher à des noms nouveaux & pros crits par le passage cité. Furieux, il me menace ; je lui donne toujours les mêmes raisons. Enfin, fatigué & étonné de ses terribles menaces, je m'avise de lui dire : Mais, Monsieur, vous prouvez vous-même que vous êtes dans l'erreur. La Religion de Jesus-Christ s'est établie par la persuasion ; la charité chrétienne est la bienfaisance même ; & vous, vous voulez forcer ma croyance, vous me traitez en ennemi d'une religion que vous déshonorez, que vous êtes indigne de connoître. A l'instant, saisi de rage, il me tourne le dos, & me ferme à clef dans ma chambre. Un moment après viennent quatre Ecclésiastiques & deux Domestiques, chargés de me conduire dans une chambre sûre. J'y suis depuis trois jours. Le Domestique qui me porte du pain, m'a paru touché de mon sort. Il m'a promis de vous faire tenir cette Lettre. Ah ! mon cher oncle, que je suis malheureux de vous causer tant de chagrin, moi qui ferois l'impossible pour vous éviter la moindre peine, pour vous procurer la moindre satisfaction !..... ».

*Remarque.* Il me semble que la réponse du Professeur n'étoit point assez lumineuse. Sans doute que la Religion Chrétienne a été parfaite dans son origine ; mais que conclure delà ? L'Eglise, en mere tendre & éclairée, a, dans les différens siècles, formé des décrets, des réglemens différens selon les divers besoins des fideles. Donc, si leurs besoins actuels, si le nouvel ordre de choses, sont incompatibles avec les anciennes décisions, avec l'ancienne discipline ecclésiastique, n'en doutons pas, l'Eglise toujours attentive sur les vrais besoins de ses chers enfans, ne tardera pas de leur dis-

tribuer une nourriture mieux proportionnée à leurs forces. Mais, en attendant de nouvelles décisions de la part de cette autorité sacrée, il faut respecter & suivre les anciennes, avec tout le zèle dont nous sommes capables ; & voilà à quoi le Professeur n'a pas songé, dans la réponse que lui fait faire l'auteur de cette Lettre. Du reste, il n'en est pas moins vrai que cette réponse nous indique une méthode fort naturelle de ramener à l'unité de croyance, les divers Ordres de Chrétiens : c'est de remonter à l'origine même du Christianisme ; car il est évident, que plus les décisions dogmatiques du saint Concile se rapprocheront du temps de notre divin Sauveur & de ses Apôtres, moins elles trouveront de contradictions, & plus elles seront propres à concilier les esprits (a). Mais il faut, je crois, éviter d'étendre cette règle sur les réformes dans le Droit Ecclésiastique. Le point vraiment essentiel à leur égard, c'est, sans contredit, de les rendre aussi utiles au Genre Humain qu'il soit possible : par

---

(a) « En 1106, Pascal II tint à Guastalle, sur le Pô, (en Lombardie), un Concile général, où l'on fit, entre autres, les deux décrets suivans. *Premier Décret*, Depuis plusieurs années le Royaume Teutonique a été séparé de l'unité du Saint-Siège, d'où il est arrivé qu'il s'y trouve peu d'Evêques, ou de Clercs Catholiques. Etant donc nécessaire d'user d'indulgence, à l'exemple de nos Pères, nous recevons, à leurs fonctions, les Evêques de ce Royaume, ordonnés dans le schisme, pourvu qu'ils ne soient ni usurpateurs, ni simoniaques, ni coupables d'autres crimes. — Le *deuxième Décret* porte que les auteurs du schisme (l'Empereur Henri), étant morts, l'Eglise doit rentrer dans son ancienne liberté, (dans son ancien état).

(Hist. Ecclésiast. de Fleuri, livre 65.)

conséquent, il faut qu'elles soient en tout analogues au nouvel ordre de choses, relatives aux occupations, aux besoins des Peuples agricoles-commerçans à qui elles sont destinées. C'est, si je ne me trompe, le seul moyen de les rendre conformes au véritable esprit du Christianisme, dignes de sa morale bienfaisante, de la précieuse *loi d'amour* (de Dieu & du prochain), ce caractère auguste de la loi Evangélique & de toute la nouvelle alliance. Voilà à peu près les principes d'après lesquels ont été projetés les divers Décrets du saint Concile, Décrets dont je vais essayer de faire connoître la substance & les tournures les plus essentielles, ou les moins faciles à suppléer; protestant de nouveau de mon sincère attachement aux loix reçues, tant civiles qu'ecclésiastiques, & suppliant, conjurant tous ceux à qui il appartiendra, de critiquer, d'aggrandir, de perfectionner mes foibles vues, sans invective calomnieuse, & par la simple voie du raisonnement, par le simple moyen de combinaisons plus sages, plus dignes de l'approbation publique, & enfin, de la sanction respectable qui leur sera nécessaire en dernier ressort.

### *Bulle d'Indication DU CONCILE.*

«..... Les Princes des Etats Chrétiens nous ayant témoigné le desir véritable où ils étoient de voir réunir en une seule Communion, tous les Ordres de Chrétiens répandus dans leurs Etats, après en avoir conféré avec nos vénérables freres les Cardinaux, &c, &c. avec les Ambassadeurs résidens près de nous . . . . nous avons cru que la voie la plus propre à opérer une réunion si desirable,

LXIV:  
Indication  
d'un Con-  
cile œcu-  
ménique.

étoit de convoquer un Concile œcuménique , persuadés que le Pere des lumieres voudra bien , ( suivant la promesse qu'il a daigné nous en faire ) assister de son puissant secours , une assemblée composée de tout ce qu'il y a de plus respectable dans la Chrétienté ; & que les Souverains , les Patriarches , Archevêques , Evêques & autres Peres dudit Concile , ne s'y rendront qu'avec des dispositions de charité fraternelle , & un tel esprit de paix , qu'il en résultera la plus grande gloire de Dieu , & le salut d'une infinité de personnes. . . . . A l'exemple des Conciles œcuméniques qui ont eu lieu depuis le commencement du Christianisme , & de plus , pour nous conformer au vœu de plusieurs Etats Chrétiens , nous prions , conjurons , invitons tous les Gouvernemens des pays Chrétiens , à envoyer audit Concile , des députés chargés de présenter la croyance de leurs Eglises , & de contribuer par leurs lumieres & par leur zele , à l'éclaircissement des matieres qui y seront agitées. . . . . Comme il est évident que pour terminer une discussion quelconque , il faut que les différens partis ne s'appuient que sur des principes avancés de part & d'autre ; & comme d'ailleurs , parmi les diverses autorités infiniment respectables qui pourroient être employées , il en est une également respectée par tous les Ordres de Chrétiens qui se trouveront au saint Concile œcuménique , & laquelle est le premier fondement de toute notre croyance , nous conjurons & exhortons tous les futurs membres dudit Concile à méditer cette divine source de lumieres , à approfondir toutes les paroles qu'elle renferme , soit en consultant ses divers interprètes , soit en rapprochant plusieurs

passages les uns des autres ; & nous espérons de l'infinie miséricorde du Seigneur , que lesdits membres du Concile , pénétrés , pour ainsi dire (avec l'assistance de l'Esprit Saint) , de tout ce qui est contenu dans l'Ecriture Sainte , y puiseront comme dans une source inépuisable , toutes leurs décisions , toutes les preuves de leurs assertions ; imitant , par cette condescendance nécessaire dans les circonstances présentes , l'ardente charité qui portoit l'Apôtre à se faire tout à tous , pour les gagner tous à Jesus-Christ. . . . . De l'avis des Princes , &c. nous avons choisi , &c. Les affaires de notre saint Ministère , &c. ne nous permettant pas de nous y rendre en personne , nous avons nommé N. pour y assister en notre nom , & y manifester , s'il étoit possible , toute l'ardeur avec laquelle nous désirons de contribuer , en tout ce qui dépendra de nous , à l'heureux succès d'un Concile si évidemment avantageux pour la propagation de la Foi , dont le sacré dépôt nous a été confié. . . . . »

**PREMIERE SESSION.** Le Légat du Pape a commencé par lire une Lettre de Sa Sainteté , touchant le futur Président du Concile. « Vous savez, N. T..... (ce sont les paroles de Sa Sainteté) qu'avant de vous envoyer , en notre nom , au saint Concile , &c. nous vous avons témoigné mille fois la disposition sincère où nous étions de sacrifier à la propagation de la Foi , à l'intérêt de la Religion , à la connoissance du Saint Nom de Jesus , tout ce qui pouvoit dépendre de nous & se rapporter à nos prérogatives , à notre intérêt personnel. En conséquence , pour donner aux vénérables Peres du Concile , une preuve authentique , que par la

LXV.  
Premiere  
Session.

grace du Tout-Puissant , nous sommes toujours dans les mêmes sentimens, vous aurez pour agréable de leur annoncer que vous n'avez point de commission en forme pour présider au saint Concile , & que nous les prions , nous les conjurons instamment de vouloir bien eux-mêmes se choisir un Président, auquel vous remettrez les instructions qui vous ont été confiées.... Les Peres du Concile ont répondu qu'ils étoient très-édifiés de la Lettre de Sa Sainteté, & que du reste ils prioient les Légats de vouloir bien les présider , leur donnant pour cet effet toute l'autorité dont ils pouvoient avoir besoin.... Alors le Premier Président à la Bulle d'indication & une instruction de Sa Sainteté , terminée par ces paroles : » Après avoir mûrement examiné toutes les demandes qui nous ont été faites par les Etats Chrétiens , après en avoir conféré avec nos vénérables Freres , &c. &c. Nous avons pensé qu'il falloit les réduire toutes en un certain nombre de questions déterminées , liées entr'elles par quelque rapport, afin qu'il fût facile au saint Concile de les examiner chacune en particulier , dans la douce certitude que ces questions étant une fois discutées & décidées , il ne resteroit plus aucun nuage capable d'obscurcir la lumiere du soleil de toute justice , d'altérer l'union fraternelle qui doit régner entre les enfans d'un même Pere , entre les héritiers du même Royaume de gloire & de félicité éternelles » .....

Arrêté, premierement, que nous discuterons successivement , & une à une , toutes les questions proposées au Souverain Pontife , & mises en ordre par les soins de Sa Sainteté.

Secondement, que dans ces discussions nous ne nous appuierons que sur des passages du Nouveau Testament, ou sur les lumieres de la raison.



Troisièmement, que les questions sur lesquelles on ne fera pas d'accord, après une simple lecture, seront renvoyées à la session suivante, pour être, en attendant, examinées en particulier par tous les Peres du Concile, qui apporteront leurs opinions par écrit, & motivées en la maniere convenue.

Quatrièmement, que les matieres que chacun de nous pourra juger relatives aux questions indiquées, ne seront proposées à l'assemblée qu'après l'examen complet de ce qui fait l'objet du Concile, & qu'alors elles seront discutées avec ordre, suivant nos présentes résolutions.

Voici les principales questions dogmatiques à examiner. LXVI.

*Premiere Question* : Doit-on regarder comme vrais Chrétiens ceux qui croient ce que Jesus-Christ & ses Apôtres ont dit constamment, (c'est-à-dire, jusques vers la fin du premier siecle de l'Eglise,) qu'il suffisoit de croire, pour être admis dans la Religion Chrétienne ? Idée de la partie dogmatique.

*Deuxieme Question* : Quels sont les articles de foi absolument nécessaires pour rendre un homme Chrétien ?

*Troisieme Question* : Quels sont les Chrétiens qui professent ces mêmes articles de foi ? (Au sujet de cette question il a été statué, de l'avis de tous les Ambassadeurs des Etats Chrétiens, que chaque Souverain Pontife, après son élection, en donneroit connoissance aux Souverains de chaque Etat Chrétien, se félicitant avec eux, de ce que leur puissance & leur commerce dans les quatre parties du Globe, leur ont servi & leur serviront de plus en plus à répandre par-tout la connoissance du Saint Nom de JESUS ; & que, de leur côté, lesdits Souve-

rains répondroient à sa Sainteté , en signe de leur union à l'Eglise Chrétienne ; se flatant que par son zèle , ses prières , ses ouvrages lumineux , elle les aidera à faire connoître & aimer de plus en plus la morale du Christianisme , non-seulement parmi leurs Peuples , mais encore chez toutes les Nations de l'Univers où le Saint Nom de Jesus est parvenu , & où ils esperent que leur puissance les mettra à portée de le faire parvenir davantage de jour en jour.)

*Quatrieme Question* : Suffit-il , pour être sauvé , d'être Membre de l'Eglise Chrétienne ? & si cela ne suffit point , peut-on déterminer ce qui est de plus absolument nécessaire à un Chrétien pour qu'il soit sauvé ?

Il ne nous appartient point de prévenir ici les oracles mêmes de l'Esprit Saint ; ou plutôt tout Chrétien instruit étant à même de répondre aux questions dont il s'agit , la seule grace que nous ayons sur ce sujet à demander à nos lecteurs , c'est d'examiner jusqu'à quel point ces mêmes questions décidées & expliquées pourrout remplir l'objet désiré. Exposer les raisons qui nous rassurent entièrement à cet égard , ce seroit entreprendre un détail également long & inutile..... Ainsi nous nous croyons autorisés à les passer sous silence , de même que les questions touchant les matieres de Droit Ecclesiastique , matieres au sujet desquelles les décisions mêmes du saint Concile , seront aussi présentées le plus brièvement possible , & souvent en simple style de Gazetier.

LXVII. Or d'abord , comme une certaine uniformité dans  
 Vues du le culte divin , & dans toute la discipline ecclésiast-  
 saint Con- que seroit évidemment avantageuse à tous les  
 cile rela-

fideles, plus glorieuse au nom Chrétien, plus digne de la charité Chrétienne, qui fait regarder tous les hommes comme fils d'un même Pere, héritiers du même Royaume céleste, comme freres en Jesus-Christ, & Membres d'une seule & même famille, le saint Concile a jugé convenable & nécessaire de former (en réponse aux questions proposées) des réglemens sur les différentes parties du Droit ecclésiastique, à l'exception néanmoins de deux articles, la dispense des vœux solennels de religion, & la communion sous une ou deux especes; articles que les avantages, la position d'une Nation peuvent rendre plus ou moins praticables, plus ou moins nécessaires, & dont la disposition a été, pour cette raison, accordée & réservée à chaque Gouvernement des Pays Chrétiens.

tivement  
aux manie-  
res de droit  
ecclésiasti-  
que; pre-  
miere dé-  
cision sur  
ce sujet.

Attendu qu'un Chrétien est indispensablement obligé de connoître & de suivre les loix de son divin Maître, attendu d'ailleurs que la langue latine est aujourd'hui ignorée du plus grand nombre des fideles, le saint Concile desirant que les prieres du Service Divin servent à instruire les assistans, à nourrir, à ranimer leur piété, a décidé & statué que dans chaque état Chrétien, on feroit traduire ou même composer en langue nationale tous les Offices publics de l'Eglise; qu'on auroit soin après de les introduire, d'abord dans les Séminaires & autres maisons d'éducation, & d'ordonner au moins aux nouveaux Curés & Vicaires, de ne plus déformais en employer d'autres dans leurs Paroisses.

LXVIII.  
Le Servi-  
ce Divin  
fait par-  
tout en  
langue na-  
tionale.

Le bien des Peuples, la gloire de la Religion, exigeant donc que l'Eglise Chrétienne abandonne l'uniformité de langage, le saint Concile a décidé

LXIX.  
Maniere  
de perpé-  
tuer l'uni-

formité du qu'elle devoit chercher à y substituer peu à peu  
dogme. l'uniformité de doctrine, du moins d'abord quant  
à la réponse aux questions précédentes. En consé-  
quence il a été statué que chaque Etat Chrétien auroit  
des Censeurs chargés d'empêcher que dans les livres  
usuels de théologie & d'éducation, dans les Sémi-  
naires & Paroisses, l'on ne dise à l'avenir rien de  
contraire aux présentes décisions du saint Concile;  
& de l'avis des Ambassadeurs des Etats Chrétiens,  
cette commission a été confiée à divers Députés de  
chaque Eglise Chrétienne, sans l'approbation des-  
quels on ne pourra désormais faire imprimer ni  
adopter aucun ouvrage usuel concernant la religion  
& l'éducation ou instruction des jeunes gens, & les-  
quels se nommeront eux-mêmes des coopérateurs  
& des successeurs qui jouiront à leur tour des mêmes  
droits, &c. &c.

LXX.  
Principes  
à suivre  
dans la ré-  
daction des  
nouveaux  
Offices di-  
vins.

On fait, dit le saint Concile, que notre divin  
Sauveur & ses Apôtres ne parloient aux Gentils  
des Mystères de la Rédemption, qu'après les avoir  
élevés à la connoissance de l'Être suprême, sou-  
verain modérateur de toutes choses. (*Actes des  
Apôtres*, chap. 14, v. 14, 15, 16, chap. 17,  
v. 23, 24, &c.) Voilà le précieux modèle qu'il  
ne faudra jamais perdre de vue en formant les  
nouveaux Offices de l'Eglise. Ainsi on mettra au  
commencement, des morceaux relatifs aux œuvres  
admirables du Tout-Puissant. Après, viendront,  
en propres termes, les vérités révélées, accompa-  
gnées de quelques-uns de ces tableaux instructifs,  
de ces sublimes traits de charité, de patience, de  
vertus en tout genre, dont sont remplies les Saintes  
Ecritures. La nouvelle traduction de la Bible, par  
le P. Houbigant, les prières répandues dans cette  
multitude

multitude de livres diocésains , les Pseaumes mis en vers , & les Odes sacrées composées par différens Auteurs nationaux , fourniront à ce sujet des ressources inépuisables ; mais pour bannir de ces nouveaux ouvrages les différences qui se trouvent aujourd'hui de Diocese à Diocese , le saint Concile a d'abord observé que les Patriarches, Archevêques, &c. vouloient bien , ainsi qu'ils le devoient pour la gloire de la Religion & l'édification des Fideles , renoncer au droit de changer perpétuellement leurs livres d'Office divin ; ensuite , il les a privés , pour toujours , de ce même droit ; de manière que dans toute l'étendue de la Chrétienté , les Chrétiens *de la même langue* verront désormais rendre au même Dieu , un seul & unique culte.

Bien plus , comme les nouveaux livres ne seront , à proprement parler , que pour la génération naissante , & les suivantes , le saint Concile pense qu'ils pourront , peu à peu , devenir les mêmes pour tous les Peuples Chrétiens. En conséquence il a prié N. de vouloir bien en faire rédiger un modele , conformément aux principes indiqués , modele qui sera ensuite envoyé à tous les Etats Chrétiens pour y être traduit en langue nationale , & adopté dans les maisons d'éducation , aussi-tôt après les corrections que la saine critique aura fait faire audit N. , sur le zele & les lumieres de qui le saint Concile s'en repose entièrement (b).....

---

( b ) Si la force des préjugés ne permet point d'atteindre par-tout ce dernier but , on se bornera à remplir les vues annoncées au N° LXIX ; dès-lors les Peuples étant d'accord sur l'essentiel , les différences de rit national ne seront sujettes à aucun inconvénient , & permettront de se conformer en tout aux dispositions ci-jointes. Mais du reste on conçoit

LXXI.  
Conduite  
des Souve-  
rains à cet  
égard.

A ce sujet les Ambassadeurs ont promis que leurs Maîtres, protecteurs naturels des saints Catholiques, feroient dans le temps exécuter le présent décret, & qu'il n'y auroit plus dans chaque langue qu'un seul livre de prières & offices publics, lequel deviendrait le même pour toutes, à l'exception de quelques offices particuliers à chaque Nation, qui se trouveroient imprimés à la fin, en forme de supplément.

Ces mêmes Souverains se sont engagés, par un nouvel article de la confédération chrétienne, à faire par la suite célébrer, dans toutes les Villes fréquentées par des Peuples de diverses langues, le Service divin en chacune de ces langues. On désignera pour cet effet des Eglises *publiques* où se rendront les Consuls & autres Officiers publics des Peuples respectifs, afin d'inviter par leur exemple à rendre à l'Être suprême le culte qui lui est dû, & pour montrer aux moins clair-voyans que la diversité de langage, la qualité d'étranger ne dispensent personne de rendre régulièrement à l'auteur de toutes choses un tribut solennel d'hommages & d'adoration. Par une suite de ces grandes vérités, dès que le Service divin se fera en la manière indiquée par le saint Concile, tous les

---

assez que les nouveaux rites nationaux, traduits ou issus du rit latin, pourront, sans difficulté, se trouver par-tout les mêmes, (dans le sens dont il s'agit ici), dès leur introduction; & qu'ainsi l'uniformité de rit, loin d'être chimérique, s'étendra d'abord, sans la moindre contradiction, assez loin; sauf les nouvelles racines qu'il poussera vraisemblablement de part & d'autre, à travers les générations à venir, & au milieu des Peuples divers.

Officiers publics d'une Nation, tous les Magistrats d'une Ville, tous les Membres d'un Corps quelconque reçu dans un Etat, seront puissamment invités, & comme tenus, par les loix de l'Empire, (N<sup>o</sup>. XCI, XCII) d'y assister les Dimanches & Fêtes, aux heures fixées pour chaque Paroisse. ( Nous reviendrons sur ce sujet dans notre Essai d'Education annoncé plus haut. Tâchons de suivre ici ce qu'il y a encore de plus remarquable dans les décisions du saint Concile. Il va répondre maintenant aux questions qui lui ont été proposées touchant l'état actuel & les fonctions des Ministres de l'Eglise, &c. )

D'abord il décide que les résignations de bénéfices quelconques, & en quelque manière qu'elles soient usitées, étant reconnues pour nuisibles, capables d'écarter du saint Ministère les bons sujets, & d'y attirer en foule ces aveugles, qui ne courent qu'après la possession des biens périssables de ce monde, sont dès aujourd'hui défendues, supprimées, annulées à jamais. — En second lieu, les Ministres de l'Eglise, qui résident depuis long-temps dans un même endroit, étant plus à même d'y faire fructifier la parole de l'Evangile, sur-tout lorsqu'il leur a été comme impossible d'avoir des démêlés pour leurs revenus, le saint Concile a formé à cet égard l'arrêté suivant :

LXXII.  
Usage des  
résigna-  
tions abo-  
li. Reve-  
nus des  
Ministres  
de l'Eglise.

Les dix premières années, un nouveau Ministre aura les mêmes revenus, par exemple, 4 ou 500 livres; les vingt années suivantes, il en aura le double; les vingt autres années, le triple; dix ans après, le quadruple, & ainsi de suite de dix en dix ans; à la charge de ne jamais rien exiger pour

aucune des fonctions du saint Ministère (c) ; & avec cet avantage , que lorsqu'il aura besoin d'un Adjoint , il pourra , moyennant ses appointemens retranchés sur ses propres revenus , en obtenir un , & le former peu à peu , en continuant de vivre avec ses chers Paroissiens. Pour qu'il songe dès le premier jour de sa résidence à cette dernière perspective , il a été statué qu'un ancien Ministre qui quitteroit sa Paroisse pour aller vivre ailleurs , ne jouiroit que du double des revenus de la première dixaine , c'est-à-dire , de 8 à 1000 livres. — D'après un plan de loix politiques & financières , qui a été présenté au saint Concile de la part des Etats Chrétiens , les Officiers des revenus publics paieront eux-mêmes ces diverses sommes ; & il ne résultera d'un tel arrangement que toutes sortes d'avantages publics & particuliers. (d)

---

(c) Lorsque les personnes aisées offriront quelque rétribution , au lieu de la refuser absolument , on montrera le tronc des ressources sociales , donnant à connoître que c'est là qu'elle doit être versée pour le soulagement des pauvres , &c.

(d) Une méthode plus simple par rapport aux revenus , ce seroit de les fixer invariablement , par exemple , ceux des Vicaires , à 5 ou 600 livres , & ceux des Curés , à 12 ou 1500 livres ; statuant en outre , qu'un Prêtre Curé , qui ne pourra plus desservir sa Paroisse , retiendra , en pension viagère , une partie aliquote des revenus de son successeur ; le tiers par exemple , après un service ecclésiastique de 25 à 35 ans , la moitié après un service de 35 à 45 ans , & les deux tiers après cette dernière époque. On trouvera dans notre Essai sur les Ecoles ecclésiastiques , une troisième méthode , préférable peut-être aux deux ci-exposées , mais dépendante de notre plan de Gouvernement Ecclésiastique-National ( approuvé par le saint Concile ). Du reste je crois qu'en fixant ces revenus & autres de même genre , il sera à



Dans la vue d'attacher de plus en plus les Prêtres à leurs Paroisses, il leur sera accordé un jardin & bout de terre, du moins dans tous les pays où la chose sera possible. De leur côté, pour s'attirer plus certainement la confiance des Peuples, & les disposer à recevoir avec fruit tous les secours spirituels qui dépendent de leur saint ministère, ils leur feront des instructions publiques sur les diverses branches de l'agriculture, sur la première éducation de l'enfance, &c. observant de leur annoncer les inventions & découvertes utiles avec les précautions convenables, & de les apprécier eux-mêmes d'après la variété des climats. Ainsi, pour répandre avec fruit une nouvelle routine ou culture quelconque, ils commenceront par la faire exécuter, tantôt dans leurs propres biens, tantôt chez quelque ami, chez quelque Paroissien en état de saisir les principes physiques sur lesquels elle sera fondée. D'autres fois ils se contenteront d'annoncer qu'elle est pratiquée avec succès dans tel & tel endroit, d'expliquer ses avantages, & la manière de la mettre en usage. Ils auront soin de ne jamais parler au Peuple des choses qu'il lui est absolument impossible de se procurer ou de pratiquer; attendu qu'en agir autrement, ce feroit multiplier les sources de ses infortunes, sources funestes que leur ministère

---

propos de les évaluer en denrées du pays; réglant que cette évaluation sera renouvelée de 25 en 25 ans, & déterminée alors d'après le prix moyen des neuf dernières années. Car quel moyen plus équitable de fixer à perpétuité des appointemens annuels, que de fixer ainsi la quantité de denrées que ces mêmes appointemens peuvent payer à l'époque de leur fixation apparente, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes payés annuellement en denrées!

bienfaisant leur enjoint au contraire de tarir, de diminuer, au moins, le plus qu'il est possible, soit en lui donnant toutes sortes de connoissances utiles, praticables, soit en lui laissant ignorer tout ce qui ne pourroit qu'augmenter en vain ses besoins, ses desirs ou ses regrets,

LXXIII.  
Décisions  
du saint  
Concile,  
d'abord  
relative-  
ment à l'é-  
ducation  
en géné-  
ral.

Cette dernière règle de conduite doit aussi, suivant le Concile, être observée dans l'instruction morale des enfans, & dans toute bonne éducation : & à ce sujet le saint Concile regardant les Ecclésiastiques comme les Instituteurs des Peuples, leur enjoint de commencer leurs cours d'instruction paroissiale ou de catéchisme par préparer les jeunes gens à l'acquisition de la plus sublime, la plus essentielle de toutes les connoissances, celle de l'existence de l'Être suprême, de sa bonté infinie, de son intelligence & de sa providence admirables. Jesus-Christ & ses Apôtres ne parloient aux Gentils des vérités de la révélation, qu'après leur avoir annoncé l'existence d'un Dieu unique, créateur & modérateur de toutes choses : voilà le modèle que doivent se proposer tous les Instituteurs, ceux des Paroisses & autres quelconques, observant de donner aux enfans une véritable idée de ces grandes & consolantes vérités, & de ne pas se borner à leur en faire apprendre & répéter les termes comme à de simples perroquets....

Comme, d'après ces vues, l'éducation des Ecclésiastiques paroissoit au saint Concile la plus importante à la gloire de la religion & au bonheur des Peuples, il avoit annoncé qu'il s'occuperoit de l'éducation des Séminaires avec tout le détail convenable, & pendant plusieurs sessions. Dès le lendemain les Ambassadeurs des Etats Chrétiens lui

ont présenté un Ouvrage ; intitulé : *Essai d'éducation raisonnée à l'usage de tous les Peuples Chrétiens....* Les Commissaires chargés de l'examiner en ayant fait leur rapport, il a été décidé que cet Ouvrage remplissoit entièrement les vues du saint Concile œcuménique, non-seulement par rapport aux Ministres de l'Eglise, mais encore relativement à toutes les classes de citoyens, de tous les Etats Chrétiens ; que l'Auteur, constamment guidé par les lumières de notre sainte Religion, par un tendre amour des hommes, n'avoit rien omis de tout ce qui paroïssoit propre à faire aimer la Religion, à rendre meilleurs & plus heureux tous les membres d'une Nation, depuis les Princes & les premiers Magistrats, jusqu'aux sujets les plus isolés dans leurs petites chaumières ; qu'il avoit en outre comme dispersé, à travers une foule de principes évidens & invariables, des pièces mobiles, des méthodes diverses & également sûres ; de manière qu'il n'existoit dans toute la Chrétienté, aucune forme de Gouvernement, qui ne pût s'accommoder & retirer les plus grands avantages de cette admirable production. Les Ambassadeurs ayant assuré que leurs Maîtres devoient chacun créer une place de Ministre & Secrétaire d'Etat au département de l'éducation, chargé de faire exécuter ledit ouvrage dans toutes ses parties, le saint Concile en a témoigné sa juste satisfaction, & les jours suivans il s'est occupé des moyens de seconder les pieuses & bienfaisantes intentions des Gouvernemens Chrétiens, selon toute l'étendue de son pouvoir, ainsi qu'on va s'en convaincre par la lecture des décisions suivantes.

LXXIV. Le saint Concile autorise les Gouvernemens des Etats Chrétiens à réunir en quelques Corps d'Instituteurs & d'Institutrices, les différens Ordres de Religieux & de Religieuses, répandus dans l'étendue de leur domination. Il déclare lesdits Religieux & Religieuses, entièrement exempts & dispensés de suivre les instituts de leur Ordre, même la clôture, dès que ce sera pour embrasser les réglemens des Corps d'Instituteurs. Il exhorte les régimes de tous ces Ordres & Corps, à diriger peu à peu vers l'éducation, le zèle, les talens des novices & des jeunes membres soumis à leur autorité ; leur imposant néanmoins l'obligation charitable de ne tourmenter ou chagriner en aucune manière les opposans à ces salutaires innovations, & de se borner à les exclure des maisons jugées, par qui de droit, propres à remplir tous les objets d'une bonne éducation.

LXXV. Ensuite le saint Concile ayant examiné les éta-  
 Usage des. blissemens miséricordieux que les Etats Chrétiens  
 biens de se sont obligés de former, sous le titre de *Bu-*  
 route mai- *reaux des Ressources Sociales*, a décidé que ce  
 son Reli- feroit remplir, autant qu'il étoit possible, l'inten-  
 gieuse, ou tion des pieux Fondateurs des Maisons Religieu-  
 supprimée ses, que de réunir désormais auxdits Bureaux les  
 ou désér- biens de toutes les Maisons Religieuses qui se trou-  
 tée. veront désertées, ou qu'on fera dans le cas de  
 supprimer. Il n'a excepté de cette destination, que  
 celles qui pourroient être converties en Maisons  
 d'éducation, ou accordées aux Corps d'Institu-  
 teurs & d'Institutrices, pour servir aux études  
 des Novices, ou pour devenir la retraite des in-

firmes, & de ceux qui auront mérité de se reposer à l'ombre de leurs lauriers.

Le pénible état d'Instituteur ne pouvant être encouragé par trop de moyens, par des distinctions trop honorifiques, le saint Concile a formé à ce sujet plusieurs décisions, dont voici une légère notice.

LXXVI.  
Privileges  
accordés  
aux nou-  
veaux Inf-  
tituteurs. .

A l'avenir les Instituteurs - Chanoines auront droit de présence aux Chapitres, dès qu'ils en deviendront membres, en la maniere indiquée dans le Traité d'éducation approuvé plus haut. Tous les Chapitres des Métropoles, des Cathédrales, seront, après la mort des Titulaires actuels, & en conséquence peu à peu, composés chacun de douze Instituteurs pris également dans les Corps d'Instituteurs du Diocèse. Toutes les autres Prébendes & Places de Chanoines (inférieures aux douze en question) de quelque Chapitre que ce soit, pourront être réunies par les Titulaires actuels, aux Bureaux de Charité; à la charge pour iceux de les consacrer (nommément ou non) à quelques-uns des usages permis par leurs réglemens, comme par exemple à la fondation de bourses & demi-bourses d'éducation en faveur des enfans du Diocèse, lesquels seront nommés par les Prélat & autres Collateurs actuels, sur la présentation des Administrateurs des Ressources Sociales : le tout en la maniere expliquée dans l'Ouvrage approuvé.

Chaque Général des divers Corps d'Instituteurs (réduits à un certain nombre (e), aura le droit

---

(e) Je crois qu'aucun Etat ne devra réduire ce nombre à

d'officier pontificalement dans toutes les Maisons de son Ordre , exclusivement.... afin que lesdits Instituteurs aient la liberté de se donner des Généraux dignes & capables de les bien gouverner , sans que de mauvais motifs, de faux prétextes, des intrigues quelconques , puissent y mettre le moindre obstacle ; le saint Concile a d'abord exempté de la Jurisdiction de l'Ordinaire la premiere Maison Professe de chaque Ordre , & toutes les Maisons du même Diocese , en ce sens , que les Prêtres desdites Maisons pourront prêcher dans leurs Eglises , & y confesser qui bon leur semblera , avec la seule<sup>e</sup> permission de leur régime respectif , mais qu'ils deviendront ou demeureront toujours soumis à l'Ordinaire pour les fonctions de leur saint ministère exercées autre part que dans leurs propres Eglises du Diocese en question. Ensuite il les a autorisés à renoncer à toutes les fonctions du saint ministère , & à se consacrer exclusivement aux fonctions d'Instituteurs, remerciant avec eux le Seigneur de ce que la nouvelle forme d'élections & le plan de gouvernement , indiqués dans l'éducation

---

deux , & qu'il vaudroit mieux n'en avoir qu'un ; ou plutôt qu'il faudra en avoir 3 , 4 , 5 , 6 , par une raison que voici : c'est que la rivalité entre deux Corps peut produire une animosité , une haine , un esprit de contradiction funeste , tandis que, dans notre système, elle se bornera à entretenir une noble émulation , parce qu'alors chacun d'eux ne pouvant espérer d'anéantir ses rivaux , ne pourra chercher à l'emporter sur eux , que par une conduite plus utile au Public , plus édifiante. En conséquence de cette considération , il sera réglé en temps & lieu , que dans l'étendue d'un Empire , chaque Ordre d'Instituteurs ne pourra posséder au-delà d'un certain nombre d'établissmens ; nombre qui sera entierement le même pour chacun d'eux.

raisonnée, les mettroient presque à couvert de tout abus à ce sujet, & entièrement à portée de remplir avec succès l'œuvre la plus importante à la gloire de la Religion & au bonheur des Peuples.

Comme il est essentiel que les Instituteurs aient le droit d'opérer sur le corps & sur l'ame de leurs élèves en toutes les manières nécessaires, & d'en occuper, pour cet effet, toutes les avenues, le saint Concile a érigé les Chapelles de toutes les Maisons d'éducation, conformes au plan approuvé, en Cures primitives & indépendantes, en vraies & seules Paroisses pour les Instituteurs en titre & en sous-ordre, soit Laïques ou Ecclésiastiques, soit de l'un ou de l'autre sexe, pour tous les élèves, pour tous les domestiques desdites Maisons; statuant que le Curé en feroit nommé par son régime respectif, en la manière indiquée; soumettant néanmoins ledit Curé & tous les autres Prêtres, ses coopérateurs, à la juridiction de l'Ordinaire, pour toutes les fonctions de leur ministère exercées hors de leurs Maisons, & en faveur de personnes non employées ni attachées à des Maisons d'éducation.

Pour les mêmes raisons, le saint Concile a pareillement érigé en Cures, les Chapelles des Maisons d'Institutrices, dont les Aumôniers & Directeurs seront remplacés par un Curé & des coopérateurs nommés par l'Ordinaire, sur la propre présentation desdites Institutrices. Elles sont invitées à choisir ces nouveaux Directeurs dans les Corps d'Instituteurs, afin qu'ils soient plus sûrement en état de seconder leurs pénibles travaux. Ceux-ci ne seront point alors demandés à l'Ordinaire, mais à leurs régimes respectifs, & nommés par

iceux , sans qu'une telle demande , une telle nomination dépende jamais en rien de l'Ordinaire ; attendu qu'ils seront nécessairement mieux connus de leurs Supérieurs-Confreres , que des personnes du dehors.

En même temps le saint Concile a décidé que les Instituteurs appelés par les Prélats au gouvernement des Paroisses , jouiroient des mêmes appointemens que si leurs années de réception dans leurs Congrégations ou Ordres , avoient été uniquement employées à la desserte desdites Paroisses.

LXXVII.  
Nouvelles  
loix relatives  
au mariage.

Sur la requisition des Ambassadeurs des Etats Chrétiens , le saint Concile a nommé et approuvées , comme étant d'une utilité évidente à tous égards , par conséquent comme conformes à l'esprit de l'Evangile , les innovations de l'Auteur si souvent cité , relativement au mariage. Voici en partie les propres paroles de cet Auteur , rapportées par le saint Concile.

« Mais hélas ! quels seront les fruits de tous nos soins , de toutes nos précautions . . . de la meilleure éducation qu'il soit même possible de concevoir , si la fote vanité d'un parent fait prendre à nos élèves des épouses pour lesquelles leur cœur n'aura jamais rien dit , dont le caractère inconnu se trouvera sous peu de jours incompatible avec le leur ? Si cette vanité les empêchant même de se marier , les met dans la cruelle alternative ou de lutter sans cesse contre les fureurs d'une passion impérieuse , ou de se livrer au torrent d'une corruption à laquelle l'exemple , une funeste indépendance . . . l'enchaîneront peut-être à jamais ?

Pour détruire les effets de cette vanité dange-



reuse , ainsi que plusieurs autres inconvéniens devenus comme inséparables du Code matrimonial actuel , il sera statué ce qui suit.

**TITRE PREMIER.** Désormais il sera permis à toute personne nubile de se marier par simple contrat civil ; mais aux conditions ci-jointes : D'abord ledit contrat ne pourra être passé qu'après la publication des bans ordinaires ; publication qui sera censée non avenue , dès qu'elle se trouvera terminée depuis plus de quatre mois. Le certificat de ces publications ne pourra être délivré que vingt-quatre heures après la dernière : le Curé sera obligé de le donner , sans exiger que l'Impétrant ait reçu le Sacrement de Pénitence. . . . Ledit contrat ne pourra être passé qu'en présence du Curé, & de quatre témoins citoyens (N<sup>o</sup> CXXXIX ) dont deux peres & domiciliés dans la Paroisse de l'époux , & les deux autres meres & domiciliées dans celle de l'épouse ; en conséquence on mettra à la formule des bans : Il y a publication de *mariage par simple contrat civil* , ou bien *avec bénédiction nuptiale* , &c. ; & le Curé tiendra un registre particulier pour chacun de ces deux sortes de mariages (f). Les enfans issus du mariage par simple

---

(f) Il sera en même temps à propos d'accompagner la célébration de ces mariages , de quelques cérémonies. Ainsi , par exemple , après la signature du contrat , tous les assistans étant debout , le Pasteur lira une instruction imprimée & en langue nationale , tendante à convaincre les conjoints de l'importance , de la sublimité , de la divinité , pour ainsi parler , des faveurs conjugales , du danger physique & moral de les trop multiplier. . . . Ensuite les assistans mariés & plus proches parens des futurs époux , distribueront à chacun des

contrat civil, prendront leur nom de baptême, ceux de la mere, &c. & jamais celui ou ceux du pere, jusqu'au moment où ils auront été titrés par la bénédiction nuptiale, ou de quelque autre maniere approuvée. Il ne sera permis aux conjoints de demander cette bénédiction que huit ans après leur mariage, & seulement dans le courant de la semaine anniversaire dudit mariage civil. Comme à cette époque ils pourront de jour en jour être dans le cas de prendre dans la société le rang auquel ils peuvent prétendre, dès-lors ils auront droit, chaque année, & à pareille semaine, de faire titrer leurs enfans, soit en totalité, soit en partie, selon qu'ils les en trouveront dignes. (La permission, dont il s'agit, doit se trouver restreinte, & à peu près comme elle l'est, afin de prévenir les suites de l'inconstance des conjoints, de les aider efficacement à réfléchir sur leur démarche, à ne l'entreprendre qu'en créatures douées de la faculté de raisonner). Avant, comme après leur titration, ces enfans hériteront pareillement par portions égales. Lorsque le pere mourra avant d'avoir reçu la bénédiction nuptiale, la titration des enfans sera censée faite par sa seule mort, à moins qu'il n'ait déclaré le contraire par testament; mais dans ce cas, une veuve demeurera toujours sans titre ni rang, le mari ne pouvant dans aucun temps la

---

deux la moitié d'un fruit, d'un morceau de nourriture, d'une boisson quelconque, en disant : Puissiez-vous, en partageant les peines de la vie, vous les rendre mutuellement insensibles, & augmenter au contraire, par votre tendre union, toutes les douceurs, toutes les consolations attachées à un bon mariage. Puis les époux s'étant embrassés, on leur jette dessus des grains de froment, de riz, &c. &c.

titrer par testament, &c. ni autrement que par la bénédiction nuptiale. D'un autre côté, la mort de la mere ne changera jamais par elle-même le sort des enfans ; alors le pere pourra, aux époques mentionnées, les titrer par une simple déclaration signée de trois citoyens, & affichée autant que de besoin. S'il se remarie, & qu'il titre un jour ses enfans de nouveaux lits, les enfans de lits précédens seront, par cela seuls tous titrés, à l'exception seulement de ceux qui n'auroient point été compris dans une titration produite par bénédiction nuptiale.

**TITRE SECOND.** Tout garçon âgé de vingt-quatre ans & un jour, pourra se marier sans le consentement de ses parens, mais seulement après trois sommations respectueuses & par simple contrat civil ; bien entendu que lesdits parens n'auront pas pour cela le droit de le déshériter, ou de diminuer en rien la portion d'héritage que les loix lui assignent en toute rigueur. Dans ce cas, un garçon sera tenu, (si les parens le veulent), de déclarer, par testament, que sa mort ne titrera point ses enfans. Si ses parens, de qui seuls un tel testament sera connu, viennent à le divulguer, il se trouvera, par cela seul, annullé à jamais, sans pouvoir être suivi d'un pareil.

**TITRE TROISIEME.** Les filles jouiront du privilège précédent deux ans plutôt, savoir, à vingt-deux ans & un jour. Je fais que dans tous les climats, l'âge de nubileté arrive plutôt, du plus au moins, sur-tout pour le second sexe. Mais puisque pour être chef de famille, il faut outre la puberté, une certaine maturité de raison, c'est à

la Société, à combiner ses diverses loix, de manière que les besoins de la nature & ceux de l'état social, se trouvent d'ordinaire remplis tout à la fois. (Voyez les Numéros XVI, XVII, XVIII, les deuxieme, troisieme, quatrieme, cinquieme & fixieme Réponses Académiques). La seule regle générale à proposer au sujet de cette maturité, c'est peut-être d'établir, que dans chaque climat, nul enfant ne pourra se marier qu'environ cinq ans après l'âge de puberté...

**TITRE QUATRIEME.** Avant les deux époques mentionnées, nul enfant ne pourra se marier que du consentement de ses parens ou de ceux qui lui en tiendront lieu.

**TITRE CINQUIEME.** Afin d'enlever aux jeunes gens la funeste facilité de prendre pour véritable attachement, convenance de caractère, amour épuré ..... des signes trompeurs, qui ne font rien moins que tout cela; désormais la célébration des mariages ne sera permise, sauf les cas actuels de pareilles dispenses, qu'à certaines époques, savoir durant la premiere semaine de chaque mois, ou autrement dit, la semaine d'avant le second Dimanche de chaque mois.

**TITRE SIXIEME.** Les faveurs conjugales ne feront, de part & d'autre, un vrai devoir, tout au plus qu'une fois la semaine. (Note précédente & celle du N° XIX).

**TITRE SEPTIEME.** *La Confession & Communion Paschales*, de la part des gens mariés, seront converties en confession & communion annuelles, dans ou pour la semaine anniversaire de leur mariage.

riage. ( Cette méthode fera plus commode pour les Pasteurs , à qui elle fournira d'ailleurs un moyen de rendre leurs pénitens plus attentifs sur la négligence ou l'observation de leurs devoirs concernant Dieu & la Société , concernant leur nouvel état , leur santé , leur vie domestique , leurs affaires & occupations de toute espece.... )

**TITRE HUITIEME.** Le mariage ne sera permis entre Chrétiens & in-Chrétiens quelconques, que par simple contrat civil , & avec la clause ; que la femme , ou Chrétienné , ou devenue telle depuis son mariage , & les enfans Chrétiens , pourront seuls être tirés.

Ajoutons à tout ceci , d'une part , que les enfans , soit tirés ou non ; que les gens mariés , soit avec bénédiction nuptiale , soit par simple contrat civil , jouiront indistinctement de tous les droits dont ils ne se trouvent privés ici ni immédiatement , ni médiatement ; & de l'autre , que le *mariage-civil* sera affimilé au *mariage-sacrement* , dans toutes les clauses , conditions , prérogatives & autres choses quelconques , dont cet Ouvrage ne l'exclut point nommément....

Le saint Concile ayant mûrement réfléchi , & **LXXVIII.** sur l'inconstance de la volonté humaine , & sur Décisions des inconvéniens du célibat des Prêtres , & sur du saint Concile , divers empêchemens de mariage , a formé , à ce triple sujet , les décisions suivantes. — Premièrement , touchant l'époque en recevant les Ordres sacrés , il ne sera plus des vœux ; désormais permis de faire vœu de virginité ; & le célibat des Prêtres , & certains dis- tous les Ecclésiastiques séculiers jouiront , à l'égard du mariage , des mêmes droits que les autres citoyens. — Deuxièmement , les Religieux & penfespout mariage.

autres réguliers ne pourront faire leurs vœux de virginité ; qu'à l'époque des vœux solennels de Religion ; & les uns & les autres ne leur seront permis qu'à l'âge de trente-cinq ans complets. --- Troisièmement, les parentés spirituelles, les troisième & quatrième degrés, tant de parenté naturelle que d'affinité (ou alliance), ne formeront plus, à l'avenir, le moindre empêchement à des mariages quelconques : le tout par la persuasion où est le saint Concile, que les raisons qui avoient fait porter les anciennes loix, ne subsistent plus ; & que la position actuelle du Monde Chrétien exige, que les hommes soient soumis à de nouvelles loix, plus analogues à leurs travaux & à leurs besoins présens, plus propres à leur faciliter l'acquisition de l'éternité de bonheur qui leur est destinée.

LXXIX.  
Ordre  
Chrétien  
ou Bienfai-  
sant.

Les Ambassadeurs ayant présenté le projet d'un nouvel Ordre de Chevalerie, consacré à la gloire de la Religion, à l'encouragement de toutes les vertus sociales, la lecture de ce projet a causé la plus rare admiration à tous les Pères du Concile : en voici les traits principaux. Les Princes y disent, qu'après s'être réunis entr'eux par un traité de paix indissoluble, qu'après avoir adopté de nouvelles loix, plus propres à rendre leurs Peuples heureux... ; ils ont employé les premiers loisirs de la paix, tous leurs soins, toute leur autorité, à faire en sorte que le présent Concile pût avoir lieu, & travailler, sans le moindre obstacle, à la gloire du nom Chrétien, à la propagation de la foi Evangélique ; mais ils ajoutent qu'ils ont cru pouvoir contribuer eux-mêmes plus directement à cette œuvre importante, & que pour donner à

tous les Peuples Chrétiens un signe sensible & permanent de l'union fraternelle , de l'esprit de charité , de bienfaisance , qui doit régner entre tous les adorateurs d'un même Dieu , entre les héritiers du même Royaume de félicité universelle , ils sont convenus de créer un nouvel Ordre de Chevalerie , qui sera appelé *l'Ordre Chrétien ou Bienfaisant* , afin que ces titres indiquent tout à la fois , & ce qui doit caractériser un vrai Chrétien , & ce qui donnera droit aux divers grades de l'Ordre. Ces grades seront au nombre de six en cette manière : Chevalier de la deuxième classe , Chevalier de la première classe ; Commandeur de la deuxième classe , Commandeur de la première classe ; Grand-Croix de la deuxième classe , Grand-Croix de la première classe.

Chaque Chevalier de l'Ordre Chrétien ou Bienfaisant aura une croix où seront , par abréviation , d'un côté , ces mots , *Ordre Chrétien ou Bienfaisant* , & de l'autre , ceux-ci : *Chevalier , Commandeur , Grand-Croix de telle classe*. Cette seconde distinction sera en même temps (ou même exclusivement) , exprimée par la forme & la couleur des rubans.... Les privilèges de cet Ordre seront des plus glorieux. Tous les Chevaliers auront par exemple , droit d'être présentés , dans toute l'étendue de la Chrétienté , aux Têtes couronnées , aux premiers Magistrats des Républiques. Les Grand-Croix de la première classe , après les premières paroles , pourront parler ou écouter , couverts. Les Grand - Croix de la seconde classe pourront encore écouter , étant couverts. Les Commandeurs de la première classe , après avoir cessé de parler ou d'écouter , pourront se couvrir , en se mêlant dans la salle d'audience.

(Ce sont, comme on voit, les privilèges des Grands d'Espagne, pour chacune des trois classes). Il sera permis de jouir de ces privilèges une fois tous les ans. Les Commandeurs de la deuxième classe auront droit à leur présentation, trois fois leur vie durant. Les Chevaliers de la première classe auront ce même droit deux fois, & les Chevaliers de la deuxième classe, une fois seulement; le tout dans chaque Etat Chrétien où ils pourront se trouver.

L'assemblée de l'Ordre se tiendra tous les ans, & par-tout le même jour, la veille de Noël, par exemple : dans l'endroit le plus distingué, on placera le Nouveau Testament, comme pour rappeler aux Chevaliers, que c'est en suivant les loix bienfaisantes de notre divin Législateur, qu'ils sont devenus membres de l'Ordre Chrétien, & qu'en se distinguant par de nouveaux traits de vertu en tout genre, ils contribueront de plus en plus à l'édification des Peuples, au salut du prochain, à la manifestation du Saint Nom de Jesus, parmi toutes les Nations de l'Univers.

LXXX.  
Régime de  
cet Ordre.

Chaque Souverain, & dans les Républiques, le premier Magistrat en exercice, seront Grand-Maîtres nés dudit Ordre, & auront seuls droit d'en conférer ou d'en faire conférer les grades à quiconque les aura mérités, dans l'étendue de leur domination, (national ou étranger, n'importe), & aux savans, aux négocians de leur Empire qui s'en seront rendus dignes ailleurs. Il n'y aura point de pension attachée aux différens grades de l'Ordre Chrétien ou Bienfaisant, parce que les actions qui y donneront lieu ne sauroient être dignement récompensées, que par le suprême



Rémunérateur de la vertu. Néanmoins, comme les dépenses auxquelles les commerçans, les naturalistes, les savans & autres voyageurs quelconques, se livreront dans la noble vue d'étendre le regne de la vraie Religion & de la saine raison, pourront quelquefois se trouver exorbitantes; comme d'ailleurs, des malheurs imprévus, des actes de défintéressement, une nombreuse famille à établir, &c. pourront aussi conduire à une certaine indigence plusieurs Chevaliers de l'Ordre Bienfaisant, il a été résolu de fonder à perpétuité un certain nombre de pensions plus ou moins fortes, qui seroient toujours accordées comme viagères, & dont les taux divers fourniroient moyen de subvenir aisément aux divers besoins des Chevaliers de tout grade, de tout état, de toute condition. La plus modique de ces pensions sera de 100 livres, & la plus forte de 12,000 livres. -- Il a été arrêté entre les Etats Chrétiens, que les pensions au-dessus de 4000 livres ne pourroient être accordées qu'aux Chevaliers de l'Ordre Chrétien, qui seroient en même temps Chevaliers de l'Ordre National; & en outre, que pour devenir Grand-Croix de l'Ordre Bienfaisant, il faudroit être déjà Grand-Croix de l'Ordre National (g).

Il sera érigé dans chaque Etat Chrétien un Tribunal chargé d'examiner les traits de probité, de bienfaisance, d'humanité, de grandeur d'ame, de

---

(g) Pour avoir droit aux pensions d'au-dessus de 4000 livres, jusqu'à 6000 livres inclusivement, il faudra être élevé au moins au troisieme grade de l'Ordre National : pour celles d'au-dessus de 6000 l., jusqu'à 8000 l., il faudra être élevé au quatrieme grade : pour celles d'au-dessus de 8000 livres, jusqu'à 10,000 livres, il faudra être élevé au cinquieme grade; & pour les plus fortes, au sixieme.

piété filiale , d'amour conjugal , de tendresse paternelle ; en un mot, tous les actes de vertus chrétiennes & morales , dont les Officiers publics & les Chambres de commerce lui donneront connoissance ; de décider du grade qu'il conviendra d'accorder pour chacun de ces actes , ainsi que pour tous les ouvrages propres à inspirer des sentimens de religion , d'humanité, & à concourir aux vues du Traité d'éducation raisonnée.

Dans la plupart des États Chrétiens , près des villes maritimes commerçantes , on établira *des Écoles d'Humanité*, où seront élevés, entr'autres , les jeunes in-Chrétiens que le commerce fournira occasion d'acheter dans les pays où cet abominable trafic est en usage. Ce n'est que dans l'ouvrage si souvent nommé , qu'il sera possible de puiser une idée de toutes les précautions à prendre pour remplir ces jeunes in-Chrétiens d'un tel attachement patriotique , pour les persuader si efficacement des avantages des sociétés chrétiennes , qu'ils désireront presque tous , avec la plus vive & la plus sainte ardeur , de retourner dans leur pays , afin d'y arracher leurs compatriotes à l'empire des préjugés & de l'erreur. D'autre part , d'après ce même ouvrage , les jeunes Commerçans , élevés dans l'amour & la crainte du Seigneur , animés du noble desir de contribuer au salut , au bonheur des Peuples qu'ils auront occasion de fréquenter ; non contents de porter dans les pays étrangers notre or , nos marchandises , nos denrées , &c. auront de plus la sainte émulation de répandre par-tout des ouvrages propres à faire connoître & aimer les lumières de l'Évangile & de la raison. Leur conduite integre & bienfaisante , le tableau de la nouvelle Législation & de la Confédération des États

Chrétiens, un ouvrage intitulé, *Langage de la Raison & du Christianisme* N<sup>o</sup> CXXV, leur suffiront, & pour remplir leur glorieux but, & pour faire tomber peu à peu tous les préjugés inspirés jusqu'ici contre les Chrétiens & les Européens.

(Je crois qu'il sera réellement à propos de n'avoir dans chaque État qu'un seul Tribunal chargé de prononcer sur la diversité des grades de l'Ordre Chrétien, qui pourront être dûs, parce qu'alors il sera plus rare de voir introduire à cet égard une entière uniformité dans tout le monde chrétien; mais je ne pense pas qu'il en doive être de même des pensions. Il me semble que, d'après les motifs qui devront les faire accorder, les facultés des Chevaliers ne sauroient être trop bien connues, & qu'en conséquence les Officiers publics des subsides nationaux & ceux des ressources sociales, devront seuls être Juges en cette matière. Il faudra donc suivre ici quelque méthode qui remplisse ce premier but, en même temps qu'elle sera analogue aux besoins actuels des Peuples commerçans. Ainsi, par exemple, on donnera aux Officiers Paroissiaux & intermédiaires de chaque Province, le droit de prononcer annuellement, en la manière indiquée N<sup>os</sup> CXL, CXLII,) pour l'élection de leurs successeurs, touchant les besoins des Chevaliers de leur district; & aux Officiers intermédiaires & Provinciaux, premierement, le droit de décider en dernier ressort de la mesure des pensions qui devront être accordées; secondement, le droit de présenter chaque année au Gouvernement, un certain nombre de ces pensionnaires désignés; à condition que chaque nouveau pensionné sera choisi parmi les trois présentés, depuis le plus d'années; ou s'il y en a plus de trois, parmi les trois d'entr'eux qui seront plus

anciens Chevaliers , ou enfin parmi les trois qui , les uns ou les autres , se trouveront dans ces deux cas , ceux du premier ayant la préférence sur ceux du second. ( En cas de nouvelle concurrence , le marié l'emportera sur le célibataire , le plus âgé sur le moins âgé , &c. N<sup>o</sup>. CXL. )

LXXXI.  
Décisions  
du saint  
Concile à  
son sujet.

Le saint Concile a secondé les vues religieuses des Gouvernemens chrétiens , par une opération vraiment admirable , digne des pieuses intentions des Fondateurs de bénéfices , capable d'extirper entièrement les motifs de cupidité criminelle , qui remplissent l'Eglise de Jesus-Christ de Ministres inutiles à l'œuvre du Seigneur , de répandre au loin la bonne odeur de notre sainte Religion , de rétablir solidement l'auguste regne des bonnes mœurs & l'empire aimable de la vertu. Le saint Concile a donc décidé & statué que les Bénéfices à simple tonsure , les Chapelles , les Prieurés & autres Bénéfices quelconques , non à charge d'ames , ( à l'exception des Canoncats & *Priébendes* dont le sort a été réglé plus haut ) demeureroient tous éteints & supprimés , à la mort des Titulaires actuels , soit réguliers , ou séculiers ; que leurs revenus entièrement confiés aux Administrateurs des ressources sociales , seroient destinés à former des pensions pour les Chevaliers de l'Ordre Chrétien , ( parmi lesquels seront tous les Ecclesiastiques à qui la continuation de leur sollicitude pastorale , une vigilance particulière , ou les vertus héroïques exigées de la part des autres Citoyens , auront fait accorder cette glorieuse prérogative ) ; qu'il ne seroit absolument permis de les soustraire à cette destination que pour les convertir en maisons d'éducation , ou les réunir à celles déjà existantes conformément au plan d'é-

duration déjà approuvé ; & que toutes les sommes, non dépensées annuellement en pensions viagères, seroient dévolues aux Bureaux des ressources sociales, pour y être employées à l'instar de tous les revenus de ces établissemens miséricordieux.

Après la mort des Titulaires actuels, on fixera, pour toujours, le produit annuel de chaque Bénéfice supprimé ; ayant égard aux changemens de revenus occasionnés par la nouvelle législation financière. Cette fixation se fera en prenant un terme moyen entre les produits annuels des neuf dernières années. Fixée à perpétuité, elle préviendra par-là tout abus, sans le moindre inconvénient ; puisque les changemens survenus dans le prix des terres, des denrées, seront au profit ou à la charge des ressources sociales, qui, selon nous, proportionneront toujours leurs dépenses à leurs revenus, & ne pourront se trouver, sans une espèce de prodige, dans une disette absolue de toutes choses, non plus que dans une trop grande abondance. Le Bureau général des ressources sociales de la Nation tiendra registre des revenus de chaque département, & sur son avis, les Chevaliers auront ordre de se faire payer leurs pensions aux Bureaux les moins éloignés de leur domicile.

Le saint Concile considérant que l'abstinence du Carême rendoit les mets maigres extrêmement chers, au-dessus des facultés de la plupart des Chrétiens, l'a supprimée, à l'exception du Mercredi, du Vendredi & du Samedi de chaque semaine. -- Toujours dans la vue sur-tout de soulager les pauvres, les voyageurs, & de déraciner les abus, il a *supprimé* :

Premièrement, l'abstinence des Samedis du reste

LXXXII.  
Nouvelle  
discipline  
Ecclésiasti-  
que, tou-  
chant les  
jours de  
jeûne,  
d'abstin-  
ce & de  
Fête, tou-

chant les  
pélerina-  
ges, les  
proces-  
sions....

de l'année, & de tout autre jour, à l'exception de la veille de Noël; & il a borné l'abstinence des jours maigres, à l'abstinence de volaille & de gibier, mais seulement pour les voyageurs, pour les journaliers, pour les militaires, & autres personnes à qui leur santé ou leurs facultés interdiroient l'usage du maigre; & avec la clause que les Pasteurs de tous les pays où cette permission sera nécessaire, en rappelleront l'origine, l'esprit & les limites, dans un prône ou discours annuel sur la mortification, & sur la tempérance....

Secondement, il a supprimé les deuxieme & troisieme fêtes de Noël, de Pâque & de la Pentecôte.

Troisiemement, toutes les bénédictions du Saint Sacrement, à l'exception, ( tout au plus ) d'une le premier jour de l'an, plus d'une autre, le premier Dimanche de chaque mois; comme pour demander à Dieu, plus particulièrement, de daigner répandre ses bénédictions sur la nouvelle année, sur chaque nouveau mois.

Quatriemement, l'obligation générale du jeûne, la veille des Fêtes, &c., se bornant à y exhorter ceux à qui leur santé, leurs occupations permettent l'usage de cette sainte mortification, & indiquant à chaque sorte de Chrétiens les divers & dignes fruits de pénitence qui doivent être ajoutés ou substitués à ces diverses abstinences ou suppressions ( *h* ).

---

( *h* ) Un des vœux du saint Concile à ce sujet, seroit que chaque Chrétien consacrat plus particulièrement tous les vendredis de l'année, à vivre avec lui-même, à rendre un compte exact, & de sa conduite, & de ses affaires; ne paroissant aucunement en public, pas même

Cinquièmement, l'usage des pèlerinages de toute espèce, des indulgences quelconques, de toutes les quêtes & trons, non au profit des ressources sociales ; autorisant, ordonnant même, (autant qu'il est en lui), la réunion de toutes ces sortes de revenus pieux à la mensue des Bureaux de charité.

Sixièmement, toutes les processions, à l'exception (tout au plus) de deux solennelles, relatives à la récolte faite ou à faire, & qui auront lieu en la manière indiquée dans le Traité d'Education. (Le nouveau Rituel renfermera les diverses prières qui seront faites alors, suivant que la récolte aura été bonne ou mauvaise ou médiocre).

Quant aux diverses Fêtes de l'année, (toutes réglées à l'avenir par le cours du soleil & d'une manière à peu près invariable), le saint Concile a entièrement adopté les arrangemens proposés par l'Auteur de l'Education raisonnée, & en vertu desquels les jours de Fête seront absolument les mêmes pour toute la Chrétienté. Par conséquent, le Monde Chrétien jouira à l'avenir de l'uniformité la plus parfaite, la plus invariable, touchant le Service divin (Note du N° LXIX), les jours des Fêtes & d'abstinence, ainsi que touchant la doctrine Evangélique : toutes les *Fêtes & Dimanches* deviendront des Fêtes religieuses-civiles, à chacune desquelles tous les habitans d'un endroit rempliront *solemnellement* (& librement), leur devoir envers l'Être suprême, assisteront *solemnellement* aux instructions convenables, & termineront

---

dans les sociétés ordinaires, à moins que ce ne fût pour y remplir les devoirs de son état...

*solemnellement* la journée par des jeux amusans & utiles, par la distribution de divers prix.... En un mot, ici comme ailleurs, on trouvera toujours l'ordre social lié avec la Religion, avec le règne des bonnes mœurs, & réciproquement.

LXXXIII.

Défenses  
& régle-  
mens du  
saint Con-  
cile, par  
rapport  
aux livres  
d'Educa-  
tion & aux  
instruc-  
tions pa-  
roissiales.

Les Peres du Concile, qui avoient examiné le Traité d'Education, ayant été chargés d'examiner aussi les questions transcrites sur les cahiers de l'assemblée, relativement aux décisions précédentes ont déclaré d'une commune voix, que ces diverses questions se trouvoient éclaircies dans ledit Traité avec toute l'évidence & la solidité desirables, ainsi qu'il étoit facile de s'en convaincre par une simple lecture; & qu'il suffiroit d'approuver cet Ouvrage & de le faire imprimer comme faisant partie des décrets du saint Concile œcuménique.

Lecture ayant été faite de l'Ouvrage en question le saint Concile a approuvé, ratifié le jugement des Peres Commissaires, & a décidé qu'en attendant que la nouvelle éducation fût en vigueur, il défendoit d'enseigner, d'expliquer désormais, & dater du commencement de l'année classique prochaine, des cahiers ou des ouvrages scholastiques quelconques, dans aucune classe de Philosophie de Théologie, ni quelque part que ce puisse être attendu qu'à l'avenir toute these publique ou privée seroit interdite, prohibée par les Gouvernemens parce que les décisions précédentes rendoient inutile toutes les disputes théologiques, parce que dans ces disputes, ainsi que dans les Ouvrages scholastiques les vérités les plus respectables se trouvoient dénigrées, comme avilies, traitées d'une manière indigne de leur noble simplicité, de leur sublime grandeur. Il y a substitué l'obligation de montrer



le Nouveau Testament soit en latin, soit en langue nationale; quelque bon Traité de la vérité de la Religion Chrétienne (tel que celui de Turretin), le langage de la raison & du Christianisme, les Rituels d'usage (pour les Séminaires) en attendant un Rituel national-universel; des Traités élémentaires d'Histoire Naturelle, de Physique; de Mathématiques, d'Economie rurale, & nommément le Cours complet d'Agriculture par l'Abbé Rosier, (traduit & commenté suivant les besoins de chaque Nation;) enjoignant de le rendre familier à tous les nouveaux Ecclésiastiques, de leur en fournir ou faire procurer à chacun un exemplaire.; (i.) & déchargeant de l'obligation de réciter journellement le Bréviaire, les Ecclésiastiques qui consacreront leur temps à distribuer aux Peuples la parole de l'Evangile, à travailler, à instruire les jeunes gens; à acquérir, au profit de ces mêmes Peuples, des connoissances utiles & propres à faire aimer & estimer leur bienfaisant ministère.

En même temps le saint Concile a décidé que les instructions paroissiales des jours ouvriers ne seroient plus placées dans la saison des travaux de la campagne, mais depuis le commencement jusqu'à la fin de l'hiver, à raison de quatre, cinq & même six par semaine, suivant que les climats laisseront aux Peuples plus ou moins de temps pour le cours d'instruction paroissiale des enfans.

---

(i) Dans les pays où les Ecclésiastiques sont rançonnés pour chacune de leurs diverses Lettres d'Ordination, on pourra laisser subsister une taxe modique, & en consacrer le produit annuel, à l'achat dudit Ouvrage, qu'on distribuera alors *gratis*, à tous ceux qui ne seront point en état de faire une pareille dépense.

LXXXIV.

Sentimens  
du saint  
Concile  
touchant la  
confédéra-  
tion Chré-  
tienne.

Le saint Concile ayant fait lire , sur l'invitation des Ambassadeurs Chrétiens , tous les articles de la confédération chrétienne , est convenu unanimement , que désormais les Peuples Chrétiens ne pourroient manquer de jouir d'une paix inaltérable , de se trouver perpétuellement à couvert de toute tyrannie , de toute vexation , tant du dedans que du dehors ; que les avantages temporels attachés à cette formidable confédération , y attireroient , de proche en proche , toutes les Nations de la terre , lesquelles secoueroient peu à peu le joug de l'erreur , pour adopter & suivre paisiblement les lumières de l'Evangile & de la saine raison ; que tous les Etats où le Saint Nom de Jesus seroit connu , offriroient à l'avenir un spectacle inoui , les divers Ordres de citoyens , séparés entr'eux sans la moindre animosité , & unis par les liens , la subordination , les plus admirables ; parce qu'ils se reconnoîtront tous placés sous la noble dépendance , sous la protection des mêmes loix connues & inarbitraires..... En conséquence , le saint Concile a supprimé & annullé à jamais toutes les immunités , tous les privileges réels ou prétendus , soit des Ministres du Seigneur , soit des Eglises ou des biens Ecclésiastiques ; déclarant ennemis de leur propre bonheur , du repos , de la prospérité publiques , traîtres & infideles à l'esprit bienfaisant de l'Evangile , ou plutôt , atteints de démence & dignes de la commisération charitable due à des insensés , à des ignorans ; les Ecclésiastiques ou autres fideles quelconques , qui refuseroient de se soumettre entièrement aux nouvelles loix des Etats Chrétiens , & chercheroient , par un aveugle attachement à des usages , dont l'essence est de

varier selon les besoins , à rendre douteuses , ( s'il étoit possible ) , la charité , la fraternité chrétiennes , à empêcher la formation de cette société universelle des membres de l'Eglise militante , sous un seul & même Médiateur , *JESUS* , leur suprême Législateur , & juste appréciateur de toutes leurs actions.

Voici ce qu'ont promis au nom de leurs Maîtres , tous les Ambassadeurs des Etats Chrétiens. Lorsque la législation financière sera mise en vigueur , on continuera de payer à tous les Ecclesiastiques , Chanoines , Curés & autres quelconques , les appointemens dont ils jouissent , en prenant , comme il est juste , un terme moyen entre les produits annuels des neuf dernières années. Les Curés & Vicaires qui adopteront la nouvelle forme d'instruction & d'Offices , auront dès - lors droit aux nouveaux appointemens , réglés sur le temps de leur service , en la manière indiquée ci-dessus ; & de plus , ils auront , par cela seul , la permission de se marier , le saint Concile les dispensant , dès aujourd'hui , ( à cette condition indispensable ) de leurs vœux de virginité perpétuelle ; bien entendu néanmoins , que cette dispense n'aura aucun effet rétroactif par rapport aux successions & autres branches quelconques du Droit Civil. Ceux qui n'adopteront point la réforme , seront traités sur l'ancien pied & à couvert de toute violence , de toute persécution , pourvu qu'ils se bornent à suivre de bonne foi leur respectable routine , sans déclamer contre les salutaires innovations que la gloire de la Religion & le bien des Peuples , ont rendues nécessaires dans le siècle présent. Ainsi quoique les Gouvernemens pussent employer toutes les voies

LXXXV.  
Promesses  
des Souve-  
rains , au  
sujet de la  
nouvelle  
législation  
religieuse.

d'autorité, pour faire suivre & respecter les salutaires décisions du saint Concile œcuménique, leur intention & résolution constante est d'agir d'une manière digne du glorieux titre de Chrétien; et usant de douceur, de condescendance, de charité envers tout le monde; & en tâchant de faire joindre la douce voie de l'instruction, de la persuasion, aux puissantes inspirations dont ils esperent que le pere des lumieres favorisera leurs bons Peuples, pour leur rendre utiles les décrets qu'il a daigné inspirer au saint Concile. Du reste, outre le respect dû à leur auguste caractère, aux sublimes fonctions de médiateurs entre Dieu & les hommes, à leurs vertus personnelles, les Ecclésiastiques réformés jouiront de tous les privilèges de Citoyens, sans que leurs droits puissent jamais être restreints (k); la nouvelle législation étant de sa nature aussi générale, aussi invariable que les loix merveilleuses du monde physique, & ne pouvant souffrir qu'on fasse ici-bas plus d'acception de personnes, qu'il n'en sera fait au Tribunal du suprême vengeur des crimes, & rémunérateur de la vertu.

Le Souverain Pontife sous lequel la paix vient d'être si heureusement donnée à l'Eglise, en même temps qu'elle se trouve assurée à tous les Peuples Chrétiens, sera prié par chaque Gouvernement Chrétien, de vouloir bien accepter la plus forte des pensions attachées à l'Ordre Bienfaisant, soit pour en jouir lui-même, soit pour en disposer en faveur

---

(k) Si notre plan de Législation religieuse est un jour adopté en entier, on voit que la disposition dont il s'agit ici, annullera évidemment la quatrième loi du N<sup>o</sup> XVII, proposée par conséquent comme simple piece d'emprunt.

de quelques Peres du présent Concile, ou de quelque Chevalier de l'Ordre Chrétien, selon qu'il plaira à Sa Sainteté.

Telles font à peu près les principales vues de bienfaisance, dont un Concile œcuménique pourroit s'occuper dans l'époque actuelle. C'est aux Gouvernemens chrétiens qu'est réservée la gloire, qu'est imposé le devoir, de prendre toutes les mesures, toutes les précautions convenables, pour faire exécuter avec succès une entreprise si essentielle à la gloire du nom Chrétien, & au bonheur de tous les Peuples de l'Univers.

Je desirerois insérer ici le Traité d'Education dont il est parlé dans les décisions du saint Concile. Mais il me faudroit encore plusieurs mois pour achever de le rédiger; or, on sait qu'en tout état d'affaires, il faut d'abord expédier la besogne la plus pressante; & sûrement quand cet écrit ne renfermeroit pas une seule innovation sagement combinée, les matieres qui y sont traitées, sont par elles-mêmes, dans ce moment sur-tout, de l'importance la plus pressante. Osons le dire, je me croirois gravement coupable aux yeux de Dieu & des hommes, si j'avois différé de proposer mes idées sur ces grands objets, afin de publier plutôt un Traité d'éducation, fût-il aussi parfait qu'il soit possible de le desirer. Ainsi je me crois obligé de renvoyer cet ouvrage à un autre temps: à la vérité je conviens que l'éloge qui en a été fait, devra naturellement paroître exagéré, puisqu'on ne verra pas sur quels fondemens, sur quelles raisons il est appuyé. Tout ce qu'il m'est permis de faire à cet égard, c'est de prier mes illustres lecteurs de suspendre leur jugement, dans

LXXXVI.  
Réflexions  
sur le Traité  
d'éducation,  
approuvé par  
le saint  
Concile.

la pensée qu'un homme qui paroît avoir médité ( bien ou mal, décidez-le ) sur les branches les plus importantes de la prospérité des nations , pourroit bien , à la faveur des bons ouvrages d'éducation , de législation , qui existent , & au moyen de quelques heureuses combinaisons d'idées , s'être ouvert une route nouvelle , ou du moins plus utile que les routes connues , & avoir tracé le plan d'une véritable éducation. Voici néanmoins quelques-uns de nos principes propres encore à faire juger du fonds de l'ouvrage , quoique présentés tout uniformément dans le même ordre qu'ils vont comme d'eux-mêmes se tracer à mon esprit.

LXXXvij. L'éducation est, selon nous, l'art sublime de former des hommes , c'est-à-dire , l'art d'élever les jeunes gens de la manière la plus avantageuse , & à eux-mêmes , & à leur patrie , & à la société universelle des hommes. Il faut pour cet effet, fortifier le corps, former le cœur & l'esprit des élèves, relativement à l'état qu'ils doivent embrasser, & avec de telles modifications néanmoins, que ceux qui se trouveroient un jour privés de leur premier état, fussent à même de se tirer d'affaire avec honneur & succès. De-là la double nécessité d'avoir autant de sortes de plans d'éducation , qu'il se trouve de professions trop dissemblables dans un même Empire : éducation des Princes, éducation du Peuple, des Femmes, des Ecclésiastiques, des Militaires, des Commerçans, &c. , & de calquer ces différens plans sur un même fond de principes essentiels & invariables.

Un cours d'éducation, considéré par rapport à l'âge des élèves, peut se diviser en quatre parties; la première, depuis leur naissance ( & avant )

jusqu'à l'âge de mémoire naissante, vers leur quatrième année ; la seconde, depuis cet âge jusqu'à l'âge de discrétion ; la troisième, depuis cette époque jusqu'à l'âge de puberté ; la quatrième, depuis l'âge de puberté jusqu'à la fin de l'éducation.

Les soins du premier âge dépendent entièrement des parens & autres gens en sous-ordre, d'où notre *Manuel des chefs de famille*, & les moyens de le faire connoître à quiconque fera désormais dans le cas de s'en servir. Dans les trois âges suivans, tout ce qu'un enfant voit, entend, dit ou fait lui-même, étant de la dernière conséquence pour le reste de ses jours, pour le succès de son éducation, nos travaux à ce sujet seroient trop longs à exposer. Il suffira de donner un léger apperçu de ce qui, selon nous, doit principalement caractériser chacun de ces trois âges, ainsi que des principes à suivre dans les divers plans d'éducation. — Dans le second âge ; il faut sur-tout préparer les élèves à la connoissance de l'Être suprême, du bien & du mal moral, les familiariser avec les principes pratiques de la loi naturelle.... Le troisième doit être prolongé le plus qu'il est possible, & employé à leur donner des connoissances de toute espèce, à les raffermir dans les principes de la morale & de la vraie Religion, à les préparer à la terrible époque de la puberté. Durant le quatrième âge, il faut les empêcher d'être attentifs à certains effets physiques.... fixer leur imagination, tantôt sur des objets frappans & nouveaux, tantôt sur l'âge à venir ; les instruire des devoirs importans du véritable état d'homme, les diriger en un certain point jusqu'à leur entrée dans un nouvel état.

Dans ces différens âges de l'éducation, à quel que plan qu'ils se rapportent, nous ne distinguerons

point l'éducation en éducation physique, morale & en instruction.... Dans tous les temps, & à chaque instant pour ainsi dire, le corps, le cœur & l'esprit doivent se fortifier, se former de concert, par l'effet immédiat & l'influence réciproque, des actions, des connoissances de l'enfant, & des circonstances où il se trouve....

La nature de l'esprit humain veut qu'on ne présente d'abord à l'enfant que des objets sensibles, qu'on le conduise toujours du connu à l'inconnu, par une marche uniforme, proportionnée à ses facultés natives & croissantes — La plupart des erreurs des hommes venant des fausses idées qu'ils attachent aux mots, & ceux-ci n'étant d'ailleurs, par leur nature, que les signes de nos idées, c'est, selon nous, un devoir essentiel de faire acquérir aux élèves, des *idées* des choses, avant de leur apprendre les mots qui expriment ces idées; observant de ne passer aux idées intellectuelles & aux figurées, qu'après avoir fait connoître le sens propre, & pour ainsi dire, physique de ces mêmes idées. — Les connoissances qu'acquiert l'enfant, se graveront dans la mémoire d'une manière à peu près ineffaçable, si l'on a soin de les y placer, suivant une liaison bien caractérisée; pour cet effet, il faut d'abord étudier la filiation naturelle des idées, leur génération fixe ou mutuelle; puis arranger toutes les notions à donner aux élèves, dans un tel ordre, que l'une d'entr'elles, quelle qu'elle soit, puisse aisément donner ou recevoir le branle, & que de proche en proche elles forment une chaîne susceptible d'être parcourue par leur intelligence croissante, à peu près comme les marches d'un escalier par leurs pieds plus ou moins forts.

Au moyen de ces principes fondés sur la nature



de l'esprit humain, on conçoit qu'il feroit facile de former des *Livres élémentaires*, capables d'orner singulièrement l'esprit des élèves; mais l'influence des connoissances de l'homme sur la conduite, sur son caractère, sur ses maximes pratiques, nous ordonne de ne point nous borner à ce premier objet, de penser à en remplir en même temps un autre, le plus important de tous, qui est, de tellement combiner les instructions de nos élèves, avec les circonstances où nous les placerons & avec la nature du cœur humain, que toutes les idées qui entreront dans leur esprit, soient propres ou à leur inspirer des sentimens de vertu, ou à les y préparer innocemment, en ouvrant peu à peu leurs jeunes cœurs aux affections tendres, en développant par degrés leur petite intelligence, en meublant leur mémoire de connoissances utiles...

Fixant tout à la fois nos regards sur ces dernières vérités & sur toutes les précédentes, combinant les principes relatifs à l'esprit, au cœur & au corps, avec les diverses connoissances, les diverses habitudes nécessaires dans chaque état, avec celles qui peuvent devenir utiles sans être jamais nuisibles, nous avons ébauché, & nous espérons rédiger nos différens plans d'éducation, dans un ordre plus simple, plus naturel, précisément par cela même qu'il sera le résultat du rapprochement & de la combinaison de cette multitude de données, sans l'ensemble desquelles, le problème d'un bon plan d'éducation seroit à nos yeux un problème insoluble.

Si l'éducation du Peuple ne nous a pas offert la même facilité d'opérer sur les élèves, comme leurs besoins à cet égard sont beaucoup moindres, les nouvelles études des Ecclésiastiques nous ont

suffisamment aidé à opérer dans cette grande classe des hommes , à peu près toute l'amélioration ; dont l'éducation proprement dite nous paroît susceptible. *L'éducation politique* , dispersée dans toutes les parties de cet Ouvrage , est seule capable de parler par-tout en maître absolu , d'être par-tout écoutée comme tel , par le riche & le pauvre , par le savant & l'ignorant....

Nous nous sommes occupés , de la manière dont les parens devoient s'y prendre pour procurer à une seule ou à plusieurs familles réunies , les avantages de notre éducation raisonnée , de la méthode à suivre , par rapport aux divers climats & aux différentes formes de Gouvernement , de tout ce qui concernoit les Corps d'Instituteurs & d'Institutrices. On comprend sans doute que nos nouveaux Instituteurs ne feront ni *des Moines* , ni *des demi-Moines*. Ce seront des Patriotes éclairés , des Citoyens bienfaisans : esprit de Religion , d'humanité , de patriotisme , voilà *leur esprit de Corps*. Leurs constitutions les amèneront à le contracter comme malgré eux , à se préserver pour toujours de ce funeste égoïsme de Corps , qui a déshonoré tant d'Ordres d'ailleurs respectables , tant de Ministres de notre sainte Religion... Oubliant pour un moment les décisions du futur Concile œcuménique , nous indiquerons des moyens , dès aujourd'hui praticables , de conduire dans cette heureuse position les Corps actuels *d'Instituteurs & de Religieux*. A cet égard , qu'il me soit permis d'observer qu'on ne sauroit ménager avec trop de soin , avec trop de sagesse , les ressources immenses qu'offrent encore dans ce moment les divers Corps Religieux. Quel coup funeste au bien des Peuples , si toutes ces ressources venoient à être englouties , sans que l'éducation

se perfectionnât ! Si les Gouvernemens , d'après leurs grandes & uniques vues de bienfaisance , se-  
condoient à la hâte des plans de réforme , dictés  
sans doute par de bons motifs , mais privés de la  
sanction , de l'approbation publiques , propres à en-  
raciner de plus en plus des méthodes vicieuses , une  
routine barbare , propres à aliéner les esprits ? ...  
La marche à suivre ici doit être réfléchie , grande ,  
majestueuse , digne de son objet. Invitez toutes les  
Académies , tous les Savans de l'Univers , à publier  
des projets d'éducation. Lorsque le véritable aura  
paru & aura été reconnu pour tel , alors vous direz  
aux Peuples : Voilà les privilèges dont doivent être  
honorés les Instituteurs , voilà les réglemens qu'ils  
doivent suivre , pour remplir avec succès les im-  
portantes fonctions de leur état. Tous les Religieux  
qui voudront se livrer à cette honorable occupa-  
tion , servir tout-à-la-fois la Religion & leur Patrie ,  
n'ont qu'à parler , leurs vœux seront aussi-tôt  
exaucés & avec la satisfaction de tout le monde :  
car ceux de leurs confreres qui préféreront de  
continuer leur ancien genre de vie , en auront toute  
la liberté possible. En attendant cette heureuse  
époque , on refusera toute permission de rebâ-  
tir , de doter les Colleges & Séminaires actuels ,  
d'en fonder de nouveaux , on. . . . . Mais  
j'oublierois bientôt que c'est en vain que je m'é-  
carterois davantage de mon objet principal ,  
puisque'il me paroît absolument impossible de faire  
connoître ici l'Ouvrage annoncé , tel qu'il sera ,  
& que d'ailleurs je ne pense pas qu'on doive légè-  
rement s'en rapporter à l'opinion d'un pere sur  
ses propres enfans.

LXXXVIII.

Nécessité  
de concilier la Législation  
Religieuse & l'instruction proprement  
dite, avec l'instruction qui résulte de la Législation criminelle.

Les Gouvernemens doivent donc s'engager, par un article de la confédération Chrétienne, à consentir, à concourir à la tenue d'un Concile œcuménique, afin de travailler, de plus en plus efficacement, à la gloire du Saint Nom de JÉSUS, au maintien de la tranquillité publique, au perfectionnement de l'ordre social, au bonheur du Genre Humain. Ce grand ouvrage une fois exécuté, ce sera à l'éducation à le perpétuer & à le raffermir, ainsi que toutes nos réformes précédentes. Mais quoi ! après avoir élevé les jeunes gens dans des sentimens d'humanité, de douceur, d'affection fraternelle, de charité vraiment chrétienne, dans l'idée que toutes les loix de la Société étoient destinées à faire le bonheur des Peuples, que les disciples d'un Dieu clément & miséricordieux, loin de respirer la vengeance & le carnage, doivent être indulgens, rendre le bien pour le mal, ne respirer par-tout que la bonne odeur de leur divin Maître.... laisserons-nous encore subsister dans le sein de la société, une source intarissable de leçons directement contraires à ces premières & bénignes instructions ? Le code criminel des Chrétiens respirera-t-il toujours & le sang & le carnage ? Sera-t-il encore long-temps, ou frappé au coin de l'ignorance & de la stupidité, ou plus barbare, plus atroce même que celui des Antropophages ? O vous, amour de mes semblables, sainte & sublime passion qui avez dirigé ma plume jusqu'ici ! redoublez votre noble ardeur, vos bienfaitantes attentions, en ce moment critique. Que mon cœur, à la bonne heure, gémissé, s'attendrisse, frémissé d'horreur, à la vue des roues, des tortures, des gibets, des barbares & atroces supplices, vomis de toutes

parts du sein des noirs abîmes pour dévorer à l'envi les infortunés mortels ! Mais ne permettez point à ma main tremblante d'aller fouiller dans l'origine, dans le dédale ténébreux de nos prétendues loix criminelles : hélas , à quoi bon rappeler un souvenir accablant ,... paroître reprocher aux Législateurs, des calamités dont le malheur des temps, la triste & naturelle marche des préjugés, ont seuls été la cause ? Auffi, ô génie tutélaire du genre humain ! depuis que les temps sont devenus moins mauvais, à combien d'Ecrivains célèbres n'avez-vous pas inspiré le courage, & de sonder la profondeur de la plaie, & de proposer les remèdes propres à la guérir ? Voyez comment les magnanimes Princes de nos jours, dociles à votre voix, travaillent sans relâche à adoucir les loix pénales, à améliorer le sort de tous leurs Peuples ! C'est à cette heureuse époque, que vous m'avez d'abord ordonné de fixer mes regards, de consacrer tous mes loisirs ; daignez, ô mon puissant inspirateur ! daignez achever votre ouvrage, & ne me laissez dire ici que les choses nécessaires à l'accomplissement de vos vues bienfaisantes. Ah ! que la violence faite à mon cœur sera un jour bien douce à mon souvenir, si par une faveur des plus signalées, vous permettez que ce foible Ecrit concoure, avec votre autorité sur les Législateurs actuels, pour perfectionner la Législation *des Nations agricoles-commerçantes.* =

Je prie le Lecteur de ne pas glisser légèrement sur cette dernière expression. Elle indique un point de ralliement, dont nous avons démontré ailleurs l'existence, & qu'on ne sauroit perdre un instant de vue, sans s'exposer à s'égarer étrangement. Les occupations & les besoins d'un Peuple agricole-

## 58 LE TRIOMPHE DU NOUV. MONDE.

commerçant, environné d'autres Peuples agricoles-commerçans; voilà ce qui doit fixer l'attention de tous les Gouvernemens, de tous les Législateurs modernes, soit par rapport au Code criminel, soit relativement à toutes les branches d'une bonne Législation.

## CINQUIÈME MOYEN,

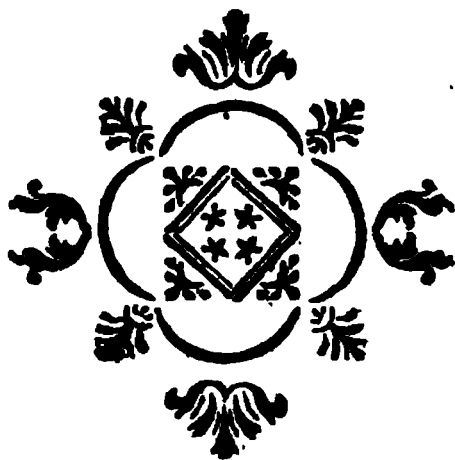
*Puise dans la Législation Religieuse & dans l'Education.*

Numéros.

Pages.

XXI.	<b>N</b> ÉCESSITÉ & moyens d'arrêter les progrès de l'irréligion, . . . . .	1
XXII.	Facilité d'employer le premier de ces moyens, . . . . .	2
XXIII.	Principes d'après lesquels il faudra procéder, . . . . .	3
XXIV.	Indication d'un Concile œcuménique, . . . . .	9
XXV.	Première session, . . . . .	11
XXVI.	Idée de la partie dogmatique, . . . . .	13
XXVII.	Vues du saint Concile, relativement aux matières de Droit Ecclésiastique : première décision sur ce sujet, . . . . .	14
XXVIII.	Le Service divin fait partout en langue nationale, . . . . .	15
XXIX.	Manière de perpétuer l'uniformité de dogme, Idem	
XX.	Principes à suivre dans la rédaction des nouveaux Offices divins, . . . . .	16
XXI.	Conduite des Souverains à cet égard, . . . . .	18
XXII.	Usage des résignations abolies. Revenus des Ministres de l'Eglise, . . . . .	19
XXIII.	Décisions du saint Concile, d'abord relativement à l'Education en général, . . . . .	22
XXIV.	En second lieu, relativement aux Ordres ou Corps d'Instituteurs, . . . . .	24
XXV.	Usage des biens de toute Maison Religieuse ou supprimée ou désertée, . . . . .	Idem
XXVI.	Privileges accordés aux nouveaux Instituteurs, . . . . .	25
XXVII.	Nouvelles loix relatives au mariage, . . . . .	28
XXVIII.	Décisions du saint Concile, touchant l'époque des vœux, le célibat des Prêtres & certaines dispenses pour mariage, . . . . .	33
XXIX.	Ordre Chrétien ou Bienfaisant, . . . . .	34
XXX.	Régime de cet Ordre, . . . . .	36

LXXXI.	<i>Décisions du saint Concile à ce sujet ,</i>	43
LXXXII.	<i>Nouvelle discipline Ecclésiastique , touchant les jours de jeûne , d'abstinence &amp; de Fête , touchant les pèlerinages , les processions , &amp;c. &amp;c. . . . .</i>	41
LXXXIII.	<i>Défenses &amp; réglemens du saint Concile , par rapport aux livres d'Education &amp; aux instructions paroissiales , . . . . .</i>	44
LXXXIV.	<i>Sentimens du saint Concile , touchant la confédération Chrétienne , . . . . .</i>	46
LXXXV.	<i>Promesses des Souverains , au sujet de la nouvelle législation Religieuse , . . . .</i>	47
LXXXVI.	<i>Réflexions sur le Traité d'Education , approuvé par le saint Concile , . . . . .</i>	49
LXXXVII.	<i>Idée des principes sur lesquels cet Ouvrage est appuyé , . . . . .</i>	50
LXXXVIII.	<i>Nécessité de concilier la législation Religieuse &amp; l'instruction proprement dite , avec l'instruction qui résulte de la législation criminelle , . . . . .</i>	56





## SIXIEME MOYEN,

*PUISÉ dans la Législation criminelle.*

SI l'on se rappelle l'étendue, la multitude de nos ressources sociales, nos loix politiques, celles sur les mariages, sur l'autorité maritale & paternelle, sur les successions, nos garanties commerciales, notre système de subsides publics, nos réformes dans la discipline ecclésiastique, &c. &c. on conviendra sans doute, que tous ces objets tendent à donner à l'homme la facilité de satisfaire à peu près ses divers besoins, & à l'éclairer sur ses vrais devoirs, à les lui faire même chérir : d'où il suit que ces mêmes objets tendent à détruire les deux grandes sources de tous les délits, *l'ignorance & l'impérieuse loi des besoins*. Ainsi, voilà donc la Législation criminelle bien avancée, avant même qu'elle semble avoir été le sujet de nos recherches. Cet heureux effet de nos diverses innovations, suffiroit pour en démontrer l'importante utilité ; mais ce n'est pas de quoi il s'agit en ce moment.

LXXXIX.

Sources des délits, déjà affoiblies par tout ce qui précède.

Perfuadé que toutes les loix d'une société bien ordonnée ont entr'elles des rapports intimes, j'ai proposé, dans plusieurs occasions des loix pénales qu'on auroit pu ne chercher que sous cet article. Par la même raison je placerai ici des morceaux qui auroient pu se trouver ailleurs. Eh qu'importe à celui pour qui l'on bâtit une maison, que l'Ar-

chitecte ait fait transporter ses matériaux d'une façon ou de l'autre , pourvu qu'étant mis en place, ils aient entr'eux la liaison , les rapports nécessaires & propres à former un ensemble régulier , un ouvrage solide , à l'épreuve du courroux des divers élémens ? L'essentiel pour les Peuples , c'est que toutes les loix qu'on leur donne , tendent au même but , à les rendre heureux , par conséquent meilleurs qu'ils ne le seroient sans leur secours , ennemis des actions vicieuses & criminelles , amis des bonnes mœurs , sectateurs sinceres de la vertu. Cette salutaire bouffole est la seule que j'aie cherché à suivre dans tout ce qui précède ; reste à voir comment elle pourra me diriger dans la partie criminelle de la législation.

XC.

Premier  
objet de  
toute loi  
pénale , &  
premieres  
conséquences  
qui en  
résultent.

Le premier & principal objet de toute loi pénale , est d'empêcher les hommes de se livrer au crime. Donc la premiere & principale attention du Législateur criminaliste , doit se porter sur l'impression que fera , dans l'esprit de la multitude, l'établissement d'une loi pénale quelconque ; donc en général , puisque supposer les hommes méchants, ce seroit travailler à les rendre tels, nulle loi , soit pénale ou autre , ne doit être marquée à ce sinistre caractère. Elles ont toutes pour objet de rendre l'homme bon ; elles doivent toujours le supposer tel ; c'est le premier pas qu'elles aient à faire pour l'écarter du crime & des sentiers tortueux qui y conduisent. Quel est l'homme qui deviendra criminel, si le besoin le plus urgent ou une ignorance stupide ne le portent au crime ? Personne. Voilà la réponse du Législateur : voici les premieres conséquences qu'il en doit tirer.

Premièrement, un pere de famille a pleine autorité sur sa femme, sur ses enfans, non parvenus à l'âge de majorité. La société lui fournit, du moins dans notre système de législation, des moyens suffisans pour satisfaire leurs besoins & dissiper leur ignorance. C'est à lui à mettre en œuvre ces moyens. Donc s'il les néglige & qu'il en résulte des délits de la part de sa famille, c'est à lui qu'il faudra s'en prendre ; de-là les loix portées ailleurs. ( Nos XV — XVIII. )

Secondement, un domestique doit son temps à son maître, & celui-ci lui doit en échange des moyens & de subsister, & de s'instruire des devoirs de l'homme social. Donc les délits du domestique retomberont en partie sur le maître, lorsqu'il sera chez lui depuis plus d'un an. Ce ne sera *qu'en partie*, à cause que la dépendance n'est pas aussi grande que dans le cas précédent. Ce sera après un an de cohabitation : car quoiqu'un maître ne doive prendre & choisir un domestique qu'à bonnes enseignes, néanmoins il peut y être trompé, sans grande négligence de sa part ; & la loi indulgente lui accorde une année pour étudier à fond son nouvel hôte, l'avertissant en outre de ne pas l'honorer de la même confiance, qu'un ancien domestique, dont il seroit sûr. — Mais, me dira-t-on, est-ce qu'on peut être sûr d'un domestique, au point de répondre même de ses délits ? & puis est-il juste qu'un maître réponde en aucun cas des délits commis contre lui-même ? — Avant de me juger, examinez au moins ma réponse.

Les occupations d'un Peuple agricole commerçant, & tant soit peu nombreux, rendent néces- XCI.  
Nouveaux

liens d'union, principalement entre un Maître & ses serviteurs ou comptables, à même d'améliorer ses biens.

faïres, indispensables, les emplois de domestique, de commis, facteur, surintendant, économe, syndic & autres analogues; par conséquent la société doit faire en sorte que ces emplois soient utiles & à ceux qui les exercent, & à ceux pour lesquels ils sont exercés, & cela de manière que les uns & les autres jouissent, dans la plus grande étendue possible, des droits d'homme & de citoyen, des droits résultans de leurs devoirs réciproques. Or, pour assurer la jouissance de ces droits, l'observation de ces devoirs, il ne s'agit que d'ériger en loix, deux sortes de réglemens relatifs aux deux classes auxquelles se réduisent en dernière analyse, tous les comptables, tous les hommes employés au service d'un autre.

Ceux de la première classe, peuvent par leur autorité, leur intelligence, leur droiture, leur exactitude, &c. augmenter les revenus de leurs maîtres, soit en diminuant des dépenses inutiles, soit en faisant plus à propos leurs ventes, leurs achats, ou enfin en ouvrant de nouvelles sources de profits quelconques. Donc en les enrôlant, on leur dira: = Voilà les revenus annuels des différens objets dont je vais vous confier la gestion. Les augmentations que vous y ferez annuellement seront partagées entre vous & moi également, pendant les trois premières années; pendant les six années suivantes, il vous en reviendra encore le quart; & si à la fin de cette époque, c'est-à-dire, après la neuvième année, vos améliorations se sont soutenues, de façon à faire espérer qu'elles se soutiendront toujours, alors nous prendrons un moyen terme entre les augmentations annuelles des neuf années précédentes; la dixième partie de ce moyen terme vous sera adjugée & acquise en rente viagère,

gere, réversible sur vos enfans jusqu'à l'âge de majorité du plus jeune d'entr'eux. Toutes les augmentations de revenus que vous me procurerez pendant votre gestion, produiront pour vous les avantages dont il s'agit. Et afin que rien ne vous empêche d'exercer à cet égard tous vos talens, toute votre capacité, supposé qu'après quelques années je vous remercie de vos services, je m'oblige, sous la garantie de tous mes biens, à vous payer annuellement, après ladite épreuve de neuf ans, le dixieme de vos augmentations sous le titre de rente viagere, réversible comme il vient d'être dit. Dans ce cas, à votre sortie vous me feriez connoître la maniere de soutenir votre ouvrage; & je ne pourrois me faire décharger de mes présentes obligations, qu'en prouvant au Tribunal Consulaire, que votre augmentation ne pourroit ou ne sauroit être de durée. Mais j'espère que toutes ces dernieres précautions seront inutiles ==.

Une telle pratique deviendra par ses heureux effets insensiblement inutile, impossible. Alors les Administrateurs en sous-ordre seront dans la seconde classe, c'est-à-dire, dans celle des gens employés au service domestique, lesquels ne peuvent servir leurs maîtres que par leur fidélité, leurs soins, leur application à maintenir les choses sur le pied où elles se trouvent. Afin de produire ici la réforme convenable, il sera statué :

XCII.  
Deuxièmement, entre un maître & tous ses serviteurs, non à même d'améliorer ses biens.

Premierement, que de dix en dix ans les gages ou appointemens annuels seront augmentés au moins d'un dixieme annuel aussi & pour tout le reste du service.

Secondement, qu'après 15, 20, 25 ou 30 ans de service tout au plus (plus tôt ou plus tard, sui-

vant l'âge & la volonté des contractans), ladite augmentation se fera de 5 en 5 ans.

Troisièmement, qu'à la mort d'une personne qui aura servi trente ans ou au-delà, la moitié de ses appointemens actuels sera conservée à ses enfans jusqu'à l'âge de majorité du plus jeune d'entr'eux.

Quatrièmement, que les maîtres qui renverront un domestique sans délit de sa part constaté juridiquement, verseront dans la caisse des ressources sociales une somme proportionnée à son temps de service; savoir, après dix ans révolus, ses gages de la dixième année; après vingt ans révolus, deux fois les gages de la vingtième année; après trente ans révolus, trois fois les gages de la trentième année.

Cinquièmement, qu'après quarante-cinq ans de service, un domestique devenu invalide, ou se prétendant tel, sera ou nourri & entretenu par son maître le reste de ses jours, ou touchera dès-lors en rente viagère au moins la moitié de ses appointemens de la vingtième année, le tout, selon que le maître ou ses héritiers trouveront plus à propos de prendre l'un ou l'autre parti.

Un moyen bien simple de faire adopter par-tout ces salutaires réglemens, ce sera, d'une part, d'autoriser les serviteurs & les ressources sociales à répéter, même juridiquement, les sommes mentionnées; & d'autre part, de déclarer non-recevable en accusation de vol domestique, de gestion frauduleuse, tout maître, soit simple particulier, soit corps, ville, communauté, &c. qui ne les aura point adoptés vis-à-vis de ses domestiques ou administrateurs dépendans, & de plus de rendre ce même maître (dans ce cas) aussi responsable de

la conduite des personnes en question, qu'un pere l'est de celle de ses propres enfans ; ce qui sera d'ailleurs très-équitable : car c'est être seul coupable d'un crime que d'y porter ceux qu'on devroit, qu'on pourroit empêcher de le commettre ; & c'est précisément le cas où se trouveroit un maître qui négligeroit les réglemens prescrits, & dont les domestiques, les hommes d'affaires commettroient quelque délit.

Voilà des dispositions évidemment propres, ce me semble, & à rassurer les riches, les gens d'affaires sur les suites de la confiance qu'ils sont obligés de placer dans autrui, & à convertir en un véritable état le service domestique, ainsi que toute administration subordonnée, & à prévenir plus de délits que l'usage des supplices les plus terribles, les plus atroces. Osons néanmoins prévoir encore quelques cas.

Puisqu'un homme ne sauroit se rendre le domestique ou serviteur d'un autre que pour gagner de quoi satisfaire ses divers besoins, la loi doit aider les gens en sous-ordre à recueillir le juste fruit de leurs pénibles labeurs, & porter puissamment les maîtres à remplir sur ce sujet un devoir essentiel au bon ordre de la société.

XCVI:  
Salaire assuré au Domestiques.

Ainsi, premièrement, tout serviteur qui, n'ayant point touché ses appointemens, enlèvera à son maître quelque objet, commettra ce qu'on appelle vulgairement vol domestique, sera seulement condamné à restituer le surplus de sa créance : car il sera censé n'avoir fait une telle démarche que pour se payer, & dans la vraie résolution de rendre ensuite l'excédent.

Secondement, si ce même serviteur, non payé,

commet à l'extérieur un délit punissable par des peines pécuniaires, il ne supportera que la moitié de ces peines; son maître sera condamné à payer l'autre moitié, & en outre averti d'être plus exact à l'avenir, sous peine de se voir contraint ( en cas de récidive de sa part, suivie de quelque délit de la part de ses domestiques ) à verser dans la caisse des ressources sociales, & au commencement de trois années consécutives, le double des appointemens de tous ses serviteurs & comptables, dont moitié acquise par cela seul auxdits Bureaux, & l'autre moitié distribuée à qui de droit en différens quartiers.

Troisièmement, si les délits commis ne sont point punissables pécuniairement, d'abord le serviteur sera puni suivant la loi ordinaire, attendu qu'en dernière analyse, nul membre de la société n'a droit de troubler l'ordre social, de violer l'équité naturelle : en second lieu, son maître lui donnera les gages non payés; recevra l'avis & l'injonction précédente, & fera, de plus, condamné à une amende plus ou moins forte, selon les circonstances & la gravité des délits; en cas de récidive, cette amende sera triple au moins de celle exigée pour le premier délit de la même espèce. À une deuxième récidive, elle deviendra six fois plus forte, & ainsi de suite.....

On voit que ces nouvelles dispositions sont relatives à la première partie de notre fameux principe, qui est, que des besoins urgens ou une ignorance stupide, portent seuls au crime. Tâchons d'appliquer aussi la deuxième partie de ce même principe, c'est-à-dire, d'affurer aux Domestiques l'instruction dont ils ont besoin, & qu'il importe si fort de leur procurer. Je sens qu'à cet égard, mes



réformes demeureront incomplètes, impraticables jusqu'au moment où l'on aura exécuté celles proposées dans la Législation religieuse. Mais mon devoir sera rempli, dès que j'aurai fait pour le bien public tout ce qui est en mon foible pouvoir; dès que j'aurai proposé toutes les innovations qui me paroissent, & nécessaires, & liées aux objets dont il s'agit, & admissibles, soit un peu plus tôt, soit un peu plus tard.

Un Maître doit veiller à ce que ses Serviteurs assistent régulièrement aux instructions paroissiales. S'ils savent lire, il doit en outre leur procurer un bon Traité de Morale; par exemple, celui annoncé sous le titre de *Langage de la Raison & du Christianisme*. Voilà deux devoirs dont la négligence ou l'observation est fort facile à constater. Tenons-nous-en là, & même au premier pour le présent, renvoyant le reste à notre Traité d'Education. Il est avéré que les Domestiques de Monsieur tel, n'assistent point régulièrement aux instructions paroissiales:

XCIV  
Instruc-  
tion assu-  
rée aux  
Domesti-  
ques.

Donc, s'ils commettent quelque vol domestique; ils n'en feroient point punis, mais seulement condamnés à restitution, recevant de plus le charitable avis, qu'il n'est jamais permis de prendre le bien d'autrui; car leur ignorance sera censée alors la seule cause de leur vol apparent; & le Maître qui ne cherche point à dissiper cette ignorance, en ayant néanmoins tout le pouvoir, est censé en vouloir supporter toutes les suites.

Deuxièmement, si ces mêmes Domestiques commettent un délit extérieur, punissable par des peines pécuniaires, leur Maître supportera la moitié de la punition, & eux, l'autre moitié; étant

en outre avertis par les Juges, d'assister aux instructions paroissiales, de lire l'Ouvrage cité, &c. afin d'apprendre les devoirs de l'homme social, de se convaincre que les délits punis au Tribunal des hommes, seront un jour punis bien plus sévèrement au Tribunal du suprême Vengeur des crimes, & Rémunérateur de la vertu.

Troisièmement, si leur délit n'étant point punissable pécuniairement, est d'ailleurs peu grave, ils seront admonétés comme ci-dessus; la peine ordinaire leur sera infligée, le Maître amendé, & averti de veiller désormais à l'instruction de ses domestiques, sous peine de payer, en cas d'une ou de plusieurs récidives, des amendes trois, six, neuf, &c. fois plus fortes que la première....

Quatrièmement, si le délit commis est grave, si c'est un *crime capital*, les coupables seront punis suivant toute la rigueur de la loi; le Maître sera amendé, condamné à conduire lui-même ses divers serviteurs aux instructions paroissiales pendant un certain temps, pour s'y tenir toujours au milieu d'eux, à genoux.

Il est à présumer qu'aucune de ces punitions ne sera seulement infligée une fois dans la durée d'un siècle, & que l'ensemble des dispositions précédentes mettra les Maîtres entièrement à couvert de tout vol domestique entièrement punissable sur la personne de leurs serviteurs; du reste un tel vol, s'il en existe jamais quelqu'un de bien avéré, sera puni très-rigoureusement & en la manière que nous le dirons bientôt.

**XCV.** Les réglemens du N° XCIII conviennent aux Salaires & Ouvriers & Travailleurs quelconques, d'une ma-

manufacture, d'un atelier, d'une boutique, sans restriction, avec la seule substitution des mots *ouvrier, salaire*, aux mots *serviteur, appointemens*. Il n'en est pas de même du Numéro XCIV, ainsi qu'il est évident; néanmoins comme les *maîtres*, les Directeurs de ces Ouvriers, sont plus à même que personne de veiller sur leur conduite, ils seront condamnés à une légère amende, toutes les fois que quelqu'un d'entr'eux subira quelque punition, & qu'il sera prouvé que ce coupable ne se trouvoit point d'ordinaire aux instructions paroissiales.

instruc-  
tion assu-  
rés, du  
plus au  
moins, à  
tout Ou-  
vrier en  
sous-or-  
dre.

Mais encore une fois, tout ce qui se rapporte à l'instruction ne doit être mis en vigueur que dans les pays où elle est à peu près parfaite, & dans tous les autres, qu'après les réformes religieuses indiquées plus haut. Avant de publier une loi, il faut savoir si l'exécution en sera facile & certaine. En agir autrement, c'est s'exposer à avilir ce qu'on devoit chercher à rendre sans cesse de plus en plus respectable aux yeux de tous les hommes. (N° CXXXVIII, *quatrièmement*).

Revenons maintenant à l'objet fondamental des loix pénales, pour en déduire les principes du code criminel, qui doit être usité parmi des Nations agricoles - commerçantes..... & d'abord sachons quelles sont les especes de délits que la société a droit de punir.

XCVI.  
Délits que  
la Société  
a droit de  
punir.

Le délit d'un homme considéré comme le rendant coupable aux yeux de Dieu, s'appelle *péché*; considéré en tant qu'il lui est nuisible à lui-même, il s'appelle *vice*; considéré comme étant contraire, ou à l'intérêt général, ou à celui des particuliers, il s'appelle *crime*. Ce n'est que sous ce troisième rapport que

l'homme devient coupable aux yeux de la loi, & mérite d'encourir quelque punition de la part de la société. Mais on auroit tort d'en conclure que les deux premiers rapports de ses actions doivent être entièrement négligés dans un corps de législation. Car, où est le criminel dont il soit permis de dire : Cet infortuné avoit le plus grand respect pour l'Être suprême, la plus grande idée de son espèce, de sa sublime destination : il n'étoit ni *pêcheur*, ni *vicieux* ?.... Cependant il a commis un crime ? le *moi* humain ne se divise point : pour l'éloigner du crime, (ce qui est l'objet fondamental de toute loi pénale) il ne suffit pas de l'effrayer par la crainte de quelques supplices, ou plutôt il ne faut pas uniquement agir sur le mobile le plus méprisable de ce *moi*, sur la crainte, mais sur ses propriétés les plus essentielles, sur ses mobiles les plus puissans ; il faut exalter, ennoblir son amour-propre, fixer ses regards sur la bonté & la justice infinies de son Créateur, sur la dignité de son individu, lui montrer par-tout l'homme comme un objet sacré, pour le bien duquel toutes les loix ont été faites, & qu'elles tendent toutes à rendre de jour en jour plus heureux.

Ainsi les *crimes* forment la seule espèce de délits que la société ait droit de punir ; mais elle n'en est pas pour cela dispensée d'avoir égard aux deux autres sortes de délits, soit en formant le tableau des peines infligeables, des preuves admissibles, soit en établissant des Tribunaux & une forme de procéder. Examinons en particulier chacun de ces quatre objets.

**XCVII.** *Les peines* considérées par rapport à celui qui  
 Division & les subit, se divisent en *peines correctives* & en  
 premier *peines capitales* ; les unes destinées à corriger le  
 objet des

coupable, les autres à le mettre hors d'état de peines lé-  
nuire par la fuite à la société : considérées par rap- gales.  
port au reste des hommes, elles doivent toutes être  
*instructives*, c'est-à-dire, propres à inspirer de l'hor-  
reur pour le crime. Or puisqu'elles ne sont correc-  
tives ou capitales qu'à l'égard d'un seul ou d'un  
très-petit nombre d'individus, tandis qu'elles sont  
instructives pour tous les hommes, concluons-en, que  
leur objet fondamental est, comme nous l'avons  
dit ailleurs, d'éloigner du crime, & qu'elles doivent  
tendre à ce but de toutes les manières possibles.  
Ainsi elles ne se borneront point à paroître sévères,  
affreuses même; il faudra de plus qu'elles autori-  
sent ou fassent naître des préjugés utiles, qu'elles  
contribuent à réformer le cœur de l'homme per-  
vers, à épurer ses idées, à inspirer à chacun le  
goût des actions vertueuses, honnêtes, conserva-  
trices des bonnes mœurs & ennemies du crime,  
du vice, de tout penchant au mal.

Nous voilà donc forcés d'admettre la même con-  
séquence, soit que nous examinions les genres de  
délits que la société a droit de punir, soit que nous  
parcourions les espèces de punitions qui doivent être  
infligées : cette conséquence est que toutes les lois  
pénales doivent avoir pour objet d'épurer le cœur  
de l'homme. Aussi quel fléau plus terrible pour les  
peuples qu'un code pénal propre, & à détruire  
dans les cœurs les précieuses semences de la vertu,  
& à insinuer peu à peu l'amour du vice, le goût  
des actions criminelles ! O vous, Ecrivains célèbres !  
qui avez soutenu que les mœurs n'étoient point né-  
cessaires dans les Etats monarchiques, apprenez  
enfin que cette opinion de votre part, est interprê-  
tée d'une manière digne de vos grandes vues, de  
votre amour pour vos semblables.

= Ces Peuples, disiez-vous en vous-mêmes, ces Peuples ont assez de mœurs pour être ennemis de toutes révolutions, pour vivre paisiblement, pour plier aveuglément sous le joug tyrannique de leurs Chefs; eh bien! tâchons de faire croire que les bonnes mœurs sont inutiles à l'intérêt de ces Chefs: il arrivera de-là qu'elles seront bientôt négligées, découragées, perverties même; alors les tyrans ne seront plus respectés: & s'ils dédaignent de faire au plus tôt les réformes nécessaires, dans peu les Peuples se trouveront à même de se donner des formes de Gouvernement moins ennemies de leur bonheur. Déjà la corruption avoit commencé de se répandre de toutes parts, le temps des révolutions désastreuses avançoit à grand'force: mais le ciel touché de commisération pour les Peuples, a voulu leur épargner ces dernières horreurs. Il a suscité tout à la fois, & dans les plus puissans Empires de l'Univers, des Monarques vertueux, des Princes selon son cœur, destinés à ranimer, à raffermir le regne des bonnes mœurs, & à donner aux Nations, des gages assurés de leur prospérité future. Fussent vos Ouvrages immortels, secondés des sages efforts, des douces lumières de tous les Auteurs amis du bien public, contribuer à faire poser au plus tôt le vrai fondement du bonheur des hommes, *une confédération & une législation*, dont les influences bienfaisantes se répandant par-tout, transmettront dans les siècles les plus reculés la mémoire des Princes chéris, qui auront eu la gloire d'opérer, de consolider ce vrai chef-d'œuvre de l'esprit humain =.

XCVIII. On peut observer ici que ma bénigne façon d'interpréter des opinions diamétralement opposées.

ix miennès , est une simple conséquence de mes principes précédens. Ainsi , sans m'amuser à justifier mon singulier commentaire, je déclare solennellement , & une fois pour toutes , que mon intention est jamais , ni de contrarier , ni de copier qui ne ce soit. Dieu le fait & mon cœur m'en est arant , je n'ai en vue que le bonheur de mes semblables ; soit que je dise des choses contraires ou conformes à ce qui a été dit , on ne sauroit m'en faire un crime ; car d'un côté , je crois bonnement que les Ecrivains qui traitent des moyens de rendre les hommes moins malheureux , ont toujours des intentions pures , ce qui suffit pour me les rendre jamais estimables ; & de l'autre , je permets à chacun d'eux de réclamer ce qu'il jugera lui appartenir dans ce foible écrit. Après cette déclaration plus nécessaire ici peut-être que par-tout ailleurs , je reviens à mon sujet , & je dis que les punitions tant instructives pour tous les hommes , tandis qu'elles ne sont correctives ou capitales qu'à l'égard d'un seul ou d'un très-petit nombre d'individus ; leur caractère distinctif doit être , dans chacune , un sujet d'instruction analogue , & au genre de délit , & au besoin des Peuples , témoins du châtiment du coupable. Ainsi , par exemple , la punition d'un assassinat doit apprendre à respecter la vie de l'homme : la punition d'un vol doit apprendre à respecter le droit de propriété : la punition d'une injure , d'une calomnie , doit apprendre à respecter l'honneur de chaque individu : la punition d'un crime contre le public , de la trahison d'un Général , de la prévarication d'un Juge , &c. doit apprendre à respecter tout ce qui se rapporte à la chose publique. — En second lieu , il faut que ces leçons soient analogues aux besoins des Peuples chez qui

jets de toute peine légale.

les peines sont infligées ; ce qui est évident , puisqu'il seroit absurde par exemple , d'apprendre à respecter le droit de propriété chez une Nation où ce droit seroit inconnu , où la communauté des biens seroit dans toute sa vigueur. Or les Peuples Chrétiens commerçans , ont ou doivent avoir , à peu près les mêmes idées touchant la sûreté des personnes & des propriétés , touchant la nécessité de la bonne foi dans le commerce , de la probité , de l'intégrité dans l'administration de la justice , dans toutes les charges & dignités d'un Etat..... Donc , chez toutes les Nations Chrétiennes-commerçantes , le genre d'instruction propre à chaque peine , c'est-à-dire , chaque loi pénale , pourra être à peu près la même. Par conséquent , notre premier principe fondamental nous a déjà conduit à une vérité importante , à l'espérance de voir adopter par toutes les Puissances confédérées le même Code criminel.

XCIX.  
But de la  
Société  
dans la pu-  
nition des  
délinquans , &  
résumé de  
tous nos  
principes  
sur les loix  
pénales.

Mais avant de rendre cette dernière conclusion incontestable , ou plutôt plus lumineuse , évidemment utile par le détail qu'on est en droit d'exiger il est nécessaire de connoître au juste tous les motifs qui doivent diriger la Société dans la punition des délits & le degré d'autorité propre à chacun d'eux. Outre l'instruction publique , la Société a encore évidemment pour objets & le châtimement du coupable , & la réparation du tort fait ou à l'intérêt général , ou à celui des particuliers. Le châtimement du coupable consiste à lui infliger des peines ou correctives ou capitales ; c'est-à-dire , des peines destinées , ou à le faire rentrer dans son devoir ou à mettre la Société à couvert de ses inclinations perverses. Quant à la réparation du tort , comm



à aider, par ces  
roux céleste, à  
fléaux que ton  
fi les vertus de  
pendu jusqu'ici  
t =.

la conduite que  
ation, à chaque  
me semble que  
auroit une force  
seulement pour  
mais encore pour  
vain, mettre en  
ions naissantes,  
on, d'humanité,

fait aux parens  
ort civilement )  
ers, ses biens se-  
en entier, ou en  
nécessaire pour  
; & dans le se-  
fera dévolu aux  
ans qu'on ait ja-  
homme regardé  
dans la fureur  
re des affections  
rs ses enfans, ou  
aison paternelle,  
le dédommage-  
un quart près  
res quarts ne se-  
par les raisons  
XVIII ) où je  
les parens du

jours au profit des personnes lésées. . . . = Non, non, se récrieront les ames dures ou routinières, celui qui tue doit être tué : sans cela il n'y auroit bientôt plus de sûreté. = Ici donc on cherche à se venger ; là on veut réparer le dommage commis ; ailleurs on n'a pour objet que de se mettre en sûreté & c'est ainsi qu'avec de bonnes intentions, on est de par-tout entraîné dans l'erreur, faute d'avoir connu tous les vrais principes, ou de les avoir eus sans cesse tous présens à l'esprit. •

= Un homme a donné la mort à son semblable, s'écrie la Société, à un homme destiné comme lui à une éternité de bonheur !.... vivant comme lui à l'abri de mes saintes loix, dans le sein d'une Religion bienfaisante & miséricordieuse ! O infortuné meurtrier ! tu as donc cessé d'être homme ! Quelque vice, quelque pensée criminelle s'étoit donc glissée dans ton cœur ! Tu avois donc mérité peu à peu de te voir entraîné dans le plus affreux délire ! Ah ! puissent les remords cuisans qui vont désormais te dévorer ! puisse le spectacle de ton meurtre, qui va sans cesse tourmenter ton imagination ! puissent ces terribles punitions sage-ment établies par la providence, servir à te faire expier ton crime, à te faire trouver grâce devant l'Eternel ! Quant à moi, chargée de veiller à la sûreté, à la conservation de tous mes membres, j'ordonne que tu seras renfermé pour le reste de tes jours, dans un cachot demi-ténébreux où nul mortel ne mettra les pieds, de crainte d'être dévoré par un monstre à face humaine. On y jettera du pain, de la paille, &c. on y fera parvenir de l'eau. Tous les dimanches, deux Magistrats iront prêter l'oreille à tes mugissemens. Dès qu'ils jugeront que la fureur du délire s'est apaisée, ils te feront passer un Nouveau Testament

& un Traité de Morale, afin de t'aider, par ces saintes lectures, à appaiser le courroux céleste, à détourner de dessus ton pays les fléaux que ton crime atroce y auroit déjà attirés, si les vertus de ces *anciens* compatriotes, n'avoient suspendu jusqu'ici les effets de la justice du Très-Haut =.

Voilà à peu près le langage & la conduite que je desirerois voir tenir à chaque Nation, à chaque État, vis-à-vis des meurtriers. Il me semble que l'instruction qui en résulteroit, auroit une force persuasive & particuliere, non-seulement pour empêcher d'imiter le coupable, mais encore pour épurer peu à peu le cœur humain, mettre en garde contre les haines, les passions naissantes, inspirer des sentimens de compassion, d'humanité, la piété éclairée.

Quant à la réparation du tort fait aux parens de l'assassiné, si le coupable (mort civilement) ne laisse point d'enfans pour héritiers, ses biens seront adjugés auxdits parens ou en entier, ou en partie, selon que cela deviendra nécessaire pour former une réparation convenable; & dans le second cas, le reste de ces biens sera dévolu aux Bureaux des ressources sociales, sans qu'on ait jamais égard au testament d'un homme regardé comme dénaturé, comme plongé dans la fureur la plus terrible où puissent conduire des affections criminelles. — S'il a pour héritiers ses enfans, ou en bas âge, ou vivant hors de la maison paternelle, les ressources sociales fourniront le dédommagement, la réparation nécessaires, à un quart près pris sur cet héritage; & les trois autres quarts ne seront sujets à aucune confiscation, par les raisons exposées au second moyen, ( N° XVIII ) où je renvoie aussi pour ce qui concerne les parens du

coupable. Si ces mêmes enfans sont dans la maison paternelle, & qu'ils aient plus de dix ans, on prendra sur l'héritage de leur pere de quoi fournir à la moitié des dédommagemens requis, lesquels seront complétés par les Bureaux de charité. Quelque bonnes que soient les raisons qui nous ont fait supprimer les confiscations, on comprend que la société demeure néanmoins autorisée à soustraire aux enfans d'un criminel une partie de leur succession, puisqu'en agir autrement, ce seroit quelquefois fournir un prétexte de voir, de sang-froid, commettre des crimes; tandis que par l'arrangement précédent elle intéresse au contraire à empêcher ces mêmes crimes, sans d'ailleurs paroître y toucher, sans flétrir ou ruiner d'innocentes victimes. En conséquence des mêmes maximes, la femme d'un coupable condamné à des peines capitales, perdra par cela seul tout droit à l'usufruit de la succession de son mari mort civilement ( Nos XVII, XVIII. ) De plus, elle ne pourra recevoir alors ni l'administration du bien de ses enfans, ni celle de sa propre dot, ni d'aucun autre espece de bien. Car, dit la loi, dans sa douleur extrême, elle ne pourroit se livrer à de pareilles occupations; & si le mariage ne lui est pas interdit, c'est que son affliction profonde ne lui permettra d'y songer, que dans le cas où il deviendrait pour elle d'un secours indispensable.

La quantité de pain & d'autres choses sera réglée par la sentence, & portée, non par le geolier mais seulement en sa présence, & par quelque Administrateur des ressources sociales, ou par quelque personne charitable qui voudra bien s'en charger. Ces fournitures devront varier en quantité & en qualité, suivant la gravité des délits. Mais

tout le reste sera invariable pour un meurtrier quelconque. Seul dans un cachot, regardé comme sujet à des accès de rage, qui lui ont fait donner la mort à ses semblables, l'infortuné monstre ne verra plus désormais aucun homme. Lorsque les Magistrats le jugeront un peu revenu à lui-même, s'il ne sait pas lire, toutes les semaines quelque ministre de l'Eglise ira lui faire une instruction, se tenant placé dans le vestibule par où seront introduites les provisions mentionnées. Toutes les avenues du cachot seront barricadées de manière qu'il lui sera impossible d'y faire parvenir autre chose que des paroles de consolation, le coupable ne devant jamais rien recevoir au-delà de ce qui aura été réglé par la sentence de sa condamnation.

L'horreur, la charité qu'on témoignera tout-à-la-fois & si solennellement pour un meurtrier, seront une preuve palpable que la vie de l'homme est réellement regardée comme un objet sacré, comme l'œuvre la plus admirable du Créateur : œuvre qu'on ne sauroit détruire volontairement sans provoquer sa justice, sans se rendre indigne de sa miséricorde, sans mériter d'être retranché du corps social, & traité en vrai membre gangrené. Or, ce saint respect pour la vie de l'homme forme le seul remède que j'aie à proposer pour prévenir les suicides & les duels, espèces de meurtres peut-être plus dangereuses encore pour la société que celle que nous venons de réprimer. Car, hélas ! combien . . . . Souverains qui préparez à vos Peuples une nouvelle législation ! montrez par-tout la plus grande estime, la plus grande vénération pour la dignité de l'homme, en sa qualité d'être

Cl.  
Consé-  
quences  
qui en ré-  
sultent re-  
lativement  
aux duels  
& aux sui-  
cides.

intelligent, de membre de l'Etat, de disciple de Jesus-Christ, de créature raisonnable, appelée comme vous à une éternité de bonheur ! que vos loix pénales, loin de le dégrader, de l'abrutir par des supplices atroces, par des peines corporelles & infamantes, lui rappellent par-tout sa glorieuse destination, le ramènent sans cesse à des sentimens d'humanité, à la pratique des devoirs, des vertus sociales ! & bientôt ce sera un point d'honneur pour chaque individu de respecter sa vie, la vie des autres, d'éviter des combats barbares auxquels entraîne le préjugé d'un faux honneur. Pour exalter, ennoblir autant qu'il est possible l'amour de soi-même, déclarez solennellement qu'en vertu de l'idée que vous avez des glorieux titres d'homme, de citoyen, de chrétien, nul de vos sujets ne sera désormais mis à mort, ni marqué ou mutilé en aucune manière ; que vous substituez pour toujours à des punitions imaginées dans des siècles d'ignorance & de guerres éternelles, des *punitions* propres à rendre meilleurs & ceux qui les subiront, & ceux qui en auront connoissance. En attendant que cette salutaire démarche réforme peu à peu les idées, arrachez à ce furieux un poignard sanguinaire qui peut à chaque moment vous priver d'un bon citoyen : défendez sur-tout le port des armes, défendez de donner comme de prendre des leçons d'escrime ; & puisque l'usage des armes blanches est inutile dans l'art actuel de la guerre, pourquoi ne pas convenir même par un article de la confédération que nul état confédéré ne permettra désormais à aucun de ses membres, de montrer ou d'étudier un art devenu infiniment dangereux sans conserver un seul genre d'utilité ? = (1)

---

(1) Dans l'éducation des Militaires, on trouvera un

Mais, me dira peut-être quelque Lecteur impatient de me voir ainsi accumuler mes innovations sans prévenir aucune difficulté, prétendez-vous donc que la société n'a le droit de mettre à mort aucun de ses membres ? ou bien, si elle a ce droit, peut-elle accorder la vie à un homicide, à moins que ce ne soit pour rendre ses travaux utiles & à elle-même, & aux parens de l'assassiné ?

CII.  
Solution  
de deux  
difficultés  
formées  
contre la  
loi précé-  
dente.

D'abord point de raisonnemens indifférens au véritable objet de la question. Dès qu'il a été commis un assassinat, il se présente trois objets à remplir : pénétrer les peuples de la plus grande horreur pour l'effusion du sang humain : mettre le meurtrier dans l'impuissance de se livrer à ses inclinations sanguinaires : dédommager les parens de l'assassiné, de manière au moins que la perte qu'ils ont faite ne les conduise pas eux-mêmes à une misère extrême, & de-là au vol, au brigandage, à de nouveaux assassinats. Une bonne loi pénale doit remplir tout-à-la-fois ces trois objets. Or, donner froidement la mort à un homicide, c'est dire aux Peuples : = Cet infortuné, dans un moment de fureur, de vengeance, ou par la crainte que son premier délit ne fût découvert, a trempé

---

nouveau jeu, destiné entr'autres choses, à leur rendre plus facile, & plus sûrement utile, l'usage des bayonnetes. — Un sabre, une bonne épée, un cimeter, &c. portés seulement dans les expéditions militaires, ne dérogeroient point à cette loi prohibitive. — Quant à la loi pénale contre les duellistes, je crois qu'elle devra être absolument la même que celle contre les assassins & les homicides, sans égard aux distinctions de vrai duel ou de simple rencontre.

ses mains dans le sang de son *ennemi*. Mais n'allez pas vous imaginer que ce soit-là une action horrible , que la vie de l'homme soit d'un si grand prix , qu'il soit vraiment affreux de la lui ravir : car l'infortuné coupable va lui-même être mis solennellement à mort par quelqu'un qui , sans être animé par la vengeance , par l'intérêt , ou poussé par quelque furie , lui tranchera froidement la tête , lui arrachera , d'un air tranquille , des lambeaux de chair , ses divers membres un à un..... O spectacle de la barbarie la plus atroce ! .... ô douleur ! ... Peuples d'un siècle éclairé ! non , non , les siècles à venir ne vous reprocheront pas de leur avoir transmis le monument de fureurs infernales que vous avez reçu de vos ancêtres ; ce n'est point en vain que tant d'Ecrivains célèbres auront approfondi la législation criminelle , étudié ses rapports intimes avec toutes les branches de la prospérité des Empires..... O vous illustres Auteurs contemporains , à qui cet écrit est si redevable ! & vous tous qui ne jugez que sur des motifs convaincans ! je vous , en conjure au nom du Dieu des miséricordes , au nom de votre amour pour vos semblables , daignez au plutôt , daignez examiner avec soin , sur-tout cette partie de mon Ouvrage , fortifier de vos lumières ce qu'elle offre de bon , produire au grand jour mes erreurs , fixer enfin l'opinion publique sur les vrais principes d'un code criminel , & notamment sur la plus sévère des lois pénales ! La précédente est-elle réellement aussi bien fondée qu'elle me le paroît ? ..... Selon les foibles lumières de ma raison , loin d'apprendre à se jouer de la vie de l'homme , cette loi , dans tous ses points , ne tend au contraire qu'à la faire respecter : elle suppose qu'un homme qui



a donné la mort à son semblable étoit dans l'état de fureur la plus horrible où puissent conduire des habitudes vicieuses , des affections criminelles ; d'un côté , elle le traite en homme dénaturé , rongé des remords les plus cuisans , en monstre furieux par accès , & dont il seroit imprudent de s'approcher : de l'autre , elle lui témoigne de la pitié , s'intéresse à son sort à venir , lui parle des moyens de fléchir la colere du Ciel. Ici tout respire des sentimens d'humanité , de religion , la plus grande horreur pour l'effusion du sang humain , le plus grand respect pour la vie de l'homme : là au contraire on donne aux Peuples une instruction abominable , directement opposée au principal but de toute loi pénale....

Pour rendre notre genre d'instruction plus efficace , nous supprimons toutes les peines mutilantes : opération d'ailleurs évidemment juste , puisqu'il est possible , facile même de réprimer les crimes , sans donner aux hommes cette leçon d'inhumanité , sans vouloir qu'un homme ait l'indécente cruauté de déchirer , de mutiler le corps de son semblable. Voici les preuves de cette assertion.

Si le délit commis annonce dans le coupable des affections dangereuses , contre lesquelles il est important de se mettre à couvert , alors il sera renfermé ou dans un cachot ou dans des ateliers & mis sous la garde de surveillans intéressés à sa détention , enchaîné de manière à ne pouvoir briser ses fers , revêtu d'habits distinctifs ; mais son corps ne sera jamais morcelé ni ensanglanté. Car si , malgré les entraves précédentes , on croit encore avoir besoin de le marquer , il sera facile de se procurer ce surcroît d'assurance , au moyen de la barbe , des cheveux , ou de petites chaînes en

guise de col, de bandouliere, &c. : par conséquent il ne sera jamais permis de mutiler un criminel quelconque mort civilement, ou condamné à des *peines capitales*. — Si le coupable ne mérite point de perdre pour toujours sa liberté, ses peines ne seront dès-lors que correctives ; par conséquent, en rentrant dans la société, nulle marque infamante ne devra l'empêcher de s'attirer l'estime de ses concitoyens, des personnes avec qui il vivra. Ainsi, dans ce cas, il est évident que toute mutilation, toute marque ignominieuse seroit inique, contraire au but des peines correctives, infligées pour faire rentrer l'homme dans son devoir, & non pour le déshonorer à jamais, & sans lui laisser le doux & utile espoir de faire oublier son délit. C'est ici, selon nous, une raison décisive, pour n'employer vis-à-vis des renfermés à temps, que des marques susceptibles de disparaître entièrement à leur rentrée dans la société. — Dans tout état de cause, il ne sera donc pas plus permis d'employer les peines mutilantes, que la peine de mort. Passons à la seconde partie de l'objection.

Si la société a besoin que chacun de ses membres ait la plus haute idée de son espèce, elle a aussi besoin que le travail, ce créateur de tant d'aïssances, de tant de jouissances, ne soit ni dégradé, ni avili dans l'esprit de la multitude : *Un meurtrier est indigne de travailler*. Car le travail est l'apanage de l'homme, & le meurtrier est regardé, par la loi, comme un être dégénéré, plongé dans un état de folie horrible, qui ne le rend plus digne que de la pitié & de la terreur des hommes. Voilà donc une seconde leçon ajoutée à la première, à celle qui formoit l'objet principal ; leçon très-ridicule

sans doute pour des barbares vivant de rapines, mais très-analogue aux besoins des Peuples agricoles-commerçans. (Chez les premiers, la leçon parallèle à celle-ci consisteroit à empêcher les coupables d'être du nombre des dévastateurs : car c'est la rapine & la dévastation, qui forment les principaux travaux de ces hordes d'hommes.) Ainsi, ce n'est que pour rehausser le mérite du travail, que nous avons refusé cette consolation aux criminels souillés par l'effusion du sang humain : cependant cette seconde leçon est évidemment liée avec la première. C'est, si je ne me trompe, un grand préjugé en faveur de nos principes, que d'en trouver, dans un seul exemple, une application aussi exacte, aussi utile.

Notre loi pénale contre les meurtriers offre donc tout à la fois, comme elle le devoit, & le châ- timent du coupable, & la réparation du tort com- mis, & une instruction relative au délit puni, ainsi qu'au besoin des Peuples, témoins de la pu- nition.

Nous allons tâcher d'appliquer ces mêmes prin- cipes au délit contre les propriétés, au vol confi- déré en général, évitant avec soin les répétitions, les explications, qui nous paroîtront inutiles. — Un homme est convaincu d'avoir fait un vol : telles sont les paroles que lui adresse la société : Mal- heureux ! ce n'est point un besoin irrésistible qui t'a porté à prendre le bien d'autrui ; car les res- sources sociales donnent à chacun des moyens de gagner sa subsistance ? Sais-tu bien que par ce vol tu as donné aux autres le droit de t'enle- ver tout ce qui t'appartient ? Si en conséquence quelqu'un venoit te dépouiller, il donneroit le

CIII.

Loi pé- nale con- tre le vol.

même droit sur ses biens. Ceux qui dépouilleroient celui-ci , mériteroient à leur tour d'être traités de même , & ainsi de suite pour tous les imitateurs de ton crime , de manière que les hommes ne seroient bientôt plus que des bandes de voleurs acharnés à leur ruine mutuelle , à leur destruction totale ; ton vol feroit donc cause que dans peu les villes , les campagnes n'offriroient plus que des cadavres , des déserts abandonnés aux bêtes féroces ! mais il n'en sera pas ainsi. Placés sous ma protection , tes concitoyens n'auront garde d'imiter ton crime ; le droit que tu leur en donnes aujourd'hui , ils me l'ont déjà cédé , & j'en userai à ton égard avec indulgence. Je ne m'emparerai pas de tes biens , selon le droit que j'en aurai ; je les cede , dès ce moment , à tes héritiers naturels & ordinaires , sans qu'il te soit désormais permis d'en disposer en aucune manière , non plus que de ceux , que des donations ou des héritages pourroient par la suite te procurer ; mais ceux que tu gagneras par ton travail & ton industrie , t'appartiendront , comme ton propre ouvrage. Je veillerai à ce qu'ils ne te soient point enlevés impunément ; bien entendu que les premiers profits en seront employés à restituer , à réparer le tort que tu as fait. Afin de t'apprendre à résister dorénavant à des suggestions criminelles , afin de rassurer , sur ta restitution , les personnes lésées , tu seras privé pendant quelque temps d'une liberté funeste , tu seras renfermé dans tel atelier , jusqu'au moment où ton travail aura produit telle somme , ensuite tu rentreras dans ta maison ; & quoique par ton vol tu aies tout perdu , néanmoins je te réserve l'usufruit de ce qui restera de tes anciens biens , persuadé que la présente correction ne sera pas

donnée en vain, & que tu répareras par ta bonne conduite le scandale que tu viens de causer....

En cas de récidive, un tel voleur fera renfermé pour toujours, parce qu'alors son penchant au vol sera regardé comme incorrigible.. En ne faisant point restituer les vols par les biens du coupable, mais par son travail, nous donnons deux leçons également saines & nécessaires : nous rappelons aux peuples que quiconque vole, donne par - là droit à chacun de le voler, & perd en conséquence tous ses biens, soit meubles, soit immeubles. En second lieu, que l'homme seul se rendant coupable, c'est à lui seul à payer, & non à ses biens acquis suivant les loix & destinés à passer à ses parens. Néanmoins, pour intéresser lesdits parens à s'opposer dans l'occasion au vol, il sera pris sur les biens du coupable le triple au moins, & tout au plus, le décuple de la somme volée, au seul profit des ressources sociales, qui feront toujours les avances pour les petites restitutions, se chargeant de retirer & de tenir compte des profits du voleur renfermé. Si le voleur n'a point de biens, s'il meurt, ou s'il est élargi sans avoir tout restitué, la restitution restera faite aux frais des ressources sociales, à moins que le vol n'eût été fort considérable ; dans ce cas les ressources sociales restitueront seulement la somme nécessaire aux personnes volées, pour se remettre peu à peu au niveau de leurs affaires. — Si le voleur n'est pas découvert, la restitution ne sera faite qu'à moitié & aux dépens de la caisse des octrois de la paroisse sur laquelle le vol a été commis.

Du reste on conçoit que la mesure de la restitution, le temps des travaux forcés, devront varier en raison, & des circonstances du vol, & des motifs du voleur, & des biens de sa famille. En per-

dant le décuple d'une somme volée , les parens de certains voleurs ne seront pas punis si rigoureusement que d'autres qui ne perdront que le triple d'un pareil vol . . . . . Voici quelques regles relatives à la durée de la détention.

Durée de  
l'esclavage  
à temps.

Tout vol qui n'annonce point une disposition habituelle , une inclination invincible à ce genre de délit , par exemple , tout premier vol ( & quelquefois des vols réitérés avant d'avoir été réprimés ) ne sera puni que par l'esclavage à temps , c'est-à-dire , que par une peine corrective , en la maniere qui vient d'être expliquée ; car la société n'a le droit de renfermer pour toujours un homme , qu'en tant que sa liberté est reconnue pour toujours comme dangereuse , ce qui n'arrive qu'en tant que ses mauvaises inclinations sont par le fait démontrées incorrigibles ; dans ce cas il n'y a plus à balancer , le coupable doit être renfermé à jamais : cette rigueur est alors un devoir de la part de la société ; ainsi elle sera employée , par exemple , contre un voleur , un filou , qui avoient déjà été châtiés une fois , ou qui faisoient leur dangereux métier depuis un certain temps , contre un banqueroutier frauduleux ( N° XX. ) , contre un domestique dont le vol entierement punissable sur sa personne ( N° XCIV. ). Dans ces cas & autres pareils , l'inclination au mal sera avec raison censée incorrigible , irréformable , puisque le délit aura été commis , ou malgré une correction instructive , ou malgré tous les secours assurés aux malheureux & aux ignorans.

L'esclavage à temps , de moindre ou de plus longue durée , suivant l'exigence des cas , ne pourra jamais s'étendre au-delà de vingt ans , par la raison qu'un homme vraiment corrigible ne sauroit résis-

er à une si longue épreuve , & qu'un plus long esclavage seroit nécessairement tyrannique ; d'où il suit que la présente règle sera sans exception pour tous les renfermés à temps.

Un homme est convaincu de n'avoir point déclaré au receveur des deniers publics tous les objets publiquement imposés. Mauvais citoyen ! ignores-tu que les impôts & droits divers sont nécessaires pour te procurer la sûreté de ta personne, de tes biens, la justice, l'instruction dont tu peux avoir besoin ; pour entretenir des troupes, des flotes respectables, qui empêchent l'ennemi de venir ravager tout le pays, dépouiller & massacrer tous les habitans ? Par ton crime, tu viens de perdre tout droit à la protection des loix & des hommes ; tu mériterois d'être dépouillé de tout & rejeté de mon sein : mais ta faute n'est sans doute que la faute d'un instant malheureux ! Elle n'annonce pas un homme incorrigible ; j'aime donc mieux te mettre à même de la réparer, d'abord par une satisfaction publique, ensuite par une bonne conduite qui te rende l'estime de tes concitoyens : premièrement, tu verseras dans le trésor public le décuple des droits dont tu avois pensé, dans un moment funeste, à le priver ; secondement, afin de graver pour toujours dans ton esprit que, sans les revenus publics, il n'y anroit bientôt plus de société, plus aucune sûreté pour les hommes, tu resteras enfermé dans ta maison l'espace de quarante jours sans en sortir, pour quoi que ce soit, sous peine de te voir saisi par les Sbirres, les Archers nationaux, & condamné aux travaux forcés pour plusieurs années. En cas de récidive, un tel criminel mériteroit d'être banni comme indigne du titre de citoyen ; mais pour ne pas faire à d'autres nations,

CIV.  
Loi pénale contre les fausses déclarations en fait de subsides.

au reste de la société , un mauvais présent , on le condamnera , & à la même restitution que la première fois , & à être renfermé le reste de ses jours.

CV.  
Usages de  
l'isolement  
domestique & de  
l'isolement  
national.

La peine *d'isolement* que nous venons de proposer pour faire réfléchir sur la nécessité de payer les deniers publics , pourra être employée avec succès toutes les fois qu'il s'agira de punir quelque délit procédant de haine ou d'amour. Elle sera alors de moindre ou de plus longue durée , suivant que les coupables auront besoin d'un plus grand espace de temps pour laisser calmer leurs passions. En outre on ordonnera , premierement , réparation d'honneur pour les injures verbales ; secondement , la loi du Talion pour les violences légères , comme soufflets , coups de canne , sans fuite dangereuse. Si les violences sont graves au point de mettre obstacle à l'exercice d'état , le coupable sera condamné à des dédommagemens pécuniaires , & de plus à la prison à temps. Car alors son caractère bouillant obligera la société de lui ravir , en mere prudente , une liberté dont elle seroit comme assurée qu'il feroit un mauvais usage. Par la même raison on emploiera la prison à temps pour empêcher les funestes suites d'une haine , d'un amour trop ardens ; mais dans ces deux cas , ainsi que dans tout autre de même espece , la prison à temps ne pourra être ( non plus que la peine *d'isolement* ) ordonnée que pour deux ans , & d'ordinaire elle ne fera que de quelques mois , de quelques semaines ; car quelle terrible punition que de se voir privé des consolations de la société , du bonheur de vivre avec ses parens , ses amis ? ... d'être forcé de rester renfermé sans pouvoir s'occuper en aucune maniere ? ...

Mais , me direz-vous , si *l'isolement domestique* & la prison ainsi limités ne sont point capables de



contenir, de corriger le criminel, faudra-t-il donc exposer à suivre l'impétuosité de ses passions ? Dans ce cas, le coupable, de l'avis de ses parens, sera transporté (*exilé*) dans une Province éloignée, où on lui procurera, par le moyen des ressources sociales ou du Gouvernement, (sur-tout si c'étoit dans une Colonie éloignée) l'équivalent de son état dans le pays natal ; pays dont il lui sera en même temps défendu d'approcher au-delà de certaines bornes, sous peine d'être renfermé le reste de ses jours.....

La contrebande sera d'abord punie par la confiscation : en second lieu, si le coupable est établi vers les frontieres, il sera transporté (en la maniere qui vient d'être expliquée) dans l'intérieur de l'État, avec défense d'approcher des frontieres de plus d'un certain espace déterminé. S'il est domicilié dans l'intérieur de l'Empire, il sera condamné au même traitement national. En cas de récidive, un tel contrebandier sera censé incorrigible, & en cette qualité puni par la servitude perpétuelle.

La prison à temps, soit limitée comme ci-dessus, soit illimitée, sera-t-elle encore employée contre les débiteurs ? Examinons. — Priver un débiteur de sa liberté, c'est lui ôter les moyens de se valoir ses biens, son commerce, son industrie, de gagner de quoi payer ses créanciers..... C'est ce que l'on ne doit pas faire aux hommes que leur liberté civile, leur personne n'est regardée par la société que comme une bagatelle au prix de quelques piéces d'argent ; c'est.... ne perdons pas plus de temps à un débiteur affligeant sans être utile. — La première attention de la société à ce sujet doit être de prévenir l'indigence des débiteurs, de ceux sur-tout qui jouis-

CVI.

Les débiteurs doivent-ils être emprisonnés ?

sont de l'estime , de la considération de leurs concitoyens , qui possèdent des biens considérables , & à qui des malheurs imprévus enlèvent leurs ressources annuelles. Il me semble , que dans une société bien policée , de tels personnages devroient toujours trouver moyen de faire face à leurs affaires. Ce sont ces vues de justice , de bienfaisance , d'humanité , de saine politique , qui nous ont fait proposer ailleurs , (N° CXXXIV. ) , de convertir en caisses d'emprunt , ou Monts-de-piété , tous les fonds pécuniaires des Bureaux de Charité ; mais la première destination de ces fonds casuels ne pouvant permettre de les épuiser au gré des emprunteurs , il a été nécessaire de limiter les emprunts , qui , dans un certain espace de temps , pourroient être faits par la même personne ; en conséquence , ces premières ressources , quoiqu'infiniment précieuses à tous égards , ne sauroient être ordinairement suffisantes pour subvenir aux besoins imprévus & généraux d'un Peuple commerçant. Par leur nature elles sont en quelque manière destinées exclusivement aux pauvres. Tâchons d'en trouver qui soient à portée de tous les membres d'une Nation , & propres à préserver de l'indigence , à faire épargner les fonds des ressources sociales.

Chaque Bureau ou Comité intermédiaire des revenus publics , recevra , avons-nous vu N° LIII , les diverses contributions de son district , pour en faire les usages indiqués au même endroit. Cela posé , en publiant la nouvelle législation financière , il faudra finir par régler que , pendant tel nombre d'années ( par exemple vingt-cinq ans ) , chaque Comité intermédiaire retiendra un centieme , par exemple , de sa recette totale , pour en former une caisse d'emprunt au service de tous les habitans du

Canton. Par cet arrangement , à l'époque assignée , chaque caisse contiendra le quart des subfides annuels de son Canton : ce qui , joint aux petits profits journaliers , la mettra bientôt en état de soulager tous les débiteurs , de ranimer l'agriculture , le commerce , la circulation des especes. Chacun aura la liberté d'y déposer comme dans un lieu de sûreté son numéraire , & aux conditions convenues de part & d'autre. Elle se chargera des sommes de cautionnement avancées par des ouvriers , ( N<sup>os</sup> XXI , XXIV ) , devenant maîtres , moyennant l'intérêt au denier ordinaire , payé à qui de droit.

On pourra en même temps permettre & proposer de renforcer ces caisses d'emprunt , par la voie des octrois locaux , levés librement dans tout le district intermédiaire. Pour cet effet , le chef - lieu ayant donné l'exemple , les autres pays seront invités à fournir la même contribution , ou une autre quelconque , selon qu'ils le jugeront à propos. Dans certains Gouvernemens , chaque Canton pourra encore y verser annuellement le reste des revenus publics , sauf à le retirer dans le besoin , ( N<sup>o</sup> CXXX ). Il sera par-tout facile d'y déposer la caisse des octrois ( dernière note du N<sup>o</sup> CXXXIX ).

On y prêtera les quatre cinquièmes de la valeur des effets d'or & d'argent , des propriétés foncières , & les trois cinquièmes de la valeur de tous autres objets , moyennant un denier par livre de prise à l'instant du prêt , & deux deniers par livre & par mois , payés au moment que les effets hypothéqués seront retirés ou vendus. On conviendra dans chaque Province du temps que les divers effets pourront rester en dépôt. — Dans les pays où cet intérêt ( le même que celui du Mont-de-Piété de Paris ) paroîtra trop fort , on y

substituera , par exemple celui-ci : savoir , deux deniers de prise à l'instant du prêt , plus un denier pour chaque mois que l'objet restera en dépôt , plus deux deniers de prise au moment de la vente ou du retrait. Du reste je pense que nulle part on ne devra rendre cet intérêt inférieur ou même égal au denier courant , par la raison qu'il faut intéresser les hommes à ne pas compter sur les emprunts comme sur un secours presque gratuit , qui les dispense de suivre de près le cours de leurs affaires. Un moyen plus sage d'augmenter l'utilité des caisses d'emprunt , ce sera de les empêcher d'être épuisées au gré des emprunteurs , de régler , par exemple , qu'elles ne pourront fournir dans l'intervalle de douze mois , & à la même personne , au-delà d'une certaine somme déterminée ; de doubler , tripler , &c. une partie des intérêts à mesure que les emprunts seront doubles , triples , &c. ; d'une somme convenue , par exemple , de 50 pistoles , ( voyez le No CXXXIV , troisième classe des pauvres. )

Nul Caissier ne pourra recevoir en hypothèque , des biens fonds placés hors du district de son Comité intermédiaire. -- Si un Caissier manque de numéraire , & qu'un emprunteur lui en indique dans une autre caisse du voisinage , alors il inscrira les biens fonds de l'emprunteur sur la liste des propriétés foncières hypothéquées , & il lui donnera la permission d'aller se pourvoir à ladite caisse , qui pourra , à cette condition , déroger à l'article précédent , bien entendu qu'elle prêterra toujours à son pur compte. Ces Caissiers tiendront le Bureau des hypothèques & des oppositions des créanciers dans leur district , le tout en la manière expliquée dans l'Edit de Louis XIV , de l'an 1673 , portant *établissement des Greffes d'enregistrement des oppositions,*

sitions , pour conserver la préférence aux hypothèques. Les Etats qui ont des établissemens de ce genre , pourront égaler à leur district celui des Comités intermédiaires , exigeant des Greffiers les cautions suffisantes , relativement à leurs fonctions de Caissiers , &c. Cet établissement , joint aux rôles publics de subfides , dont nous avons parlé ailleurs ( N<sup>o</sup> LIII ) , fournira plusieurs bons moyens d'éviter de contracter au hasard.

Dans la vue de rassurer de plus en plus les créanciers de toute espece , ceux sur-tout à qui les opérations du commerce imposent l'obligation de contracter sur la simple bonne foi de leurs commettans : il sera réglé que quiconque refusera de payer , en cas de convenance & de possibilité reconnues par le Tribunal paroissial , les dettes de son pere , sera par cela seul exclus de toute fonction publique , des coteries commerçantes nationales , des Chambres de commerce , des maîtrises de profession... Car de quelle confiance pourroit être digne celui qui n'a pas craint de manquer aux devoirs de la piété filiale ? En conséquence , tout débiteur mort insolvable sera aussi-tôt jugé par le double Tribunal des Officiers publics ( premier Moyen ) ; & s'il est réputé avoir vécu en dissipateur , ses enfans seront par cela seul déchargés de la susdite obligation , attendu qu'alors un tel genre de vie auroit dû empêcher de contracter avec lui....

Un homme est assigné pour dettes échues : s'il a la moindre ressource , il trouvera de l'argent , soit en hypothéquant ses biens ou ceux de ses amis. Si après l'espace convenable il ne donne ni argent ni réponse satisfaisante , sera-t-il emprisonné ? — Non ; mais il sera condamné aux maisons de travail , pour y gagner , à la sueur de son front , de

quoi satisfaire ses créanciers, ou pour y expier sa négligence passée, autant que sa santé le lui permettra. Tous ses biens seront alors vendus au profit de ses créanciers, & sa famille entièrement confiée aux Bureaux de charité, à moins que les biens de la femme ne soient suffisans pour fournir à ses besoins. Du reste, on conçoit aisément que d'après nos caisses d'emprunt & nos diverses améliorations & ressources sociales, il n'y aura que des débiteurs sans le moindre aveu qui puissent être forcés de subir la punition précédente, & que même ce malheur sera extrêmement rare....

Le quart des profits annuels de chaque caisse sera confié aux Officiers intermédiaires des revenus publics, pour être employé par eux à acheter des Ouvrages utiles avoués par les Académies nationales, & nommément un égal nombre d'exemplaires des deux Ouvrages suivans: *Langage de la raison & du christianisme*, *Manuel des pères de famille* (relativement à l'éducation.) Ils en feront parvenir un certain nombre à chaque Paroisse, plus ou moins suivant la population; & là le premier Consul paroissial en distribuera, le premier Dimanche de chaque mois, un exemplaire de chaque à tous les nouveaux mariés (qui n'en auront point) lesquels seront tenus de se présenter pour se faire inscrire sur le catalogue des nouveaux mariés de la Paroisse, (N<sup>o</sup> CXXXIX.) Il sera donné gratis aux journaliers, aux ouvriers & à tous les pauvres: les riches seuls seront obligés de les payer. On pourra consacrer à cette bonne œuvre certains petits revenus annuels variables, comme, par exemple, une partie du produit des contrats de mariage, &c. & des différens contrôles qui ne seront point supprimés, ou qui se-

rônt même établis , comme étant capables de contribuer à la perfection du nouveau Code. Ce même jour , comme on l'a vu ailleurs ( N° LXXXII ) il y aura bénédiction du Saint Sacrement ; dans les prières propres à la solennité , on fera mention des nouveaux mariés. — Daignez , Seigneur , répandre votre bénédiction sur les nouveaux mariés , afin que vivant dans une sage tempérance , dans une douce & sainte union , ils obtiennent sur cette terre des jours longs & heureux , deviennent peres d'enfans robustes & nombreux , & leur donnent une bonne éducation ! .... Faites , ô Dieu tout-puissant ! faites qu'ils comprennent de bonne heure combien des enfans bien élevés procurent à leurs peres & meres de plaisirs purs & intarissables , & avec quelle juste sévérité sont punis , dès ce monde même , les parens qui négligent l'éducation de leurs enfans !

Je prie le Lecteur de me pardonner cette espèce d'épisode , destiné à donner un nouvel exemple de la liaison intime que nous avons annoncée ailleurs , entre nos réformes religieuses , & celles qui concernent l'ordre social.

Les délits d'un homme public peuvent se réduire à deux chefs , la négligence & la prévarication. Les délits du premier genre seront punis par la destitution du coupable , qui sera en outre déclaré inepte à faire désormais les fonctions d'aucune charge publique , & indigne d'affister aux assemblées de Paroisse , de Ville , de Province ou de Nation. Car il seroit absurde de témoigner de la confiance , de la considération à une personne qui a prouvé qu'elle n'y étoit pas sensible , qu'elle en étoit indigne à tous égards. — Les délits du

CVII.

Punition  
des délits  
d'un homme  
Public.

second genre seront punis rigoureusement , du plus au moins , suivant leur gravité & les circonstances qui accompagnent chaque action. L'homme public , coupable de prévarication , est celui qui vend les fonctions de son état , par exemple , la justice ; celui qui trahit sa patrie , par exemple , un Général d'armée qui livre une Ville ; celui qui dissipe les deniers publics. Dans ces trois cas , & autres pareils , le criminel doit être d'abord dégradé ignominieusement : en second lieu , condamné aux travaux publics à perpétuité , soit pour réparer , autant qu'il est en son pouvoir , le tort qu'il a fait à sa Patrie , soit pour apprendre combien le travail rend le bien précieux aux yeux de celui qui le gagne , soit parce qu'un homme qui a eu l'indignité de tourner contre sa Patrie la confiance qu'elle avoit bien voulu mettre en lui , ne mérite plus de participer aux avantages de l'état social , qui ne sauroit exister , sans le ministère des charges & fonctions publiques. En troisième lieu , les biens d'un tel prévaricateur seront confisqués au profit du Trésor public , à l'exception d'une part pour ses enfans , s'il en a : part qui devra être proportionnée à l'état qu'avoit le coupable avant de devenir homme public , par la raison toute simple qu'il ne faut pas que les innocens paient pour les coupables , ou qu'ils s'approprient un bien mal acquis , qui peut retourner à son légitime possesseur.

Cette peine des prévarications publiques sera infligée à l'Officier public coupable de faux , à celui coupable de concussion , aux faux-monnoyeurs , aux ouvriers qui se servent de faux poinçons dans les ouvrages d'orfèvrerie , aux monopoleurs ou en



matiere grave ou habituels, aux marchands qui ont violé la foi publique en vendant au-delà du taux déposé dans la maison publique de l'endroit. ( N° XXIII. ) Car c'est, pour ainsi parler, sur la probité de toutes ces personnes que repose la confiance publique ; & leurs délits, d'après les précautions qui ont été prises pour éclairer leur conduite, dissiper leur ignorance, les secourir dans leurs infortunes, annoncent des passions criminelles incorrigibles, & dont les suites funestes doivent être prévenues par la société. D'autre part, leur dégradation solennelle servira à faire respecter de plus en plus leurs diverses professions. Si j'ai indiqué ailleurs une loi moins sévère contre la première fraude d'un membre de coterie ( N° XX ), c'est qu'alors la confiance publique porte en même temps sur la coterie, & que d'ailleurs un premier délit de ce genre peut être la suite d'une surprise, l'effet d'un moment fâcheux. Aussi si ce délit étoit réfléchi, combiné, devroit-il être puni comme ceux dont nous parlons ? ....

Les genres de punitions que nous avons examinés jusqu'ici paroissent suffire pour réprimer efficacement les crimes de toute espece. Ainsi, par exemple, la prison à temps servira pour punir les perturbateurs du repos public, ceux qui cherchent querelle dans les rues & lieux publics quelconques, ou qui causent un trouble passager par l'abus de leur liberté. Jointe à une amende, elle sera employée contre les coupables de rebellion aux Officiers de l'Etat, Magistrats & subalternes....

L'empoisonneur, l'incendiaire homicide seront condamnés au cachot à perpétuité, de même que

CVIII.  
Usages  
des diver-  
ses loix  
pénales  
proposées.

le régicide & le parricide. Mais la société regardant un parricide comme le plus grand monstre d'horreur & d'abomination qui puisse exister, ordonnera en outre que dans toutes les Paroisses où parviendra la nouvelle de cette atrocité, tous les Dimanches & Fêtes, une année durant, on fera une prière particulière destinée à obtenir du Tout-Puissant qu'il daigne dans sa justice épargner le pays qui a produit un tel monstre de scélératesse, qu'il daigne dans sa miséricorde toucher le cœur du coupable, agréer ses douleurs affreuses, en expiation des penchans criminels, des pensées infernales, qui l'ont conduit au dernier degré de dépravation, qui lui ont fait donner la mort à son propre père, au père de la nation....

En rédigeant les offices divins, selon qu'il est expliqué dans la législation religieuse, on formera pour les Pasteurs un petit recueil où se trouveront, entr'autres choses, les prières qui ne doivent être faites que dans des occasions rares. Du reste, il sera défendu d'annoncer dans les papiers publics les crimes atroces, tels que les parricides, les empoisonnemens & tous les meurtres. Car le silence sur ces crimes semble dire qu'ils n'existent jamais; ce qui ne sauroit être nuisible, tandis que l'histoire d'un de ces délits peut faire dire à certains Lecteurs : = Mais pourquoi ne ferois-je pas ce qu'un autre vient de faire ? Sans un tel accident il n'auroit pas été découvert. Je saurai profiter de cet exemple, employer mes forces & mon adresse à dérober les traces de mon crime. = Mais, me direz-vous, ne faut-il pas arrêter les criminels par la crainte de subir un jour le même supplice ? Le fameux Cartouche disoit qu'un mauvais quart-d'heure est bientôt passé. Mais ma réponse va

lever toutes les difficultés qu'entraîneroit une discussion sur les effets de la crainte. Premièrement, la crainte du supplice existera toujours par la connoissance que les Peuples auront du Code criminel. Secondement, les pays où l'on aura le malheur d'apprendre qu'il a existé un corps de délit atroce, un monstre à face humaine, trouveront dans la disposition précédente un antidote salutaire contre cette funeste impression. Par conséquent la défense dont il s'agit est à couvert de toute objection solide. On ne s'empressera donc plus de présenter aux hommes de mauvais exemples à imiter, des raisons de croire qu'ils ne deviendroient pas des monstres inouis, en commettant les plus grands crimes....

L'homicide commis pour sa propre défense, celui commis par un mari qui surprend sa femme en adultere, par un pere, une mere, un frere, une soeur, qui surprennent leur fille ou soeur en flagrant délit, ces homicides ne seront nullement punis; car ils ne forment pas même une faute des plus légères, chacun ayant droit de défendre sa vie.... suivant toute l'étendue de son pouvoir, sans que son cœur devienne par-là criminel, coupable aux yeux de la loi.... Néanmoins, comme ces déplorables accidens (ainsi que tout autre homicide involontaire) pourront quelquefois répandre du sang humain sur le corps du coupable apparent, & que d'ailleurs ce même corps aura été le triste instrument de la mort d'un homme, ledit coupable apparent sera obligé, dans tous les cas, de se présenter au premier Magistrat de l'endroit, qui lui donnera trois personnes chargées d'attester qu'il a purifié son corps par un bain dûment conditionné,

& en outre de faire transporter dans le cimetière & en présence de quelque Magistrat, la matière du bain purificateur.

## CIX.

Récapitulation de ces loix, & nouvelle manière de les classer ainsi que les délits punissables par la Société.

Les incendies-homicides, les meurtres, les emprisonnemens projetés & non consommés, seront punis par la condamnation à l'esclavage perpétuel. Car, d'un côté, le corps de ces criminels n'a point été souillé par l'effusion du sang humain, ce qui suffit pour les exclure des cachots à perpétuité; &, de l'autre, la société doit les mettre dans l'impuissance d'exécuter leurs projets sanguinaires; d'où il suit que, si d'eux-mêmes ils avoient abandonné leurs premiers & funestes projets depuis un certain temps, si ces projets enfantés dans un moment de colère, de fureur, n'avoient point été approuvés par le calme de la raison, dès-lors la punition ne devroit plus être capitale, mais seulement corrective, destinée à achever de rectifier leur volonté, de purifier leurs inclinations perverses. -- Cette peine de l'esclavage perpétuel sera encore décernée contre toute fraude, ou vol commis par quelqu'un chassé de sa première profession pour cause de fraude (No XX.), contre l'incendie non homicide, contre les faux témoignages; car ces crimes annoncent des penchans criminels incorrigibles, ou des affections dangereuses, dont la société est obligée de se mettre à couvert. -- Les complices seront punis à proportion de la part qu'ils auront prise au délit commis. ....

Il est donc vrai que les Peuples agricoles-commerçans peuvent réprimer toutes sortes de crimes par des peines propres à inspirer des préjugés utiles, des vertus contraires aux délits punis, à épurer elles-mêmes le cœur humain. Ces peines divisées

en deux grandes classes, en correctives & en capitales, se réduisent, comme on voit, à celles-ci, cachot perpétuel, travaux forcés ou à vie ou à temps, prison limitée, isolement national, isolement domestique, exil ou expatriation *raisonnée* (*m*), peines pécuniaires, confiscations limitées, interdiction de toute fonction publique, destitution de son emploi, loi du Talion, réparation d'honneur; (peine de mort, peines mutilantes quelconques supprimées; dégradation solennelle, carcan, & toutes peines infamantes au premier chef, réservées pour les renfermés à perpétuité.) Les formes d'instruction propres à chaque Sentence de condamnation, seront faciles à dresser d'après les applications motivées qui se trouvent à chaque espèce de punition, & sur-tout d'après les trois premiers exemples qu'on en a vu.

Dois-je chercher à former ici un double tableau des délits & des peines correspondantes? — Examinons.

Si j'allois prier un Physicien de me donner la liste des principaux phénomènes d'optique, & qu'il voulût bien joindre à cette liste le tableau des expériences correspondantes à chacun de ces phénomènes, il est clair que ce tableau offrirait une suite de causes physiquement nécessaires, par conséquent liées avec les effets d'une manière invariable; mais il n'en est pas du monde moral

---

(*m*) Je l'appelle ainsi par opposition à un exil qui se borneroit à chasser un homme de son pays, sans lui fournir ailleurs des moyens de gagner de quoi satisfaire à peu près ses divers besoins.

comme du monde physique. Les délits que la société a à punir, procédant de causes libres, d'êtres intelligens, le même effet proviendra quelquefois de causes tout-à-fait différentes. L'homme qui est comme le réceptacle de toutes ces causes, en a souvent été la victime. On a trouvé plus simple de briser la machine, que de s'amuser à démêler les causes particulières sur lesquelles il falloit agir dans chaque cas donné. Figurez-vous un ignorant placé dans la salle d'un Opticien, où à force de remuer tout ce qu'il voit, il dispose un miroir ardent de manière à faire embraser la tapisserie; qu'est-ce que je vois, s'écrie-t-il? Malheureux! lui répond l'Opticien occupé au loin, c'est un tel miroir qui produit ce ravage.... A l'instant le miroir est réduit en pièces, & le bonhomme croit avoir fait un trait de sagesse, puisque, selon lui, il n'y avoit pas d'autre moyen de prévenir un incendie total. Or, sans nous amuser à écouter les plaintes de l'Opticien, ou à faire une application de ce trait aux effets de certaines loix pénales, imitons plutôt la conduite de ce sage Opticien, qui fait tourner au profit de la science qu'il cultive, tous les morceaux de verre susceptibles de cette destination, soit à force de les polir, de les épurer, soit par les différentes places qu'il leur fait occuper tour-à-tour.

Premièrement, l'instruction publique est le premier & principal objet des loix pénales: donc, puisque cette instruction est de sa nature relative aux besoins des peuples, elle doit être invariable pour des peuples agricoles commerçans, dont les besoins & les occupations sont aussi invariables quant à leur nature. Donc toutes les dispositions

du code criminel, qui se rapporteront à l'instruction publique, devront aussi être invariables dans leur nature,

Secondement, les effets d'une cause libre & intelligente, c'est-à-dire, les délits que la société se trouve exposée à punir, étant par leur nature variables sous une multitude de rapports, il est nécessaire de se ménager des moyens d'avoir égard à cette diversité de modifications dans les causes des délits. L'équité veut que chaque coupable, chaque membre malade du Corps social, soit traité d'une manière analogue à sa maladie. Ainsi donc, en proposant l'espece de châtiment convenable à chaque espece de délit, il faut se rappeler cette seconde indication. Si la première nous force, par exemple, de décider que tout Officier public coupable de prévarication sera condamné à un esclavage perpétuel, la seconde nous enjoint de laisser aux Juges la liberté de varier le traitement de chaque espece de renfermé à vie. Cette seconde règle devient sur-tout indispensable, lorsqu'il s'agit de décerner, d'infliger des peines correctives. En agir autrement, ce seroit supposer, pour chaque délit, une cause fixe & invariablement déterminée; ce seroit mettre les actions libres de l'homme, de pair avec des effets physiquement nécessaires. Comme cette supposition est évidemment fautive, il s'ensuit que le premier objet d'un criminaliste ne doit pas être de former une liste de peines correspondantes, chacune à une pareille suite de délits déterminés. L'instruction publique étant le but fondamental de tout code criminel, c'est ce but qui doit être rempli le premier; l'autre but, qui est de procurer à chaque individu malade des trai-

temens relatifs à ses besoins particuliers , ne doit être rempli qu'en second.

Or , pour remplir ce second but , il est indispensable de nous procurer quelque point fixe concernant l'être libre & intelligent qui devient coupable de délit. La nature de cet être , le cœur de l'homme , le premier mobile de ses actions n'étant parfaitement connus que de Dieu seul , la société n'a pu & n'a dû juger de ses inclinations , que par les *faits*. En mere bienfaisante , qui ne s'occupe que du bien de ses enfans , elle a d'abord employé cette *regle des faits* à distinguer leurs mauvaises inclinations en corrigibles & en incorrigibles ; ensuite elle a placé , vers deux extrémités opposées , les délits corrigibles ou incorrigibles , qu'elle a cru pouvoir sûrement attribuer à l'une ou à l'autre de ces deux sortes de mauvaises inclinations : se rappelant alors toute l'étendue de ses devoirs , se livrant alors à tous les mouvemens d'un amour éclairé , elle a dit avec une majestueuse douleur : Oui , je fais que quelques-uns de mes enfans deviendront coupables de tels & tels délits , relatifs à leurs besoins & à leurs occupations ; mais que les peines qui leur seront alors infligées , servent principalement à empêcher leurs freres d'imiter leur mauvais exemple ! Magistrats chargés du soin de maintenir la tranquillité dans mon sein , voilà les seuls genres de peines qu'il vous sera permis de mettre en usage pour réprimer quelque crime que ce puisse être. Voilà les conditions auxquelles chaque genre & chacune d'entr'elles , pourront être infligés , les bornes qu'il ne faudra jamais franchir , les changemens que votre sagesse aura droit d'y apporter , afin de proportionner le châtiment à la faute commise. Souvenez-vous , ô hommes ! que ceux que



vous aurez à châtier sont hommes aussi; & que privés des faveurs que la fortune vous a prodiguées, vous ne tarderiez peut-être pas de leur ressembler. Puissiez-vous, ô mes chers enfans ! vous instruire, vous entr'aider mutuellement, & rendre à jamais inutiles les précautions affligeantes que mon amour pour vous me force aujourd'hui de prendre !

# T A B L E A U

## DES PEINES,

*Considérées par rapport à ce qu'elles ont de fixe & de variable.*

	<i>Fixe,</i>	<i>Variable.</i>
Peines capitales. { Ouchôt. } à perpétuité. {		Traitement du coupable; supplément de peines, comme dégradation, &c.
	Travaux forcés. }	

	<i>Fixe.</i>	<i>Variable.</i>
Peines correctives.	Travaux forcés à temps. {	Depuis la moindre {
	Isole-ment domestique. {	jusqu'à la plus longue durée. Supplément de peines. {
	Prison à temps. {	
		Traitement du coupable.
		Traitement du coupable.
	Isolement national. {	Nature des conditions à observer. {
	Expatriation. {	Mesure des mêmes conditions.
		Supplément de peines.
	Peines pécuniaires. Con- fiscation. {	Condi- tions & occa- sions. {
		Mesure des mêmes conditions.
		Supplément de peines.
	Loi du Talion. Répara- tion d'hon- neur. In- terdic- tion de toute fonction publi- que. Destitu- tion de son em- ploi. {	Délits réprimés par ces puni- tions. {
		Supplément de peines.

# T A B L E • A U

## DES DÉLITS,

*Considérés comme étant plus ou moins corrigibles.*

Délits incorrigibles.	Punis par le cachot perpétuel.	{ Régicide, parricide & tout homicide criminel.
	Punis par l'esclavage perpétuel.	{ Tout autre délit censé incorrigible, comme toute banqueroute frauduleuse, toute prévarication publique, tout monopole grave ou habituel, tout crime de faux, tout faux témoignage, tout vrai vol domestique, les incendiaires non homicides; toute récidive en fait de vol réprimé, de contrebande, &c. &c.

Délits corrigibles.	{ Punis par une ou par plusieurs des peines correctives, indiquées dans le premier Tableau: comme tout premier délit de contrebande; tout premier délit contre le droit de propriété; tout premier délit de négligence dans un homme public; de fraude, vis-à-vis des subsides publics; tout premier acte de rebellion, envers des Officiers publics quelconques; tout simple abus de liberté, au préjudice du repos public; tout délit non capital, provenant ou d'une haine ou d'un amour trop ardents. . . . .
---------------------	---

Délits indéterminés, c'est-à-dire, tantôt corrigibles, tantôt incorrigibles.	{ Savoir, certains vols réitérés avant d'avoir été réprimés; (N° CIII) certains premiers délits de fraude (N° CVII); certains crimes capitaux, projetés & rejetés à jamais (N° CIX); délit des complices en quelque crime que ce soit....
--	---

Ces deux tableaux sans cesse rapprochés de nos grands principes , des diverses applications qui accompagnent ci-dessus chaque genre de punition ( *n* ) , fourniront , ce me semble , des moyens efficaces de réprimer toute sorte de délits sans compromettre l'intérêt social , sans violer ni les droits de l'homme , ni ceux de citoyen. On peut voir , par ces applications , que tout ce qui paroît ici sous le titre de variable , ne sera pas pour cela entièrement à l'arbitrage des Juges , non plus que les délits indéterminés. Je ne sais si je ne me trompe ; mais je crois qu'on ne sauroit resserrer davantage les bornes des quantités variables en cette matière , sans s'exposer à faire répéter éternellement les sentences injustes , qui ont été si souvent portées jusqu'ici dans tous les Tribunaux de l'univers. Puisque la nature du cœur humain ne permet point de classer les délits comme on classeroit une suite d'effets physiquement nécessaires , il faut se bor-

---

(*n*) Les corrections permises dans notre Essai d'Education , seront toutes destinées à inspirer des préjugés utiles , les mêmes en toute occasion , que ceux inspirés par nos loix pénales. La plupart auront pour objet de faire sentir la consolation du travail , d'une occupation raisonnable ; consolation dont en conséquence , les enfans seront privés , tantôt pour plus ou moins de temps , tantôt d'une manière plus ou moins sensible. — Les fautes procédant d'un premier penchant au vol , au mensonge , à la calomnie , &c. seront réprimées par une correction analogue , tendante à inspirer les vertus contraires. — Au reste , ce sera plutôt par des actions , par les circonstances où nous les placerons , que par de simples paroles , que nous tâcherons de leur inculquer dans l'esprit & le cœur , les diverses vertus sociales..... Leur cours d'éducation sera , pour ainsi parler , le modèle & l'apprentissage d'une Société bien ordonnée....

ner à remplacer cette antique & funeste classification par des réformes vraiment utiles. A celles qu'on vient de voir, nous allons tâcher d'en ajouter quelques autres concernant les Tribunaux criminels, les preuves judiciaires & la procédure criminelle. En parcourant ces nouveaux objets, il ne nous suffira donc plus d'avoir sans cesse en vue le but fondamental de toute loi criminelle, & les divers besoins des Peuples agricoles-commerçans; il nous faudra proposer en même temps un nouveau but : celui de faire reconnoître les vrais coupables, aussi-bien que la nature & la mesure des délits commis.

### NOUVEAUX TRIBUNAUX CRIMINELS.

Je suppose d'abord qu'il existe dans toutes les Villes d'un Empire, des Tribunaux chargés de prononcer en matière criminelle; & que ces Tribunaux inférieurs à un autre dans l'étendue d'un certain district; sont Juges ordinaires des délits commis dans un petit arrondissement. En second lieu, je suppose qu'on établira dans chaque Paroisse ou Communauté des Bureaux des ressources sociales, & des Comités Consulaires chargés de veiller à la perception des revenus publics. Cette seconde supposition est une suite naturelle du présent Ouvrage; la première doit continuer de prouver que nous ne cherchons point à proposer ici des remèdes impraticables, & que notre vrai dessein est d'adapter à l'état actuel des divers Gouvernemens les innovations nécessaires au bonheur des Peuples, sans prétendre tout ramener à la plus parfaite uniformité. Cela posé, voici en deux mots les per-

CX.  
Premier  
aperçu  
sur les  
nouveaux  
Tribunaux  
criminels.

sonnes que nous ajouterons aux Juges ou Tribunaux criminels existans.

Il vient de se commettre un crime , ou public ou privé. Aussi-tôt avant de constater le délit , ou de rendre plainte , le Juge convoque une assemblée composée du Tribunal ordinaire , plus de six Officiers publics , dont trois des revenus publics , & les trois autres des ressources sociales , choisis tous les six également dans la Paroisse de l'accusé , dans celle de l'accusateur & dans celle où s'est commis le délit ; ou , à défaut de toutes ces données , dans celle ou celles des trois qui seront déterminées. Le délit constaté , on y appelle , à la pluralité des suffrages , douze pairs de l'accusé. Celui-ci ayant comparu a droit de récuser la moitié de ses pairs , plus la moitié des membres ordinaires du Tribunal , sans être obligé de motiver aucun de ses refus. Après cette opération , le Tribunal se trouve composé de six pairs de l'accusé , de la moitié des Juges ordinaires , de six Officiers publics : personnages , comme on voit , capables ( les uns ou les autres ) de connoître les loix , l'accusé & les accusateurs , de respecter & les droits de la société & ceux d'un homme cité en Justice , d'inspirer aux habitans de chaque pays le précieux besoin de l'estime , tant de leurs pairs que de leurs supérieurs en dignité.

A quels signes tous ces Juges reconnoîtront-ils qu'un accusé est réellement coupable ? Leur en assignerons-nous quelques-uns de rarement certains , avec l'obligation expresse de les suivre aveuglément en toute occasion ? ou bien leur laisserons-nous le droit de prononcer dans tous les cas au gré de leur volonté ?

S'il existoit des moyens infailibles de convaincre

tout accusé, il est évident que les Juges devroient être obligés de les suivre littéralement en toute rencontre ; mais , puisque ces moyens n'existent pas , & que d'ailleurs il est important de réprimer les crimes , comment déterminerons-nous les devoirs de la société à cet égard ? Ces devoirs , si je ne me trompe , consistent d'abord à composer les Tribunaux criminels de la meilleure manière possible , & ensuite à donner à la liberté des opinions , à l'influence des preuves , les bornes , l'étendue qu'exigent l'intérêt public & le droit de citoyen. Je crois le premier objet rempli par nos nouveaux Tribunaux, du moins à peu près autant que m'a paru le comporter l'état actuel des institutions humaines. Quant au second, quelque incorruptibles , quelque éclairés que soient des Juges , on ne doit point craindre de trop restreindre leur autorité , lorsqu'il s'agit de les voir , en conséquence , ravir ou accorder à un homme la liberté , la vie ( civile , ) ses biens , son honneur. Un principe fondamental à ce sujet , & avoué de tous ceux dont le sentiment mérite d'être prisé , c'est que , dans aucun cas , nul accusé ne doit être condamné , à moins que les preuves de son délit ne produisent dans les Juges la certitude morale , c'est-à-dire , *ce jugement qui entraîne l'adhésion invincible à un fait découvert*. Or , le sang d'une infinité d'innocentes victimes , la condamnation involontaire d'une foule d'accusés , que des loix barbares dénonçoient comme coupables , nous avertissent ici de porter d'abord nos regards sur les prétendues preuves judiciaires ; pour leur arracher entièrement le funeste pouvoir de forcer à des sentences injustes , & pour les réduire à ce qu'elles peuvent avoir de vrai & d'utile.

*PREUVES JUDICIAIRES.*

CXI.  
Insuffi-  
sance des  
preuves  
judiciaires.

Ces preuves sont, comme on fait, au nombre de cinq : confession de l'accusé, preuve testimoniale, preuve littérale, rapport d'experts ou inspection des Juges, probabilités tirées d'un corps d'indices. — » La confession volontaire de l'accusé paroît être l'effet du délire, qui attente à la première loi de la nature ; la confession forcée n'est que le cri parjure du tourment. — Nos sens sont si faibles, se prêtent si souvent à l'illusion, l'esprit est si facile à se préoccuper, à convertir des apparences en réalités ; l'intérêt, ce mobile puissant, a tant de fois enfanté l'imposture dans la bouche des témoins, que la certitude ne paroît pas être toujours le caractère de la preuve testimoniale. — La preuve par experts n'est souvent fondée que sur un art dont on cherche encore les principes. — Les indices.... Quel Législateur osera tracer leur théorie, marquer leurs différentes valeurs, parcourir leurs combinaisons infinies, fixer le nombre nécessaire pour constituer une preuve, calculer toutes les qualités morales, toutes les variétés que doivent mettre entr'elles les différences de temps, de lieux, de caractères, d'organisations, de mille autres circonstances ? Quel Législateur, en un mot, plongeant dans ce chaos d'incertitudes, pourra jamais en tirer la lumière ? nous ne l'espérons point. » D'après cette courte appréciation des preuves judiciaires, faite par un célèbre Criminaliste, appréciation d'ailleurs évidemment juste aux yeux de tout Lecteur instruit, voici le petit nombre de préceptes que les juges seront obligés de suivre à la lettre en toute occasion.



Pour un délit capital , le rapport des Médecins & Chirurgiens ne prouvera l'existence du crime que dans un cas , savoir , lorsqu'il sera fondé sur des principes regardés publiquement par la Médecine comme infailibles , pour faire reconnoître le genre de mort d'une personne. A cet effet les Académies de Médecine proposeront des prix , feront publier des Mémoires , où l'on verra , d'un côté , la liste des meurtres dont les causes diverses ne sauroient être exactement assignées ; & , de l'autre , la liste de ceux dont les causes connues peuvent être chacune reconnues à tels & tels caractères. Jusqu'à cette époque , tandis qu'il sera incertain si un homicide a été commis d'une manière ou d'une autre , la loi parlera toujours en faveur des vivans , des accusés. Ils ne seront jamais condamnés sur des rapports , qui , loin de fournir une preuve complète , ne produisent que de simples probabilités. Dans tout autre rencontre , la preuve par experts recevra sa dernière force de l'opinion des Juges ; s'il s'agit de l'annuler , la pluralité des voix suffira : si de l'approuver , pour décerner ensuite des peines correctives , il en faudra les deux tiers : si de l'approuver , pour décerner ensuite des peines capitales , il en faudra les trois quarts , & une en sus. Quand le délit aura été constaté , que restera-t-il à faire aux Juges ? — De découvrir le coupable , de convaincre l'accusé...

Loix à établir , 1°. touchant la preuve par Experts , destinée à constater les délits ;

Nul homme ne sera jamais condamné , par la raison que son nom paroît à la tête d'un Ouvrage. On peut l'y avoir mis , sans qu'il en soit le véritable auteur. — La lettre d'un ami à un ami ne formera jamais une preuve de délit ; car l'équité na-

2°. Touchant la preuve littéraire ;

turelle, la confiance publique exigent qu'on respecte tout ce qui a été dit dans une effusion de cœur. — Un homme trouvé par hasard nanti d'un écrit dangereux, sera condamné à le céder, ou à le jeter lui-même au feu en présence de témoins ; mais il ne subira jamais pour cela aucune punition, attendu qu'il n'existe par-là aucun corps de délit, aucun acte contraire ou à l'intérêt général, ou à celui des particuliers. — Une lettre outrageante, écrite par un particulier à un autre, formera une vraie preuve, si le prétendu coupable avoue librement sa signature ; mais, s'il ne l'avoue pas, la preuve sera nulle ou douteuse, & ne pourra être validée par le rapport d'experts, tant que leur art sera si incertain, si conjectural, tant qu'il ne sera pas appuyé sur des principes incontestables. Car, dans le doute, il vaut infiniment mieux absoudre un coupable, que de condamner un innocent. — Suivant Briffot de Varville, on a vu huit experts déclarer qu'une écriture n'étoit pas de la main de l'accusé qui la reconnut pour être de lui.

(Pour prévenir toute condamnation injuste de la part de ces Chrétiens de routine, qui dans leur crasse ignorance, avancent dogmatiquement que notre sainte Religion est intéressée à la créance de certaines opinions de l'école, statuons encore que nul Ouvrage ne sera condamné comme contraire à la Religion, à moins qu'on ne trouve clairement & distinctement que l'auteur nie l'existence de l'Être suprême & l'immortalité de l'ame, ou seulement l'une de ces deux grandes vérités ; ou qu'il ne parle avec un mépris formel du code sacré des loix de notre divin Législateur. Dans ces deux cas, le coupable dûment convaincu, sera puni comme il le mérite, c'est-à-dire, traité comme un fou, comme un insensé,

& , en cette qualité , renfermé dans une chambre à l'hôtel des fous , visité de temps en temps par les Magistrats , qui , dès qu'il leur paroîtra revenu à lui-même , lui feront donner un Nouveau Testament , le langage de la raison & du Christianisme , lui procurant d'ailleurs tous les ouvrages , toutes les instructions propres à lui faire recouvrer l'entier usage de sa raison. Quand est-ce qu'un Ouvrage sera condamné comme contraire au Gouvernement ? lorsque l'auteur s'avisera d'exciter nommément les peuples à la révolte , offrant de se mettre à leur tête , ou leur indiquant un chef digne de les soutenir dans leur rébellion . . . . . Si un Ouvrage se borne à montrer les abus du Gouvernement de son pays , comment sera-t-il traité ? -- Premièrement , chez une Nation barbare , vivant de rapines & de brigandages , au milieu de Nations pareilles & ses ennemies , l'ouvrage en question sera condamné & l'auteur puni. Car la force de cette Nation , résultant de la réunion de tous ses membres , en décourager quelques-uns , c'est exposer toute la Nation à se voir privée de ses défenseurs les plus braves , les plus nécessaires , accablée sous le poids de ses cruels ennemis , & exterminée ou réduite en une condition pire que la première. -- Secondement , chez des peuples policés , agricoles-commerçans , entourés de pareils peuples leurs amis , leurs alliés ; si ceux qui gouvernent , veulent prouver à la Nation qu'ils la regardent comme uniquement destinée à satisfaire leurs passions , leurs caprices . . . ils condamneront l'ouvrage , ou plutôt ils n'en parleront pas , de crainte de paroître prouver une absurdité , qu'il est évidemment de leur intérêt de tenir dans le plus grand secret. Mais si , chez ces mêmes Peuples ,

ceux qui gouvernent, veulent prouver à leur Nation qu'ils connoissent la sublime destination de leur grandeur, que toutes leurs opérations politiques ont pour objet de la rendre de jour en jour plus heureuse, plus florissante, alors ils diront à ces sortes d'auteurs : Il ne suffit pas de nous montrer les abus qui se commettent de temps à autre ; vous savez, hélas ! combien les choses humaines sont imparfaites, & avec quelle ardeur je desirerois faire le bien sans mélange d'aucun mal. Oui, Dieu m'en est témoin, & mes bons sujets le savent aussi ; mon unique ambition, c'est d'augmenter la gloire, la prospérité de la Nation, le bonheur de chacun de ses membres. Mais je sais que tout homme est sujet à l'erreur, que la vérité approche difficilement du trône. Si vous voulez donc prouver qu'en examinant les opérations du Gouvernement, vos intentions sont aussi pures que les miennes, je vous le demande en grace, ô vous à qui la Providence a accordé le doux loisir de méditer attentivement les vérités les plus utiles ! en voyant des abus qui me sont sans doute inconnus, tâchez sur-tout d'en étudier le principe, de remonter à la source du mal, d'indiquer les remèdes qui vous paroissent les meilleurs, la manière de les employer sans violence, ni injustice envers qui que ce soit. Voilà le noble service que la Religion & la Patrie ont droit d'attendre de vous, puisque vos talens non ordinaires ne vous ont été confiés que pour le bonheur des autres ; & que leur souverain Dispensateur vous en demandera un jour compte, aussi-bien qu'à moi, de toute l'autorité dont pour la même fin je me trouve revêtu au-dessus de mes semblables. — La multitude de questions intéressantes, proposées journellement par les diverses Académies du

Monde Chrétien., prouve que les hommes sont enfin parvenus à l'époque heureuse où leurs augustes conducteurs , pénétrés de ces principes de justice & de bienfaisance éclairée , cherchent à profiter des lumières de tous les savans , pour perfectionner de jour en jour le sublime art qu'ils cultivent avec tant de délices , l'art incomparable de rendre heureux des millions d'hommes , de préparer aux générations à venir une source intarissable de félicité universelle.)

Je divise les indices en *actuels* ou *momentanés*, & en *précédens* ou *habituels*. Les indices actuels sont ceux qui résultent du délit commis. Par exemple , un effet de l'assassiné , trouvé entre les mains de l'accusé , forme un indice actuel : les indices précédens sont ceux qui résultent de la bonne ou mauvaise conduite de l'accusé ; les premiers existent ou n'existent pas , ou sont si foibles qu'ils ne méritent pas même le nom d'indices. Les seconds peuvent être pour ou contre : c'est ce qui sera décidé par les Juges. La pluralité des voix suffira pour décider qu'il n'en existe point , ou qu'ils sont pour l'accusé ; il en faudra les trois quarts , & une en sus , pour juger qu'il existe des indices actuels , & que les précédens sont contre l'accusé. Un Vagabond sera censé avoir les indices habituels contre lui : un Citoyen quelconque sur qui l'on n'aura rien à dire , sera censé les avoir en sa faveur.

3°. Touchant les indices ;

Dans aucuns cas , nul accusé ne sera condamné sur de purs indices ; car par leur nature , ils ne forment jamais que des probabilités , & il seroit barbare de disposer de la vie , de la liberté , de l'honneur d'un Citoyen , sans être assuré qu'il a mérité un pareil traitement. ( Il n'en est pas de

même en matière civile. Sur de simples probabilités, un champ sera adjugé à Pierre plutôt qu'à Paul : un testament sera cassé, un autre confirmé, &c. c'est que dans ces occasions l'intérêt public & particulier exige qu'on prenne parti, tandis qu'en matière criminelle, ce même intérêt exige qu'on ne puisse être condamné sans être convaincu, soit à cause de l'importance de ces condamnations, soit parce qu'un coupable non condamné, peut s'amender & vivre en bon Citoyen le reste de ses jours).

4°. Tou-  
chant la  
confession  
de l'accu-  
sé ;

Nul accusé ne sera condamné sur sa seule & simple confession. La confession de l'accusé ne sera de quelque poids, qu'en tant qu'elle aura été *volontaire, faite sans erreur ni surprise*. Lorsqu'elle réunira ces trois conditions prescrites, comme on voit, par la justice, elle complètera la preuve dans trois cas :

Premièrement, s'il s'agit d'un écrit signé par l'accusé, ainsi qu'il vient d'être dit (preuve littérale).

Secondement, s'il s'agit d'un ouvrage contraire à la religion ou à la tranquillité publique. (Idem).

Troisièmement, lorsqu'il y aura des indices actuels & que les précédens seront contre l'accusé. Si les indices précédens sont pour l'accusé, sa confession & les indices actuels ne suffiront jamais pour sa condamnation, & seront toujours censés nonavenus.

5°. Tou-  
chant la  
preuve tes-  
timoniale.

Toute personne qui aura vu ou entendu le fait qu'on veut prouver, sera reçue à témoignage, (à l'exception des membres de famille dont il est parlé N° XVIII) par la raison toute simple, que tout témoin peut donner aux Juges des lumières réelles

& qu'ils ne sauroient en acquérir en trop grande abondance; ce sera à eux à apprécier ensuite la valeur de chaque déposition. En général, pour former une preuve testimoniale, il faudra au moins le témoignage *désintéressé, uniforme, constant* de deux personnes non suspectes. Ce témoignage sera décidé tel par les Juges. La pluralité des voix suffira pour établir qu'il n'est pas bien conditionné, tandis qu'il en faudra les deux tiers pour le faire déclarer légitime; si cette déclaration doit être suivie de peines capitales, il faudra les trois quarts des voix & une en sus.

La déposition bien conditionnée de deux témoins, suffira pour convaincre un accusé qui aura contre lui les indices précédens : mais si ces mêmes indices sont pour lui, il faudra en outre, ou des indices actuels, ou son légitime aveu, ou un témoin de plus.

Il est inutile d'observer que la justice & la saine politique réclament également en faveur des avantages attribués aux *indices précédens*. Cette sage attention de tout diriger vers l'empire des bonnes mœurs, des vertus sociales, va devenir encore plus importante dans la procédure criminelle proprement dite.

### PROCÉDURE CRIMINELLE.

Tout homme aura droit de déférer au Ministère public les délits qui parviendront à sa connoissance, à la double charge de signer sa délation, & de subir lui-même la peine portée contre les délits dénoncés, s'il succombe dans son accusation (n); car si tout Citoyen est intéressé à voir

EXII.  
Procédure  
criminelle.

---

( n ) Il est inutile d'observer que cette loi conditionnelle ne

réprimer les criminels, il l'est encore plus à n'être pas lui-même accusé injustement, sur des apparences trompeuses, ou par des motifs de vengeance, d'intérêt, par les intrigues de quelque sourde & abominable cabale. (Voyez N<sup>o</sup> XVIII), l'exception qui concerne les délations). Toute plainte sera signée du Dénonciateur, du Juge ou des Juges, & fera connoître l'espèce de crime, le lieu où il a été commis, par qui, les dommages réclamés par la partie plaignante. Après cette première opération, le Juge ou plutôt le Tribunal *permanent*, convoquera les six Officiers publics dont il a été parlé, pour travailler, avec eux & avec le secours des Experts convenables, à constater le crime, le plus promptement & le moins publiquement possible, soit afin de saisir les premières traces du délit, soit pour ne pas s'exposer à donner, ou l'alarme sans sujet, ou l'exemple d'un délit sans l'antidote de la correction.

Je suppose le procès-verbal dressé en bonne & due forme, les instrumens, les indices du délit, recueillis soigneusement, & les pairs de l'accusé convoqués ou désignés en la manière indiquée, quelle est la première démarche qu'il faudra faire vis-à-vis de l'accusé? Faudra-t-il commencer par le traiter en vrai criminel? O vous innocentes victimes des instructions criminelles usitées jusqu'à présent dans la plupart des Tribunaux, apprenez les motifs qui m'empêchent d'exprimer ici les mouvemens de pitié, de douleur, d'indignation dont

---

regarde nullement le vengeur public, chargé de dénoncer à la patrie les coupables non poursuivis. N<sup>o</sup> CIII, fin du second alinéa.



j'ai été si souvent saisi au récit de vos infortunées condamnations ! hélas, à quoi bon affliger le cœur sensible des augustes mortels chargés de veiller sur le sort des Nations ? Vous le savez sans doute, les bienfaisantes lumières de la raison, la touchante morale de l'Évangile sont parvenues jusqu'aux pieds des trônes & des dominations. Les Princes savent enfin qu'ils sont hommes ; que la plus pure gloire, le plus solide bonheur dont ils puissent jouir, c'est leur tendre amour, leur sollicitude paternelle pour leurs Peuples, qui les en mettront en possession. Déjà ils ont exterminé plusieurs monstres dévorans, aboli des loix barbares, nées dans le sein de l'ignorance & du brigandage : déjà ils ont reconnu le besoin indispensable de refondre toutes les parties de la législation..... O vous dont la triste destinée fera, dans tous les siècles, verser des larmes de compassion aux âmes sensibles ! puissiez-vous goûter au milieu des délices ineffables, dont vous jouissez sans doute éternellement, cette douce & humaine consolation, que vos funestes catastrophes ont servi à éclairer les hommes sur l'injustice de leurs loix, & que désormais personne n'éprouvera plus le même genre d'iniquité que vous, ni aucun autre aussi atroce, aussi contraire à tous les droits de l'homme social, à toute la morale d'un Dieu clément & miséricordieux !

Un homme se trouve accusé d'un crime ; le sens commun nous dit, ne concluez pas de-là que cet homme est coupable. Mais il y a telles & telles raisons de le croire coupable en effet. A la bonne heure, qu'il y ait de prétendues *raisons*, des probabilités ; mais nous dit la saine raison, pour avoir droit de traiter un homme en criminel, il faut déjà avoir prouvé qu'il l'est effectivement : mais, nous

dit la réflexion, les loix ayant pour objet de rendre l'homme bon, meilleur qu'il ne le seroit sans leur secours, elles doivent le supposer bon jusqu'à ce que le contraire soit démontré ; mais, nous dit la saine politique, puisque les hommes sont naturellement si indifférens à la chose publique, efforcez-vous par toutes sortes de moyens, de détruire cette funeste indifférence, d'y substituer un sage attachement à la patrie ; intéressez-les à se comporter dans toute occasion, en honnêtes & zélés Citoyens, à s'attirer l'estime, l'approbation de leurs compatriotes..... Je conclus de ces prudentes leçons, qu'un accusé, loin d'être aussi-tôt déshonoré, puni scandaleusement, sera au contraire, traité, en tout & par-tout, comme un innocent malheureux, & que les glorieux titres de Citoyen, de Chrétien, d'homme, seront aussi respectés dans la procédure criminelle, que dans la publication des loix pénales. Ainsi le Tribunal criminel ayant été complété, comme il vient d'être dit, les Juges y citeront au plutôt l'accusé, observant de lui demander excuse pour le dérangement que le bien public les oblige de lui occasionner. Sa citation reçue, l'accusé, enchaîné par le respect dû à la loi, donne sans bouger ses ordres pour se faire accompagner de qui il lui plaît ; & dès aussi-tôt, il se rend (de gré ou de force) à l'assemblée des Juges. Là on lui lit le détail de la plainte, le procès-verbal du délit. On écoute en silence ses raisons, se bornant à l'avertir de profiter du droit qu'il a de récuser la moitié de ses Pairs, plus la moitié des Juges ordinaires. Ce triage fait, on prononce sur les indices précédens. S'ils se trouvent en sa faveur, il aura droit de donner caution pour quelque délit que ce puisse être. S'ils sont contre lui,

il ne pourra donner caution qu'en cas de délit corrigible.

Voici à ce sujet, les divers droits & devoirs, tant de la société que des accusés, en cas d'accusation quelconque bien ou mal fondée.

En cas de crime capital, la société aura le droit de s'assurer de la personne de l'accusé, toutes les fois que celui-ci n'aura point de caution à offrir, ou que les indices précédens, jugés contre lui, le priveront du droit de donner caution.

En cas de délit corrigible, pour avoir droit de priver un accusé de sa liberté, il faudra deux conditions, savoir qu'il n'ait point de caution à donner, & que les indices précédens aient été jugés contre lui. Dans tout autre cas, nul accusé de délit corrigible, ne sera renfermé, attendu qu'un Citoyen honnête homme, (déclaré tel par des indices précédens non contraires ou favorables) qui quitteroit sa Patrie pour se dérober à une peine corrective, s'en infligeroit par cela seul une autre plus considérable.

Mais si l'honnête homme accusé de crime capital & à qui on aura laissé l'usage de sa liberté, vient à s'évader, ses cautions seront-elles condamnées à sa place ?

Premièrement, on feindra d'ignorer son expatriation, supposant qu'il ne se trouve absent que pour vaquer à ses affaires, & le procès sera instruit suivant les loix ordinaires.

Secondement, si la Sentence est à sa décharge, elle sera prononcée, & l'on y témoignera un grand desir de faire savoir à l'accusé que son innocence a été solennellement reconnue. Si elle le déclare coupable, elle ne sera point proclamée. La caution

Droits & devoirs, tant de la Société que des accusés, en cas d'accusation quelconque.

sera d'abord arrêtée, sommée de représenter l'accusé, celui-ci sommé lui-même de comparoître pour travailler à sa justification, ou pour subir la peine prononcée contre les délits; cette dernière sommation sera répétée cinq fois pendant cinq années consécutives; durant cet intervalle, la caution sera renfermée dans l'une *des chambres du bien public*, de même qu'un simple accusé. Si après les cinq ans révolus, le coupable ne paroît point, il sera déclaré contumace; sa caution subira la peine qui lui étoit dévolue, même sa vie durant, à moins que le vrai coupable ne soit un jour arrêté. Or comme il est de l'intérêt de la société, que de tels coupables n'abusent pas impunément des doux liens de l'amitié, que tout criminel incorrigible soit réprimé, que nul ne puisse se flatter d'échapper aux peines portées par la loi, on conviendra, par un article de la confédération Chrétienne, que tout homme convaincu de crime capital sera poursuivi & pourra être arrêté indistinctement dans toutes les diverses dominations des Etats confédérés, soit Chrétiens, soit in-Chrétiens.

On voit par tout ceci que la société aura rarement droit de priver un homme de sa liberté, pour simple cause d'accusation. Lorsqu'elle sera dans le cas d'user de ce droit, il est clair que les prisons ordinaires ne devront point servir de domicile à un homme déjà peut-être injustement malheureux, & dont les droits de Citoyen ne sauroient être trop respectés. Tout accusé arrêté, aura donc droit à tous les ménagemens compatibles avec une honnête assurance qu'il ne s'évadera point, par conséquent, droit à être logé & nourri d'une manière convenable à son état, à ses facultés; d'où il suit que *nos chambres du bien public*, différentes en tout des  
cachots

cachots & prisons quelconques , seront bien aérées ; situées dans des endroits secs & nullement orduriers ou infects.

Si un accusé , soit renfermé ou non , après avoir été traité en tout & par-tout , d'une manière conforme à nos principes , est reconnu innocent , il ne devra considérer son accusation , sa détention que comme un malheur inséparable de la société humaine , malheur auquel il s'est exposé , & a , pour ainsi parler , acquis droit , en participant à cette foule d'avantages , dont l'homme jouit tous les jours à l'abri des loix de la société. Ainsi il sera alors de son devoir de reconnoître la justice des loix , & d'en parler avec un respect , une résignation capables d'édifier les témoins de son infortune. D'autre part , les accusés innocens , à qui leur détention aura procuré des pertes essentielles , recevront , aux dépens de l'accusateur ou des ressources sociales , des dédommagemens pécuniaires , à moins qu'ils ne les refusent par respect pour des loix nécessaires au bien public & particulier. Dans la vue d'encourager une si noble façon d'agir , on laissera auxdits accusés le choix entre un dédommagement pécuniaire & une médaille , où l'on verra d'un côté *l'Innocence* recevant respectueusement une chaîne des mains de la Loi , & de l'autre , la *Justice* , présentant une couronne avec ces mots : *à l'ami des Loix*. Du reste , l'ensemble de notre procédure criminelle rendra ce dédommagement inutile dans presque toutes les accusations , soit par la liberté accordée à la plupart des accusés , & soit aussi par la publicité de l'instruction.

En effet , si , comme nous l'avons vu , la société a eu des raisons de constater le crime le moins publiquement possible , il n'en est plus de même lors-

que le crime est une fois constaté, & qu'il existe un accusé; elle se trouve alors dans l'obligation de tenir une conduite toute contraire. La réputation des Juges, l'intérêt des accusés, le besoin de faire de plus en plus aimer, estimer, respecter les loix, tout lui prescrit ici de donner à l'instruction criminelle, une publicité, une solennité des plus authentiques & des plus imposantes. Ainsi donc, dès qu'un Citoyen paisible dans ses foyers se trouve mandé, traduit au Tribunal criminel, tout le public a droit de l'accompagner, de s'intéresser à son sort, de courir après l'éclaircissement d'une opération qui suppose un délit commis dans la Patrie. La première audience où il comparoît pour donner ses cautions, récuser la moitié de ses Pairs & des Juges ordinaires, cette audience préparatoire devient publique à son arrivée; en la terminant on lui offre copie de la plainte; on lui indique l'audience suivante, l'exhortant à profiter de cet intervalle, pour préparer les preuves de son innocence.

Déjà la seconde audience est ouverte. D'un côté se trouve l'accusé accompagné de ses parens, de ses amis, d'un Avocat; &, de l'autre, l'accusateur entouré des témoins, muni des diverses preuves du délit. Un Public nombreux, placé vis-à-vis du Tribunal des Juges, remplit le reste de la salle, attendant avec une impatience mêlée de frayeur, qu'on le délivre d'un mauvais sujet, qu'on reconnoisse solennellement l'innocence d'un citoyen vertueux, qu'on punisse avec indulgence le délit passager d'un homme reconnu d'ailleurs pour bon patriote. Les Juges font un léger signe, & l'instruction criminelle commence en cette sorte : le Greffier lit la plainte, le procès-verbal & les actes de l'audience, ou des audiences préparatoires; ensuite les

Juges reprennent les divers chefs d'accusation, & interrogent sur chacun d'eux l'accusé, évitant avec soin toute apparence même de dureté ou de stratagème, s'efforçant de représenter avec dignité la loi, la Nation, la société; de montrer en tout le calme de la raison, le langage de l'équité, la noble simplicité qui leur convient.

Le silence de l'accusé est du même poids que son aveu, & les Juges suivent à cet égard, ainsi que dans toute l'instruction criminelle, les préceptes établis au Numéro des preuves judiciaires. Après cet interrogatoire, les témoins sont produits; le Tribunal criminel récusé ceux touchant lesquels il approuve les motifs de récusation donnés par l'accusé, & entend la déposition des autres. A chaque article on demande à l'accusé s'il convient de la vérité des faits, l'avertissant de faire au témoin les observations, les interpellations nécessaires. — Cette seconde opération finie, l'accusé produit à son tour les témoins de ses faits justificatifs, qui sont, si le cas y échoit, récusés ou interpellés, soit par le ministère public, soit par l'accusateur.

Après les preuves testimoniales, on passe aux autres. On présente à l'accusé les instrumens servans d'indices actuels. . . Il est, je pense, inutile de remarquer que toutes ces questions, dépositions & autres opérations ont été, à fait & mesure, soigneusement consignées par écrit; & qu'après l'examen particulier de chaque preuve, de chaque fait allégué, le Tribunal a constamment prononcé conformément aux regles prescrites dans les Numéros précédens.

Lorsque la discussion des chefs d'accusation, des moyens de défense, a été totalement terminée, le Greffier lit tout ce qu'il a couché par écrit. Après

cette lecture, les Juges gardent le plus profond silence, au moins pendant un quart-d'heure, s'il s'agit de peines capitales ; & au moins un demi-quart-d'heure , s'il s'agit de peines correctives. Ensuite le Président interroge tour à tour , & à voix haute , chaque membre du Tribunal , lui disant : N. regardez-vous l'accusé comme innocent ? telle preuve comme bonne ? — Celui-ci répond : Tout ce que nous venons de voir , me paroît prouver *son innocence* , je regarde telle preuve comme mauvaise ; & aussi-tôt il se replonge dans la méditation la plus profonde , restant découvert lorsque son suffrage a été contre l'accusé. Les voix ayant toutes été recueillies , le Président dit : Vous voyez , Messieurs , que l'accusé a tant de voix contre ; à l'instant il va fléchir le genou devant le Livre de la Loi , en baise la couverture , & lit à voix intelligible , premièrement les loix concernant les divers suffrages qui ont été levés ; secondement , les loix pénales concernant les délits en question. Pénétré des grands motifs de toutes ces loix, il fait un petit discours pour en faire sentir les avantages , la nécessité , insistant avec un soin particulier sur la nature des indices précédens , sur l'espérance d'avoir corrigé le coupable pour le reste de ses jours, ou sur le besoin de veiller sans cesse sur nos actions, sur nos penchans , de crainte d'être peu à peu entraînés dans le même précipice où a été enseveli le criminel , retranché en ce moment du sein de la société.

Les Juges reglent alors tout ce qu'il y a de variable dans les peines criminelles , ainsi que tous les frais de la procédure. Huit jours après, ils se rassemblent pour revoir les pieces du procès , & confirmer leur première Sentence. Si le coupable a



été condamné à des peines capitales, il sera dès la première sentence mis en prison : si à des peines correctives, après sa confirmation la Sentence sera exécutée, à moins qu'il n'y ait appel. Mais nulle condamnation à des peines capitales ne pourra être exécutée qu'après avoir été approuvée, confirmée par la Cour Souveraine du district, à laquelle la même procédure sera toujours présentée en entier ; le vœu du criminel ne pourra pas dispenser de cette approbation, de cette confirmation, attendu que le Corps social ne sauroit prendre trop de précautions pour s'assurer que le membre dont il pense à se priver, est un vrai membre gangrené (o). Cette Sentence de confirmation sera elle-même confirmée huit jours après par un Arrêt irrévocable, à moins que de nouvelles lumières n'appriussent un jour aux Juges qu'ils ont eu le malheur de se tromper : erreur moralement impossible dans l'ensemble du nouveau Code criminel. Mais l'Arrêt sera toujours irrévocable en ce sens, que le criminel ne pourra obtenir grace dans aucune circonstance, par la protection ou le bon plaisir de qui que ce puisse être, les Souverains eux-mêmes s'obligeant à suivre en tout les principes du nouveau Code criminel, à ne jamais donner des remissions ou lettres de grace, dont le funeste usage ne seroit propre qu'à présenter aux malfaiteurs un

---

(o) L'heureux usage qu'on fait depuis quelques années de l'air fixe, pour rétablir les chairs gangrenées, diminuera bientôt la force de cette expression. Je l'ai prise ici dans son acception ordinaire. Puisse l'ensemble de cet Écrit, servir aussi à rétablir les membres gangrenés du corps social, à le préserver à l'avenir d'une gangrene aussi terrible que la contagion du vice, du crime, de la scélératesse !

objet d'espérance , un sujet d'encouragement au crime.

Les frais de la procédure seront réglés par les Juges , avons - nous dit. Voici , d'après quels principes. Premièrement , les Juges ordinaires , étant pensionnés par l'Etat , ne retiendront jamais rien ( en matiere criminelle , ) sous quelque prétexte que ce puisse être , ni pour eux , ni pour leurs Officiers subalternes , qui auront aussi leurs appointemens ; secondement , les Officiers publics , les pairs de l'accusé , appelés au Tribunal criminel , supporteront eux-mêmes les dépenses que leur aura occasionné cette honorable & importante fonction. Il y auroit de l'injustice , de l'absurdité à supposer que des gens d'honneur s'amuseront à de petits calculs de dépenses d'auberge , &c. , lorsqu'il s'agira de prononcer sur la vie , l'honneur , la liberté de leurs semblables , & cela peut - être une seule fois pendant toute leur vie. Or , de-là il suit que les témoins & le papier formeront les deux seuls objets de dépense en matiere criminelle ; dépenses faciles à régler d'après la connoissance qu'on aura , & du nombre des témoins , & des jours accordés à la chose publique par chacun d'eux , & de ses dépenses journalieres suivant son état , & du prix du papier employé pour les écritures. Les frais de procédure qui ne seront point payés par le coupable ou par le dénonciateur , seront supportés par la Paroisse sur laquelle le délit aura été commis ; savoir , la moitié par la caisse des octrois , & l'autre moitié par le Bureau des Ressources Sociales ; en conséquence , chaque Paroisse sera autorisée à dresser un tarif des récompenses destinées aux amis de la sûreté publique , lesquels dénonceront tels ou tels criminels , ses plus cruels destructeurs. En dédomma-

gement de ces faux-frais , & autres spécifiés ailleurs , on versera dans chaque Bureau paroissial , ou dans les Bureaux paroissiaux respectifs , tous les produits des amendes & des autres peines criminelles , différens des sommes exigées pour réparer le dommage commis.

Si l'on craignoit que certains membres ordinaires des Tribunaux ne négligeassent leur devoir , faute d'y être intéressés pécuniairement ; il n'y auroit qu'à diviser leurs émolumens annuels en deux parts , dont l'une sûre & l'autre casuelle. Cette seconde consisteroit en une somme fixe pour chaque cause criminelle qui seroit jugée , & ne pourroit être payée qu'après chaque Sentence définitive. Du reste , un vil intérêt , une négligence scandaleuse ne sauroient plus guere être à craindre dans la formation des nouveaux Tribunaux. Les pairs de l'accusé , des Magistrats annuels glorieux de la confiance de leurs concitoyens , en s'acquittant de leurs devoirs avec ponctualité , imposeront aux Juges ordinaires l'obligation d'imiter leur exemple. Mais je prie de faire ici une remarque importante , c'est que nos Officiers publics , pour procurer au Code criminel les divers degrés de perfection dont nous avons parlé , doivent être élus annuellement par leurs concitoyens , & à peu près en la manière indiquée. S'ils se trouvent en place par un simple effet de leurs richesses , de leurs protections , &c. ou pour un grand nombre d'années , je ne réponds plus de rien : ce ne sont point de tels personnages que j'ai prétendu donner pour associés aux Juges ordinaires de toutes les Cours inférieures , ressortissantes à une Cour souveraine.

**CXIII.** Si l'on rapproche maintenant & notre forme de  
 Résumé procédure, & la formation des nouveaux Tribu-  
 des avan- naux, & nos préceptes sur les preuves judiciaires,  
 tages de & nos lois pénales, on s'apercevra sans peine que  
 notre Lé- nous nous sommes continuellement efforcés de met-  
 gislation tre en pratique nos grands principes, de propor-  
 criminelle. tionner toutes nos innovations aux besoins des  
 Peuples, d'établir entr'elles un noble concert, une  
 sage harmonie, afin qu'elles se prêtassent ainsi un  
 nouvel éclat, une nouvelle vertu, & que leur en-  
 chaînement mutuel les rendît inébranlables, à l'é-  
 preuve de tous les événemens. Cet essai d'un nou-  
 veau Code criminel, ne présente donc point ex-  
 clusivement une triste énumération des peines à in-  
 fliger, pour réprimer les divers crimes qui affligent  
 l'Ordre social; c'est plutôt un sujet permanent d'in-  
 struction douce & persuasive, un oracle chargé  
 d'inspirer aux Peuples la plus grande horreur pour  
 le crime & pour les sentiers tortueux qui y con-  
 duisent, de les pénétrer du plus grand respect pour  
 la vie de l'homme, du plus sincère attachement aux  
 glorieux titres de Chrétien & de citoyen: c'est plu-  
 tôt l'essai d'une véritable morale vivante. Si les  
 Princes Chrétiens veulent rendre ce Code encore  
 plus utile, ils conviendront entr'eux, qu'à com-  
 mencer de telle année (N° CXXXVI), tout  
 coupable, dûment condamné à des peines capi-  
 tales, sera poursuivi dans toute l'étendue de leurs  
 diverses dominations; que nul membre des Etats  
 confédérés ne sera désormais mis à mort, ni mu-  
 tilé en aucune manière; qu'il ne sera plus permis  
 d'infliger d'autres genres de punition, que ceux  
 dont ce Code contient le détail, ni de priver un

citoyen de sa liberté, que dans les occasions permises par ce même Code : que tous les Etats chrétiens , qui seront incorporés à la confédération chrétienne , s'obligeront à empêcher qu'aucun Chrétien confédéré ne soit désormais condamné à mort dans les pays de leur domination , ni même puni autrement que conformément au Code criminel des Chrétiens . En vertu de ces sages dispositions , personne ne redoutera plus d'être traîné à l'imprévu , sans savoir pourquoi ni pour combien de temps , dans un cachot affreux , où , malgré son innocence , il subiroit une des plus terribles punitions qui puissent être infligées , même aux plus grands scélérats . Chaque citoyen tranquille dans ses foyers , saura qu'en menant une conduite irréprochable , qu'en se faisant estimer de ses concitoyens , il pourra , sa vie durant , jouir de toute la liberté que lui accordent les loix . L'homme de probité & l'homme scandaleux , le citoyen & le brigand ne seront plus confondus par la loi . Le commerçant ne craindra plus à chaque instant de se voir ruiné par des banqueroutes immenses , multipliées impunément . Glorieux du titre de Chrétien confédéré , il ira avec confiance chercher , perpétuer de nouvelles branches de prospérité nationale dans les contrées les plus éloignées . Les Peuples chez qui il abordera , sauront les égards qui lui sont dûs comme membre de Nation chrétienne confédérée.....

Ainsi donc la législation criminelle servira , non-seulement à rendre inaltérables les bons effets de l'esprit de commerce , mais encore à les faire répandre au loin , soit par les vastes entreprises que la confiance des créanciers mettra les Négocians à même de former , soit par la noble assurance , qu'en

passant dans les pays étrangers, leur titre de Chrétiens confédérés les préserveront à jamais d'être livrés à des Tribunaux affamés de sang & de carnage. C'est à la Législation militaire à mettre le sceau à ces derniers avantages, ainsi qu'à la plupart de nos autres salutaires innovations.

## S I X I E M E M O Y E N ,

*Puise dans la Législation Criminelle.*

neros.	Pages.
XXIX.	<b>S</b> OURCES des délits déjà bien affoiblies
	par tout ce qui précède, . . . . . 61
I.	Premier objet de toute loi pénale, & premieres
	conséquences qui en résultent, . . . . . 62
II.	Nouveaux liens d'union; premierement, entre
	un Maître & ses Serviteurs ou comptables,
	& même d'améliorer ses biens, . . . . . 64
III.	Deuxiemement, entre un Maître & tous ses
	Serviteurs non à même d'améliorer ses biens, 65
IV.	Salaire assuré aux Domestiques, . . . . . 67
V.	Instruction assurée aux Domestiques, . . . 69
	Salaire & instruction, assurés du plus au
	moins, à tout Ouvrier en sous-ordre, . . . 70
VI.	Délits que la Société a droit de punir, . . . 71
VII.	Division & premier objet des peines légales, 72
VIII.	Autres objets de toute peine légale, . . . 74
IX.	But de la Société dans la punition des délits,
	& résumé de tous nos principes sur les
	loix pénales, . . . . . 76
	Loi pénale contre les homicides involontaires, 77
I.	Conséquences qui en résultent, relativement
	aux duels & aux suicides, . . . . . 83
II.	Solution de deux difficultés formées contre la
	loi précédente, . . . . . 87
III.	Loi pénale contre le vol, . . . . . 91
	Durée de l'esclavage à temps, . . . . . 94
IV.	Loi pénale contre les fausses déclarations en
	fait de subsides, . . . . . 95

CV.	Usage de l'isolement domestique & de l'isolement national, . . . . .	9
CVI.	Les Débiteurs doivent-ils être emprisonnés?	9
CVII.	Punition des délits d'un homme public, . . . . .	10
CVIII.	Usages des diverses loix pénales proposées, . . . . .	10
CLX.	Récapitulation de ces loix, & nouvelle maniere de les classer ainsi que les délits punissables par la Société, . . . . .	10
	Tableau des peines, considérées par rapport à ce qu'elles ont de fixe & de variable, . . . . .	11
	Tableau des délits, considérés comme étant plus ou moins corrigibles, . . . . .	11
CX.	Premier apperçu sur les nouveaux Tribunaux criminels, . . . . .	11
CXI.	Insuffisance des preuves judiciaires, . . . . .	12
	Loix à établir, 1 <sup>o</sup> . touchant la preuve par Experts, destinée à constater les délits, . . . . .	12
	2 <sup>o</sup> . Touchant la preuve littérale, . . . . .	Idem
	3 <sup>o</sup> . Touchant les indices, . . . . .	12
	4 <sup>o</sup> . Touchant la confession de l'accusé, . . . . .	12
	5 <sup>o</sup> . Touchant la preuve testimoniale, . . . . .	Idem
CXII.	Procédure criminelle, . . . . .	12
	Droits & devoirs, tant de la Société, que des Accusés, en cas d'accusation quelconque, . . . . .	13
CXIII.	Résumé des avantages de notre Législation criminelle, . . . . .	14





## S E P T I E M E M O Y E N ,

*PUISÉ dans la Législation militaire.*

COMME à la conclusion de chaque Traité de paix, les Nations belligérantes congédient d'ordinaire une grande partie de leurs troupes, il semble d'abord qu'à la conclusion d'une paix générale, les pourroient les congédier toutes sans inconvénient. A quoi bon soudoyer des troupes innombrables, tandis qu'on sera comme assuré de vivre constamment dans un précieux état de paix & de tranquillité universelle ?

Toutes les troupes ne feront pas congédiées ; car chaque Etat confédéré sera exposé à en avoir besoin, soit pour protéger son commerce parmi les Peuples inconfédérés, soit pour concourir à faire exécuter les divers articles de la confédération, soit pour se mettre à couvert de toute surprise de la part de ses voisins. Ainsi, chaque Etat confédéré en aura toujours à sa disposition un certain nombre ; & parce qu'à l'avenir on goûtera les douceurs de la paix plus long-temps que par le passé, même en tout état de cause, première *Partie*), que d'ailleurs les occupations des Peuples commerçans ne permettent point de supposer que, dans l'occasion, chaque citoyen deviendra soldat ; il ensuit qu'il faudra donner à ces troupes une constitution qui, en les rendant propres à la guerre, en fasse aussi des citoyens heureux & utiles en temps

CXIV.

Dans notre système de paix perpétuelle, chaque Etat devra-t-il avoir sur pied des forces militaires ?

de paix. — Voyons d'abord de quelle espèce seront ces troupes.

CXV. En jettant un coup-d'œil sur la position des pays commerçans, sur l'histoire des dernières guerres, on se convaincra bientôt que désormais les forces navales décideront à peu près seules des diverses querelles qui pourroient survenir, qu'elles seront seules capables de protéger, d'étendre le commerce d'une Nation dans les quatre parties du globe. Par conséquent, l'attention des Etats confédérés devra principalement se porter sur les forces navales. Ce sont celles qu'ils auront le plus à craindre, & dont ils auront le plus d'avantages à retirer. Voilà pourquoi leur constitution & tout ce qui les concerne ne sauroit être examiné avec trop de soin. Nous renvoyons nos vues, sur ce sujet, dans l'éducation des Militaires, nous empressant de présenter ici les choses essentielles à la conclusion d'une *paix perpétuelle*. Or, la nature d'une telle paix, le succès de la confédération chrétienne, le bonheur du genre humain, demandent que les Etats confédérés mettent des bornes à l'ambition de ceux d'entr'eux qui, sous prétexte de rendre leur Marine suffisamment respectable au loin, la rendroient peu à peu formidable ; même à tous leurs co-alliés. Il faudra donc convenir par un article de la confédération, que nul Etat confédéré ne pourra avoir, par exemple, au-delà de 400 vaisseaux de guerre, dont 200 d'au-dessous de 25 canons ou autres quelconques, 100 d'au-dessus de 50, & les 100 autres, percés depuis 25 jusqu'à 50 inclusivement. Suivant quelques papiers publics l'Angleterre en avoit, avant le Traité définitif, un nombre plus considérable. Mais l'Angleterre a b

oin d'argent ; & l'Allemagne , la Russie , &c. ont besoin de vaisseaux de toute espece..... Du reste, s'il en faut absolument, on pourra porter ce nombre plus haut ; à 600 , par exemple , dont 300 au moins de la premiere classe , & 150 au plus pour chacune des deux autres. Le vrai point essentiel ici , c'est de fixer des limites aux forces navales de chaque Etat confédéré.

Quant aux troupes de terre , leur nombre ne doit , ni ne sauroit être ainsi réglé. Il sera très-naturel que les Etats voisins de Peuples belliqueux , inconfédérés , en entretiennent un plus grand nombre que les Etats environnés d'Alliés. La Russie , l'Amérique unie , &c. devront avoir plus de troupes de terre que la France , la Grande-Bretagne , &c. ; tant pis pour la nation qui en soudoiera un plus grand nombre que de besoin. Les forces navales des Etats confédérés l'empêcheront aisément de toucher au système de l'équilibre , ce qui suffit pour le succès de la présente Confédération. Osons pourtant le dire ; pour le soulagement de chaque Peuple en particulier , il sera statué que nulle Nation confédérée , ( parmi celles de l'ancien Continent ) , ne pourra avoir & conserver sur pied au-delà du quart du nombre actuel de ses forces de terre ; mais une telle réforme devra-t-elle se faire tout à coup ? Le lendemain de la signature du Traité de paix générale , les Peuples confédérés devront-ils congédier la plupart de leurs troupes de terre , se bornant à former une Marine proportionnée à leurs facultés respectives , sans être opposée aux conventions précédentes ?

Si tous les Militaires qui composent les troupes de terre pouvoient , en quittant le service , se

CXVI.

Difficulté de limiter ainsi les troupes de terre : méthode d'en diminuer le nombre.

flater d'avoir de quoi vivre ailleurs , je dirois : Examinez donc au plutôt quel est le nombre de troupes de terre que vous voulez , & que vous pouvez avoir constamment sur pied ; choisissez ceux qui seront plus propres à ce genre de vie , & puis congédiez tous les autres , les comblant toutefois des honneurs dûs à leurs anciens services. Mais , puisque la plupart des Militaires actuels sont bien éloignés de se trouver dans une si agréable position , la reconnaissance , la tranquillité publique , le bien de l'Etat , exigent qu'ils soient traités différemment. D'abord , au lieu de donner des congés comme au hasard , on n'en donnera qu'à ceux dont les biens de famille , ou la profession , leur assureront un bien-être dans la société. Ensuite on s'efforcera d'améliorer le sort actuel de tous les autres , de les conduire peu à peu à un tel genre de vie , que chaque citoyen enrôlé puisse désormais se flater d'avoir *un état* , un véritable état honnête & avantageux. — Tâchons de donner une idée de la méthode à suivre , pour opérer cette salutaire régénération , & achever ainsi d'épurer la masse du Corps social , du moins autant que la chose a paru possible à nos foibles lumières.

CXVII. Tous les papiers publics retentissent plusieurs fois l'an des affreux ravages causés par des débordemens , des inondations , qui renversent les maisons , déracinent les arbres , engloutissent les hommes , les animaux , les récoltes , les terres . . . . S'il est quelque petit Etat à l'abri de ces fléaux destructeurs , il n'en est aucun qui n'ait ou de nouvelles routes à tracer , ou des marchés , des places publiques à former , ou des canaux à ouvrir soit pour l'arrosage ou la navigation. — Vous me direz

Maniere  
de les oc-  
cuper & de  
les faire  
diriger  
dans leurs  
travaux.

direz peut-être que les soldats actuels ne sont point accoutumés à travailler la terre, ni leurs Officiers à diriger des ouvrages de cette espece. — A la bonne heure ; mais que conclure de-là ? Si les ouvrages indiqués sont utiles & même nécessaires à la prospérité du commerce , si l'oisiveté du soldat le rend malheureux , & répand parmi les Peuples une contagion également funeste & universelle , la conclusion que je tire de vos difficultés, c'est qu'il faut chercher des expédiens propres à les résoudre & à produire insensiblement les bons effets dont il s'agit. Or , voici d'abord des moyens de faire diriger les ouvrages & les ouvriers.

La paix va laisser sans occupation la plupart des Ingénieurs Militaires. Vous avez grand nombre d'Ingénieurs des Ponts & Chaussées , très-versés dans la théorie & dans la pratique de leur art. Réunissez tous ces hommes utiles en un seul & même corps , divisé en plus ou moins de départemens , suivant l'étendue de chaque Empire. Confiez à ce Corps la direction de tous les ouvrages dont je viens de parler , & autres analogues. Par-là vous vous mettrez à couvert des funestes effets de l'égoïsme des Provinces , des Villes , des Propriétaires , dont les biens deviendront nécessaires à l'exécution des canaux ou chemins , &c. : d'abord on tracera le plan des ouvrages à faire pour rendre l'intérieur d'un Royaume navigable autant qu'il sera possible , pour resserrer en même temps le lit des rivières vagabondes ( *p* ). Afin qu'en traçant ces

( *p* ) Les vastes déserts de l'Asie & de l'Afrique sont toujours brûlans , parce que la rareté de l'eau & des rivières y produit une pareille rareté d'évaporation. Au

plans, la voix de l'honneur ne soit point trop exposée à le céder à la voix du sang ou des connoissances, nul Ingénieur ne sera employé dans la Province. Les premiers plans rendus publics seront exposés à la critique de tout le monde. Après une mûre discussion, le Grand-Maître des Ingénieurs & son Conseil enverront des Inspecteurs pour examiner la chose sur les lieux. A la suite, & en conséquence de leur rapport, il sera arrêté que tel ouvrage doit être exécuté suivant le plan indiqué par N, N, qui répondront ainsi, sur leur honneur, de la justesse & de la solidité de leurs vues. Alors ce plan sera solennellement approuvé par l'autorité souveraine, & les Ingénieurs chargés de le faire exécuter, en commençant par les endroits & en la manière arrêtée. Le terrain gagné sur les eaux appartiendra à l'Etat, qui l'aliénera en faveur des Propriétaires lésés, ou par les nouveaux chemins, ou par les nouveaux canaux, par le nouveau cours de rivières redressées, ou qui le cédera en échanges d'endroits propres à former, à arrondir les casernes & établissemens militaires dont il sera parlé dans un moment.

Pendant la saison de ces travaux, plus ou moins courte suivant les climats, les Officiers ac-

---

contraire, l'Amérique est moins brûlée, sous la même latitude, parce qu'elle y est presque par-tout couverte d'eau ou de forêts. En France, les plaines fort étendues, où l'on ne voit ni étangs ni rivières ni arbres, comme celles de la Bauce, les pays crayeux de la Champagne, les landes de Bordeaux, &c. sont brûlés par les ardeurs de l'été, tandis que les plaines voisines jouissent d'un air tempéré, à cause de la continuelle évaporation de leurs eaux. Cette observation pourra avoir son utilité, dans les divers plans de navigation intérieure, pour chaque Etat.

tuels des Régimens auront leur congé de semestre. Lorsque les travaux cesseront, ils retourneront à leurs Régimens pour y rester jusqu'à la fin du temps de repos : ce temps de repos sera consacré à des jeux, à des exercices intéressans & pour le Militaire & pour le Public, à de petits campemens placés chaque année dans de nouveaux pays ; soit afin d'accoutumer les troupes à camper, en cas de besoin, dans toute sorte de terrain, soit afin de répartir les dépenses des campemens sur un plus grand nombre de campagnes, soit afin que tous les membres d'une Nation puissent successivement devenir témoins de nos nouveaux & curieux spectacles.... En voilà je pense assez, pour faire saisir notre manière de diriger les soldats dans leur nouvel emploi, sans leur laisser perdre le goût & la connoissance de leurs fonctions militaires. Voyons s'il sera aussi facile de leur faire aimer ce nouveau genre de vie.

L'agonie actuelle des Corps Religieux annonce que de jour en jour le nombre des Couvens défectés augmentera de plus en plus. Les décisions du saint Concile à ce sujet (N<sup>o</sup> LXXV) nous ont paru trop sages pour que nous songions ici à les contrarier. Ce que nous allons ajouter, n'est qu'une suite naturelle ; une extension des vues bienfaisantes qui lui ont fait prévenir la manière abusive dont les revenus des Couvens supprimés pourroient être traités. Voici de quoi il s'agit.

Grand nombre de Couvens vastes, & maîtres d'un terrain très-étendu, se trouvent situés, isolés dans des campagnes désertes, au milieu des bois, de pays incultes. Que deviendront-ils après la défection de leurs habitans ? — On les convertira en

CXVIII.  
Moyens de leur faire aimer & adopter leur nouvel état.

Nouveaux établissemens militaires.

établissmens militaires, en cette sorte ; on examinera le nombre des personnes que les terres labourées & labourables peuvent nourrir, se procurant les arrondissmens convenables, au moyen des échanges ordinaires, ou de ceux indiqués (N<sup>o</sup> CXVII). On les divisera en portions de quelques arpens, jugées amplement suffisantes pour nourrir un homme & une femme ; on convertira les bâtimens en habitations de petits *ménages sans bestiaux*, réservant seulement quelques écuries pour des vaches, &c. Je dis *sans bestiaux*, parce que les biens seront cultivés avec la bêche, ce qui rend l'exécution du projet de la dernière facilité, & néanmoins très-utile, ainsi qu'on pourra s'en convaincre, en lisant l'article de la *bêche* dans le Cours complet d'Agriculture par l'Abbé Rosier. On traitera de même certains châteaux & biens domaniaux, certaines Commanderies de Malte & autres, donnant aux Commandeurs d'autres biens en échange, ou simplement une pension viagère équivalente aux revenus dont ils se trouveront par-là privés... Dès qu'on aura projeté un certain nombre d'établissmens militaires, avant de les effectuer, on tiendra aux soldats le langage suivant : = Braves défenseurs de la Patrie, la Nation veut vous témoigner sa reconnaissance pour la manière glorieuse dont vous avez su la défendre jusqu'ici, & pour la précieuse paix qu'elle doit à votre valeur, à vos travaux. Elle veut vous donner à chacun une petite habitation meublée, des terres suffisantes pour votre entretien & celui d'une épouse qu'elle vous invite à choisir, afin de voir multiplier la race des bons & zélés Patriotes ; mais auparavant il faut que vous lui rendiez encore un service de la dernière importance : il faut que par votre bravoure vous l'aidiez à ter-



raffer un ennemi audacieux , qui même , en temps de paix , ose venir l'attaquer & répandre par-tout la désolation. Déjà les gabions , les fascines , tous les instrumens des sieges avancent en foule ; bientôt la tranchée va être ouverte au son des tambours , &c. hâtez-vous d'aller offrir vos bras aux ingénieurs & à leurs dignes coopérateurs. Ce sont des Militaires , comme vous , des gens d'honneur , qui vous regardent comme tels. Ils n'auront garde de vous imposer jamais la moindre tâche à remplir , de même qu'à des ouvriers ordinaires : contents de vous indiquer les ouvrages à faire , de veiller à ce que tout soit exécuté avantageusement , leurs autres soins auront pour objet de faire donner à chacun de vous l'argent dû au travail que sa bonne volonté & ses forces lui auront permis de faire. Or , l'ennemi que vous avez à assiéger , ce sont les rivières dont les inondations portent si souvent le trouble & la désolation dans une multitude de familles , ensevelissent sous les eaux les animaux , les récoltes , les terres , les hommes..... Après le siege d'une Ville , souvent le nom des Régimens qui se font le plus distingués , est ignoré d'une partie de la nation & de toute la postérité. Après que vous aurez subjugué les rivières par des chaussées , des digues , des remparts inexpugnables , le nom de vos Régimens deviendra celui de vos ouvrages , & passera ainsi à la postérité la plus reculée , d'une manière sûre & infiniment glorieuse pour chacun de vous. Vous ne donnerez à ces importantes occupations qu'une partie de l'année , & vous emploierez l'autre à des exercices , à des jeux militaires , à des campemens où le Public viendra en foule pour admirer vos savantes manœuvres & vos nouveaux jeux. Pendant cette seconde partie de

l'année, vous aurez la forte paye, & vous vous trouverez sous la direction de vos Officiers actuels; la première année, malgré le produit des travaux, la paye ordinaire ira son train: à la seconde campagne, elle sera réduite seulement à moitié pour le reste du temps. De cette manière, tandis que, d'une part, vous travaillerez pour la gloire & la prospérité de la Nation, pour votre honneur; de l'autre, vous formerez peu à peu un pécule honnête, qui vous aidera à épouser une femme selon votre goût, digne de vous servir de compagne dans les héritages que la Patrie vous assignera au bout de quelques années, plutôt ou plus tard, suivant l'âge & le temps de service de chacun d'entre vous, mais pour le plus tard au bout de huit ans, en faveur même des plus nouveaux =.

Il n'est pas douteux qu'en présentant ainsi aux soldats des avantages présents & à venir, des travaux honorables exécutés sous la direction de gens de guerre, & avec tout l'attirail militaire, on viendra aisément à bout de les rendre plus heureux, de les soustraire au peu de considération, au mépris, à la foule des maux publics & particuliers, auxquels leur formation actuelle, chez la plupart des Nations commerçantes, les exposerait infailliblement, pendant le précieux état de paix dont le monde Chrétien va jouir.

Outre les moyens ordinaires de cantonner les troupes dans les campagnes, la voie des échanges, permise aux ressources sociales, offrira de plus la facilité de convertir en casernes, des couvens, des commanderies, de vieux châteaux & autres grandes maisons à portée des ateliers. Ainsi nous pouvons supposer la plupart des troupes actuelles occupées

à des travaux également utiles & glorieux, & cantonnées, casernées à portée de leurs ouvrages. Dès que cette salutaire impulsion aura été donnée, on aura soin de préparer les établissemens militaires praticables dans chaque Empire. Après avoir épuisé à cet égard les ressources indiquées, on pensera à s'en procurer de nouvelles : tous les pays marécageux ou incultes & propres à la culture, seront peu à peu métamorphosés en établissemens militaires. Pour cet effet, on y fera travailler les soldats pendant plusieurs campagnes consécutives, leur annonçant ces entreprises comme de véritables conquêtes, d'autant plus admirables, que loin d'être nuisibles, elles deviendront utiles à tout le monde ; conquêtes dans lesquelles ils auront le droit de s'établir de préférence, en temps & lieu..... Lecteurs qui faisissez les suites de cette dernière innovation, faites goûter, adopter à vos suprêmes Administrateurs, un nouveau genre de conquêtes, qui, sans meurtre, sans carnage, sans la moindre effusion de sang, les rendra maîtres de nouvelles villes, de nouveaux pays fertiles, non pour le court espace de quelques années, de quelques mois, & dans des contrées lointaines, mais pour toujours, mais dans le sein même de leur empire, mais pour augmenter efficacement la force, la prospérité de leurs possessions actuelles, en rapprocher les parties séparées, présenter par-tout l'image agréable de terres bien cultivées, habitées par un peuple nombreux, vivant dans l'aisance & le bonheur inséparables (sous un bon Gouvernement) des doux & innocens travaux de la campagne = !

Il est inutile d'observer que ces conquêtes, de leur nature, avouées par la raison, ne seront point entreprises à la légère ; qu'on fera, au préalable,

reconnoître le pays par des Physiciens-Agriculteurs, exploiter çà & là quelques morceaux de terrain, afin de voir si, faute de terre labourable, on y trouveroit des pierres friables & fertiles, des pierres calcaires, chargées, comme on fait, d'air fixe, de ce grand principe de végétation.

Nous avons dit que chaque année les troupes, fixées dans des établissemens militaires, emploieroient un certain temps aux jeux, aux exercices de leur art, à des campemens, de même que les troupes casernées. Remarquons à cet égard, que les campemens annuels de ces deux sortes de troupes devront être fixés de manière que, dans l'étendue d'un Etat ou de plusieurs Etats voisins, les oisifs curieux en trouvent à chaque saison; ce qui deviendra facile, soit à cause de la variété des climats, soit parce que les divers genres d'occupation des soldats ne les laisseront point libres dans les mêmes intervalles.

CXIX.  
Idée des  
divers  
droits &  
devoirs des  
Militaires  
établis.

Pour se former une idée juste des obligations, des privilèges propres aux diverses troupes établies militairement, il faut commencer par avoir un point fixe, par savoir ce qui concernera les nouveaux enrôlés.

Premièrement, tous les nouveaux engagements seront de huit ans, employés comme il a été dit. A l'expiration de ce terme, les Militaires auront la liberté, ou de retourner chez eux, ou d'être placés dans un établissement militaire, ou de s'enrôler dans de nouveaux régimens, selon que leur goût & l'envie de voir de nouveaux pays le leur feront desirer. Dans ces trois cas, ils seront défrayés pour se rendre à leur nouvelle destination, à raison de tant par lieue.

Secondement, tous les soldats d'un établisse-

ment militaire seront tenus de se rendre aux exercices annuels dont il a été parlé, durant huit années consécutives, bien entendu que ce sera dans un temps où leur absence ne nuira point à leurs récoltes annuelles.

Troisièmement, après cette époque, qui supposera au moins seize ans d'exercices militaires, ils resteront établis à demeure, sous l'obligation du service militaire, pendant les seize années suivantes, dans le cas seulement où la Nation viendrait, durant cet intervalle, à se trouver en guerre.

Ce sont-là les seuls objets auxquels les Militaires actuels ne participeront que du plus au moins, à proportion de leurs divers temps de services; les objets suivans concernent tous les militaires établis, soit anciens ou nouveaux; or,

Premièrement, s'ils n'ont point d'enfans, ils ne pourront point disposer de leurs biens *militaires*; lesquels retourneront à l'Etat pour être en temps & lieu, distribués à d'autres militaires.

Secondement, leurs filles n'hériteront desdits biens qu'à condition qu'elles épouseront des militaires.

Troisièmement, leurs garçons seront enrôlés dès l'âge de 16 ans jusqu'à 24, ou de 17 ans jusqu'à 25, c'est-à-dire, pendant huit ans, après lesquels ils jouiront des droits ordinaires, & de plus, du privilège d'être établis dans leur pays natal, toutes les fois que le grand nombre des garçons n'y mettra pas un obstacle invincible, ou que de nouveaux défrichemens, de nouvelles acquisitions dans le voisinage, fourniront à l'Etat cette facilité; si cette faveur ne peut leur être accordée, ils seront placés ailleurs comme les enrôlés ordinaires.

On peut conclure de ce court exposé , que nos établissemens militaires ne feront , à proprement parler , qu'une nouvelle façon de rendre la plus nombreuse population infiniment avantageuse à tous égards ; ce seront des Villages , des Bourgs , des Villes , créés comme tout-à-coup , suivant le besoin. Aussi faudra-t-il faire rechercher comme un honneur , un avantage inappréciable , le droit d'être admis dans ces nouvelles habitations , aussi bien que dans les nouvelles troupes destinées à les former. Dans cette vue on ajoutera à ce qui précède , les réglemens suivans.

Premierement , les biens distribués à titre de récompense militaire , appartiendront , en toute propriété , à celui qui les recevra & à ses descendans en ligne directe , n'étant réversibles à l'Etat qu'à défaut de progéniture , ainsi qu'il a été dit , & n'étant eux-mêmes soumis qu'aux impôts & droits ordinaires ; ( ce qui du reste , sera toujours sans exception , quels que soient les biens ou leurs propriétaires ).

Secondement , nul militaire ou homme quelconque déshonoré , n'aura droit d'être placé dans les établissemens militaires.

Troisiemement , tout militaire *établi* aura la liberté ou de laisser enrôler tous ses garçons selon leur droit , ou de n'en laisser enrôler qu'un , ( ce qui suffira pour le dispenser lui-même de tout service militaire ) , procurant aux autres l'état qu'il jugera à propos.

Quatriemement , le mariage sera permis aux militaires , dès la huitieme année de leur premier engagement.

Cinquiemement , pendant les exercices militaires des deux premiers engagements , le soldat aura

toujours la haute paye. Revenons à la formation des établissemens militaires.

Tandis qu'un Etat aura des établissemens militaires à former, il invitera tous les enrôlés nés, à jouir de leurs droits, & admettra tous les enrôlés volontaires, dignes de cette destination. Car par-là il arrachera à la misère des sujets qui, en lui devenant utiles, se procureront à eux-mêmes un bien-être immanquable. Si un Etat qui aura épuisé ces premières ressources, a des Colonies, des Isles à peupler, il les peuplera en y formant des établissemens militaires. Ces deux ressources épuisées, il enverra des Colonies chez des Peuples ses alliés, sur des côtes favorables au commerce, propres à des cultures utiles..... Les ouvriers nécessaires pour former ces divers établissemens, seront pris de préférence dans les régimens d'artillerie ou de génie, parmi les soldats instruits dans les divers arts & métiers de nécessité, parmi *les enfans de l'Etat*, incapables de porter les armes & à qui les ressources sociales auront procuré une autre profession, (N<sup>o</sup> CXXXIV, &c.)

CXXI.

Facilité de multiplier les établissemens militaires.

Lorsqu'un Etat ne pourra plus former des établissemens militaires ni dans ni hors le sein de la Nation, devra-t-il pour cela rester sans troupes de terres? -- D'abord avant que les choses en soient parvenues à ce point, il est à présumer d'un côté, que la paix, la communication universelle, dont les Peuples auront joui si long-temps, aura étouffé les plus funestes semences de discorde, en faisant disparaître au loin les haines, les jalousies nationales; & que de l'autre, les forces navales des Confédérés, devenues à peu près également respectables, du moins chez la plupart d'entr'eux,

seront suffisantes pour maintenir ou faire revivre la bonne harmonie , pour empêcher toute invasion de la part des Nations inconfédérées ou infidèles à leurs engagements. Ainsi à cette époque les troupes de terre seront à peu près entièrement inutiles pour la sûreté extérieure : cependant il sera toujours facile d'en avoir un certain nombre à sa disposition.

**CXXXI.** Pour cet effet on décidera ( si on ne l'a déjà fait ) que tous les enfans de l'Etat , propres à porter les armes , seront enrôlés nés , dès l'âge de 17 ans jusqu'à 25 , ensuite on les traitera relativement aux besoins de la Nation. Si leurs bras sont nécessaires à l'exécution de certains ouvrages publics , chacune des huit années sera divisée en deux parties , dont l'une employée auxdits ouvrages , & l'autre aux exercices militaires. Si les travaux publics n'ont pas besoin de ce renfort , on les assemblera annuellement quelques mois pour les former aux jeux & exercices de la guerre , les renvoyant à leurs occupations ordinaires pour le reste de chaque année. Ce premier engagement expiré , ils seront encore enrôlés nés pour 24 années consécutives , dont les huit premières susceptibles de trois sortes de traitemens , & les seize autres entièrement assimilées aux années pendant lesquelles le service militaire n'est dû qu'en cas de guerre. Tels sont les trois sortes de traitemens dont sera susceptible la seconde huitaine , ou le second engagement : les militaires pourront alors , ou être tenus de se rendre à des exercices militaires annuels , ou y être simplement invités , ou enfin n'être obligés qu'au service militaire des 16 années suivantes. On choisira l'un de ces partis plutôt que les deux autres , selon que les troupes du premier engagement seront affectées.

Enrôle-  
ment des  
enfans de  
l'Etat :  
suppression  
des Mili-  
ces.



nombreuses, ou qu'il faudra les augmenter plus ou moins, soit pour présenter aux Peuples des spectacles plus intéressans, plus multipliés, soit pour vivifier un plus grand nombre de campagnes. A cette même époque, chaque Nation pourra fixer à peu près invinciblement le nombre de ses troupes de terre.

Du reste, on comprend assez qu'il ne sera pas nécessaire d'attendre cette époque pour adopter la constitution militaire dont il s'agit. Elle pourra être adoptée avec succès, au bout de quelques années, aussi-tôt que les troupes actuelles auront été traitées à peu près en la manière indiquée. Ce sont-là deux points vraiment essentiels & indispensables, savoir, de préparer, de procurer un sort honnête à la multitude énorme de militaires qu'une paix générale va laisser sans occupation, & de donner aux troupes qu'il conviendra de conserver, une constitution qui les rende heureuses, utiles en temps de paix, comme en temps de guerre. En exposant la manière d'opérer cette double réforme, j'ai dû porter mes vues plus loin, proposer des expédiens praticables, les uns ou les autres, dans les divers Etats commerçans, offrir un débouché avantageux à la nombreuse population qui doit naturellement résulter de l'ensemble des réformes indiquées.

CXXII.  
Articles  
essentiels  
dans la  
constitu-  
tion mili-  
taire pro-  
posée. Ré-  
sumé des  
avantages  
qui en ré-  
sulteront.

L'objet de cet Ouvrage ne me permet point de donner à ces vues un plus ample développement, non plus que de m'étendre sur les jeux & campemens militaires; c'est dans le Traité d'éducation si souvent annoncé, que ces matieres devront être discutées à fond; je n'ai dû & je ne dois parler ici du Militaire, que relativement au sujet de cet Ouvrage. Or loin d'y être étranger, le court exposé

## 182 LE TRIOMPHE DU NOUV. MONDE.

qu'on vient de voir , en forme au contraire une partie essentielle. Car telles seront les suites de ce système mis en exécution : tandis que d'une part, les troupes jouiront d'un état heureux , à l'abri de toute révolution capricieuse , de l'autre , leur nouvel emploi les rendra chères & utiles au commerce , à l'agriculture , à toutes les classes de citoyens ; leur nouvelle constitution contribuera au rétablissement , au maintien des bonnes mœurs , augmentera les revenus publics , la masse de la population , la force , la prospérité nationales , rendra l'esprit de paix universelle , fournissant d'ailleurs aux Nations des moyens efficaces de réprimer les hommes turbulents , de renverser les projets ambitieux , de se maintenir perpétuellement dans le doux état d'union & d'amitié universelle , dont la découverte de l'Amérique leur a par degrés inspiré le goût , fait reconnoître les avantages que l'esprit de conquête & un égoïsme absurde leur avoient si longtemps fait oublier. C'est ainsi que la législation militaire mettra le sceau à la plupart de nos salutaires réformes , qu'elle servira à rendre inaltérables les fruits du précieux germe de félicité universelle que la découverte de l'Amérique a déposé dans l'Ancien & le Nouveau Monde. C'est sur-tout à cette même législation qu'il appartient de transporter au loin ces heureux fruits , de les répandre peu à peu dans tous les recoins du globe , pour en vivifier en quelque sorte tous les habitans.



# SEPTIEME MOYEN,

*Puisé dans la Legislation Militaire. .*

Numeros.	Pages.
CXIV.	<i>D</i> ANS notre système de paix perpétuelle, chaque Etat devra-t-il avoir sur pied des forces militaires? . . . . . 145
CXV.	Préférence due aux forces de mer, sur-tout étant limitées à un certain nombre, . . . . 146
CXVI.	Difficulté de limiter ainsi les troupes de terre. Méthode d'en diminuer le nombre, . . . . 147
CXVII.	Maniere de les occuper & de les faire diriger dans leurs travaux, . . . . . 148
CXVIII.	Moyens de leur faire aimer & adopter leur nouvel état, . . . . . 151
	Nouveaux établissemens militaires, . . . . Idem
CXIX.	Idée des divers droits & devoirs des Militaires établis, . . . . . 156
CXX.	Facilité de multiplier les établissemens militaires, 159
CXXI.	Enrôlement des enfans de l'Etat. Suppression des Milices, . . . . . 160
CXXII.	Articles essentiels dans la constitution militaire proposée. Résumé des avantages qui en résulteront, . . . . . 161



---

## S E C O N D E   P A R T I E :

---

*Recherches sur les moyens de remédier aux maux  
& d'accroître les biens, qui ont résulté, pour le  
Genre Humain, de la Découverte du Nouveau  
Monde.*

---

Pages.

<b>P</b>	<b>P R E M I È R</b> Moyen, puisé dans l'extinction de l'in- digence ou pauvreté extrême, . . . . .	51
	<b>Deuxieme</b> Moyen, puisé dans les Législations Civile & Commerciale, . . . . .	57
	<b>Troisieme</b> Moyen, puisé dans les opérations du fixe, converties en Législation Financière, . . . . .	95
	<b>Quatrieme</b> Moyen, puisé dans la Législation Politique, . . . . .	131
	<b>Addition</b> au premier Moyen, . . . . .	155

<b>Tome</b> <b>I I.</b>	{	<b>Cinquieme</b> Moyen, puisé dans la Législation Religieuse & dans l'Education, . . . . . <b>Sixieme</b> Moyen, puisé dans la Législation Cri- minelle, . . . . . <b>Septieme</b> Moyen, puisé dans la Législation Militaire, . . . . .	1 61 145
----------------------------	---	---	----------------



TROISIEME



## TROISIEME PARTIE.

---

### M É T H O D E

*DE répandre insensiblement , chez les Nations diverses , les heureux fruits de la Découverte du Nouveau Monde.*

---

« Voulez-vous régner sur les préjugés , commencez à régner » par eux ». J. J.

---

QUEL spectacle nouveau pour les Peuples lointains , de voir flotter dans leurs ports , des pavillons d'une multitude de Nations diverses , de voir les Commerçans Chrétiens , autrefois si scandaleusement ennemis les uns des autres , de les voir étroitement unis entr'eux , de leur entendre raconter avec enthousiasme les avantages dont ils se sont réciproquement redevables , de les voir parler de leurs forces respectives , des millions d'hommes dont est composée la confédération Chrétienne , des milliers de vaisseaux de guerre qu'elle a sur pied , des actes de puissance formidable qu'elle pourroit exercer envers tous les Peuples de l'Univers ! O Peuples Chrétiens , Peuples disciples d'un Dieu de justice & de bienfaisance !

CXXIII.  
Dispositions pacifiques des Peuples confédérés , pour procurer à leur commerce extérieur la plus grande sûreté & la plus grande étendue possibles.

Non , non , vous ne me condamnerez point : ce ne sont pas ici de nouvelles croisades que j'ai à vous proposer. Ces iniquités monstrueuses étoient plutôt l'effet de l'ignorance de nos Peres que de leur méchanceté ; nous seuls serions excusables , si malgré nos lumieres , nous imitions de pareilles horreurs. Peuples d'un siecle éclairé , je le fais , vous connoissez , vous chérifiez les principes du droit naturel , du droit des Nations. Les forces invincibles de la Confédération Chrétienne vous serviront , non à envahir les pays qui reconnoissent déjà des propriétaires , mais à porter , à répandre par-tout les douces lumieres de l'Evangile & de la raison , à arracher les hommes à l'empire de l'erreur & des préjugés , à leur faire connoître tous les avantages d'une société bien ordonnée : & ces grandes vues de bienfaisance universelle , c'est en travaillant pour vos intérêts , pour la prospérité de votre commerce , que vous aurez la gloire , la consolation de les voir réaliser.

En effet après que les Nations Chrétiennes auront formé entr'elles la confédération proposée , il leur restera encore deux objets à remplir pour donner à leur commerce la plus grande félicité , la plus grande étendue possibles ; il faudra , d'une part , mettre leurs vaisseaux à couvert des pirateries Africaines , & autres quelconques ; & de l'autre , leur ouvrir tous les ports de l'Univers. Or dans cette vue , on ajoutera d'abord , à la Confédération Chrétienne , les articles suivans : .

*Premier article.* Chaque Etat confédéré s'oblige à empêcher que dans l'étendue de sa domination , il ne soit désormais vendu , acheté , transporté aucun Esclave , Negre ou blanc , pour quelque usage que

te puisse être. Les Propriétaires actuels des Negres, seront invités par leurs Souverains respectifs ; ou à leur donner la liberté, sous la simple redevance d'un travail libre, dont le produit partagé entre lesdits Propriétaires & leurs Ouvriers Negres dans une proportion convenue, ou enfin, à se les attacher par leurs bons traitemens ; attendu que dès le premier Janvier de telle année, chaque Esclave sera autorisé à se soustraire à l'esclavage de son Maître. Chaque Etat confédéré est autorisé à introduire en Afrique, la culture des cannes à sucre, en la manière qu'il le jugera le plus à-propos (q).

---

(q) On ne sera peut-être pas fâché de trouver ici le discours en conséquence duquel la Pensilvanie a donné, (avant l'indépendance Américaine), la liberté à tous ses esclaves. Il fut prononcé par un Quaker, dans une de ces assemblées où tout fidele, qui se croit mu par l'impulsion de l'Esprit-Saint, a droit de parler. « Il est temps de nous accorder avec nous-mêmes. Jusques à quand. aurons-nous deux consciences, deux mesures, deux balances, l'une en notre faveur, l'autre à la ruine du prochain, toutes deux également fausses ? Est-ce à nous, mes frères, de nous plaindre en ce moment, que le Parlement d'Angleterre veut nous asservir, nous imposer le joug du sujet, sans nous laisser le droit du citoyen ; tandis que depuis un siecle nous faisons tranquillement l'œuvre de la tyrannie, en tenant dans les fers du plus dur esclavage, des hommes qui sont nos égaux & nos freres ? Que nous ont fait ces malheureux, que la nature avoit séparés de nous par des barrières si redoutables ; & que notre avarice est allé chercher, au travers des naufrages, jusques dans leurs sables brûlans où leurs sombres forêts\*, au milieu des tigres ? Quel étoit leur crime, pour être arrachés d'une terre qui les nourrissoit sans travail, & transplantés par nous sur une terre où ils meurent dans les labeurs de la servitude ? Quelle famille as-tu donc créée, Pere céleste, où les aînés, après avoir ravi les biens de leurs freres, veulent encore les forcer, la verge à la main, d'engraisser du sang de leurs veines, de la

*Second Article.* Liberté entière de commerce tant sur terre que sur eau, sans la moindre exception ou restriction, par-tout, dans les diverses dominations des Etats confédérés (1). On accorde

---

fueur de leur front, ce même héritage dont on les a dépouillés ? Race déplorable que nous abrutissons pour la tyranniser ! en qui nous étouffons toutes les facultés de l'ame, pour accabler ses bras & son corps de fardeaux ! en qui nous effaçons l'image de la Divinité & l'empreinte de l'humanité !... Race mutilée & déshonorée dans sa raison comme dans ses membres ! Et nous sommes Chrétiens?... & nous sommes Anglois ?.. Peuple favorisé du ciel & respecté sur les mers, quoi ! tu veux être libre & tyran tout à la fois ? Non, mes freres ; affranchissons ces misérables victimes de notre orgueil : rendons aux negres la liberté que l'homme ne doit jamais ôter à l'homme. Puissent, à notre exemple, toutes les sociétés Chrétiennes, réparer une injustice cimentée par deux siècles de crimes & de brigandages ! Puissent enfin des hommes, trop long-temps avilis, élever au ciel des bras libres de chaînes & des yeux baignés des pleurs de la reconnoissance ! Hélas, ces malheureux n'ont connu jusqu'ici que les larmes du désespoir ! »

(1) Je crois néanmoins qu'on pourra en excepter les possessions des Hollandois aux Indes Orientales, attendu qu'elles forment pour eux une espece de bien, qui n'est nullement comparable aux possessions lointaines des autres Peuples Européens. Quoi qu'il en arrive à cet égard, je pense que les Provinces-Unies, prévoyant la double époque où les plantes à épicerie seront cultivées par les autres Nations, & où leur grand commerce sera ruiné par les suites inséparables de l'esprit général de commerce, qui est l'ame de la politique moderne, doivent s'attendre à perdre tout avantage exclusif, à voir diminuer considérablement les profits de leur négoce, & se préparer en conséquence un sage dédommagement dans la licite augmentation des possessions territoriales & productives, qui sont aujourd'hui à leur bienfaisance.



aux navigateurs la liberté de faluer ou de ne pas faluer, felon leur bon plaifir, foit les lieux de leur débarquement ou abordage, foit les pavillons d'aucune des Puiffances maritimes; fubftituant à des cérémonies & dépenses inutiles l'obligation facrée de fe fecourir tous dans le befoin, fans égard à leur différence de Pays, de Nation Chrétienne ou in-Chrétienne, confédérée ou inconfédérée, avec toute la promptitude & charité poffibles, fous peine, pour les contrevenans, d'encourir l'indignation de leurs Gouvernemens refpectifs, & d'en être punis felon l'exigence des cas.

*Troifieme Article.* Chaque Etat confédéré, ou plufieurs d'entr'eux à ce réunis, aura ou auront le droit d'incorporer à la Confédération chrétienne tous les Peuples de l'Univers, foit Chrétiens ou in-Chrétiens, lesquels voudront confentir à fuivre certains articles de cette même Confédération, jugés effentiels au bonheur du genre humain (f).

---

(f) Hiéron, Roi de Syracufe, ayant défait 300,000 hommes que Carthage avoit envoyés contre lui, impofa aux vaincus la loi de ne plus immoler à Saturne les enfans des meilleures maifons, de ne lui facrifier désormais que des animaux, n'exigeant en outre que l'argent néceffaire pour élever les monumens de fa gloire & de leur déshonneur. — Les Rhodiens, après la défaite d'Antiochus, ne demanderent, pour récompense de ce fervice figné, que la liberté des Villes Grecques de l'Asie; & les Romains, fenfibles à leur générofité, leur accorderent leur demande, y ajoutant en pur don la Lybie. — Les Péruviens n'avoient d'ennemis que les hommes capables du mal: ils attaquoient les Peuples voifins, pour leur ôter des ufages barbares. Les Incas vouloient attirer toutes les Nations à leurs mœurs aimables; en combattant les antropophages mêmes,

*Quatrieme Article.* Les Etats confédérés qui formeront ces incorporations seront tenus d'en donner avis à tous leurs co-alliés , & ils auront la liberté de se réserver le privilege exclusif de toutes les nouvelles branches de commerce , pendant l'espace de sept ans ; par exemple , ou de dix tout au plus , après lesquels tout deviendra sur ce sujet égal entre les divers Etats confédérés.

Par les deux premiers de ces articles , & par le dixieme de la Confédération ( N° CXXVIII ) , tous les Peuples de l'Univers apprendront enfin que les Commerçans Chrétiens connoissent , chérissent , observent les principes du droit des gens , les devoirs de la loi naturelle ; qu'ils détestent & abhorrent le crime atroce dont ils n'avoient pas rougi jusqu'à cette heureuse époque ; le crime de lèse-humanité , commis contre des infortunés humains d'une couleur différente de la leur. O Peuples d'un siècle de lumieres & de bienfaisance ! que penseroit de vous le siècle suivant , si vous lui laissiez le soin , la gloire de renverser cette idole d'un intérêt fordide & avilissant , supposé d'ailleurs qu'il fût réel ! ( 1 ) Le troisieme article achevera de manifester

ils évitoient de les détruire , & ils sembloient chercher moins la soumission , que le bonheur des vaincus.

( 1 ) « L'esclave , ( dit un Ecrivain Anglois ) , qui ne reçoit point de salaire de son travail , ne mettra jamais beaucoup d'activité dans les emplois dont on le chargera. Son maître est obligé de le nourrir , quoi qu'il fasse. Il seroit en vain plus laborieux & plus assidu ; il n'en gagneroit pas davantage. Il n'y a que la crainte qui le fasse travailler , & il restera oisif dès qu'il le pourra avec impunité. . . . . Le prix du travail , dans les Isles de l'Amérique , nous

les dispositions pacifiques & bienfaitantes de la Confédération Chrétienne : par le quatrième arti-

---

fournira des preuves de cette vérité. Chacun fait les précautions qu'emploient les habitans des Colonies, pour prévenir l'oïveté de leurs esclaves. Le travail annuel d'un negre à la Jamaïque, n'est estimé qu'à 9 livres monnoie courante de l'Isle. Le negre, devenu Charpentier, en gagne tout au plus 36, tandis qu'un homme libre en peut gagner 70 par le même travail. — Pour calculer le prix du travail fait par des hommes qui vivent dans un état de servitude, il ne suffit pas de tenir compte des frais de leur entretien; il faut y ajouter le prix d'achat, & évaluer les hasards auxquels leurs vies sont exposées. Si l'on pese toutes ces circonstances, on trouvera que le travail d'un esclave qui ne gagne que sa subsistance, est réellement plus cher que celui d'un homme libre, qui reçoit journellement des salaires proportionnés à son industrie.

Les payfans Polonois travaillent quatre jours de la semaine pour leurs maîtres. — Voulez-vous, pourroit-on dire aux maîtres, voulez-vous voir augmenter chaque année vos revenus, éviter mille soins, mille sollicitudes, épargner maints coups de bâton? donnez à vos payfans, au lieu du tiers de leur temps, le tiers du produit de leur travail, avec ce qu'ils ont coutume de recevoir d'autre part, & de plus, une liberté entière. En les intéressant ainsi à être plus actifs, plus diligens, vous leur ôterez l'envie de secouer votre joug; bientôt ils travailleront davantage, sans le moindre murmure & avec plaisir même, parce qu'ils se porteront au travail de leur propre mouvement; parce que la cruelle loi de la nécessité capricieuse ne les avilira plus à leurs propres yeux, & ne les condamnera plus à une inaction, à un engourdissement, à une léthargie des plus funestes & des plus *naturelles*. — Comme les negres soupirent, pour la plupart, après leur retour dans leur patrie, ou à se rejoindre à ceux de leur pays qui vivent en liberté, il sera à propos d'en agir avec eux un peu différemment. D'abord, au lieu de coups de nerf, on leur donnera une partie aliquote du produit de leur travail, avec la liberté d'acquérir; & on aura, pour les négresses enceintes, les égards que la Religion, l'humanité,

cle, les Peuples confédérés pourront se dédommager des avances occasionnées par des entreprises ex-

---

un intérêt même bien entendu, ont réclamé jusqu'ici envers elles sans succès. — D'après la reconnaissance & l'attachement inviolables dont on convient que les negres sont susceptibles, il ne faudra que peu d'années pour leur faire chérir leurs bienfaiteurs maîtres, pour leur inspirer la résolution de ne jamais s'en séparer. C'est donc alors que la liberté civile pourra leur être administrée sans le moindre danger. En conséquence de ceci, on aura soin de leur cacher l'article de la Confédération Chrétienne, qui leur assurera la liberté à une certaine époque plus ou moins reculée.

« Il est certain, dit l'Auteur des Considérations sur la Colonie de Saint-Domingue, que la traite des noirs ne peut pas se soutenir long-temps. Plus on pénétrera dans les terres intérieures de la Guinée, plus les esclaves renchériront. Il faut donc encourager la population des negres, & défendre aux maîtres, sous des peines sévères, de maintenir, dans leurs habitations, une économie destructive.... On a introduit dans la Colonie, depuis l'année 1680, plus de huit cens mille negres. Une pépinière aussi forte auroit dû produire des millions d'esclaves; cependant il n'en existe, dans la Colonie, (en 1775), que deux cens quatre-vingt-dix mille. Ce ne sont pas les maladies qui ont affaibli jusqu'à ce point la population des noirs : c'est la tyrannie des maîtres, elle a triomphé des efforts de la nature!.....

Il ne faut que de foibles encouragemens, pour porter, au plus haut degré, la population des negres de la Colonie. Il y a de grands ateliers entièrement composés de créoles. J'ai vu cinquante-trois negres, négresses, négrillons ou négrittes de la même famille : le pere vivoit encore. . . . . Si les négresses se font souvent avorter, c'est presque toujours la faute de leurs maîtres. Ils n'ont pas le droit de les en punir, parce qu'il n'y a que l'excès de la tyrannie qui puisse étouffer en elles les sentimens maternels. Dans quelques habitations, les maîtres font des présens toutes les années à leurs negres. Le premier jour de l'an est un jour d'amnistie : si quelque esclave s'est rendu marron, il attend ce jour pour venir se jeter à leurs pieds. Ils veillent à ce que chacun ait une femme; ils en achètent de nouvelles,

ordinaires de commerce; par la noble envie d'augmenter le nombre des membres d'une Confédération de bienfaisance & de prospérité universelles.

A ces dispositions générales, si évidemment propres à faire atteindre les deux objets en question, on pourra en ajouter deux autres relatives à la perpétuité de la confédération & à la sûreté du commerce extérieur, je veux dire, l'obligation pour chaque Etat confédéré, d'avoir annuellement sur pied une telle quantité ou partie aliquote de ses forces militaires, jusqu'au moment où nul Corsaire ne troublera plus le commerce; & l'obligation de fournir telle autre partie aliquote de ses forces militaires ordinaires, soit contre tout Confédéré qui viendrait à violer quelque article du

---

Quand le nombre des mâles est grand. Ils les encouragent à cultiver beaucoup de grains, à élever beaucoup de volailles & d'animaux, pour qu'ils aient un petit revenu, qui puisse adoucir leur situation & les aider dans leurs besoins. Ils prennent soin des négresses pendant leurs couches. Ils honorent leur fécondité, en leur donnant un rechange neuf ou d'autres choses, qui, sans être d'un grand prix, font aimer leur domination. Quand les enfans sont sevrés, ils les attirent & les nourrissent à la case principale, pour qu'ils soient mieux traités, pour soulager leurs meres, & les mettre en état de se livrer sans inquiétude au travail. Tout prospérera chez de tels habitans, & ils n'auront pas long-temps besoin des secours affligeans du commerce de Guinée ».

Nous terminerons nos citations par observer avec M. Nekre, que, puisque c'est uniquement la richesse comparative qui importe aux calculs de puissance, dans la supposition d'un pacte général, par lequel toutes les Nations renonceroient, d'un commun accord, à la traite des negres, elles se trouveroient, les unes envers les autres, dans les mêmes proportions (de Puissance) qui existent actuellement.

présent Traité de paix perpétuelle , soit contre les Nations inconfédérées qui oseroient déclarer la guerre à un Peuple confédéré.

**XXXIV.**      Cela posé , dès que la Confédération chrétienne aura été signée , les Puissances maritimes feront armer tout à la fois le nombre de vaisseaux spécifié , ou le plus grand nombre possible. Ces vaisseaux hérissés de canons , de gens de guerre , & munis comme il convient , iront en pompe se promener sur les côtes de Barbarie , faisant remarquer avec complaisance leur force , leur multitude. Pendant cette belle manœuvre , les Souverains , maîtres de ces vaisseaux , feront publier soudainement à Maroc , à Fez , à Alger , à Tunis , &c. , que tous les Etats Chrétiens viennent de former entr'eux une Confédération formidable , qu'ils ont des millions d'hommes en armes , &c. &c. En même temps , pour inspirer l'estime , la confiance , le respect nécessaires , ils feront répandre des exemplaires de leur nouvelle législation , des articles de leur Confédération. Au premier moment de crainte , d'effervescence , ils feront officieusement ministériellement à chaque Souverain de ces pays leur secours , leur alliance , pour les rendre entièrement indépendans , & les incorporer eux-mêmes à une Confédération invincible , capable , par les forces immenses qu'elle possède dans les deux hémisphères , de faire trembler tous les Peuples de la terre , d'envahir l'Univers entier , mais uniquement destinée à contribuer au bonheur de tout le genre humain. Chaque Puissance maritime pourra employer ses bons offices auprès des Barbaresques , ses alliés actuels ; de proche en proche , les mêmes opérations seront exécutées vers l'orient , sur le-

Opérations propres à faire atteindre ce but. Sources de bonheur , procurées en même temps à une multitude de Nations.

tes d'Afrique , par-tout où elles deviendront nécessaires : de cette manière , le commerce verra sous peu d'années de la plus grande sûreté possible. Le bruit des forces , de la prospérité , des vues intégres & bienfaisantes de la Confédération chrétienne , parviendra enfin chez les Peuples les plus éloignés , qui leur ouvriront à leur tour leurs divers ports , & acheveront par-là d'établir une communication universelle entre toutes les Nations peuplées.

Or , tandis que , d'une part , le commerce extérieur des Peuples Chrétiens , poussé à ces divers degrés de perfection , augmentera de plus en plus leur population , leur force , leur prospérité particulière & réciproques ; de l'autre , il fournira à tous les Peuples de l'Univers l'occasion , les moyens de devenir membres d'une Confédération invincible , ne respirant par-tout que justice , que bienfaisance , que bonheur intarissables ; & c'est ainsi que les Etats Chrétiens peuvent aujourd'hui , en travaillant pour leurs vrais intérêts , jeter les fondemens d'une paix perpétuelle , qui , établissant peu à peu une douce & heureuse union entre tous les Peuples de l'Univers , ne formera plus un jour , de tous les hommes , qu'une seule Nation composée de plusieurs grandes familles dispersées sur des diverses parties du globe , mais toujours liées entr'elles par leur intérêt , par leur amitié , par leur commerce réciproques.

C'est aux Académies nationales qu'est réservée la gloire d'accélérer cette dernière époque. Pour opérer ce nouveau prodige de bienfaisance , il ne leur suffira pas de continuer à enrichir le Public de ce précieux trésor de lumières , qu'elles ne cessent d'accumuler de jour en jour ; il faudra en outre

CXXV.  
C'est aux Académies qu'est réservée la gloire d'accélérer & de consoli-

der à ja-  
mais le vé-  
ritable âge  
d'or de tous  
les Peuples  
de l'Uni-  
vers.

qu'elles veuillent bien diriger quelques-unes de leurs importantes opérations, conformément aux vues suivantes, supposé d'ailleurs que ces vues aient déjà mérité d'être agrandies, perfectionnées par qui de droit.

On fera convertir en langue & en style propres à chaque Peuple, fréquenté par les Commerçans, la Confédération chrétienne, la nouvelle Législation, *la Morale*, ou *le langage de la raison & du Christianisme*. (La première Partie de cet Ouvrage, formée à peu près suivant le plan de Morale universelle, proposé au concours par l'Académie Française; & la seconde, d'après les décisions du futur Concile œcuménique). Ces divers Ouvrages différeront non-seulement par le style, mais encore par les preuves sur lesquelles les mêmes vérités seront établies. Dans le nord, les hommes consomment beaucoup sur un sol ingrat, & sont par conséquent laborieux. Dans le midi, les hommes consomment peu sur un sol fertile, & sont contemplatifs : donc les ouvrages destinés aux premiers devront être parsemés de notions pratiques, puisées dans les arts utiles, de connoissances physiques, dont résultent des cultures, des découvertes précieuses pour la subsistance de l'homme. Les ouvrages destinés aux seconds, devront au contraire exciter leur attention par la grandeur, la sublimité de leurs principes, de leurs applications. Les preuves, les exemples, les comparaisons de ceux-ci seront puisées dans l'Astronomie, dans toutes les sciences propres à exalter l'imagination. Ceux-là tireront leurs preuves, leurs comparaisons, leurs exemples des objets usuels; dans les uns & dans les autres on aura soin de remonter à des principes évidens,



es notions palpables, & de procéder par la voie du raisonnement, afin d'accoutumer peu à peu le lecteur à se rendre raison de leur contenu, ainsi que de bien d'autres objets..... Si cette grande division (des Peuples en deux classes), fournie par les climats, souffre des exceptions produites par les Gouvernemens, ou en faveur des climats tempérés; les ouvrages dont il s'agit n'en deviendront pas pour cela inutiles, attendu qu'en dernière analyse, tous les Peuples *policés* sont du plus au moins, ou laborieux ou contemplatifs.

A ces différences de style & de preuves on joindra des différences de détail plus ou moins générales. — Au rapport des Historiens & des voyageurs, les Orientaux tournent la plupart de leurs réflexions sur les moyens de se garantir des caprices du Gouvernement, des cruautés de la Police, des rapines des Gouverneurs; & les Princes ont sans cesse à craindre pour leurs jours, pour leur couronne: donc les ouvrages en question, destinés à ces pays, devront présenter dans un grand détail, & sous des points de vue frappans, les avantages de la Confédération chrétienne, tant pour les Princes que pour les Sujets. Ces détails pourront, comme on voit, devenir utiles à tous les Peuples *policés*. Ceux concernant les cérémonies religieuses, & celles des Cours Européennes, ne feront que pour les Orientaux, si amis des détails & de la police. On s'étendra avec complaisance sur les jeux & les campemens militaires, sur la vie errante & agréable des Commerçans, &c. dans les ouvrages destinés aux Arabes & aux Tartares. — Ces deux derniers Peuples, & les Peuples soi-disant *policés*, sont ceux qui devront les premiers fixer l'attention des Etats con-

fédérés, soit par rapport aux expéditions militaires, soit par rapport aux ouvrages dont il s'agit. La raison en est des plus simples ; c'est que leur sort actuel est le plus à plaindre, que leur civilisation peut le plus contribuer à la prospérité du commerce ; tandis que les Peuples purement sauvages, sans être *Barbares* (u), jouissent d'un sort moins malheureux, sont moins nuisibles aux opérations de commerce ; & que d'ailleurs plus attachés à leur genre de vie, ils n'en sauroient changer que fort tard, lorsque le bien-être & la bienfaisance des Peuples civilisés leur seront connus par une longue suite d'occasions & de preuves incontestables.

Du reste, si les sociétés policées se trouvent un jour si bien ordonnées, que j'aime à l'espérer, on pourra alors faire chez les sauvages des expéditions d'humanité. On leur portera en abondance les meubles & colifichets qu'ils aiment le plus, recevant en échange tout ce qu'ils présenteront, les leur donnant *gratis* en signe de l'union qu'on est bien aise de former avec eux, & leur proposant, tantôt de confier quelques-uns de leurs jeunes gens, à condition qu'ils leur seront rendus, s'ils veulent, au bout de tant d'années ; tantôt de leur en envoyer aussi, qu'ils garderont aussi long-temps que leurs parens le jugeront à propos ; tantôt d'aller former parmi eux des habitations dans tels & tels endroits, au moyen desquelles ils jouiront annuellement des spectacles qui, dans leurs voyages Européens, ont paru leur faire plaisir.

---

(u) J'appelle *Barbares*, les Peuples qui agissent constamment contre le droit des gens.

Ces Colonies feront composées des enfans de l'Etat, & d'autres jeunes gens élevés dans les Ecoles d'Humanité dont il a été parlé ailleurs, (N<sup>o</sup> LXXIX). Tous ces Colons auront été exercés aux évolutions & campemens militaires, à l'usage des fleches : les uns connoîtront les travaux de l'agriculture ; les autres, les divers arts de nécessité ; d'autres sauront le langage des sourds & muets de l'abbé de l'Epée, & la Langue primitive de Court de Gebelin. (Nous reviendrons dans notre Plan d'Education raisonnée sur ces deux hommes célèbres, & sur la conformité de leur système). Au moyen de ces connoissances, de l'éducation particulière qu'ils auront reçue, ils s'insinueront peu à peu dans l'esprit des Sauvages, qui, contractant sensiblement de nouveaux besoins, acquerront l'activité nécessaire pour les satisfaire, & finiront par occuper une place parmi les Nations chrétiennes confédérées. J'oubliois de dire que les Sauvages qui viendront voyager chez les Peuples civilisés, seront conduits de préférence à des chasses publiques, ou privées, promenés d'un lieu à autre pour être témoins des divers jeux & campemens militaires, &c. ; le brillant des Cours ne devant leur être montré qu'en passant & sous la pompe militaire. On comprend que des Chinois, par exemple, seroient traités bien différemment, qu'on leur montreroit de préférence, & dans tout son éclat, le cérémonial Européen, &c.

Mais il est temps de revenir sur nos pas, de considérer des perspectives moins éloignées, d'indiquer l'usage qui sera fait des divers Ouvrages composés par les Académies nationales, en faveur des Peuples inconfédérés, par le premier Traité

de paix perpétuelle. D'abord , en exécutant les expéditions militaires , nécessaires pour protéger leur commerce extérieur, les Etats confédérés emploieront les Ouvrages dont il s'agit aux usages proposés dans le No précédent; ensuite ils les feront répandre au loin par toutes les voies convenables, ordonnant, par exemple, à leurs Consuls d'en présenter, en leur nom, aux Princes, aux Ministres, aux Grands, aux Savans de chaque pays, en fournissant à tous les Capitaines de vaisseaux, aux Naturalistes, Astronomes & autres Savans voyageurs, un certain nombre d'exemplaires, avec injonction de les distribuer *gratis*, en temps & lieu, dans tous les pays où ils passeront.

On tâchera d'établir chez les nouveaux confédérés *des Correspondances Académiques*, composées des Savans du pays, des Commerçans à portée, & de quelques savans Académiciens qui, dans la vue de contribuer de plus en plus au bonheur des hommes, voudront bien quitter leur Patrie pour quelques années. A cet effet, on pourra régler qu'après dix ans de séjour, par exemple, ils feront, s'ils le veulent, remplacés par d'autres, & de retour chez eux revêtus des ordres, honorés des prérogatives, dûs à leur généreuse & noble conduite. Il est inutile d'expliquer comment, & jusqu'à quel point ces correspondances contribueroient à perfectionner la Géographie; l'Histoire Naturelle, la navigation, à étendre le commerce, rappeler à la raison les Nations livrées à l'erreur & aux superstitions de tout genre, augmenter enfin la gloire du nom Chrétien & le bonheur du genre humain.

Concluons, de ce léger détail, que le concours des Souverains & des Savans ne fera pas moins propre

propre à faire le bonheur des Peuples les plus lointains, qu'il l'est aujourd'hui à augmenter la prospérité de leurs Nations respectives ; & qu'en dernière analyse, ce sont toujours les mêmes mobiles qui peuvent seuls & rendre inaltérables les heureux fruits de la découverte de l'Amérique, & les faire transporter de proche en proche dans les divers recoins du globe, pour en vivifier peu à peu tous les habitans. O douce & sublime destinée de l'homme, pouvoir faire le bonheur de ses semblables, d'une multitude de Nations diverses, des générations même les plus reculées, de tout le genre humain, dans la suite des siècles ! Princes augustes, que le monde chrétien a le bonheur de posséder dans cette époque mémorable ! oui, c'est à vous surtout qu'il appartient de boire à loisir dans cette nouvelle coupe de félicité intarissable ! déjà depuis longtemps vous goûtez ce nectar délicieux, LE PLAISIR DE FAIRE DES HEUREUX. Concevez, contemplez donc le plaisir pur & durable, les jours heureux que vous vous prépareriez, les immortelles actions de grâces que vous rendroient tous les siècles à venir, si vous aviez en ce moment la gloire de conclure une paix perpétuelle, de donner à tous vos Peuples une législation propre à les rendre à jamais heureux !... O admirable chef-d'œuvre de l'esprit humain, à quel autre siècle, à quelle autre époque pourriez-vous donc être réservé !... Non, non, ce ne sera pas en vain que le grand Être aura suffité, sur tous les trônes chrétiens, des Monarques selon son cœur. Ce magnifique & inoui concert produira sans tarder les heureux effets, que je ne crains pas d'en présager ici avec confiance. Princes vertueux ! cet écrit parviendra entre vos mains,

vous y trouverez au moins des sentimens dignes de votre approbation , les expressions d'une ame sensible , qui semblera avoir lu dans votre cœur , ne cherchant à vous plaire qu'en vous entretenant des moyens de rendre les hommes heureux ; vous l'aurez lu par curiosité , vous le relirez par goût ; vous consulterez les Ministres , les hommes de bien , dont vous avez su vous entourer , les savans que votre sage administration a multipliés dans vos Etats. Ils examineront , ils peseront , au poids du sanctuaire , les motifs de toutes les innovations proposées ; ils approuveront celles-ci , perfectionneront celles-là , & en rejetteront d'autres , proposant d'y en substituer de plus parfaits ; ils vous rendront compte de leurs travaux. Vous les éclairerez de vos lumieres , vous les fortifierez de votre approbation : vous mettez de côté les remarques fondées sur des préjugés , les objections puisées dans le chaos des loix & des coutumes reçues ; & vous direz à toutes les têtes pensantes : Mes amis , cet Ouvrage part de deux principes incontestables , savoir , que les loix doivent être relatives aux besoins , aux occupations des Peuples , & que l'état actuel des peuples Chrétiens est totalement différent de ce qu'il a été dans les siècles précédens. Voilà les regles d'après lesquelles il faut le juger , & non d'après de vieux Codes formés de pieces disparates , entassées successivement chacune par des vues particulieres & étrangères à notre situation présente. Ne nous pressons donc pas de le condamner , tâchons plutôt d'en bien saisir l'ensemble , d'étudier l'enchaînement de ses diverses parties. Proposons de bonne foi nos difficultés , nos nouvelles vues ; attendons la réponse de l'Auteur : que chacun de nous concoure

enfin, selon toutes ses forces, à rendre possible, & de plus en plus facile, l'exécution d'un projet propre tout à la fois, & à augmenter la gloire, la force, la prospérité des Nations Chrétiennes, & à opérer peu à peu le bonheur de tout le genre humain.

---

## RÉCAPITULATION.

**CXXVI.** **D** E P U I S les siècles les plus reculés dont il soit fait mention dans les annales de l'Univers, le genre humain étoit par-tout en proie à l'erreur & aux superstitions de toute espèce. En vain les lumières de la raison & de l'Évangile avoient lui au milieu des ténèbres. Les hommes refusoient de contempler leur doux éclat, ou plutôt la force des passions & des préjugés les empêchoit d'y voir; & si quelquefois ils entr'ouvroient un moment les yeux, ce n'étoit que pour travailler après, plus efficacement à leur mutuelle destruction, à leur malheur commun. O espèce humaine ! que seriez-vous devenue si les choses avoient toujours resté dans cet état !

(v) Le Nouveau Monde entre en communication avec l'Ancien. De cette approche féconde naît le germe d'un nouveau système de politique, d'un nouvel arbre de vie. Peu à peu ce précieux germe se développe : *l'esprit de commerce* devient peu à peu le mobile universel, l'ame de la politique moderne, & à cette époque mémorable les deux Continens étonnés se félicitent enfin du fruit de leur tardive & inattendue fécondité. C'est heureux fruit, *l'esprit de commerce devenu général*, n'est pas

---

(v) Bien des Auteurs, des Historiens Calculateurs, prétendent qu'aujourd'hui le globe renferme à peine la cinquième partie des habitans, qu'il avoit du temps de César.



le même que l'ancien esprit de commerce particulier à quelques Peuples. Celui-ci n'a servi qu'à précipiter les Nations de décadence en décadence, d'abîmes en abîmes, qu'à multiplier les révolutions désastreuses : ses bornes étroites ne lui ont pas permis de faire le bien : il ne s'est trouvé puissant que pour le mal. Celui-là au contraire, nullement renfermé dans de pareilles bornes, s'est trouvé tout-puissant pour le bien, & est devenu une vraie semence de félicité universelle.

Créateur d'une multitude de travaux divers, pere nourricier de Peuples nombreux, ennemi des guerres & des dissensions, il a déjà produit parmi la foule de Peuples qui le cultivent tout-à-la-fois, des avantages inouis, dont les anciens Peuples ont dû à peine concevoir la possibilité : il a ennobli l'égoïsme national, ce fléau de tous les siècles, lui donnant pour objet la prospérité réciproque des Nations; il a ramené les Souverains à leur destination primitive, rendant leurs intérêts inséparablement liés à l'intérêt de tous leurs sujets, leur rappelant qu'ils devoient à chacun d'eux, leur protection, leurs soins, la sollicitude, la tendresse d'un pere; il leur a inspiré le précieux amour de la paix, les a mis à portée d'en contracter une de perpétuelle, leur en faisant connoître les conditions essentielles, leur enjoignant d'en consacrer les premiers loisirs, à achever l'ouvrage de la prospérité nationale que les Princes actuels ont si heureusement commencé.

Fidèle à sa nouvelle destination, l'esprit de commerce a voulu encore que les Peuples qui jouiroient les premiers de ses faveurs, fissent, de proche en proche, participer à leur bonheur toutes les Na-

tions de l'Univers ; à cet effet, il leur a donné l'influence la plus profonde sur les quatre parties du Globe , les avertissant que l'Empire de bienfaisance , qu'il veut par leur ministère exercer sur tous les humains , aura infailliblement son effet , déplorant le sort des Peuples qui dédaigneroient une si glorieuse mission ; donnant pour gage assuré de ses effets à venir , la certitude , le détail des métamorphoses qu'il a déjà opérées dans les préjugés des hommes , le nouvel ordre des choses qu'il a substitué à l'ancien. Voilà comment l'esprit de commerce devenu le mobile universel , est devenu une vraie semence de prospérité universelle : voilà en deux mots les principales sortes de biens qui ont résulté pour le genre humain , de la découverte du Nouveau Monde. Voici les principaux moyens de rendre ces mêmes biens inaltérables & communs à tous les Peuples de l'Univers.

Tout se réduit, d'un côté, à donner aux Nations confédérées de bonnes loix, & de l'autre, à tellement combiner les articles de la Confédération Chrétienne, que ses membres puissent à jamais compter sur ses bienfaisantes influences, en même temps qu'ils y appelleront de proche en proche toutes les Nations de la terre.

CXXVII.  
Idée du  
Code con-  
venable au  
nouvel or-  
dre de cho-  
ses.

Quant aux loix, puisqu'elles sont destinées à conduire les hommes, il est clair qu'elles doivent être analogues à leurs besoins, à leurs occupations ordinaires. Donc des loix faites pour des Peuples pasteurs, ne seront pas propres à des Peuples chasseurs ou guerriers. Les loix de ces derniers ne seront pas non plus capables de diriger sagement des Peuples agricoles. Donc les Nations Chrétiennes

agricoles commerçantes doivent s'efforcer, non de débrouiller le chaos de leurs vieilles loix, mais plutôt de bien connoître leurs besoins actuels, les genres d'occupations nécessaires à leur nouvel état, & de s'imposer ensuite des loix analogues à ces données essentielles. Or tels sont à cet égard les principaux objets à remplir, les principaux moyens à employer : favoriser le commerce intérieur & extérieur, en gros comme en détail, en lui assurant le regne de la bonne foi, en lui procurant la liberté convenable, toute la sûreté, facilité & étendue possibles : faire briller l'agriculture, en ranimant la confiance, l'activité, l'industrie du Cultivateur : convertir en un véritable état, toutes les professions nécessaires dans le nouvel ordre de choses, soit par des réglemens, des loix générales, soit par des établissemens particuliers, enchaînés d'ailleurs à la nouvelle organisation des sociétés : faciliter le mariage par le bien-être des Peuples, par des secours assurés aux pauvres & nombreuses familles, par des prérogatives particulières aux gens mariés : combiner les subsides publics, de manière que, loin d'affoiblir les divers ressorts de la prospérité nationale, ils servent au contraire, à les raffermir, à les multiplier de plus en plus : attacher les hommes à leur patrie, en les intéressant à s'occuper de la chose publique, en leur procurant des moyens de vivre dans une honnête aisance, de s'attirer l'estime, l'affection de leurs Concitoyens : attacher les Peuples à la pratique des vertus sociales, soit par les faveurs, la considération accordées en toute rencontre aux gens vertueux, soit par une bonne instruction publique, multipliée autant que de besoin : rappeler sans cesse l'homme à sa sublime

destination, lui donner la plus grande idée de son espèce ; ici par le préambule des loix, là par le châtiment des coupables, ailleurs par la nature des charges & fonctions publiques ; par-tout, par les égards accordés aux titres d'Homme, de Citoyen, de Chrétien ; par-tout, par un culte épuré, rendu solennellement à l'Être suprême, de la part de tous les membres d'un Empire, de tous les habitants d'un canton : prévenir les mauvais effets du luxe, non par des loix somptuaires impraticables, mais par l'ensemble de la législation, en empêchant les grandes fortunes de tomber au hasard sur une seule & même tête, en les dirigeant vers l'utilité publique, en les subordonnant au regne des bonnes mœurs : prévenir les mauvais effets de l'intérêt personnel, en le faisant concourir avec l'intérêt général, en le mettant dans l'impuissance de triompher au milieu du vice, de l'injustice, de la scélératesse ; en lui donnant pour grande base, le sentier de la vertu : prévenir les funestes suites de l'inégalité d'industrie, de talens, de l'excessive inégalité des richesses, en établissant pour des besoins de leur nature intarissables, des ressources intarissables aussi, & sans cesse renaissantes. — En deux mots, diriger toutes les loix vers le même but, le bonheur de l'homme ; les appuyer toutes sur un fondement inébranlable, la nature des choses ; établir entr'elles une correspondance, une harmonie parfaite ; leur ménager, sur les actions humaines, un tel empire, qu'elles parviennent à épurer par degrés les cœurs pervers, & les accompagner alors d'une éducation fondée sur les mêmes principes, dirigée vers le même but : voilà un léger apperçu du code qui nous a paru convenable au nouvel ordre de choses ;

ode dont le détail donné ne sauroit d'ailleurs lui-même faire connoître exactement tous les avantages.

Je le suppose perfectionné par les lumières & les efforts réunis des Princes, des Savans, de tous les gens de bien, rendu vraiment analogue au nouvel ordre : n'est-il pas évident que le nouveau code, le nouvel ordre devront être l'un & l'autre également variables ou invariables ? Or la base du nouvel état des choses, c'est l'esprit de commerce devenu le mobile universel, mobile qui ne sauroit subir ou faire subir les mêmes révolutions qu'a fait subir jusqu'ici l'esprit de commerce, concentré successivement chez différens Peuples, soit parce que la puissance, les lumières, la multitude énorme des Nations actuellement commerçantes, & la pression inouïe qu'elles exercent déjà sur la surface du globe, les mettent à couvert au-dehors, soit parce qu'elles ne renonceront point d'elles-mêmes au commerce, reconnu pour le plus puissant ressort de leur prospérité ; soit parce que la bienfaisance éclairée des Souverains actuels mettra les Empires à couvert des décadences anciennes, rendra le nouvel ordre invariable par l'effet même du nouveau code auquel il aura servi de point d'appui. Ces considérations, ajoutons-en une autre aussi décisive, savoir, que les quantités variables dans le contenu du nouveau code & du traité de paix perpétuelle, fourniront les changemens relatifs aux besoins variables des Nations, même dans l'époque écoulée ou elles auroient chacune perfectionné toutes ses cultures, tous les arts d'industrie, (N<sup>o</sup> VII). Par conséquent le bien de l'humanité exige qu'on oblige, par un article du traité de paix perpé-

tuelle, à ne jamais déroger aux articles primordiaux & constitutifs de ce même traité, ou autrement dit de la Confédération Chrétienne, laquelle pourra être conçue à peu près en ces termes :

**CXXVIII.**

Projet de  
paix per-  
tuelle &  
Méthode  
de donner  
aux hom-  
mes des  
loix à ja-  
mais uni-  
verselle-  
ment res-  
pectables  
& respec-  
tées.

Les Etats-Chrétiens ci-nommés.... animés d'un desir égal de se préserver, pour toujours, des calamités de la guerre, & de se donner des loix vraiment analogues à leurs besoins, capables tout-à-la-fois d'augmenter de plus en plus le bien-être de chaque individu, la force, la prospérité nationale, la gloire du nom Chrétien, & d'opérer peu à peu le bonheur de tout le genre humain, se font obligés, chacun sous la garantie de tous les autres, à suivre & observer, en tout & par-tout, tous les articles de la présente Confédération dite

## CONFÉDÉRATION CHRÉTIENNE.

### ARTICLE PREMIER.

**N**UL Etat confédéré ne pourra porter les droits d'entrée ou de sortie, au-delà de 5 p.  $\frac{2}{10}$ . Les droits fixés seront entièrement les mêmes pour les Nationaux & pour les divers Etats confédérés ; de 5 en 5 ans, il en sera publié, dans le courant de Janvier, un rôle, qui aura cours dès le premier Janvier de l'année suivante. Les marchandises ou choses quelconques, non comprises dans ces rôles publics, ne paieront aucun droit ; chaque Gouvernement aura la liberté de défendre les importations & les exportations qu'il jugera à propos ; mais ces défenses, pour avoir force de loi, devront toutes,

l'exception de celles concernant les grains , se  
ouver à la suite des rôles de taux publiés ou con-  
ormés de 5 en 5 ans. Le seul privilege auquel les  
ationaux pourront prétendre exclusivement aux  
trangers , consistera à recevoir de leur Gouverne-  
ment des récompenses pour certaines importations  
ou exportations déterminées. Du reste , c'est sur les  
frontieres de chaque Empire que les divers droits  
l'entrée & de sortie seront tous perçus ; le pré-  
ent Article aura eu sa pleine & entiere exécution ,  
pour le plus tard , le premier Janvier 17... ou  
1800. (N<sup>os</sup> IX, XXVIII, LIV.)

A R T. I I.

Nul Gouvernement ne pourra percevoir sur les  
animaux sortant de sa domination , destinés à s'é-  
tablir ailleurs , au-delà du triple des droits annuels  
perçus par lui sur lesdits animaux ; pareillement  
pour ceux venant s'établir dans sa domination , il  
ne pourra percevoir au-delà du triple des droits  
imposés annuellement sur ces animaux par l'Etat  
d'où ils viennent ; le tout pour les jeunes comme  
pour les autres , de toute espece , de toute qualité  
& destination , sans qu'il soit jamais permis d'éta-  
blir aucune exception à cet égard. Le présent  
Article aura sa pleine & entiere exécution , pour  
le plus tard , le premier Janvier 17... ou 1800.  
(N<sup>os</sup> XXXVII, XL).

A R T. I I I.

Dans l'intérieur d'un Etat nulle marchandise  
ou chose quelconque , soit nationale , soit étran-

gere , ne sera désormais sujette à aucune visite , ni à aucun droit. Le présent article aura eu sa pleine & entiere execution , pour le plus tard , le premier Janvier 17... ou 1800. (Nos XXVI, XXXIII, XL, XLVIII).

#### A R T. I V,

Tous les effets passant d'un Etat dans un autre & déclarés sujets à la visite , à certains droits , le seront toujours indistinctement , sans que personne puisse alléguer aucune exemption , pas même les Souverains. Dans ces visites , il ne sera jamais permis de lire les manuscrits & autres écrits quelconques dont seront nantis les Voyageurs ou Passagers , quels qu'ils puissent être. Le présent Article aura eu sa pleine & entiere execution , pour le plus tard , le premier Janvier 17... ou 1800. (No LIV).

#### A R T. V.

Liberté entiere de commerce , tant sur terre que sur mer , lacs , canaux , rivières , & eaux quelconques , sans la moindre exception , dans les diverses dominations des Etats confédérés. (Deuxieme note du N° CXXIII ). On accorde aux Navigateurs la liberté de saluer ou de ne pas saluer , selon leur bon plaisir , soit les lieux de leur débarquement ou abordage , soit les pavillons d'aucune des Puissances maritimes ; substituant , à des cérémonies & dépenses inutiles , l'obliga-



tion sacrée de se secourir tous dans le besoin, sans égard à leur différence de pays, de nation Chrétienne ou in-Chrétienne, confédérée ou inconfédérée, avec toute la promptitude & humanité possibles, sous peine, pour les contrevenans, d'encourir l'indignation de leurs Gouvernemens respectifs, & d'en être punis selon l'exigence des cas. (N<sup>os</sup> IX, CXXIII).

A R T. V I.

Nulle Puissance confédérée ne pourra avoir ou conserver sur pied, au-delà du quart du nombre actuel de ses troupes de terre, si ce nombre excède 1,200; ni avoir au-delà de 400 vaisseaux de guerre, dont 200 d'au-dessous de 25 canons, 100 d'au-dessus de 50, & les 100 autres percés depuis 25 jusqu'à 50 inclusivement. Le présent Article aura eu sa pleine & entière exécution, pour le plus tard, le premier Janvier 17... ou 1800. (N<sup>os</sup> CXV, CXVI).

A R T. V I I.

Nul Etat confédéré ne souffrira désormais que dans l'étendue de sa domination, il soit vendu, acheté ou transporté aucun esclave, negre ou blanc, pour y vivre encore en esclave, sous quelque prétexte que ce puisse être. Les Propriétaires actuels des Negres seront invités par leurs Souverains respectifs, ou à leur donner la liberté, sous la simple redevance d'un travail libre, dont le produit partagé entre lesdits Propriétaires & leurs ouvriers negres, dans une proportion convenue,

ou enfin à se les attacher par leurs bons traitemens ; attendu que dès le premier Janvier de telle année , chaque esclave sera autorisé à se soustraire à l'esclavage de son maître. Chaque Etat confédéré est autorisé à introduire en Afrique la culture des cannes à sucre en la manière qu'il le jugera le plus à propos. (N° CXXIII).

### A R T. V I I I.

Tous les Etats in-Chrétiens , qui seront incorporés à la Confédération Chrétienne , s'obligeront à empêcher qu'aucun Chrétien confédéré ne soit désormais condamné à mort dans les Pays de leur domination , ni même puni autrement que conformément au Code criminel des Chrétiens. Tout coupable dûment condamné à des peines capitales (dans le sens de ce même Code) sera poursuivi dans toutes les possessions des Etats confédérés , soit Chrétiens , soit in-Chrétiens. Le présent Article aura eu sa pleine & entière exécution , pour le plus tard , le premier Janvier 17... ou 1800. N°s CXIII, XX, XCXVI, CIII).

### A R T. I X.

Nul membre des Nations Chrétiennes confédérées , ne sera désormais mis à mort , ni mutilé en aucune manière ; il ne sera plus permis d'infliger d'autres genres de punitions que ceux dont le Code criminel de la Confédération Chrétienne contient le détail , ni de priver de sa liberté un desdits membres , (soit national , soit étranger) que dans les

occasions permises par ce même Code. Le présent article aura eu sa pleine & entière exécution, pour plus tard, le premier Janvier 17... ou 1800. (N<sup>os</sup> XCVI, CXIII). (x).

### A R T. X.

Chaque Etat Chrétien confédéré aura soin d'établir avant le premier Janvier de telle année, des bureaux des ressources sociales, suivant le plan d'administration imprimé ci-après, & d'y faire participer non-seulement tous les membres des Nations Confédérées, mais encore tous les hommes qui se trouveront à même d'en profiter, de quelque pays & de quelque religion qu'ils puissent être. Lorsque des effets naufragés ou d'autres quelconques, ne trouveront point de maîtres, ils appartiendront à ces Bureaux de miséricorde. (N<sup>os</sup> XXI, XXIII).

### A R T. X I.

Chaque Etat Chrétien confédéré s'oblige à ne plus asséoir, dès le premier Janvier de telle année, d'autres impôts & droits que ceux qui se trouvent indiqués dans la législation financière imprimée ci-après, & à ne jamais porter les subsides appelés augmentables au-delà des bornes proposées (N<sup>os</sup> XXIV, XXVIII, XXXI, LV).

---

(x) On imprimera, à la suite de la Confédération Chrétienne, ce Code, ainsi que toutes les autres branches de la nouvelle Législation, qui auront été adoptées & perfectionnées par qui de droit.

## A R T. X I I.

Chaque Etat Chrétien confédéré fera adopter avant le premier Janvier de telle année, les nouvelles loix ci-jointes, tant sur les successions que sur les mariages & sur les matieres matrimoniales. Les étrangers confédérés jouiront à leur égard, des mêmes droits que les nationaux, à une seule différence près, c'est que l'héritage d'un étranger privé d'héritiers & mort sans tester, sera partagé également entre le Bureau dans le district duquel il sera mort, & entre le Bureau de son pays de domicile : d'autre part, après sept ans de résidence dans le territoire d'un Peuple, tout étranger non flétri, aura droit de demander des lettres de naturalisation, lesquelles ne pourront lui être refusées que sur des raisons péremptoires & publiquement alléguées. (N<sup>os</sup> XIV, XVIII).

## A R T. X I I I.

Dans les possessions de chaque Etat Chrétien confédéré, on rendra les Fabricans, les Commerçans en objets susceptibles de fraude, solidairement responsables. A cet effet, on formera des coteries ou garanties commerçantes-nationales, soumises aux réglemens proposés ci-après, au moyen desquels toute fraude véritable sera réparée, soit par les Négocians d'une place, les Commissionnaires de ceux-ci ou par les Fabricans, soit par leurs coteries respectives. En conséquence chaque Etat confédéré s'engage à faire tenir dans ses diverses douanes un rôle exact des importations & exportations jugées susceptibles de fraude, & à permettre de venir les consulter

consulter en cas d'accusation de fraude ou de prévarication à ce relative. *Seconde obligation contractée en faveur des garanties commerciales nationales* : si à la mort d'un membre de ces coteries , son héritage revient , soit en entier , soit en partie , à un ou à deux Bureaux des ressources sociales , ( d'après l'article précédent , ) d'abord le Bureau de son pays de domicile , participera seul à sa succession ; en second lieu , il n'aura que la moitié des biens quelconques , qui se trouveront alors dans le territoire national dudit domicile , & tout le reste de l'héritage , c'est-à-dire l'autre moitié desdits biens & de plus les créances , cargaisons & autres biens , se trouvant alors hors du même territoire national , seront acquis à la caisse de cautionnement de la coterie du mort ; ou s'il étoit de plusieurs coteries , partagés également entre les caisses de cautionnement de ces coteries. Le présent article , &c. ( N<sup>os</sup> XIX , XXX ).

A R T. X I V.

Chaque Etat Chrétien confédéré , s'oblige à consentir , à concourir , à la tenue d'un Concile oecuménique , destiné à donner à l'Eglise , avec l'assistance du Tout-Puissant , une paix aussi universelle , aussi immuable , que la Confédération Chrétienne. ( N<sup>os</sup> LXI , LXXXVIII ).

A R T. X V.

Lorsqu'il surviendra quelque différent touchant les limites des Etats confédérés , les Etats , à ce intéressés , nommeront des Commissaires revêtus de tous les pouvoirs nécessaires pour procurer à l'amiable un arrangement définitif ; & si un tel

arrangement ne se trouve point effectué trois ans après l'ouverture des négociations, lesdits Etats choisiront chacun parmi leurs co-alliés communs, le même nombre de médiateurs, à l'arbitrage desquels ils s'en rapporteront entièrement. De plus, afin d'extirper à jamais jusqu'aux moindres semences de discorde, on prendra toujours pour limites, ou des mers, ou des lacs, ou des rocs escarpés, ou des murailles, (construites même exprès), ou des rivières dont le lit actuel ne pourra être changé ou resserré qu'avec le concours des Puissances limitrophes. En cas d'agression de la part d'un Peuple inconfédéré, ou en cas d'infraction des articles du présent Traité, chaque Etat confédéré fournira, contre l'Agresseur ou contre l'Infracteur, le tiers de ses forces militaires ordinaires, tant de terre que de mer. (N° CXXIII).

## A R T. X V I.

Chaque Etat Chrétien confédéré, ou plusieurs d'entr'eux (jusqu'à la concurrence au plus du cinquième) à ce réunis, aura ou auront le droit d'incorporer à la Confédération Chrétienne toutes les Nations de l'Univers, soit Chrétiennes ou in-Chrétiennes, avec l'avantage pour l'Etat ou les Etats qui formeront ces incorporations, de pouvoir se réserver le privilège exclusif des nouvelles branches de commerce parmi les nouveaux Alliés, durant l'espace de sept ans, après lesquels tout deviendra, sur ce sujet, égal entre les divers Etats confédérés : & à condition, pour lesdits nouveaux Alliés, d'adopter, s'ils sont Chrétiens, tous les articles de la présente Confédération; & s'ils sont in-Chrétiens, au moins les huit premiers articles, permet-

tant de plus le libre exercice de la Religion Chrétienne dans toute l'étendue de leur domination. En conséquence de ce présent article, tous les Etats Chrétiens, alliés actuellement avec des Etats In-Chrétiens, seront tenus, dans l'espace de sept ans, ou de faire incorporer leursdits Alliés à la présente Confédération, ou d'en obtenir que tous les membres de la Confédération Chrétienne seront reçus sur le même pied qu'eux-mêmes; & dans quelque temps que s'opere cette réunion ou incorporation, les sept ans dont il s'agit, seront à dater d'aujourd'hui, (N. CXXIII).

A R T. X V I I.

Il sera permis par la suite, & sur-tout après la tenue du futur Concile, d'ajouter à la présente Confédération de nouveaux articles, du consentement de tous les Etats Chrétiens confédérés; bien entendu que ces articles ne dérogeront jamais aux précédens en aucune maniere, & qu'ils auront constamment pour objet la gloire du nom chrétien, la prospérité des Peuples confédérés, le bonheur de tout le genre humain (N. CXXVII)... *Signé...*

Je crois qu'il seroit à propos de faire précéder ce dernier article de quatre autres, dont deux publics; indiqués Nos XXX & CI: & les deux autres secrets jusqu'après la tenue du Concile, consistant à faire jouir les Chevaliers de l'Ordre Chrétien, des privilèges proposés (N. LXXIX) ou d'autres plus convenables, & à se conformer en tout aux décrets, aux réglemens, aux promesses renfermées dans la législation religieuse. Par ce moyen la réforme générale des Etats Chrétiens seroit plus as-

CXXIX.

Nouveaux articles à ajouter à la Confédération Chrétienne: Premières vues sur la facilité de la faire adopter même en entier.

surée, & entièrement mise à l'abri des variations si fréquentes dans le cabinet de la plupart des Cours Européennes.

A la simple lecture de ce projet de Confédération, on verra sans peine jusqu'à quel point elle faciliteroit aux Etats commerçans le moyen de se donner une législation analogue à leurs vrais besoins. Prévenus en faveur de leurs conducteurs actuels, les Peuples reconnoîtront aux premiers mots le langage de leur bienfaisance ordinaire. A mesure que le nouvel ordre de choses se développera à leurs yeux, leur étonnement, leur allégresse, leur ravissement admirable augmenteront à chaque instant. Frappés comme d'une lumière extraordinaire, comme du plus éblouissant, du plus agréable de tous les phénomènes, ils s'écrieront à l'envi : Oui, c'est ici l'Ouvrage du Tout-Puissant ; les Monarques vertueux qu'il nous avoit suscités dans sa miséricorde, viennent enfin de pousser leurs sublimes & bienfaisantes opérations au-dessus des forces humaines. Initiés sans doute dans les opérations merveilleuses du grand Être, ils ont imité sa sagesse, sa toute-puissance, donnant au monde moral des loix invariables, comme celles qui régissent le monde physique, ravissant à tous leurs successeurs le funeste pouvoir de faire du mal, pour ne leur laisser que le précieux pouvoir de faire du bien ; pouvoir heureux qu'ils ont su par leur travaux, par leur exemple, rendre en quelque sorte irrésistible à tous les cœurs. O Princes, Ministres, savans, & vous tous qui avez contribué à la découverte, au perfectionnement de ce grand œuvre, destiné à faire le bonheur de toutes les générations à venir, soyez à jamais bénis au-dessus de tous les hommes ! que vos glorieux noms passent de bouche



en bouche , de bénédiction en bénédiction jusqu'à la postérité la plus reculée ! Gravés profondément dans nos cœurs , nous les répéterons le reste de nos jours , & toujours avec un nouveau plaisir , à nos fils , à nos petits-fils , à tous nos rejettons , leur faisant admirer sur la toile , sur le marbre , sur les matieres les plus précieuses , comme sur les plus communes , l'image agréable , les traits augustes , la noble physionomie des mortels fortunés , qui ont su jouir du bonheur le plus pur , le plus durable , en plaçant leur bonheur dans celui qu'ils ont procuré ou préparé à tout le genre humain. =

Ainsi donc la Confédération Chrétienne doit d'abord être signée , ratifiée , répandue dans le Public , ou aussi abrégée qu'on vient de la voir , ou accompagnée d'une , de plusieurs , ou même de toutes les branches de la nouvelle législation. Après cette première & majestueuse démarche , il s'agira de mettre à exécution les divers articles dont elle est composée ; ce qui ne sauroit se faire tout à coup , ni peut-être d'après une méthode uniforme , vu la diversité de génie des Nations , & la diverse forme de leurs Gouvernemens , la différente position de leurs affaires. Néanmoins je pense qu'en général il faudra commencer par la création & des Bureaux des ressources sociales & du nouvel Ordre de Chevalerie nationale. Ensuite viendra la législation civile , la nouvelle constitution militaire . . . . Les Législations commerciale & financière ne devront marcher qu'après les préliminaires convenables , durant lesquels il seroit à désirer que le Concile Œcuménique pût avoir lieu ; alors le monde chrétien pourroit recevoir à peu près dans le même temps , & avec un concert prémédité , les diverses

législations commerciale , financière , politique , religieuse , criminelle..... (N<sup>o</sup> CXXXVI).

CXXX.  
Horsd'œuvre ou innovations constitutionnelles relatives aux subsides publics,

Arrêtons-nous un moment sur la législation financière , ou système de subside publics , pour tâcher d'éclaircir une difficulté que nous avons omise ailleurs à dessein. Il s'agit de savoir comment des Gouvernemens confédératifs , c'est-à-dire , des Nations composées de plusieurs Etats , Cantons ou Provinces unies , jouissant chacune du pouvoir législatif , pourront s'en approprier les divers avantages , sur-tout relativement au thermometre politique & à l'uniformité des impositions nationales. ( N<sup>o</sup> LIV... ) -- D'après le titre de cet Ouvrage , la nouvelle législation doit être susceptible de s'adapter aux diverses formes de Gouvernement des Etats Chrétiens. En conséquence , loin de proposer de les ramener tous à la même forme , comme à la plus parfaite , feignant même d'ignorer les différences qui se trouvent entre les Gouvernemens confédératifs actuels , je vais me borner à partir de leurs besoins communs , pour tâcher de parvenir à un point fixe , dont ils s'approcheront ensuite du plus au moins , à volonté.

Dans ces sortes de Gouvernemens , les Représentans de la Nation ont droit d'envoyer des Consuls , des Ambassadeurs , de faire , d'ordonner des dépenses publiques ; donc il faut qu'ils puissent disposer annuellement de certains revenus. D'un côté , le bien de la Nation , l'union qui lui est nécessaire , exigent que les impositions ne soient pas plus fortes pour un Etat que pour les autres ; que chacun d'eux fournisse aux dépenses publiques nationales une cote-part exactement proportionnée à ses

moyens. Cependant, que deviendra le pouvoir législatif de chaque Etat, que deviendra la sûreté de la Nation, si, pour établir cette uniformité, les Représentans ont le droit de lever des subsides? Comment donc concilier toutes ces especes de contradictions?

• Au moyen de quelques légers changemens, propres seulement à donner aux Gouvernemens dont il s'agit un degré de perfection inconnu dans tous les siècles. On a vu que nos subsides se divisoient en inaugmentables & en variables - augmentables. Or, la Nation s'étant obligée par le onzième article de la Confédération Chrétienne à ne plus en employer d'autres, il sera convenu en outre;

Premièrement, que les subsides inaugmentables, (y non compris les droits d'entrée & de sortie qui seroient sujets à de trop fréquentes variations), seront assis indistinctement dans chaque Etat particulier, lequel donnera annuellement aux Représentans de la Nation la même partie aliquote de leur produit.

Secondement, que cette partie aliquote ne pourra être changée que de vingt-cinq en vingt-cinq ans, & du consentement de chaque Etat uni.

Troisièmement, que tous les autres impôts ou droits seront réglés, dans le besoin, par les Représentans de la Nation, & levés ensuite par chaque Etat particulier, qui en disposera seul suivant l'étendue de ses pouvoirs, sans que lesdits Représentans aient jamais droit d'en rien demander.

Pour faciliter & assurer l'exécution de ces trois réglemens, il en sera formé un quatrième, portant que ces divers subsides seront levés, à peu près, d'après la méthode indiquée dans la législation poli-

tique, N<sup>o</sup> LIII. Par ce moyen les Députés de chaque Etat en porteront ou présenteront les tableaux financiers à l'assemblée nationale, qui agira ainsi avec connoissance de cause, sans aucune vue d'intérêt particulier; poussée par la seule ambition de contribuer à la prospérité nationale, sans craindre d'inspirer de la défiance, ni d'avoir à appaiser tour à tour le mécontentement de chaque Corps législatif.

*Cinquieme règlement.* Chaque Corps législatif décidera des exceptions d'impôts nécessaires pour encourager certaines cultures, certains défrichemens; à condition qu'il prendra en même temps dans ses revenus ordinaires de quoi remplacer le vuide opéré dans sa cote-part par les faveurs passagères dont il s'agit. Si les impôts inaugmentables ne suffisent pas (accordés même en entier) pour subvenir aux besoins nationaux; on pourra régler en outre que tous les Etats emploieront annuellement la même partie aliquote de leurs revenus, en telles & telles dépenses publiques nationales, par exemple, en forces militaires, en vaisseaux de guerre, . . . .

Je ne fais si je me trompe; mais il me semble que les avantages attachés à cette innovation constitutionnelle devroient porter tous les Gouvernemens Républicains à se l'adapter aussi, autant que de besoin. A cet égard le Lecteur n'aura qu'à appliquer aux Comtés, Palatinats, &c. des Pays Républicains, ce que nous venons de proposer par rapport aux Etats des Pays confédératifs.

Les Gouvernemens monarchiques (Pays d'Etat) pourront aisément participer aux avantages en question, au moyen d'un changement utile sous

Plusieurs autres rapports. Chaque Cercle, Province, Gouvernement, &c. renoncera au droit de se fixer à grands frais pour faire un soi-disant don gratuit inévitable. Il accordera pour toujours le produit de ses taxes inaugmentables, ou seulement une partie aliquote déterminée; en revanche le Gouvernement abandonnera à chaque Province le produit des autres taxes, à condition que chacune d'entr'elles en emploiera annuellement une telle partie aliquote en dépenses publiques, approuvées par le Corps des Ingénieurs; qu'elle pourvoira à la construction & à l'entretien des édifices publics nécessaires; qu'elle fournira les émolumens de telle & telle sorte de ses Officiers publics, comme Officiers de santé, de justice, &c. En outre, de 5 en 5 ans, avant la révision des droits d'entrée & de sortie, il y aura une assemblée nationale, composée de quelques Députés de chaque Province, & dans laquelle on réglera, à la pluralité des suffrages, lesdits droits, & de plus les divers impôts augmentables. . . . . Durant l'intervalle d'une assemblée à l'autre, le Gouvernement fera, dans les impositions variables, les changemens jugés nécessaires, d'après les tableaux financiers qu'il recevra annuellement de chaque Cercle ou Province.

Il me semble que l'intérêt du Corps social indiqueroit encore aux Etats confédérés un nouvel article (relativement aux dernières innovations) : ce seroit de s'obliger à suivre chacun l'une des trois réformes proposées. Mais je n'oserois insister là-dessus; peut-être seroit-il à peine possible, dans le temps présent, de statuer que les Gouvernemens qui adopteront l'une de ces réformes, auront le droit de fixer les subsides inaugmentables à un

taux plus fort, par exemple, au neuvième, au huitième, ou même au septième, &c. (y) Qui fait jusqu'à quel point les Souverains actuels peuvent imiter le pouvoir bienfaisant de l'Être suprême, par quelle multitude de prodiges ils peuvent mériter que la génération présente & toutes les générations à venir les mettent au-dessus des Princes déifiés par l'antiquité ? . . . Quoi qu'il en arrive à cet égard, ainsi qu'au sujet de tout cet Ecrit, je me croirai toujours justifié devant Dieu & devant les hommes ; car ce n'est point la fureur d'écrire ou de dire des nouveautés, qui m'a fait prendre la plume, mais la seule espérance de dire des choses utiles à mes semblables, de contribuer, selon mon foible pouvoir, au bonheur des hommes. Je le fais, malgré mes bonnes intentions, malgré ma défiance continuelle sur mes foibles lumières, les illusions de l'amour propre peuvent m'avoir précipité dans l'erreur. Aussi suis-je disposé à revenir sur mes pas, à examiner, à fonder de nouveau les fondemens du superbe édifice dont j'ai

---

(y) Si la dîme publique proposée ailleurs ne suffit point, & qu'on veuille prendre une partie aliquote plus forte, je crois qu'il sera à propos d'en choisir une de remarquable, même par son nom ; la septième, par exemple, qu'on appellera le *septième national*, donnant au dimanche le nom de *septième religieux* ; alors, on pourra dire : le septième religieux est le septième jour de la semaine, ou la septième partie du temps consacrée au culte du Seigneur ; & le septième national, est la septième partie des récoltes annuelles, consacrée aux dépenses nationales. Il est inutile d'ajouter que, dans ce cas, l'impôt de denrées & celui d'argent seront l'un & l'autre fixés au septième du lieu du dixième pris pour exemple, & celui des forêts au quinzième ou même au dixième. . . .

J'ayé d'esquiffer le plan. Puisse donc tout Lecteur, ami de l'humanité, sensible à la sincérité de mes protestations, relire cet Ecrit dans la seule vue du bien des hommes, l'honorer d'une critique raisonnée, ou me communiquer au moins les observations, les difficultés, les nouvelles vues, qu'une lecture réfléchie & approfondie lui fera constamment regarder, comme capables de contribuer au perfectionnement d'un Ouvrage, évidemment consacré au bonheur du genre humain. Du reste, si cet Ouvrage est tel que je l'ai conçu, si le nouveau système de confédération est réellement calqué sur le nouvel ordre de choses, réellement fondé sur les besoins actuels des Nations chrétiennes commerçantes, il est clair qu'il doit fournir une réponse satisfaisante aux diverses questions proposées journellement, touchant la manière de pourvoir à ces mêmes besoins. C'est l'épreuve salutaire qu'il nous reste à lui faire subir pour nous rassurer sur sa solidité ou pour en reconnoître l'illusion, & pour le rendre ainsi de plus en plus, moins indigne du mûr examen que nous venons de solliciter avec instance.

— On peut regarder les questions dont ils s'agit, comme les branches principales de notre arbre politique, branches dont nous avons, à la vérité, fait entrevoir la naissance, en composant le tronc commun d'où elles partent; mais branches qu'il est important d'étudier chacune en particulier, pour se former une idée distincte & de leur nombre, & de leur forme, & de leur disposition, & du contour majestueux qu'elles offrent par leur ensemble, & des fruits délicieux que leur force, leur qualité, leur sage ordonnance donnent lieu d'en espérer; mais parlons sans figure. Or d'abord, ces questions ayant été formées par des Patriotes éclairés, par des

Ministres citoyens, par les savans les plus distingués, par ces célèbres compagnies chez qui se trouve le trésor des sciences les plus précieuses, sur qui repose le flambeau destiné à éclairer l'Univers, les besoins qu'elles indiquent, ne sauroient être regardés comme chimériques, ni par conséquent ceux auxquels nous avons cherché à subvenir, puisqu'ils sont les mêmes que ces premiers. D'un autre côté, en présentant notre système sous tout autant de points de vue divers, que nous avons trouvé de questions principales à examiner, nous fournirons au Lecteur tout autant d'occasions, pour ainsi dire, inmanquables de découvrir l'insuffisance, l'incohérence de nos moyens, ou de reconnoître leur solidité particulière, leur vertu, leur dépendance & enchaînement réciproques. Ainsi donc, d'une part, cette épreuve achevera de prouver que les besoins sociaux dont nous nous sommes occupés, ne sont point des êtres d'imagination; &, de l'autre, elle mettra à même de prononcer sur la qualité des moyens proposés pour y subvenir.

C'est ainsi qu'après avoir tâché de découvrir dans notre première réponse académique & le précieux germe de félicité universelle, déposé dans les deux hémisphères par la découverte du Nouveau Monde, & les moyens d'en hâter le développement, d'en rendre les fruits inaltérables, communs, peu à peu, à tous les Peuples de l'Univers, nous allons chercher à découvrir dans les autres réponses, des voies propres à assurer nos premières découvertes, ou à en faire appercevoir le vuide. Que si, après cette dernière tentative, notre façon de voir n'est pas plus digne de l'approbation publique, du moins la bonne foi avec laquelle nous aurons embrassé dans nos recherches les objets les



us intéressans dont puisse s'occuper l'esprit humain, nous donne lieu d'espérer que cet Ecrit sera seulement condamné à l'oubli, sans attirer à son auteur des reproches injustes & amers, capables eut-être de décourager des Ecrivains d'un génie si vaste, assez profond, pour enfanter & produire au milieu des Nations quelque chef-d'œuvre enchanteur, capable enfin de les rallier à jamais sous des étendards bienfaisans de la justice & de la paix.

Avant de passer à l'épreuve annoncée, il est bon d'avertir que nous désignerons souvent notre première réponse académique, sous le titre de *Commerce illustré*, & que nous éviterons avec soin les répétitions censées inutiles; nous efforçant plutôt de rapprocher les objets, que l'ordre des matières, forcé de disperser dans différens endroits, malgré leurs rapports intimes, & d'éclaircir ceux à qui la marche du discours, la liaison des idées, n'ont point encore permis de donner les développemens nécessaires.



---

## TROISIEME PARTIE ET RÉCAPITULATION

### *De notre Réponse fondamentale.*

---

Numéros.

Pages.

CXXIII.	<b>D</b> ISPOSITIONS pacifiques des Peuples confédérés, pour procurer à leur commerce extérieur, la plus grande sûreté & la plus grande étendue possibles, . . . . .	168
CXXIV.	Opérations propres à faire atteindre ce but. Sources de bonheur procurées en même temps à une multitude de Nations, . . .	174
CXXV.	C'est aux Académies qu'est réservée la gloire d'accélérer & de consolider à jamais le véritable âge d'or de tous les Peuples de l'Univers, . . . . .	175
	<b>RÉCAPITULATION,</b> . . . . .	184
CXXVI.	Tableau des premières vérités à méditer, par les Législateurs modernes, . . . . .	Idem
CXXVII.	Idée du Code convenable au nouvel ordre de choses, . . . . .	186
CXXVIII.	Projet de paix perpétuelle, & Méthode de donner aux hommes des lois à jamais universellement respectables & respectées, . . .	190
CXXIX.	Nouveaux articles à ajouter à la Confédération Chrétienne. Premières vues, sur la facilité de la faire adopter même en entier, . . .	199
CXXX.	Hors d'œuvre ou innovations constitutionnelles, relatives aux subsides publics, . . . . .	202



---

## QUATRIEME PARTIE.

---

### RÉPONSES ACADÉMIQUES,

*FOURNIES par la précédente, & propres à ne former avec elle qu'un seul & même tout, quoique faisant chacune un tout distinct.*

---

« Il ne s'agit point de traiter séparément chaque ulcère qui vient sur le corps d'un malade, mais d'épurer la masse du sang qui les produit tous ».

---

---

### PREMIERE RÉPONSE,

*Pour L'ACADÉMIE DE METZ, touchant la Question suivante :*

Quelle est l'origine de l'opinion qui étend, sur tous les individus d'une même famille, une partie de la honte attachée aux peines infamantes que subit un coupable ? Si cette opinion est plus nuisible qu'utile ; & dans le cas où l'on se décideroit pour l'affirmative, quels seroient les moyens de parer aux inconvéniens qui en résultent ?

CE que nous avons dit au N<sup>o</sup> XV, paroît indiquer suffisamment l'origine de la législation crimi-

nelle , & nommément de l'opinion qui étend sur tous les individus d'une même famille une partie de la honte attachée aux peines infamantes que subit un coupable. Cette opinion rapprochée des temps qui l'ont vue naître , n'offre ni injustice , ni absurdité. Si elle est devenue en partie nuisible , c'est parce qu'on l'a conservée en entier , quoique tout ait changé autour d'elle , quoique les motifs d'utilité publique , qui l'avoient dictée , aient depuis mille fois averti , qu'il falloit la modifier considérablement , lui donner des limites dont elle n'avoit nullement besoin lors de son origine. Cette opinion étoit d'abord fondée , selon nous , sur cette grande règle , que ceux-là doivent être intéressés à prévenir , à empêcher le crime , qui sont à portée de le prévenir , de l'empêcher. Au lieu de raisonner conséquemment à ce principe , quelques Peuples ont dit : Les fautes sont personnelles , donc la punition d'un coupable ne répandra plus parmi nous aucune note d'infamie sur personne autre que sur le coupable. D'autres Peuples ont laissé subsister l'opinion dont il s'agit dans sa primitive extension , soit parce qu'il y avoit des inconvéniens à la détruire tout-à-fait , soit parce qu'il est plus facile de laisser subsister les abus , que de les réformer avec sagesse , ou , enfin , parce qu'étant établie avant eux , elle devoit , selon leur belle façon de voir , durer plus long-temps qu'eux-mêmes.

Dans notre système de législation , on trouvera mise en pratique la règle fondamentale de nos peres , ou , si l'on aime mieux , de toute bonne loi à ce sujet , savoir , que le bien public exige qu'on intéresse à prévenir les délits , les personnes qui sont censées à portée de les prévenir. Les proches  
parents

parens (Nos XIX, CI), s'y trouvent d'abord intéressés à ce seul titre & sans les abus ordinaires ; ensuite les chefs de famille, les maîtres de profession, les directeurs d'ateliers, &c. étant plus ou moins à portée de prévenir les délits de leurs subordonnés, sont, par les dispositions proposées, Numéros XCI-XCV, plus ou moins intéressés à les prévenir. Quand délit le est une fois commis, il est du bien public sans doute d'en découvrir, d'en réprimer les auteurs ; donc la loi doit faire en sorte que ceux qui sont à portée de connoître le coupable, de remarquer les traces du délit, soient aussi intéressés à en agir de la sorte ; de-là les loix portées aux Numéros C, CII, CVIII & CXII. — En poursuivant le crime jusqu'aux derniers retranchemens, il faut ménager en même temps à l'innocence des moyens de se garantir ou de se purger d'une fausse accusation. Aussi est-ce là un des buts les plus importants qui se trouvent remplis, & par les nouveaux tribunaux criminels, & par la nouvelle procédure criminelle, & par le nouvel usage des preuves judiciaires, ou pour mieux dire en un seul mot, par l'ensemble de notre législation criminelle. Voilà à peu près la manière dont est traitée & envisagée dans cet Ecrit l'importante question proposée par l'Académie de Mets, de la part d'un généreux citoyen. Cette question peut-elle être considérée sous des points de vue plus sûrs, plus avantageux au Public, plus dignes de figurer dans l'édifice d'un Code vraiment approprié à l'état actuel des peuples commerçans ? C'est ce que je desire de tout mon cœur avec tous les vrais citoyens, & ce qui, j'espère, sera enfin décidé en dernier ressort par la savante Compagnie justement choisie pour Juge en cette matière.

---

DEUXIEME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE LIÈGE,  
*Concernant les Moyens d'extirper la mendicité  
de la Ville & du pays de Liège.*

**L**E commerce illustré contient une méthode infailible d'extirper radicalement la mendicité, de quelqu'Etat que ce puisse être. C'est en vain que pour éliminer ce fléau d'un pays particulier, on se consumerait à chercher des moyens particuliers & locaux; car en dernière analyse, de tels moyens consisteront toujours en quelques manufactures, en quelques ateliers, en quelques genres d'occupation propres à certains climats, ressources qui se trouvent du plus au moins, dans chaque Etat; elles sont, à la bonne heure, indispensables, & il seroit criminel de n'en pas tirer tout le parti possible. Mais les avoir découvertes, les avoir proposées & même mises en usage, c'est avoir à peine commencé la grande opération dont il s'agit; son heureux succès exige d'autres conditions, toutes également plus essentielles; il faut que les ressources en question, ne soient nulle part, ni trop abondantes, ni trop exigües, qu'elles ne puissent jamais être employées contre leur vraie destination; qu'elles soient partout accompagnées des autres secours convenables. Ainsi, supposé les genres d'occupation exactement proportionnés aux besoins en travail, il faudra d'abord un plan de règlement pour maintenir cette

sage & exacte proportion , pour empêcher l'ouvrier à l'aïse de manger le pain de l'indigent , pour remplacer , par de nouveaux ateliers , ceux que la concurrence des Etrangers ou des causes locales , pourront un jour faire abandonner.

En second lieu , il faudra attirer à l'ouvrage , les pauvres en état de travailler. Pour cet effet , il ne suffit pas de dire , *voici du travail & du pain*. L'empire de l'habitude , des préjugés sur la plupart des hommes , ne permet point de se borner à de tels moyens ; il faut en même-temps ôter toute ressource à la fainéantise , assurer un fort avantageux à tout homme menant une vie laborieuse , ennoblir tous les genres de travaux utiles , en inspirer le goût dans toutes les occasions , convertir en un véritable état , toutes les professions ordinaires dans l'ordre actuel des choses. Opérez tous ces prodiges , & tenez-vous-en là ; vous n'aurez pas éteint pour long-temps la mendicité.

Les funestes causes qui la produisent , étant en partie indestructibles , sans cesse renaissantes de leurs propres cendres , il faut aussi que les moyens de la détruire soient perpétuels par leur nature , propres à renaître de leurs propres cendres. -- Ces moyens & autres quelconques , doivent ( avant comme après tout ) être soumis à une forme d'administration qui empêche à jamais de les dissiper ou de les détourner à d'autres usages ; il faut encore que d'après cette même forme d'administration , les pauvres hors d'état de travailler , ceux qui par un travail assidu ne peuvent gagner de quoi s'entretenir , eux & leur infortunée famille , reçoivent la juste mesure des secours pécuniaires ou équivalens , qui leur sont nécessaires. -- Or , quelque exorbitans , quelque introuvables que paroissent tous ces

divers moyens, il n'en est pas moins certain, selon nous, qu'ils sont indispensables, que notre première Réponse les renferme dans leur totalité; & que pour plus grande efficace ils se trouvent tous liés avec la nouvelle organisation des sociétés. Pour s'en convaincre, il suffira de relire avec quelque attention, l'ouvrage cité, & nommément les premier, deuxième, sixième & septième Moyens. Le seul avantage que la ville & le pays de Liège possède, peut-être en particulier, ou plutôt partage à cet égard, seulement avec quelques autres Etats, c'est de pouvoir, tout-à-coup, former des fonds pour les Bureaux des ressources sociales, en adoptant & réalisant les vues proposées au N° CXXXII, troisième alinéa. Puisse-t-elle avoir le glorieux courage, & de donner la première cet exemple instructif, & de l'accompagner au plutôt, de toutes les réformes nécessaires pour extirper radicalement la mendicité, cette funeste école de vices, de crimes, de brigandages de toute espèce!



---

TROISIÈME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE CHALONS,  
TOUCHANT LA QUESTION SUIVANTE :

*Quels seroient les Moyens d'améliorer en France la condition des Laboureurs , des Journaliers & hommes de peine vivant dans les campagnes , & celle de leurs femmes & de leurs enfans ?*

**A**VANT de chercher ces moyens , il est nécessaire de nous former une idée du degré d'amélioration qu'ils doivent procurer. Or pour entrer tout de suite en matière , nous commencerons par répéter deux vérités incontestables , savoir ; que tout homme qui travaille ou est disposé à travailler , doit toujours trouver moyen de gagner sa subsistance , & que personne en état de travailler ne peut avoir droit au patrimoine des pauvres autrement que par son travail ; d'où il suit que le degré d'amélioration demandé , consiste d'abord à faire en sorte que tous les vrais pauvres reçoivent désormais un juste soulagement à leurs besoins de toute espece ; & en second lieu , à tellement combiner les nouvelles ressources , qu'on ne puisse y avoir part , qu'en tant qu'on menera une vie laborieuse , ou lorsque des maladies , des événemens malheureux quelconques , y donneront un droit particulier ; droit déterminé alors dans sa durée , par les mêmes malheurs qui l'ont fait naître. C'est-

là, si je ne me trompe, le moindre degré d'amélioration qu'on puisse avoir en vue de procurer, puisqu'il se réduit à soustraire les Journaliers & autres pauvres dénommés, à une véritable indigence. La question proposée suppose, je crois, le dessein d'améliorer leur sort, au point de leur procurer cette médiocre aisance, source féconde de la population, de la force, de la gloire, de la prospérité des Empires. Quelqu'intéressant que soit ce dernier objet, on ne peut l'atteindre avec succès, qu'en remplissant au préalable, le premier; & celui-ci ne peut lui-même à son tour, être rempli, sans conduire peu à peu jusqu'à l'autre. Ainsi le degré d'amélioration demandé consiste, d'une part, à empêcher l'indigence d'empoisonner la condition des Laboureurs, des Journaliers & hommes de peine vivant dans les campagnes, & celles de leurs femmes & de leurs enfans; & de l'autre, il consiste à rendre au contraire cette condition agréable par elle-même, ou du moins infailliblement supportable à tous égards.

D'après ce premier aperçu, on conçoit que les moyens demandés, ne se réduisent pas, par exemple, à régler le salaire des Ouvriers sur la valeur annuelle des grains, à réserver quelques manufactures pour y occuper exclusivement, les femmes & les enfans de la campagne, à ordonner que le même propriétaire ne pourra confier à un seul Fermier; au-delà d'un certain nombre d'arpens de terre à labour. Pour produire ici une amélioration convenable & de durée, il faut employer des mobiles plus puissans, des influences plus fécondes; il faut remonter à la source des misères qui rendent si généralement affreuse la condition des Laboureurs, & la tarir aussi effica-

cement qu'il soit possible. Semblables, pour ainsi parler, à ces sages propriétaires, qui, par des couches de pierres placées à propos, savent mettre leurs terres à couvert de ces eaux meurtrières dont la cause se renouvelle à différentes saisons, il faut que nos moyens puissent, dans toutes les saisons, dans tous les lieux, & dans la suite des siècles, extirper continuellement les causes sans cesse renaissantes de la détresse, de l'indigence & du désespoir; leur énergie doit être telle que nul homme n'ait désormais, un sort pire que celui des animaux domestiques, & que l'état social devienne vraiment avantageux à tous ses membres.

D'un autre côté, en améliorant la condition des hommes de peine vivant dans les campagnes, nous devons tendre en même temps une main secourable à tous les indigens de l'Empire. Les malheureux vivant dans les villes & dans la campagne, sont également enfans de l'Etat, ont le même droit aux ressources sociales. Elever un mur de séparation entre ces deux classes d'infortunés, ce seroit nous exposer à rendre inutiles tous nos travaux; ce seroit bâtir sur le sable, nous appuyer sur des chimères, supposant le Peuple des villes heureux ou incapable de porter la contagion hors de ses murs. Le Patriote qui a fait proposer la question importante dont il s'agit, ne sauroit désapprouver que la réponse qu'on lui fera, remplisse deux fins également dignes de son noble amour de l'humanité. Reste donc seulement à indiquer comment ce double objet, démontré d'ailleurs inséparable, se trouve rempli dans le commerce illustré.

Une simple lecture a dû suffire pour convaincre que toutes les branches de la nouvelle législation, concouroient, & à prévenir, à extirper l'indi-

gence , & à produire la médiocre aisance , qui forme plus particulièrement le sujet de cette réponse. Ici ce sont des ressources à jamais intarissables , pour secourir sans abus , tous les vrais pauvres.... Là , tout inspire le goût & l'amour du travail , tout en ennoblit la pratique..... Ailleurs la sous-division des héritages est à jamais encouragée & quelquefois même nécessitée..... Dans d'autres endroits , le Laboureur , le Journalier , tous les Ouvriers , sont assurés de recueillir le juste fruit de leurs labeurs , de leur conduite laborieuse , de leurs actions vertueuses..... Par-tout , les divers genres d'occupation sont plus à portée des enfans , des vieillards , de ceux en un mot , qui ont le plus de peine à s'en procurer.... Par-tout , les droits du pauvre sont aussi solidement assurés que ceux du riche..... Par-tout l'état social se trouve rendu avantageux au moindre individu de l'espèce humaine. Ainsi donc le commerce illustré contient des moyens efficaces d'améliorer la condition des Laboureurs , des Journaliers & hommes de peine , vivant dans les campagnes , & celle de leurs femmes & de leurs enfans.



---

QUATRIÈME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE CHALONS,  
TOUCHANT LA QUESTION SUIVANTE :

*Quels seroient les Moyens de faciliter & d'encourager les mariages en France, conciliés avec le respect dû à la Religion & aux mœurs publiques?*

**D'**ABORD que ces moyens doivent être conciliés avec le respect dû à la Religion & aux mœurs publiques, c'est-là une condition évidemment essentielle à toute sage réforme, condition que l'Auteur du Commerce illustré s'est perpétuellement étudié à remplir dans la moindre des innovations proposées. Ainsi tout se réduit à faire observer que cet Ouvrage renferme les vrais (& peut-être les seuls) moyens de faciliter & d'encourager les mariages, non-seulement en France, mais encore dans tous les Pays où ce besoin social se fait sentir. En effet, les moyens en question, les remèdes demandés, seront plus ou moins efficaces, à proportion qu'ils seront plus ou moins analogues aux maux à guérir; ainsi la seule voie d'en découvrir de bons, de trouver même les meilleurs, ou, si vous voulez, les moins imparfaits, qu'il soit possible à la foiblesse humaine de se procurer, cette voie consiste d'abord à démêler, à étudier, à approfondir la cause ou les causes du mal, & ensuite à détruire, à extirper avec prudence ces funestes cau-

ses . . . . Bref , à guérir radicalement le corps malade , & à finir par lui donner un régime propre à le préserver de toute funeste rechûte.

Or , quels sont les perfides ressorts qui empêchent ou qui détruisent les heureux fruits de cette puissante force d'attraction , destinée par l'Auteur de toutes choses à perpétuer l'espece humaine ? — Ces ressorts variés à l'infini , reconnoissent presque tous la même cause , l'excessive inégalité des richesses ; & telle est à peu près la maniere dont , en s'éloignant par degrés de leur origine commune , ils compriment , ils flétrissent successivement les plantes les plus fécondes. D'abord l'opulent multiplie peu , parce qu'il craint de trop morceler sa succession ; ou si les puissans attrait de la nature l'emportent quelquefois sur cette coupable & orgueilleuse prévoyance , son crédit lui ouvre bien vite une autre voie aussi criminelle , en lui obtenant le barbare droit de laisser toute sa dépouille à un seul de ses enfans. Dans ce cruel ordre des choses , les enfans condamnés au célibat , cherchent tôt ou tard à s'en dédommager ; . . . la force du tempérament leur fait enfin franchir les bornes de la pudeur . . . . Peu à peu le libertinage le plus effréné devient leur élément . . . . Les peres qui multiplient peu , ont commencé ou finissent la plupart par mener le même infâme genre de vie . . . . Les opulens ont donc déjà de toute part formé des victimes de leur séduction , de leur dépravation , & ils n'en font que plus honorés , que plus constitués en dignité , parce qu'ils en sont demeurés plus opulens : dès-lors , le riche , cherchant aussi à devenir , à paroître opulent , se livre à son tour à la même corruption. L'opulence , qui veut toujours se distinguer , invente des fantaisies de luxe ; le riche se fait un devoir de les adop-

Chaque jour l'opulent en imagine de nouvelles. entôt les dépenses usitées pour la simple parure une femme, deviennent exorbitantes. On ne se arie plus, parce qu'on n'est pas assez riche pour urnir aux dépenses d'une chère moitié. Qu'en sulte-t-il ? Ici l'on voit des milliers de concubines, us le titre de ménagères, de gouvernantes... là compte les personnes du sexe entretenues par s gens du bon ton, ... Peu à peu l'exemple des ands du siècle & des riches, l'effronterie des vieil- s coquettes rejetées de leurs premiers adorateurs, endent le libertinage aussi commun parmi le peu- le des Villes, que parmi les notables de toute es- ece... — A la fin l'impudicité marchant tête levée, épand ses cruels ravages sans exception de rang, 'état, de condition ; & alors change rapidement la roportion des enfans naturels aux enfans légitimes, (note du N<sup>o</sup> CXXXIV). Ces premiers devien- ent le quart, le tiers des enfans nés durant le ours de l'année ; & c'est à cette époque détestable, ue les infortunés fruits de la corruption des Villes, allant sucer le lait des bonnes campagnardes, fa- miliarisent bientôt tout le monde avec un vice qu'on ne connoissoit d'abord que de nom, dont e premier exemple avoit inspiré de l'horreur ; mais ui, par un effet immanquable du cours des choses & des affections humaines, ne sauroit tarder d'ac- croître à l'infini le nombre de ses déplorables victi- mes. Ainsi les villageois, les laboureurs, c'est-à- dire, le peuple générateur & nourricier des na- tions, se trouve lui-même exposé aussi à la dépra- vation du célibat. Or si, d'autre part, il se voit (par surcroît de malheur) réduit à la dernière misère, si une multitude d'impôts répartis arbitrai- rement, levés avec injustice, avec barbarie, lui

ravissent le peu de pain noir que la sueur de son front lui avoit procuré pour le soutien de sa famille, quel parti croyez-vous que prendra alors ce pauvre peuple ? Voyez-le déjà dans la génération qui devroit chercher à renaître. Combien de journaliers célibataires trouverez-vous de plus qu'autrefois, & de combien ce nombre n'augmentera-t-il pas de jour en jour ? En vain multiplieriez-vous les brillantes fondations connues sous le nom de *Rosieres*. Ces récompenses, supposé d'ailleurs qu'elles fussent toujours impartiellement accordées à la vertu, & que la vertu ne se trouvât point par-là comme mise en balance avec quelques viles pièces de métal, ces récompenses, disons-nous, ne formeront jamais que de foibles palliatifs. La corruption parvenue rapidement à son plus haut degré, fera suivie d'une prompte & entière décadence chez toutes les Nations qui ne fixeront point à la fois les diverses causes de ses progrès alarmans, pour s'efforcer au plutôt d'en tarir la source empoisonnée.

D'après ce qui précède, ces principales causes sont, le luxe ruineux des femmes, l'ordre vicieux des successions, la vanité, la cupidité, l'excessive opulence & la pauvreté extrême ; d'où il faut conclure que les moyens de faciliter & d'encourager les mariages, ne sauroient être amplement fournis que par la législation. Aussi est-ce dans cette source primitive du sort des peuples que nous nous sommes efforcés de les puiser ; d'abord le nouvel ordre de Chevalerie, le nouvel ordre de successions, les Bureaux des ressources sociales préviendront & détruiront peu à peu l'excessive inégalité des richesses. . . . En second lieu, nos innovations sur le mariage dispenseront des dépenses exorbitantes, occasion-



ées par les épouses ordinaires , les femmes *de mariage civil* n'étant, pour ainsi parler, que des gouvernantes & des ménageres . . . . En troisième lieu, la nouvelle législation favorisera, dans toutes les rencontres, les personnes mariées par préférence aux célibataires; elle ennoblira, purifiera même, le creuset de la vertu, tout ce qu'il y aura de lustratif dans la réception des couronnes maritales. Elle intéressera au mariage toute personne en âge de se marier; & sans blesser l'autorité paternelle, elle lui prescrira à cet égard de justes bornes; elle empêchera de craindre la trop grande multiplication . . . . Par conséquent, non contents de renverser les obstacles qui éloignent du mariage, nous avons encore essayé d'en inspirer le desir, le goût, le besoin, non par de simples palliatifs, mais par des encouragemens tout à la fois & conformes à la vertu, & solides, immuables, liés à la nouvelle organisation des sociétés, assez variés pour suffire à la diversité des goûts de tous les membres du Corps social. C'est ainsi qu'après avoir travaillé de toutes nos forces à opérer une cure radicale, nous avons fini par prescrire un régime destiné à préserver de toute rechûte; régime d'autant plus infailliblement efficace, que ses avantages présens & à venir le feront seul adopter, & non une triste prévoyance pareille à celle qui caractérise toujours, & si souvent en vain, les régimes de la charlatanerie médicale, N<sup>os</sup> XVI, XVII, LXXVII, CXX . . . .)



CINQUIEME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE METZ,  
TOUCHANT CETTE QUESTION:

*Quels seroient les Moyens compatibles avec les bonnes mœurs, d'assurer la conservation des bâtards, & d'en tirer une plus grande utilité pour l'État?*

**R**IEN n'étant plus contraire au regne des bonnes mœurs, & sur-tout de mœurs domestiques, que la naissance des bâtards, que les préliminaires & les suites de pareilles naissances, il est d'abord évident que les moyens d'assurer la conservation des bâtards, ne sauroient être compatibles avec les bonnes mœurs, à moins qu'ils ne soient en même temps capables d'en prévenir, d'en arrêter la scandaleuse procréation. Ainsi, pour répondre dignement à la question proposée, il faut traiter séparément ces deux points de vue, commençant par le plus essentiel, par celui destiné à empêcher l'autre de blesser nos regards; il faut d'abord s'efforcer de rétablir l'empire des bonnes mœurs, de manière à rendre inouïe, ou du moins infiniment rare la funeste procréation de tout enfant illégitime. Ce premier & grand objet, une fois rempli, il sera alors conforme aux bonnes mœurs de chercher à conserver & à rendre utiles à l'État les bâtards qui pourront encore recevoir le jour. Voilà la manière dont le sujet en question nous semble devoir être

envisagé , & voilà à peu près celle dont il l'a été dans le Commerce illustré ; mais tâchons de développer davantage ces premiers principes , & d'en indiquer au moins les conséquences pratiques.

D'abord , puisque les mœurs publiques ne sont que le résultat des mœurs , des vertus domestiques , le moyen le plus efficace de rétablir & de perpétuer le regne des bonnes mœurs , ou plutôt une condition indispensable à cet effet , c'est de l'établir & de le fixer dans les familles. Or , à cette fin , rétablirons-nous l'autorité paternelle & maritale en vigueur chez les anciens ? . . . . Donnerons-nous au père une autorité absolue sur tous les membres de sa famille ? . . . . Créons-nous encore des censeurs ? . . . . Le moindre retour sur l'Histoire des Peuples , qui ont le plus sagement employé ces moyens de prévenir la corruption des mœurs , nous apprendra s'il est nécessaire ou non de recourir à d'autres préservatifs. . . . Comment , par exemple , les Romains auroient-ils redouté la censure d'un Cajus-Geta , nommé Censeur , après avoir été rayé du nombre des Sénateurs ? De quelle utilité des Censeurs auroient-ils pu être , dès le moment qu'ils méritèrent eux-mêmes d'être censurés ? D'autre part , n'est-il pas naturel que des chefs de famille , jouissant d'un pouvoir absolu , se livrent & plutôt & plus impunément à la corruption ? N'est-il pas naturel encore que leur exemple entraîne une corruption générale ? Car enfin , qu'elle digue resteroit-il alors à opposer au torrent de la contagion ? . . . . Ainsi donc le raisonnement & l'expérience prouvent d'abord l'insuffisance des préservatifs employés autrefois pour maintenir les mœurs dans leur première intégrité. En second lieu , supposé que ces préservatifs eussent été par eux-mêmes

mes infaillibles , immanquables , on ne pourroit nullement en conclure qu'ils produiroient le même effet chez les Peuples modernes ; les occupations de ces derniers tendant sans cesse à séparer au loin les membres d'une même famille , à former de nouvelles & grandes familles , composées de membres étrangers les uns aux autres ; il s'ensuit que , pour pourvoir efficacement au maintien des bonnes mœurs , il ne suffit plus d'établir le bon ordre dans les familles proprement dites , & que d'ailleurs cette glorieuse tâche est nécessairement devenue plus difficile à remplir . . . .

Prévenus de ces diverses idées , nous avons proposé de revêtir les chefs de famille d'une autorité non despotique , mais mitigée , & mitigée non par le simple amour paternel , par le simple respect filial , l'un & l'autre naturellement affoiblis par les occupations ordinaires à des Peuples commerçans , mais tempérée par le noble intérêt du pere & du fils , du chef & des divers membres de la famille ; intérêt réciproque qui ranimera sans cesse l'amour & le respect , l'union & la concorde , nécessaires au bonheur des familles de toute espece. — Passons au détail des innovations qui concernent cette importante matiere , ( Nos XVII , XVIII , LXXVII ).

Et d'abord , à l'exception du droit de vente & de mort , un pere a sur ses enfans mineurs une autorité plénier ; mais à l'âge où les garçons peuvent & doivent à peu près prendre un état , ils jouissent des droits de majorité. Un pere peut toujours priver ses enfans du quart de leur portion d'héritage ( 1 ). Il peut refuser de les titrer , s'op

---

( 1 ) Pour Prévenir les funestes effets , tant des faveurs que des haines capricieuses d'un pere & d'une mere , & pour  
posé

poser à leur mariage-sacrement ; mais le mariage étant essentiel à la société, & devenant indispensable à un certain âge, les enfans ont alors la ressource du mariage civil ; & , en se comportant bien, ils peuvent toujours compter sur les trois quarts au moins de leur portion d'héritage. A mesure qu'ils avancent en âge , l'autorité paternelle devenant moins nécessaire , va en diminuant ; mais ne craignons pas qu'elle diminue au pas d'exposer un fils à devenir ingrat : car un pere a droit de ne titrer ses enfans , de ne leur distribuer sa succession , que quand il lui plaît. Si lors de leur mariage ils se trouvent titrés , il a droit de les empêcher de titrer leurs enfans ; de plus , si son épouse meurt avant lui , il peut retenir sur ses biens le quart ou la moitié de l'usufruit de leur part ; & s'il meurt lui-même surchargé de dettes , ils sont obligés , sous peine d'infamie , de les payer , toutes les fois que la chose est censée juste & possible. . . .

Conformément à la loi indiquée par la nature & par les besoins sociaux , les femmes sont mises sous la puissance de leurs maris ; mais outre l'empire dont leurs charmes les ont toujours fait jouir ; souvent même envers leurs tyrâns les plus barbares , elles ont une dot inaliénable , qui les rassure sur la dissipation de leurs époux , qui leur donne sur eux un droit efficace de représentation , de reproche ; elles peuvent les dénoncer aux Tribunaux ,

---

éviter d'établir , entre les enfans d'une même famille , un sinistre sujet de défiance perpétuelle , il sera réglé que , lorsqu'un pere ou une mere priveront un de leurs fils du quart de sa portion d'héritage , ce quart sera , par cela seul , acquis aux Bureaux de Charité.

comme incapables d'administrer , ou les biens de la communauté matrimoniale , ou du moins leur dot acquise aux enfans , en cas de mort ; & alors , s'ils sont réellement déclarés indignes de cette dernière administration , ils perdent le droit de jouir d'une partie de l'usufruit des biens de leurs épouses , acquis entièrement aux enfans : à la vérité , tandis qu'elles sont filles ou veuves sans enfans , elles se trouvent sous la dépendance de leurs parens ; mais dans tous les temps , ceux-ci sont plus intéressés à les voir marier , qu'à les condamner au célibat ou à des maisons de force ; mais si elles deviennent veuves avec enfans , elles peuvent compter & sur le respect filial , & sur l'aïssance convenable à leur état , attendu le double droit qu'elles ont de priver leurs enfans du quart de leur héritage maternel , & de jouir du quart ou de la moitié de l'usufruit de leur portion paternelle. En outre , dès le moment qu'elles deviennent mères , ce même droit leur assure , jusqu'à leur trépas , les témoignages du respect filial le plus parfait & le plus inviolable . . . . ( Numéros XVI , XIX , L XXVII , XCI , XCII , CXXXVIII. )

Non-seulement tout chef de famille a droit de correction sur ses serviteurs , mais il est puissamment intéressé à empêcher , à prévenir leurs crimes , leurs vices , même les moins funestes. Les maîtres de quelque art ou métier , les directeurs de manufacture , d'atelier quelconque , c'est-à-dire , les chefs des grandes familles , particulièrement multipliées chez les peuples commerçans , participent aussi à l'autorité paternelle , sont aussi intéressés à prévenir les crimes de leurs subordonnés de toute espèce . . . . En deux mots , tous les membres des diverses familles dont sont composées les Nations

commerçantes, jouissent chacun des droits relatifs à leurs devoirs, & sont chacun soumis aux devoirs résultans de ces mêmes droits. Par-là l'autorité & l'obéissance étant sagement tempérées par l'intérêt réciproque & de ceux qui commandent & de ceux qui obéissent, la paix & la concorde se trouvent établies à jamais entre tous les membres d'une même famille, lesquels reconnoissent tous les jours, avec un nouveau plaisir, les avantages, le bonheur qu'ils se doivent réciproquement, grâces à leur noble & commune dépendance des loix, tant civiles que naturelles. — Ajoutons à tout ceci, que comme les précieux gages de l'union conjugale, sans cesse présens aux yeux d'un pere & d'une mere, ne sauroient manquer de produire les meilleurs effets, relativement à la pureté des mœurs domestiques, le nouveau Code a eu soin de porter, d'intéresser les femmes à allaiter leurs enfans, & à se charger elles-mêmes de leur première éducation...

Après avoir empêché la corruption de se glisser dans les familles, ou d'y prendre peu à peu naissance, soit dans l'abus d'un pouvoir illimité, soit dans le désespoir d'être accablé de devoirs, & de ne jouir d'aucun droit, il nous restoit à suivre les chefs de famille dans leurs actions extérieures, & à les prémunir, s'il étoit possible, contre les dangers qu'ils pourroient avoir encore à courir. Or, à cet effet, quels plus puissans moyens que ceux employés par le nouveau Code! Ici la solennité du culte divin, les prières, les cantiques touchans dont retentissent les saints Temples; pénètrent les Peuples du plus profond respect envers l'Être suprême, les instruisent de leurs devoirs, excitent, raniment, nourrissent leur piété éclairée....

Là, le précieux regne de la bonne foi se trouve rétabli à jamais, & dans le commerce en gros & dans le commerce en détail . . . . D'un côté, chaque Paroisse est intéressée à prévenir les délits, & à découvrir les coupables; de l'autre, tout Paroissien fait que la moindre tache à sa réputation pourra l'exclure des charges publiques, des précieux droits de citoyen en cas d'accusation quelconque. . . . . Ailleurs le Code criminel lui-même, converti en morale vivante, devient une source inépuisable d'instructions utiles. Par-tout le mariage, ce précieux préservatif des bonnes mœurs, est honoré, facilité, encouragé : par-tout les vices, si souvent négligés par les loix, quoique précurseurs de la décadence des Empires, se trouvent prévenus avec soin, réprimés avec force. . . . Mais, pour rapprocher ici tous les objets qui ont du rapport aux bonnes mœurs, il faudroit remettre sous les yeux l'Ouvrage en entier. Bornons-nous donc à observer, en finissant, que les diverses réformes qu'on vient de voir si importantes au rétablissement & au maintien des bonnes mœurs, nous ont aussi été suggérées par les principes de notre politique : d'où il suit que dans le nouveau Code, la morale & la politique deviennent une seule & même chose; chef-d'œuvre inappréciable & par la multitude & par la durée des bons effets qui en seront inséparables.

Il nous semble qu'un Code où l'on auroit ainsi employé toutes les voies, toutes les précautions possibles, pour rétablir, comme pour perpétuer, le glorieux empire des bonnes mœurs, pourroit dès-lors renfermer aussi des moyens efficaces d'assurer la conservation des bâtards, & d'en tirer une plus grande utilité pour l'Etat. C'est le second objet qu'il falloit remplir pour compléter la ré-



ponse à la question proposée; objet que nous espérons encore avoir rempli, nommément dans les premier & septieme moyens, ainsi qu'il sera facile d'en décider, en voyant seulement les Numéros CXXXIV - CXXXVIII, & CXVIII-CXXII.

SIXIEME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE D'ANGERS,  
TOUCHANT CETTE QUESTION :

*Quels sont les Moyens les plus convenables & les moins dispendieux de pourvoir, dans les Provinces, à la conservation des Enfans - trouvés, & de leur donner l'Education la plus utile à l'Etat ?*

**L'**EDUCATION la plus utile qu'on puisse procurer aux enfans trouvés, est, sans contredit, celle qui les fera participer, le plus qu'il est possible, aux tendres sollicitudes des peres & meres ; celle qui leur inspirera de l'attachement pour une famille, un pays, une patrie ; celle qui, dès le berceau, leur fera contracter les affections filiales d'où naissent les vertus les plus essentielles à l'ordre social : par conséquent cette éducation consiste à les faire élever, autant qu'il sera possible, à l'instar des autres enfans, & à leur donner ensuite, dans la société, part à tous les droits dont jouissent les divers membres de l'Etat, si ce n'est à un droit, excepté, pour ainsi dire, par les titres de leur naissance, je veux dire, au droit d'hériter des biens de leurs peres & meres, droit dont ils ne pourroient cesser d'être privés, sans qu'il en résultât une espece d'encouragement à la corruption des mœurs. Dès-lors, conservés en plus grand nombre que s'ils avoient été charriés & entassés pêle-mêle dans des ateliers

mal-sains ; dès-lors , élevés , traités en citoyens , ils ne cesseront , sous ce double rapport , d'être utiles à l'Etat , soit qu'ils se livrent à la culture des terres , aux arts & métiers , soit qu'ils deviennent ouvriers d'artillerie , matelots , soldats ; & conservent par-là à l'agriculture des bras infiniment précieux , & empêchent par-là des vieillards respectables d'être privés de la seule consolation de leurs vieux jours. ( Premier & septieme Moyens ).

Une telle éducation sera non-seulement la plus avantageuse & pour eux-mêmes & pour l'Etat , mais encore la moins dispendieuse ; car , excepté en cas de mort , ils pourront , s'il le faut absolument , payer eux-mêmes , par leur travail , les dépenses qu'ils auront occasionnées dans leur bas âge ; & lorsque ces dépenses resteront à la charge des ressources sociales , on ne sauroit les regarder comme onéreuses , attendu que dispersées dans le sein de plusieurs familles peu à l'aise & vivant dans les campagnes , elles tendront à prévenir l'indigence , à dédommager des pertes & des embarras inséparables d'un accouchement , à favoriser l'agriculture , l'industrie , la population . . . . , c'est-à-dire enfin , attendu qu'elles tourneront toujours au profit de la Nation.

Les avantages particuliers à cette méthode d'élever les enfans trouvés , doivent la faire préférer à toute autre , soit dans les Provinces , soit dans les Capitales les plus vastes. A cet effet , au lieu de n'avoir dans les grandes Villes qu'un Bureau intermédiaire , on y en formera plusieurs , dont chacun renfermera dans son district un certain arrondissement prolongé au loin dans la campagne , & fera en outre , autant que de besoin , en correspondance avec les Bureaux intermédiaires circonvoisins. Ces moyens ,

comme on voit , feront en général les plus convenables , comme étant & les moins dispendieux & les plus utiles à l'Etat , aussi bien qu'aux infortunés qu'ils ont pour objet. Pour se convaincre qu'ils feront en particulier les plus convenables dans les Provinces , il suffira d'observer qu'ils pourront dans toutes être aisément mis en usage ; ce qui ne sauroit convenir à la méthode des ateliers , démontrée d'ailleurs vicieuse sous une infinité de rapports.

Mais , dira-t-on peut-être , que deviendront alors les manufactures établies pour occuper les enfans trouvés ? — On y emploiera les estropiés , les infirmes & autres demi-invalides à charge à la société , lesquels gagneront ainsi , du moins en partie , de quoi subsister. Les pauvres enfans qu'on retirera des mains des nourrices sans les destiner à la Marine , ou à quelqu'autre profession , y demeureront le temps nécessaire pour ajouter à leur petite expérience la connoissance d'un métier qu'ils chériront alors , autant qu'ils le détestent aujourd'hui , parce qu'ils l'ont appris entassés perpétuellement les uns sur les autres dans des lieux infects , où ils ont travaillé sans relâche comme sans goût , d'où ils sont sortis avec cette seule mince ressource , sans argent , sans aucune connoissance des choses les plus ordinaires , & les moins indispensables à l'état social... ; enfin , ce seront , si l'on veut , des maisons de travail toutes prêtes , (N° CXXXV.)

Il est vrai que la salle d'accouchement proposée au N° CXXXIV , cinquième classe des pauvres , ne pourra pas être établie dans tous les pays ; mais cette impuissance est un véritable avantage : car elle ne pourra avoir lieu que pour les petites Paroisses de campagne , où cet établissement , loin

être utile, deviendrait un sujet de scandale public. Au contraire, dans toutes les principales Villes & Province, dans tous les endroits enfin où cet établissement deviendra nécessaire, il sera toujours facile à former, puisqu'on y trouvera partout & des Sages-femmes & des Chirurgiens, & que les revenus ne sauroient y être insuffisants, Nos CXXXII, CXXXVII. ) Une idée peut être encore à ajouter au détail donné dans notre première Réponse, c'est qu'à portée des salles d'accouchement il y aura un *parloir*, disposé & formé de manière, que, sans voir les accouchées, l'inspecteur de semaine puisse recevoir leurs plaintes, & les interroger sur les traitemens qu'elles recevront.....

Tels sont à peu près nos moyens de pourvoir la conservation & à l'éducation des enfans trouvés; moyens qui nous paroissent & les plus utiles tant pour eux-mêmes que pour l'Etat, & les moins dispendieux, & les plus convenables, non-seulement pour les Villes de Province, mais encore pour les Capitales les plus vastes, pour tous les endroits enfin, où ce besoin funeste se fera sentir.

SEPTIEME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE MANHEIM,  
TOUCHANT CETTE QUESTION :

*Quels seroient les meilleurs Moyens de prévenir  
l'infanticide ?*

**L**ES causes de ce crime peuvent se réduire à trois principales , savoir : premierement, le défaut de ressources pour accoucher en secret ; secondement, les progrès de l'irréligion & de la dépravation des mœurs ; troisiemement, les difficultés que trouve l'homme social à satisfaire un besoin essentiel à la propagation de son espece.

La premiere de ces causes est facile à extirper ; & nos moyens à cet égard ne méritent peut-être d'être cités, qu'à raison de leur supériorité sur tous ceux de même genre ; supériorité qui consiste & dans la facilité qu'il y aura d'être admis dans quelqu'un des refuges nécessaires (fixieme Réponse), & dans la maniere d'y être traité, & dans le sort réservé aux tendres victimes qui y recevront le jour.. (N<sup>os</sup> CXIX, CXXIII, CXXXIV.)

Pour déraciner la seconde, il faudra s'efforcer d'arrêter les progrès de l'irréligion, & de rétablir l'empire aimable de la vertu, employant à cet effet toutes les réformes indiquées, comme propres, tant au rétablissement qu'au maintien des bonnes mœurs, & nommément celles proposées dans la législation religieuse. A ce dernier sujet, il suffira d'observer ici qu'en permettant les vœux de virginité à l'âge

35 ans , on préviendra à peu près tous les ensemens téméraires , sans néanmoins préparer la voie des avantages sans nombre que la société reçoit tous les jours des divers Corps religieux , qui consacrent leur vie , ou à l'éducation , ou aux soins du soulagement des malades. . . .

Enfin on détruira la troisième des causes en question , en facilitant le mariage par toutes les voies indiquées dans la quatrième réponse ; voies parmi lesquelles il en est quelques-unes que nous allons mettre ici sous les yeux d'une manière plus particulière , comme n'ayant été développées ailleurs que très-succintement , malgré leur extrême importance : je veux parler de quelques loix du Code matrimonial , considérées relativement au mariage à la puissance paternelle.

Un enfant parvenu à l'âge de *maturité nubile* , (art. LXXVII) , aura le droit de contracter un mariage civil ; mais usera-t-il d'un pareil droit contre le gré de ses parens ? Non , car d'abord il s'exposeroit & à n'être pas titré & à perdre le quart de son héritage. En second lieu , d'autres loix le porteront à commencer par différer , par patienter , disant : Dans un an mes parens ne feront plus pressés à me refuser leur consentement , puis-je en cas de mort , ma part de la succession ne leur reviendrait plus qu'en très-légère partie ; ainsi en attendant. Dans l'intervalle , l'inclination se montrera au naturel , & il résultera de-là que les mariages seront d'ordinaire au gré & des contractans & de leurs proches parens : double raison pour qu'ils en deviennent plus heureux. . . .

Or , dès-là qu'on ne se vouera plus au célibat , tant de savoir si le tempérament permet un tel genre de vie ; dès-là que l'empire des bonnes mœurs &

les principes de Religion, remis en vigueur, (2<sup>e</sup> conde Partie) éloigneront du crime & des sentimens tortueux qui y conduisent, portant au contraire la vertu, à la pratique de tous les devoirs ; dès que les mariages deviendront faciles, heureux, exempts de toute noire prévoyance sur la destinée d'une trop grande population ; dès-là, enfin que le crime détruit, ou prévenu dans son principe, pourra encore être évité sans inconvénient ; dès-là, disons-nous, par quel privilege funeste pourroit-il arriver que le crime d'infanticide se renouvellât sans cause, pour ainsi dire, ni prochaine ni éloignée, sans motif quelconque ? Concluons donc, sans ajouter ou regretter un détail affligeant sur les différentes especes d'infanticide, non plus que sur les vains ou vicieux palliatifs proposés ou même employés pour le prévenir ; concluons avec assurance que la nouvelle législation contiendra véritablement de nouveaux moyens d'extirper radicalement les tristes causes d'un crime, que les animaux les plus féroces semblent être plus en droit encore de nous reprocher, que la plupart de ceux qui ont souillé jusqu'ici les annales de l'Univers.





## HUITIEME RÉPONSE,

## POUR L'ACADÉMIE DE MANTOUE,

*Concernant les Moyens de répandre davantage l'amour de la Patrie, tant dans les Etats Républicains, que dans les Etats Monarchiques.*

POUR répandre davantage l'amour de la Patrie, tant dans les Etats Républicains, que dans les Etats Monarchiques, il faut, selon nous, employer deux sortes de moyens, dont les uns généraux, & les autres particuliers. Les moyens généraux se réduisent, & à rendre la constitution des diverses formes de Gouvernement, pour toujours avantageuse à tous les membres de chaque Etat, & à faire consister l'amour de la Patrie dans un attachement durable & de durée, c'est-à-dire, dans un attachement conforme aux loix de l'équité généreuse qui doit régner entre tous les hommes, & non dans l'effervescence d'un égoïsme barbare, dont la durée, quoique toujours trop longue, puisqu'elle est funeste, ne sauroit (par bonheur) être la même que celle du calme de la raison, du précieux regne de la justice & de la paix. -- Ces deux grands moyens se trouvent incontestablement dans notre première Réponse académique; & quiconque l'a lue avec quelque attention, se rappelle déjà, sans doute, avec quel délicieux plaisir il les y a observés l'un en particulier.

Et d'abord, d'après notre plan de Confédération

Chrétienne , quelle que soit la forme de gouvernement d'un Etat confédéré , ses membres ou sujets jouiront toujours des plus brillans droits de l'homme soit peut-être autorisé par sa nature à désirer de jouir ; sûreté & liberté personnelle ; jouissance assurée de tous ses biens ; réparation de torts reçus ; facilité de vendre ou d'acheter selon ses besoins ; ressources inmanquables en cas d'accident quelconque ; encouragement à la vertu , la pratique de tous ses devoirs ; plaisirs licites mis à sa portée ; depuis sa naissance jusqu'à son trépas droit à une protection paternelle & constante de la part de la société , droit à tous les heureux fruits d'une liberté civile , & d'une liberté politique , les plus parfaites qu'on ait peut-être imaginé....

Quant au second objet (l'amour de la Patrie, quels moyens plus efficaces de l'épurer , de le rendre vraiment équitable & de durée , que ceux que nous avons proposés dans toutes les occasions , & nous en avons même au premier, quatrième & septième *Moyens*. Ici les Etats confédérés s'engagent solennellement à secourir tous les malades , sans égard à leur différence de mœurs , de langage , de culte , de pays. Là ils imposent majestueusement à tous les Navigateurs le noble devoir d'accorder , de porter sans délai tous les secours possibles , à tout homme à tout bâtiment , qui paroîtront en avoir besoin. Ailleurs , les marques même d'honneur accordées aux bons Patriotes , sont destinées à leur rappeler sans cesse l'essence du vrai patriotisme. Par-tout les titres d'homme & de citoyen sont respectés indistinctement , sans exception de personnes , de lieux ou de temps....

Ces moyens tendent , comme on voit , à améliorer , à tous égards , la constitution du Corps

cial, & nommément à le préserver, pour toujours, des funestes effets de l'égoïsme national, en purifiant l'amour de la Patrie, & le dépouillant de tout ce qu'il a eu de vicieux jusqu'à présent. Reste à trouver des moyens de répandre davantage cet amour de la Patrie ainsi épuré, de le fixer chez chaque Nation en particulier, d'en pénétrer les membres de chaque Empire, & de l'empêcher de dégénérer désormais en une froide indifférence pour le bien public. C'est l'effet que doivent produire les *moyens particuliers*, destinés par l'Auteur du Commerce illustré, à accompagner les précédens.

Pour vous convaincre que ce grand objet a été rempli, parcourez la législation politique, l'addition au premier Moyen, la législation criminelle; vous y verrez tous les Citoyens obligés, pour ainsi dire, de s'attacher à la chose publique; soit parce qu'ils s'en occuperont dans le moment; soit parce que s'en étant déjà occupés, ou soupirant après la gloire de s'en occuper, ils en prendront une cesse connoissance; soit enfin parce qu'ils auront mille moyens de mériter, comme d'obtenir, des marques publiques de l'estime de leurs Concitoyens. En effet, suivant ce plan de législation, les uns veillent à ce que les subsides publics soient répartis avec justice, levés sans tyrannie, rendus utilement & sans faux-frais à leur destination: les autres tendent une main secourable à l'indigent, occupent les désœuvrés, encouragent les paresseux, calculent avec délices le nombre des prix de vertu qu'ils auront bientôt la satisfaction de distribuer. D'autres abandonnent leurs occupations chéries pour voler à la porte des Tribunaux, & y faire reconnoître l'innocence d'un ami, d'un voisin, d'un

honnête citoyen..... Par-tout donc l'honneur de vaquer aux fonctions publiques , & les distinctions qu'elles procurent tôt ou tard , multiplient les bons patriotes. Mais on peut être bon citoyen sans avoir occasion de devenir Officier public , & d'ailleurs , les intérêts d'une Nation ne se bornent pas à cet objet important. Aussi les nouvelles preuves exigées pour les Ordres de Chevalerie , sont-elles à peu près multipliées à proportion des besoins nationaux. Le citoyen qui se distingue par un trait de désintéressement patriotique ; l'opulent qui sacrifie une partie de sa fortune à la construction d'un Edifice , d'un Quai , d'un Monument quelconque utile à son pays ; le Seigneur qui , pour le bonheur de ses Vassaux , se libère de quelques vieux droits ruineux ou tyranniques ; l'inventeur d'un art , d'une machine utile ; l'Auteur d'un Ouvrage , d'un projet intéressant ; le Commerçant qui ouvre une nouvelle branche de commerce à sa Patrie ; en un mot , tous les individus d'un Etat qui lui rendent quelque service distingué , reçoivent dès-lors , pour le reste de leurs jours , des marques précieuses , & de leurs actions patriotiques , & de la reconnoissance qu'elles leur ont mérité de la part de leurs concitoyens. Voilà , si je ne me trompe , une méthode également sûre & utile de répandre davantage l'amour de la Patrie , méthode aussi praticable dans les Etats Républicains que dans les Etats Monarchiques.



---

NEUVIÈME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE BESANÇON,

*Consistant à montrer que les vertus patriotiques peuvent s'exercer, avec autant d'éclat, dans les Monarchies que dans les Républiques.*

CETTE question peut être considérée ou dépendamment de l'ancienne & actuelle organisation des sociétés, ou dépendamment de la nouvelle organisation proposée dans le commerce illustré..... Voyons laquelle de ces deux solutions sera meilleure, c'est-à-dire, susceptible de devenir plus avantageuse au genre humain.

On fait que jusques dans ces derniers temps, les vertus guerrières sont à peu près les seules qui aient fixé l'attention des Gouvernemens. Cette façon de voir, utile dans l'origine des sociétés, est devenue très-nuisible, dès que les Nations ayant pris une certaine consistance, ont cessé de vivre de rapines & de brigandages, sont devenues agricoles & commerçantes, du plus au moins. Mais tel est le triste sort de l'espèce humaine, que cette funeste marche des préjugés n'offre, pour ainsi dire, rien que de naturel. Les exploits militaires avoient fait jouir de l'estime, de la considération publiques; le desir de l'estime & de la considération publiques fit donner naissance aux querelles, aux divisions des Peuples. L'ambition des grands, cachée sous des dehors trompeurs, entraîna successivement,

toutes les Nations dans des abîmes sans fin , dans des calamités intarissables. On continua de combler d'honneur les téméraires qui parurent y avoir droit, quoique dans le fond la plupart ne fussent dignes que de l'exécration publique. Les guerres justes ou injustes , inévitables ou provoquées , ayant pour objet l'utilité publique ou celle de quelques individus , toutes les guerres multiplièrent indistinctement les héros ; des millions d'hommes , des nations entières exterminées , valurent à quelques brigands audacieux , le nom de grands guerriers ; & voilà les titres ignominieux , les titres barbares , qu'ont à produire la plupart des prétendus grands hommes si fastueusement célébrés dans les annales de l'Univers. Qu'on ne vienne point m'objecter que l'antiquité , que les siècles précédens , ont eu de vrais patriotes dans le sens qu'on a toujours dû donner à ce mot. Je le fais ; les Aristide , les Timoléon , les Epaminondas , les Curius , les Cincinnatus , les Scipion , les Doria , les Sully , ont été & seront , dans tous les siècles , des modèles des vrais patriotes. Mais s'il ne seroit pas juste de juger de l'espece humaine par quelques monstres , il ne seroit pas plus juste d'en juger par le petit nombre de sages que la providence a , de temps à autre , montrés aux Nations. Ce petit nombre sera à peine sensible , à côté du nombre infini d'ambitieux , qui n'ont fait naître des guerres , que pour leur intérêt personnel. Combien d'autres encore plus hardis , ont aspiré & sont parvenus au despotisme , sous le spécieux prétexte du bien public , sous l'apparence du plus pur patriotisme ! Voyez les Périclès , les Lisandre , les Appius , les Gracques , les Sylla , les César , les Cromwel..... Ainsi d'abord , les vertus patriotiques , célébrées par les Historiens

vulgaires , ont été plus souvent nuisibles qu'avantageuses. En second lieu , les vertus patriotiques , vraiment dignes de ce nom , ont été à peu près aussi rares dans les monarchies que dans les républiques. A la vérité , l'histoire semble prononcer d'abord en faveur des républiques , & il n'est même pas douteux qu'il s'y forme plus de patriotes , que dans les monarchies ; mais aussi combien de patriotes n'y ont-ils pas été sacrifiés à la jalousie , à la prétendue sûreté de leurs concitoyens !..... Ainsi d'un côté , on pourroit dire que les vertus patriotiques , quoique plus naturelles dans les Etats républicains , n'ont pas toujours pu néanmoins s'y exercer avec le même éclat que dans les Etats monarchiques ; mais aussi d'autre part , ces mêmes vertus étant extrêmement rares dans les monarchies , c'est en vain que cette forme de gouvernement leur a offert plus de facilité de s'exercer avec éclat. La conclusion générale qu'il faut tirer de ceci , relativement à la question proposée , c'est que réellement les vertus patriotiques *peuvent* , d'après l'ancienne & actuelle organisation des sociétés , s'exercer avec autant d'éclat dans les Etats monarchiques , que dans les Etats républicains.

Mais la crainte de voir perpétuellement couronner comme vertus , des actions nuisibles , produites par les motifs les plus criminels , doit , ce me semble , porter les nations à rectifier leurs idées & leur conduite sur cet objet ; il faut qu'elles s'efforcent tout à-la-fois , & d'épurer l'amour de la Patrie , & de le répandre davantage , usant , à peu près , des moyens indiqués dans la Réponse précédente ; c'est-à-dire , renonçant à leurs vieux codes , pour s'en donner un nouveau , sage & exactement adapté sur leur position , leurs occupations , leurs

besoins actuels ; il faut par conséquent que ce nouveau code , tende , entr'autres choses , à inspirer le patriotisme le plus durable , le plus épuré , le plus avantageux aux nations en particulier ainsi qu'au corps social en général. C'est-là , comme on fait , l'un des divers objets importans que nous avons essayé de remplir dans le commerce illustré ; aussi dans notre plan , les vraies vertus patriotiques pourront-elles s'exercer avec autant d'éclat dans les monarchies que dans les républiques ; les jalousies de ses concitoyens , les intrigues des Courtisans , ne pourront désormais empêcher un patriote de parvenir aux grades de l'Ordre national. Ces grades seront dûs à tel & tel sacrifice en faveur de la Patrie ; celui qui y aura droit , les obtiendra avec la même facilité que la possession de son héritage. Les Magistrats & le Peuple n'auront nullement à redouter qu'il se serve un jour de son élévation , pour asservir la nation entière..... Les divers articles de la Confédération Chrétienne , assureront d'ailleurs aux Gouvernemens une consistance inébranlable..... En deux mots , le bonheur des Peuples & la durée des Empires , sous quelque forme de gouvernement que ce puisse être , voilà les deux grands effets que doivent produire toutes les réformes proposées ; & voilà aussi la base inébranlable sur laquelle portera désormais le véritable patriotisme , le but glorieux que tout Patriote fera forcé d'avoir en vue.

Ainsi donc telle est notre double réponse à la question dont il s'agit. D'abord les vertus patriotiques quelconques peuvent , à peu près , s'exercer avec autant d'éclat dans les monarchies que dans les républiques , à en juger d'après l'ancien ordre des choses. En second lieu , dans le système du



nouveau code, les vraies vertus patriotiques seront les seules qui pourront s'exercer comme telles, & elles s'exerceront avec beaucoup plus d'éclat, de facilité & d'utilité, que dans le système actuel, soit dans les Etats monarchiques, soit dans les Etats républicains; par conséquent cette seconde solution est évidemment préférable à la première & peut-être à toute autre, puisqu'elle est susceptible de devenir avantageuse, même à tout le genre humain.

## DIXIEME RÉPONSE,

## POUR L'ACADÉMIE DE BESANÇON;

*Concernant les Moyens (\*) d'extirper la fainéantise, d'empêcher (¶) le luxe de détruire les Empires; & concernant la liaison intime qui doit régner entre la Religion & l'Ordre Social.*

QUANT au premier objet, nous le croyons suffisamment rempli & annoncé comme tel, soit dans le premier Moyen, soit dans les deuxieme & troisieme Réponses académiques. Le second paroît lié au nouvel ordre de choses. Si ce nouvel ordre est suivi de la nouvelle organisation proposée, nous osons croire que le luxe, qui, jusqu'à l'époque actuelle, a si puissamment contribué à la destruction des Empires, n'aura plus désormais aucune influence à cet égard. Cette assertion, évidente aux yeux de quiconque a étudié le commerce illustré avec quelque succès, paroîtra peut-être suffisamment fondée, pourvu qu'on rapproche seulement quelques-unes des dispositions tendantes, & à détruire, & à prévenir

---

(\*) D'après l'objet de cet Ouvrage, les funestes effets de la fainéantise nous ont paru trop évidens, pour devoir être traités plus au long qu'ils ne l'ont été aux Numéros XIII, CXXXIII & CXXXIV, deuxieme Classe de pauvres.

(¶) L'Académie avoit proposé, comme on fait, de prouver que le luxe détruit les Empires.

les funestes effets du luxe. Or telles sont les principales de ces dispositions : diriger les grandes fortunes vers l'utilité publique, les empêcher d'obtenir des privilèges nuisibles & odieux, d'occasionner des mariages, des *accouplemens* contraires à la population & à la pureté des mœurs; les empêcher elles-mêmes, & de se perpétuer, & de se multiplier à l'excès; rétablir & consolider à jamais l'empire aimable de la vertu, soit par la nature des constitutions nationales, par l'impartialité, la force, la sagesse des loix civiles, soit par l'établissement général de l'autorité domestique (cinquième Réponse); bref, prévenir & détruire dans chaque nation, toutes les pernicieuses suites de l'excessive inégalité des richesses, & établir entre les nations diverses une paix éternelle, tellement cimentée, qu'elles n'aient plus désormais à travailler qu'à leur prospérité particulière & réciproque : voilà, disons-nous, les principaux moyens destinés à garantir les Empires constitués à la nouvelle manière, & des chûtes soudaines, & des décadences successives, qu'ont éprouvé jusqu'ici tous les Empires de l'Univers.

Pour prouver qu'il doit y avoir une liaison intime entre la religion & l'ordre social, il suffiroit de renvoyer aux endroits de cet écrit, où nous avons établi la nécessité de donner aux hommes des loix enchaînées entr'elles & concourantes toutes au même but. Cet unique but, c'est de les rendre plus heureux, par conséquent meilleurs qu'ils ne le seroient sans ce mobile, c'est-à-dire, plus équitables, plus ennemis du vice & du crime, plus amis & plus sectateurs de la vertu. Le *Moi* humain ne se divise point; il faut que tous les objets qui peuvent avoir prise sur lui, tendent à-la-fois à le

perfectionner, à le ramener à sa véritable destination. Or comment la religion & l'ordre social pourroient-ils parvenir à ce glorieux but, s'ils étoient opposés l'un à l'autre, ou s'ils étoient seulement privés de cette liaison intime, de cette unité de vues, de rapports, de moyens, si propre à leur donner à chacun une force, une vertu des plus efficaces ? La religion & l'ordre social, loin donc de se contrarier dans la moindre chose, doivent sans cesse concourir aux mêmes fins, & par des moyens qui applanissent leurs difficultés communes ou particulières..... Cette vérité, évidente dans la théorie, est si féconde en suites heureuses, qu'on ne sauroit trop s'efforcer de la mettre en pratique. Les réformes proposées à cet égard dans le commerce illustré, & nommément dans les législations religieuse & criminelle, ont dû suffire, ce semble, pour faire connoître nos principes & notre manière de les réduire en pratique : il nous étoit impossible d'entrer là-dessus dans tout le détail nécessaire pour l'usage, puisqu'alors il auroit fallu donner le modèle des loix, des prières, des cérémonies nationales, indiquées comme faisant ou devant faire partie du nouveau code. D'ailleurs, outre qu'un si long travail nous auroit écarté de notre but principal, & auroit paru inutile pour le moment, nous avouerons sans peine qu'il est au-dessus de nos forces. Supposé que notre législation religieuse ne soit point taxée de chimérique, ce sera aux Gouvernemens & aux Académies nationales, à la rendre de plus en plus parfaite & entièrement exécutable, en proposant des prix pour la confection & rédaction des ouvrages indiqués dans celui-ci. Néanmoins, si en attendant d'être ainsi secondés dans nos vues de bien public, nos

occupations & nos facultés viennent un jour à nous le permettre, nous oserons encore tracer nous-mêmes les plans convenables, & proposer des prix pour les mémoires, qui, au jugement des connoisseurs, auront le mieux rempli les vues en question, soit en travaillant d'après nos plans, ou d'après d'autres reconnus meilleurs. -- Ainsi donc la nouvelle législation calquée sur le nouvel ordre de choses, établira la liaison la plus intime entre la religion & l'ordre social, liaison dont il est facile de se former une idée par les exemples qui s'en trouvent répandus dans divers endroits du Commerce illustré.

ONZIEME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE MADRID,  
TOUCHANT LES DEUX QUESTIONS SUIVANTES:

PREMIERE QUESTION.

*Est-il avantageux ou préjudiciable à un Peuple qui, par la nature de son sol, doit être Agriculteur, d'avoir partagé à un petit nombre de personnes la propriété perpétuelle & inaliénable de ses terres, & converti, par ce moyen, les Cultivateurs, partie en Journaliers, partie en emphytéotes grevés de redevances excessives?*

SECONDE QUESTION.

*Est-il convenable ou non, de supprimer les taxes imposées pour les besoins publics, sur les marchandises de vente journalière, & principalement sur les comestibles?*

UN Peuple qui, par la nature de son sol doit être agriculteur, auroit agi contre ses vrais intérêts, en partageant à un petit nombre de personnes la propriété perpétuelle & inaliénable de ses terres. Car par ce moyen il auroit converti les cultivateurs, partie en journaliers, partie en emphytéotes grevés de redevances excessives; tandis que, d'autre part, les propriétaires auroient reçu en don les sources

une opulence excessive. D'un tel partage seroit nécessairement née l'extrême inégalité de richesses entre les membres d'un même empire, & de-là tous les maux dont la boîte de Pandore est capable affliger les mortels : maux ordinaires dans ces détreuses positions, décrits au Numéro XIII & à quatrieme Réponse Académique; maux particuliers à ce peuple, parce que sa position unique & ses fautes particulières les lui auroient attirés. Enfin, si d'après une telle division des terres, ce peuple a la facilité de s'expatrier au loin dans des contrées opulentes, les cultivateurs abandonneront la foule une patrie, où nulle propriété, nul avantage permanent ne les arrêtera. Si par surcroît de malheur, les journaliers & cultivateurs qui resteront dans le pays, sont d'une part tyrannisés, vexés dans leurs travaux, & d'autre part entretenus dans l'oisiveté par l'assurance de recevoir des aumônes abondantes, dès-lors l'agriculture d'une telle nation tombera sûrement & avec rapidité dans la plus grande décadence, puisqu'elle manquera de cultivateurs salariés, & que d'ailleurs les préjugés de la naissance empêcheront les propriétaires de cultiver eux-mêmes leurs terres.

On nous objectera peut-être que si l'agriculture de ce même peuple avoit été ruinée, il n'auroit point vu fleurir chez lui les arts & le commerce; conséquences qui étant démenties par le fait, prouvent la fausseté de notre opinion. — D'abord, loin de contester les faits dont on veut parler ici, je me fais un devoir de les rappeler moi-même au Lecteur. Ainsi je conyiendrai, par exemple, que dans le seizieme siecle, les draps de Ségovie ont passé pour les plus beaux de l'Europe; que ceux de Catalogne ont eu la préférence dans le Levant, en

Sicile, en Italie, en Sardaigne ; que la seule Ville de Séville contenoit 60 mille métiers en soie ; que dans la seule foire de Medina il se négocioit en lettres-de-change, pour une valeur de plus de cent cinquante millions d'écus, & qu'il y en avoit plusieurs autres d'aussi célèbres dans l'Empire Espagnol. Mais je tirerai de ces faits, (que je crois généralement avoués), une conséquence bien différente de celle qu'on veut en déduire contre mes assertions précédentes ; j'en conclurai une vérité d'ailleurs fondée sur la nature même de la chose, savoir, que le génie de cette Nation n'est donc pas opposé au regne de l'industrie & du commerce. Ainsi, si ce regne a été de courte durée, il n'en faut pas chercher la cause dans le génie national. La facilité des émigrations y a sans doute contribué ; mais telle est la force des vrais mobiles de cette ruine, que, sans les moindres émigrations, ils auroient également opéré leurs effets destructeurs. En effet, comment le regne de l'industrie auroit-il pu se fixer chez une Nation qui ne l'avoit établi sur aucun fondement solide, qui le repousoit par ses opérations politiques, & cela dans un temps où les Peuples voisins l'attiroient, l'appeloient chez eux, soit par des opérations particulières, soit par leurs simples constitutions moins défavorables à cet égard ?

Et d'abord le regne de l'industrie n'étoit point solidement établi chez le Peuple en question ; car un tel regne ne sauroit se perpétuer sans une agriculture florissante, ou sans un débouché avantageux. Or, l'agriculture ne pouvoit point fleurir, puisqu'elle manquoit de bras, & qu'elle étoit privée du moindre de ses encouragemens les plus indispensables. L'agriculture se trouvant dans un si misé-



ble état, la main-d'œuvre ne pouvoit que ren-  
 érir de jour en jour. Le débouché des arts d'in-  
 strie n'auroit pu être facilité que par une exemp-  
 on de droits, ou même par des récompenses  
 latives à leur quantité; & qui plus est, si des  
 medes efficaces n'avoient été appliqués en même  
 mps aux plaies faites à la culture des terres, ces  
 couragemens n'auroient été que de vains pallia-  
 is, propres seulement à retarder de quelques jours  
 ne perte inévitable. Ainsi le regne de l'industrie  
 spagnole portoit sur des fondemens si fragiles,  
 u'il lui étoit impossible d'éviter une chute totale,  
 ns les secours les plus prompts comme les plus  
 uiffans, sans une véritable régénération.

Loin de recevoir de tels secours, il s'est vu lui-  
 même poussé dans le précipice par une suite d'o-  
 érations, dont une seule auroit peut-être suffi pour  
 endre son état désespéré. Pour vous convaincre  
 u'il n'y a point ici d'exagération, rappelez-vous  
 es especes d'administrations fiscales usitées depuis  
 nviron trois siècles, le prix des grains presque  
 oujours fixé, & leur exportation prohibée; tous  
 es impôts portant sur les consommations, &  
 une grande partie (les rentes provinciales) plus  
 particulièrement sur les consommations journalieres,  
 écessaires; chaque vente rendant au fisc le droit  
 énorme de 14 p. 8; les douanes multipliées dans l'in-  
 érieur du Royaume; les opulens fermiers publics  
 sous-affermant à leur profit les diverses parties de  
 leur bail... Comment, au milieu de cette foule de  
 barbares entraves, une industrie languissante auroit-  
 elle pu se soutenir? Comment l'industrie même la plus  
 active n'auroit-elle pas été étouffée? Convenons-  
 en sans de plus longs détails; le regne de l'indus-  
 trie Espagnole ne pouvoit être que de courte du-

rée, puisque, dépourvu de fondemens solides, il a été tout à la fois contrarié par une multitude de causes efficaces, toutes également meurtrières, & cela dans une époque où les Peuples voisins l'appelloient, le fixoient, le formoient chez eux par des opérations vraiment politiques, s'efforçant tantôt d'encourager l'agriculture, de faire naître le commerce & le goût des arts utiles, tantôt de donner la liberté à une multitude de serfs, d'autoriser tous les autres à l'acquiescer....

On pourra nous demander ici pourquoi les Nations agricoles-commerçantes qui, pour les besoins du fisc, ont employé à peu près les mêmes genres d'entraves que le peuple dont il s'agit, n'ont pas néanmoins ruiné de même leur agriculture & leur industrie. — C'est qu'elles ont été jusqu'ici préservées de ce malheur par l'action des mêmes fautes commises presque par-tout, & par leurs constitutions particulières. Cette dernière raison mérite seule un certain développement ; 1°. ces Nations n'ont point eu la barbare politique de partager toutes leurs terres à un petit nombre d'individus ; 2°. les propriétaires, loin de recevoir une propriété *perpétuelle & inaliénable*, n'ont pour la plupart reçu qu'une propriété passagère, qui leur a échappé en tout ou en partie ; 3°. la petite portion de biens substitués chez elles, ne sauroit être comparée à une *propriété perpétuelle & inaliénable*, ni à la quantité immense de substitutions qui en ont résulté & en résultent tous les jours. — Or, de-là il suit que chez ces Nations le commerce & l'industrie ont été appuyés sur des bases plus solides, puisque l'espérance, la facilité de posséder des biens-fonds, le charme magique attaché à une telle possession, ont, d'une part, maintenu, du plus au

noins, la culture des terres & des arts utiles, & ont, d'autre part, fixé davantage les hommes dans leur propre pays, leur faisant préférer leurs héritages assurés, à tous les biens incertains, dont l'avidité occasionnoit ailleurs tant d'émigrations....

Ainsi un Peuple, destiné à être agriculteur, qui auroit partagé la propriété perpétuelle & inaliénable de ses terres à un petit nombre de personnes, se seroit mis par cela seul dans l'impuissance de perpétuer chez lui le regne de l'agriculture, du commerce & de l'industrie. Supposé donc que ces puissans mobiles de la gloire, de la force, de la prospérité des Nations, eussent été gênés, contrariés par une fausse administration fiscale, il ne suffiroit point, pour les rendre à leur ressort naturel, de les délivrer d'un tel obstacle extérieur. Si l'obstacle intérieur, qui comprime sans cesse leur ressort, n'est lui-même renversé, ils n'agiront jamais avec la force qui leur est propre. Cet obstacle intérieur, c'est l'inique partage des propriétés foncières. Tant que cet obstacle subsistera, c'est en vain qu'on s'épuisera en efforts pour faire revivre l'agriculture & l'industrie. J'en appelle à l'histoire; voyez à quoi ont abouti tous les prix, tous les genres d'encouragemens proposés en Espagne, en Pologne, & dans tous les Etats où les terres ont été partagées, ainsi qu'il a été dit ? Les terres imposées elles-mêmes par la voie des cadastres n'ont-elles pas refusé, pour ainsi dire, de se prêter aux sages vues des réformateurs Espagnols ? L'ancienne loi sur le partage des terres est donc ici le premier objet sur le quel il faudra opérer. — Eh quoi ! téméraire ! vous allez nous conseiller de porter une main sacrilège sur la précieuse loi des propriétés ? — L'objection a été prévue ailleurs, (premier & second Moyens).

Ainsi , pour toute réponse , je dirai : voulez-vous préparer à vos neveux un sort digne des sociétés réellement *civilisées* : créez d'abord des Bureaux des ressources sociales ; & la Nation bénissant ces premiers établissemens de bienfaisance , vous verra sans peine travailler à les perpétuer. Dès-lors vous pourrez en leur faveur changer l'ordre actuel des successions , (N<sup>o</sup> XVI ) , bien entendu qu'aucune des nouvelles loix n'aura un effet rétroactif. Ces premières réformes seront suivies de celles tendant à prouver aux peuples que leur aisance , leur bonheur sont l'unique but de votre administration. Dès-lors encore vos nouvelles loix sur les substitutions , sur le retrait lignager , sur les matieres matrimoniales , acheveront sans obstacle d'enrichir la machine nationale de tous les instrumens , ressorts & tranchans nécessaires pour diviser & sous-diviser peu à peu les héritages , autant que de besoin. Il arrivera de-là que le regne de l'industrie & de l'agriculture ne trouvant plus chez vous ses ennemis les plus cruels , jettera insensiblement de profondes racines , lesquelles étant secondées par les voies & les réformes convenables , lui assureront une durée également glorieuse & permanente. = Ces voies , ces réformes concernent le régime fiscal , & elles nous fourniront la

*RÉPONSE A LA DEUXIEME QUESTION.* — Nous pensons donc qu'il est convenable de supprimer les taxes imposées , pour les besoins publics , sur les marchandises de vente journaliere , & principalement sur les comestibles ; car de telles taxes exposent tous les jours à des contraventions , à des fraudes , à une contrebande lucrative , d'où résultent la violation & le mépris des loix. Elles portent plus principalement  
sur

sur le pauvre que sur le riche ; parce que ce premier , vivant , comme on dit , *au jour la journée* , ne sauroit user que d'achats journaliers. Elles renchérissent la main-d'œuvre , découragent les vendeurs & les acheteurs , tous les entrepreneurs en fait d'industrie , ruinent le commerce & l'agriculture : en un mot , elles minent tous les ressorts de la propriété des Nations. — La seule objection spécieuse dont cette manière soit , je crois , susceptible , c'est qu'alors les Peuples paient les impôts peu à peu , & comme sans le savoir , sans en être épouvantés , quelque pesans qu'ils puissent se trouver.

Quoique la nécessité des impôts soit généralement reconnue , il est bon sans doute , ( surtout s'ils sont exorbitans ) , de les lever de la manière la plus imperceptible ; mais il est sans doute bon aussi de ne pas oublier leur vraie destination : ils ne sont levés que pour l'intérêt national ; par conséquent si leur levée<sup>e</sup> contrarie cet intérêt , il est clair qu'elle est vicieuse. Or les taxes sur les marchandises de vente journalière , telles sur-tout que les comestibles , sont , comme on l'a vu , contraires à l'intérêt national ; donc ces sortes de taxes ont un vice radical qui doit en interdire l'usage , ou en faire ordonner la suppression.

Mais , me direz-vous , elles sont établies , & leur produit est , en ce moment , d'une nécessité indispensable. Alors il faut les remplacer par d'autres non sujettes aux mêmes inconvéniens , & qui entraînent même quelque avantage. Car tel sera le caractère d'une véritable législation financière , savoir QUE TOUS LES GENRES DE SUBSIDES SERONT CAPABLES DE PRODUIRE DANS L'OCCASION QUELQUE BIEN PARTICULIER. C'est le précieux caractère que nous avons tâché de rendre

propre à la partie financière de notre système de législation. Ainsi, par ex. les taxes levées d'après les réglemens du No XXIV, auront la propriété d'encourager la population, de ménager du travail à ceux qui en ont besoin, & qui en trouvent le plus difficilement. Les octrois locaux feront jouir à peu près des mêmes avantages, & en outre ils intéresseront à diminuer des dépenses de particulier, nuisibles au Public. Les impôts sur les bestiaux, &c. fourniront la facilité de les faire multiplier à volonté, d'en faire perfectionner la race, d'augmenter les genres d'occupation, suivant les besoins; l'impôt sur les forêts & sur le toisé des terres fera convertir en forêts les biens fonds, plus propres à cette production qu'à toute autre, & il fera restituer à l'agriculture toutes les terres dignes de cette heureuse destination. L'impôt de denrées aura encore un privilège particulier pour encourager les cultivateurs, (ces pères nourriciers des Nations), puisqu'il ne sera payé qu'à proportion de la quantité & de la qualité des denrées récoltées. Enfin, les taxes sur les exportations & sur les importations participeront elles-mêmes au caractère de notre législation financière, attendu qu'elles ne pourront, selon nous, être imposées que pour exciter l'industrie, ranimer le travail, favoriser les cultures, les manufactures nationales. L'ensemble de ces subsides fournira l'avantage de ne lever que petit à petit les contributions nécessaires pour les besoins publics. Quant au caractère d'utilité qui les distingue chacun en particulier, c'est leur diversité qui en est la cause; & à cet égard, la moindre réflexion fera sentir que toutes les terres mises en cadastre, ou toutes imposées en denrées, ne sauroient réunir les mêmes genres d'utilité ci-mentionnés, ni peut-

être aucun des autres encore propres à notre système de finances. Ajoûtez à cela & les abus que ces mêmes terres ainsi taxées perpétueroient, & les entraves barbares que les autres subsides usités font multiplier, & les sommes immenses qu'il en coûte pour entretenir une haine, une guerre scandaleuse entre les membres du même Empire, de la même Province. de la même ville, de la même famille, & pour leur offrir à tous un sinistre encouragement à la fraude, à la violation & au mépris des loix; pesez, dis-je, toutes ces considérations, & vous conviendrez sans peine de l'utilité, de la nécessité des réformes proposées ou d'autres encore plus sagement combinées, plus propres à extirper radicalement les vices énormes de la plupart des Codes, que le malheur des temps, l'empire & la marche des préjugés ont transmis à la génération présente.

Si l'on avoit pu douter de la nécessité de lier entr'elles toutes les loix du même Code, ce grand principe de législation (N° CXXXI) se trouveroit démontré par cette seule réponse académique, puisque, comme on voit, pour satisfaire à deux simples questions, il a fallu toucher à toutes les branches de la législation en vigueur, agir, pour ainsi dire, sur tous les fondemens de l'état social. Aussi pourroit-on comparer les Codes des sociétés soi-disant policées, à ces vieux châteaux, enfans de l'ignorance, qu'on étoit de jour en jour, mais dont la foiblesse, l'irrégularité, les incommodités augmentant de jour en jour, finissent par les convertir en des repaires de voleurs, de serpens, de reptiles impurs, se dévorant les uns les autres, & portant l'infection au loin par-tout où parvient leur souffle empoisonné. Puissent des bâtimens si funestes être ren-

versés de fond en comble par ceux qui en ont le droit, & faire place à des monumens, l'asyle agréable des uns, une ressource passagere pour les autres, & un sujet de satisfaction pour tous les passans, dont les regards viendront à les appercevoir ! Puissent les sociétés, soi-disant policées, reconnoître au plutôt les vices énormes de leur vieille organisation, & se donner une constitution robuste, qui les rendant à jamais aussi heureuses que leur nature peut le comporter, fixe peu à peu les regards de toutes les Nations, & finisse par les appeler, les associer à la jouissance du même genre de félicité intarissable ! Puisse sur-tout le Peuple assez sage pour soumettre au conflit des discussions publiques des matieres aussi importantes que celles dont il s'agit ici, avoir la gloire d'être proposé pour modele, de servir d'exemple au reste des Nations, en s'armant dès aujourd'hui de tout le courage, en usant de toute la prudence nécessaires pour substituer au plutôt à des coutumes barbares & contradictoires, un Code de loix entierement calquées sur le nouvel ordre de choses !





DOUZIÈME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE D'ARRAS;

TOUCHANT CETTE QUESTION :

*Est-il utile, en Artois, de diviser les Fermes ou exploitations de terres? Et dans le cas de l'affirmative, quelles bornes doit-on garder dans cette division?*

D'APRÈS nos principes (Nos XII, XIV, XVI., Réponse précédente, &c.) examiner s'il est utile en Artois de diviser les fermes & autres grandes possessions quelconques, ce feroit examiner s'il est utile d'y diminuer les causes de l'excessive inégalité des richesses, d'y prévenir les funestes effets de l'indigence, d'y perpétuer, d'y répandre de plus en plus l'amour de la Patrie dans tous les ordres de citoyens, d'y favoriser la population, l'agriculture, l'industrie, le commerce, d'y établir & fixer par-tout cette médiocre aisance, source & preuve de la prospérité des Empires..... Ainsi notre réponse à cet égard est évidemment pour l'affirmative. L'Artois étant un pays agricole-commerçant, on ne sauroit le comprendre dans l'exception indiquée à la fin du N<sup>o</sup> XIV; cette exception est fondée sur les pertes qui résulteroient

du partage des habitations d'Amérique ; pertes (a) qui, comme on fait, ne pourront jamais avoir lieu dans un terrain consacré à la production des grains & à des pâturages, habité par des Peuples libres dans leurs genres de culture, aussi bien que dans leurs exportations & importations indispensables.....

Quant aux bornes qu'il faudra garder dans cette division, il me semble qu'elles devront toutes être purement relatives aux besoins nationaux & aux droits de citoyen. Ainsi dans les Etats qui ont beaucoup de terres incultes à défricher, on défendra de diviser les fermes & les héritages, déjà réduits à l'étendue nécessaire pour l'occupation & l'entretien d'une famille. En même temps, les terres en friches ayant été arpentées & divisées en lots, à la manière des Anglois dans leurs colonies, on les distribuera, partie aux enfans de famille, auxquels les parens, d'après la défense précédente, n'auront point d'établissement à donner (b) ; par-

(a) « Qu'une habitation en sucrerie, dit Hiliard d'Auberteuil, comprenne une étendue de trois cens carreaux de terre, ou cent carreaux seulement, il faut toujours les mêmes bâtimens : un moulin à eau suffit pour l'une & pour l'autre. Il faut également des negres aux barrières, des gardiens d'animaux, des tailleurs de haies. — Un habitant qui a deux cens carreaux de terre en bon sol & trois cens negres, peut faire un million de sucre brut. Avec cent cinquante negres, sur cent carreaux de terre également productive, il n'en fera que trois cens milliers. — Cette dernière habitation, bien établie, coûtera au moins 300,000 livres. L'autre qui rend trois fois plus, ne coûtera que 1,200,000 livres. Il est donc très-important de ne point diviser le grand établissement ».

(b) « Dans le Royaume nommé Terre-Ferme, ( en Espagnol *Tierra-Firme* ) ou du *Darien*, lorsque les filles

tie aux plus offrans & derniers enchérisseurs ; partie aux nouveaux Colons , à qui on fournira d'ailleurs toutes les choses indispensables pour commencer avec succès leurs établissemens. Chez les nations où les terres en friches sont moins abondantes , on les réservera pour les établissemens militaires , & pour être distribués en prix de mariage aux enfans de l'Etat , (premier & septieme

---

sont devenues nubiles , elles restent confinées dans leurs cabanes , jusqu'à ce qu'on les demande en mariage. Elles ne paroissent même devant leur pere , que voilées. Aussi - tôt qu'une fille a été promise à un jeune homme , elle passe sept nuits sous la garde de son pere , ou en l'absence de celui-ci , sous celle de son plus proche parent , qui la remet ensuite entre les mains de son mari. On invite à la fête tous les Indiens de l'habitation : les hommes s'y rendent avec des haches ; les femmes avec un boisseau de maïs ; les garçons apportent des fruits & des racines , & les filles du gibier & des œufs. On place tous ces présens à la porte de la cabane nuptiale ; & quand cette longue cérémonie est achevée , les hommes entrent dans une autre cabane où le marié les reçoit avec honnêteté , & leur présente à chacun un verre de quelque liqueur forte. Les femmes sont reçues de la même maniere. Toute la compagnie étant rassemblée , les peres des nouveaux époux arrivent. Celui du marié prononce un fort long discours sur les avantages & les obligations du mariage , après lequel il se met à danser jusqu'à perdre haleine : puis s'étant accroupi , il présente son fils à la mariée , dont le pere est aussi accroupi & la tient par la main. Le pere de la fille se leve alors & danse à son tour. Après cette danse , les époux s'embrassent , & tous les hommes courent , armés de leur hache , vers une portion de terre qui a dû être marquée pour l'habitation des jeunes mariés. Les arbres sont bientôt abattus & le terrain défriché. Les femmes & les enfans sement les maïs & les autres grains , tandis que les hommes construisent la cabane. Enfin l'on se met à boire , & la fête finit lorsqu'il n'y a plus de liqueurs fortes ».

Moyens.) La division des héritages n'y sera limitée par aucune borne, attendu que les vrais citoyens, les propriétaires, ne sauroient y être trop multipliés; & d'autre part, le respect dû à la liberté des propriétés empêchera d'y ordonner cette division, qu'on se permettra seulement d'encourager, par exemple, par l'ordre des successions (Nos XIV, XVI), par des impôts sur les charrues progressivement plus forts, à proportion que le nombre en deviendra plus excessif (N° XXXVII), &c. Un léger coup-d'œil sur les numéros cités, rappellera & les adoucissémens avec lesquels ce dernier encouragement doit être administré, & les précautions destinées à empêcher le premier de devenir une source funeste de procès & de divisions domestiques. — Ces bornes & autres moindres encore, rappelées dans la Réponse précédente, sont les seules qui nous paroissent devoir être employées relativement à la division, tant des fermes que des successions & héritages de toute espèce. Elles sont liées à un système de finances fort différent de celui en vigueur dans l'Artois. C'est aux sages Administrateurs de cette Province, à examiner lequel des deux seroit le plus avantageux, & à agir en conséquence; (deuxieme, troisieme & quatrieme Moyens, N° CXXX.) Il est inutile d'observer qu'en faisant diviser les terres incultes en lots de défrichement, on aura soin, dans notre système N° XLV, de réserver pour des forêts ou des pâturages, celles qui seront jugées impropres à la culture; c'est-là une précaution trop essentielle pour avoir besoin d'être rappelée à la bonté prévoyante & éclairée des Gouvernemens actuels.



---

TREIZIÈME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE BORDEAUX;  
TOUCHANT CETTE QUESTION :

*Peut-il y avoir des circonstances où le bien public exige qu'on gêne ou qu'on limite tel ou tel genre de culture ?*

**L**E bien du fisc a souvent paru exiger qu'on gênât, qu'on proscrivît même divers genres de culture. Mais le bien du corps social n'a jamais pu ni ne pourra, dans aucune circonstance, exiger qu'on gêne & qu'on interdise tel ou tel genre de culture. Car le bien du corps social résulte du bien de ses divers membres, & le bien de ceux-ci demande évidemment qu'ils puissent à leur gré se livrer aux cultures qui leur paroissent les plus avantageuses. Si l'ignorance, le préjugé, faisoient adopter chez un ou plusieurs Peuples, des genres de culture les moins utiles possibles, le bien du corps social n'exigeroit pas pour cela qu'elles fussent absolument défendues. Une telle défense seroit nécessairement funeste, & comme contraire à la liberté des propriétés, & comme pouvant, dans une autre occasion, être faite à tort & à travers, dans des vues erronées ou purement fiscales. D'ailleurs elle ne concerneroit que le bien apparent d'une ou de quelques Nations, & jamais le bien réel du corps social, bien qui demanderoit, non seulement la

liberté des cultures, mais encore la liberté des exportations & des importations de toute espèce.... Mais peut-il y avoir des circonstances où le bien public d'une nation exige qu'elle gêne ou qu'elle limite tel ou tel genre de culture? — Supposons d'abord une nation chez laquelle sont usés des genres de culture, qui, dans une étendue déterminée de terrain, ne produisent que la moitié, le quart, le dixième, &c. de ce qu'y produiroit une autre culture: faudra-t-il les y défendre absolument? L'autorité du Gouvernement n'étant dans le droit qu'une autorité de bienfaisance, de protection, & son intérêt, & l'intérêt des citoyens, exigeant de sa part un respect inviolable pour les propriétés, je dis qu'il faudra alors, d'une part, répandre par-tout les connoissances relatives à ces cultures; & de l'autre, se borner à les soumettre aux entraves financières, proposées au N<sup>o</sup> XLIII; car une telle conduite produira évidemment le bien réel de la nation à tous égards; tandis que quelques citoyens s'éclaireront sur leurs vrais intérêts, le trésor public mettra à contribution l'entêtement des autres, des *ignorans*, des *routiniers*; la liberté accordée sur ce sujet, préviendra les moindres plaintes, & la légère entrave imposée, loin de ruiner l'agriculture, sera elle-même un vrai motif d'encouragement, une espèce d'avis paternel, de correction bienfaisante, dont l'heureux fruit ne sauroit tarder de se manifester. — Si nous supposons en second lieu, que les cultures mentionnées cessent de rendre moins que toute autre culture, & que progressivement elles parviennent à rendre à peu près autant; dans ces divers cas il est évident qu'on sera encore moins fondé à les interdire que dans le premier, & qu'il faudra seulement les gêner par les entraves proposées, lesquelles, sans nuire à la

erté des propriétés , deviendront un sage encouragement pour des cultures préférables à celles en vigueur. --- Ces deux suppositions conviennent également aux cultures des objets de nécessité, & à celles des objets de luxe ou de fantaisie.

Si nous supposons maintenant des genres de culture qui rapportent autant ou même plus qu'aucun des autres, il faudra alors distinguer celles qui produisent des objets de luxe, de fantaisie, de celles qui produisent divers objets de nécessité. Ces dernières ne devront, dans aucune circonstance, recevoir la moindre gêne, assertion qui est, je pense, incontestable aux yeux de tout le monde. Quant aux premières, il peut, ce me semble, y avoir des circonstances où le bien public d'une Nation exige qu'on les gêne ou qu'on les limite. Ainsi, premièrement, chez une nation barbare, environnée de toutes parts d'ennemis irréconciliables, & laquelle aura aucun besoin des cultures en question, ou sera forcée de livrer tout son territoire à la production des divers objets de nécessité; dans ces circonstances, le bien public d'une telle nation exigera qu'elle défende absolument ces cultures, puisqu'elles nuiraient, ou au préjudice des objets de nécessité, ou à pure perte, son état constant de guerre avec des Peuples voisins, ne lui permettant aucune espèce d'échange... Secondement, chez une nation policée, entourée de Peuples policés & agricoles-commerçans comme elle, avec lesquels elle est constamment en paix & en relation; son intérêt n'exigera jamais une défense absolue, ainsi que nous venons de le voir dans les suppositions précédentes; mais il pourra y avoir des circonstances, où ce même intérêt exige qu'elle mette en œuvre les entraves financières proposées au N<sup>o</sup> XLIII.

Ce sera dans le cas où les objets de luxe & de fantaisie enleveroient à l'agriculture un terrain nécessaire pour la subsistance des citoyens. Si ce terrain est réellement précieux à l'agriculture, la gêne indiquée suffira pour le lui faire restituer. Si elle ne produit point cet effet, ce sera une preuve que ce terrain est employé plus utilement aux productions gênées : les échanges du commerce seront alors avantageux à la nation, qui gagnera à consommer des objets de nécessité, cultivés hors de son territoire..... Si ces mêmes objets de luxe ou de fantaisie sont d'un débouché sûr, & , pour ainsi dire , immanquable, alors outre les entraves financières mentionnées, ils pourront encore supporter dans les manufactures ou dans les douanes, les droits de traite, ou ceux d'attelier, ou les uns & les autres à-la-fois, à proportion de la certitude des débouchés ; car les subsides publics sont indispensables à la prospérité des nations, & dès qu'ils peuvent être levés sur le superflu, sur des objets de luxe ou de fantaisie, c'est un devoir pour elles de les puiser dans cette source, en aussi grande quantité qu'il peut le comporter le regne de l'industrie, du commerce & des cultures de toute espèce. Telles sont si je ne me trompe, les circonstances où le bien public d'une nation agricole-commerçante, environnée de nations pareilles, ses alliées, peut exiger qu'on y gêne ou qu'on y limite certains genres de culture ; pourvu que cette gêne consiste dans de légères entraves financières inaugmentables pour la plupart, ou déterminées, & non dans une défense absolue, ou dans des limites de terrain, ou dans des surcharges augmentables à l'arbitraire, destructives de toute culture, de toute industrie.



ontraires à la liberté des propriétés, au véritable intérêt des nations....

Troisièmement, chez un Peuple environné de nations, tantôt ses alliées, tantôt ses ennemies & toujours ses rivales, le bien public d'un tel Peuple pourra exiger que l'administration y défende absolument certaines cultures, ou qu'elle se borne à les gêner par les moyens proposés ; le tout suivant que cette administration approchera plus de celle de l'un ou de l'autre des deux peuples, pris pour points de comparaison, comme placés aux deux extrémités....

Il suit de tout ceci que dans le système du commerce illustré, il pourra réellement y avoir des circonstances où le bien public exige qu'on gêne certains genres de culture, parce que ce même système ne permettra cette gêne qu'accompagnée des justes bornes, propres à concilier l'intérêt individuel avec l'intérêt général, tant du corps social, que de chaque nation en particulier. Dans l'ordre actuel des choses, ces mêmes circonstances pourront aussi avoir lieu avec moins d'avantages sans doute, mais d'une manière toujours utile, du plus au moins, suivant que chaque nation aura des moyens plus ou moins efficaces, & de distinguer ces mêmes circonstances, & d'adoucir, d'alléger aux yeux des citoyens les entraves qu'elles lui prescriront de leur imposer. (Nos XL, XLIII, LII, LIV....)

---

QUATORZIEME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE BESANÇON,

*Consistant à montrer comment la rivalité des Nations  
peut devenir un principe de leur grandeur res-  
pective.*

**S**I jamais pensée sublime a pu occuper des Philosophes législateurs , si jamais pensée sublime a été digne d'un siècle bienfaisant & éclairé , telle est sans doute l'idée sublime de convertir la rivalité des nations en principe de leur grandeur respective , c'est-à-dire , l'idée de convertir en source de félicité universelle , la source la plus féconde en infortunes publiques & particulières , en désastres nationaux , en malédictions de toute espece. Or quoiqu'une telle idée ne puisse vraisemblablement être développée avec un plein succès , que par les sages qui ont eu le bonheur de la concevoir & de la produire au grand jour , nous osons néanmoins croire qu'elle n'aura pas fait en vain le sujet de nos méditations. Ainsi selon nos foibles vues , le commerce illustré contient une méthode de changer la rivalité des nations en principe de leur grandeur respective ; méthode d'autant plus inappréciable , que des diverses opérations qu'elle renferme , les plus essentielles ont été préparées & comme rendues nécessaires par la marche ordinaire des préjugés humains ; & les autres sont de telle nature , que

oin d'avoir besoin d'être exécutées toutes à-la-fois, elles pourront se suivre de plus ou moins loin, sans cesser de produire chacune à peu près son effet particulier.

Et d'abord les premières opérations de cette méthode, c'est-à-dire, les premiers articles de la Confédération Chrétienne, se trouvent préparés &endus, pour ainsi dire, nécessaires par la marche des préjugés. (N<sup>o</sup> VIII, IX.) En effet, l'esprit le commerce étant devenu le mobile universel de la politique, il est naturel que désormais la rivalité des nations s'exerce principalement sur le commerce, & de là le regne des prohibitions & des avantages partiels, tel que nous le voyons en vigueur, mais un regne qui deviendra par lui-même un principe de la prospérité réciproque des nations, (N<sup>o</sup> VII) puisqu'il obligera les Gouvernemens à veiller respectivement sur les progrès de leur industrie, de leur agriculture, de leur-commerce en tout genre, sur le bien-être de tous leurs Peuples. Or pour agrandir & perfectionner ce léger principe de prospérité réciproque, pour lui assurer plus de consistance, nous avons proposé d'enchaîner les jalousies nationales, ou plutôt de les convertir en rivalités utiles, de les ennoblir, en les rendant impuissantes pour le mal, & puissantes pour le bien, tant commun que particulier; selon nous, cette heureuse métamorphose sera opérée, dès-lors que les nations confédérées conviendront de ne plus porter leurs droits d'entrée ou de sortie au-delà d'un certain taux, soit de cinq pour cent, soit de dix pour cent, ou autre quelconque non exorbitant, & de rendre leurs divers taux égaux vis-à-vis de chacune d'entr'elles, double opération exactement saluée sur les préjugés régnans. Car les avantages

partiaux, en fait de commerce, étant une semence perpétuelle de discorde, de guerres, & l'état de guerre étant ennemi mortel du commerce, si les nations rivales veulent jouir de l'union nécessaire à la prospérité de leur commerce, il est naturel qu'elles cherchent à prévenir les querelles occasionnées par la partialité des avantages commerciaux, & qu'elles emploient à cet effet les conventions proposées, ou d'autres analogues. Ainsi les premiers articles de la Confédération Chrétienne, ou autrement dit, nos premiers moyens de convertir la rivalité des nations en principe de leur grandeur respective, ne sauroient être rangés dans la classe des idées platoniciennes, puisqu'ils se trouvent exactement appropriés aux préjugés dominans.

Borner à cet objet les avantages qui peuvent résulter d'une sage rivalité entre les nations, ce seroit s'exposer à en voir empoisonner ou même tarir la source, attendu que l'enchaînement des divers besoins sociaux ne permet pas de subvenir avec succès aux uns, si l'on ne pourvoit en même temps à tous ceux qui se trouvent liés à ces premiers : ce seroit d'ailleurs ne faire faire aux nations commerçantes, qu'un premier pas vers leur bonheur commun; ce seroit vouloir qu'en travaillant à leur civilisation générale, elles imitassent la conduite de quelques familles sauvages réunies en hordes ou petites bandes, dans le dessein de ne plus s'exterminer mutuellement, & avec la seule obligation, pour chacune d'entr'elles, de rechercher son intérêt, sans le moindre acte d'hostilité envers les autres. Or, je vous prie, suivons un moment les progrès de la civilisation de pareilles hordes. Si vous en réunissez plusieurs, de manière

former une nation nombreuse ; pour rendre cette même nation heureuse & puissante , il faudra lui donner un code de loix relatives à sa position & à ses occupations ordinaires ; un code qui n'en fasse réellement qu'un seul & même Peuple. La Chine, le Pérou, Lacédémone , offriront peut-être à peine une approximation d'une civilisation aussi avancée. Mais outre qu'aux époques où ont pris naissance ces corps politiques , les lumières étoient plus rares qu'à l'époque actuelle , leur civilisation particulière a dû être imparfaite , par cela seul qu'elle étoit particulière ; mais les progrès des sciences en tout genre , & notamment de la science par excellence ( la législation ) ; mais la multitude & la puissance formidable des nations qui doivent être civilisées tout-à-la-fois ; mais les vrais intérêts des Peuples commerçans , & les principes de bienfaisance qui dirigent leurs Gouvernemens actuels , tout nous porte , tout nous force aujourd'hui à penser que la grande civilisation dont il s'agit , ne s'exercera , ni aussi lentement , ni d'une manière aussi imparfaite , que les petites civilisations nationales qui ont eu lieu jusqu'à ce moment. Ainsi après avoir converti la rivalité des Peuples en premier principe de leur grandeur respective , au moyen des conventions nationales suggérées , dictées , pour ainsi parler , par les préjugés régnans ; il faudra donner à ce principe toute l'extension dont il paroîtra susceptible , & accompagner les conventions mentionnées , d'autres conventions évidemment avantageuses , & toujours analogues , du plus au moins , au principal mobile de la politique moderne. D'après ces considérations , on recherchera donc d'abord des moyens d'étendre , de raffermir , de perpétuer le commerce , tant général que particulier ; ensuite

on tâchera de déduire de ce même esprit de commerce , non toutes les réformes possibles , mais celles qui seront jugées , ou les plus pressantes ou les plus praticables , ou les plus importantes à l'intérêt général du genre humain.

En examinant les divers articles de la Confédération Chrétienne , on se convaincra bientôt que ce sont-là les grandes vues qui nous ont constamment dirigé dans nos méditations. De plus , tandis que d'une part on s'appercevra , que ces mêmes articles divers pourront , sans cesser de produire leur effet particulier , n'être mis en vigueur que successivement & avec plus ou moins de promptitude , le tout , selon les circonstances , selon les efforts bien-faisans des Législateurs modernes ; d'autre part on conviendra que les avantages de la Confédération Chrétienne étant une fois connus de quelques Peuples , sa bénigne influence se divulguant de proche en proche avec rapidité , fera de jour en jour augmenter le nombre des Peuples confédérés , aussi-bien que celui des articles de la confédération. Ainsi , par notre projet de paix perpétuelle , la rivalité des Nations se trouve convertie en principe de leur grandeur respective ; principe destiné à recevoir l'extension la plus heureuse , la plus admirable à tous égards ; c'est-à-dire , non-seulement toute l'extension indiquée , mais encore toute celle qui en est ou qui en deviendra une suite naturelle.



---

QUINZIEME RÉPONSE,  
POUR L'ACADÉMIE DE BERLIN,  
TOUCHANT CETTE QUESTION:

*Quelle seroit la meilleure maniere de rappeler à la raison les Nations, tant sauvages que policées, qui sont livrées à l'erreur & aux superstitions de tout genre ?*

» **V**OULEZ-VOUS régner sur les préjugés, commencez à régner par eux. » Cette sentence de J. J. peut nous servir ici d'épigraphe, & indiquer en même temps le principe servant de base à la Réponse renfermée dans cet écrit. En effet, la premiere partie offrira des exemples & des preuves incontestables de cette grande vérité, savoir, que l'homme fut toujours esclave de ses préjugés: vérité d'ailleurs familiere à tous ceux qui ont lu l'histoire avec fruit, ou qui ont réfléchi sur la nature de l'homme. Ainsi donc, la meilleure maniere de rappeler à la raison les nations, c'est de les y conduire & ramener par l'indestructible voie des préjugés; & en conséquence, par leurs préjugés actuels, & sur-tout par ceux de leurs conducteurs. En second lieu, le sens commun nous dit de commencer par agir sur les nations dont l'influence sur le reste des hommes, est la plus profonde, la

S ij

mieux enracinée , afin que leur heureuse régénération puisse être efficacement employée à épurer peu à peu les idées du reste des humains. Or cette influence inouïe sur le sort de tous les Peuples , ce sont sans contredit les Nations Chrétiennes commerçantes qui l'exercent aujourd'hui dans les quatre parties du globe. Ce sont donc là les Nations qu'il faut d'abord s'efforcer d'arracher à l'empire de l'erreur & des préjugés de toute espèce. Ce qui est ici vraiment consolant , vraiment admirable aux yeux des amis de l'humanité , c'est de voir , d'une part , un préjugé utile (l'esprit de commerce) devenu aussi commun aux princes qu'aux sujets ; & d'autre part , de voir ces mêmes princes pénétrés de la sublimité de leur destination , de l'étendue de leurs glorieux devoirs , ne s'occuper par-tout que du bonheur de leurs Peuples , reconnoître tous , & comme de concert , que c'est-là pour chacun d'eux , le seul moyen de travailler pour son véritable intérêt , pour sa propre félicité. Ainsi les avantages du commerce , le bonheur des Peuples , sont les heureux préjugés sur lesquels il faudra de préférence s'efforcer d'opérer , grâce au nouvel ordre de choses. Par conséquent la méthode dont il s'agit , consiste à indiquer des moyens efficaces , d'augmenter la gloire , la force , la prospérité des nations Chrétiennes commerçantes , & propres en même temps à rendre insensiblement leur fortune fort commun à tous les Peuples de l'Univers. Notre essai sur cette importante matière , se réduit à un nouveau système , & de confédération , & de législation , analogue aux besoins actuels des Peuples commerçans , & adapté à leurs diverses formes de gouvernement. Si nous n'avons point atteint le glorieux but désigné , nous nous croirons heureux



d'en avoir approché jusqu'à un certain point, ou même de l'avoir seulement entrevu; dans la douce espérance que les savans ne dédaigneront point de retoucher, de perfectionner nos foibles vues & de les présenter sous un point de vue capable d'exciter enfin l'attention, tant des Peuples que de leurs augustes Conducteurs.

Quant au détail des préjugés à mettre en usage vis-à-vis de chaque Peuple en particulier, nous croyons qu'il auroit été très-déplacé dans un écrit de la nature de celui-ci : les principes une fois posés, c'est aux lecteurs à en tirer les diverses conséquences. Prévenus d'une telle pensée, nous ne nous sommes étendus que sur ce qui concerne les nations in-chrétiennes (N<sup>o</sup> CXXV), & encore qu'autant que la chose a paru indispensable pour faire saisir notre système : s'il n'est point erroné, nous en aurons assez dit pour indiquer en même temps la marche à suivre vis-à-vis de chaque Peuple de l'Univers, soit commerçant ou non, soit sauvage ou policé.

Quiconque donc étudiera ce foible écrit, y trouvera, selon nous, une méthode de rappeler à la raison, les nations tant sauvages que policées, livrées à l'erreur & aux superstitions de tout genre ; méthode précieuse que les Savans auront la gloire de rendre la meilleure possible, & les gouvernemens la gloire de mettre en pratique, plus encore par esprit de bienfaisance que par motif d'intérêt, dans la vue d'étendre par degrés leur commerce chez toutes les nations de l'Univers.

Puisque nous voilà encore sur l'article des préjugés, tâchons de rendre plus palpables les diverses explications que nous avons données jusqu'ici de leur

marche naturelle ; & pour cet objet , faisons une supposition qui n'auroit point été admissible au commencement de cet ouvrage : supposons-nous déjà parvenus à cette époque heureuse , où tous les Peuples de l'Univers jouissant des fruits admirables d'une paix perpétuelle , ne formeront plus de tous les hommes , qu'une société de freres traités réciproquement comme tels. Je dis qu'alors les préjugés humains auront parcouru comme un cercle de métamorphoses pour se retrouver à peu près au point où ils auroient dû se fixer dès l'origine des sociétés. En effet, les hommes n'ont été destinés à vivre en société que pour leurs avantages réciproques & particuliers. Armés, logés , vêtus , pour se soustraire à la fureur des bêtes sauvages , à la rigueur des élémens , à l'intempérie des climats , ils n'auroient jamais dû chercher qu'à s'entr'aider les uns les autres, soit comme Membres de la même horde ou nation , soit comme Membres seulement du Corps social. L'égoïsme individuel & l'égoïsme national , sont les deux fléaux qui ont ravagé ces deux sortes de sociétés , en y faisant régner le droit du plus fort. Le premier a principalement infecté les sociétés particulières , en y introduisant l'esprit d'injustice & de fraude ; le second a infecté la société en général , en rendant les Nations , ennemies les unes des autres. En vain pour remédier à ces terribles fléaux , les hommes ont-ils essayé de tous les moyens que la foiblesse de leur entendement leur a laissé appercevoir. Une fois sortis du point fixe qui leur avoit été assigné pour leur bonheur , tous leurs pas n'ont plus tendu qu'à les égarer du plus au moins. Figurez-vous un grand cercle dont le centre répand une chaleur , une lumière également douce & féconde , & sur la circonférence

duquel se trouvent, de distance en distance, quelques foibles lueurs, quelques vers luisans. Les hommes placés d'abord dans les régions les plus fortunées, s'en sont éloignés, au point de les perdre même entièrement de vue. Alors ils ne se sont plus conduits qu'à la lueur des vers luisans, dont ils ont tristement parcouru la suite, sans se fixer auprès d'aucun, parce que nul ne pouvoit suffire à leurs besoins.....

La marche des préjugés humains depuis le commencement des siècles, est le cercle de vers luisans, la foible lueur, qu'ont suivie à leur insu les hordes & les nations de toute espèce. Les lumières de la saine raison, les avantages inséparables du règne de la justice & de la paix, forment l'atmosphère de lumière & de chaleur vivifiantes, dans laquelle les Nations se trouvent ou se trouveront enfin placées. Là instruites à l'école de l'expérience & de l'adversité, elles n'oublieront jamais que le bonheur de chacune d'entr'elles dépend de leur bonheur commun, & que destinées par le grand Être à vivre en membres d'une seule & même famille, elles ne peuvent goûter le genre de félicité dont leur nature est susceptible, qu'en se faisant du bien les unes aux autres, qu'en se mettant dans l'heureuse obligation de ne pouvoir contribuer mutuellement qu'à leur prospérité réciproque, sans jamais se nuire en aucune manière.....

La foible lueur qui a comme conduit les hommes à travers leurs écarts, a dû devenir insensiblement moins sombre ; mais si elle a rapidement acquis une espèce de demi-éclat propre à les conduire vers le centre lumineux, où les attendoit une meilleure destinée, ce n'est point uniquement parce qu'elle avoit déjà diminué d'obscurité : c'est parce

que la découverte du Nouveau Monde a , pour ainsi parler , déchiré le voile qui empêchoit les rayons lumineux de se propager du centre à la circonférence ; & c'est par-là qu'a commencé le triomphe du Nouveau Monde, triomphe completé par la révolution qui vient de s'opérer dans l'Amérique septentrionale.

## SEIZIEME RÉPONSE,

POUR L'ACADÉMIE DE TOULOUSE,

*Relativement au Discours qu'elle a demandé, touchant la grandeur & l'importance de la Révolution qui vient de s'opérer dans l'Amérique septentrionale.*

**I**L semble d'abord que la grandeur & l'importance de la révolution qui vient de s'opérer dans l'Amérique septentrionale, ne sauroient être dignement célébrées dans un discours, à cause des bornes étroites auxquelles il faudroit alors renfermer un si vaste sujet. On se figure, au premier aspect, que cette matière est trop inépuisable, pour que les plumes même les plus éloquentes pussent la traiter en peu de mots; & cependant, après s'être livré à cet égard aux méditations, aux examens, aux tentatives convenables, on ne fait trop sur quel objet il sera facile de s'étendre plus particulièrement. Car enfin, pour exalter la révolution dont il s'agit, n'aurons-nous la comparer à toutes celles qui se trouvent consignées dans les annales de l'Univers? Nous attacherons-nous à prouver qu'elle est la plus grande de toutes, & à raison du vaste Empire auquel elle a donné naissance, & à raison de la puissance formidable à laquelle cet Empire a échappé, & à raison des vertueux Monarques, des Nations puissantes, qui ont contribué à l'opérer? Mais ce sont-

là des vérités historiques connues des lecteurs les moins instruits ; vérités d'ailleurs par elles-mêmes assez indifférentes au bonheur du genre humain. -- Nous efforcerons-nous de prouver qu'elle est la plus importante de toutes , à cause de la forme de Gouvernement que le nouvel Empire a su se donner ? Mais on nous opposera la constitution des Empires Chinois & Péruviens , de la République de Lacédémone ; on nous objectera la diversité des constitutions de chaque portion de ce nouvel Empire ; on nous citera les révolutions de tous les anciens Empires , pour nous prouver que , puisque le nouveau se trouve tout-à-coup plus puissant , il ne sauroit jouir de la même durée que les autres ; semblable en cela aux êtres animés , dont l'existence est toujours plus courte à proportion du peu de temps qu'ils ont mis à leur entier accroissement. — Nous bornerons-nous à la considérer relativement au bien ou au mal qui en résultera pour les Peuples commerçans ? Mais alors nous voilà dans le pays des chimères , des systèmes à fantaisie. Le pour & le contre vont être soutenus avec la même force , avec la même chaleur , & peut-être avec un égal succès ; par conséquent notre sublime & inépuisable sujet d'éloges se trouve alors dans la classe des matières , touchant lesquelles la vérité n'est pas même encore décidément distinguée de l'erreur.

Comment donc connoître le point de vue sous lequel la révolution américaine a été envisagée par les Sages qui ont proposé d'en célébrer la grandeur & l'importance ? Comme cette question est un vrai problème aux yeux du Lecteur vulgaire , il doit être permis de suivre ici à peu près la méthode des Algébristes. Ainsi supposons pour un mo-

Que cette révolution soit un événement de  
 nière importance pour le bonheur du genre  
 in ; n'est-il pas évident qu'elle ne pourra  
 elle que par son influence à venir, que par  
 tes heureuses qu'elle doit naturellement avoir ?  
 pour reconnoître avec certitude ces mêmes  
 , ou autrement dit, les heureux effets de l'in-  
 ndance Américaine, il faut commencer par en  
 ercher avec soin les diverses causes, & s'effor-  
 ur-tout de démêler le mobile principal qui a fait  
 ces mêmes causes. Car supposé que ce mo-  
 fût le même que le mobile universel de la po-  
 ue moderne, dès-lors il devroit être étudié avec  
 , comme étant destiné à donner désormais le  
 nle à toutes les révolutions, & par conséquent  
 nme seul capable de faire découvrir la future in-  
 ence de l'indépendance Américaine. Mais ce mo-  
 e une fois connu, faudra-t-il donc se borner à  
 calculer froidement la force & l'action dans la  
 te des siècles ? L'intérêt du genre humain exige  
 'on cherche à rendre utiles ces premières con-  
 nissances, & qu'on s'en serve, s'il est possible,  
 our perfectionner le mobile en question, soit en le  
 epouillant de tout ce qu'il pourroit avoir de nuisible,  
 soit en l'enrichissant de tous les appuis, de tous les  
 ehors, propres à perpétuer ses heureuses influen-  
 es, & à les répandre de proche en proche sur tous  
 es Peuples de l'univers.

Telle est la hauteur à laquelle nous pensons qu'il  
 faut s'élever pour traiter dignement le sujet pro-  
 posé ; & telle est à peu près celle où nous avons  
 âché de nous placer nous-mêmes. D'abord re-  
 montant à la découverte du nouveau Monde, nous  
 avons vu, à cette époque fameuse, le genre hu-  
 main par-tout en proie à l'empire des préjugés, des

passions, & surtout des jalousies nationales. Vant de plus près les effets de cette découverte, parcourant les diverses métamorphoses qu'elle a subies aux préjugés, nous avons prouvé qu'il étoit enfin résulté un nouvel ordre de choses dans tous les siècles, un nouveau mobile à l'égard de la politique moderne, dont l'esprit de commerce étoit par-là devenu l'esprit général, l'esprit universelle. Frappés de l'influence profonde que ce nouveau mobile auroit désormais sur le sort des Peuples commerçans, & par leur réaction sur le sort de tous les Peuples de la terre, nous nous sommes efforcés d'en saisir le vrai caractère, d'indiquer les divers avantages qu'il a procurés, ceux qu'il est en droit d'en attendre, la marche suivant laquelle il opérera ses divers effets; & nous avons fini par présenter l'indépendance Américaine comme le doux appui, le fortuné renfort destiné à accélérer cette marche, & à faire produire à l'esprit de commerce, devenu l'esprit général, les heureux fruits qu'il est susceptible de produire en cette qualité.

Le mobile général une fois bien reconnu, nous sommes appliqués à le dépoüiller de tout ce qu'on pouvoit lui reprocher de nuisible, & à l'enrichir au contraire des divers appuis capables de le maintenir, de le fortifier & de répandre au loin sa benigne influence. A la vérité, les difficultés qu'il avoit à remplir une double indication de cette importance, m'ont d'abord effrayé, réputé plus d'une fois; & vraisemblablement elles m'auroient fait renoncer à ma périlleuse entreprise, si les intentions bienfaisantes des Gouvernemens actuels ne m'avoient soutenu; mais à la fin, suffisamment ranimé par cette puissante considération, aucun autre mo-



ou depuis m'attacher au sublime sujet de mes-  
tions , pas même le juste desir de payer le  
d'éloges dû aux sages Souverains qui ont le  
contribué à consolider la révolution Améri-  
Eh quoi ! des recherches capables de contri-  
la gloire , à la félicité nationale , d'intéresser  
tout le genre humain , ne forment-elles pas  
ens plus pur , plus digne d'être offert à des  
ques vertueux , que le simple étalage de quel-  
pressions flatteuses , que la fade répétition de  
es infructueuses ? ~~Non~~ Non , n'en doutons pas ,  
je dit à moi-même , les Princes magnani-  
u travaillent sérieusement à acquérir la vraie  
de gloire , loin de rejeter une pareille offran-  
recevront avec plaisir , & peut-être comme  
es plus dignes & de leur grand cœur & d'un  
admirateur ; oui , bien sûrement ils préfère-  
des paroles stériles , le respectueux hommage  
crit dicté par les sentimens les plus nobles ,  
vers le but le plus glorieux , rempli des plus  
ueux objets dont l'homme puisse s'occuper.  
uveau système & de confédération & de lé-  
n , annoncé comme exactement catqué sur  
el ordre de choses , & dès-lors à convertir des  
nombrables dont ils ne cessent de purger la  
organisation de leurs empires , & dès-lors à  
de perpétuer leurs sages réformes , d'aug-  
sans fin la force , la gloire , la prospérité de  
euples chers , & de contribuer insensible-  
au bonheur de tout le genre humain : des  
grandes , si sublimes , ne sauroient leur pa-  
indifférentes ; ils s'efforceront au plutôt de  
ocurer tous les degrés de perfection dont  
sont susceptibles ; & ils jouiront enfin du déli-  
ce de les réaliser , & de mériter ainsi la

plus superbe couronne d'immortalité, qui ait jamais été décernée à de simples mortels. =

Voilà à peu près la manière dont se trouvent célébrées dans notre Ecrit la grandeur & l'importance de la révolution qui vient de s'opérer en l'Amérique septentrionale.

Comme en ce moment notre fameux projet de confédération doit, selon nous, avoir cessé de paraître chimérique au Lecteur, nous terminons ici ce qui le concerne par un souhait bien naturel, par le souhait de voir un monument & une fête annuelle, destinés à perpétuer & à rendre sans cesse présent à l'esprit le souvenir du jour mémorable où sera signée ladite confédération; & dans la vue d'engager, d'aider même, (peut-être), les personnes entendues à enfanter quelque idée vraiment digne d'un si noble sujet, nous oserons encore exposer sur cette matière, nos foibles conceptions.

Au centre d'une grande place sur un beau pedestal, on verra la justice & la paix avec leurs attributs, & tout autour, dans une balustrade circulaire, seront les nations confédérées, sous leurs attributs de la guerre, se présentant d'un air gracieux les productions de leurs climats, se montrant réciproquement le précieux emblème de la justice & de la paix, se félicitant à l'un & à l'autre des doux fruits de leur association générale. Dans chacun des quatre angles de la place, disposés aux quatre points cardinaux, on élèvera (si possible) une superbe fontaine, surmontée d'un Ange sonnant de la trompette, & paroissant inviter à la Confédération tous les Peuples du point cardinal respectif; à défaut de fontaine, on y plantera les quatre saisons de l'année, s'empressant d'arriver au centre, & donnant à connoître que ce

peut diminuer déjà les rigueurs particulières à chacune d'entr'elles.

Tel est le rang suivant lequel les nations seront placées : on prendra Constance ou quelque autre ville du voisinage pour le centre du monde Chrétien ; & puis on remettra la décision de tout le reste aux aires ou rumbes de vent. Ainsi, par exemple, à l'orient de Constance on placera l'Allemagne ; à l'occident, la France ; au nord, le Danemarck, au midi, la République de Gênes ; entre cette République & l'Allemagne seront la Toscane, Venise, Rome, Naples, Raguse..... Entre l'Allemagne & le Danemarck, seront la Pologne, la Russie, la Prusse, la Suede.... Entre le Danemarck & la France, on verra les Provinces-Unies, l'Angleterre, les Etats-Unis, & enfin entre la France & la République de Gênes, on mettra les Cantons Suisses, le Portugal, l'Espagne, Geneve, la Savoie..

Les Nations comprises dans le premier traité, occuperont à elles seules, la première bande circulaire, & on en réservera en arrière une seconde pour les Nations qui, par la suite, se feront incorporer à la Confédération Chrétienne.

La Fête annuelle consistera dans un festin général composé d'autant de tables qu'il y aura de Peuples confédérés. Chacune de ces tables sera présidée par le Chef national, soit Prince, premier Magistrat, Ambassadeur, Consul, &c. résidant dans le pays : elle contiendra toujours un nombre de plats égal au nombre de Peuples confédérés, & chacun de ces Peuples y aura ses Représentans en nombre toujours égal aussi (y compris le Chef mentionné) au nombre des Etats confédérés. En outre, chaque Chef distribuera ses Nationaux aux autres tables

de chacune desquelles il recevra à son tour un convive de la Nation desdites tables. C'est le Chef national du pays qui, dans chaque Etat, fera le premier cette distribution, commençant une année par la droite, l'année d'après par la gauche, & ainsi de suite, alternativement....

Dans les climats où le monument projeté aura besoin d'être mis à couvert, on pourra l'ériger dans quelque vaste Temple, qu'on consacra alors à cet objet; ou bien l'on construira un Temple fédéral, soit d'après quelque magnifique plan proposé par les connoisseurs, soit d'après celui des monumens existans qui m'a paru le plus propre à servir de modele : je veux parler de la superbe Halle (c) aux bleds, farines & grenailles,

(c) En voici la description abrégée, telle qu'elle se trouve dans l'Almanach du Voyageur à Paris, par M. Thiéri.

« La forme circulaire de ce monument & la simplicité noble de son décor répondent parfaitement à l'objet auquel il est destiné; parfaitement isolé, il est percé de vingt-cinq arcades de dix pieds & demi d'ouverture, toutes de même grandeur. Six servent de passage, & répondent à autant de rues terminées par des carrefours.

Les voûtes du rez-de-chaussée sont des voûtes d'arrête; portées en pendentifs sur des colonnes de proportion toscane, dont les socles sont coupés à pan, pour ne point gêner ni empêcher le service. — Au-dessus regnent des greniers beaux & vastes, voûtés en pierre & briques. Deux escaliers y communiquent. Celui du côté de la rue de Grenelle, en pierre de liais, est supérieurement appareillé. L'autre, du côté de la rue du Four, est d'une forme nouvelle : on y monte de quatre côtés jusqu'au premier palier; ensuite on reprend par deux rampes qui se croisent parallèlement, & conduisent jusqu'au haut....

La nouvelle coupole dont on vient de couvrir la cour de cette Halle, loin de nuire à la beauté, y ajoute infini-  
qui

qui a été construite à Paris ces années dernières. Soit que ce monument se trouve à couvert ou à

---

niment, & répare le défaut de petitesse justement reproché à cette enceinte. -- Cette voûte de cent vingt pieds de diamètre, la plus grande qui soit en France, est un demi-cercle parfait, dont le centre est pris au niveau de la corniche, à quarante pieds de terre; ce qui, joint à soixante pieds de rayon, donne une hauteur de cent pieds, depuis le sol jusqu'au sommet de la voûte. -- Elle n'est formée qu'avec des planches de sapin, d'un pied de largeur, d'un pouce d'épaisseur & d'environ quatre pieds de longueur... Vingt-cinq coupoles ou côtes à jour, divisent absolument cette voûte dans toute sa hauteur. Elles sont à plomb de chacune des arcades du bas, & forment autant de rayons divergens du centre lumineux ouvert au sommet de cette calotte, & qui a vingt-quatre pieds de diamètre. Les côtes à jour sont fermées, ainsi que la lanterne du haut, par des châssis vitrés..... L'extérieur de cette calotte est couvert d'ardoises, & en partie d'un mélange métallique, de la composition du sieur Tournu, Fondeur & Doreur. L'intérieur est plafonné avec des voliges bien dressées & attachées avec des vis. Un joint de quatre lignes qui les sépare, imite les assises de pierre qui décorent l'ensemble du monument, & laisse un libre cours à l'air dans l'intérieur de cette voûte, pour la conservation des bois.

Comme ce plafond donne à cette coupole l'apparence de pierre, & masque entièrement le procédé de la construction, MM. le Grand & Molinos (Architectes de la coupole), l'ont exposé, en petit, aux yeux du Public, en formant, par le même principe & avec un segment du même cercle, un pont qui traverse les greniers du monument. Il conduit de l'escalier pratiqué dans la colonne de Médicis (adossée à l'extérieur de la Halle), à la galerie qu'ils ont formée sur la corniche de la Halle. Il est composé absolument, comme tous les plans de la coupole, de quatre courbes, dont deux sont à quatre planches & deux à trois. Ce pont, image fidelle de tout l'assemblage de cette voûte, conduit à l'escalier extérieur, qui arrive au sommet, & par le moyen duquel on fera commodément le service nécessaire à toutes les réparations.

découvert ; l'accès ne devra en être libre qu'à certaines époques , comme par exemple aux fêtes fédérales & nationales au moins , & en sus , tout au plus , le premier Dimanche de chaque mois , à l'exception toutefois de certaines occasions extraordinaires. — On comprend assez qu'outre son premier objet , un Temple fédéral pourra encore servir à la tenue des assemblées nationales , des assemblées des Ordres Chrétien & National , &c....)

---

La lanterne de fer , qui couvre le cercle à jour ouvert au sommet de cette voûte , mérite aussi une attention particulière.... Les fers y sont de champ , & les assemblages à vis : les feuillures y sont rapportées à cremaillere avec de la tôle reployée , pour plus de légèreté. Au sommet est une girouette , dont le prolongement marque les vents sur un cadran placé dans l'intérieur.

Les échafauds imaginés pour cette construction , ont étonné par leur légèreté & leur nouveauté. Le premier plancher étoit à soixante-quinze pieds de terre , & avoit cent pieds de diamètre. Sur celui-ci étoient deux autres étages , qui arrivoient au sommet de la voûte. Ils n'étoient composés que de bords de bateau en sapin , posés de champ. Les pieds des fermes posoient sur la corniche du monument , & laissoient l'entière jouissance de la cour. Les quatre chevres qui avoient servi à monter les fermes placées au centre , sembloient soutenir seules en l'air cette surprenante machine. . . . . Des para-tonnerres vont être placés aux quatre points cardinaux de cet édifice , pour le préserver de la foudre ».



---

*R A P P R O C H E M E N T**D E N O S D I V E R S S E R É P O N S E S ,**E T C O N C L U S I O N .*

**A**SSURER à l'homme la jouissance de son honneur , de sa vie , de ses biens , le soustraire aux funestes effets de la fainéantise , & de l'indigence , & lui procurer même une médiocre aisance , qui , aidée des autres moyens convenables , l'encourage à multiplier son espèce ; l'empêcher surtout de frustrer à ce dernier égard , les intentions de la Nature , soit en l'intéressant au regne des bonnes mœurs , soit en assurant de toutes parts , la conservation des enfans qui naissent , tant des mariages que des unions illégitimes ; lui inspirer un attachement équitable pour sa Patrie , sous quelque forme de Gouvernement que la Providence l'ait placé ; convertir l'égoïsme national , ou la rivalité des Peuples , en principe de leur grandeur respective ; établir entre la religion & l'ordre social une liaison des plus intimes , comme des plus avantageuses ;... purger les codes nationaux , des vieilles loix incompatibles avec les besoins actuels du Corps social , & les enrichir au contraire des nouvelles loix reconnues nécessaires ; prévenir les suites malheureuses du luxe & l'empêcher de détruire les Empires ; indiquer une méthode praticable de rappeler ainsi à la raison , d'abord les nations policées ,

puis par leur influence , les nations barbares , & prouver que cette méthode précieuse ( l'aurore d'un nouvel & sublime ordre de choses ) préparée par la découverte de l'Amérique , est due irrévocablement à son indépendance : voilà sans doute , & une belle façon de célébrer la grandeur , l'importance de la révolution Américaine , & un assez brillant sujet de triomphe pour le Nouveau Monde ; & voilà aussi le texte précieux des grands & intéressans objets , que les Académies Européennes soumettent de jour en jour au conflit des discussions publiques.

Tel est le nouveau point de vue , sous lequel le rapprochement concis de nos diverses Réponses présente le vaste & magnifique projet , dont cet écrit contient le plan. Heureux l'Auteur d'un tel plan , de l'avoir conçu dans une époque plus favorable à son but , que toutes celles qui sont le plus fastueusement célébrées dans les annales de l'Univers , dans l'époque fortunée où l'on voit , pour la première fois , & les conducteurs des plus puissantes nations uniquement occupés du glorieux soin de les rendre à jamais heureuses , & les Docteurs du genre humain livrés entièrement à la précieuse recherche des découvertes , des connoissances utiles à l'homme ; c'est-à-dire , dans une époque où il sera jugé avec justice , & s'il est digne d'attention , perfectionné avec promptitude , exécuté avec sagesse. Puissiez-vous donc , ô vous à qui j'ai osé le dédier & en faire une espèce de consécration , puissiez-vous le regarder comme le fruit de vos salutaires réformes , l'effet de la confiance due en vos lumières , en vos bienfaisantes intentions , & comme digne à ce titre , d'être soumis à votre examen , de recevoir de vous-même son dernier degré de perfection ! Vous sur-



tout, vertueux Monarques , arbitres augustes du sort  
 des Nations , puissiez-vous concevoir le sublime  
 dessein de consolider à jamais vos sages améliorations,  
 de les mettre pour toujours à couvert du caprice des  
 hommes , des révolutions des années ! puissiez-vous  
 reconnoître au plutôt combien vous êtes dignes de vous  
 chérir les uns les autres ; combien votre amitié , votre  
 union réciproques peuvent contribuer à votre bonheur ,  
 à la gloire , à la félicité de vos Peuples ; jusqu'à  
 quel point vous rendrez l'autorité souveraine semblable  
 à la toute-puissance du *Très-Haut* , en la rendant  
 puissante pour le bien , & impuissante pour le mal ;  
 jusqu'à quel sublime degré d'élevation tous les siècles  
 à venir vous placeront au-dessus des Princes déifiés  
 par l'antiquité , en célébrant l'époque mémorable où  
 tous les Peuples Chrétiens se seront enfin unis entre  
 eux , par les liens d'une Confédération indissoluble ,  
 destinée à les rendre de jour en jour plus heureux ,  
 & à répandre peu à peu ses bénignes influences sur le  
 reste des humains !

*F I N.*

---

# TABLE

## DES MATIERES.

---

### TOME PREMIER.

#### PREMIERE PARTIE.

Pages.

<i>ESSAI sur les genres d'utilité qu'a produits la Découverte de l'Amérique, . . .</i>	5
--	---

#### SECONDE PARTIE.

<i>Recherches sur les Moyens de remédier aux maux &amp; d'accroître les biens qui ont résulté, pour le Genre Humain, de la Découverte du Nouveau Monde, . . . . .</i>	47
<i>PREMIER MOYEN, puisé dans l'extinction de l'indigence ou pauvreté extrême, . .</i>	51
<i>SECOND MOYEN, puisé dans les Législations Civile &amp; Commerciale, . . . . .</i>	57
<i>TROISIEME MOYEN, puisé dans les opérations du fisc, converties en Législation Financiere, . . . . .</i>	95
<i>QUATRIEME MOYEN, puisé dans la Législation Politique, . . . . .</i>	131
<i>ADDITION au premier Moyen, . . . . .</i>	155

Fin de la Table du Tome Premier.

---

---

# TABLE DES MATIERES.

---

---

## TOME SECOND.

	Pages.
CINQUIEME MOYEN, <i>puisé dans la Législation Religieuse &amp; dans l'Education,</i>	1
SIXIEME MOYEN, <i>puisé dans la Législation Criminelle, . . . . .</i>	61
SEPTIEME MOYEN, <i>puisé dans la Législation Militaire, . . . . .</i>	145

## TROISIEME PARTIE.

<i>Méthode de répandre insensiblement, chez les Nations diverses, les heureux fruits de la Découverte du Nouveau Monde, . . .</i>	165
RÉCAPITULATION des trois Parties précédentes, . . . . .	184

## QUATRIEME PARTIE.

<i>Réponses Académiques, fournies par la première, &amp; propres à ne former avec elle qu'un seul &amp; même tout, quoique faisant chacune un tout distinct,</i>	
Premiere Réponse, pour l'Académie de Metz, <i>relativement à la Législation Criminelle,</i>	211
2 <sup>me.</sup> , pour l'Académie de Liège, <i>touchant les Moyens d'extirper la mendicité, . . .</i>	214
3 <sup>me.</sup> , pour l'Académie de Châlons, <i>touchant les Moyens d'améliorer la condition des Pauvres. . . . .</i>	217

4 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Châlons, touchant les Moyens de faciliter & d'encourager les Mariages, . . . . .	221
5 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Metz, relativement aux bonnes mœurs & aux Bâsards, . . . . .	226
6 <sup>me</sup> , pour l'Académie d'Angers, touchant la conservation & l'Education des Enfants-trouvés, . . . . .	234
7 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Manheim, concernant les Moyens de prévenir l'infanticide, . . . . .	238
8 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Mantoue, concernant les Moyens d'augmenter l'amour de la Patrie, . . . . .	241
9 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Besançon, relativement aux vertus patriotiques exercées, soit dans les Etats Monarchiques, soit dans les Etats Républicains, . . . . .	245
10 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Besançon, concernant les Moyens d'extirper la fainéantise, d'empêcher le luxe de détruire les Empires, & concernant la liaison intime qui doit régner entre la Religion & l'Ordre Social, . . . . .	250
11 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Madrid, relativement à la propriété perpétuelle & inaliénable des terres, & aux taxes sur les consommations, sur les marchandises de vente journalière, . . . . .	254
12 <sup>me</sup> , pour l'Académie d'Arras, relativement à la division des terres, . . . . .	265
13 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Bordeaux, touchant la gêne ou prohibition de tels ou tels genres de culture, . . . . .	269

4 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Besançon , touchant la rivalité des Nations , convertie en prin- cipe de leur grandeur respectve , . . . .	274
5 <sup>me</sup> , pour l'Académie de Berlin , concernant la méthode de rappeler à la raison toutes les Nations , . . . . .	279
6 <sup>me</sup> , pour l'Académie des Jeux Floraux , touchant la grandeur & l'importance de la Révolution qui vient de s'opérer dans l'Amérique Septentrionale , . . . .	285
l'approchement concis de nos diverses Réponses , & Conclusion , . . . . .	295

Fin de la Table du Deuxieme & dernier Tome.

# ERRATA

## DU TOME SECOND.

### PAGES. Lignes.

10,	24, avancés, lisez avoués.
12,	13, a la, lisez a lu la.
39,	10, rare, lisez facile.
43,	24, LXIX, lisez LXX.
64,	17, autorité, lisez activité.
114,	à la troisième colonne, effacez le deuxième traitement du coupable, placez vis-à-vis l' seulement domestique.
166,	24, félicité, lisez sûreté.
209,	8, capable enfin de, lisez propre enfin à.
229,	9, au pas, lisez au point.
262,	5, ont besoin, lisez ont le plus de besoin.

---

## A P P R O B A T I O N.

lu, par ordre de Monseigneur le Garde des  
x, un Manuscrit intitulé *le Triomphe du  
Nouveau Monde*. Cet Ouvrage spécialement con-  
à la gloire du Nouveau Monde, contient  
un nouveau système de paix perpétuelle, formé  
suite de vues & de recherches constamment  
es vers le précieux regne de la vraie Reli-  
& des bonnes mœurs, vers la prospérité des  
res, le bonheur des individus & l'intérêt  
al du Genre Humain. Sublimité d'idées,  
sse de sentimens, pureté de langage, clarté,  
ie de style, justesse de raisonnement, sagesse  
incipes, objets majestueux, vues profondes;  
m'a paru concourir à lui assurer non-seule-  
un accueil favorable, mais même une place  
guée parmi le petit nombre d'Ouvrages dignes  
sser à la postérité. A Paris, ce 21 Novembre

ROBERT DE VAUGONDY,  
*Censeur Royal.*

---

## P R I V I L È G E D U R O I,

NOUS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de  
re: A nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant  
ours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires  
tre Hôtel, Grand-Conseil, Prévôt de Paris, Baillifs,  
baux, leurs Lieutenans Civils, & autres nos Justi-  
qu'il appartiendra: SALUT. Notre bien amé le Sieur  
, Nous a fait exposer qu'il desireroit faire im-  
& donner au Public un Ouvrage de sa compo-  
sition intitulé, *le Triomphe du Nouveau Monde*, s'il nous plaisoit

lui accorder nos Lettres de Privilege pour ce nécessaires. A  
CAUSES, voulant favorablement traiter l'Exposant, Nous  
avons permis & permettons par ces Présentes, de faire imp  
ledit Ouvrage autant de fois que bon lui semblera, &  
vendre, faire vendre & débiter par tout notre Royaume.  
lons qu'il jouisse de l'effet du présent Privilege, pour lui  
hoirs à perpétuité, pourvu qu'il ne le rétrocède à perso  
& si cependant il jugeoit à propos d'en faire une ces  
l'Acte qui la contiendra, sera enregistré en la Cha  
Syndicale de Paris, à peine de nullité, tant du Privileg  
de la cession; & alors par le fait seul de la cession enregi  
la durée du présent Privilege sera réduite à celle de la v  
l'Exposant, ou à celle de dix années à compter de ce  
si l'Exposant decede avant l'expiration desdites dix a  
Le tout conformément aux articles IV & V de l'Arr  
Conseil du 30 Août 1777, portant Règlement sur la  
des Privileges en Librairie. FAISONS défenses à tou  
primeurs, Libraires & autres personnes, de quelque  
lité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'im  
sion étrangere dans aucun lieu de notre obéissance: d  
aussi d'imprimer ou faire imprimer, vendre, faire v  
débiter ni contrefaire ledit Ouvrage, sous quelque p  
que ce puisse être, sans la permission expresse & par écrit  
Exposant, ou de celui qui le représentera, à peine de  
& de confiscation des exemplaires contrefaits, de six  
livres d'amende, qui ne pourra être modérée pour l  
miere fois, de pareille amende & de déchéance d'état  
de récidive, & de tous dépens, dommages & intérêts  
formément à l'Arrêt du Conseil du 30 Août 1777, c  
nant les Contrefaçons. A la charge que ces Présent  
ront enregistrées tout au long sur le Registre de la Co  
nauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, dans trois  
de la date d'icelles; que l'Impression dudit Ouvrag  
faite dans notre Royaume, & non ailleurs, en beau  
& beaux caracteres, conformément aux Réglemens  
Librairie, à peine de déchéance du présent Privilege: qu  
de l'exposer en vente, le manuscrit qui aura servi de  
à l'impression dudit Ouvrage, sera remis dans le mêm  
où l'Approbation y aura été donnée, es mains de  
très-cher & féal Chevalier, Garde des Sceaux de F  
le Sieur HUE DE MIROMESNIL, Commandeur de nos  
dres; qu'il en sera ensuite remis deux exemplaires  
notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre C  
du Louvre; un dans celle de notre très-cher & féal



